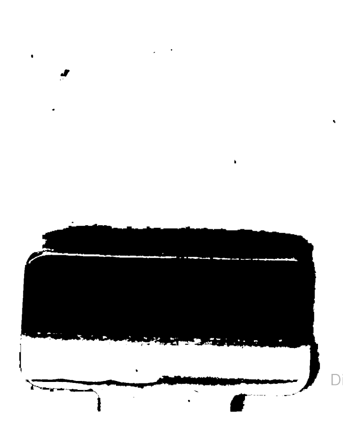




HISTOIRE

D'ALLEMAGNE.

II.

IMPRIMERIE D'HIPPOLYTE TILLIARD,
RUE SAINT-HYACINTHE-SAINT-MICHEL, 30.

HISTOIRE

D'ALLEMAGNE

DEPUIS

LES TEMPS LES PLUS RECULÉS JUSQU'A L'ANNÉE 1838,

PAR KOHLRAUSCH,

ANCIEN PROFESSEUR,
INSPECTEUR-GÉNÉRAL DE TOUTES LES ÉCOLES SUPÉRIEURES DU ROYAUME DE HANOVRE;

Traduite de l'allemand sur la onzième édition,

PAR A. GUINEFOLLE.

DEUXIÈME ÉDITION.

Tome second.



PARIS,
LAVIGNE, LIBRAIRE-ÉDITEUR,
1, RUE DU PAON SAINT-ANDRÉ.

1840.

HISTOIRE

DE

L'ANCIENNE ALLEMAGNE.

SIXIÈME ÉPOQUE.

DEPUIS CHARLES V JUSQU'A LA PAIX DE WESTPHALIE.

1520-1648.

L'invention de l'imprimerie encourage la composition et la propagation des ouvrages historiques; leur nombre s'accroît depuis lors chaque siècle. En même temps on voit percer partout l'amour des recherches scientifiques et le goût pour les anciens auteurs qu'on avait négligés.

Écrivains qui ont traité l'histoire générale de cette époque.

1. Paul Jovius, né à Côme, 1482, et mort en 1552, évêque de Nucérie. *Historia sui temporis,* de 1494 jusqu'à 1520.

2. Jacq. Aug. de Thou, né à Paris, 1553, mort, 1617, président du parlement et bibliothécaire de Henri IV; homme érudit et estimé. Également *Historia sui temporis,* 1543 à 1607.

3. Jean Genesius de Sepulvéda, Espagnol, historien de Charles V, né en 1491, mort 1572. *De rebus gestis Caroli V.* Colon. 1657.

4. On peut encore nommer parmi les historiens espagnols: Pierre Salazar,

Prudent de Sandoval, Alphonse de Ulloa et Antoine de Vera Zunnigaet.

5. Parmi les Italiens : Louis Dolce, Jean-Baptiste Adriani et Grégoire Leti.

6. Quelques écrits particuliers, généralement importants pour le temps de Charles V, ont été recueillis au nombre de 62, en deux volumes, par Simon Schard ;

7. Et en trois volumes, par Fréher.

Pour l'histoire de la réforme, il y a :

8. D'abord les écrits des réformateurs eux-mêmes et de leurs partisans.

9. Les œuvres d'Erasme de Rotterdam, né en 1467, mort en 1536, qui sont en partie dans le sens de la réforme et en partie contre elle.

10. Ulrich de Hutten, qui soutient les nouvelles idées avec non moins d'esprit que de chaleur (né en 1480, mort en 1523).

11. Jean Sleidanus, né à Sleida en 1506, mort en 1556, professeur de droit à Strasbourg et historien de la ligue de Schmalkade. *Commentarius de statu religionis et reipublicæ, Carolo V cæsare.*

12. George Spalatin, né en 1482, mort, 1545, aumônier et secrétaire de l'électeur Frédéric-le-Sage, qui prit une grande part à la diète d'Augsbourg, 1530, les annales de la réforme, en outre, la vie de plusieurs papes de son temps et d'autres petits écrits qui se trouvent dans les collections de Menken ; *Scriptores germ.*

13. Veit Louis de Seckendorf, né 1626, mort 1692, quoique non contemporain, il n'en est pas moins sûr; parce que, étant ministre de Saxe à Gotha, il a puisé dans les originaux des archives de la ville. *Comment. hist. et apologeticus de lutherianismo*, en réponse à *Hist. Lutherianismi* du jésuite Louis Maimbourg (né à Nancy 1610 et mort en 1686), qui mérite cependant d'être remarquée.

14. Des écrivains encore postérieurs, au commencement du dix-huitième siècle, entre autres Jean-Joachim Muller, Valentin Loscher, G. Lehmann, etc., donnent une nouvelle clarté aux pièces relatives à la réforme et s'appuient sur des manuscrits conservés dans les archives.

Pour l'histoire de la Confession d'Augsbourg particulièrement,

15. David Chitrœus, né 1530, mort 1600, professeur à Wittemberg, à Rostock, à Helmstœdt, qui fut chargé par Maximilien II de faire un plan de discipline pour l'église protestante d'Autriche et collaborateur de l'acte *Formula Concordiæ. Hist. Confess. Augustanæ.* Il parle aussi de Charles V, de Ferdinand Ier et de Maximillien II.

16. George Cœlestin, aumônier de l'électeur de Brandebourg, mort en 1576. *Hist. Comitiorum Augustæ, 1530, celebratorum.*

Pour la guerre de Schmalkade :

17. Louis d'Avila, Espagnol, général de Charles V, *Commentaires de la*

guerre de Charles V en Germanie, 2 vol; ouvrage écrit en espagnol, traduit en latin à Anvers, 1550. Il est tout-à-fait pour Charles et par conséquent ennemi des protestants.

18. Frédéric Hortleder, né 1579, mort 1640, conseiller du prince de Weimar. Traité et Développement des Motifs de la Guerre contre la Ligue de Schmalkalde; il a puisé dans les archives de Weimar.

Pour le concile de Trente :

19. Paul Sarpi, né à Venise, 1552, mort en 1625, moine et conseiller de la ville. Histoire du Concile de Trente; ouvrage écrit en ital'en, édité à Londres, en 1619, sous le nom de Petrus Suavis ; en Allemagne, en 1761, sous celui de Rambach; à Halle, 1761.

20. Pour répondre à Sarpi, qui a écrit trop librement, il y a l'Histoire du Concile de Trente, par le Jésuite Sfortia Palavicini, né à Rome en 1607, mort en 1667.

Biographies de quelques hommes célèbres de ce temps.

21. *Adami Reisneri comm. de vitâ et reb. gest. Georgii et Casp. Frundsbergiorum;* Francfort, 1568.

22. Joachim Camerarius, né en 1500, mort 1547, ami de Melanchthon, profess. à Tubingen et à Leipsig, *Vita Melanchthonis,* et aussi *Vita Mauritii electoris.*

23. Gœtz de Berlichingen, mort en 1562; sa vie, par lui-même.

24. Sébast. Schærtting de Burtenbach, général des villes dans la guerre de Schmalkade; sa vie, par lui-même.

25. La troisième et quatrième partie du Recueil de Schard, *Script. rer. germ.* sont à consulter pour le temps de Ferdinand Ier et de Maximilien II.

Pour tout le temps jusqu'à Ferdinand II et même au-delà, et surtout pour la guerre de trente ans :

26. François Christ, comte de Rhévenhuller, conseiller impérial et grand'maître, mort en 1650. *Annales Ferdinandei,* de 1578 à 1637.

27. Nicolas Bellus; Affaires d'Allemagne pendant la paix comme pendant la guerre, sous Mathias et Ferdinand II, de 1617 à 1640.

28. Guillaume Lamormian, jésuite, confesseur de Ferdidand II, mort en 1648; *Virtutes Ferdinandei,* à Vienne, 1637.

29. Pierre-Bapt. Burgus, génois et témoin oculaire des actions de Gustave Adolphe, par conséquent en sa faveur. *Comm. de Bello Suecico,* de 1618 à 1632.

30. Eberh. Wassenberg d'Emmerich, historien de Wladislas, roi de Pologne. *Florus Germanicus de Bello inter Ferd. II et III, et eorum hostes ab anno* 1618-40 *gesto;* très zélé contre les protestants.

31. De même que les historiens italiens de la guerre de trente ans : Jos. Ricci, Jac. Damiani, Galeazzo Gualdo, etc.

32. Phil. de Schemnitz, historien et conseiller en Suède, mort en 1678. La guerre des Suédois en Allemagne en 9 parties, dont deux seulement ont été imprimées; les autres sont conservées dans les archives de Stockholm.

33. Le célèbre Samuel Puffendorf, conseiller et historien à Stockholm, en dernier lieu conseiller à Berlin, mort en 1694. Son ouvrage, *De rebus suecicis sub Gust. Adolpho usquè ad abdicationem Christinæ.*

34. Tobias Pfanner, conseiller de Saxe, né 1640. *Hist. pacis Westph.*

35. Avec l'année 1617 commence l'ouvrage *Theatrum Europœum;* 19 vol. composés par plusieurs écrivains, souvent de peu de mérite.

Pour quelques hommes remarquables :

36. Actions du Duc de Saxe-Weimar, par Ernest Sal. Cyprian Gotha, 1729.

37. La vie de Wallenstein, par Galeozzo Gualdo. A Lyon, 1643.

38. Lettres originales de Wallenstein, de l'année 1627 à 1634, qui donnent une nouvelle lumière sur sa vie et son caractère, mises au jour par Fred. Fœrster, à Berlin, 1828.

Élection de l'empereur Charles V.

Le trône impérial, vacant par la mort de Maximilien, demandait un successeur. L'état de tension dans lequel était l'Europe et la confusion qui régnait en Allemagne, où le droit de la force semblait vouloir se relever après la mort du vieil empereur, exigeaient un souverain d'une main puissante, pour maintenir l'équilibre à l'intérieur comme à l'extérieur. La guerre continuait toujours entre l'Espagne et la France, au sujet de l'Italie; or ni l'une ni l'autre des deux puissances n'avait de droit. Il ne convenait qu'à l'empereur de décider quelque chose sur ce pays incapable de se gouverner par lui-même.

A l'est, les Turcs menaçaient; la Hongrie, affaiblie par une mauvaise administration aussi bien que par la mollesse et le luxe du peuple, ne pouvait plus servir de boulevard contre eux, et par conséquent l'empereur avait encore à se porter le protecteur de l'Europe de ce côté. Deux grandes guerres s'étaient élevées dans le sein de l'Allemagne. Le duc Ulric de Wurtemberg ayant une injure à venger, était tombé tout d'un coup, dans l'hiver de 1519, sur la ville libre de Reutlingen, l'avait emportée de vive force et se l'était appropriée; et comme il ne fit aucune attention aux avertissements de la ligue de Souabe que l'empereur avait chargée de conserver la tranquillité intérieure, celle-ci lui ayant fait la guerre l'avait chassé de son duché.—Dans la Basse-Saxe, il s'était élevé une guerre encore plus sanglante. Deux gentilshommes, seigneurs de Saldern, mais vassaux de l'évêque de Hildesheim, lui avaient déclaré la guerre; ils étaient soutenus par les ducs de Wolfenbutten et de Kalemberg; tandis que, de son côté, l'évêque trouvait un appui dans le duc de Lunebourg et les comtes de Lippe, de Hoya et de Diepholtz. Le 28 janvier 1519, les deux partis en étaient venus à une bataille dans les plaines de Soltau, dans le Lunebourg; l'armée de l'évêque avait remporté la victoire; un grand nombre des adversaires étaient prisonniers, et 4,000 étaient restés sur le champ de bataille.—De pareils exemples étaient dangereux. La *landefriede* (paix du pays) avait à la vérité mis fin aux brigandages des simples chevaliers; mais si l'on voulait que les princes ne prissent

pas leur place et qu'ils ne continuassent pas la guerre, afin d'agrandir leurs domaines, bien qu'en réalité il n'y eût pas encore d'exemple d'un prince entièrement ruiné par une guerre particulière, il fallait un empereur puissant qui pût soutenir l'autorité des lois.

Maximilien avait dans le cours de son règne gagné plusieurs voix à son petit-fils, Charles, déjà roi d'Espagne; mais beaucoup de princes pensaient qu'il fallait y réfléchir mûrement avant de donner la puissance impériale à un souverain qui régnerait sur la moitié de l'Europe; car Charles, comme héritier des maisons d'Espagne et d'Autriche, possédait, outre l'Espagne et le royaume de Naples et de Sicile, les belles provinces autrichiennes, et tout l'héritage de Bourgogne dans les Pays-Bas. Si à une pareille grandeur on ajoutait encore l'éclat de l'ancienne couronne impériale, il était à craindre, ainsi le pensaient-ils, que sa maison ne devînt trop puissante et ne conçût l'orgueilleuse pensée d'en imposer à la liberté des princes allemands et de rendre l'empire héréditaire et indépendant en Allemagne.

D'un autre côté, il avait pour compétiteur à la couronne impériale le roi de France, François Ier. Le pape favorisait son élection, du moins il en prit l'apparence; d'ailleurs le jeune roi s'était fait une grande réputation par sa première expédition chevaleresque en Italie, et son peuple élevait son mérite jusqu'aux nues. Les envoyés français remirent aux princes électeurs, assemblés à Francfort, un écrit panégyrique de leur maître, dans lequel, à propos du grand

danger qui menaçait de la part des Turcs, on concluait ainsi : « Celui-là, en effet, serait bien fou qui, dans un temps où l'orage menace d'éclater, balancerait encore à confier au plus habile le gouvernail du vaisseau. »

Mais, malgré l'assurance de ces discours, les princes sentirent le danger de nommer un roi de France empereur d'Allemagne; et après avoir offert la couronne à l'électeur de Saxe, Frédéric-le-Sage, qui la refusa, mu par les plus généreux sentiments, parce que sa maison n'avait pas assez de puissance pour opposer une digue aux difficultés du temps, et recommanda le jeune roi d'Espagne; alors les électeurs considérant qu'il était du moins un prince allemand, le petit-fils de l'empereur Maximilien, qui avait emporté au tombeau leur vénération, l'élurent le 28 juin 1519. Ces représentants toutefois furent obligés de souscrire avant l'élection un compromis qui portait : « que l'empereur ne ferait ni alliance ni guerre avec un étranger, sans l'approbation des princes, et qu'il n'amènerait non plus dans l'intérieur de l'empire aucun soldat étranger. Que les emplois de l'empire et de la cour seraient donnés à des Allemands de naissance; qu'il ne tiendrait aucune diète hors de l'Allemagne; que, dans les affaires de l'empire, soit par écrit, soit de vive voix, on n'emploierait que le langage allemand ou latin; que plus tard, aidé des états, il ferait entièrement disparaître ces ligues commerciales qui avaient jusqu'alors tout conduit par leur argent et disposé de tout à leur

gré (*); qu'il ne mettrait aucun pays au ban de l'empire, sans des raisons bien authentiques et sans un jugement en forme; qu'enfin il passerait en Allemagne le plus tôt possible et qu'il y ferait son principal séjour. »

Les envoyés jurèrent tous ces points et bien d'autres, au nom de leur maître, et promirent qu'il paraîtrait prochainement dans l'empire.

Le jeune roi gouvernait, il est vrai, déjà depuis deux ans; mais le monde ne le connaissait pas encore. Un grand nombre de personne n'avaient conçu de lui que peu d'espérance. La mort prématurée de son noble et chevalier père, Philippe-le-Beau, la folie de Jeanne, sa mère, sa séparation d'avec son frère Ferdinand qui avait été élevé en Espagne, sa propre jeunesse passée parmi des étrangers dans les Pays-Bas, tout cela l'avait forcé de tout concentrer profondément au-dedans de lui-même et de prendre de bonne heure cette discrétion qui lui faisait cacher à tout le monde ce qu'il pensait intérieurement. De plus il n'arriva que lentement à cette clarté et cette indépendance d'esprit qui plus tard l'ont rendu si grand; il semblait alors qu'il se laisserait gouverner par ses conseillers. Il n'y avait que les gens les plus versés dans la connaissance des hommes qui eussent remarqué les lumières concentrées au fond de son âme. Dans un grand tournois à Valladolid, le jeune

(*) Cette clause est principalement contre la Hanse qui existait encore et montre la triste jalousie des princes pour la liberté et la prospérité des villes.

roi, qui depuis son enfance aimait les exercices des chevaliers, parut armé de pied en cap et fit quelques courses avec son premier écuyer. Il rompit trois lances avec lui et chaque fois les airs retentirent des cris de joie du peuple; car le jeune prince, qui n'avait pas encore dix-huit ans et passait pour être faible et facile à influencer, parut dans le plus noble maintien et avec toute la vigueur d'un chevalier; sur son bouclier on ne lisait que ce mot : *Nondum!* pas encore. Ceux qui en comprenaient tout le sens attendaient avec impatience le moment où il pourrait paraître agissant par lui-même.

Ce moment arriva. Il était empereur d'Allemagne, et il fallait décider promptement s'il abandonnerait désormais l'Espagne pour aller prendre les rênes de son nouvel empire. Cette grande nouvelle n'apporta aucun changement dans ce jeune prince de vingt ans. « Notre roi, qui maintenant est empereur, dit un témoin oculaire, semble ne considérer comme rien la plus grande fortune qui puisse arriver à un mortel; sa force de caractère et son phlegme sont si extraordinaires, que l'on dirait qu'il a la boule du monde sous les pieds. » La résolution qu'il avait à prendre aurait été pour un homme ordinaire une décision très difficile. L'Espagne était en grande fermentation, et même presque tout en feu; de puissants partis étaient en présence les uns contre les autres: l'autorité royale, une noblesse puissante et des villes riches et orgueilleuses. En Allemagne, il allait trouver un empire agité, en désordre, et surtout la grande lutte

de religion qui déjà avait commencé et sur laquelle tous les yeux étaient fixés. Les Espagnols étaient même mécontents de voir leur roi revêtu de la dignité impériale ; ils craignaient de ne former qu'un royaume secondaire sous un puissant dominateur.

La plupart des membres du conseil de Charles lui conseillaient de ne pas abandonner le royaume qu'il tenait de ses pères, pour une possession incertaine ou du moins difficile à conserver ; mais son génie voyait dans la circonstance le moment d'une détermination audacieuse et indépendante : il se trouvait jeté sur une carrière de gloire, il s'y lança sans crainte et sans hésitation. Ce fut encore dans le même temps, lorsqu'il était en route pour aller prendre possession de la couronne d'Allemagne, qu'arriva la nouvelle qui annonçait l'acquisition faite en son nom d'un deuxième empire dans le nouveau monde qu'on venait de découvrir, l'immense empire du Mexique. Un esprit plus commun aurait été accablé sous le poids de pareils événements ; mais pour notre jeune héros de vingt ans, ils ne firent que hâter sa maturité et en former un homme. La moitié du globe avait besoin de sa sollicitude, et depuis ce moment il se montra toujours un souverain qui agit par lui-même et embrasse tout de son œil clairvoyant.

Charles débarqua d'Espagne dans les Pays-Bas et passa de là en Allemagne. Le 22 octobre 1520, il fut couronné à Aix avec une grande magnificence et fixa dès lors la première diète qu'il voulait tenir à Worms, le saint jour des Rois de l'année suivante.

Cette diète fut une des plus brillantes qui aient jamais été tenues. On y vit six princes électeurs et une grande quantité de princes ecclésiastiques et laïques. La plus importante affaire qui fut traitée dans cette assemblée fut l'interrogatoire de Martin Luther.

Schisme dans l'Église ; motifs qui l'ont amené.

L'Église, depuis déjà plusieurs siècles, était en proie à toute espèce d'agitations ; l'abandon de l'ancienne discipline avait même ébranlé la foi de bien du monde et corrompu la moralité des peuples; ses institutions semblaient tout-à-fait déchues. De tous côtés s'élevaient des plaintes, et l'on demandait une réforme générale.

Il n'est personne, à quelque religion qu'il appartienne, s'il connaît l'histoire, qui ne sache qu'en effet ces plaintes étaient fondées, et qu'elles étaient élevées par toutes les nations, par les fidèles partisans de l'ancienne Église, par de vénérables évêques, par des savants et des hommes de poids dans l'Église et dans l'état (*).

(*) Tout le monde convient en effet qu'une réforme était nécessaire; mais il fallait une réforme légale faite par l'Église même, et non par de simples particuliers. Il fallait réprimer les abus, empêcher la simonie et le trafic des indulgences, exiger plus de science et de vertu dans le clergé; mais non pas attaquer l'autorité de l'Église et renverser des institutions de quinze siècles.
N. T.

Au temps du grand schisme, de 1378 à 1414, quand plusieurs papes se disputaient la chaire de saint Pierre, chaque prétendant à son tour excommuniait son rival et ses adhérents; de sorte que toute la chrétienté se trouvait soumise au ban de l'Église, soit par un pape, soit par un autre, et que les esprits religieux et pacifiques ne savaient pas véritablement où trouver la paix du Christ; dans une pareille époque, et sous l'influence de tant de fureur dans les passions, cette antique vénération, fondée sur la foi et attachée au nom du pape, devait nécessairement s'affaiblir sensiblement; et les liens invisibles et sacrés qui maintenaient les peuples se relâchaient tous les jours.

Joignez à cela une ignorance universelle dans tout l'état ecclésiastique, du moins parmi le plus grand nombre de ses membres; car ce n'était pas quelques individus sages et érudits parmi eux qui pouvaient dissiper les ténèbres de la masse; et comme toujours les ténèbres de l'esprit entraînent après eux des vices qui ne peuvent être extirpés que par la lumière, un grand nombre d'ecclésiastiques étaient couverts de crimes, étaient un objet d'horreur pour les bons et de scandale pour le peuple. Dans l'année 1503, par conséquent avant que Luther ne parût sur la scène, un des premiers théologiens d'Allemagne peignait ainsi la décadence de l'état ecclésiastique avec les traits les plus forts: « L'étude de la théologie est méprisée parmi nous, disait-il, l'Évangile du Christ, de même que les écrits des SS. Pères,

sont négligés; nous n'entendons jamais dans nos chaires un seul mot sur nos dogmes de foi, sur la piété, la modération et toutes les autres vertus dont les païens eux-mêmes faisaient tant de cas, sur le prodige de bonté de Dieu envers nous et sur les mérites de Jésus; des gens qui n'entendent rien à la philosophie non plus qu'à la théologie, sont élevés aux plus hautes dignités de l'Église, et deviennent les pasteurs de nos âmes! De là, la douloureuse décadence de l'église chrétienne, le mépris dans lequel est tombé le clergé, et la disette complète où l'on est de bonnes instructions! La vie désordonnée des ecclésiastiques effraie les honnêtes parents, et les empêche de consacrer leurs enfants à cet état. Ils laissent de côté le travail de l'Écriture sainte, ils corrompent tellement leur goût qu'ils ne sentent plus sa beauté et sa force; ils deviennent paresseux et tièdes dans leurs fonctions, et ils ne sont contents que quand tout est terminé, quand le chant, la prédication sont finis; en un mot, quand l'office n'a pas duré longtemps.

Avec un débiteur ils parlent avec plus d'attention, plus de sagesse qu'avec leur Créateur. Dans l'ennui que leur cause leur emploi, au lieu de s'occuper avec leurs livres, ils consacrent leur vie au jeu, à la débauche, à la licence, sans aucune considération pour le mépris général qui en retombe sur eux. Comment est-il possible, dans cet état de choses, que les laïques aient du respect pour eux et la religion? L'Évangile nous dit que le chemin pour arriver au

ciel est étroit; mais eux, ils en font une voie large et facile. »

Cent autres témoignages irrécusables prouveraient que les traits de ce tableau ne sont pas trop forts, et quoique les moines aient accusé devant le pape, Jules II, ce savant professeur qui les avait si durement réprimandés, cependant les commissaires de la cour de Rome le renvoyèrent absous, tant la vérité était visiblement de son côté. Le pieux évêque d'Augsbourg, Christophe de Stadion, élève absolument les mêmes plaintes dans une lettre synodale à son clergé, et lui reproche les vices les plus grossiers, qui ne peuvent manquer de corrompre leur troupeau. De même, Hugon, évêque de Constance, ennemi d'ailleurs des doctrines de Luther, se plaint aussi de la même manière, avec beaucoup d'autres principaux membres de l'Église catholique de ce temps-là. Comment en aurait-il été autrement, quand l'investiture des fonctions ecclésiastiques s'achetait au poids de l'or, sans égard à la capacité et à la réputation de l'acquéreur; quand le plus petit nombre d'entre eux seulement, comme le prouvent les plaintes dont nous avons parlé plus haut, avaient quelque connaissance de la parole de Dieu. C'était à un tel point, que les témoignages les plus véridiques assurent que, dans toute la confédération suisse, il n'y avait pas, au commencement du seizième siècle, parmi tous les principaux personnages de l'Église, trois membres qui eussent lu la Bible. Et les habitants du Valais ayant reçu, dans ce même temps, une lettre

de Zurich, dans laquelle on faisait une citation de la sainte Écriture, il ne se trouva qu'un seul homme qui connût ce livre, encore n'était-ce que par ouï-dire! Quelle devait donc être l'ignorance de cette époque, pour que les hommes aient tellement négligé de puiser à la source de toute piété, de toute vertu chrétienne, qu'ils en aient même complètement oublié le nom.

En Italie, et particulièrement à Rome, l'incrédulité et l'ignorance des choses de Dieu étaient montées au plus haut degré. Il est vrai que sous le pontificat de Léon X, de 1513 à 1521, les arts fleurirent d'une manière remarquable; mais comme c'étaient des plants jetés dans un terrain trop gras, ils étouffèrent les germes de la véritable crainte de Dieu. La jouissance des sens était mise au-dessus de tout; la croyance à un monde invisible ne pouvait donc se maintenir avec un pareil principe, et la piété muette du cœur était l'objet du mépridu monde. On sembla ne plus conserver les usages du culte divin, que comme un frein pour la masse du peuple, et par conséquent ils devinrent bientôt des cérémonies purement extérieures.

Ecoutons le témoignage du pieux Adrien VI, qui écrit à son nonce à la diète de Nuremberg, en 1522. « Nous savons, dit-il, que sur le Saint-Siége que nous occupons a régné une grande corruption pendant plusieurs années, de grands abus pour toutes les affaires ecclésiastiques et pour tout ce qui émanait de notre chaire; en un mot, la dépravation

dans tout. Ainsi, il n'est pas étonnant que la maladie soit passée de la tête aux membres, du pape aux prêtres ; c'est pourquoi, efforçons-nous donc, autant qu'il est en nous, de mettre tous nos soins à réformer d'abord notre siége, d'où peut-être est sorti tout le mal ; afin que, puisque la ruine est partie de là pour descendre aux degrés inférieurs, le salut et la vie y prennent aussi leur source. »

Le sentiment d'une réforme dans l'Église était si positivement répandu dans tous les rangs de la société, que le peuple, dès le milieu du quatorzième siècle, jetait les yeux sur l'empereur Frédéric II, mort depuis plus de cent ans, et l'attendait pour revenir réformer l'Église. Nous avons déjà vu combien pressantes avaient été les instances des Allemands, des Anglais et des Français aux conciles de Constance et de Bâle. L'an 1510, la diète d'Augsbourg éleva encore des griefs contre les prétentions ambitieuses des papes ; c'était le commencement du schisme qui a divisé l'Église : « car si on ne remédie pas à l'objet de ces plaintes, disait la diète, il pourrait facilement survenir une persécution contre tous les prêtres, ou bien, conformément à l'exemple donné en Bohême, un abandon général de l'Eglise romaine. »

Ainsi voyons-nous dans ces temps-là le vieil et grand échafaudage de la hiérarchie, indispensable pour l'unité des peuples chrétiens, qui subsistait depuis nombre de siècles, se miner et chanceler ébranlé jusque dans ses fondements ; parce qu'il

avait perdu sa considération ; parce que les principaux membres, vivant dans une orgueilleuse sécurité, n'avaient aucun égard pour l'esprit de l'époque.

Quelque évident que soit à tous les yeux ce que nous venons de dire, cependant jetons un regard plus approfondi, afin de suivre jusque dans ses premières racines ce grand changement opéré dans le monde. Un peu de bonne volonté et une amélioration successive auraient pu satisfaire à toutes ces plaintes, qui ne reposaient, en grande partie, que sur des formes extérieures et des objets de pure administration dans l'Église ; si seulement il s'était trouvé à la tête de la religion un génie qui pût donner la vie et la clarté aux idées, les entraîner à sa suite et les maîtriser. Mais, tout au contraire, ce n'était plus seulement cette ignorance dont nous avons parlé plus haut, c'était une science tout au rebours du bon sens dans presque tous les théologiens ; ils faisaient le plus grand cas d'une espèce de science appelée la scolastique, qui avait été formée anciennement d'un mélange de principes philosophiques avec les enseignements du christianisme. Les vérités des saintes Écritures les plus simples, claires et intelligibles pour l'enfant le plus ignorant, étaient enveloppées de mots obscurs et savants, et ces mots étaient regardés comme le principal ; bientôt même on discuta sur leur sens, et celui-là passait pour le plus savant qui savait parler avec le plus de finesse dans cette discussion. De sorte que la vérité se perdit

inondée dans un flux de paroles, et la douce, la pure et bienfaisante lumière de la foi chrétienne s'évanouit étouffée dans ce fatras de science qu'ils appelaient leur théologie. Mais, dès le quinzième siècle, une nouvelle époque commença à poindre pour les sciences, et un soleil plus brillant sembla éclairer les esprits : la scolastique avec ce vain éclat sans goût, avec cette importance qu'elle attachait aux mots, avec tout son vide, ne put soutenir l'éclat de cette lumière; les meilleures têtes du temps l'attaquèrent par la raison et les railleries, et en dévoilèrent toute la nudité; leurs adversaires, les défenseurs de l'ancienne école, ne se contentèrent pas de se retrancher derrière le seul boulevard qu'ils eussent, et de dire que la lumière ne pouvait être que dans leur doctrine ; mais ils voulurent même, par un zèle aveugle et menaçant, éclipser ces rayons lumineux qui commençaient à former un nouveau jour (*). Il y avait en Allemagne un savant, le plus instruit qu'ait jamais produit notre patrie, qui étendait partout les nouvelles lumières de la science, Reuchlin, dont l'esprit était si vaste qu'on a dit de lui : qu'il réunissait en sa personne tous les arts, toutes les sciences, toutes les connaissances qui ont été trouvées dans le monde chrétien ; et tout cela n'avait pas rapport à

(*) Il ne faut pas confondre les scholastiques avec les catholiques. L'auteur semble n'en pas faire assez la distinction : la scholastique était alors un reste d'une ancienne école dégénérée ; les scholastiques étaient des catholiques outrés (Voyez le Dict. de Trévoux). N. T.

des connaissances fastueuses et frivoles, mais à la plus profonde connaissance des hommes, de la nature et de Dieu. Cependant une foule de théologiens déchaînèrent leurs passions contre lui, quoiqu'il vécût avant le temps de la réforme et qu'il n'y prît aucune part. Tous les premiers pasteurs de l'Église, il faut l'avouer, n'étaient pas également plongés dans les ténèbres; car l'évêque d'Augsbourg que nous avons déjà cité, Christophe de Stadion, ne crut pas indigne de lui de faire un voyage de sept jours pour aller à Fribourg apprendre à connaître le célèbre Erasme de Rotterdam; Jean de Dalberg, évêque de Worms, créa une bibliothèque qu'il remplit des meilleurs écrits, et il aima les sciences jusqu'au point de se faire admettre dans la *Société des Savants du Rhin*, fondée par le poète Conrad Celtes. Mais ce nombre de gens raisonnables était trop petit pour résister au zèle aveugle et insensé de ceux qui, en haine de la lumière, confondaient ensemble le bien et le mal et détruisaient ainsi leur propre empire.

La réforme. 1517.

Nous avons développé dans le chapitre précédent les raisons qui depuis plusieurs siècles avaient préparé le schisme de l'Église; mais les abus dans la prédication et la distribution des indulgences furent le motif le plus prochain et firent éclater l'orage.

Les envoyés de la cour de Rome allaient offrir dans

tu les pays qui reconnaissaient le pape des lettres d'indulgence, par lesquelles les fidèles recevaient la rémission de toutes les peines de l'Église, méritées par leurs péchés. Ce n'était point une innovation ; car déjà, dans les anciens temps de l'Église, quand elle punissait les fautes publiques par de sévères et publiques pénitences, par l'exclusion du service divin, souvent pour plusieurs années, etc., il y avait des pénitents, ceux qui se faisaient remarquer par leur zèle à subir la peine, pour lesquels la durée était abrégée par l'évêque, ou la peine changée en des œuvres de piété. Au temps des croisades, les papes accordèrent à tous ceux qui s'engageaient à courir les dangers et les fatigues de ces expéditions, la rémission de toutes les peines de l'Église qu'ils auraient pu encourir. Plus tard, cette même faveur fut accordée à ceux qui, sans prendre part à ces saintes expéditions, avancèrent pour elles des sommes d'argent. Après le temps des croisades, on étendit le but de ces amendes expiatoires à d'autres œuvres pieuses, à l'édification d'églises, d'écoles, etc. Et quand l'Europe fut menacée de plus près par les Turcs, les guerres contre ces infidèles fournirent encore aux papes une foule d'occasions de répandre des lettres d'indulgence. Mais bientôt la croyance que les lettres d'indulgence effaçaient le péché même, erreur tout-à-fait conforme aux idées grossières et dépravées de cette époque, se glissa parmi le peuple et y fut entretenue par certains prédicateurs des indulgences ; tandis que d'un autre côté se ré-

pandait le doute sur l'emploi des sommes exclusivement à des œuvres de piété. Alors les princes et les peuples élevèrent des plaintes sur l'abus qu'on en faisait, et plus tard le concile de Trente lança un décret contre les criminels prédicateurs des indulgences, « qui se servent de la parole de Dieu pour leur propre lucre. »

Pour tirer des indulgences le plus de gain possible, on imagina de les affermer pour toute une province au plus offrant; l'acquéreur avait lui-même des sous-fermiers. Tous ces grossiers abus étaient commis par amour du lucre. Pour la vente de ces lettres d'indulgence on choisissait des hommes qui, par leur habileté à se servir de la parole, pussent exciter le peuple à acheter en foule; et l'impudence de certains prédicateurs alla au-delà de toute croyance. Ils vendaient des indulgences pour les plus grands crimes: vols dans les églises, parjures, meurtres; bien plus on pouvait même obtenir d'avance, pour les péchés à venir, la promesse de l'indulgence (*).

Il est tout-à-fait inutile de dire quelle influence un pareil abus de la religion devait avoir sur la moralité des hommes.

Le mécontentement long-temps comprimé éclata enfin, quand le pape Léon X, en l'année 1516, an-

(*) Voyez les plaintes que les princes allemands portèrent devant le pape Adrien à la diète de Nuremberg en 1522. *Histoire d'Allemagne*, par Schmidt, tome XI, p. 58.



nonça de nouvelles indulgences, afin de pouvoir achever l'église de Saint-Pierre à Rome, commencée par son prédécesseur Jules II. La croyance se répandit généralement qu'une partie des sommes, notamment la collecte de la Saxe et des autres pays jusqu'à la mer Baltique, n'étaient point destinées à bâtir l'église de Saint-Pierre, mais bien à la sœur du pape. De plus, les prédicateurs qu'on employa dans cette occasion, surtout un certain Bernard Samson et Jean Tézel, qui parcouraient l'un la Suisse et l'autre la Saxe, soulevèrent par leur conduite la plus grande indignation.

Alors parut Martin Luther, né en 1483, à Eisleben en Thuringe, moine de l'ordre des Augustins et professeur de théologie à l'université de Witenberg, qui s'éleva publiquement contre les indulgences et lança la veille de la Toussaint c'est-à-dire le 31 octobre 1517, dans l'église du château de Wittenberg, quatre-vingt-quinze propositions par lesquelles il attaquait avec chaleur le trafic des indulgences, et il défiait en même temps tous les savants de les contester dans une dissertation publique. De pareilles provocations en matière de croyance n'étaient pas rares; mais il régnait dans celles de Luther un langage si hardi et un esprit si libre qu'elles obtinrent aussitôt une grande vogue et furent lues avec passion par toute l'Allemagne. « Il prétendait que le pape n'avait par lui-même aucune puissance pour remettre les péchés, qu'il pouvait seulement déclarer qu'ils étaient remis par Dieu; que tout ce

que le pape avait de puissance à ce sujet les évêques et les curés l'avaient aussi; que quiconque se repentait vraiment de ses fautes, obtenait la rémission de la peine sans les indulgences; que les trésors du Sauveur et de l'Église appartenaient si bien à tous les fidèles que le pape n'avait aucun droit de leur en faire une nouvelle distribution, etc. » Du reste il n'avait alors aucunement l'intention d'attaquer l'autorité du pape ni celle de l'ancienne Église. Mais déjà sa doctrine sur les indulgences avait soulevé une violente contradiction de la part de Tézel et de ses amis, particulièrement les Dominicains, qui depuis long-temps étaient ennemis de l'ordre des Augustins; ils le proclamèrent comme un hérétique et ils parlaient déjà de glaive et de bûcher.

Dans Rome on gardait le silence, bien que les contestations durassent depuis près de neuf mois. Ce n'est pas que l'affaire n'y fût connue; mais le pape Léon ne la regardait probablement que comme une tracasserie de moine, et surtout, on ne connaissait point l'Allemagne à Rome. On la regardait toujours comme un pays demi-sauvage, dont la population était patiente, accoutumée à l'obéissance et lente à prendre une résolution : cette ignorance sur notre peuple et ce mépris pour lui furent mortels pour la chaire pontificale et causèrent chez nous des désordres inexprimables.

Enfin, au mois d'août 1518, Luther fut appelé à Rome pour avoir à répondre devant le tribunal du

pape. Mais, l'électeur de Saxe aussi bien que l'université de Wittenberg, qui fondée tout nouvellement devait à Luther son rapide accroissement, ne voulurent pas lui laisser faire ce voyage trop dangereux.

Il obtint par leur entremise la permission de régler son affaire en Allemagne et enfin de se présenter, au mois d'octobre 1518, à la diète d'Augsbourg, devant le nonce du pape, Thomas de Vio, de Gaëte, connu ordinairement sous le nom de Cajetan. Celui-ci exigea de lui une rétractation. Luther déclara qu'il y était tout disposé, pourvu qu'on pût le convaincre d'erreur par l'Écriture sainte. Mais le cardinal qui regardait comme contraire à sa dignité de disputer avec un moine, finit promptement la contestation en ces termes: « Va-t-en et ne reviens que pour faire ta rétractation. » Alors Luther lui fit remettre un écrit justificatif, où il avouait s'être trop laissé emporter et n'avoir pas parlé du pape avec tout le respect qu'il lui devait; et il promettait de garder désormais le silence, si de leur côté ses adversaires voulaient en faire autant sur son compte. Mais n'ayant reçu aucune réponse à cet écrit, il crut devoir se tourner vers le pape et rédigea en latin avec un notaire et des témoins un appel d'un mauvais jugement à un meilleur devant le pape. Il le fit afficher publiquement sur la porte de la cathédrale d'Augsbourg; ensuite il quitta la ville. Cet écrit prouve que Luther n'avait pas encore alors pris la résolution de se séparer de l'Église romaine. Mais la force des circonstances et la chaleur

de la dispute avec ses adversaires l'y amenèrent peu à peu.

Un professeur de théologie à Ingolstadt en Bavière, le docteur Jean Eck ou Eckius, le plus habile athlète catholique, provoqua dans l'année 1519, Luther et un professeur de Wittenberg, André Carlstadt, à une dissertation publique sur les matières de la foi, dans la ville de Leipzig, qui faisait partie du territoire de George, duc de Saxe. Ils y parurent tous les deux, accompagnés de Philippe Melanchton qui devint plus tard si célèbre et était alors à Wittenberg comme professeur de grec. Les conférences durèrent depuis le 27 juin jusqu'au 13 juillet 1519; on discuta beaucoup sur les principaux articles de foi et sur le respect dû au pape; mais, comme il arrive presque toujours dans les contestations, où on se laisse aller à tout le feu de son esprit, on échangea de part et d'autre des paroles dures et piquantes; Eck partit de là pour Rome, et réclama contre les hérétiques tous les foudres de la puissance pontificale. En effet il reparut bientôt en Allemagne avec une bulle du pape qui signalait quarante-et-une propositions de Luther comme hérétiques et le mettait lui-même au ban de l'Église, pour le cas où il ne se serait pas publiquement rétracté au bout de seize jours; et il s'empressa de la répandre dans toutes les villes d'Allemagne. Mais elle ne fut reçue que dans quelques endroits : le magistrat en défendait les affiches et le peuple les déchirait, tant la nouvelle doctrine avait déjà de prosélytes. Alors Luther en vint à une action

qui brisa pour toujours le lien qui aurait pu l'attacher encore à l'ancienne Église. Il convoqua toute l'université de Wittenberg par une affiche publique pour le 10 octobre 1520, devant la porte de l'Eslter; les étudiants y élevèrent un bûcher, un maître de l'université y mit le feu et Luther au milieu des cris d'applaudissements de l'assemblée y jeta dans les flammes la bulle du pape, le droit canon et les écrits d'Eck.

Progrès rapides de la nouvelle doctrine.

Il n'est pas possible de dire avec quelle rapidité ces dogmes se répandirent d'un bout de l'Allemagne jusqu'à l'autre et même au-delà de ses frontières (*). On ne peut rien comparer de matériel pour la célérité; ce fut un incendie qui se communiqua aussi vite que la pensée, parce que partout était une matière inflammable qui ne demandait qu'une étincelle. Quand un

(*) Les quatre-vingt-quinze propositions de Luther contre les indulgences furent répandues par toute l'Allemagne en quinze jours; dans l'espace de quatre à six semaines elles furent connues par toute l'Europe, et l'on comprend facilement quel mouvement elles causèrent partout. En 1520, les écrits de Luther étaient traduits en espagnol dans les Pays-Bas, et en 1521 un voyageur les acheta à Jérusalem. Quand le sieur de Miltitz, gentilhomme saxon, passa en 1519 d'Italie en Allemagne, chargé par le pape de chercher à engager Luther à faire des concessions et à promettre de garder le silence, il avoua que pendant son voyage, à travers l'Allemagne, il avait toujours trouvé au moins trois personnes favorables à Luther contre une qui se portait pour le pape : et il y avait à peine deux ans que Luther paraissait sur la scène.

siècle est mûr pour de grands changements, il ne faut qu'un signal et tout le monde se lève comme par enchantement; alors celui qui proclame tout haut ce besoin, passe pour un grand inventeur, quoiqu'il ne soit que la voix qui exprime ce qui existe déjà dans le sein de la société et dans l'âme même de son admirateur. D'ailleurs les chapitres précédents nous ont fait voir comment la science qui alors s'agrandissait considérablement; comment les grandes inventions du siècle précédent et surtout l'art de l'imprimerie qui a rendu possible de communiquer à des milliers d'hommes à la fois ce qui auparavant n'aurait pu être connu que de quelques savants, après de longues années, et serait peut-être resté enfermé dans les murs d'un couvent; comment, dis-je, tout avait préparé le monde à de grands mouvements. D'un autre côté, la rapidité de la propagation des nouvelles doctrines est une preuve irréfragable de la grande décadence de l'esprit religieux et moral de cette époque. Car l'homme est attaché aux mœurs de ses pères par de profondes et fortes racines; mais il tient plus fortement encore à leur croyance. Si donc il la dépose, cette croyance, c'est que le sentiment qui devait être en lui le plus vivace et le plus intime a péri et qu'il n'y a plus qu'un peu d'extérieur; puisque s'il vivait encore, il ne pourrait s'en défaire sans aller contre les lois de la nature.

Outre les raisons dont nous venons de parler, quantité d'autres circonstances contribuaient à cet essor rapide parmi le peuple et les bourgeois d'Alle-

magne. Signalons d'abord la plus grande. Jusqu'à ce moment, le peuple, la foule des gens simples et libres, avait été négligé et méprisé; on n'avait rien fait pour son développement et ainsi toute son énergie sommeillait engourdie. Luther se présenta comme devant instruire le peuple; il se tourna vers lui, lui promit de l'instruction et même il le fit juge de ses querelles. Et il le fit avec une parole si énergique, si pressante, que jamais rien de semblable n'avait encore retenti à ses oreilles.

La condition du peuple demandait même cette tentative de Luther (*). Le paysan, à la vérité, avait peu à peu obtenu plus de liberté que dans les temps antérieurs; cependant, les servitudes auxquelles il était condamné étaient toujours très oppressives. Il était soumis à toutes les autres conditions de la nation; non seulement à son seigneur, mais au chevalier, au comte, au prince; même ses droits en qualité d'homme n'étaient pas encore généralement reconnus, et souvent les maîtres accablaient leurs sujets des plus criantes injustices. C'est alors que retentit le mot de liberté chrétienne, qui résonna jusque sous le chaume des paysans. Ce mot enchan-

---

(*) Il faut convenir alors que les protestants ont été bien durement trompés; car on ne voit pas que les pays qui ont admis la réforme aient obtenu de plus grandes libertés civiles; il semble au contraire que c'est chez eux que le peuple est le plus humilié. Il suffit, pour s'en convaincre, de jeter un regard sur les états protestants et en général les états schismatiques d'Europe; c'est même une conséquence naturelle de toute institution où les deux puissances temporelle et ecclésiastique se trouvent réunies sous le même sceptre. N. T.

teur qu'ils n'interprétèrent pas dans un sens moral, mais dans le sens le plus extérieur, fit naître en eux de nouvelles et grandes espérances et produisit, nous le verrons bientôt, les plus déplorables désordres au commencement. Car, dans un mouvement si général de toute une génération, il est difficile, comme le démontre l'histoire de tous les peuples, que les justes bornes de la modération soient bien conservées.

De même que le peuple, la noblesse d'Allemagne fut elle-même promptement entraînée dans ce nouveau mouvement. Elle était encore tout animée d'enthousiasme pour la liberté et l'honneur de la patrie; et comme l'Allemagne était publiquement méprisée dans Rome, c'était pour elle une raison suffisante de se porter du côté de celui qui attaquait la puissance de la chaire romaine. D'un autre côté l'amour de la science qui revivait en Europe, avait aussi gagné la plus grande partie de la noblesse; et depuis que l'invention de la poudre à canon avait frappé la chevalerie d'une blessure mortelle, les armes n'avaient plus été l'unique occupation du jeune gentilhomme. Son esprit déjà plus développé était donc plus susceptible de recevoir des pensées neuves et hardies. Et enfin Luther, dans un écrit fort remarquable dont le titre était, *A la noblesse d'Allemagne,* s'était particulièrement adressé à elle et l'avait appelée au secours pour son entreprise.

Parmi ses plus zélés prosélytes était Ulric de Hutten. C'était un chef de parti tel qu'en produisent

toujours les temps de révolution, hardi et plein de pénétration pour manier la plume aussi bien que l'épée; à la fois guerrier et savant, avec une éloquence mordante et déchirante et toujours prêt aux entreprises les plus hasardeuses. Un jour que quatre Français avaient tenu des propos peu honorables pour l'empereur, il les provoqua en duel pour soutenir l'honneur des chevaliers allemands et les vainquit tous quatre; sa plume était aussi tranchante que son épée, quand il l'employait contre les moines, contre les abus de la religion, contre les adversaires des langues anciennes et de la civilisation, ou même contre les Turcs et les Français. Hutten fit une satire en latin qui fut bientôt répandue par toutes les villes de l'Europe.

Cette âme de feu entra aussitôt du côté de Luther, moins peut-être par zèle de religion que parce que son entreprise était téméraire et dangereuse; il écrivait et parlait pour lui et aurait volontiers tiré l'épée pour lui.

Un homme encore plus important parmi la noblesse et aussi ami de Luther, était François de Sickingen, vaillant et noble chevalier franconien, doué de si grandes qualités que quelques princes le trouvèrent autrefois digne de la couronne impériale. Il offrit à Luther un asile dans son château et toute la protection de ses armes et de celles de ses amis, s'il était poursuivi. Luther remercia; et quand Sickingen, qui ne pouvait rester tranquille et peut-être nourrissait dans son esprit de grands projets d'am-

bition, prit querelle en 1522, avec Richard, archevêque de Trèves, et lui déclara la guerre, Luther s'y opposa formellement. Son entreprise fut une des dernières démonstrations du droit du poignet en Allemagne; un seul chevalier, avec ses amis, se forma une armée de douze cents hommes, osa combattre malgré la défense de la diète de l'empire et d'un de ses puissants princes, tomba sur son territoire, le désola de long en large et ne rentra dans ses châteaux que quand deux autres princes s'unirent à l'archevêque, Louis, électeur palatin, et Philippe, landgrave de Hesse.

Il fut lui-même, l'année suivante, assiégé par eux dans son château de Landshut, vivement pressé et même fait prisonnier après avoir été grièvement blessé. Il mourut quelques jours après et ses ennemis mêmes ne pouvaient taire leur admiration pour lui et la douleur qu'ils ressentaient de voir une puissance comme la sienne succomber de la sorte, sans avoir pu se développer sur un plus grand théâtre. La chute de Sickingen n'eut aucune influence sur les affaires de Luther; car il avait eu soin de les tenir à l'abri de toutes démonstrations extérieures et politiques, dans lesquelles ces chevaliers voulaient les entraîner. Et ce fut la cause principale de la durée de ce qu'il avait fondé. S'il s'était laissé aller à une lutte extérieure, toute la force d'activité de la nation se serait consommée et tout le mouvement de l'époque aurait passé comme un spasme d'un instant.

Frédéric-le-Sage, électeur de Saxe, fut celui des princes allemands qui prit plus activement parti pour Luther. Au commencement il ne voulut point entrer de son côté; il ne le défendit point et se contenta d'empêcher qu'il ne fût livré à ses ennemis avant qu'il ne se fût acquis une conviction. Ce ne fut qu'après la diète de Worms qu'il se prononça tout-à-fait pour lui. « Les affaires d'Allemagne, disait-il, en 1523, à Nuremberg, sont si avancées qu'il n'est plus au pouvoir des hommes de leur donner une bonne direction. Dieu seul en est capable; il faut donc lui recommander cette importante affaire qui est au-dessus de nos forces. »

Peu à peu plusieurs princes se déclarèrent pour la nouvelle doctrine, quelques-uns certainement par une intime conviction; mais d'autres se rendirent coupables des accusations de leurs adversaires : de s'être laissé entraîner par l'appât du butin qu'offraient les biens ecclésiastiques.

Diète de Worms. 1521.

A la grande diète de Worms, on voulait terminer toutes ces querelles de religion qui déjà occupaient beaucoup les esprits en Allemagne. Le pape y avait envoyé un légat, le cardinal Aléander, pour engager l'empereur et les princes à recourir à l'autorité de la puissance temporelle contre Luther. Ce légat, à son grand étonnement, trouva que déjà toutes les classes du

peuple étaient déclarées contre le pape. Il vit partout répandus des écrits, des chansons, des tableaux qui tournaient le pape en ridicule ; et le légat lui-même, quoiqu'il voyageât parmi la suite de l'empereur, se vit exposé à des traitements fort molestants et souvent même en danger pour sa vie. A la diète cependant, sans entrer au fond de la question, il se contenta de requérir les mesures les plus violentes contre un homme déjà condamné comme héritique, et présenta en même temps aux princes un grand nombre de propositions tirées des écrits de Luther, qui prouvaient qu'il s'écartait des enseignements de l'Église, même dans les principaux articles de foi et particulièrement dans ceux admis par le concile de Constance. Mais l'électeur de Saxe se leva alors contre lui et demanda qu'on entendît Luther pour savoir de lui, si ces propositions étaient bien extraites de ses écrits et s'il les reconnaissait. L'empereur et les princes furent de cette opinion ; le cardinal s'y opposa en disant que ce qui avait déjà été décidé par le pape, ne pouvait pas être examiné par une diète composée de laïques et d'ecclésiastiques. On répondit qu'on ne voulait pas examiner la croyance de Luther ; mais seulement entendre de sa propre bouche s'il a réellement écrit et enseigné ce pourquoi il a été condamné ; et que pour cela il fallait qu'il fût appelé. Ce fut là un des pas les plus importants dans l'histoire de la réforme ; et c'est ainsi que l'affaire de Luther fut publiquement traitée dans une assemblée nationale.

Ses amis, et particulièrement l'électeur de Saxe,

demandèrent pour lui un sauf-conduit impérial et inviolable; on le lui promit et il se mit en route de Wittenberg pour venir à Worms. Dans ce voyage, il apprit à connaître la force de son parti; car le peuple affluait par milliers de tous côtés au-devant de lui pour le voir et le saluer; et quand, le lendemain de son arrivée, il fut conduit à la diète, le 17 avril, le grand maréchal de l'empire fut obligé de le faire passer par les jardins et les maisons de derrière, tant était grande la foule. Sa vue ne produisit pas la même impression sur tous les assistants; car l'empereur Charles se tournant vers son voisin, lui dit, raconte-t-on : « Jamais cet homme ne fera que je devienne un hérétique. » En effet, Luther était pâle et accablé par une fièvre minante et continue; et la vue de cette grande assemblée, la pensée qu'il y comparaissait tout seul, devant l'empereur et l'empire, semblaient avoir absorbé toutes ses facultés. Un vicaire de l'archevêque de Trèves, lui demanda, au nom de l'empereur et de l'assemblée, s'il reconnaissait pour siens ces livres qu'on lui présentait et s'il soutenait les propositions qui y étaient contenues. Pour la première partie, il répondit : oui; et, quant à la deuxième, il demanda un peu de temps de réflexion. On lui accorda jusqu'au lendemain. Le lendemain il répondit publiquement au milieu de l'assemblée : « Que ses écrits étaient de trois espèces; que les uns, qui traitaient des articles de foi et des bonnes œuvres, n'étaient pas même blâmés dans toutes leurs parties par ses adversaires, et que par conséquent

il ne pouvait pas les rétracter sans blesser sa conscience ; que d'autres attaquaient la puissance du pape et ses décrets, et que s'il les rétractait, il confirmerait par cela même la tyrannie du pape en face de toute la terre; que la troisième espèce enfin était dirigée contre ceux qui défendaient la papauté et avaient écrit contre lui-même; qu'il avouait avoir écrit avec un peu de violence et d'amertume, mais qu'il fallait faire attention à la manière dont il avait été lui-même traité par ses adversaires. » Enfin il conclut : « que si on pouvait le convaincre d'erreur par les Saintes-Écritures, il était tout prêt à jeter de sa propre main ses écrits au feu. »

Le chancelier répondit à cela qu'ils n'étaient pas assemblés ici pour disputer, mais seulement pour entendre de sa bouche s'il voulait faire une rétractation. Alors il déclara, avec la plus généreuse fermeté, que sa conscience le lui défendait; et il fut congédié.

On disposa encore pour le jour suivant une conférence particulière avec Luther, à laquelle l'électeur même de Trèves prit une part très active; mais toutes les tentatives pour le ramener à une rétractation furent inutiles; et quand l'électeur enfin lui demanda s'il ne connaissait point lui-même un moyen de remettre tout dans l'ordre, son dernier mot fut : « si cet œuvre, est un œuvre humain, il disparaîtra de lui-même; mais s'il vient de Dieu, rien ne pourrait arrêter son progrès. »

L'empereur au contraire déclara aux princes allemands du ton le plus positif : « qu'il était résolu de

consacrer tout ce qu'il avait, ses empires, ses états, ses amis, son cops, son sang et sa vie tout entière pour arrêter de suite la marche de cette entreprise impie, qui sans cela le couvrirait d'une honte éternelle, lui et toute la nation allemande ; que ses aïeux, les empereurs d'Allemagne, les rois catholiques d'Espagne et les ducs d'Autriche et de Bourgogne avaient tous été, jusqu'au dernier moment, fidèles à l'Église romaine ; qu'il avait reçu d'eux en héritage les dogmes catholiques et la discipline de l'Église et qu'il voulait vivre et mourir dans cette foi ; qu'il ne voulait plus par conséquent en aucune manière entendre Luther ; mais qu'il le congédiait et qu'il allait aussitôt le poursuivre comme un hérétique. »

Cette déclaration de l'empereur était grave. S'il n'eût été question que d'une limitation dans la puissance pontificale, peut-être n'eût-il pas vu sans plaisir ce mouvement devenir général ; mais quand il vit qu'il s'agissait d'une apostasie de l'antique et éternelle croyance à laquelle il était attaché et que l'unité de l'Église était menacée ; alors il sentit qu'il était en droit d'y mettre une opposition bien prononcée.

Son immense regard qui pouvait embrasser les grands rapports des peuples entre eux découvrait à l'avance les graves conséquenees que cette affaire pourrait avoir : il voyait la division et l'irritation des esprits, la lutte des opinions, qui conduit si facilement à lutter avec les armes, et le terrible fléau d'une guerre de religion. Charles croyait pouvoir étouffer ce danger dès son principe et pouvoir s'opposer au

torrent du siècle comme un rempart immuable : sa qualité d'empereur et de procteur de l'Église semblait d'ailleurs lui en imposer le devoir. Et s'il avait conservé partout cette invariable et fidèle volonté, si une foule d'arrière-pensées non pures et mondaines ne s'y étaient mêlées, et si l'équitable Adrien VI qui gouverna en 1522 et 1523 et qui sérieusement voulait une réforme dans l'Église eût vécu plus long-temps, peut-être que de grands malheurs auraient été épargnés à notre patrie. Il est vrai que Charles s'efforça, avec une dure sévérité, d'extirper les nouvelles doctrines de ses pays héréditaires, où il était seul maître ; mais il croyait en avoir le droit et même que c'était un devoir ; d'autant plus que son conseil, le plus grand nombre de ses sujets, particulièrement les Espagnols et les Napolitains, exigeaient de lui une pareille rigueur. En Allemagne, au contraire, où il y avait un grand nombre de princes indépendants et des peuples en fermentation, ou il se trouvait enchaîné par une stipulation pour son élection, ou chaque acte un peu violent était regardé comme une tentative pour étendre l'indépendance de la puissance impériale ; pendant long-temps il ne marcha qu'avec la plus grande modération. La conservation de la paix était pour lui le point capital, et il pressait avec instance les deux partis de faire des concessions. Aussi les Espagnols le surveillèrent-ils avec attention toute sa vie, dans la crainte que ses principes ne se fussent imprégnés de quelque taches d'hérésie par son commerce avec les Allemands.

Quelques ennemis de Luther, ses plus inexorables, voulurent entraîner l'empereur à employer de suite la violence, s'appuyant sur les mêmes principes qui avaient fait traîner Hus au bûcher; mais il répondit que sa parole impériale était inviolable, et il assura à Luther un sauf-conduit pendant vingt-un jours pour son retour. Cependant beaucoup de gens tremblaient pour sa vie, craignant une trahison secrète, et son protecteur, l'électeur de Saxe, le fit enlever comme par violence de sa voiture, dans la Thuringe, par des chevaliers masqués, et transporter, pendant la nuit, à travers un bois, dans le château de Wartbourg, près d'Eisenach. Là, il resta caché à tous les regards, jusqu'à ce que la fureur de ses adversaires ce fût un peu calmée.

Pendant ce temps-là, à Worms, on le mettait au ban de l'empire avec tous ceux qui s'attacheraient à lui ou le protègeraient; ses livres étaient condamnés à être brûlés partout, et lui-même devait être fait prisonnier et livré à l'empereur; tel fut l'édit de Worms du 8 (26) mai 1521. A Rome on en eut une grande joie, et en Allemagne même beaucoup de monde crut que tout était terminé. Mais un Espagnol, Valdez, écrivait à un de ses amis de la diète même: « Loin de voir la fin de cette tragédie, je ne vois que le commencement; car je trouve que les esprits des Allemands sont fort exaltés contre la chaire pontificale. » En effet, on vit colporter avec impudence dans Worms, pendant que l'empereur était encore dans la ville,

les écrits de Luther, qu'on venait de brûler publiquement.

Premières guerres de religion.

Luther restait seul à Wartbourg, où il employait les loisirs de son séjour à la traduction du Nouveau-Testament en Allemand, afin qu'il devînt à la portée de tout le monde; quand lui arriva la nouvelle que par un zèle mal entendu des troubles avaient éclaté à Wittenberg, que l'on attaquait les églises, qu'on jetait par terre les images des saints, qu'on brisait les autels et les confessionnaux, et que son ami Carlstadt, homme plein de violence, était à la tête de ce désordre. Luther alors déposant toute crainte, abandonna aussitôt son lieu d'asile et parut dans Wittenberg, au mois de mars 1522, sans en avoir obtenu la permission de l'électeur, parla avec force contre ces désordres et réussit bientôt à rétablir l'ordre. Mais peu après suivirent de grands événements qui menaçaient de bouleverser tout l'état civil en Allemagne. Nous avons déjà montré plus haut sous quel dur joug soupiraient les paysans; longtemps ils avaient nourri en silence dans leurs cœurs les sentiments les plus acerbes; alors que leurs esprits étaient déjà excités d'un autre côté et provoqués à la liberté, ils éclatèrent. Ces hommes corvéables et taillables auparavant se crurent appelés à une égalité de droits avec leurs anciens maîtres. La

révolte éclata d'abord dans le sud de l'Allemagne, où la vue de leurs voisins et du bien-être dont jouissaient les Suisses dans leur liberté avait encore excité leurs désirs. Les premiers qui se révoltèrent furent les paysans de l'abbé de Kempten et ceux de l'évêque d'Augsbourg. Douze articles qui contenaient tous les droits et prétentions des paysans furent publiés dans la Souabe et se répandirent par toute l'Allemagne avec une rapidité incroyable; ils disaient : « qu'on devait permettre aux paysans de choisir eux-mêmes des prêtres qui pussent leur annoncer la parole de Dieu, pure et sans mélange d'institutions humaines; qu'ils ne devaient payer à l'avenir aucune dîme, si ce n'est celle en grains; qu'on les avait jusque alors traités comme esclaves, quoique par le sang du Christ tous les hommes fussent devenus libres; mais que, sans avoir la prétention de vivre indépendants de toute autorité supérieure, ils ne voulaient plus vivre dans l'esclavage où ils étaient, et qu'on devait leur montrer, par la Sainte-Écriture, qu'ils avaient tort d'en agir ainsi; qu'ils auraient bien des plaintes à élever, mais qu'ils se tairaient si les seigneurs voulaient se conduire d'après l'équité et les préceptes de l'Évangile, ne plus les opprimer et non leur imposer chaque jour quelque chose de plus qu'ils n'avaient déjà eu à supporter dans l'ancien temps. »

On trouve sans doute cette proclamation juste et modérée; mais quand arriva l'exécution de ce qui était énoncé par une troupe grossière, alors les pas-

sions eurent bientôt renversé une parole sans force, et brisant toutes les barrières, elles ne connurent plus de mesures. Quand le plaignant veut être juge dans sa propre cause, il ne manque jamais d'employer la même injustice dont il a été victime. Les paysans, rassemblés par bandes, commencèrent par piller et brûler les châteaux des nobles et les riches habitations des ecclésiastiques, souvent même ils massacrèrent leurs possesseurs. Bientôt ces bandes devinrent des armées, et la Souabe à elle seule en fournit trois. Luther, à qui ils avaient envoyé les douze articles pour avoir son approbation, avoua que leurs demandes étaient justes; mais il leur reprocha leur conduite violente, et leur représenta que la liberté chrétienne était la liberté de l'esprit. Et pour écarter la culpabilité de ces désordres de sa doctrine, qui n'en était qu'une occasion fort médiate, il engagea lui-même les princes à tirer l'épée contre les révoltés. Or il en était temps; car déjà les maisons des nobles et des couvents étaient toutes en feu, en Souabe, en Franconie, en Thuringe, sur les bords du Rhin et jusqu'en Lorraine.

La confédération de Souabe qui s'était reconstituée eut bientôt rassemblé une armée, qui, conduite par le capitaine George Truchsess de Waldbourg, dissipa promptement ces troupes de paysans en Souabe et en Franconie. D'autres princes vinrent en aide; mais les vainqueurs eux mêmes exercèrent aussi de leur côté les plus révoltantes cruautés.

En Thuringe, l'égarement de l'esprit exalté du

siècle se montra sous une autre forme, quoique semblable au fond; ils s'appuyèrent sur des visions divines. Un prêtre séculier, Thomas Munzer, qui avait été le premier disciple de Luther, se fit passer pour avoir des visions particulières de Dieu, d'après lesquelles il pouvait faire connaître l'essence de la liberté chrétienne, bien mieux que Luther ne la connaissait et ne l'enseignait. « Dieu a créé la terre pour être l'héritage des croyants, disait-il, et tout gouvernement ne doit être conduit que par la Bible et des révélations divines. Il n'est aucunement besoin des princes, des supérieurs, de la noblesse, des prêtres, et toute différence entre riches et pauvres n'est pas chrétienne; car dans le royaume de Dieu tous les hommes doivent être égaux. » De pareils enseignements firent chasser Munzer de Saxe, et il se retira à Mulhausen en Thuringe, où il engagea le peuple à secouer toute autorité et à le prendre pour prêtre et pour maître de la ville. Ses principes d'égalité pour tous les hommes et de communauté de biens, qu'il introduisit après avoir chassé les riches de la ville, augmentèrent le nombre de ses partisans et répandirent bientôt son autorité dans les environs. Toute la Thuringe, la Hesse et la Basse-Saxe étaient en danger; car dans ce même temps, la guerre des paysans exerçait toute sa fureur dans le sud de l'Allemagne, et il était à craindre que les fanatiques de tous les pays n'affluassent comme un flot épouvantable. Mais à la persuasion de Luther, l'électeur et le duc George de Saxe, le landgrave de Hesse et

le duc de Brunswick se réunirent contre les révoltés, et surprirent une partie de leur armée auprès de Frankenhausen en Thuringe, le 15 mai 1525.

Les princes, pour ménager tant de malheureux égarés, leur firent promettre le pardon, s'ils voulaient rentrer dans l'ordre et livrer leur chef. Mais Munzer qui voulait écarter le danger de lui, profita de l'apparition d'un arc-en-ciel pour enthousiasmer de nouveau ses partisans, en le leur donnant comme une marque qu'il était envoyé par le ciel; alors ceux-ci dans leur fureur poignardèrent les envoyés de l'électeur, et se préparèrent dans leurs retranchements à la plus vigoureuse défense. Mais bientôt cette fureur aveugle s'évanouit; les troupes d'anges que Munzer avait promises ne parurent pas; il fut lui-même un des premiers à prendre la fuite et la moitié de son armée fut passée au fil de l'épée. Il s'était caché dans un grenier à Frankenhausen; on l'en retira pour lui trancher la tête. Il mourut sans courage.

Ainsi furent promptement étouffés ces terribles mouvements qui auraient pu bouleverser toute l'Allemagne, si toutes ces forces mises en jeu avaient été conduites par des hommes capables. Ils ont coûté beaucoup de sang. On a calculé que plus de 100,000 paysans avaient perdu la vie dans ces troubles. Ensuite vint un moment de calme pour la patrie.

Affaires de Charles-Quint hors l'empire.

Pendant tout ce temps, l'empereur Charles-Quint n'avait pas été sans occupation au dehors. Après la diète de Worms, il avait passé dans les Pays-Bas, et de là était repassé en Espagne, où il resta environ huit ans. Son œil devait embrasser toute l'Europe; mais son attention était particulièrement fixée sur le roi de France, François Ier, rival et voisin dangereux, qui cherchait toutes les occasions de lui faire du tort. Il serait inutile de chercher bien loin les raisons particulières qui ont soufflé cette rivalité entre ces deux monarques; leur caractère et leurs relations politiques nous l'expliquent assez clairement. François était vaniteux et plein d'orgueil, et Charles n'était guère moins soumis à ces passions humaines; seulement lui, il les avait ennoblies (*). Tous les deux avaient déjà concouru pour la couronne impériale, et François Ier qui avait cru l'emporter sur son adversaire par son âge, sa réputation comme chevalier et par ses qualités personnelles, fut très mortifié de la préférence que celui-ci obtint; d'ailleurs le duché de Milan que François Ier avait conquis, était pour Charles, à qui il appartenait comme fief de l'empire, une occasion inévitable de rompre avec la France

(*) Qui ne sait, au contraire, que si les passions pouvaient être ennoblies, ce serait dans notre roi-chevalier; tandis que Charles V est le vrai type du machiavélisme. Voyez le portrait qu'en fait l'auteur lui-même plus bas. N. T.

et devait être soustrait à sa puissance par la force des armes; tandis que, d'un autre côté, la prépondérance de Charles étant devenue menaçante pour l'Europe, tous les autres souverains en étaient inquiets. François Ier, qui possédait le plus puissant royaume après lui, se crut donc appelé plus que tout autre à entrer en lice contre lui. Il avait jeté ses yeux principalement sur l'Italie, où déjà une de ses expéditions avait été couronnée de succès. C'est là qu'il voulait briser la puissance de Charles; et il s'efforça de faire revivre tous les droits qu'il tenait de ses ancêtres sur le royaume de Naples, pour aller y tenter la fortune. Charles de son côté avait encore augmenté ses forces par une alliance avec le roi d'Angleterre, dont la vanité de François avait fait fi; de sorte que cette guerre, commencée dès l'an 1521, fut alors poursuivie par les Anglais et les Flamands sur toute la côte jusqu'en Espagne; mais cependant avec plus d'opiniâtreté et de violence en Italie que nulle part ailleurs. Charles avait le désavantage d'une possession très disséminée, qui exigeait aussi la division de ses forces; tandis que François Ier pouvait du point central où il avait rallié ses troupes, partir tout d'un coup à son gré pour le côté où il voulait diriger son attaque. Mais ce qui caractérisait surtout la grande supériorité de Charles, ce qui faisait réellement sa puissance et jetait en même temps sur lui le lustre le plus brillant; c'est qu'il avait su rassembler autour de lui une troupe de gens les plus distingués, c'est que son œil pénétrant savait aussi bien découvrir le général qu'il

fallait opposer à un ennemi que l'ambassadeur qui devait débrouiller les nœuds les plus compliqués de la politique, ou que le conseiller qui pourrait donner son avis même sur des spécialités et toujours avec sagesse. C'est par la puissance intellectuelle que le monde doit être gouverné, et Charles possédait l'art de se gagner les hommes de génie.

Un vaillant général français, le duc Charles de Bourbon, ayant été vivement molesté par le roi, passa du côté de Charles. Celui-ci le reçut à bras ouverts, et lui fit partager avec le vice-roi de Naples, Lannoy, et le marquis de Pescaire (*Pescara*), le premier guerrier de son temps, le commandement des armées impériales en Italie.

François Ier perdit au contraire, dans l'année 1524, son plus valeureux guerrier, le chevalier Bayard, qui pendant qu'on ramenait les troupes de l'Italie, sauva l'armée au pont de la Sesia par son devouement héroïque, et fut lui-même frappé mortellement. Les avantages de la guerre parurent tout à l'avantage de l'empereur; Milan fut reconquis et les Français repoussés d'Italie. Mais Charles ayant voulu attaquer la France même et faire passer son armée en Provence pour assiéger Marseille, pensa y perdre sa supériorité. La France est difficile à entamer de ce côté; la ville ne put être forcée et le pays environnant ayant été dévasté par les ennemis eux-mêmes, Pescaire fut obligé de faire retraite. Il fallut toute l'habileté de ce général pour sauver l'armée à travers des chemins si difficiles; cependant, le roi François Ier, qui le

poursuivait de près, conquit Milan et attaqua Pavie. Les généraux impériaux se trouvèrent alors dans un grand embarras : devant eux un ennemi beaucoup plus fort qui menaçait la capitale; derrière eux le territoire du pape, qui venait de faire une alliance avec François Ier; enfin une armée qui manquait de tout et était dans le découragement par suite d'une longue retraite. Mais leur courage, leur sagacité, leur bonne fortune, changèrent toutes les chances en leur faveur.

Bataille de Pavie, 1525. — Le commandant qui défendait Pavie, don Antonio de Leyva, ne se laissa pas ébranler et soutint le siége avec opiniâtreté, jusqu'en février 1525. Pendant ce temps-là, l'armée impériale reçut un renfort d'Allemagne de 15,000 lansquenets, sous les ordres du vaillant George de Freundsberg ou Frundsberg; et le 28 février ils attaquèrent le roi à Pavie. L'œil expérimenté de Pescaire avait précisément saisi l'endroit par lequel le roi ne s'attendait à aucune hostilité. Il croyait ses derrières à couvert par un parc entouré de toutes parts d'un grand mur; mais Pescaire avait eu le soin d'y faire frayer une route la nuit précédente et vint tomber tout d'un coup sur le dos de l'armée. En même temps Leyva fit une sortie de la citadelle, et Lannoy et Bourbon arrivèrent par un autre côté. Bientôt le désordre se mit dans toute l'armée; les Suisses, contre leur habitude, lâchèrent pied tout de suite et prirent la fuite; les troupes de Freundsberg combattirent avec le plus grand courage, et c'est

surtout à elles qu'on fut redevable de la victoire. François I[er] eut son cheval tué sous lui, et il se défendit à pied contre une foule d'espagnols qui l'entourèrent sans le connaître. Par bonheur pour lui que survint un gentilhomme français, nommé Pomperant, qui servait sous les ordres du duc de Bourbon; il reconnut le roi et le somma de se rendre au duc, mais le roi lui ordonna avec aigreur d'appeler Lannoy. Il combattit encore jusqu'à ce qu'il arrivât, et alors le roi lui rendit son épée. Lannoy la reçut à genoux et lui tendit la sienne en même temps: « Il ne convient pas, dit-il, qu'un aussi grand roi soit sans armes devant un sujet de l'empereur. » Quinze jours après cette bataille, il n'y avait plus d'ennemis dans l'Italie.

Charles était presque mécontent de son trop grand bonheur qui ne lui laissait rien à faire. « Puisque tu m'as pris le roi de France, disait-il à Lannoy dans une lettre; je vois bien que je n'aurai plus rien à faire, si je ne vas combattre les infidèles. J'ai eu cette volonté toute ma vie et aujourdhui encore plus. Arrange donc les affaires de manière que je puisse encore, avant de devenir trop vieux, faire des actions pour le service de Dieu, qui ne soient point sans gloire pour moi. »

Le roi François I[er] fut conduit à Madrid, et sévèrement gardé. Cependant le conseil de l'empereur était très partagé sur la manière dont il fallait le traiter et les moyens de profiter de ce présent de la fortune. Les uns, Lannoy avec eux, conseillaient

de traiter le roi généreusement, et d'extirper ainsi, peut-être pour toujours, tout germe d'inimitié entre les deux princes; les autres, avec le chancelier Mercurinus Galtinara à leur tête, voulaient qu'on tirât de cette occasion tout l'avantage possible. L'empereur prit un milieu entre ces deux opinions, et perdit tout le fruit de sa bonne fortune. Il goûta fort l'idée du chancelier de recouvrer dans cette occasion le duché de Bourgogne que la France avait injustement enlevé à sa grand'mère, et dont il faisait un très grand cas; il l'exigea donc comme prix de sa rançon. Mais il trouva trop dur et indigne de l'empereur de garder le roi prisonnier jusqu'à la complète exécution de la condition, comme le conseillait le chancelier. Il se confia à la parole du roi; mais cette parole, quelque affectation chevaleresque que celui-ci mît à la donner, n'était rien moins que sincère. Avant de signer le traité, ayant fait venir secrètement quelques hommes de confiance de Madrid, il fit devant eux, en présence du nonce du pape, la déclaration authentique qu'il ne serait pas tenu de remplir ce qu'il promettrait à l'empereur, parce qu'il était prisonnier; et le pape même l'avait délié à l'avance de toute promesse qu'il pourrait faire. Ainsi garanti contre sa conscience, il s'avança vers l'autel, et jura sur les saints Évangiles de remplir les conditions qu'il avait consenties. En même temps il donna sa parole royale de rentrer en prison au bout de six mois, s'il ne pouvait pas tenir ses engagements. Mais tel est le beau fruit de cette science

qu'on appelle la politique; elle se croit le droit de blesser les lois éternelles de la vérité et de la morale.

François I[er] fut mis en liberté en 1526, après un an de captivité, et il ne tint pas sa parole. Il prétexta que ses états ne voulaient pas consentir à l'abandon de la Bourgogne, et offrit une grosse somme d'argent pour la rançon de ses deux enfants aînés qu'il avait envoyés comme otages en Espagne. Mais Charles lui répondit « qu'il avait manqué à la fidélité et à la bonne foi qu'il avait jurée en public comme en particulier, et qu'il ne se conduisait pas comme devait faire un homme de bonne naissance et un roi; que s'il voulait le nier, il lui déclarait devoir le soutenir par les armes dans un combat singulier. » François accepta le cartel, mais seulement des lèvres (*); car plus tard il sut décliner le combat sous différents prétextes, et les peuples furent obligés de vider avec leur sang ce combat que sa passion et son ambition avaient soulevé. La guerre éclata donc de nouveau entre Charles et François I[er].

Les impériaux à Rome 1527.—Mais, avant que cette guerre ne commençât, il s'était passé un fait inouï en Italie. Le duc de Bourbon avait pris le commandement en chef de l'armée impériale qui était dans le Milanais,

(*) Est-il possible que François I[er] ait cherché à éviter un pareil combat? Il suffit de penser au caractère des deux princes pour savoir quel est celui qui a pu recourir à des prétextes pour l'éviter. Voy. Gaillard, *Hist. de Franç. I[er]*, tom. II, pour les détails de ce fait. N.T.

après la mort du vaillant Pescaire. Or, le pays étant dévasté, les généraux sans argent, les troupes murmurèrent et demandèrent leur solde. Tous les moyens employés pour les apaiser furent inutiles, et tout-à-coup l'armée, au mois de janvier 1527, s'avança vers Rome sans aucun ordre de l'empereur; on ne peut décider non plus si ce fut sur un ordre du duc de Bourbon, qui avait peut-être de grands plans d'ambition, ou si ce fut par une décision subite de l'armée, qui espérait trouver dans Rome de quoi fournir en abondance à tous ses besoins et faire un riche butin. Du moins le duc de Bourbon céda et arriva devant la ville, après une marche très difficile. Le 6 mai fut donné l'ordre pour un assaut général à l'ancienne capitale du monde. Bourbon fut un des premiers sur le mur, et son exemple enflamma les assaillants; mais à peine y fut-il monté qu'il fut tué d'un coup de feu. Cependant ses soldats entrèrent dans la ville, et pendant plusieurs jours elle fut livrée à la dévastation et au pillage, comme au temps des Vandales. Le pape Clément VII, qui s'était sauvé avec ses gens dans le château Saint-Ange y fut assiégé pendant plusieurs mois; jusqu'à ce que, forcé par la nécessité, il promit une somme de 400,000 ducats, afin que l'armée pût recevoir tout l'arriéré de sa solde.

Cependant l'empereur Charles envoya à tous les princes de la chrétienté, avec le plus grand empressement, des lettres où il se justifiait de ces événements qui arrivaient sans sa volonté

et contre sa volonté; et pendant que ses généraux tenaient le pape assiégé dans le château Saint-Ange, presque prisonnier, il faisait faire dans toute l'Espagne des prières publiques pour sa délivrance. On a accusé sa conduite d'hypocrisie; cependant il est bien vrai que son armée rebelle n'écoutait plus ses ordres, et voulait avant tout toucher l'arriéré de sa solde. Ce ne fut qu'au bout de dix mois qu'elle obéit à son ordre et marcha vers Naples. Mais ses excès dans Rome l'avaient tellement affaiblie que, quand le roi de France fit, cette même année 1527, une nouvelle invasion en Italie, il pénétra sans résistance jusqu'à Náples et en fit le siége. Il fallut la défection du célèbre marin génois, André Doria, qui conduisait le siége de Naples du côté de la mer et passa du côté de l'empereur, et en même temps qu'une maladie contagieuse désolât l'armée française, pour ramener la fortune du côté de Charles et amener les deux partis, également fatigués de la guerre, à la paix de Cambrai, en 1529. François paya 2,000,000 d'écus (*kronen*) pour la délivrance de ses enfants, et renonça à toutes ses prétentions sur Milan, Gênes, Naples et les autres pays de l'autre côté des Alpes (il épousa Eléonore, sœur de Charles-Quint); tandis qu'au contraire Charles, sans exgier de suite l'abandon du royaume de Bourgogne, conservait cependant ses anciens droits.

Le temps était arrivé où Charles pouvait se montrer avec dignité dans ses états d'Italie; il n'y était encore jamais entré. Il aborda à Gênes en 1529, et

s'avança de là vers Bologne dans une pompe digne d'un empereur. Là, il avait concerté une entrevue avec le pape, et elle eut lieu avec une grande solennité. L'ancienne inimitié fut tout-à-fait oubliée. Charles, suivant l'usage de ses aïeux, baisa à genoux les pieds du saint-père, et celui-ci le couronna solennellement et avec un grande pompe comme empereur et roi de Lombardie.

C'était le sacre du plus grand monarque qui ait porté cette couronne après Charlemagne, et ce fut le dernier empereur qui passât en Italie. Charles parut aux Italiens, qui ne l'avaient connu jusqu'alors que comme un prince terrible, un maître doux et généreux, et leurs craintes se changèrent en une vénération enthousiaste. Il ne retint pas même le Milanais pour lui; mais il le rendit généreusement au duc François Sforce, qui le reçut à titre de fief de l'empire; ensuite il se hâta de passer en Allemagne et de se rendre à la grande diète qui se tenait à Augsbourg.

Premières ligues des princes protestants.

Cependant en Allemagne grand nombre de princes avaient déjà introduit dans leur pays les nouvelles doctrines. Un des plus zélés était le jeune landgrave de Hesse, Philippe-le-Généreux; ce fut lui qui insista auprès des autres princes qui partageaient sa croyance et les décida à former une alliance pour une mutuelle défense, dans le cas où les adversaires

essaieraient d'employer la violence pour l'exécution de l'édit de Worms. Ses inquiétudes n'étaient pas sans fondement. Déjà plusieurs princes catholiques s'étaient rassemblés à Leipzig, et avaient délibéré ensemble sur la nécessité de défendre en commun leur pays contre l'introduction des idées nouvelles; ils avaient pour cela demandé l'assistance de l'empereur, et celui-ci leur avait promis dans sa réponse l'extirpation de toutes les erreurs de la secte de Luther. Ainsi donc, en l'année 1526, à Torgau, se forma une ligue entre le prince électeur de Saxe, Jean-l'Opiniâtre (son frère Frédéric-le-Sage était mort en 1625), Philippe de Hesse, le duc de Brunswick-Lunebourg, le duc Henri de Mecklenbourg, les princes Wolfgang d'Anhalt, les comtes Gebhard et Albert de Mansfeld et la ville libre de Magdebourg. Albert, margrave de Brandebourg, avant grand-maître de l'ordre teutonique et alors duc de Prusse, qui avait aussi introduit les nouvelles doctrines dans ses états, conclut une alliance particulière avec l'électeur de Saxe.

L'empereur, qui était encore alors en Espagne, fort occupé avec son prisonnier, le roi François Ier, et eut à soutenir contre celui ci une nouvelle guerre aussitôt après sa délivrance, fit prendre patience aux princes allemands qui désiraient voir la fin de leurs querelles, en leur faisant espérer une nouvelle diète aussitôt qu'il aurait le loisir de venir chez eux. Il en fit même convoquer une provisoire à Spire, en 1529. Ce fut elle qui trancha le mieux les deux partis, en

donnant un nom aux partisans des idées nouvelles. Car la majorité des états, qui était catholique, décréta ce qui suit : qu'il fallait conserver les édits essentiels de la diète de Worms; que la messe devait être conservée ; que ceux chez qui les nouvelles doctrines avaient trouvé accès devaient se garder d'étendre leurs innovations, et qu'aucun des sujets de l'empire ne devait à cause de sa croyance prendre la défense d'un coréligionnaire contre ses supérieurs. Ces arrêts de la diète furent loin de satisfaire les partisans de Luther, qui rédigèrent au contraire un acte d'opposition et une protestation de laquelle ils prirent le nom de protestants. C'étaient la plus grande partie des princes que nous avons nommés plus haut, comme ayant pris part à la ligue de Torgau. Mais il y avait de plus George, margrave de Brandebourg, de la maison salique, et les villes de Strasbourg, Nuremberg, Ulm, Constance, Reutlingen, Windsheim, Memmingen, Lindau, Kempten, Heilbronn, Issny, Weissenbourg, Nordlingen et Saint-Gall.

Confession d'Augsbourg. 1530. — L'année suivante se tint donc à Augsbourg une grande diète à laquelle l'empereur se rendit lui-même d'Italie, comme il l'avait annoncé. Les députés des deux côtés vinrent au-devant de lui pour tâcher de le gagner à leur parti pendant la route. Mais il sut renfermer ses pensées en lui-même et renvoya tout à la diète. Le 22 juin au soir, il fit son entrée dans la ville. Ce n'était plus un jeune prince sans expérience,

comme quand il vint la première fois en Allemagne, il y avait dix ans; c'était un empereur au-dessus de tous les autres par sa puissance. Le monde entier admirait ses belles qualités. Le plus puissant monarque était humilié devant lui, et Rome même n'avait pu résister à une parcelle de sa puissance entraînée dans l'insubordination. Son extérieur avait gagné en prenant plus de dignité et plus d'énergie; il imposait même à ses adversaires. Melanchton, qui était venu à Augsbourg avec l'électeur de Saxe, s'exprime ainsi à son sujet dans une lettre de confiance: « Ce qu'il y avait de plus remarquable dans cette assemblée, c'était sans contredit l'empereur lui-même. Son bonheur, qui ne s'est pas une seule fois démenti, a dû exciter l'admiration aussi dans vos contrées. Mais bien plus digne encore d'admiration est sa grande retenue, après de si grands succès, quand tout lui réussit à souhait; car on ne remarque pas une seule parole et pas même une seule action qui sorte des bornes de la modération. Quel roi, quel empereur pourrais-tu me nommer dans l'histoire que la bonne fortune n'ait fait changer? Chez lui, au contraire, elle n'a jamais pu enivrer son âme. Chez lui, pas une seule trace de passion, d'orgueil ou de cruauté; car pour taire les autres exemples, bien que nos adversaires aient employé jusque là tous les moyens pour l'entraîner contre nous dans les affaires de religion, cependant il a toujours reçu les hommes de notre opinion avec affabilité. Sa vie domestique est remplie des plus beaux exemples de retenue, de modé-

ration et de tempérance. Cette discipline intérieure autrefois si sévère parmi les princes allemands, ne se retrouve plus que dans la maison de l'empereur. Aucun homme vicieux ne peut se glisser auprès de lui ; et pour ami il n'a que les plus grands hommes, qu'il a su distinguer par leurs vertus. Toutes les fois que je le vois, il me semble voir un des héros ou des demi-dieux qui, dans les anciens temps, apparaissaient parmi les hommes. Qui ne se féliciterait pas de voir tant de belles qualités réunies dans un seul homme et surtout dans un si grand prince. »

Malgré toute cette vénération attachée à la personne de l'empereur, malgré la supériorité de sa puissance et celle des princes catholiques, les princes protestants qui étaient tous présents, présentèrent une résistance si ferme, que même pour des pratiques purement extérieures ils arrêtèrent l'empereur par leurs oppositions, et le forcèrent souvent de révoquer des ordres qu'il avait donnés. Ainsi, quand il ordonna que tous les princes prendraient part à la cérémonie de la Fête-Dieu, qui avait lieu le lendemain même de son arrivée, tous les princes protestants montèrent à cheval dès le matin du jour, vinrent le trouver en grande solennité, lui déclarèrent leur refus avec fermeté, et il fut obligé de céder. Ils protestèrent encore avec la même fermeté contre l'ordonnance qui défendait à leurs prédicateurs de parler dans Augsbourg ; et ils le forcèrent d'accorder que des deux partis il n'y aurait point de sermons, et qu'on se contenterait de lire l'évangile et l'épître du dimanche,

Ce fut surtout l'électeur Jean de Saxe qui donna l'exemple de cette opiniâtreté qui lui valut le surnom que la postérité lui donna. La menace même de l'empereur de lui refuser l'investiture du duché de Saxe, ne put faire changer sa façon d'agir. Quand donc il fut question dans les séances des affaires de religion, les princes protestants exposèrent à la diète réunie leur profession de foi, et renfermèrent dans quelques propositions courtes et claires tous les points dans lesquels la nouvelle église différait de l'ancienne. Melanchton en était l'auteur; il en avait composé un seul tout dans le plus bel ordre, comme tous ses ouvrages, et les avait extraites des dix-sept articles de Luther et de plusieurs autres écrits que les princes protestants avaient apportés avec eux ; telle fut la confession d'Augsbourg, qui encore aujourd'hui est la base de l'église protestante. Le chancelier de Saxe, Bayer, en fit la lecture publique le 25 juin, et elle dura plusieurs heures. L'empereur leur fit répondre par Frédéric, comte palatin: « qu'il prendrait en considération cet important et remarquable écrit, et qu'il leur ferait ensuite connaître sa détermination. »

Dans le conseil de Charles aussi bien que dans celui des princes catholiques, les avis étaient fort partagés. Le légat du pape avec George duc de Saxe, Guillaume duc de Bavière et la plus grande partie des évêques, demandaient que Charles exigeât des protestants l'abjuration complète de leur doctrine; d'autres, et parmi eux le cardinal archevê-

que de Mayence, étaient plus modérés. Ils firent remarquer qu'un tel projet ne pourrait s'accomplir sans beaucoup de sang répandu et des guerres intestines; ils rappelèrent les dangers de la part des Turcs, qui récemment encore, en 1529, avaient osé pénétrer jusqu'à Vienne et attaquer la ville, heureusement sans succès; et ils conseillèrent de réunir les protestants au sein de l'Église, soit par la conviction, soit par d'autres moyens de douceur, ou du moins de faire en sorte que la paix intérieure de l'empire ne fût pas troublée.

Ainsi, conformément à cette dernière opinion, la contre-partie de la confession d'Augsbourg fut rédigée par plusieurs théologiens catholiques. Eck travailla avec eux. Elle fut lue aux protestants avec demande d'y acquiescer; et comme ils affirmèrent qu'ils ne le pouvaient pas, on essaya plusieurs autres moyens de réconciliation et d'accommodement; car les plus pacifiques et les plus modérés des deux côtés croyaient que ce n'était pas impossible. Mélanchton écrivit même au légat du pape : « Il n'y a plus qu'une petite différence dans les usages de l'Église qui semble maintenant faire obstacle à la réunion, et les canons ecclésiastiques disent que l'unité de l'Église n'est pas rompue par une diversité dans les usages. » Mais les zélés des deux côtés vinrent mettre des obstacles; et ce que l'on céda de part et d'autre ne touchait pas aux points principaux. En outre, plusieurs princes protestants et des villes libres se laissèrent influencer par des considé-

rations toutes humaines, quand ils virent qu'il était question de rétablir la puissance épiscopale dans leurs pays ; et du côté des catholiques, on tint précisément alors avec opiniâtreté à des articles sur lesquels on avait déjà usé d'indulgence, par exemple, pour l'Église grecque et les hussites; c'est-à-dire qu'on refusa formellement alors le mariage des prêtres et la communion sous les deux espèces aux laïques. Ainsi furent renversées les tentatives de réunion, et les deux partis, au lieu de s'approcher, ne firent que se séparer de plus en plus. Enfin, l'empereur fit signifier aux protestants cette déclaration : « Qu'ils eussent à réfléchir jusqu'au 15 avril prochain pour savoir s'ils voulaient ou non se réunir pour les articles en discussion avec l'Église chrétienne, avec le pape, l'empereur et les autres princes, jusqu'à plus ample explication dans un concile qui serait tenu prochainement; que pendant ce temps de paix, ils ne devaient rien faire imprimer de nouveau dans leur pays et n'attirer dans leur secte ni leurs sujets, ni des étrangers; que, d'ailleurs, comme il s'était introduit dans la chrétienté des abus et des désordres de toute espèce, l'empereur ferait tous ses efforts auprès du pape et des autres princes de l'Europe pour faire convoquer un concile général dans l'intervalle de six mois, ou au plus tard dans un an.

Les protestants répondirent alors comme toujours, que leurs dogmes n'avaient point encore été réfutés par l'Écriture, et que leur conscience ne leur per-

mettait pas de consentir cette conclusion de la diète, qui leur défendait la propagation de leur croyance; et aussitôt ceux qui étaient encore à Augsbourg se hâtèrent de partir. C'était une rupture formelle entre les deux partis. Dans les conclusions de la diète qui furent ensuite rendues publiques, la doctrine de Luther fut traitée d'hérétique avec de très dures expressions; la restitution de tous les couvents et établissements religieux confisqués fut sévèrement exigée; une censure pour tout imprimé en matière religieuse fut établie, et l'on menaça les récalcitrants de l'empereur et de l'empire.

Ligue de Smalkade. 1530.—Les princes protestants se rassemblèrent encore à la fin de cette année à Smalkade et rendirent leur alliance plus solide et plus intime. Quelques-uns d'entre eux auraient volontiers dès lors éclaté et décidé de suite la querelle par les armes; mais, parmi le plus grand nombre, il y avait encore cette ancienne et religieuse horreur pour une guerre entre frères et cette vénération pour la personne sacrée de l'empereur, ce sont leurs expressions; de sorte que ce fut ce sentiment vraiment allemand qui sauva leur ligue du reproche de s'être marquée d'une tache de sang en soulevant sans nécessité une guerre de religion.

Ferdinand, roi de Rome. 1531. — Maintien de la paix de religion.

L'empereur, en partant d'Augsbourg, s'était mis en route pour Cologne, où il avait donné rendez-

vous aux princes électeurs. Là, il leur fit la proposition de choisir pour roi des Romains son frère Ferdinand, à qui il avait déjà cédé ses pays héréditaires d'Autriche, et qui, depuis l'extinction de la maison royale de Bohême et de Hongrie dans la personne de Louis II, mort dans la bataille de Mohacz, 1526, contre le sultan Soliman II, avait obtenu les couronnes de Bohême et de Hongrie par des droits fondés sur un ancien traité d'héritage, afin qu'il pût maintenir l'empire dans le bon ordre pendant ses fréquentes absences. Les électeurs y consentirent, et Ferdinand fut couronné à Aix ; il n'y eut d'opposition que de la part de l'électeur de Saxe qui fit présenter une protestation à la diète par son fils et des ducs de Bavière, depuis long-temps jaloux de la puissance de la maison d'Autriche, qui firent même à cette occasion alliance avec leurs ennemis en matière de religion, les princes de l'alliance de Smalkade.

Le nouveau roi des Romains tenait beaucoup à la conservation de la paix en Allemagne; parce que son nouveau royaume de Hongrie était vivement pressé par les Turcs et qu'il comptait particulièrement sur les secours des princes allemands. Mais les princes protestants refusèrent leur coopération jusqu'à ce qu'on eût établi la paix dans l'empire et promis de la maintenir. Alors l'empereur concerta une nouvelle tentative de réunion, et elle amena enfin, conformément aux pressantes exhortations de Luther, la paix provisoire de Nuremberg, en 1532. L'empereur déclara qu'en vertu de sa toute puissance impé-

riale, « il voulait établir une paix générale, d'après laquelle personne ne pourrait être incriminé et condamné pour sa croyance ou toute autre matière religieuse, jusqu'à la tenue prochaine du concile ou des états de l'empire. »

Alors les secours contre les Turcs arrivèrent promptement et il eut bientôt rassemblé une armée telle qu'on n'en avait pas vu depuis long-temps. Le danger semblait pressant; car le sultan Soliman était parti avec trois cent mille hommes pour attaquer les pays autrichiens sur deux points à la fois, et l'empereur n'avait que soixante-seize mille hommes à lui opposer. Mais dès les premières tentatives, les Turcs purent voir à quels hommes ils avaient affaire. Ibrahim-Bassa, qui conduisait l'avant-garde, crut que la petite ville de Gunz, en Hongrie, qui lui avait fermé ses portes, lui avait fait affront; qu'elle allait être emportée du premier assaut et qu'elle avait mérité pour cela une sévère punition; mais son vaillant commandant Jurischtisch repoussa avec avantage toutes ses attaques pendant quinze jours qu'il resta devant ses murs. Alors Soliman réfléchit à ce que pourrait donc lui coûter Vienne, lorsque surtout l'empereur était en marche pour venir à son secours; et voyant que les princes d'Allemagne, qu'il avait crus en dissension, étaient tous réunis, il fit aussitôt retraite; ainsi tout le monde fut dans l'étonnement de voir le grand Soliman renoncer si promptement à une expédition qui lui avait coûté trois ans de préparatifs.

L'empereur Charles put alors s'occuper d'autres affaires, et avant tout il se rendit en Italie pour se concerter avec le pape au sujet de la convocation d'un concile œcuménique.

Mais le pape Clément VII ne s'en occupait pas sérieusement et la cour de Rome ne le désirait pas ; de sorte que Charles repassa en Espagne sans avoir rien fait.

Tandis que l'empereur était absent et que le roi Ferdinand employait tous ses moyens pour établir sa domination en Hongrie, la doctrine des protestants se répandait de plus en plus en Allemagne, et la division des esprits s'envenimait tous les jours. Les protestants allèrent même, l'an 1534, jusqu'à déclarer à la chambre impériale qu'ils ne lui obéiraient plus; parce que, contrairement au traité de paix de Nuremberg, elle avait écouté des plaintes et prononcé une sentence contre eux lorsqu'il s'agissait d'une restitution de biens confisqués à l'Église. Ainsi était foulée aux pieds la paix du pays de l'empereur Maximilien. — Un autre sujet de querelle vint encore s'y joindre, c'était pour le Wurtemberg. Nous avons déjà eu occasion de remarquer antérieurement que le duc Ulric de Wurtemberg, vers le temps de la mort de Maximilien et avant l'élection de Charles, avait été chassé de son pays par la ligue de Souabe, à cause d'une querelle qui lui était survenue avec la ville de Reutlingen. La ligue fit cession du pays, d'ailleurs grevé de lourdes charges, à l'empereur Charles, et celui-ci le donna, en 1530, à son frère

Ferdinand avec les états autrichiens. Il semblait alors devoir appartenir pour toujours à la maison d'Autriche; mais le duc dépossédé qui parcourait tout l'empire comme un fugitif et cherchait à gagner des amis, trouva protection près de son parent le duc Philippe de Hesse; Ulric avait déjà reçu la doctrine de Luther, et Philippe conçut dès lors la pensée de le rétablir dans ses états, même par la force des armes. Il leva donc une armée de vingt mille hommes, se jeta à l'improviste dans le Wurtemberg, battit le gouverneur autrichien, près de Lauffen, 1534, et rendit aussitôt le duché à Ulric. On crut que cette invasion allait être le commencement d'une guerre sanglante; mais encore pour cette fois l'orage passa sans éclater. Charles et Ferdinand étaient trop occupés, et sans doute aussi qu'ils sentirent qu'il ne serait pas généreux d'augmenter leur puissance, déjà si grande avec le bien d'autrui, quoiqu'ils eussent l'apparence du droit. D'un autre côté, les fédérés de la ligue de Schmalkalde, qui n'avaient pas pris part à la première expédition du landgrave, mettaient beaucoup d'empressement à terminer cette affaire par un accommodement.

De là la paix de Cadan en Bohême, par laquelle le duc Ulric recouvra ses états à titre de vavasseur d'Autriche; la paix de religion de Nuremberg fut confirmée, et l'électeur de Saxe, avec toute sa famille, reconnut formellement Ferdinand pour roi des Romains; et, afin de sauver au moins la dignité de la suzeraineté impériale, il fut décidé que le landgrave

et le duc Ulric feraient à genoux amende honorable pour avoir rompu la paix du pays, à l'empereur par eux-mêmes en personne, et au roi Ferdinand par un délégué.

Une autre circonstance se présenta, qui semblait extrêmement grave et cependant ne put rompre définitivement la paix; c'était la guerre des anabaptistes dans Munster, de 1533 à 1535. Les principes de Thomas Munzer, sur la liberté et l'égalité chrétienne et sur la communauté des biens, aussi bien que sur la révélation immédiate à chaque individu, n'avaient pas encore disparu et s'étaient conservés surtout en Hollande dans la secte des anabaptistes. Ils commandaient à leurs sectateurs de faire pénitence et de se faire baptiser de nouveau, afin que la colère de Dieu n'éclatât pas sur eux. Deux de leurs orateurs enthousiastes, Matthiessen, boulanger de Harlem, et le tailleur Jean Bockhold ou Bockelsohn de Leyde, vinrent en 1533 à Munster, précisément dans le même moment qu'un prédicateur, nommé Rothmann, y introduisait la doctrine de Luther; ils le gagnèrent aussi lui au nombre des anabaptistes, chassèrent de la ville les citoyens riches, avec l'aide de la populace et d'autres anabaptistes qui vinrent des pays voisins, établirent de nouveaux magistrats et mirent tous les biens en commun. Chacun devait venir déposer dans un trésor public tout ce qu'il possédait en or, en argent ou en objets de prix; en même temps les églises furent dépouillées de toutes leurs richesses, les tableaux brisés et tous les livres, excepté la Bible, furent brûlés

en public. A ce vertige, comme presque toujours chez des gens grossiers, se joignit une licence effrénée dans les mœurs et toutes les passions. Il fut reconnu que la liberté chrétienne autorisait chaque homme à prendre plusieurs femmes, et Jean de Leyde en donna l'exemple en en prenant trois à la fois. Enfin, un de ses partisans, qui se vantait d'avoir eu une communication divine toute particulière, Jean Dussentschur de Warendorf, le salua comme le roi de toute la terre, qui devait restaurer le trône de David, et vingt-huit apôtres furent envoyés prêcher cette doctrine partout le monde pour le soumettre au nouveau roi; mais partout où ils vinrent, ils furent arrêtés comme séditieux et presque tous exécutés.

L'évêque de Munster et Philippe, landgrave de Hesse, marchèrent contre la ville et l'assiégèrent. La disette qui s'y fit sentir de jour en jour plus forte, refroidit bientôt le zèle du peuple. Le nouveau roi voulut s'affermir par la terreur et décapita même de sa propre main une de ses femmes sur la place du marché; parce qu'elle avait dit qu'elle ne pouvait croire que Dieu eût condamné une si grande foule de peuple à mourir de faim, tandis que le roi était dans l'abondance. Mais à la fin, quand déjà en effet un grand nombre des habitants étaient morts de faim, deux bourgeois introduisirent de nuit l'armée de l'archevêque dans la ville, le 25 juin 1535. Après un combat sanglant, Jean de Leyde, avec Knipperdolling, son exécuteur, et son chancelier Krechting, furent faits prisonniers et conduits en spectacle dans

plusieurs villes d'Allemagne; ensuite on les déchira avec des tenailles rouges, et on les tua en les perçant au cœur avec un poignard ardent. Leurs corps furent mis dans une cage de fer et suspendus au haut de la tour de l'église de Saint-Lambert, sur la place; le culte catholique fut ensuite rétabli dans la ville.

Guerres contre les corsaires d'Afrique. — Charles et François Ier.

L'empereur avait entrepris sur ces entrefaites une guerre qui lui fit le plus grand honneur. Un corsaire, Haradin Barberousse, un des hommes les plus audacieux et les plus extraordinaires de son temps, né de parents obscurs dans l'île de Lesbos, s'était solidement établi sur la côte nord d'Afrique. Il avait attiré à lui une foule de Maures chassés d'Espagne par le roi Ferdinand-le-Catholique, qui brûlaient du désir de la vengeance, et troublait avec eux toutes les mers de l'Europe. Sa cruauté et son audace en firent l'effroi de tous les habitants des côtes; Alger et Tunis étaient en sa puissance, et même le sultan turc Soliman, avait confié à cet entreprenant matelot toute sa puissance maritime, pour qu'il s'en servît contre les Chrétiens. Des milliers de prisonniers languissaient déjà dans l'esclavage à Alger et à Tunis. L'empereur Charles crut qu'en sa qualité de protecteur de toute la chrétienté, il ne pouvait pas souffrir de pareilles cruautés; d'autant plus que l'ancien roi de Tunis, Hascen, chassé de ses états, était venu de-

mander sa protection. Il partit donc avec une armée de trente mille hommes, plus huit cents Allemands sous les ordres du comte Max d'Eberstin et cinq cents vaisseaux. Doria commandait la flotte, et l'empereur lui-même avec le marquis de Vaston, commandait l'armée de terre. Ce fut dans l'été 1535 qu'on vint débarquer à Tunis; la citadelle de Golète, qui défendait le port, fut emportée d'assaut; toute l'artillerie fut prise et deux mille Turcs massacrés. Bientôt l'armée de Haradin Barberousse, qui était dans la plaine sous les murs de Tunis, fut elle-même battue et mise en fuite, et la ville conquise; les esclaves chrétiens qu'on avait trouvés renfermés dans la citadelle y contribuèrent de toutes leurs forces, et Charles eut enfin la joie inexprimable de sauver vingt-deux mille de ces malheureux pris sur tous les peuples de l'Europe, de recevoir les témoignages de leur reconnaissance et de les rendre à la liberté et à leur parents qui les avaient si long-temps pleurés comme morts. Il avoua lui-même que ce fut un des plus beaux jours de sa vie. Sa réputation se répandit partout, et en effet il la méritait par la constance et le courage dont il avait donné la preuve dans cette expédition périlleuse; c'est ainsi qu'il prouva par son exemple, que ces barbares corsaires des côtes africaines pouvaient être enchaînés quand on le voulait sérieusement et énergiquement. Il rétablit à Tunis le roi Hassen, lui défendit d'acheter des esclaves chrétiens, et retint la citadelle de Golète en son pouvoir, comme garantie de son obéissance. Haradin s'était

enfui à Alger, et Charles résolut d'aller l'y poursuivre l'année suivante.

Une nouvelle guerre avec le roi de France empêcha l'exécution de son dessein. Ce prince renouvela ses prétentions sur le Milanais à la mort de son duc, François Sforce; et pour s'assurer un chemin libre en Italie, il s'empara tout d'un coup par la force des armes du duché de Savoie, dont le duc l'avait mécontenté. Charles vit la nécessité de la guerre et résolut d'en transporter le théâtre dans le sud de la France. Ne tirant donc aucun profit de l'instruction que lui avait donnée sa première expédition si malheureuse, sous le duc de Bourbon, il osa la renouveler en 1536, pénétra jusque devant Marseille et assiégea la ville. Mais elle était trop bien fortifiée, et tout le pays ayant été ravagé par les Français eux-mêmes, la disette et les maladies forcèrent le roi, au bout de deux mois, à faire retraite avec une perte d'une partie de l'artillerie et des bagages.

En suite de cette expédition eut lieu à Nice une suspension d'armes pour dix ans, par l'entremise du pape, en 1538; et bientôt après les deux rivaux eurent une entrevue à Aigues-Mortes, à l'embouchure du Rhin; ce fut le roi de France qui en fit la proposition. Le conseil de l'empereur crut qu'il n'était pas sans danger de se rendre sur le sol de France; mais le projet plut d'autant mieux à Charles qu'il était extraordinaire. Quand il arriva dans le port, le roi s'avança lui-même à son vaisseau pour le recevoir, et le conduisit à terre. Un festin royal y avait

été préparé, ainsi qu'une grande fête qui se prolongea fort avant dans la nuit. Le lendemain matin, ce fut le Dauphin lui-même qui présenta à l'empereur l'eau pour se laver et la serviette; des deux côtés on rivalisait de civilité et de témoignages d'amitié. Ce n'était point hypocrisie, tous les deux désiraient une paix durable; et l'année suivante, 1539, François donna une nouvelle preuve de ses bonnes intentions. La ville de Gand, en Flandre, s'était soulevée contre Charles à l'occasion de nouvelles impositions et avait offert au roi de France de se mettre sous sa protection; mais le roi en fit aussitôt instruire l'empereur et lui proposa en même temps de traverser la France, depuis l'Espagne, pour abréger sa route et arriver plus vite en Flandre. Charles accepta sans méfiance; partout il fut reçu avec de grandes fêtes; entrait-il dans une ville, on venait au-devant de lui apporter les clefs de la ville; à Fontainebleau où était le roi, il fut retenu par des fêtes magnifiques pendant quinze jours, et pendant six jours à Paris.

La révolte de Gand fut bientôt apaisée, et pendant que l'empereur y était encore, vinrent des nouvelles fort pressantes qui l'engagèrent à venir en Allemagne, où sa présence était nécessaire pour réprimer le désordre qui augmentait tous les jours.

Il accéda à leurs désirs et se rendit en 1521 à la diète de Ratisbonne. Nous raconterons plus bas et sans interruption comment alors et plusieurs années après encore, pour réunir les partis, il eut constamment recours à des voies de douceur et d'accommode-

ment, à des éclaircissements réciproques entre les deux partis; comment il employa les écrits, les discussions publiques et toute son éloquence; comment enfin le maintien de l'union dans l'Allemagne fut la pensée fondamentale de son gouvernement, et d'ailleurs une nécessité de son règne, dans la crainte des Turcs qui menaçaient d'un côté et des Français d'un autre, avec qui sans cesse de nouvelles guerres éclataient. Ici nous allons encore jeter un coup d'œil sur quelques événements du dehors, qui nous conduiront jusqu'au temps où Charles fut obligé de se consacrer tout entier à l'Allemagne.

Expédition de Charles-Quint contre Alger, 1541. —De la diète de Ratisbonne, Charles passa en Italie, et de là partit pour l'expédition qu'il avait déjà résolue à l'avance. Son grand génie, qui visait toujours à quelque chose d'extraordinaire, crut que l'abaissement des corsaires d'Afrique était un but digne de lui; d'autant plus que Barberousse l'avait excité à la vengeance par de nouvelles dévastations sur les côtes d'Espagne. Cette expédition ne commença pas sous d'heureux auspices; la saison pour la navigation sur la Méditerranée était déjà trop orageuse, et l'habile marin, André Doria, ne pronostiquait rien de bon. Mais Charles n'aimait pas reculer et l'expédition eut lieu. Le 20 octobre 1541 la flotte atteignit la hauteur d'Alger et l'armée opéra le débarquement. Mais dès le soir, avant que l'artillerie, les bagages et les provisions fussent débarqués, une terrible tempête s'éleva, arracha les vaisseaux de leurs ancres,

les jeta sur la côte ou les poussa en pleine mer; et une pluie effroyable tomba avec une telle abondance que les guerriers débarqués sur le continent passèrent toute la nuit dans l'eau jusqu'à la cheville du pied, et que, pour n'être pas entraînés par la tempête, ils furent obligés d'enfoncer leurs lances en terre et de s'y cramponner. Alors il n'y avait plus à songer à la conquête d'Alger, sans artillerie et sans provisions pour l'armée, mais seulement à sa propre conservation; car le jour suivant la cavalerie légère des Turcs se mit à la poursuite de l'armée déjà accablée de fatigues.

Dans ce danger, Charles prouva qu'il était grand à la guerre comme partout. Pendant trois jours d'un voyage le plus pénible au milieu de l'eau et de la boue, il conduisit son armée, sans cesse harcelée par l'ennemi, tout le long de la côte, jusqu'à la baie de Metafuz, où s'était rassemblés une partie des débris de sa flotte. Il ne se distinguait pas d'un simple soldat et partageait avec eux les plus dures privations et les plus grandes fatigues; mais aussi il réussit à soutenir le courage de ses soldats et à ramener heureusement les débris de son armée. Il mit à la voile pour l'Italie et passa même de là en Espagne.

Quatrième guerre contre François Ier. 1542-1544.— Le roi de France avait profité de l'absence de Charles, pendant qu'il était à Alger, pour se mettre de nouveau en état de faire la guerre. Toutes ses tentatives d'alliance avec l'empereur n'avaient pu lui faire oublier le duché de Milan; il crut donc que le temps

était venu d'en faire encore une fois la conquête, et il renouvela son alliance avec les Turcs. Ainsi tandis que Charles était à se reposer de ses fatigues, tout épuisé par les pertes de l'expédition d'Alger, François entra en campagne; mais l'incapacité de ses généraux opposée à toute l'expérience des généraux espagnols, aussi bien que la disette et les maladies, firent que cinq armées ne purent rien faire dans la première campagne et furent obligées de rentrer dans le plus triste état.

L'année suivante, 1543, Charles se rendit en Italie, et de là de l'autre côté des Alpes, dans le bas Rhin, où le duc de Clèves avait fait alliance avec François Ier; et ce prince, qui depuis peu commençait à favoriser les doctrines de Luther, devait être le premier à sentir l'autorité impériale. L'apparition de Charles dans ces contrées fut tout-à-fait inattendue. On disait parmi le peuple, qu'à son retour d'Alger il avait essuyé un naufrage dans lequel il avait péri; et dans cette croyance ils regardaient la nouvelle de son arrivée comme une fable. La petite ville de Duren, sur une sommation qu'il lui fit de se rendre, répondit : « qu'elle ne le craignait guère, parce qu'il était depuis long-temps la pâture des poissons. » Mais les Espagnols ayant emporté la ville d'assaut malgré tous les obstacles, et l'ayant livrée aux flammes, alors l'épouvante et l'effroi se répandirent partout le pays. On disait que le roi amenait avec lui une espèce d'hommes noirs et sauvages, qui avaient de grands ongles aux doigts avec lesquels ils

escaladaient les murailles les plus inexpugnables, et de grandes dents avec lesquelles ils déchiraient tout. Ce que l'on racontait des prodiges du nouveau monde et de ses habitants, était très propre, dans cette époque si féconde en merveilles, à donner croyance à ces récits. D'ailleurs les troupes de Charles étaient en grande partie de vieux guerriers qui avaient noirci au soleil et au grand air, qu'aucun danger n'effrayait, et qui, quand ils montaient à l'assaut, enfonçaient leurs glaives ou leurs lances dans les fentes des murs pour s'élever et escalader ainsi le rempart. L'épouvante qui marchait devant lui eut bientôt soumis tout le pays et toutes les villes; le duc de Clèves fut obligé de venir demander grâce à genoux et il ne l'obtint que sous la condition qu'il n'abandonnerait pas la foi catholique; que ce qu'il avait changé il le remettrait sur l'ancien pied, et qu'il ne se laisserait entraîner dans aucune alliance contre l'empereur.

Il n'y eut dans cette année rien de remarquable contre la France; mais l'année suivante, Charles ayant rassemblé de plus grandes forces, après avoir tenu une diète à Spire, dans l'hiver de 1543 à 1544, et s'être assuré de la coopération de tous les princes allemands, entra dès le commencement du printemps dans le pays même de son ennemi, à la tête d'une très belle armée. Il conquit d'abord Saint-Dizier, ensuite il marcha droit sur Paris; Epernay, Château-Thierry, étaient déjà pris; l'armée n'était plus qu'à deux jours de marche de la capitale, et ses ha-

bitants s'enfuyaient effrayés, lorsque le roi François I[er] fit des propositions de paix. L'empereur les accepta de suite, parce que les affaires se compliquaient de plus en plus en Allemagne; et le 22 septembre 1544, la paix fut signée à Crépi. C'est la dernière que fit Charles avec le roi de France. Il n'y eut aucun changement dans le fond de la querelle; la Bourgogne resta au roi de France et le Milanais à l'empereur (*).

Affaires de religion en Allemagne jusqu'à la guerre de Schmalkalde. 1534 — 1546.

En Saxe, dès l'année 1532, l'électeur Jean-le-Constant avait été remplacé par son fils Jean-Frédéric, prince rempli d'équité et de loyauté; mais aussi trop réservé et bien différent de l'actif et téméraire Philippe de Hesse, qui marchait toujours à la tête des princes protestants et était le plus entreprenant d'entre eux.

(*) L'auteur a négligé dans ces détails tout ce qui est du succès de nos armes pendant ces guerres; mais il omet surtout de parler des reproches que les historiens français font à l'empereur : ils disent, par exemple, que Charles-Quint avait promis l'investiture du duché de Milan à François I[er], pour obtenir le passage par la France en se rendant à Gand; ils lui reprochent d'avoir ensuite refusé, à peine hors des frontières, d'avoir cherché à débaucher ses alliés, et surtout d'avoir fait assassiner deux de ses ambassadeurs, justifiant ainsi le bon mot de Triboulet qui faisait comprendre au roi qu'il serait plus fou que lui s'il le laissait passer. Voy. Gaillard, *Hist. de Franç. I[er]*, tom. III. N. T.

Non seulement ces deux princes étaient en contradiction par caractère, mais de plus grandes raisons encore de division étaient survenues parmi les protestants. Dès la dixième année de la réforme il s'était élevé entre eux une dissension au sujet du dogme de la communion; Luther entra dans la lice contre Karlstadt d'abord, puis contre le réformateur des Suisses, Ulric Zwingle, avec lequel il eut, en 1529, à Marsbourg, une conférence religieuse qui n'amena aucun résultat. Les deux partis s'accusèrent réciproquement d'être dans l'erreur. La lutte fut acharnée parce que la passion y prit part; la différence d'opinions fut même un obstacle à l'unité et elle aurait pu facilement entraîner la perte complète de la nouvelle église, si les catholiques avaient su profiter de cette division.

Mais la dissension était aussi grande parmi eux, puisque, comme nous venons de le voir, les ducs de Bavière s'étaient mis dans la ligue de Schmalkalde; et plus tard, quand il s'en séparèrent, lorsque le danger semblait plus grand pour la nouvelle église, les sévères partisans de Luther, sur le conseil de leur chef même, se réconcilièrent pour quelque temps avec les Suisses, par une espèce de concordat, à Wittenberg; alors les Suisses et plusieurs autres villes de la haute Allemagne entrèrent dans la ligue.

La propagation de la nouvelle doctrine était de jour en jour plus rapide. Des évêques mêmes, ceux de Lubeck, Camin et Schwérin, entrèrent dans la

nouvelle église, et le vieil électeur de Cologne, Hermann, sur lequel nous donnerons plus bas des détails, prenait sérieusement ses dispositions pour suivre leur exemple.

Pendant ce temps-là, un des plus importants changements s'était fait dans les pays saxons. La moitié de ces provinces, avec les villes de Dresde et de Leipzig, appartenait au duc George, un des plus zélés défenseurs de l'ancienne Église, qui employait toute sa puissance à empêcher l'introduction de la nouvelle doctrine dans ses états. Mais ses deux enfants moururent avant lui; et son frère Henri de Altenbourg, père du duc Maurice, qui devint plus tard électeur, qui se trouvait désormais son héritier, était au contraire attaché de toute son âme aux doctrines de Luther. Quand donc le duc George mourut, au mois d'avril 1539, le premier acte du gouvernement de Henri fut d'introduire la réforme dans tous ses états. Le plus grand nombre de ses sujets s'y soumit de bon cœur; l'université même de Leipzig fut toute changée, sans une trop grande résistance; les plus zélés théologiens furent chassés du pays, ou privés de leurs fonctions, et leurs places furent données à des partisans de la nouvelle doctrine.

Un semblable changement eut lieu dans le Brandebourg, presque dans le même temps. Le prince Joachim Ier, zélé catholique, eut pour successeur, en 1534, son fils Joachim II, qui avait été élevé par sa mère, princesse du Danemarck, dans les prin-

cipes luthériens. Ce prince, l'an 1539, encouragé par l'exemple de l'évêque de Brandebourg, Mathias Jagow, se soumit à la confession d'Augsbourg et introduisit dans ses états une institution ecclésiastique qui se rapportait encore beaucoup à l'ancienne discipline, mais dont les points capitaux étaient cependant tout-à-fait conformes aux principes de la réforme.

La supériorité qu'avait acquise la nouvelle doctrine dans le nord de l'Allemagne décida le vieux cardinal Albert, archevêque de Mayence et prince de la maison de Brandebourg, à cesser toute résistance pour les évêchés de Magdebourg et de Halberstadt et à se retirer à Mayence, laissant les protestants établir des églises comme ils l'entendaient dans toutes les campagnes et les villes de ce pays, moyennant de grosses sommes d'argent qu'on lui fit toucher.

Plus les affaires étaient en mauvais état, plus l'empereur et son frère Ferdinand prenaient à cœur la réunion des partis, et ils provoquaient de temps à autre de nouvelles conférences religieuses : à Haguenau, en 1540, peu après à Worms, en 1541, où Melanchton et Eck se trouvèrent en présence, et la même année encore à Ratisbonne à laquelle l'empereur lui-même assista et prit part avec beaucoup de zèle.

Tout fut inutile : la nouvelle doctrine était trop profondément séparée de l'ancienne et en même temps trop d'intérêts s'y rattachaient ; de tous côtés, particulièrement du côté des princes, une foule de considé-

rations mondaines venaient à la traverse; et au milieu des mœurs barbares de cette époque, il était impossible d'obtenir un examen calme, sans passion et approfondi des questions. Comme donc ces tentatives de réunion n'apportaient aucun résultat, ou de très minimes, l'empereur eut recours à son moyen habituel de remettre la décision à un concile général et de confirmer pendant ce temps-là, pour les protestants, la paix de Nuremberg. Ainsi en agit-il à la diète de Ratisbonne, 1541, avant de partir pour Alger; à Spire, en 1542, par l'entremise de Ferdinand et du prince Joachim de Brandebourg, quand il voulut réunir toutes les forces de l'empire contre les Turcs; et en 1544, dans la même ville et dans une deuxième diète très brillante à laquelle assistèrent les sept princes électeurs en personne, présidée par l'empereur Charles, lorsqu'il préparait contre la France sa dernière expédition que nous avons déjà racontée. Et cependant déjà les protestants avaient cherché l'appui des armes. Le duc Henri de Brunswick, prince aussi zélé catholique qu'inquiet et passionné, était en inimitié avec l'électeur de Saxe et le landgrave de Hesse, particulièrement à cause de la religion; des deux côtés on publiait les pamphlets les plus acerbes; car dans ce temps on combattait son ennemi avec toutes les armes que peut fournir la passion. De plus les villes de Brunswick et de Goslar qui faisaient partie de la ligue de Schmalkalde, avaient demandé protection aux princes protestants contre leur duc qui les opprimait et les pressurait de toute façon; l'em-

pereur même et le roi Ferdinand lui avaient déjà reproché sa violence contre elles, mais toujours en vain. A la fin la ligue de Schmalkalde leva en toute hâte une armée, en 1542, tomba sur son duché, en chassa le duc et retint le pays dans sa possession. Le duc Henri courut demander du secours à l'empereur; mais celui-ci renvoya l'affaire à une diète.

Il fut arrêté à la diète de Worms, 1545, que l'empereur gouvernerait en attendant les états de Brunswick jusqu'à la décision de l'affaire par la voie de la justice. Ce moyen parut trop lent à ce duc exalté, qui volontiers se serait mis à la tête du parti catholique. Il avait coutume de dire : « Menacer au nom de l'empereur, c'est chasser avec un faucon mort. » Son ardeur lui fit commettre une déloyauté à l'égard du roi de France, François Ier. Ce prince lui avait donné de l'argent pour enrôler en Allemagne des troupes à son service, et sitôt qu'elles furent rassemblées, le duc entra à leur tête dans son duché, en l'automne 1545, pour l'arracher à ses ennemis; mais le landgrave de Hesse fut bientôt sur pied avec son armée, et l'électeur de Saxe et le duc Maurice se mettant en même temps en campagne, ils resserrèrent si étroitement le duc dans son camp de Calefeld, près de Nordheim, qu'il fut contraint de se rendre prisonnier avec son fils. Alors le margrave le conduisit dans sa forteresse de Zigenhain, et l'empereur se contenta de l'avertir de traiter son prisonnier avec bienveillance et avec les égards dus à un prince.

Cependant la diète de Worms, quoiqu'elle eût

aussi servi à conserver la paix de religion, n'en avait pas moins laissé voir que la scission allait toujours croissante; les plaintes des deux partis devenaient de plus en plus fortes. Les catholiques ne manquaient pas de mettre en avant dans leurs récriminations la confiscation des biens ecclésiastiques dans les pays protestants; et les protestants, de leur côté, refusaient de reconnaître les arrêts de la chambre impériale en pareilles matières et même en d'autres, parce que les catholiques n'y voulaient souffrir que des juges de l'ancienne croyance. La défiance était déjà montée à un si haut degré, qu'il n'y eut qu'un très petit nombre de princes protestants qui parurent à la diète. Le grand moyen, pour arriver à une réconciliation, sur lequel Charles avait auparavant beaucoup compté, c'est-à-dire un concile général, fut même inutilement employé alors; parce qu'on y eut recours trop tard et qu'il ne fut pas tenu dans des formes équitables. La cour de Rome avait enfin donné son consentement; elle convoqua le concile pour le 15 mars 1545, à Trente, en Tyrol, et il fut solennellement ouvert le 13 décembre de cette même année. Mais les protestants refusèrent de lui reconnaître l'autorité pour décider sur leurs affaires; leurs raisons étaient : que le concile était convoqué sur les frontières de l'Italie, dans un pays tout-à-fait étranger aux mœurs des Allemands, ce qui, par conséquent, ne pouvait manquer d'avoir une funeste influence. Ensuite, que le pape, qui les avait déjà condamnés comme héré-

tiques ou du moins ne les traitait que comme des accusés, prenait la présidence au concile comme leur juge. Que pour que le concile pût être regardé comme indépendant, il fallait qu'ils y jouissent des mêmes droits que les autres (*). »

Long-temps auparavant l'électeur palatin Frédéric, qui venait de passer à la nouvelle Église, avait fait une proposition qui aurait pu avoir un résultat avantageux, si tout le monde avait été animé de bonne foi et d'intentions pures; c'était : « de convoquer un concile général d'Allemagne, et d'envoyer ensuite au concile de Trente, comme étant la voix de tout le peuple allemand, l'accommodement qui aurait été arrêté entre tous les partis. » Cet expédient, libre de toute influence étrangère, par lequel la nation aurait été représentée pour exprimer elle-même ses besoins, semblait le seul qui pût être de quelque utilité et conduire à une conclusion en matière religieuse. Mais cette propo-

(*) Il était facile de répondre que le lieu n'empêchait point le concile d'être œcuménique et d'avoir toute son autorité; que si l'on ne connaissait point les mœurs des Allemands, leurs évêques pouvaient les faire connaître; que, du reste, cette raison ne pouvait être alléguée que pour les détails dans les règles de discipline, pour lesquelles l'Église s'en rapporte assez volontiers à l'autorité ecclésiastique du pays, puisque même l'Église gallicane n'a point admis les règlements de discipline du concile de Trente; qu'enfin le concile ne pouvait avoir un autre président que le pape, parce qu'il est ridicule de demander qu'une autorité établie soit mise en question par cela seul qu'elle est attaquée, et qu'elle aille se soumettre à un jugement. En un mot, tous ces prétextes ne pouvaient point autoriser à rejeter des institutions de quinze siècles et des dogmes essentiels. N. T.

sition ne trouva point d'écho, et la division s'accrut entre les partis.

L'inquiétude de l'empereur et des catholiques, qui craignaient de voir les protestants avoir la supériorité dans l'empire, n'était pas sans fondement. Déjà dans le conseil des princes trois des quatre électeurs laïques avaient adopté les nouvelles doctrines (quoique l'électeur palatin et celui de Brandebourg n'aient pris aucune part à la ligue de Schmalkalde), et maintenaient même un des trois ecclésiastiques, Hermann, le vieil électeur de Cologne, qui se montrait de plus en plus porté pour elles. Il voulait, avec le consentement d'une partie de son chapitre, introduire dans son archevêché une réforme importante; il avait déjà fait travailler ce projet et même fait venir Mélanchton de Wittenberg, dans ce dessein. Mais l'université et le maire de Cologne et une partie du chapitre, s'étant prononcés contre ces nouveautés, se tournèrent vers l'empereur et le pape. Cette université avait déjà antérieurement à la réforme, du temps de Jacob Hoogstraten, pris une part très active dans la lutte contre les humanistes, c'est-à-dire les professeurs et répétiteurs des langues anciennes, nommément contre Reuchlin, et elle avait été plus tard une des premières à condamner les principes de Luther.

Dans cette confusion toujours croissante, comme aucun jour ne se montrait pour la réconciliation, l'empereur Charles crut qu'il fallait avoir recours à un dernier moyen, de l'emploi duquel une voix

intérieure l'avait toujours détourné, à la force des armes, et lui faire décider la question. Son chancelier Granvella parla donc en secret avec le légat du pape, le cardinal Farnèse, de la possibilité d'une guerre contre les protestants; il lui fit voir qu'une coopération active du pape serait nécessaire, parce que l'empereur était épuisé et que les princes catholiques étaient sans énergie; et le cardinal, dans la joie où il était de voir l'empereur sérieusement résolu, fit les plus belles promesses.

C'est ici un faux pas dans la vie de Charles V; car en prenant la résolution de décider maintenant avec la pointe de son épée ce qu'il avait tenté si long-temps d'obtenir par des paroles de douceur, de paix et de réconciliation, il tomba dans une grosse erreur; comme si la force d'un mouvement intellectuel pouvait être enchaînée par une force extérieure! Depuis ce moment, il fut vaincu par cette affreuse époque qu'il avait jusqu'alors semblé maîtriser; il ne put la contenir. Son génie vieilli devenait de plus en plus sombre et ennemi de ce qui avait la vie de la jeunesse; et dans sa mauvaise humeur il voulait rompre avec son épée les nœuds qu'il ne pouvait dénouer. Cet égarement de l'empereur Charles dans les dernières années de sa vie ressemble à une tragédie dans laquelle on voit un cœur généreux succomber sous le poids des charges auxquelles le sort l'a soumis. Cependant ces dernières années sont les plus brillantes de sa vie par ses rapides succès au dehors; mais, précisément dans ces

succès il perdit le point précis de modération qu'il avait conservé jusque là. Aussi eut-il la douleur de voir les plans qu'il avait disposés avec tant de peine détruits sans ressource; de sorte qu'il ne lui resta plus que de réunir toutes ses forces pour se tirer du tourbillon, et sauver l'indépendance de son esprit en se dépouillant de tout l'éclat de la grandeur terrestre. Par cette dernière résolution, sur laquelle nous reviendrons plus tard, l'empereur Charles a mis à couvert sa dignité d'homme et adouci la voix de la postérité.

Mort de Luther, 18 février 1546. — Avant le commencement de cette triste lutte mourut Luther, l'auteur de tout ce grand mouvement. Il avait dissuadé de tout son pouvoir de mêler la force extérieure avec ce qui ne doit avoir son siége que dans l'intérieur de l'âme; et tant qu'avait vécu cet homme énergique il avait conservé la paix (*). Bien des fois

(*) Luther n'était rien moins qu'un homme modéré; il suffit d'ouvrir un de ses livres pour s'en convaincre et pour connaître la fureur de ses déclamations contre ses adversaires, surtout contre le pape, duquel il dit un jour: « Il est plein de tant de diables qu'il en mouche, qu'il en crache, qu'il en... » (*Advers. Papat.*, tom. VII). Mais il faut convenir aussi que ses adversaires lui répondaient presque dans le même langage: les épithètes, démon, gueule de l'enfer, etc., ne lui étaient pas épargnées. — Il était aussi très dur et exigeant avec ses partisans, comme on peut le voir dans les lettres de Calvin à Mélancthon et dans les écrits mêmes du pacifique Mélancthon, quelque soin qu'il prenne d'excuser son maître. Cependant on ne peut lui refuser d'avoir eu plus de modération dans ses principes que dans ses paroles; il ne voulait aucun emploi de la force pour soutenir sa doctrine, et il eut certainement un beau moment quand il voulut arrêter les anabaptistes et la fureur de guerre des princes réformés. Voy. Gaillard, *Hist. Franç. I*er, tom. III, luthéranisme.
N. T.

il avait dit aux princes que sa doctrine était étrangère à leurs armes, et par conséquent il vit avec peine, dans les dernières années de sa vie, qu'on multipliait les précautions, que la division se tranchait, et il n'en augurait rien de bon; le sort cependant lui évita de voir éclater ces funestes discordes. Il était malade depuis plusieurs années, et étant parti pour l'Eisleben au commencement de l'année 1546, afin d'y vider un différend du comte de Mansfeld, il y mourut le 15 février à l'âge de 63 ans, en protestant encore, dans ses dernières prières, qu'il avait vécu et mourait dans la ferme croyance du Christ, le Sauveur du monde. Son corps fut conduit en grande pompe à Wittenberg et placé dans le caveau de la chapelle du château.

Préliminaires de la guerre.

Au moment de la diète de Ratisbonne, 1546, où les protestants sollicitèrent pour la dernière fois « une paix durable, des droits égaux pour les évangélistes comme pour les catholiques et un concile équitable de la nation allemande, » l'empereur avait déjà enrôlé des troupes et conclu son alliance avec le pape. Il avait décidé, de concert avec lui, de prendre contre Hermann, archevêque de Cologne, les mesures les plus extrêmes, et en effet ce vieillard fut déposé de son électorat en toutes formes. Cette

conduite effraya les confédérés de Schmalkalde. Ils firent donc demander à l'empereur quels desseins il avait pour de tels préparatifs. Celui-ci répondit en peu de mots : « que tous ceux qui se soumettraient à l'obéissance trouveraient toujours en lui, comme auparavant, des intentions bienveillantes, bonnes et paternelles ; mais que tous ceux qui voudraient lui faire opposition pouvaient s'attendre à être traités par lui avec toute la sévérité nécessaire. » Et, peu après, quand le message qui annonçait la conclusion de l'alliance avec le pape fut arrivé, il déclara publiquement, le 25 juin · « que puisque tant de diètes n'avaient pu produire aucun résultat, ils pouvaient bien attendre avec patience la résolution qu'il prendrait au sujet de la religion, de la paix et du droit. » Cette déclaration montrait manifestement l'intention de l'empereur d'avoir recours à la force, et les membres de la ligue de Schmalkalde se préparèrent en toute hâte à la défense. Mais le trop grand contraste qui existait entre les deux principaux membres ne faisait point espérer des suites bien éclatantes pour eux.

L'électeur de Saxe, qui était attaché à sa croyance de toute son âme et que rien d'extérieur à elle ne pouvait ébranler, ne voulait admettre aucun calcul politique pour son alliance, et s'appuyait uniquement sur la conviction « que Dieu n'abandonnerait pas son Évangile. » Il avait déjà antérieurement refusé l'alliance des rois d'Angleterre et de France ; parce qu'il les regardait tous deux comme indignes

de défendre des doctrines qui lui semblaient pures. Il crut même qu'il ne pouvait s'allier avec les Suisses, parce qu'ils s'éloignaient de sa croyance dans leur doctrine sur l'Eucharistie; car des contestations sur l'Eucharistie avaient éclaté avec une nouvelle énergie pendant même la vie de Luther. L'électeur, dont les idées étaient fort restreintes, ne pressentait point les plans de Charles-Quint, depuis long-temps médités contre lui; et même il conservait toujours au fond de son âme, pour l'ancien et beau nom de l'empereur, cette vénération si digne d'éloge qu'on ne trouve qu'en Allemagne. Et si son chancelier, l'habile Bruck, à qui il confiait tout, n'avait su mieux que son maître lui-même concilier les maximes de la politique avec la sévérité de ses principes religieux, la ligue aurait eu encore beaucoup plus à en souffrir.

Philippe de Hesse ne manquait non plus ni d'attachement ni de zèle pour sa croyance; mais bien d'autres motifs agissaient sur son âme et le dirigeaient entièrement. Il fut poussé dès le principe par une brûlante ambition, et si la combinaison des événements ne l'avait durement et constamment écarté du trône, il aurait pris une place remarquable parmi les amis et les généraux de l'empereur. Mais se trouvant alors placé par le sort à la tête du parti contraire, son génie audacieux recherchait tous les expédients les plus hostiles à l'empereurs; et il avait pour cela un regard infiniment plus clairvoyant que celui de l'électeur de Saxe. Volon-

tiers il eût pris les armes dans maintes circonstances antérieures et favorables, afin d'obtenir pour lui et ses coreligionnaires certains droits qu'ils ne purent obtenir de l'empereur que pour un temps limité. Nous savons aussi comment déjà deux fois il avait témérairement osé des coups de main hasardeux pour Ulric de Wurtemberg et contre le duc de Brunswick; mais alors toutes les fois qu'il s'agissait de grandes entreprises, il se trouvait arrêté par l'électeur, qui craignait toujours de manquer à la légalité; de sorte qu'il fallait un danger commun pour contenir dans l'union deux esprits si différents et même si opposés. Cependant cette divergence d'opinion devait nécessairement produire du trouble au moment décisif.

C'était là le côté faible de la ligue de Schmalkalde; autrement, sous une bonne et sage direction concertée, elle était assez puissante pour obtenir un succès complet dans une légitime défense contre l'empereur. Et dans ce cas les moyens et les idées de l'électeur de Saxe auraient été bien plus honorables; car ainsi le parti protestant aurait pu défendre sa liberté de croyance avec avantage et légitimement, les armes à la main, sans aucun appel aux étrangers, eux qui furent toujours si funestes à l'Allemagne; en conservant à la majesté impériale tout le respect qui lui est dû, aussi long-temps du moins qu'elle n'aurait pas franchi les barrières du droit; sans avoir recours aux déshonnêtes artifices de cette politique qui n'honore la vérité qu'autant

qu'elle est d'accord avec l'intérêt. Mais la ligue de Schmalkalde n'avait point d'unité dans sa direction non plus que dans son but. Un grand nombre de princes importants ne s'étaient point rattachés à l'alliance et allèrent même renforcer l'empereur. Le jeune duc Maurice de Saxe, quoique protestant aussi lui-même, cousin de l'électeur et gendre du landgrave Philippe, était secrètement en intelligence avec l'empereur. Le margrave de Brandebourg, Jean de Custrin, se sépara de la ligue, et celui de Baireuth, Albert, prit même publiquement du service contre elle. Cependant le duc Maurice était un des hommes les plus remarquables de son temps. Jeune, actif et téméraire, il possédait déjà ce regard perçant de l'âge mûr qui pénètre les rapports des événements entre eux, et assied d'après eux des plans pour ses desseins. Son extérieur même annonçait un homme accompli: un œil de feu et pénétrant, et dans sa figure brune, on voyait les traits du héros. L'empereur Charles lui-même qui faisait peu de cas des Allemands, surtout de ceux du sud, et n'en estimait aucun particulièrement, apprit bientôt à connaître le jeune duc et tout ce qu'il y avait de grand dans sa nature, et il sut le préférer à tous ses autres courtisans. Mais ce qui manqua au duc Maurice comme à l'empereur lui-même, ce fut de n'avoir pas eu autant de profondeur dans les principes que de pénétration et de clarté dans la vue pour saisir tous les rapports des événements temporels. Car cette piété intérieure et calme, cet amour des beaux sen-

timents, ce respect sacré pour la vérité et pour la justice qui font que l'homme sacrifie tout ce qui est terrestre pour les idées éternelles et ne cherche qu'à maîtriser son humanité pour développer son être moral; ces sentiments de l'âme les plus grands, les plus nobles, ne se rencontraient ni dans Charles, ni dans Maurice. Chez eux, l'intelligence dominait le cœur, et la sagesse était la loi vitale. Aussi peu d'hommes peuvent-ils se vanter d'avoir possédé leur confiance; et leur silence a fait de leurs actions autant d'énigmes pour l'histoire.

Maurice voyait dans l'avenir bien plus loin que l'électeur son cousin; il découvrit de bonne heure qu'il ne pourrait résister dans la lutte contre la prudence et l'adresse de Charles; et c'est de là qu'il conçut la pensée de se faire lui-même le chef de la maison de Saxe. Il pourrait peut-être avancer pour sa justification, qu'il ne restait pas d'autre moyen de la sauver; mais pour obtenir ce but, sa loyauté et sa véracité durent être mises à de dures épreuves. Il ne sc réunit pas à la ligue de Schmalkalde, parce qu'il voulait s'attacher à l'empereur jusqu'à ce qu'il eût obtenu son but et qu'il fût temps de marcher indépendant. Quand la ligue se forma, il s'efforça de l'arrêter; et quand on lui demanda d'y prendre part, il refusa et déclara qu'il ne voulait prendre les armes que pour la défense de son pays. Mais déja il était en secret d'intelligence avec l'empereur; combien étroitement était-il lié, et sous quelles stipulations? c'est ce qu'on ne peut savoir authentiquement; malheureusement

il est vraisemblable que déjà on lui avait donné comme récompense des espérances sur l'électorat. Quel combat dut-il par conséquent sentir au fond de son âme, quand l'électeur, au moment de son expédition contre l'empereur, lui confia son pays pour le protéger et le lui rendre fidèlement ensuite! Cependant aucune marque extérieure ne découvrit ce combat intérieur, et la sagesse l'emporta sur la vérité; pour ne pas se trahir, il accepta la protection de l'électorat.

L'empereur fit tous ses efforts pour présenter cette guerre comme n'étant pas purement guerre de religion. Dans une proclamation aux principales villes protestantes, Strasbourg, Nuremberg, Augsbourg et Ulm, imprimée à Ratisbonne, il assurait positivement: «Que les préparatifs de sa majesté impériale n'avaient aucunement pour but d'opprimer la religion et la liberté; mais uniquement de forcer à l'obéissance quelques princes récalcitrants, qui sous le manteau de la religion pensaient entraîner dans leur parti d'autres membres du saint empire, et qui avaient perdu toute considération pour la justice et l'ordre, et pour la dignité impériale.» Mais les bourgeois allemands, avec leur bon sens, sentirent bien qu'une partie de cette proclamation n'était que des mots et de quels dangers ils seraient menacés par la ruine des princes; ils demeurèrent donc fortement attachés à la ligue des évangélistes. D'ailleurs un événement auquel il ne s'attendait point vint rendre inutile tous ses efforts. A peine avait-il conclu avec

le pape son alliance, dont le contenu était précisément en opposition avec sa déclaration aux villes de la haute Allemagne, que celui-ci la rendit publique et fit paraître dans tout le pays une bulle dans laquelle il représentait l'entreprise de l'empereur comme une sainte entreprise pour la religion. « La vigne du Seigneur, y disait-il, doit être purgée par le fer et le feu des mauvaises plantes que l'hérésie a semées en Allemagne. » Par cette alliance le pape promit un secours de douze mille fantassins italiens et mille cinq cents hommes de cavalerie légère qu'il devait entretenir pendant six mois à ses frais. En outre, il donnait deux cent mille couronnes pour la guerre, permettait à l'empereur de jouir pendant le courant de l'année de la moitié des revenus des biens ecclésiastiques en Espagne, et d'y vendre pour cinq cent mille scudi de biens de couvents. De son côté Charles promit de forcer par ses armes tous les rebelles d'Allemagne à l'obéissance à la chaire de Rome, de faire revivre parmi eux l'ancienne religion et de ne faire sans la permission du saint-père aucune convention qui pût être désavantageuse pour l'Église romaine avec ceux qui appartiendraient à la nouvelle hérésie.

Par ce manifeste, la guerre dut prendre, contre l'intention de Charles, un air de guerre de religion, et c'est ce que désirait le pape. Mais alors les pays protestants furent animés d'une inexprimable exaspération, et si les chefs avaient su profiter de ce moment pour entraîner le peuple en masse; s'ils

avaient su le conduire, jamais l'empereur n'aurait pu résister avec ses Espagnols et ses Italiens. Car les autres princes allemands, même les princes catholiques, se tenaient tranquilles; ils craignaient de voir l'empereur exercer la toute-puissance en Allemagne après avoir accablé les protestants.

Guerre de Schmalkalde. 1546—1547.

L'armée des villes de la haute Allemagne parut la première en campagne; c'était une armée d'élite sous un capitaine distingué, le chevalier Sébastien Schærtlin de Burtenbach, dans la dépendance d'Augsbourg, homme habile et expérimenté dans tout ce qui a rapport à la guerre et dont la vue tendait toujours droit au vrai but, qui ne voulait point de demi-mesure et visait à l'anéantissement de son ennemi. Il avait fait les campagnes contre les Turcs et les Français et avait assisté à la bataille de Pavie et à la prise de Rome, sous les ordres de Bourbon. La troupe du duc Ulric de Wurtemberg, commandée par le vaillant Jean de Heydeck, vint aussi se réunir à lui. Schærtlin prit aussitôt pour plan de guerre de détruire dès le principe la puissance militaire de l'empereur qui se formait; car Charles qui se tenait toujours à Augsbourg, avait tout au plus huit à dix mille hommes avec lui et y attendait les troupes qu'il avait enrôlées en Allemagne et celles qu'il tirait des Pays-Bas et de l'Italie.

Schærtlin se dérigea d'abord sur une des principales villes d'enrôlement de l'empereur, celle de Fuessen, sur le Lech, en Souabe. Mais les bandes à son approche se retirèrent en Bavière, et lorsqu'il était occupé à les poursuivre arriva un messager de de la ville d'Augsbourg, au service de laquelle il était particulièrement, avec l'ordre de ne pas entrer sur les terres du duc de Bavière, qui était neutre. La maison de Bavière avait menacé de se joindre à l'empereur s'il ne quittait son territoire; mais si elle eût voulu rester complètement neutre, elle n'aurait pas non plus permis le passage aux troupes de l'empereur. Ce fut donc avec le plus grand dépit que Schærtlin s'arrêta sur le Lech, sans le passer; car il avait dans l'esprit un projet plus grand encore. S'il avait pu chasser promptement les bandes impériales devant lui, il aurait poussé jusqu'à Ratisbonne. Les troupes qui s'y trouvaient étaient encore trop peu nombreuses; l'empereur aurait été vraisemblablement contraint de prendre la fuite, et la haute Allemagne était perdue pour lui. Schærtlin écrivit à ce sujet « que certainement Annibal n'avait pas eu plus de douleur à quitter l'Italie, que lui la Bavière dans un pareil moment.

Arrêté de ce côté, il forma aussitôt le projet d'empêcher les troupes du pape d'arriver en Allemagne. Jamais on avait levé en Italie une armée si bien équipée; des soldats courageux avec des chefs distingués et tous remplis de zèle contre les protestants. Leur chemin était de traverser le Tyrol; Schærtlin voulut

leur couper la route. Il s'avança à marches forcées sur Ehrenberg et s'empara par surprise de ce passage important, le 10 juin. De là il marcha contre Inspruck, et il aurait certainement obtenu son but d'occuper tous les passages, si un nouvel ordre ne lui était survenu de la part des chefs de la ligue, d'évacuer le Tyrol; parce que le roi Ferdinand, à qui ce pays appartenait, n'avait pas encore déclaré la guerre à la ligue de Schmalkalde. Ainsi dès le commencement, il parut assez d'incertitude et de peur parmi les ligués, pour qu'un œil pénétrant pût d'avance présager que leurs affaires ne seraient pas heureuses. C'était en effet la plus folle pusillanimité, quand une fois la guerre est inévitable, d'épargner celui qui ne s'est peut-être pas encore déclaré comme ennemi, mais en a du moins pris toutes les apparences. Toutefois, il fallut que le général obéît et laissât ainsi perdre le plus beau moment d'agir.

Pendant ce temps-là, les armées saxonnes et hessoisses s'étaient aussi mises sur pied et marchaient vers la haute Allemagne. Les deux chefs écrivirent le 4 juillet une lettre à Charles, pour lui dire: « Qu'ils n'étaient point coupables de désobéissance, comme l'empereur voulait les en charger. Mais auraient-ils quelque chose à se reprocher, encore serait-il équitable de les entendre auparavant; et dans ce cas qu'ils rendraient patent à tous les yeux que l'empereur n'entreprend la guerre que sur les instigations du pape pour étouffer les dogmes des évangélistes et les libertés germaniques. » Cette dernière

accusation est la plus grave qui ait été faite à l'empereur par ses adversaires, et c'était alors pour la première fois; mais elle fut reçue avidement et répandue par tout le monde. Cette seule parole, si elle eût été crue vraie, aurait renversé tout le zèle de religion des catholiques, qui n'auraient plus osé souhaiter la victoire à l'empereur sur ses adversaires. D'autant plus que sa conduite dans le moment même qu'on lui faisait ce reproche, semblait confirmer l'accusation. Quand la lettre des chefs de la ligue lui fut apportée, il ne voulut pas même la recevoir; mais il y répondit aussitôt par une déclaration du ban contre les princes de Saxe et de Hesse. Il leur reprochait leur désobéissance à sa parole impériale et le dessein « de lui enlever la couronne, le sceptre et toute autorité pour s'en revêtir eux-mêmes, et à la fin forcer tout le monde de subir le joug de leur tyrannie. Il les appelle « rebelles, parjures et traîtres à la patrie, » délie tous leurs sujets des devoirs d'hommage et d'obéissance. Si cette réponse de Charles à leur missive était dure, elle est conforme à la violence de cette époque. Souvent dans l'exaspération de la lutte chaque parti cherchait à l'emporter sur son adversaire par la causticité des paroles; car l'opinion publique n'était comptée pour rien. L'empereur avait par ce dernier pas violé les lois du pays, d'après lesquelles il ne pouvait pas seul, sans le jugement des princes, mettre un état au ban de l'empire.

Cependant, cette accusation si souvent portée

contre lui d'avoir eu dans l'esprit de renverser toute la constitution d'Allemagne pour se rendre seul maître indépendant, était trop forte. Mais on peut bien le ranger, et l'histoire n'a point de doutes à ce sujet, parmi les esprits qui tendent de tous leurs efforts au plus haut degré de gloire et de puissance et qui souvent forcent les anciennes institutions à plier devant eux, quand elles se trouvent en opposition avec celles qu'ils veulent établir. On ne peut fixer en aucune façon jusqu'à quel point il en serait venu avec l'Allemagne, si les circonstances avaient continué de lui être favorables comme elles le furent pendant long-temps; car pour un cœur comme le sien où les désirs n'ont de bornes que celles qu'impose la sagesse, sans aucune limite naturelle, les circonstances seules en sont la mesure. Ces grands génies entreprennent tout ce qui leur paraît avantageux, et rien autre chose; et l'empereur Charles se gardait bien de tenter ce qu'il ne pouvait achever. Il gouvernait un si grand nombre d'états et avait de si puissants adversaires en Europe, qu'il ne pouvait espérer de pouvoir appliquer des soins aussi constants et aussi exclusifs que l'eût exigé l'exécution d'un plan de souveraineté absolue en Allemagne; et certainement il était trop adroit pour l'entreprendre inutilement. Cependant il faisait encore sentir l'orgueilleux empereur et le dominateur de la moitié du globe, en se dégageant des formes du droit dans des circonstances particulières qui demandaient une prompte exécution; de sorte que l'on peut dire que

la violation des droits de l'empire était plutôt dans son esprit que dans ses plans.

Du reste il montra dès le commencement de cette guerre de Schmalkalde toute la supériorité de son génie et une grandeur véritablement héroïque. Quoiqu'il ne fût défendu que par quelques guerriers seulement et qu'il fût entouré d'une armée de 70 à 80,000 hommes, la plus belle qui ait été vue depuis long-temps en Europe, il ne répondit au manifeste des princes que par une déclaration qui les mettait au ban de l'empire; ensuite il partit de Ralisbonne avec sa petite armée pour Landshut, afin de se trouver plus à portée des troupes qui arrivaient d'Italie. Mais de peur que ses partisans n'en fussent effrayés, il déclara en même temps qu'il n'abandonnait pas le sol de l'Allemagne et qu'il y resterait toujours vif ou mort. Sa plus sûre garantie était la dissension qui régnait dans le camp des alliés. Schærtlin était venu rejoindre avec son armée les deux princes, déjà si peu d'accord entre eux. Déjà le landgrave Philippe ne partageait qu'à contre-cœur le commandement suprême avec l'électeur par lequel il avait souvent été arrêté dans des entreprises qui demandaient de la célérité; et alors paraissait un troisième guerrier qui possédait plus d'expérience qu'eux deux, sur qui tout le monde portait des yeux d'admiration, et qui devait emporter la plus grande gloire de cette guerre, du moins pouvait-on le craindre. Il semblait presque aussi que l'ancienne rivalité entre les princes et les villes était venue troubler la parfaite intelligence,

Du moins est-il certain que ce défaut d'intelligence fut la principale raison du mauvais résultat. Quand l'armée fut réunie, Schærtlin conseilla encore alors de tomber sur l'empereur à Landshut et de le cerner; mais on ne peut s'accorder et on perdit ainsi le temps le plus précieux. L'empereur au contraire en tira le plus grand parti, il réunit auprès de lui toutes ses troupes auxiliaires d'Espagne et d'Italie et celles levées en Allemagne; et quand il se sentit assez fort, il remonta le Danube jusqu'à Ingolstadt. Là, il se renferma dans un camp bien retranché; car il n'osait pas encore combattre en rase campagne, jusqu'à ce qu'il ait fait sa jonction avec le comte de Buren qui lui amenait un corps de troupes considérable des Pays-Bas. Les ligués, qui l'avaient suivi à Ingolstadt, se résolurent enfin à tirer le canon sur son camp avant qu'il fût entièrement achevé, pour voir si on ne pourrait pas l'attirer à une bataille. C'était à la fin d'août au point du jour. Ils se rangèrent donc en demi-lune et occupèrent toutes les hauteurs de derrière avec de l'artillerie. Les troupes brûlaient d'en venir aux mains, et un assaut hardi, rapidement conduit au moment favorable, aurait facilement donné aux alliés une complète victoire. Car l'empereur était de beaucoup inférieur en force et son camp n'était entouré que d'un simple fossé. L'idée d'un pareil assaut n'échappa pas aux alliés; le landgrave Philippe, suivant quelques récits, Schærtlin suivant d'autres, l'exprima au moment où le feu des douze grosses bouches d'artillerie forçait les arquebusiers espagnols

de rentrer dans le camp d'où ils avaient voulu sortir. Mais l'irrésolution et le désaccord des généraux suspendirent encore cette fois cette décision qui devait être subite. L'empereur qui excitait le courage des siens avec le plus grand sang-froid et n'était effrayé d'aucun danger, profita du temps pour achever sa fortification; et alors il put considérer en toute sécurité les ennemis s'épuiser à tirer sur son camp. Depuis ce temps Schærtlin, comme il le dit lui-même, ne put avoir de cœur à cette entreprise; car il ne voyait point qu'on s'appliquât à faire sérieusement la guerre.

Pendant cinq jours les princes canonnèrent le camp impérial sans obtenir de résultat; et quand ils apprirent que le général Buren arrivait des Pays-Bas et avait passé le Rhin, ils levèrent tout d'un coup le siége pour marcher à sa rencontre. L'empereur pouvait à peine en croire ses yeux; quand il vit une si nombreuse armée se retirer ainsi sans avoir rien fait; alors il sortit lui-même à cheval hors de son camp avec le duc d'Albe pour observer leur marche.

Cependant les fédérés ne purent empêcher la réunion du comte de Buren avec l'empereur, qui depuis ce nouveau renfort commença à marcher en avant, s'empara successivement de toutes les villes du Danube et se rendit enfin maître de tout le cours du fleuve. Quand ensuite il vient menacer Augsbourg, les citoyens se hâtèrent de rappeler de l'armée de la ligue leur général Schærtlin pour venir à leur secours,

L'hiver arrivait, on manquait de provisions et d'argent; dans l'armée de la ligue se montraient le découragement et la pusillanimité, parce que les généraux ne savaient inspirer aucune confiance. Les Souabes, plus que les autres encore, étaient ennuyés de la guerre, parce que c'étaient eux qui en portaient tout le poids, et que depuis six semaines les armées étaient en présence. Alors les princes envoyèrent une dépêche à l'empereur, demandant la paix ou du moins une suspension d'armes, afin de pouvoir en traiter. C'était avouer tout haut sa faiblesse, la rendre publique et s'avouer vaincu sans combattre. L'empereur, plein de joie, fit lire cet écrit devant toute l'armée rangée en bataille; et pour toute réponse le margrave de Bandebourg fit savoir aux princes: « qu'il ne connaissait d'autres chemins pour conduire à la paix que de se soumettre à la discrétion de l'empereur, l'électeur et le landgrave eux-mêmes avec tous leurs partisans, leur armée, leur territoire et leurs sujets. »

Sur une pareille réponse, les princes ligués se séparèrent à Giengen, le dernier jour de novembre, et rentrèrent dans leur pays.

Le duc Maurice et l'électeur.—Un message pressant appelait l'électeur de Saxe dans son pays, en lui annonçant que le duc Maurice s'en était emparé jusqu'aux plus petits villages. Car l'empereur avait chargé son frère Ferdinand, comme roi de Bohême, d'exécuter, d'accord avec le duc Maurice, la sentence du ban contre l'électeur; et telle était devenue la si-

tuation des affaires qu'il semblait que l'électorat était perdu pour toujours, si Maurice n'en avait pas pris lui-même possession. Telle au moins la présenta Maurice, quand il convoqua les états du pays pour obtenir leur consentement ; car il n'aurait pu entreprendre une si importante opération sans leur participation. Il employa tous les artifices de la rhétorique pour donner à sa conduite et à ses désirs une apparence de droit. Mais l'arrivée subite de Ferdinand avec ses cavaliers hongrois qu'il avait amenés de Bohême, eut encore plus de puissance. L'épouvante marchait partout devant ces hordes sauvages et on regardait comme un bonheur de pouvoir se rendre aux guerriers saxons de Maurice. Bientôt tout l'électorat, excepté Wittenberg, Eisenach et Gotha furent entre les mains du duc. Cependant la voix du peuple condamnait son entreprise. On le regardait comme un traître à la croyance évangélique, et dans les chaires et dans les écrits des protestants, il était l'objet de reproches très amers.

Alors l'électeur revint plein de dépit : c'était au mois de décembre 1546. Il n'eut pas de peine à reconquérir son territoire et même à enlever une partie de celui du duc, après avoir surpris à Rochlitz et fait prisonnier le margrave Albert, envoyé par l'empereur au secours de son ami. Maurice ne pouvait non plus recevoir aucun secours de Bohême, parce que les états refusèrent d'entrer en campagne contre leurs coreligionnaires saxons, et d'ailleurs le roi Ferdinand avait quelques inquiétudes pour son

propre pays. On y était même presque venu à une révolte ouverte, à tel point que le duc Maurice ne conservait presque plus de son territoire que les villes de Dresde, Pirna, Zwickau et Leipzig, et n'avait plus d'espérance que dans l'empereur Charles.

L'empereur punit les villes de la haute Allemagne. — Charles, pendant ce temps-là, était occupé à soumettre les villes protestantes du sud de l'Allemagne. Ce n'était pas une entreprise facile; car ces villes étaient très fortes, comme généralement dans ce temps-là. Chacune d'elles aurait pu résister long-temps, et pendant ce temps-là les princes du nord faire des préparatifs pour une nouvelle campagne. Cependant on eût dit que la peur leur avait enlevé à toutes leur sagesse ordinaire; partout où l'empereur se présentait, les villes se soumettaient : Bopfingen, Nordlingen, Dunkelsbuhl et Rothenbourg, lui ouvrirent leurs portes sans tirer l'épée. La puissante Ulm envoya des députés qui, à genoux en plein champ, demandèrent grâce en langue espagnole (ce qui fut, avec raison, très mal vu de la part des confédérés), et paya 100,000 florins d'or comme amende. Francfort en paya 80,000, Memmingen 50,000; les villes plus petites payèrent proportionnellement, et enfin arriva le tour d'Augsbourg. Cette ville avait les plus belles murailles, 200 pièces d'artillerie et une bourgeoisie nombreuse et guerrière; elle pouvait, en tenant ferme, réveiller le courage de toute la

ligue; mais les gens riches de la ville ne voulaient pas voir le danger de si près. Un d'eux, Antoine Fugger, se glissa dans le camp de l'empereur et en rapporta pour conditions que la ville paierait 150,000 florins d'or, qu'elle recevrait une garnison espagnole et chasserait le brave Schærtlin. Celui-ci employa de nouveau toute la force de son éloquence pour réveiller leur courage; il en appela même à leur traité avec lui, d'après lequel ils ne pouvaient pas le congédier. Alors ils le supplièrent, avec larmes, de se retirer; il partit donc le cœur plein d'amertume et se rendit en Suisse, et les Espagnols prirent possession de la ville.

Deux princes dans la haute Allemagne, outre les villes, avaient pris part à la guerre: Ulric, comte de Wittenberg, et Frédéric, électeur palatin. Ce dernier, cependant, n'était pas membre de la ligue de Schmalkalde, et il s'était contenté, conformément à un traité testamentaire, d'envoyer trois cents cavaliers et six cents fantassins auxiliaires au duc de Wurtemberg. D'ailleurs il était un ami d'enfance de l'empereur; ils avaient été élevés ensemble à Bruxelles, et par conséquent il n'eut pas de peine à obtenir son pardon. Le duc Ulric, au contraire, fut obligé de faire amende honorable, à genoux avec son conseil, de livrer ses plus fortes places avec toute son artillerie et de payer 300,000 florins, après avoir promis à l'empereur obéissance en tout.

Ainsi la ligue de Schmalkalde était presque anéantie dans la haute Allemagne, et l'empereur prit aussitôt

la résolution de ne donner aucun repos à son armée qu'il n'eût aussi terminé cette affaire dans le Nord. Le roi Ferdinand et le duc Maurice l'attendaient sur l'Eger, presque comme chassés de leurs domaines. Il se joignit à eux, le 15 avril, et ils célébrèrent ensemble la fête de Pâques; ensuite ils repartirent en toute hâte, et dès le 22 avril Charles était sur l'Elbe, dans les environs de Meissen.

Bataille de Muhlberg. 24 avril 1547.

Long-temps l'électeur n'avait pu croire que Charles lui-même s'avançait contre lui; mais quand il le vit, il se hâta de couper le pont près de Meissen, et de faire descendre son armée sur la rive droite pour être à portée de Wittenberg, sa capitale. Il pouvait y trouver tous les moyens d'une longue et vigoureuse résistance. L'empereur, au contraire, ne cherchait qu'à attaquer l'ennemi, afin de terminer promptement la guerre. Il s'avança donc aussitôt jusqu'à la rive gauche de l'Elbe, presque en face de l'électeur, cherchant un gué pour passer le fleuve. L'électeur avait fait halte auprès de la petite ville de Muhlberg. Dès le soir même de son arrivée, l'empereur lui-même était allé fort tard, avec son frère et le duc Maurice, sur le bord du fleuve, sans pouvoir trouver un lieu favorable pour passer; car l'Elbe avait là trois cent pas de

large et la rive opposée était plus haute que celle où il était. Mais le duc d'Albe amena un jeune paysan à qui les Saxons avaient enlevé deux chevaux, et qui, pour se venger, voulait ainsi servir leurs ennemis; il assurait donc pouvoir leur montrer un gué dans ce fleuve. Maurice lui promit 100 couronnes et deux autres chevaux. Le surlendemain, à la faveur d'un épais brouillard, quelques milliers d'arquebusiers espagnols cherchèrent à gagner l'autre rive, à travers le gué; puis un certain nombre d'entre eux, après s'être déchargés de leurs équipages, se mettent à la nage, le sabre entre les dents, conquèrent quelques bateaux et les amènent à l'empereur. On les chargea aussitôt d'arquebusiers qui faisaient feu sur les Saxons de l'autre rive, tandis que la cavalerie passait par le gué; chaque cavalier avait un fantassin en croupe. Ensuite passa l'empereur lui-même dont le paysan conduisait le cheval par la bride; puis le roi Ferdinand, le duc Maurice et le duc d'Albe, général de l'empereur, traversèrent aussi eux-mêmes.

C'était un dimanche matin, l'électeur était au service divin, à Muhlberg, quand on lui apporta la nouvelle que l'ennemi passait le fleuve, et, peu après, qu'il était tout proche; il ne voulut pas encore le croire ni interrompre le service de Dieu. Enfin, quand il fut terminé, il n'avait plus que le temps de suivre son armée qui se retirait en toute hâte; il donna ordre à l'infanterie de forcer sa marche pour gagner Wittenberg, et à la cavalerie de retarder

l'ennemi par des escarmouches; l'artillerie était déjà partie devant pour Wittenberg. Les impériaux poursuivirent les Saxons avec tant de célérité qu'ils les atteignirent dans les landes de Lochau; et bien qu'ils n'eussent pas leur artillerie et qu'une partie de l'infanterie fût restée en arrière, l'empereur n'en donna pas moins l'ordre de l'attaque, d'après le conseil du duc d'Albe. Les cavaliers espagnols et napolitains attaquèrent avec violence : Maurice combattait lui-même parmi les premiers rangs. La cavalerie saxonne fut mise en désordre et rejetée sur l'infanterie qui s'était rangée en bataille en toute hâte sur la lisière d'un bois. L'électeur donnait ses ordres de sa voiture, parce qu'il ne pouvait pas monter à cheval; l'empereur, au contraire, ne laissa pas voir ce jour-là qu'il était malade; mais il montait un cheval andaloux, tenant une lance à la main droite, revêtu d'un casque et d'une cuirasse dorés du plus grand éclat et l'œil brillant du feu de la guerre. La cavalerie impériale, avec ce cri terrible *Hispania! Hispania!* enfonça l'infanterie saxonne; la fuite fut générale; le désordre et l'effroi étaient partout; les fuyards furent massacrés sur toute la plaine et couvraient de leurs corps une longue étendue de terrain, depuis Kossdorf jusqu'à Falkembourg et Baiersdorf. Un des fils de l'électeur fut atteint par l'ennemi; il se défendit avec courage et tua encore un ennemi au moment où il tombait de son cheval, frappé de deux grands coups de sabre. Il fut heureusement sauvé par un cavalier saxon qui sauta

aussitôt par terre ; mais son père n'échappa pas. Il avait quitté sa voiture pour fuir et montait un gros cheval frison ; mais il fut rejoint par la cavalerie légère, et tandis qu'il faisait face tout autour de lui, il fut frappé par un Hongrois d'un coup de sabre dans la joue gauche ; le sang lui couvrit tout le visage, et cependant il ne voulait pas se rendre. Dans ce moment un cavalier du prince Maurice, Thilon de Trodt, passe à travers les Hongrois et lui crie en allemand de sauver sa vie ; il se rendit à lui, parce qu'il était allemand, et comme témoignage de sa reddition il tira deux anneaux de son doigt, qu'il lui donna. Le cavalier le conduisit au duc d'Albe, et celui-ci, sur la demande réitérée du prince, à l'empereur qui était à cheval au milieu de la plaine. Jean-Frédéric, raconte-t-on, sanglotait profondément et disait, les yeux tournés vers le ciel : « Mon Dieu, aie pitié de moi, me voilà prisonnier ! » Sa vue devait toucher tous ceux qui l'entouraient ; le sang coulait de sa figure et couvrait toute sa cuirasse. Il descendit de cheval avec l'aide du duc d'Albe, et il voulait se mettre à genoux devant l'empereur et en même temps tirer son gantelet pour lui prendre la main droite, suivant les mœurs des Allemands ; mais l'empereur ne le souffrit pas et se détourna d'un air sévère. « Généreux et clément empereur ! » s'écria l'électeur. — « Je suis donc maintenant votre empereur très clément ; ce n'est pas ainsi que vous me nommiez depuis longtemps. » — « Je suis le prisonnier de votre majesté impériale, continue l'électeur, et je demande qu'on

respecte en moi la dignité de prince. » — « Bien, on la respectera comme vous le méritez, » dit l'empereur en finissant Alors l'électeur fut conduit dans le camp par le duc d'Albe, avec le duc Ernest de Brunswick-Lunéville qui avait aussi été fait prisonnier.

Ainsi se termina cette journée si heureuse pour l'empereur, et il écrivit à ce sujet dans le style de César : « Je suis venu, j'ai vu et Dieu a vaincu. »

Après deux jours de repos, il marcha sur Torgau, qui se rendit aussitôt, et de là sur Wittenberg, la capitale du pays. Elle était défendue par une forte et bonne garnison; ses citoyens étaient pleins de courage, et si elle l'avait retenu long-temps, Charles se serait peut-être vu obligé d'abandonner la Saxe sans avoir achevé son œuvre; car il n'avait pas de préparatifs pour une longue campagne. Alors il eut recours, dans son impatience, à un expédient qui dépassait encore les bornes de son droit et était contraire aux constitutions de l'empire : il fit dire par un hérault à la princesse, femme de l'électeur, et à ses enfants, que si la ville ne se rendait pas, il allait leur envoyer la tête de l'électeur. Et ayant reçu un refus, il fit condamner le malheureux prince à mort par un tribunal de guerre; ce qui ne pouvait se faire légalement que dans une assemblée de princes. Probablement il ne songeait pas sérieusement à l'exécution et ne voulait qu'effrayer ceux qui étaient dans la ville. Mais comme la violation du droit était dans la forme du juge-

ment et qu'elle ne l'avait pas arrêté, il était à craindre de la sévérité de l'empereur, qui ne faisait jamais un pas pour reculer, qu'il n'en vînt à l'exécution, s'il ne réussissait pas comme moyen d'effroi.

L'électeur, qui avait paru faible dans la prospérité, montra alors tout le courage héroïque d'une âme énergique. Sa condamnation à mort lui fut annoncée pendant qu'il était à faire une partie d'échecs avec le duc Ernest de Lunebourg. Il répondit avec calme: « Je ne puis croire que l'empereur veuille en agir de la sorte avec moi; mais si sa majesté impériale l'a définitivement résolu, je désire qu'on me le fasse connaître positivement, afin que je puisse fixer ce qui revient à ma femme et à mes enfants.

L'histoire ne dit pas que le duc Maurice eût pris la parole auprès de l'empereur dans cette occasion; tandis que l'électeur de Brandebourg arriva aussitôt dans le camp impérial et s'efforça avec le plus grand zèle de prévenir ce malheur par un accommodement. Il y réussit à la vérité, mais sous les plus dures conditions pour le prince Jean-Frédéric. Il lui fallut renoncer pour lui et ses descendants à la dignité électorale et à la propriété du territoire, qui passèrent au duc Maurice. Ses places fortes de Wittenberg et de Gotha furent livrées à l'empereur et l'ancien électeur lui-même dut rester son prisonnier aussi long-temps qu'il lui plairait de le garder; Charles aurait même pu, s'il l'eût jugé à propos, l'envoyer en Espagne sous la garde de l'infant don Philippe. Maurice devait fournir à l'entretien nécessaire pour

lui et sa maison, et on fixa pour cela les revenus des villes d'Eisnach, Gotha, Weimar et Iéna. On voulait aussi que l'électeur déchu s'engageât par avance à accepter tout ce que le concile de Trente et la toute-puissance impériale pourraient régler sur la religion ; mais sous ce rapport il était immuable ; l'empereur fut obligé de céder, et les Espagnols eux-mêmes trouvèrent honorable une pareille fermeté de l'électeur.

Quand on connut dans Wittenberg que la ville allait être livrée à l'empereur, quoiqu'on lui eût garanti le libre usage de la confession d'Augsbourg, il y eut de grands mouvements. Les bourgeois voulaient se défendre jusqu'au dernier homme, ne pouvant croire à la promesse d'une liberté de religion de la part des Espagnols, qui avaient montré trop de cruauté dans le pays. Mais l'électeur leur défendit de tenter toute résistance, les assurant que l'empereur tiendrait fidèlement sa parole. Ensuite la garnison saxonne sortit de la ville, et on y vit flotter quatre étendards impériaux. Il y eut bientôt entre la ville et le camp des relations très fréquentes, et la défiance disparut de plus en plus. Les Saxons furent témoins, à leur grande admiration, des égards qu'on avait pour leur ancien maître, qu'ils voyaient dans la tente du duc d'Albe, servi par les premiers d'Espagne. La femme de l'électeur parut elle-même en habit de deuil avec ses enfants devant l'empereur, conduite par les enfants du roi des Romains, et se prosterna devant lui ; l'empereur la releva avec amitié, la con-

sola dans son malheur et lui accorda que l'électeur passât huit jours dans sa famille, au château de Wittenberg. Bien plus, il alla lui-même dans la ville et rendit à la princesse sa visite. L'impression que fit sa grandeur d'âme, sa force et sa douceur, extirpèrent en partie cette antipathie que le pays avait conçue contre lui; et de son côté, il prit des idées plus favorables sur le nord de l'Allemagne que celles que lui avaient inspirées les ennemis des nouvelles doctrines. « Il en est donc tout autrement des pays évangélistes et des gens évangélistes, que je ne l'avais pensé, » disait-il alors. Et quand il apprit qu'à son arrivée le culte divin de Luther avait cessé: « D'où vient cela, dit-il; si c'est en notre nom qu'on a cessé le service de Dieu, nous n'en sommes pas content! Nous n'avons pas changé la religion dans la haute Allemagne, comment le ferions-nous ici? » Il visita aussi la chapelle du château, et il y vit le tombeau de Luther. Quelques-uns des assistants, on dit le duc d'Albe, lui conseillèrent « de déterrer cet hérétique et de faire brûler ses os, » mais Charles répondit: « Laissez-le en repos; il a déjà trouvé son juge; je fais la guerre aux vivants et non pas aux morts. »

L'empereur avait assez de liberté d'esprit pour s'élever au-dessus des mouvements des passions du temps. Pourquoi faut-il que chez lui, des considérations politiques aient souvent obscurci les lumières de la simple vérité! Car comment concilier cette indulgence pour le parti protestant avec l'alliance

qu'il avait conclue avec le pape. Maurice, le nouvel électeur, se montra aussi lui très porté pour les Wittenbergeois: « Vous avez été si fidèles à votre prince, mon cousin, que je veux vous en savoir bon gré toute ma vie, » disait-il, en prenant congé des principaux citoyens de la ville.

L'empereur et Philippe de Hesse.

Le même jour que Charles entrait dans Wittenberg, son ancien rival, François Ier, roi de France, était porté au tombeau; comme si la fortune avait voulu aplanir à la fois tous les obstacles à ses projets. De Wittenberg il marcha sur Halle, pour attaquer le deuxième chef de la ligue de Schmalkalde, le landgrave de Hesse, et celui-ci ne vit d'espérance de salut que dans l'indulgence de l'empereur, alors tout-puissant; il employa donc tous les moyens pour l'obtenir par l'entremise de son gendre le prince Maurice et du margrave de Brandebourg.

Tous les deux s'employèrent le plus activement possible pour lui, et Charles dit enfin par la bouche de son chancelier Granvella: « Que si le landgrave venait lui-même se rendre à discrétion et s'il signait toutes les conditions qu'il lui proposerait, il ne lui enlèverait pas son territoire, qu'il lui laisserait la vie sauve et la liberté. » Ainsi du moins le comprirent ses médiateurs, et ils s'engagèrent avec le landgrave

sur leur parole d'honneur, d'aller se remettre prisonniers entre les mains de ses enfants, si Charles ne le renvoyait pas en liberté. Sur leur parole, Philippe vint à Halle, le 18 juin, et le jour suivant il fut conduit devant l'empereur. Ce prince était assis sur un trône; autour de lui étaient rangés une foule de grands, Allemands, Italiens, Espagnols, et parmi eux le duc Henri de Brunswick, le prisonnier du landgrave, qu'il avait été contraint de mettre alors en liberté et qui venait se repaître de son humiliation. Le landgrave se mit à genoux au pied du trône, les yeux fixés par terre, et son chancelier Guntherode à genoux derrière lui, lut à haute voix l'amende honorable à l'empereur. Elle était faite en termes très humbles, et un témoin oculaire raconte que, dans le trouble où l'excès de la honte jeta le landgrave, qui se trouvait dans une si dure position, au milieu d'une pareille assemblée, un petit rire se montra sur son visage, comme si la nature manquait de ressources contre un sentiment si poignant. Mais ce rire n'échappa pas à l'empereur, et le menaçant avec son doigt, il lui dit dans son langage flamand, car il parlait mal l'allemand : *Wol, ick soll di lachen lehren* (Bon, je t'apprendrai à rire). Alors le chancelier de l'empereur lut la réponse: « Bien que le landgrave ait, comme il le reconnaît lui-même, mérité la plus sévère punition, cependant l'empereur veut bien, dans sa bonté et en considération de l'intercession qui a eu lieu en sa faveur, lui faire grâce, lever le ban prononcé contre lui et lui laisser la vie

qu'il avait mérité de perdre. » Après la lecture de cette réponse, le landgrave voulait se tenir debout en qualité de prince libre ; mais l'empereur ne lui en ayant point donné le signal et lui ayant même refusé une promesse claire et solennelle du pardon, il se leva de lui-même et se retira.

Il dîna le soir avec l'électeur Maurice et le margrave de Brandebourg chez le duc d'Albe. Après le repas, il voulut se retirer ; mais le duc lui déclara qu'il était son prisonnier ; il en fut tout surpris et ses deux médiateurs, qui s'étaient engagés pour sa liberté ne l'étaient pas moins. Ils s'adressèrent à l'empereur même, lui représentèrent qu'ils avaient donné leur parole de prince comme caution de sa liberté; mais l'empereur nia avoir dit qu'il le renverrait libre de toute captivité, en avouant toutefois l'intention de ne pas lui imposer une prison perpétuelle. On comprend en effet que ses conseillers purent promettre plus qu'il n'avait dans l'esprit d'accorder ; ou même encore qu'une méprise pût se glisser dans la correspondance du chancelier Granvella qu'on traduisait en allemand, et celle des deux électeurs qu'on traduisait en espagnol et en français. Cependant il aurait été plus honorable de remplir auprès du landgrave la parole des deux médiateurs. Mais d'un autre côté l'empereur tenait beaucoup à garder prisonniers les chefs de la ligue de Schmalkalde, jusqu'à ce qu'il eût achevé en Allemagne tous les règlements qu'il voulait y faire pour la religion ; car il croyait toujours à la possibilité d'une réunion des partis, et ces deux

princes en étaient devenus les deux plus violents adversaires. Et Charles, ne savait pas que la loyauté et la générosité conviennent mieux à un roi et conduisent mieux au but que les calculs déloyaux; car si une fois on les admet pour règle, souvent l'homme rusé se trouve lui-même pris au piége par un plus rusé que lui. Le duc Maurice, qui ne pouvait pas remplir son engagement et qui passait pour un parjure à l'égard du landgrave, se crut sans doute alors dégagé des devoirs de la reconnaissance et de la sincérité par rapport à l'empereur, qui interprétait si arbitrairement sa parole et celle de son conseil; et il pensa dès lors peut-être, qu'il ne devait y avoir dans leurs relations que de la sagesse. Or, sous ce rapport, il ne le cédait en rien à l'empereur.

L'électeur déposé et le landgrave furent donc obligés de suivre la cour et le camp de l'empereur partout où il se rendait. Toutes les places fortes hessoises furent rasées, même Cassel et Ziegenhain, toute l'artillerie fut emmenée et les états furent condamnés à payer 150,000 florins d'or pour amende. L'empereur Charles suivait dans ses traités avec ses adversaires, les principes des Romains dans le temps qu'ils visaient à la souveraineté du monde entier. Car de même que ceux-ci avec les Carthaginois et les rois de Macédoine et de Syrie, avaient exigé de grosses sommes d'argent, l'extradition de leurs vaisseaux de guerre, de leurs machines de guerre, de leurs éléphants; ainsi, Charles en usa avec ses adversaires, qu'il désarma en les forçant à raser leurs

places fortes, à livrer leur grosse artillerie, qui dans ce temps était rare et ne pouvait que difficilement se remplacer, et enfin en se faisant compter de grosses sommes pour ses nouvelles entreprises.

Par tous ses traités avec les villes de la haute Allemagne, avec le duc de Wurtemberg, l'électeur et le landgrave, il tira peut-être plus de cinq cents pièces d'artillerie qu'il fit conduire en Italie, en Espagne et dans les Pays-Bas. Les garnisons espagnoles, qu'il laissa partout où il était possible d'en établir, surtout dans les villes de la haute Allemagne, excitèrent le plus grand mécontentement. L'orgueil de ces fiers étrangers, qui d'ailleurs étaient encore animés par la haine de religion, était insoutenable. Et l'on n'avait pas oublié que l'empereur, dans la stipulation qu'il avait consentie lors de son élection, avait promis de n'amener aucune troupe étrangère dans l'empire.

L'Intérim.

Il devenait de plus en plus visible que la paix en matière de religion ne sortirait point encore du concile de Trente. Les protestants refusaient après comme avant de reconnaître ses droits, et insistaient au contraire pour un concile « dans lequel le pape n'aurait pas la présidence, où les théologiens protestants donneraient leur voix avec les évêques et à côté d'eux, et où l'on soumettrait à un nouvel examen les décrets qu'on venait de porter. »

Le parti du pape au contraire ne voulut jamais condescendre à ces prétentions, bien que les princes d'Allemagne, même catholiques, demandassent avec beaucoup d'instance que les états qui avaient assisté à la confession d'Augsbourg fussent admis dans le concile. Les cardinaux voyaient même d'un mauvais œil que le concile se tînt à Trente, et ils s'efforçaient de tout leur pouvoir de le faire transporter dans l'intérieur de l'Italie; car ils craignaient que le concile, dans le cas où le pape Paul III qui était déjà fort âgé viendrait à mourir pendant qu'il était assemblé, ne voulût se charger de l'élection du nouveau pape contrairement aux droits du collége des cardinaux, et qu'il ne fût protégé par l'empereur Charles. Enfin, une maladie vint seconder leurs désirs; on la crut dangereuse; on répandit que c'était la peste, cependant il n'y eut qu'un évêque qui mourût du pourpre; et sous ce prétexte, le 9 mars 1547, le concile fut transporté de Trente à Bologne. L'empereur, à cette nouvelle, s'emporta de la plus grande colère; mais le pape approuva la démarche de ses légats, et la division qui existait déjà entre lui et l'empereur, parce que ce prince n'avait pas tout de suite profité de sa victoire pour extirper le protestantisme d'Allemagne, devint d'autant plus prononcée. L'empereur dit au nonce du pape en propres termes: « Qu'on ne pouvait pas exiger des protestants qui étaient prêts à se soumettre au concile de se rendre à Bologne ou de fixer leur attention sur ce qui allait s'y conclure, et que les autres n'avaient pas besoin de ce nouveau

motif pour refuser leur adhésion ; que si on ne voulait pas à Rome lui donner un concile, qu'il saurait bien en trouver un qui satisferait tout le monde et qui réformerait tout ce qu'il y avait à réformer ; que le pape était un vieillard incapable qui voulait ruiner l'Église de fond en comble. » Telle fut la manière acerbe dont s'exprima Charles contre sa coutume, et nous pouvons y voir une nouvelle preuve du zèle qu'il apportait à la paix de l'Église. Les évêques, de leur côté, prièrent aussi le pape avec instance de renvoyer le concile à Trente ; mais leur voix fut aussi elle-même long-temps sans fruit.

En conséquence, Charles s'efforça de rétablir par lui-même l'ordre dans les affaires de la religion dans une diète d'Augsbourg de 1548 ; et, dans ce but, il provoqua de nouvelles conférences pour lesquelles on choisit du côté des catholiques deux hommes modérés, l'évêque de Nauembourg, Jules Sflug, et le grand-vicaire de Mayence, Michel Helding ; et, du côté des protestants, le prédicateur de la cour de Brandebourg, Jean Agricola de Berlin. Ils s'y livrèrent avec la plus grande activité et rédigèrent un plan de réunion qu'ils proposèrent à l'empereur ; mais Agricola, par le désir du rétablissement de la paix, était sorti, dans quelques points essentiels, des premiers principes de sa croyance. Il avait à la vérité maintenu pour son parti le mariage des ecclésiastiques et la communion sous les deux espèces ; mais seulement jusqu'à ce que le concile eût donné une décision à ce sujet. Pour le reste, il avait re-

connu la puissance du pape, la messe et surtout l'Église et le symbole de foi catholiques. On devait donc s'attendre à de grandes contradictions. Cependant, comme l'électeur de Brandebourg et le palatin promirent de l'accepter, alors Charles crut pouvoir en faire un écrit de conciliation qui fut appelé l'*Intérim*. Il convoqua les états pour le 15 mai, et leur fit donner lecture de cet écrit dont le titre était : « Déclaration de sa majesté royale et impériale qui détermine quelle doit être la religion dans le saint empire romain jusqu'à la tenue d'un concile général. » Aussitôt après la lecture, avant que personne n'ait eu le temps d'exprimer une opinion, l'électeur de Mayence se leva et remercia l'empereur au nom des états, de sa peine, de son travail, de son application et de son amour pour le bien de la patrie ; et comme personne n'osa contredire, l'empereur crut que le consentement était donné. Mais il vit bientôt combien il s'était abusé. Les théologiens protestants s'élevèrent presque unanimement contre l'*Intérim* ; et ce qui est plus frappant, les catholiques s'élevèrent aussi eux-mêmes contre lui. Car si l'empereur avait pu réussir à faire admettre l'*Intérim*, la réunion parfaite des partis devenait une conséquence presque nécessaire. Ainsi la résistance des catholiques était donc purement une déclaration qu'ils ne pouvaient accepter comme bon un règlement en matière de religion, qui venait de lui comme laïque. « Quand Charles annoncerait l'Évangile, dit à ce sujet un prélat distingué, on ne

pourrait approuver cette action venant de lui comme laïque. »

Ainsi, l'empereur, qui alla passer deux ans dans les Pays-Bas au sortir de la diète d'Augsbourg, eut toujours comme avant à entendre parler de nouvelles plaintes qui lui venaient d'Allemagne; son *Intérim* n'avait été reçu que pour l'apparence en quelques lieux, et des deux côtés on en parlait avec beaucoup d'aigreur; l'électeur Maurice lui-même ne le reçut pas dans ses états. Les villes de Constance, Brême et Magdebourg se déclarèrent particulièrement avec force contre lui et refusèrent formellement de se soumettre à l'ordre de l'empereur. Il prononça contre elles le ban de l'empire et les deux premières alors rentrèrent dans l'obéissance. Mais Magdebourg s'opiniâtra et l'électeur Maurice reçut à une nouvelle diète d'Augsbourg, en 1550, l'ordre de mettre à exécution le ban prononcé contre la ville. Il se mit en marche avec son armée au commencement de l'automne de cette même année, et commença le siége.

Dans cette même diète, Charles sonda les esprits pour voir s'il ne pourrait pas faire donner à son fils Philippe, qu'il avait fait venir d'Espagne, le titre de roi des Romains. Mais, ni son frère Ferdinand et son fils Maximilien, ni les électeurs ne voulurent y consentir; et ce n'était pas l'orgueil de Philippe, son air sombre et rebutant qui pouvaient lui gagner les cœurs des Allemands. Son père fut donc obligé de le renvoyer en Espagne, et Philippe y

retourna d'autant plus volontiers qu'il aimait les Espagnols par-dessus tous les autres peuples.

Quant à l'empereur, la diète terminée, il se rendit d'Augsbourg à Inspruck. Le nouveau pape Jules III avait renvoyé le concile de Bologne à Trente, et Charles voulait se trouver dans le voisinage.

Charles V et Maurice de Saxe.

Le nouvel électeur de Saxe avait mûri dans son âme un grand plan contre l'empereur à la vérité il nous est impossible d'exposer les raisons intimes qui l'y portaient, car la pensée de ce grand homme est restée, dans beaucoup de circonstances, une énigme pour l'histoire; cependant on en peut donner deux qui semblent avoir dû agir sur lui avec beaucoup de force: 1° la dure captivité de son beau-père le landgrave de Hesse, envers lequel il se croyait toujours obligé d'acquitter sa parole et la garantie qu'il avait donnée pour sa liberté, tandis qu'aucunes prières, aucunes représentations n'étaient reçues par l'empereur; et 2° la fâcheuse position des protestants en Allemagne. Car on croyait que l'empereur avait pris d'avance une décision; qu'il n'attendait que les conclusions du concile de Trente pour les donner comme lois de l'empire; et que, comme il faisait attaquer Magdebourg par les armes à cause de l'*Intérim*, de même, quand il aurait assemblé une ar-

mée, il forcerait tous les états à se soumettre à tous les décrets de l'Église. Les protestants étaient extrêmement tourmentés de cette expectative. Ceux qui voyaient l'avenir le plus en noir regardaient le prince Maurice comme le plus grand coupable : il avait trahi la ligue de Schmalkalde, et par lui Jean Frédéric et le landgrave Philippe languissaient encore aujourd'hui dans la captivité. Ceux au contraire qui conservaient encore l'espoir du salut, tournaient leurs regards sur lui comme sur celui qui pouvait seul sauver la nouvelle croyance.—Le moment était venu d'effacer le souvenir du passé et de reconquérir l'opinion en frappant un grand coup. Maurice s'y décida et se servit de l'occasion de la guerre contre Magdebourg pour lever une armée considérable sans exciter de soupçons. Le siége fut à dessein conduit avec lenteur. Enfin, au mois de septembre de l'année suivante 1551, il conclut de lui-même une suspension d'armes, et au mois de novembre, un traité fort peu onéreux pour la ville; mais sans licencier pour cela ses troupes. Il envoya secrètement son jeune ami Albert, margrave de Brandebourg-Culmbach, à la cour du roi de France, Henri II, fils de François Ier, pour le gagner dans son parti ; et il prit à son service le chef des Wurtembergeois, Jean de Heydeck, qui avait été mis au ban de l'empire en même temps que Schærtlin. Ces procédés étaient bien remarqués; souvent on en avertissait l'empereur; mais Charles avait la plus grande confiance dans cet homme qu'il croyait avoir fortement

éprouvé et il répondait: « que, comme il n'avait donné à Maurice non plus qu'au margrave aucun sujet supposable de mécontentement contre lui, mais bien plutôt les plus grandes preuves de bienveillance et de faveur, il ne pouvait croire à une pareille ingratitude; qu'il comptait bien que chez eux le fait serait d'accord avec la parole et qu'il ne dégénéreraient pas de l'ancienne réputation de loyauté et de fidélité de la nation allemande. » Si l'empereur comptait sur la fidélité allemande, son jeune ministre Granvella comptait sur leur simplicité. Il disait « qu'il n'était pas possible qu'un gros allemand conçût un plan et le préparât en secret sans qu'il fût aussitôt découvert et connu dans tous ses détails. »

Aussi furent-ils tous deux comme frappés d'un coup de foudre, quand Maurice, au mois de mars 1552, envahit tout-à-coup la Franconie avec son armée, entraînant avec lui les Hessois et toutes les forces du margrave Albert. En même temps, ces deux princes publièrent un manifeste contre l'empereur, par lequel ils cherchaient à justifier la guerre qu'ils entreprenaient. Ils s'appuyaient sur la captivité du landgrave prolongée indéfiniment, aussi bien que sur les atteintes aux libertés de l'Allemagne commises par l'empereur. Ils lui reprochaient d'avoir confié le sceau de l'empire à un étranger qui ne connaissait ni la langue ni les droits de l'Allemagne; de sorte que les Allemands étaient obligés d'apprendre eux-mêmes une langue étrangère pour lui adresser

leurs demandes. Ils disaient qu'il avait, contre sa promesse, introduit dans le pays des troupes étrangères qui pillaient et ruinaient les malheureux habitants et les maltraitaient de toute façon; qu'il n'avait même d'autre pensée que d'imposer à tous et à chacun en particulier une honteuse servitude; que ses menées étaient si visibles que la postérité, si l'on n'arrêtait pas ce torrent envahisseur, aurait de justes motifs de maudire la torpeur et l'indolence de cette époque, dans laquelle on aurait laissé perdre la liberté de la patrie, son plus précieux trésor.

Bien qu'il y eût de l'exagération dans plusieurs de ces reproches, cependant on en trouve un exprimé sous les traits les plus vifs qui semble être une des plus grandes fautes de Charles dans le gouvernement de l'Allemagne; c'est le mépris qu'il laissait paraître pour la nation et ses prédilections pour les Espagnols et pour les Flamands. Charles n'a jamais pu trouver de l'amour en Allemagne, parce qu'il n'aimait pas lui-même; son orgueil ne put jamais descendre plus loin qu'à la complaisance; or, la complaisance est plus insupportable à un peuple noble que l'arrogance et la dureté; d'ailleurs le mécontentement des princes de voir un insolent étranger comme Granvella conduire l'empire, était fondé. Ainsi, c'est moins la conduite de l'empereur que ses dispositions contre les Allemands qui ont attiré sur lui cette guerre humiliante de Maurice. Le margrave Albert porte dans son manifeste une accusation qui paraît extraordinaire, mais

qui cependant fut la cause intime de l'arrogance des étrangers vis-à-vis de notre peuple. Il se plaint de l'historien de la ligue de Schmalkalde, Louis d'Avila; il l'appelle un menteur et un fourbe pour avoir parlé des Allemands comme d'un peuple sauvage et dont on ne connaissait ni le commencement ni l'origine.

L'empereur, dont les actions étaient meilleures que ne les représentait ce manifeste, se contenta de répondre avec dignité : « Que les accusations des deux princes étaient si puériles et si absurdes qu'elles n'avaient par elles-mêmes aucun fondement, et mettaient assez au jour le trouble de ceux qui les avaient imaginées. »

L'entreprise des princes perdit beaucoup dans l'opinion publique par la conduite du margrave Albert, qui commettait des dévastations dans tout le pays plat avec ses troupes comme avec une bande d'incendiaires et de voleurs. Maurice et le jeune Guillaume de Hesse, qui avaient de meilleurs desseins, furent obligés de se séparer d'avec lui et de le laisser agir particulièrement. —L'empereur était dans un grand embarras; il manquait de troupes et d'argent et fut réduit à faire commencer des conférences entre Maurice et le roi Ferdinand. Cependant, comme elles n'amenaient aucun résultat, Maurice, qui vit bien le dessein de Charles de gagner du temps, sortit tout d'un coup de Souabe avec son armée et tomba sur le Tyrol qui ne s'attendait à rien moins. Il marcha si rapidement qu'il devança

même sa renommée ; il s'empara du pas d'Ehrenberg, et si la révolte d'une de ses compagnies ne l'eût arrêté un jour entier, il aurait peut-être trouvé l'empereur dans Inspruck. Ce prince s'était sauvé à Trente la nuit précédente, par un orage effroyable, porté sur une litière parce qu'il était malade. Son frère, l'électeur prisonnier Jean-Frédéric, et le reste de la cour étaient à cheval et quelques-uns même à pied. Des domestiques avec des flambeaux furent obligés d'éclairer au passage des montagnes du Tyrol. Trente même n'était pas sûre; aussi, après quelques heures de repos il se remit en route à travers des montagnes difficiles pour gagner le village de Villach en Carinthie, et le concile assemblé à Trente effrayé aussi lui-même s'enfuit de tous côtés. Mais Maurice ayant trouvé Inspruck évacué, revint sur ses pas, après avoir distribué à ses troupes le butin fait sur les bagages de l'empereur, et se rendit à Passau, où avait été convoquée une assemblée de princes. Qui peut savoir ce qui se passait au fond de l'âme de Charles?... Mais sans doute que ce renversement de fortune, qui humiliait son cœur orgueilleux dans ces jours de honte, lui était envoyé par la Providence pour sa justification. Ce fut peut-être dans ces jours si durs qu'il mûrit la résolution de déposer de lui-même la couronne, s'il pouvait une fois apaiser le désordre, et de renoncer à l'éclat du monde pour se retirer dans une profonde solitude, seul avec l'Éternel, le Dieu immuable. Il rendit alors la liberté à l'électeur de Saxe, son prisonnier.

Sa vue même devait désormais lui être pénible ; car cet électeur qui, fait prisonnier dans la lande de Lockau, était venu couvert de sang se jeter à ses pieds pour lui demander grâce, le voyait aujourd'hui lui-même fugitif à travers des montagnes impraticables, malade, sans secours, et poursuivi par un autre électeur de Saxe que, dans le temps de son orgueil, il avait lui-même rendu puissant. Mais ce qui devait plus que tout le reste affliger Charles-Quint, c'était de voir qu'aucun des états de l'empire, pas même parmi les catholiques, ne se remuait pour lui, et qu'ils aimaient mieux se laisser piller par le margrave Albert que de se réunir pour porter secours à leur empereur. C'est alors aussi qu'il dut trouver au fond de son cœur l'intime conviction, que ce n'est que dans l'amour de son peuple qu'un souverain peut avoir une sûre protection au jour du danger.

Traité de Passau, 1552, jusqu'à la paix de religion d'Augsbourg. 1555.

Charles laissa son frère Ferdinand traiter avec Maurice à Passau. Il avait fort à cœur de faire la paix avec lui, afin de tourner ses armes contre l'ennemi qu'il haïssait le plus, les Français, qui pendant ce temps-là étaient entrés en Lorraine et s'emparaient des villes les unes après les autres. Ces circonstances déterminèrent le traité de Passau pour le 31 juillet

1552. On y convint : « que la liberté serait rendue au landgrave Philippe de Hesse, et que le ban de l'empire serait levé en faveur de tous ceux qui y étaient soumis en raison de la ligue de Schmalkalde ; que, pour les autres difficultés de religion, on convoquerait une nouvelle diète et que jusque là la chambre impériale agirait avec une égale impartialité pour les deux partis, mais que le conseil impérial serait composé d'Allemands. »

Après la conclusion de cette paix, Maurice, pour preuve de la justice de ses intentions, licencia les troupes étrangères qu'il avait et marcha avec ses propres soldats en Hongrie au secours du roi Ferdinand.

Philippe de Hesse fut rendu à la liberté et revint trouver ses enfants et ses sujets. Sa longue et dure captivité avait un peu apaisé son esprit et fait disparaître ce goût des grandes entreprises. Il employa les dernières années de sa vie au noble but de guérir autant que possible les plaies dont avait souffert son pays pendant ces années de malheur. Cependant l'empereur, qui avait rassemblé une armée en Italie et en Hongrie, la conduisit contre Henri II, roi de France. Car tout affaibli et malade qu'il était, il la suivit dans une litière et commanda même au siége de Metz. Mais il semblait que la fortune l'eût entièrement abandonné ; la ville se défendit avec une grande opiniâtreté, et quelle que fût celle de l'empereur et celle de son armée, elle fut obligée de céder à la rigueur de l'hiver. Charles rentra fort mécontent

dans les Pays-Bas et fit des préparatifs pour la prochaine campagne, 1553. Celle-ci non plus que les deux suivantes, 1554 et 1555, ne décida rien pour les deux peuples; les Français se renfermèrent dans leurs places fortes, quand Charles aurait voulu les attirer en pleine campagne, et la guerre se passa tout entière à ravager les provinces de la frontière. Charles légua cette guerre inachevée à son fils Philippe II.

Le traité de Passau avait rendu à l'Allemagne une heureuse tranquillité; il n'y avait qu'un homme qui ne voulût pas en jouir, c'était le turbulent Albert, margrave de Brandebourg. Il continua cette guerre de brigandages contre les évêchés et plusieurs villes avec une impudence inouïe; et comme tous les avertissements étaient inutiles, l'électeur Maurice, qui désormais avait à cœur la tranquillité de l'Allemagne, s'unit avec le duc Henri de Brunswick contre son ancien ami; les deux princes réunis attaquèrent le margrave près de Sivershausen, dans la lande de Lunebourg; car c'était alors la basse Saxe qui était en proie à ses déprédations. Le combat fut sanglant; le margrave fut battu; mais deux fils du duc de Brunswick, un prince de Lunebourg, quatorze comtes et environ trois cents gentilshommes restèrent sur le champ de bataille, et Maurice de Saxe y fut lui-même blessé à mort. Il mourut deux jours après. Quoique âgé seulement de trente-deux ans, il pouvait déjà disposer de l'Allemagne avec plus d'autorité qu'aucun de ses contemporains. Ainsi, il n'y a pas besoin

d'une autre témoignage pour croire à la supériorité de son génie. Ses légitimes et derniers efforts pour la tranquillité générale et son amour pour la paix et l'ordre, scellés de son sang, ont en quelque sorte fait oublier ses premiers pas, et épargné les rigueurs du jugement de l'opinion publique. L'inquiet margrave Albert, chez qui la loi du plus fort revivait dans tout ce qu'elle avait de destructeur, n'en continua pas moins à tourmenter l'Allemagne. Après la perte de cette bataille, réduit à l'extrémité à la fin, il se tourna vers la cour du roi de France, et soutenu par son argent il rentra dans le pays en 1556 pour y faire de nouveaux enrôlements. Heureusement que la mort qui le surprit l'année suivante arrêta le cours de ses dévastations. C'était un homme extraordinaire et puissant; mais la dureté de son caractère et les désordres de cette époque qui ébranlaient tous les principes, avaient donné à son énergie la direction la plus funeste.

Paix de religion à Augsbourg. 1555.

Dans le traité de Passau une diète avait été demandée pour y régler les affaires de religion et les accusations de l'électeur Maurice contre l'empereur. Charles même y poussa avec le plus grand empressement, afin de ne pas paraître avoir peur de l'examen; mais comme toutes les affaires d'Allemagne lui

étaient devenues indifférentes et même odieuses (et qui pourrait l'en blâmer?) il en chargea son frère Ferdinand, et celui-ci s'y livra avec le plus noble et le plus glorieux zèle. Malgré la tiédeur et la lenteur des princes allemands, et non découragé par plusieurs tentatives infructueuses, il réussit enfin, en 1554, à réunir une diète à Augsbourg. On établit un comité pour examiner et apaiser les querelles de religion composé des députés de l'Autriche, de Bavière, d'Eichstadt, de Brandebourg, de Strasbourg, de Juliers, d'Augsbourg, de Wurtemberg et de Weingarten, et ils travaillèrent à ce grand œuvre avec un zèle digne des plus grands éloges. Le roi des Romains leur fut d'un grand secours; il écarta tous les embarras extérieurs pour leur travail; et quand il apprit par exemple, suivant le récit de son chancelier Zasius, « que quantité de princes ecclésiastiques se livraient à des disputes inutiles, qu'ils étaient occupés à semer sur la route toute espèce de raffinements et de difficultés plus propres à tout détruire qu'à reconstruire quelque chose, qu'un parti cherchait uniquement à prouver à l'autre plus d'esprit, il leur envoya Zasius avec son vice-chancelier Jonas et les fit avertir avec dureté d'avoir à quitter cet esprit qu'ils apportaient dans la discussion; et il eut plein succès. »

De même, dans une autre circonstance, il fut si ferme et si pressant pour les protestants, qu'ils lui cédèrent sur un point important. Car ils demandaient qu'il fût libre aux ecclésiastiques d'Allemagne

d'adhérer à la confession d'Augsbourg et de conserver cependant leur place ; et le parti catholique s'élevait contre eux de la manière la plus prononcée : « Si cette demande est concédée, disaient-ils, avant peu tous les biens ecclésiastiques seront entre les mains des protestants. Loin de là, il faut au contraire que sitôt qu'un prince ecclésiastique passe personnellement aux nouvelles doctrines, il soit remplacé par un catholique. » Enfin les protestants furent obligés de céder pour le moment ; mais se proposant bien de remettre plus tard cette proposition en discussion dans une autre occasion. Telle fut l'importante dispute sur la réserve ecclésiastique.

Enfin, le 26 septembre 1555, fut conclue à Augsbourg la paix de religion qui mit fin pour quelque temps à cette longue lutte. Le libre exercice de religion fut établi légalement par toute l'Allemagne pour les protestants, et ils furent maintenus dans la possession de tous les revenus ecclésiastiques qu'ils s'étaient déjà attribués. Ni les protestants, ni les catholiques ne devaient chercher à se faire des prosélytes aux dépens des autres ; mais laisser chacun suivre en liberté sa propre croyance. A la vérité, chaque souverain devait déterminer la religion dominante de son pays, mais non pas forcer qui que ce soit de ses sujets à suivre une église plutôt qu'une autre ; chaque citoyen, du reste, était libre de passer dans un autre pays par motif de religion. Ainsi de ce côté on n'en était pas encore arrivé à ce degré

de tolérance qui accorde à un citoyen d'une autre religion que la religion dominante, égalité de droits avec tous ses compatriotes.

Après la conclusion de la paix de religion, on discuta aussi dans le collége des princes-électeurs sur les accusations du prince Maurice contre l'empereur; mais, à la satisfaction de Charles, aucun des autres états de l'empire ne voulut prendre part à cet examen, et il n'eut pas d'autres suites.

Charles abdique. 1556.

La division de l'Allemagne en deux partis religieux fut établie pour toujours par cette paix. Charles, qui avait employé une partie de sa vie et de ses forces à leur réunion, ne pouvait par conséquent être bien satisfait de cet état de choses; et l'Allemagne lui devint d'autant plus indifférente. La guerre avec la France ne prenait point non plus une marche avantageuse. Charles venait d'éprouver par lui-même combien ce peuple étranger aimait à se mêler des affaires d'Allemagne, et son génie voyait à l'avance quelle influence cette puissance qu'il haïssait tant allait prendre sur l'Europe, quand une fois la puissance de la maison d'Autriche serait divisée; puisqu'alors même qu'elle était tout entière dans sa personne, il ne pouvait qu'avec peine retenir ce peuple ambitieux dans ses limites. Ainsi voyait-il

d'avance tous les plans de son audacieux génie ou incomplets ou entièrement détruits; et plus il avait eu à cœur leur exécution, plus il devait sentir son âme déchirée; d'autant que son corps était continuellement en proie à une douloureuse maladie. D'un autre côté, le pays sur lequel il aimait le plus à reposer ses regards, sur lequel sa vie n'avait laissé que des traces de bienfaisance, l'Espagne avait déjà trouvé dans son fils Philippe, un roi qui possédait généralement sa confiance. Tous ces motifs contribuèrent à changer la pensée qu'il avait eue et qui le préoccupait beaucoup de suivre l'exemple de Dioclétien, de déposer sa couronne et de vivre dans l'isolement de la vie de couvent, en une résolution bien arrêtée. Déjà depuis long-temps il avait manifesté cette intention.

Dans l'automne de 1555, il fit venir à Bruxelles son fils Philippe qu'il avait marié peu auparavant avec la fille du roi d'Angleterre, et il lui fit solennellement l'abandon des Pays-Bas, le 25 octobre. A peine l'empereur accablé par la maladie put-il se lever de son siége, appuyé sur les épaules du prince d'Orange; mais il tint un discours si touchant que toute cette nombreuse assemblée en fut émue jusqu'aux larmes. Il déclara « que depuis l'âge de dix-sept ans, il avait toujours occupé toutes ses pensées à chercher la gloire dans le gouvernement de son empire; que partout il avait voulu voir de ses propres yeux, et qu'à cause de cela tout son règne n'avait été qu'un temps de voyage; qu'il avait été neuf fois en Alle-

magne, six fois en Espagne, quatre fois en France, sept fois en Italie, dix fois dans les Pays-Bas, deux fois en Angleterre, deux fois en Afrique, et enfin qu'il avait fait onze voyages par mer. Qu'aujourd'hui son corps, qui défaillait, l'avertissait de s'éloigner du tracas des affaires de la terre et de remettre son fardeau sur des épaules plus jeunes que les siennes. Que, si au milieu de tant d'efforts, il avait négligé ou mal fait quelque chose d'important, qu'il en demandait pardon de tout son cœur à tous ceux qui auraient pu en souffrir; qu'il penserait jusqu'à la fin de sa vie avec amour à ses fidèles Néerlandais, et prierait Dieu pour leur prospérité. » Ensuite il s'adressa à son fils qui était à genoux à ses pieds et lui baisait les mains, et l'exhorta par les plus pressantes paroles à rechercher de tous ses efforts un règne qui le couvrît de gloire; et ensuite il retomba sur son siége accablé de fatigue.

Ce fut au mois de janvier qu'il fit solennellement abdication à Bruxelles des royaumes d'Espagne et de Naples, en faveur de son fils; et, au mois d'août, de l'empire d'Allemagne, en faveur de son frère Ferdinand.

Le 17 septembre, Charles s'embarqua pour l'Espagne avec ses deux sœurs, et il les retint près de lui jusqu'à ce qu'il fût arrivé à Valladolid; là, il les quitta aussi elles-mêmes et se rendit tout seul dans une petite demeure qu'il avait fait bâtir exprès pour lui dans une contrée délicieuse de l'Estramadure, près du couvent de Saint-Just, de l'ordre de Saint-

Jérôme. Il y vécut deux ans sans voir personne, pas même ses sœurs. Ses moments étaient partagés entre la méditation et le travail des mains qu'il aimait beaucoup. Il cultivait son jardin et confectionnait des montres et d'autres ouvrages. Une fois, dit-on, ayant placé à côté l'une de l'autre deux montres qu'il avait faites avec le plus grand art et le plus grand soin, il chercha à les faire marcher tout-à-fait ensemble. Souvent il croyait avoir obtenu son but; mais toujours l'une allait plus vite et l'autre plus lentement. Enfin, il s'écria : « quoi, je ne peux pas mettre parfaitement d'accord deux montres qui sont l'ouvrage de mes mains, et fou que j'étais, je pensais pouvoir régler comme une horloge tant de peuples vivant sous différents ciels et parlant différents langages! »

Enfin, peu de temps avant sa mort, pour célébrer par le plus terrible tableau le renoncement à la vie et la mort de tout ce qui tient aux sens, il fit faire ses propres funérailles. Les moines du couvent le portèrent processionnellement dans un cercueil ouvert à l'Église et firent pour lui un service funèbre. Il mourut en effet peu après peut-être trop profondément ému par ce terrible spectacle, le 21 septembre 1558, à l'âge de 56 ans.

Charles était, dans sa jeunesse, avant que la maladie ne vînt courber son corps, bien fait et même remarquable, avec beaucoup de dignité et de majesté dans les traits de son visage. Il parlait peu, et rarement on vit le teint pâle de son visage égayé par

les ris. Sa chevelure était blonde, ses yeux bleus et la taille de son corps un peu voûtée par la force de ses membres : on retrouvait dans toute sa constitution un mélange de flamand avec l'espagnol.

Ferdinand Ier. 1556 — 1564.

Ferdinand, qui pendant le règne de Charles avait déjà montré un esprit plein de droiture et penché pour la paix et la justice, le conserva encore pendant qu'il régna lui-même en Allemagne. Toutes ses actions et tout son être portaient une empreinte de bonté particulière et de la douce disposition de ses inclinations. De nombreuses expériences étaient encore venues perfectionner son caractère calme et réfléchi; il avait une fidélité immuable pour sa parole; et le travail et l'activité lui étaient devenus si nécessaires que son vice-chancelier Waldersdorft écrivait de lui : « On arracherait plutôt à Hercule la massue de ses mains que les affaires à notre empereur. » Il avait lu avec zèle dans sa jeunesse l'écrit du célèbre Erasme sur l'éducation des princes, et il savait presque par cœur le traité de Cicéron sur les devoirs.

Cet excellent prince, qui était catholique de toute son âme, qui dans son testament donna les plus pressantes exhortations à son fils de se maintenir fortement, constamment et avec persévérance dans la

vraie et l'ancienne religion chrétienne, comme l'avaient fait ses ancêtres, les rois et empereurs romains, et les glorieux princes d'Autriche et les rois d'Espagne, afin d'attirer sur lui la bénédiction du Tout-puissant; ce prince, dis-je, portait profondément dans son âme cette bienveillance qui convient à tous les cœurs bien nés, même à l'égard de ceux d'une autre croyance que la sienne, et donna ainsi un exemple qui montre comment on peut unir la tolérance et l'indulgence avec le plus fidèle attachement à sa propre Église. L'amour des nouvelles doctrines se répandait dans ses états héréditaires de plus en plus; parce que principalement quantité de gens qui voulaient faire donner à leurs enfants une bonne éducation, et surtout parmi la noblesse, manquant de moyens convenables, les envoyaient hors du pays et choisissaient la plupart l'université de Wittenberg qui jouissait de la plus belle réputation de science. Cependant il ne vint jamais à la pensée de l'empereur que ce fût un devoir d'empêcher cet usage par la force et d'en chercher les moyens; mais il songea bien plus aux moyens de conciliation et chercha particulièrement à tirer parti de la réouverture du concile de Trente.

La paix de religion avait à la vérité rétabli la tranquillité extérieure en Allemagne; mais le calme intérieur ne suivait que lentement et difficilement après de si grandes tempêtes. Les partis s'observaient toujours avec crainte et jalousie; les bruits les plus absurdes sur les intentions hostiles des ad-

versaires trouvaient facilement croyance parmi ces esprits toujours inquiets. « Si un prince prend un général, un capitaine de cavalerie dont il a besoin, on en conçoit de la défiance, dit Zasius, chancelier de l'empereur ; une feuille qui fait du bruit donne lieu aux soupçons. »

La division des partis protestants vint encore augmenter celle qui existait déjà en Allemagne. Les calvinistes, qui de la Suisse et de la France s'étaient répandus dans l'empire, y trouvaient toujours de plus nombreux adhérents et étaient un objet de haine pour les luthériens, de même que ceux-ci pour les calvinistes. L'électeur palatin fut le premier parmi les princes qui se déclara pour eux. Mais les luthériens se divisèrent eux-mêmes en deux partis, celui des modérés et celui des puritains. Les premiers suivaient l'esprit de Mélanchton et ses principes, les autres s'attachaient à la lettre même de Luther et ils furent vivement combattus; parce qu'ils n'honoraient que la lettre pure et croyaient que le principal se trouvait dans les mots et dans les formes. Tant de voix diverses qui s'élevaient si haut dans l'Église protestante donnèrent une nouvelle preuve de la difficulté qu'il y a pour l'esprit humain de se tenir dans de justes bornes et de redevenir calme, quand une fois il a été mis en mouvement. Au lieu de pacifiques recherches pour éclairer l'intelligence, au lieu de discussions chrétiennes dans lesquelles il faut avant tout rendre hommage à la vérité, on rendait le christianisme passionné afin de défendre

une proposition, souvent même un seul mot. Les passions montèrent au plus haut degré; au lieu de raisons on employa les injures les plus odieuses et le résultat habituel était que chaque parti maudissait ceux de l'opinion contraire. L'empereur Ferdinand avait donc bien raison de dire à son fils, dans son testament dont nous avons déjà parlé, au sujet de beaucoup de protestants de son temps : « Quand au lieu d'être d'accord entre eux, ils sont si désunis, si pointilleux, si obscurs, comment ce qu'ils croient pourrait-il être juste et bon? Il ne peut pas y avoir plusieurs croyances bonnes, mais une seule. Puisqu'ils ne peuvent pas nier eux-mêmes qu'il n'y ait parmi eux plusieurs croyances, le Dieu de vérité ne peut pas être avec eux. »

Souvent on s'est étonné que les doctrines protestantes ne se soient pas rapidement répandues sur toute l'Allemagne, eu égard aux dispositions favorables du peuple en sa faveur et de la puissance que les nouvelles institutions ont coutume d'exercer sur tout un siècle; l'énigme s'explique en grande partie par la prompte dégénération intrinsèque du protestantisme. Comment en effet une doctrine qui se perd bientôt dans une frivole dispute de mots, et dont les sectateurs se couvrent les uns les autres de malédictions, aurait-elle pu gagner des cœurs? Dans beaucoup d'endroits même on vit des gens qui s'étaient déjà rendus à elle, revenir de nouveau à l'ancienne Église.

Un autre obstacle plus fort encore qui s'opposa

au torrent, à partir de ce moment, fut l'institution de l'ordre des jésuites, fondé en 1540 par Ignace de Loyola, Espagnol plein de zèle et du génie le plus profond. Cet ordre établi proprement pour être le soutien de la chaire pontificale se répandit bientôt par toute la terre. Il était basé sur l'unité et les puissants effets d'une coopération nombreuse, aussi l'obéissance la plus sévère en était la loi. Le chef de l'ordre était à Rome; à lui arrivaient avec les plus scrupuleux détails tous les rapports des chefs établis dans les provinces (les provinciaux). Ceux-ci avaient eux-mêmes d'autres degrés au-dessous d'eux et ainsi jusqu'au dernier membre. C'est ainsi que toute la communauté pouvait être régie par un seul génie. Les supérieurs éprouvaient chaque membre de la société assez long-temps et assez bien sur sa capacité, pour lui donner ensuite la place dans laquelle il pouvait le mieux remplir les desseins de l'ordre.

Ce fut une vaste trame, tissue de finesse et d'adresse, qui s'étendit bientôt sur tous les pays de l'Europe. Quand Loyola reçut l'approbation du pape, en 1540, il avait dix disciples; en l'an 1608 on comptait plus de dix mille jésuites, et en 1700 plus de vingt mille. D'ailleurs, comme les membres de l'ordre étaient exempts de toutes les fonctions ecclésiastiques, de toutes les charges, ils pouvaient consacrer tout leur temps à la science. De sorte que l'ordre compta bientôt un nombre considérable d'excellents professeurs et d'écrivains, de prédica-

teurs distingués, de missionnaires enthousiastes et de savants dans toutes les sciences. Ce furent eux qui purent entrer dans la lice contre les protestants, soutenir le système catholique et rivaliser avec eux dans l'éloquence de la chaire. Tous leurs efforts se dirigèrent contre les nouvelles doctrines; ils agissaient contre elles, soit comme confesseurs des princes, soit comme instituteurs de leurs enfants; et la grande habileté de cet ordre rendait leurs efforts très efficaces. En outre il a été une des causes principales du développement des derniers siècles. Il ne faut pas oublier que cet ordre a rendu d'essentiels services dans son temps pour l'éducation de la jeunesse; et si la civilisation du monde catholique l'a emporté dans les siècles modernes sur celle de la fin du moyen âge, c'est surtout à la société de Jésus qu'il en est redevable. Si donc la direction de cette société se fût moins étendue aux choses extérieures; si elle se fût tenue renfermée dans le domaine de l'esprit; si sa morale eût été aussi simple et aussi droite que son savoir était vaste; si elle n'eût pas voulu saisir la direction des états et gouverner par son bras invisible, tout le monde catholique devrait unanimement bénir sa mémoire. Nous aurons plus d'une fois occasion de les voir entrer dans l'histoire comme principaux acteurs dans les plus grandes circonstances.

L'empereur Ferdinand apprit à connaître leur influence d'une manière bien positive au concile de Trente, après son retour de Bologne. Mais ce ne fut

pas à son avantage. Afin de calmer les esprits dans ses états et dans l'espoir peut-être d'empêcher tout éclat, il y fit discuter au concile avec beaucoup de force par ses envoyés certains points pour lesquels il se promettait le résultat le plus heureux : c'était la communion sous les deux espèces et le mariage des prêtres qui, comme il le disait, dépendaient de la bienveillance de l'Église en faveur des partis. Les envoyés de Bavière et de France parlèrent dans le même sens, et voici comment s'exprimèrent ces derniers : « Nous pouvons assurer avec une pleine confiance et même suivant nos convictions, que rien ne peut être plus utile dans ce temps, pour réconcilier les esprits des chrétiens entre eux, faire taire les querelles de religion, maintenir nos fidèles dans leur foi et relever ceux qui sont prêts de tomber, que d'accorder les demandes légitimes et chrétiennes des envoyés de l'empereur. » Mais un jugement équitable et prévoyant dans notre situation était peu à attendre d'une assemblée composée, pour la plus grande partie, d'étrangers et d'hommes tout-à-fait ignorants de ce qui convenait à l'Allemagne dans ces circonstances ; c'est ce que prouvaient aussi les rapports des envoyés de l'empereur, parmi lesquels étaient quatre évêques, à leur souverain (*).

(*) Faut-il s'étonner qu'il y ait eu des plaintes des réclamations; la France et tous les autres pays avaient aussi les leurs. Tant il est difficile que différents peuples, assemblés de toute la terre, avec tant de différents motifs de rivalité, d'intérêt, de passion, puissent s'accorder pour se réformer

« Nous le voyons bien clairement maintenant, écrivaient-ils, nous le touchons même au doigt, quoique nous ne puissions le dire sans douleur, qu'ici on ne peut rien obtenir sans de grandes intrigues. Les Espagnols ne veulent pas s'écarter d'une ligne de la prescription royale. Les Italiens ont toujours les yeux fixés sur le moindre signe du pape et des cardinaux; les évêques des autres pays, qui peut-être connaissent le mieux la position de l'époque actuelle, sont en minorité et ne peuvent par conséquent rien faire; parce que la pluralité des voix décide pour tout. De l'Allemagne, il n'y a que l'évêque de Louvain qui soit présent au nom de l'archevêque de Salzbourg, et depuis quelques jours le grand-vicaire d'Eichstadt est aussi arrivé. Au contraire, les archevêques et évêques italiens viennent par troupe, surtout ceux qui sont sortis de familles riches et distinguées. Mais tous sont dépendants du moindre signe du légat Simonetta, et l'on sait généralement que quelques bons et pieux évêques, qui avaient librement exprimé leur opinion pour une réforme dans l'Église, sont mal notés à Rome. Cependant ces machinations secrètes et ces passions humaines ne devraient pas trouver place ici; aussi voyons-nous bien clairement ce que nous avons de bon à attendre. »

---

tous les uns les autres! Mais il n'en est pas ainsi pour les dogmes essentiels, qui sont immuables et les mêmes pour tous les peuples. L'assemblée était compétente, nombreuse, respectable, savante; c'était l'Église, c'était la seule autorité qui pût prononcer. N. T.

Du reste le concile de Trente, outre un grand nombre de décisionsdogmatiques, a donné d'excellents principes sur la morale du christianisme qui servent encore aujourd'hui de règles de doctrine dans l'Église catholique. Ce champ du service de Dieu par les œuvres est celui où se confondent tous les partis; il est le même pour tous et montre à chacun également le moyen de prouver qu'il est véritablement chrétien en esprit, en parole et en action.

Le 9 décembre 1563 le concile fut clos, et peu de temps après l'empereur Ferdinand mourut, le 15 juillet 1564, à l'âge de soixante-deux ans. Le témoignage qui parle le plus haut en sa faveur dans l'histoire, c'est que, dans des temps si difficiles où la haine et les passions portaient souvent le jugement sur un souverain, il a pu emporter au tombeau la gloire d'être vanté comme un excellent monarque par tous les partis, par les catholiques aussi bien que par les protestants.

Maximilien II. 1564—1576.

Ferdinand avait proposé son fils Maximilien pour son successeur à l'assemblée des électeurs, et ceux-ci l'avaient reconnu, dès l'année 1560. La recommandation que le père fit de son fils est un témoignage qui mérite vraiment d'être conservé. « Il est

doué à un haut degré d'intelligence, d'adresse, de douceur, de bonté, de toutes les autres vertus d'un prince; il a de bonnes mœurs, une âme honnête, équitable et pacifique, un grand amour, une grande inclination pour le saint empire de la nation allemande et est extrêmement désireux de sa gloire et de son bien-être. Enfin, il possède les six premières et les plus usuelles langues de la chrétienté; de sorte que, dans tout ce qu'il aura à traiter aujourd'hui ou dans l'avenir avec les puissances étrangères, il pourra comprendre par lui-même et se faire comprendre, et par conséquent régler ses affaires par lui-même. » Un autre témoignage très honorable en sa faveur est celui qu'ont rendu ses sujets de Bohême, lorsqu'ils le recommandèrent aux Polonais qui avaient jeté les yeux sur lui pour en faire leur roi. « Notre Bohême, disaient-ils, se trouve mieux sous son gouvernement que si elle était commandée par son propre père; nos droits, nos lois, nos libertés sont protégés par lui; il laisse tout suivre son cours sans rien changer; et ce qu'on pourrait presque appeler prodigieux, c'est la prudence, l'impartialité qu'il offre à chacun des différents religionnaires et par laquelle il les porte à l'accord entre eux, à la tolérance et à un amour réciproque. » Les Polonais eux-mêmes auraient pu ajouter plus tard que, pour rétablir chez eux le christianisme ébranlé par les révoltes et les divisions, il avait eu beaucoup plus de succès par ses moyens pacifiques qu'un autre n'en aurait pu obtenir par la guerre.

Or, c'était à une époque où le mot de tolérance était à peine connu qu'il exerçait cet esprit de paix, cette manière d'agir; il professait même publiquement « que Dieu seul avait pouvoir sur les consciences. » C'est là la gloire de cet empereur; aussi l'Allemagne lui dut-elle à lui et à son père de jouir d'une parfaite tranquillité, comme elle n'en avait pas eu depuis les divisions religieuses; tandis que dans les Pays-Bas et en France le sang coulait par torrents à cause de la religion.

La chambre impériale qui n'avait été établie primitivement que pour faire entièrement disparaître la loi du plus fort, prit alors tout-à-fait le dessus sur ce penchant à la violence en Allemagne. On peut regarder comme le dernier effort de la force brute les troubles de Guillaume de Grumbach, chevalier franconien qui répandit dans ce temps la dévastation en Franconie avec les restes des sauvages bataillons du margrave Albert. Ce fut surtout le territoire de l'évêque d'Augsbourg qu'il dévasta; il finit même par le faire fusiller dans sa propre ville. La chambre impériale mit le meurtrier au ban de l'empire, et il se sauva à Gotha vers le fils du malheureux électeur, Jean Frédéric. Il avait su étourdir ce jeune prince, d'ailleurs très faible d'esprit, par l'espérance qu'il lui donna de reconquérir son duché pour lui; et il l'entraîna ainsi dans un sort encore plus malheureux que celui de son père. L'électeur Auguste, frère de Maurice, se mit à la tête de l'armée qui devait exécuter l'arrêt, assiégea le duc avec

Grumbach dans Gotha pendant tout un hiver et le réduisit à la nécessité de se rendre. Le jeune prince fut conduit prisonnier à Vienne ; et là, placé sur un char découvert, avec un chapeau de paille sur la tête, il fut conduit par les rues de la ville, exposé aux dérisions de la populace. Ensuite il passa vingt-huit ans prisonnier dans Steyer en Autriche, et mourut en prison ; quant à Grumbach, il fut tiré à quatre chevaux, après avoir souffert de cruelles tortures.

A la place du droit du poignet qui était la dégénération de l'état de guerre sous la féodalité, d'autres maux occasionés par des hommes qui regardaient la guerre comme un état lucratif pour eux, vinrent affliger l'Allemagne ; comme pour faire sentir aux peuples les inconvénients de toute institution militaire dans laquelle l'homme libre n'est pas nécessairement guerrier et armé pour la patrie. Ces troupes de soldats mercenaires qui ravageaient partout, une fois qu'ils s'étaient vendus à un drapeau, ces lieux d'enrôlement et de révision, ces aller et venir, les campements, les passages de bandes d'hommes habitués à aucun frein et rassemblés tout d'un coup, étaient pour le pays autant de plaies insupportables. Les mêmes plaintes que sous Maximilien Ier se renouvelèrent. L'empereur Maximilien II dit dans les griefs qu'il présente à la diète : « Les guerriers allemands autrefois les premiers d'entre les nations par leur piété, leur discipline et leur loyauté, prennent aujourd'hui des mœurs presque barbares ;

et à la longue cette dissolution qui règne parmi eux fera qu'aucun honnête homme ne pourra rester dans sa maison et dans sa cour, et pas un seul propriétaire ou fermier dans sa campagne. »

Sur ces plaintes, on fit de nouvelles lois militaires plus sévères, appelées *Reiterbestallungen*. Mais le moyen le plus essentiel que l'empereur avait proposé, celui de défendre en Allemagne l'enrôlement des princes étrangers, ne fut pas accepté. Les princes prétendirent : « que de tout temps ç'avait été pour les Allemands un usage honorable de leur liberté, de servir pour la gloire et l'honneur par des actions chevaleresques des princes étrangers; pourvu que la patrie n'en souffrît aucun dommage. Que si cet usage était enlevé, l'état militaire serait bientôt anéanti en Allemagne, et qu'au moment du danger on manquerait de guerriers. » Nous devons reconnaître dans ce langage celui du temps de Tacite, où l'on voit les jeunes Allemands, emportés par le désir de combattre, passer dans la peuplade qui avait la guerre, lorsque la leur était en paix.

En 1575, l'empereur Maximilien réussit à faire choisir son fils Rodolphe pour roi des Romains (*), et il mourut un an plus tard à Ratisbonne, le même jour et à la même heure que la clôture de la diète y fut publiée.

(*) On appelle roi des Romains, généralement parlant, le prince élu empereur dans l'intervalle de son élection au couronnement, mais plus particulièrement celui qui est élu du vivant de l'empereur pour lui succéder, Courtalon, *Ab. du droit pub. de l'Emp.* N. T.

Rodolphe II. 1576—1612.

Le long règne de cet empereur qui a accumulé sur l'Allemangne de nouvelles tempêtes de violence et de désordre, est une triste preuve que, dans les temps difficiles, l'irrésolution et l'indolence peuvent avoir un effet plus funeste que la mauvaise volonté. Car on ne pouvait pas reprocher à Rodolphe une mauvaise intention, pas plus que de l'ignorance ou un défaut d'intelligence; mais il était beaucoup plus occupé d'autres devoirs que de ceux qu'il aurait dû remplir comme empereur, et par conséquent tous les événements qui survinrent, arrivèrent à son insu et sans sa volonté, souvent même contre sa volonté. Il était d'ailleurs soumis à l'influence de mauvais conseillers.

Les esprits qui s'étaient un peu calmés au sujet de la différence de religion, prirent une nouvelle excitation quand les princes catholiques, sur le conseil des jésuites, commencèrent à réformer leurs pays, c'est-à-dire à forcer les protestants de revenir à l'ancienne croyance ou de quitter le pays s'ils ne voulaient pas y consentir. D'après le traité de religion d'Augsbourg, les autres princes ne pouvaient à la vérité leur faire aucun reproche à ce sujet; cependant ils ne pouvaient non plus s'empêcher de voir dans ces procédés une violente attaque à la liberté de conscience et comme une marque de leurs intentions hostiles contre tout leur parti. La France

et les Pays-Bas donnèrent, à cette époque, un bien triste exemple du résultat auquel pouvaient conduire ces inimités. La lutte que ce dernier pays eut à soutenir pour la liberté de religion contre Philippe et l'impitoyable duc d'Albe (*), non seulement excita vivement les esprits en Allemagne, où l'on était témoin des hostilités commises sur sa frontière, mais elle vint encore de temps en temps jeter la guerre et l'effroi sur notre territoire, lorsque l'armée espagnole, forcée par la disette et la nécessité, sortait des Pays-Bas, entrait en Westphalie et dévastait tout le pays.

En outre, de graves événements se passaient dans les contrées allemandes de la frontière. A Aix, des émigrés des Pays-Bas, ayant avec eux un ministre protestant, avaient tellement augmenté le nombre de leurs adhérents, qu'ils se crurent bientôt assez nombreux pour prétendre partager les droits des catholiques. Dès l'année 1581, ils proposèrent deux bourgmestres pris parmi eux; et comme les adversaires s'y refusèrent, ils prirent les armes, s'emparèrent de l'arsenal et obtinrent par la force ce qu'ils demandaient. — Dans le pays voisin, à Cologne, il y avait encore de plus grands troubles. L'électeur Gebhard aimait la belle comtesse Agnès de Mansfeld,

(*) Le duc d'Albe se vantait, à son retour en Espagne, d'avoir fait mourir par l'épée, dans les Pays-Bas, plus de dix-huit mille hommes, et il assurait que, quelque vieux qu'il fût, il voulait perdre un de ses membres si son roi, qui pourtant n'était pas très indulgent, était encore plus avide que lui de guerre et de violence.

chanoinesse de Gerresheim, et afin de l'épouser, il passa dans la nouvelle église, comme l'exigeait le frère de la jeune comtesse. Mais aussitôt le chapitre et le conseil de Cologne s'adressèrent à Rome et à l'empereur, et obtinrent contre l'archevêque l'excommunication de l'Église et le ban de l'empire. Le chapitre choisit le prince Ernest de Bavière pour son successeur, et il le mit en possession du pays avec le secours de troupes bavaroises et espagnoles. Gebhard s'enfuit d'abord dans les Pays-Bas, et plus tard il se rendit à Strasbourg, où il était doyen du chapitre. Il y mourut en 1601. Or, les princes protestants souffrirent sa déposition et son expulsion sans remuer, et cependant une nouvelle voix dans le conseil électoral aurait été pour eux de la plus grande importance. Peut-être que le respect pour la paix de religion fut cause de leur neutralité, et ce principe était noble et honorable; mais la voix publique les accusa d'avoir refusé leur secours à Gebhard, parce que étant luthériens eux-mêmes, l'électeur avait pris les doctrines de Calvin, et qu'ils haïssaient presque autant les calvinistes que les catholiques. Toujours est-il certain qu'il n'y eût que le comte palatin, prince calviniste, Jean Casimir, qui fit une tentative pour Gebhard; il s'avança avec quelques troupes devant Cologne et bloqua la ville un moment; mais le retour des Bavarois et le manque de solde ramenèrent son armée.

Ce prince, Jean Casimir, palatin, était un zélé partisan pour son église. Il ne voulait pas entendre

parler de la croyance de Luther, et chassa de son pays tous ceux qui enseignaient sa doctrine. Aussi aucun pays en Allemagne n'a ressenti les tristes effets de la haine des partis protestants, comme le Palatinat. L'électeur Frédéric III était entré dans l'église des calvinistes; or, de ses deux fils, le plus jeune qui fut appelé le comte palatin Jean Casimir, fut aussi calviniste; mais l'aîné, l'électeur Louis, fut si attaché à la confession d'Augsbourg, qu'il ne voulut pas même permettre que l'aumônier calviniste de son père, prononçât son oraison funèbre. Alors de tout côté on enleva aux calvinistes leurs églises, et les prédicants aussi bien que les professeurs furent chassés du pays; il y en eut plus de deux cents. Mais à la mort de Louis, qui fut prématurée, Jean Casimir eut la tutelle de son fils, Frédéric IV, et changea tout; les luthériens furent à leur tour traités comme l'avaient été les calvinistes, et le jeune Frédéric, âgé de neuf ans, fut éloigné soigneusement du luthéranisme et instruit avec la plus grande sévérité dans le catéchisme de Calvin. C'est ce qu'on appelait un zélé chrétien pour la foi! et grâce à ce zèle, le Palatinat changea trois fois d'église dans le laps de soixante ans; de sorte qu'il fut d'abord luthérien, puis calviniste, redevint luthérien, et enfin calviniste.

Peut-on s'étonner de voir que l'ancienne Église crût avoir le droit d'en agir de la sorte avec la nouvelle, quand celle-ci était si exaltée contre ses propres enfants. En effet, cette dissension à Cologne fut

bientôt après l'occasion d'une semblable dans Strasbourg, où Gebhard s'était retiré avec trois chanoines de son chapitre, protestants comme lui; et la ville de Donawerth, qui jusque alors était demeurée ville libre et impériale et dont le plus grand nombre des habitants s'étaient faits protestants, fut mise aussi elle-même au ban de l'empire par suite de division en matière de religion, et tomba ainsi au pouvoir du duc de Bavière, qui fut chargé d'exécuter la sentence contre elle (1607).

L'Autriche elle-même fut, au temps de l'empereur Rodolphe, le pays d'Allemagne le plus agité et le plus déchiré. Maximilien II avait accordé la liberté de religion aux protestants, et même il leur avait fait disposer une liturgie par un théologien de Rostock, David Chytræus. Cependant, comme il voulait écarter leurs offices de la capitale, il leur avait donné quelques églises dans la campagne aux environs de la ville. Bientôt leur nombre s'accrut extraordinairement; plusieurs de leurs docteurs, particulièrement un certain Opicius, s'attachèrent injustement et avec le plus grand zèle à gagner tous ceux d'une autre croyance; les plaintes devinrent de plus en plus fortes, et Rodolphe, qui suivit en cela les conseils des gens de parti, alla jusqu'à fermer les églises qu'il leur avait auparavant données et à leur enlever le droit de citoyen dans toutes les villes d'Autriche. Mais ces mesures excitèrent bientôt de si grands troubles, tandis que d'un autre côté la guerre des Turcs et les troubles de Hongrie lui rendaient

l'assistance de ses états nécessaire, qu'il fut obligé de revenir à des procédés plus pacifiques.

En Hongrie, on était généralement mécontent de son gouvernement; parce qu'il ne s'occupait pas des pays, et surtout parce que, non seulement il n'assistait à aucune des assemblées de la province, mais il n'avait pas paru une seule fois dans le pays et y laissait ses soldats allemands se livrer à des actes aussi licencieux qu'impudents. Aussi y eut-il, au commencement de ce nouveau siècle, le dix-septième, une dangereuse révolte en Hongrie, à la tête de laquelle était un gentilhomme, Étienne Botschkai, qui s'unit avec les Turcs et s'empara d'une grande partie du pays. Par-dessus tout, l'empereur devenait de plus en plus indolent dans son gouvernement. Les sciences du ciel et de la nature l'occupaient bien plus que son royaume, et cette inclination le mit bientôt entre les mains d'hommes trompeurs qui se vantaient de lui apprendre l'avenir d'après les astres et l'art de faire de l'or; car de même que de pareils fourbes se trouvaient à la cour, mêlés avec des savants tels que Ticho-Brahé et Keppler, ainsi se confondaient dans l'âme de Rodolphe, d'une manière étonnante, les plus nobles sentiments avec de folles inclinations. Les antiques, les statues, les pierres ciselées, aussi bien que les tableaux, lui faisaient le plus grand plaisir, et il leur consacrait de grosses sommes d'argent. Les ateliers d'alchimie, où l'on devait faire de l'or, n'avaient pas pour lui moins d'attrait; et ceux qui voulaient causer avec lui des

affaires importantes de l'empire, allaient le trouver dans ses écuries, où il avait coutume de passer une partie de la journée. Cette indolence et cette insouciance, la révolte de la Hongrie et les désordres des autres provinces autrichiennes ne pouvaient pas être vus d'un œil indifférent par les frères et cousins de l'empereur, d'autant plus qu'il n'avait point d'enfant. Ils délibérèrent donc ensemble sur ce que demandait le bien de la maison et ils conclurent enfin un traité, en 1606, d'après lequel, Mathias, frère de l'empereur, fut chargé de rétablir l'ordre en Hongrie et en Autriche. Rodolphe en fut dans le principe fort mécontent; cependant, quelques années plus tard, il consentit de bon gré à livrer à Mathias la partie autrichienne au-delà et en-deçà de l'Ens et le royaume de Hongrie; « afin que ce pays, qui avait tant souffert dans l'absence de l'empereur pendant seize ans de guerre, pût recouvrer la tranquillité et le bien-être sous le gouvernement de Mathias. » Et en effet ce prince réussit à tranquilliser la Hongrie et à la soumettre entièrement à son obéissance, à la mort de Botschkai qui arriva bientôt après.

Il ne restait donc à l'empereur Rodolphe, outre sa dignité impériale, que celle de roi de Bohême. Les états protestants de ce pays voulant tirer parti du moment favorable, où leur maître était sans puissance et même en division avec sa famille, l'accablèrent de leurs instances jusqu'à ce qu'ils aient obtenu le libre exercice de leur religion, un consistoire, le renvoi de l'académie de Prague, et même le droit de

bâtir en Bohême de nouvelles églises et écoles outre celles qu'ils avaient déjà. Cet écrit important s'appela la lettre de majesté, et ce fut la première occasion de la guerre de trente ans.

L'union protestante. 1608.—La défiance se réveillait en Allemagne entre les partis religieux. En même temps, la division de la maison d'Autriche qui avait été le soutien des catholiques, ralliait les états protestants plus intimement les uns aux autres et leur inspirait la pensée d'une nouvelle ligue offensive et défensive. C'était la maison palatine qui y poussait le plus activement; elle y prit un grand rôle, et ce fut pour le malheur de l'alliance; car comme le palatin était un zélé calviniste, les luthériens en conçurent des idées toutes défavorables, et le plus grand nombre d'entre eux refusa d'y entrer. Quand donc l'électeur Frédéric palatin parvint, dans l'année 1608, à constituer après les plus grands efforts une nouvelle ligue qui prit le nom d'*Union*, il n'y eut que le margrave de Brandebourg, le comte palatin, Philippe-Louis de Neubourg, le duc de Wurtemberg, et le margrave de Bade, avec les importantes villes de Strasbourg, Nuremberg et Ulm, qui voulurent en faire partie avec lui. « On devait s'aider mutuellement de conseils et d'actions, surtout protéger la religion; le palatin devait avoir la direction pendant la paix, et la ligue devait durer dix ans. » On s'efforça d'attirer plusieurs autres membres; l'électeur de Brandebourg ne s'en montrait pas trop éloigné, mais la Saxe était prononcée dans son refus et répondit: « Si on ré-

fléchit sérieusement, on verra d'un côté que la ligue n'est pas nécessaire et de l'autre que c'est en réalité une séparation, une scission avec l'empire entier qui sûrement s'ensuivra. » Si la maison palatine ne fut poussée à cette entreprise que par des vues d'ambition et non pures, elle les a bien durement expiées.

Guerre pour l'héritage de Juliers. — Dès l'année suivante, 1609, survint dans l'empire un événement auquel la ligue qui venait de se constituer put prendre une part active. Le duc Jean Guillaume de Juliers qui possédait les beaux pays du bas Rhin, Juliers, Clèves, Berg et Marck, mourut le 25 mars de cette même année, sans enfants. Il avait quatre sœurs qui avaient épousé des princes allemands, et toutes quatre avec plusieurs autres parents éloignés faisaient valoir des droits à l'héritage. Mais deux des prétendants, l'électeur de Brandebourg et le comte palatin de Neubourg, s'en mirent en possession et convinrent ensemble, à Dusseldorf, de gouverner le pays en commun jusqu'à ce que l'affaire fût réglée. L'empereur cependant, mécontent de la conduite arbitraire de ces deux princes, envoya l'archiduc Léopold, évêque de Passau, pour prendre possession du pays comme d'un fief vacant. Il vint avec quelques troupes; mais il ne put occuper dans le pays, autre place que la ville de Juliers et la citadelle, où le bailli le reçut. Pendant ce temp-là, il fit lever de nouvelles troupes en Alsace, et songeait à soutenir par la force les droits de l'empereur. — L'union voyant la maison d'Autriche se mêler de cette affaire, se montra, pro-

mit son assistance aux deux princes menacés et fit des préparatifs. De plus, le roi de France, Henri IV, entra avec eux dans la ligue, et fortifia l'opposition contre l'empereur. On connaît les grands projets de ce roi qui s'occupait de tout un bouleversement dans l'Europe ; il voulait affaiblir la maison d'Autriche, former ensuite de l'Europe une république fédérative, qui mettrait sur pied une armée commune pour chasser les Turcs. Son alliance avec l'union se rattachait à ces projets; il avait fixé l'année 1610 pour commencer ses entreprises contre la maison d'Autriche. Et en effet, l'armée de l'union entra en Alsace au printemps de cette même année, dispersa quelques milliers d'hommes que l'archiduc Léopold y faisait enrôler ; et, pour justifier cet acte de violence, elle accusa l'empereur d'une conduite illégale dans l'affaire de Juliers. «L'empereur, disait-elle, ne devait pas, dans ce cas, conformément à l'ancien droit de l'empire, décider lui seul ; mais s'adjoindre pour cela un certain nombre d'électeurs et de princes. »

La ligue catholique. 1610. — La subite prise d'armes, et plus encore la conduite hostile de l'union dans tous les pays des princes ecclésiastiques où l'armée arrivait, aigrirent les catholiques ; car elle avait en effet parcouru les évêchés du Rhin, Mayence, Trèves, Cologne, Worms, Spire et autres et les avait traités comme des pays conquis, levant des contributions et exerçant toute espèce de violences. Alors les catholiques s'unirent aussi entre eux et conclurent à Wurtzbourg, en 1610, une al-

liance pour neuf ans contre l'union, et l'appelèrent la ligue. C'étaient surtout des princes ecclésiastiques avec la maison de Bavière. On donna le commandement en chef au duc Maximilien de Bavière, afin que l'unité régnât dans l'alliance. Ainsi la ligue eut bien plus de solidité que l'union, qui n'ayant point de chef déterminé pour la guerre, était obligée d'élire un général; et, comme elle n'était composée que de princes laïques, chacun d'eux briguait pour lui-même cet honneur. Du reste, la ligue était basée à peu près sur les mêmes principes que l'union protestante.

La ligue prit donc les armes aussi elle; mais Henri IV étant mort sur ces entrefaites, l'union se montra bien plus disposée à terminer à l'amiable; et les deux partis déposèrent les armes.

Déposition de l'empereur Rodolphe en Bohême et sa mort. 1612. — De nouvelles querelles avec sa famille vinrent encore jeter de l'amertume sur les dernières années du vieil empereur. Il était fort mécontent de son frère Mathias et il n'aimait aucun des autres membres, si ce n'est Léopold, évêque de Passau, dont nous avons déjà parlé. Il désirait donc lui donner la Bohême; et, dans l'année 1611, d'après un plan mal calculé pour ce projet, il le fit entrer dans ce royaume à la tête d'une armée. Les états de Bohême, qui crurent voir dans cette démarche des intentions hostiles, prirent les armes, renfermèrent l'empereur dans le château de Prague et appelèrent Mathias qui déjà depuis long-temps comptait sur la couronne de Bohême. Il entra dans

la ville au milieu des acclamations , et Rodolphe fut encore obligé de céder la couronne à son frère, après d'amères et mortifiantes négociations. On dit que pendant ces jours de troubles et dans un moment d'irritation, il ouvrit la croisée de sa chambre et s'écria, avec ces paroles qui peuvent être regardées comme un malheureux oracle : « Prague, ingrate Prague, tu as été élevée par moi, et aujourd'hui tu repousses ton bienfaiteur ! Que la vengeance divine te poursuive, et que sa malédiction tombe sur toi et sur toute la Bohême ! »

De toutes ses couronnes, il ne lui restait plus que la couronne impériale; mais la mort qui vint bientôt l'enlever, dans sa soixantième année, le 20 janvier 1612, prévint la douleur de cette nouvelle perte que sans cela il aurait vraisemblablement éprouvée ; il vit la mort venir avec calme et même avec joie, parce qu'elle le délivrait de mille soucis.

Mathias. 1612 — 1619.

Le choix du nouvel empereur tomba sur le plus âgé de la maison d'Autriche ; il fut élu le 13 juin à Francfort, et couronné le 24, avec une pompe comme on n'en avait presque jamais vue. Tous les électeurs, excepté celui de Brandebourg, et une quantité de princes y étaient présents. « Il semblait, dit un historien, que les princes voulaient prendre congé; car ils ne se sont plus ainsi ressemblés depuis. »

Le roi Mathias seul avait dans sa suite trois mille hommes, quatre mille chevaux et cent voitures à six chevaux; et les autres princes paraissaient, suivant leur fortune, avec un luxe presque semblable. Les fêtes se succédaient, et un étranger, témoin de ce grand et brillant rassemblement, où régnait la joie, aurait pu prendre l'Allemagne pour le premier pays du monde, y trouvant un si beau cortége de princes qu'il voyait réunis dans une telle familiarité. Mais derrière ce rideau si brillant, veillait l'esprit de dissension; l'observateur profond aurait découvert dans la joie des catholiques l'espérance de grands avantages pour leur parti, basée sur l'activité et la fermeté de l'empereur; et dans celle des protestants des espérances fondées sur l'apparence de sa mauvaise santé. Le prince Christian d'Anhalt, un des plus entreprenants parmi ces derniers, fit sentir avec finesse le double sens de cette fête : « Si l'on en vient à danser, dit-il, Mathias désormais ne peut plus faire de grands sauts. »

Le nouvel empereur, en effet, ne montra pas toute l'activité qu'on avait eu lieu d'espérer; il sembla qu'il n'avait forcé son frère de lui céder le trône que pour continuer dans son indolence et son irrésolution : mais les passions n'en travaillaient que plus activement les esprits, et préparèrent ce fâcheux éclat qui arriva dès le règne de Mathias. Dans les provinces autrichiennes l'esprit de parti, excité par les prêtres dans les chaires, reparut avec une nouvelle force; les hommes de différentes religions

perdirent pour ainsi dire entre eux les rapports d'hommes; car la haine qui tient à ce que l'homme a de plus sacré est la plus implacable.

Il se passait aussi dans le reste de l'Allemagne quelques événements importants : des différends avaient éclaté dans Aix; d'autres dans Cologne avec les deux possesseurs de Juliers, parce qu'au détriment des habitants de Cologne ils avaient donné le titre de ville à Mulheim sur le Rhin. Dans ces deux différends, l'empereur décida en faveur du parti catholique et souleva ainsi chez les protestants de nouvelles inquiétudes. Sa lenteur au sujet de Mulheim aurait eu peu d'effet si les deux maisons princières qui avaient pris possession de l'héritage de Juliers ne s'étaient divisées entre elles; mais le prince palatin Wolfgang Guillaume, qui devait épouser une fille de la maison de Brandebourg, étant venu pour cette affaire même à Berlin, se prit de querelle avec l'électeur pendant le repas; tous les deux étaient excités par le vin, ils s'oublièrent, et celui-ci donna au prince palatin un soufflet. Jamais, peut-être, une circonstance aussi insignifiante, n'eut de suites si graves dans l'histoire: le système tout entier de l'empire en fut ébranlé, et ces secousses se firent long-temps sentir. Le prince en colère partit aussitôt de Berlin; et, en haine de la maison de Brandebourg, il s'unit intimement avec celle de Bavière, y prit une femme et même la religion catholique. L'électeur de Brandebourg, au contraire, qui craignit pour ses états

de Juliers, si Wolfgang Guillaume les attaquait secondé par la ligue et par les Espagnols, demanda l'assistance des Hollandais qui étaient toujours en guerre avec les Espagnols; et, afin de leur être plus agréable, il quitta l'église luthérienne pour passer dans celle des calvinistes. Les états de Juliers furent donc envahis par des étrangers de deux côtés: les Hollandais occupèrent Juliers, les Espagnols, commandés par Spinola, occupèrent Wésel; et ces deux armées firent exécuter la sentence de l'empereur contre Mulheim. Ainsi déjà dans l'empire les troubles devenaient des hostilités, et les états allemands commençaient à faire des alliances avec l'étranger.

L'inquiétude des protestants fut encore excitée davantage par le choix de l'héritier de l'empereur. Car, comme Mathias lui-même ainsi que ses frères Maximilien et Albert n'avaient point d'enfants, et que les affaires de l'état n'avaient pas un grand attrait pour ces deux derniers princes, ceux-ci renoncèrent à la succession des états autrichiens à laquelle ils avaient droit et proposèrent pour successeur leur cousin, le jeune archiduc Ferdinand, déjà possesseur de la Styrie, de la Carinthie et de la Carniole. Toute cette affaire fut fort désagréable à l'empereur : il dut sentir la main de la Providence qui lui faisait expier l'injustice commise à l'égard de son frère Rodolphe; mais ses frères y mirent tant d'instance qu'il fut enfin obligé de céder. Ferdinand fut reconnu pour futur roi de Bohême dans une diète, en 1617, et trois semaines plus tard il fut couronné avec pompe dans

Vienne. Les états n'exigèrent rien autre chose que la confirmation des droits dont ils avaient joui jusqu'alors, et l'absence du nouveau roi dans les affaires du gouvernement tant que l'ancien roi vivrait.

Ce Ferdinand a été la principale cause de ce violent ébranlement de son époque, et mérite d'autant plus d'être sévèrement et équitablement apprécié que, dans tous les temps, il a été plutôt injurié ou traité avec passion que soumis à un jugement calme. Il fut élevé dans l'université de Ingolstadt, en Bavière, particulièrement par des jésuites et sous les yeux du duc Guillaume de Bavière, catholique zélé, et nourri depuis son enfance dans les principes les plus sévères en matière de religion. Il croyait fermement à une seule Église, et il regardait comme son premier devoir d'y maintenir tous les hommes ou de les y faire entrer par tous les moyens qui sont en la puissance humaine : par la bonté et la sévérité, par la force de la parole et par celle de l'épée; « car le salut de l'âme, lui avait-on dit, va devant toute considération humaine. » Aussi a-t-il suivi ces principes toute sa vie avec la plus grande fidélité; il se croyait destiné par Dieu à être le champion de l'Église catholique et le restaurateur de l'ancienne croyance. Mais de cette croyance, il n'en a point fait un mystère; il est entré franchement et loyalement dans l'arène, et c'est là son côté glorieux dans l'histoire : car tout homme qui suit avec opiniâtreté et sans arrière-pensée de toutes les forces de son être ce qu'il a une

fois reconnu comme juste et sacré est certainement un homme honorable.

Le jeune prince, à peine devenu maître dans ses états, se mit à réformer, c'est-à-dire qu'il ramena l'ancien usage dans le service divin; il mit en avant le principe qu'un souverain ne doit souffrir qu'une seule religion dans ses états, afin qu'il y ait une parfaite unité d'esprit et de volonté; et comme la paix de religion d'Augsbourg ne donnait dans ce cas aux non croyants que le droit de s'expatrier, il força ceux qui ne voulaient pas se rallier à l'ancienne Eglise de sortir du pays. Ces mesures étaient dures, car il n'est rien de plus dur pour un homme qui s'attache et qui sent vivement que d'être obligé de quitter pour toujours les lieux où ont demeuré ses ancêtres, et où il a lui-même passé les premières années de son enfance. Il devait donc nécessairement s'élever de grands mouvements dans les états de Ferdinand.

La nombreuse population des montagnes se leva la première; parce que ces hommes qui ne quittent jamais leurs montagnes, vivent éloignés du tracas de toutes les relations sociales, et qui sont habitués à considérer les grands et éternellement immuables tableaux de la nature sans s'occuper de l'inconstance des affaires humaines, tiennent plus fortement que tous les autres à leurs opinions et au sol de la patrie. Cependant il y avait dans les mesures du jeune prince tant de fermeté et de calme, il se montrait si résolument sévère, qu'il avait prévenu les éclats du mé-

contentement avant qu'ils eussent paru, et que malgré toute les maisons de justice qu'il avait érigées de tous côtés, pas une goutte de sang ne coula. Aussi, ce fut comme un prodige exposé aux yeux de tout le monde, que dans l'espace de quelques années, on ne vit plus aucune église protestante dans le pays où la plus grande partie des habitants s'étaient attachés à la nouvelle doctrine, et qu'on n'y entendit plus un seul prédicateur protestant. Une pareille énergie dans un jeune prince devait soulever de grandes espérances pour un des deux partis et de grandes craintes pour l'autre. Les états de l'union en Allemagne, et surtout l'électeur palatin, voyaient donc, dans l'élévation de Ferdinand comme chef de la maison d'Autriche, de nouveaux motifs pour affermir leur alliance. Ils travaillaient toujours à gagner l'électeur de Saxe; mais en vain. Son indisposition contre l'église calviniste faisait sans doute au fond de son cœur une opposition forte; mais aussi le désir de conserver la paix dans l'empire avait une grande influence sur sa résolution, et ce désir était bien marqué parmi la plupart des princes luthériens, surtout depuis la mort de Maurice. Une lettre de l'électeur de Saxe à l'archiduc Ferdinand prouve que du moins chez lui ce sentiment était réel; il lui disait : « puisqu'on en est venu à un tel point, qu'on ne peut qu'à peine trouver quelques traces de bonne intelligence et de confiance parmi les états d'Allemagne, il faut au moins s'efforcer de ranimer en quelque sorte le peu qui s'y trouve. Car, si cet état actuel et

dangereux doit durer, si l'on doit recourir plutôt à la plus extrême sévérité pour guérir, qu'aux moyens plus simples, il est évident que cette tentative de guérison ou entraînera la ruine totale de l'un ou l'autre des deux partis, ou conduira, après beaucoup de sang répandu, après avoir causé la ruine du pays et de ses habitants, à des moyens mitoyens que l'on peut dès à présent employer sans violence ni danger. » Ces paroles étaient comme une annonce de l'avenir et auraient pu frapper Ferdinand de quelques rayons de lumière, s'il n'avait tenu ses yeux fortement fixés sur un seul point. Un autre témoignage plus expressif encore se manifesta peu de temps après et lui présagea la proximité du danger qui menaçait sa maison.

Mouvements en Bohême. Commencement de la guerre de trente ans.

Depuis la nomination de Ferdinand pour futur roi de Bohême, les protestants crurent remarquer dans le pays plus d'activité et plus d'assurance parmi les catholiques. La renommée, qui dans les temps extraordinaires est toujours plus agitée et plus effrayante que jamais, portait avec elle mille détails qui leur annonçaient de grands dangers. « La lettre de majesté qui garantissait leur sécurité et leur liberté était sans force, parce qu'elle avait été extorquée au roi Rodolphe; » ainsi parlaient les ca-

tholiques, disait-on : « A l'arrivée du roi Ferdinand, il y aura un nouveau roi et une nouvelle loi; il y aura plus d'une tête qui tombera. » « Les biens passeront en d'autres mains, et plus d'un pauvre se trouvera riche du bien de ses parents. » De plus, quand Ferdinand prêta hommage, on fit colporter par toute la Moravie des tableaux, où le lion de Bohême et l'aigle de Moravie étaient représentés enchaînés et près d'eux un lièvre endormi les yeux ouverts, pour signifier que les états avaient beau ouvrir les yeux, ils ne comprenaient pas quel sort leur était réservé. Ces démonstrations hostiles et bien d'autres, grossies encore en passant de bouche en bouche, jetaient l'effroi dans tous les esprits.

Enfin on ne manquait pas non plus de raisons bien plausibles pour susciter des querelles. Ainsi, la lettre de majesté assurait aux protestants de Bohême la liberté de construire de nouvelles églises, mais le gouvernement restreignait le sens de cet article aux provinces protestantes du royaume et refusait son application dans les provinces catholiques. En 1617, les protestants qui se trouvaient dans la juridiction de l'archevêché de Prague, bâtirent une église dans la petite ville de Clostergrab, et ceux de la juridiction de l'abbé de Braunau en bâtirent aussi une dans leur village. L'archevêque et l'abbé ne voulurent pas les tolérer, et ils en portèrent leur plainte à l'empereur. Puis, quand les églises furent terminées, l'archevêque fit valoir un ordre impérial; l'église de Clostergrab fut démolie jusqu'aux fonde-

ments, et celle de Braunau fut fermée; ensuite, comme il s'éleva une révolte à ce sujet, les citoyens les plus mutins furent jetés en prison.

Alors les protestants crièrent à la violation de la lettre de majesté, et ils trouvèrent un chef résolu dans le comte Mathias de Thurn. Ce comte, né à Gratz sur les frontières de l'Italie, mais alors devenu citoyen de Bohême, soutenait avec toute la chaleur du sang italien ses croyances et ses libertés; et il fut choisi pour défenseur des évangélistes en Bohême. Ce fut sous ce titre qu'il convoqua les états protestants à Prague. On fit parvenir à l'empereur plusieurs suppliques, pour le prier de faire cesser les motifs de leurs plaintes et de rendre à la liberté les citoyens de Braunau, toujours retenus prisonniers.

La réponse de l'empereur fut très dure. La résistance des habitants de Braunau et de Clostergrab y est appelée une révolte; les états y sont fort blâmés de s'être occupés de citoyens étrangers pour eux, d'avoir tenu des assemblées illicites et d'avoir cherché par de faux bruits sur les dangers de la lettre de majesté, d'arracher à l'empereur l'amour et la fidélité de ses sujets, etc. La menace qui venait ensuite: « On examinera l'affaire et on rendra à chacun suivant ses mérites, » acheva de donner aux esprits déjà excités les plus grandes craintes sur l'avenir. De plus, le bruit se répandit que cet écrit n'avait pas été fait à Vienne, mais bien à Prague même, dans la maison du gouverneur, et même particulièrement

par deux conseillers catholiques, Martinez et Slavata. La colère qui éclata se porta donc sur eux, comme sur l'objet le plus immédiat. Déjà depuis longtemps ils étaient haïs, parce qu'ils n'avaient pas voulu prendre part à la confection de la lettre de majesté, il y a neuf ans; on racontait encore maintes circonstances très irritantes de leur zèle pour l'Église catholique. On disait que Martinez avait fait chasser par des chiens à l'Église catholique les protestants qui étaient sous sa juridiction, et que Slavata avait forcé ceux de la sienne à se faire catholiques en leur refusant le baptême et l'enterrement en terre sainte.

Les députés des états, exaspérés par ces bruits, se présentèrent le 23 mai 1618, armés et accompagnés de leurs gens, au château royal de Prague devant les gouverneurs, et leur demandèrent s'ils avaient fait partie du conseil, quand on y avait délibéré l'écrit impérial, si dur et si hostile pour eux, enfin s'ils avaient opiné pour lui; et sur leur réponse qu'il fallait auparavant appeler les membres du conseil absents, pour aviser sur une affaire si importante, quelques hommes de la foule s'avancèrent et dirent: « Nous savons qu'Adam de Sterneberg, le premier burgrave, et Dipold de Lobkowitz, ont en effet assisté à la délibération sur l'écrit; mais qu'ils n'ont pas voulu consentir à sa confection. » Alors on les conduisit tous deux dans une autre chambre; mais d'autres s'étant jetés sur Martinez, le traînèrent à la fenêtre et le jetèrent en bas. Ils restèrent tous ensuite dans une espèce de stupeur, jusqu'à ce que le

comte de Thurn s'écriât en leur montrant Slavata : « Nobles amis, voici le deuxième, » et aussitôt on le saisit et on le précipita en bas. Restait encore le secrétaire Fabricius, qui subit le même traitement comme complice des deux autres. La hauteur était de cinquante-six pieds ; cependant pas un des trois ne perdit la vie, parce qu'ils tombèrent sur un tas de débris de papiers et d'autres objets de rebut ; ils échappèrent même à une décharge qui fut faite sur eux, et ils furent sauvés comme par miracle.

Les Bohémiens voulurent ensuite excuser cette action par plusieurs exemples tirés de l'histoire ancienne : tant des Romains qui précipitaient les traîtres de la roche tarpéienne, que de l'histoire sainte où l'on voit que la reine Jézabel fut précipitée du haut d'une fenêtre en bas, pour avoir persécuté le peuple de Dieu. Cependant ils sentirent bien que de pareilles excuses ne les garantiraient pas contre la punition, s'ils ne faisaient en même temps de sérieux préparatifs pour l'écarter. En conséquence le château fut aussitôt occupé par leurs troupes, tous les hommes en charge prêtèrent serment d'obéissance aux états, tous les jésuites, que l'on regardait comme les artisans des projets hostiles aux protestants, furent chassés du pays, et enfin on établit un comité de trente gentilshommes pour gouverner. Tout annonçait l'intention où l'on était de se défendre par la force, et le comte de Thurn était l'âme de toutes ces menées.

L'empereur Mathias fut fort déconcerté quand il reçut cette nouvelle. Car où trouver des secours

pour ramener à l'ordre ces révoltés de Bohême ? Le mécontentement n'était pas moins grand dans les pays autrichiens qu'en Bohême; en Hongrie, c'étaient les mêmes dispositions. L'indulgence lui parut donc l'unique moyen de conserver cet important pays à la maison d'Autriche; et le confesseur même de l'empereur, le cardinal Clesel, son conseiller habituel et le plus grand ennemi des protestants, était de même avis. Mais le jeune Ferdinand s'opposa de toutes ses forces à de pareilles pensées. « Avant tout, écrivait-il à l'empereur, il faut que vous sachiez que Dieu même a soufflé les troubles de ce pays; car il est visible qu'il a frappé d'aveuglement les Bohémiens, afin que par cette effroyable action qui doit paraître à tout homme raisonnable de quelque religion qu'il soit, horrible, indigne d'un chrétien et digne de punition, il arrachât aux rebelles et fît tomber dans l'eau leur plus spécieux prétexte, celui de travailler pour leur religion. Car sous ce prétexte ils avaient pu jusqu'à présent enlever à leurs seigneurs leurs droits, leurs revenus et leurs sujets. Mais autant l'autorité vient de Dieu, autant une pareille conduite vient du démon; et Dieu ne peut pas approuver l'indulgence de l'autorité, telle qu'elle a été jusqu'à ce moment; peut-être même ne les a-t-il laissés venir jusqu'à cet excès qu'afin que les maîtres se délivrassent de la servitude où les tenaient leurs sujets. Qu'enfin il pensait qu'il n'y avait pas autre chose à faire que de prendre les armes. »

Cette lettre de Ferdinand nous fait connaître toute

la sévérité de ses principes. Aux paroles il joignit en même temps les actions; il leva des troupes de tous côtés et se montra si bien résolu qu'il était visible que toutes les incertitudes de l'empereur ne pourraient pas l'arrêter.

Les Bohémiens firent aussi leurs préparatifs de leur côté et ils s'emparèrent de toutes les villes du pays, excepté de Budweis et Pilsen, qui restèrent fidèles à l'empereur. Ils trouvèrent un secours d'autant plus grand qu'il était inattendu dans un guerrier qu'on peut regarder comme un des plus grands héros de son siècle, et qui montra le premier, par son exemple, comment un homme seul, sans propriété, sans aucune dépendance, peut rassembler autour de lui des troupes de vaillants soldats par le seul bruit de son nom et, comme faisaient autrefois les princes germains du temps des Romains, marcher avec toute sa suite partout où l'on a besoin de son bras, moyennant une rétribution et pour le butin. De pareils hommes ne se rencontrent que de temps à autre et annoncent une époque extraordinaire où tout est sorti des voies habituelles. Leurs troupes se forment et se grossissent par la guerre; il faut même de la guerre pour les entretenir et c'est ce qui explique comment elle a pu exercer ses fureurs sur le sol allemand pendant trente ans sans discontinuer. Cet homme, c'était le comte Ernest de Mansfeld, guerrier depuis son enfance, génie téméraire et entreprenant, qui déjà avait maintes fois bravé les dangers et venait d'enrôler des troupes

pour le duc de Savoie et faire la guerre contre l'Espagne. Le duc, qui n'en avait pas encore besoin, lui permit de servir en Allemagne le parti de l'union; et ce fut elle qui l'envoya en Bohême avec trois mille hommes, comme si les appointements qu'il avait touchés étaient venus de ce pays. Il parut tout d'un coup sans être attendu, et prit, chemin faisant, l'importante place de Pilsen sur les impériaux.

Dans l'intervalle l'empereur Mathias mourut, le 10 mars 1619, et les Bohémiens qui l'avaient reconnu pour leur roi tant qu'il vécut, résolurent alors de renier son successeur, Ferdinand, qui montrait des intentions si hostiles.

Ferdinand II. 1619 à 1637.

Ce fut au milieu de ces circonstances si difficiles que Ferdinand prit les rênes du gouvernement : la Bohême en armes et menaçant Vienne même d'une invasion, la Silésie et la Moravie fraternisant de cœur avec les révoltés, l'Autriche très portée à s'unir avec eux, la Hongrie retenue par un faible fil, les Turcs qui effrayaient au dehors, enfin de tous côtés la haine des protestants excitée contre lui parce qu'il affichait ses sentiments contre eux. « Malgré tous ces dangers, dit de lui Khevenhuller, ce glorieux souverain n'a jamais perdu courage et est constamment resté fort dans sa religion, dans sa confiance en Dieu qui l'a pris sous sa protection et l'a conduit sur

cette mer orageuse malgré tous les efforts des hommes. »

Le comte de Thurn s'avança sur Vienne à la tête des Bohémiens, et quand on lui demandait le but de son expédition, il répondait : « Là où se trouve le rassemblement, c'est là que je vais pour le disperser. Entre catholiques et protestants il y aura désormais une parfaite égalité, et l'on ne verra plus, comme avant, les catholiques s'élever au-dessus des autres, comme l'huile au-dessus de l'eau. »

Il vint jusque devant Vienne et ses soldats tirèrent même sur le château impérial où Ferdinand se tenait renfermé, entouré d'ennemis déclarés et secrets. Mais l'abandon de sa capitale aurait entraîné la perte de l'Autriche et même celle de l'empire. Déjà ses adversaires le regardaient comme perdu ; déjà ils parlaient de l'enfermer dans un couvent et d'élever ses enfants dans les doctrines protestantes. Au moment du plus grand danger, seize membres des états autrichiens parurent devant Ferdinand et exigèrent avec violence son consentement à leur armement et à une alliance qu'ils voulaient faire avec la Bohême. Un d'eux alla même jusqu'à tirer le roi par le bouton de son habit, exigeant de la manière la plus insultante qu'il signât tout ce qu'on lui demandait. Mais dans ce même moment, par une concordance merveilleuse d'événements, cinq cents cavaliers de Dampierre, arrivant de *Krems*, entrèrent dans Vienne pour y attendre d'autres ordres ; et sans savoir ce qui se passait dans le château, pénétrèrent jusque dans la cour, au son de la trompette. Les députés se hâtèrent de se

sauver dans le plus grand désordre, pensant que l'arrivée de ces cavaliers était commandée, et Ferdinand fut ainsi délivré de la fâcheuse position où il se trouvait (*).

Bientôt le comte de Thurn fut obligé de rentrer en Bohême, parce que Prague était menacée par les troupes autrichiennes; et Ferdinand profita de ce moment pour l'exécution d'un autre et audacieux projet. Bien que la cérémonie de l'hommage n'eût pas encore eu lieu dans les pays autrichiens et qu'il pût s'y passer pendant son absence des événements fort contraires, il résolut de partir pour Francfort, assister à l'élection de l'empereur. Les électeurs ecclésiastiques étaient pour lui, la Saxe tenait à la maison d'Autriche, le Brandebourg n'en était pas éloigné, et ainsi l'opposition du palatinat seule ne fut pas assez puissante. — Ferdinand fut élu empereur le 28 août 1619 et couronné le 9 septembre.

Frédéric V électeur palatin, élu roi de Bohême. 1619 à 1650.

Cependant les Bohémiens dans une assemblée générale des états avaient déposé Ferdinand de la royauté; « parce que, contradictoirement au pacte fondamental convenu entre eux, il s'était mêlé de l'administration avant la mort de l'empe-

(*) Depuis cette époque, en mémoire de cet événement, ce régiment de cavalerie a la permission, quand il passe dans Vienne, d'entrer dans la cour du château; ce qu'aucun autre régiment ne peut faire.



reur ; parce qu'il avait apporté la guerre en Bohême et qu'il avait fait une alliance avec l'Espagne contre la liberté du pays. » Ils procédèrent donc à un nouveau choix. On mit en avant le duc de Savoie et le duc de Bavière pour le parti catholique, et l'électeur de Saxe avec celui du palatinat, Frédéric V, pour le parti protestant. Ce fut ce dernier qui obtint les suffrages, parce que, comme il était beau-fils du roi Jacques Ier d'Angleterre, on espérait des secours de la part du beau-père; d'ailleurs, il était lui-même regardé comme un homme de résolution, avec une grande âme et un cœur généreux. Les électeurs de Saxe et de Bavière et Jacques Ier même tentèrent de dissuader Frédéric d'accepter une couronne si dangereuse; mais son aumônier Scultetus et sa femme, qui étant fille d'un roi désirait beaucoup porter aussi elle une couronne royale, mirent d'autant plus de zèle pour l'y décider. Frédéric leur obéit, accepta la dignité royale en Bohême et fut couronné le 25 octobre 1519. Il se fit un devoir, comme il le dit lui-même, de ne pas abandonner ses frères dans la foi qui avaient recours à lui.

S'il avait eu assez de génie pour achever heureusement son œuvre, il aurait été rangé dans l'histoire au nombre de ces hommes audacieux qui, par le sentiment de la force qu'ils sentent en eux-mêmes, osent s'engager dans les grandes entreprises; mais le sort lui a été contraire, et lui-même n'a pas montré dans les revers cette force et cette présence d'esprit qui conviennent à celui qui se décide à ac-

cepter une couronne environnée de tant de dangers.

Ferdinand, au retour de Francfort, se rendit à Munich près du duc de Bavière et conclut avec lui cette importante alliance qui lui a valu le recouvrement de la Bohême. Ils étaient tous les deux amis de jeunesse, et l'union avait irrité le duc par un grand nombre d'imprévoyantes provocations. Maximilien accepta le commandement en chef du parti catholique et stipula avec la maison d'Autriche qu'il serait dédommagé de tous les frais et pertes, même par l'abandon des pays autrichiens s'il le fallait. L'empereur réussit également à faire une alliance avec l'Espagne, et le général espagnol Spinola reçut l'ordre de faire une invasion, des Pays-Bas dans le Palatinat.

Plus tard, l'électeur de Mayence ayant amené l'électeur Jean-Georges de Saxe à une conférence à Muhlhausen, le décida, de même que les électeurs de Cologne et de Trèves, à prêter secours autant que possible à l'empereur pour reconquérir son royaume et sa dignité impériale. Il ne restait donc plus d'autre ressource au nouveau roi de Bohême entre ses propres sujets que l'union ; elle fit ses préparatifs, tandis que la ligue les fit aussi de son côté. Toute l'Allemagne ressemblait à une grande place de recrutement. Tous les yeux étaient fixés sur la Souabe où les deux armées devaient se rencontrer. Mais tout-à-coup, lorsque personne n'y songeait, eut lieu à Ulm, le 3 juillet 1620, un traité par lequel les unistes s'engageaient à déposer les armes ; et les

deux partis se promirent la paix et la tranquillité. Les unistes se sentirent trop faibles lorsque, menacés déjà du côté des Pays-Bas par Spinola, ils durent encore avoir à combattre les Saxons. Mais un grand avantage pour l'empereur, c'est que la Bohême ne fut pas comprise dans ce traité et qu'il put ainsi se servir de l'armée des ligués contre son adversaire. Maximilien de Bavière se mit en effet aussitôt en route, força, chemin faisant, les états de la haute Autriche à l'obéissance qu'ils devaient à l'empereur, se réunit avec l'armée impériale et envahit aussitôt la Bohême. D'un autre côté, l'électeur de Saxe s'empara de la Lusace au nom de l'empereur.

Frédéric se trouva donc vivement pressé. Cependant il aurait pu encore rester victorieux avec le secours d'un peuple fidèle et valeureux, qui déjà deux cents ans auparavant avait défendu son territoire dans la guerre des hussites contre toutes les forces de l'Allemagne. Mais il ne sut point gagner toute la confiance de la nation. Sa vie était sans soucis et dépensée à des affaires futiles; il ne savait point garder cette gravité, cet air de réflexion qui conviennent dans des temps aussi difficiles que ceux-là; il avait même des distinctions qui plaçaient toujours les conseillers allemands et ses généraux au-dessous des Bohémiens, et cette faiblesse fut ce qui précipita sa ruine.

Bataille de la montagne blanche, près de Prague, 8 novembre 1620. — A l'approche de l'ennemi, les troupes bohémiennes se retirèrent sur Prague et

se retranchèrent sur la montagne blanche auprès de la ville. Mais avant que les retranchements ne fussent terminés, les Autrichiens et les Bavarois l'escaladèrent et la bataille s'engagea; car Maximilien, dans son impatience ne voulut pas souffrir que la décision fût différée d'un seul instant, et en moins d'une heure le sort de la Bohême était décidé. L'armée de Frédéric avait été taillée en pièces, et toute l'artillerie avec cent drapeaux était au pouvoir de l'ennemi. Frédéric lui-même qui n'avait vu la bataille que de loin, des remparts de la ville, perdit en même temps toute sa fermeté; il s'enfuit de Prague la nuit suivante avec le comte de Thurn et plusieurs autres de ses généraux, contre l'avis des plus audacieux de ses amis, et se rendit en Silésie. Bientôt, craignant même de s'y laisser renfermer et de rallier ses partisans autour de lui, il s'enfuit plus loin, jusqu'en Hollande, où il vécut sans domination et sans courage aux frais de son beau-père le roi d'Angleterre. L'empereur fit prononcer contre lui le ban de l'empire, et toutes ses propriétés furent confisquées.

Prague se rendit aussitôt et toute la Bohême suivit son exemple, excepté Pilsen qu'Ernest de Mansfeld défendit audacieusement. Les pays palatins furent occupés par les Espagnols commandés par Spinola, et l'union rompit ses engagements par peur à son approche, en 1622. Ainsi, sa fin fut aussi peu glorieuse que celle de la ligue de Schmalkalde, et toutes les deux furent dissipées par les Flamands; car ce fut encore avec eux, commandés par le comte

de Van Buren, que Charles V fut vainqueur de cette première ligue.

La punition que l'empereur tira de la Bohême lui fut extrêmement sensible. Pendant trois mois on n'entendit parler de rien ; puis tout-à-coup, quand les fugitifs furent rentrés, le même jour et à la même heure, quarante-huit chefs du parti protestant furent arrêtés ; et, après l'interrogatoire, vingt-sept furent condamnés à mort, dont trois seigneurs, sept chevaliers et les autres des bourgeois. Les biens des condamnés furent confisqués aussi bien que ceux des absents déclarés coupables, entre autres ceux du comte de Thurn ; en outre, il chassa tous les ministres protestants du pays, gardant encore quelques mesures par crainte des Bohémiens, des Allemands et de l'électeur de Saxe ; mais plus tard, en 1627, on signifia aux seigneurs, aux chevaliers et aux bourgeois qu'on ne souffrirait plus en Bohême un seul homme qui ne reconnût pas l'Église catholique. On estime à trente mille le nombre des familles qui sortirent du pays en cette occasion ; elles se rendirent en grande partie en Saxe et dans le Brandebourg.

Différentes guerres en Allemagne. 1621 — 1624.

Suivant les calculs humains, la guerre semblait désormais terminée : la Bohême était soumise, l'union détruite, la maison palatine renversée, et son

chef fugitif; d'où serait venue la résistance? — Cependant elle vint, et même très prochainement, suscitée par cet infatigable et actif Ernest Mansfeld, qui ne voulut pas abandonner la victoire à si bon marché, et qui connaissait trop bien son époque pour ne pas compter sur des moyens inattendus que la fortune ne manquerait pas d'envoyer au secours de l'audace et de l'opiniâtreté; il savait que l'esprit de la population était toujours irrité et qu'elle n'attendait que des chefs pour recommencer cette lutte opiniâtre en faveur de ses croyances, et que celui qui possédait sa confiance pouvait tout oser.

Ainsi tout d'un coup, lorsqu'on n'y songeait plus, après avoir enfin abandonné Pilsen, il rassembla de nouvelles troupes, et déclara qu'il voulait encore soutenir les intérêts de Frédéric palatin contre l'empereur. Il se vit bientôt à la tête de vingt mille hommes, et força l'armée de la ligue, commandée par le général bavarois, comte de Tilly, à quitter la campagne devant lui. Dans l'année 1621, il déconcerta son adversaire par des marches rapides et adroites et ravagea ainsi les évêchés catholiques de Franconie, de Wurzbourg, de Bamberg et d'Eichstadt; puis ceux de Spire, de Worms et de Mayence sur le Rhin, et enfin les belles provinces de l'Alsace.

Son exemple suscita des imitateurs. Le margrave George Frédéric de Bade-Durlarch parut le premier sur le champ de bataille pour la maison palatine; il rassembla une superbe armée et se réunit à Mansfeld. Cependant ne voulant pas combattre comme

prince de l'empire, dans la crainte que son pays ne dût payer sa révolte, mais seulement comme chevalier, en qualité de champion de la cause qui lui semblait juste, il abandonna à son fils l'administration de son pays avant d'entrer en campagne. Tant qu'il fut réuni à Mansfeld, Tilly ne put tenir devant eux; mais à peine furent-ils séparés que Tilly battit le margrave près de Wimpfen, le 8 mai 1622.

Alors, Mansfeld trouva un nouvel appui dans le duc Christian de Brunswick, frère du duc régnant et encore dans le feu de la jeunesse, qui se porta pour défenseur de l'électeur banni. Après quelques avantages, il se joignit à Mansfeld avec un corps assez considérable; et tous les deux réunis, ils passèrent deux fois en Alsace; puis courant tantôt à droite, tantôt à gauche, ils tombèrent sur la Lorraine, firent même un moment trembler Paris, menacée par les Huguenots, qui parlaient de les appeler à leur secours, et promenèrent par tous les pays voisins, le fléau de la guerre. Enfin, ils se rendirent en Hollande, au secours des habitants contre les Espagnols.

Cependant, Tilly tenait tout le Palatinat entre ses mains; et ce fut dans ce même temps qu'il s'empara de la magnifique bibliothèque d'Heidelberg, dont le duc de Bavière fit cadeau au pape Grégoire XV. Elle fut transportée à Rome et réunie à celle du Vatican (*).

(*) Cette bibliothèque fut rendue et rapportée à Heidelberg, en 1815, par l'entremise de l'empereur d'Autriche et du roi de Prusse.

Il semble que nous sommes ramenés à une époque à laquelle il eût été possible un moment d'avoir la paix, s'il y avait eu un peu de modération parmi les vainqueurs. Mais Ferdinand ne songeait pas à s'arrêter au milieu de tous ces bouleversements. Il se regardait, ainsi l'écrivit-il de sa propre main en Espagne, comme étant appelé par la Providence « à extirper les factions séditieuses, qui étaient particulièrement entretenues par l'hérésie du calvinisme; » et il voyait, dans les circonstances actuelles, le doigt de Dieu qui l'avertissait de continuer dans la voie où il était entré.

Un grand pas pour ses desseins, aurait été d'investir son ami le duc de Bavière en récompense de ses fidèles services de l'électorat palatin; et ils en étaient déjà convenus tous les deux en secret. Dans cette même lettre envoyée en Espagne, dont nous avons parlé plus haut, Ferdinand disait: « Si nous avions une voix de plus dans le collége électoral, nous serions assurés pour toujours de voir l'empire entre les mains des catholiques et se perpétuer dans la maison d'Autriche. »

Mais le pas était dangereux; parce que c'était soulever tous les protestants à une révolte ouverte et surtout parce qu'on allait se faire un ennemi de la maison électorale de Saxe, jusqu'alors restée fidèle. Cependant Ferdinand accomplit sa volonté; il se hâta d'assembler les électeurs à Ratisbonne, en 1623, de faire donner l'investiture du duché à Maximilien, et emporta l'acquiescement de la Saxe par la con

cession de la Lusace, après quelques négociations.

Dans cette même année, Tilly tailla en pièce le duc Christian de Brunswick, près de Stadtloo, dans le Munster, au moment où il voulait recommencer ses campagnes; et ainsi la confiance de l'empereur semblait devoir être toujours couronnée du succès. Mais bien d'autres événements devaient encore venir s'ajouter à la chaîne du passé, et varier les chances.

Guerre avec le Danemarck. 1624—1629.

Les protestants pensaient qu'ils ne pouvaient plus désormais attendre tranquillement le sort qu'on leur destinait, pour peu qu'il y eût encore en eux quelque énergie et quelque peu de bon sens. Les premiers mouvements eurent lieu dans les états du cercle de Basse-Saxe, sur les frontières duquel se tenait le terrible Tilly. Après avoir fait de vaines réclamations pour obtenir son rappel, ils prirent les armes et choisirent le roi de Danemarck, Christian IV, pour général en chef du cercle. Il promit des secours importants, et de son côté l'Angleterre avait aussi fait de semblables promesses. Christian de Brunswick et Mansfeld reparurent et firent des enrôlements avec l'argent anglais. Jusque alors la guerre avait été faite en Allemagne presque uniquement par l'armée de la ligue, du côté des catholiques; mais les prépa-

ratifs de l'ennemi devenant plus considérables, l'empereur avait besoin d'une plus grande force. D'ailleurs, l'empereur désirait mettre lui-même à son compte en campagne, une armée imposante, afin que tout ne fût pas fait uniquement par la maison de Bavière; mais il manquait des moyens les plus nécessaires pour lever des troupes. Dans ces circonstances s'offrit un homme qui imagina de faire la guerre comme simple particulier, à l'imitation de Mansfeld, et de tirer l'empereur de son embarras, par ses propres forces.

Albert de Wallenstein, proprement Waldstein, sorti d'une famille noble de Bohême, naquit en 1583, à Prague, d'une famille luthérienne; mais ayant perdu ses parents de bonne heure, il fut placé par son oncle dans un établissement des jésuites pour la noblesse, à Olmutz, et par conséquent élevé dans la religion catholique. Plus tard il sortit de la Moravie avec un gentilhomme extrêmement riche, parcourut avec lui une grande partie de l'Europe, l'Allemagne, la Hollande, l'Angleterre, la France et l'Italie. Un savant mathématicien et astrologue qui les accompagnait, Pierre Verdungus, qui fut plus tard l'ami de Keppler, encouragea les inclination de Wallenstein pour l'astrologie. A Padoue, il fut initié par le professeur Argoli à la *cabbala* et autres sciences secrètes des étoiles. Un entraînement secret de sa nature le conduisit à l'étude de cette science dangereuse, qui alors occupait tout le monde et même les grands hommes, tels que Keppler;

il aimait à se perdre dans ses obscurs sentiers. Cependant, il put lire avec d'autant plus de certitude dans les astres, qu'il avait au fond de son cœur le témoignage qu'il était destiné à quelque chose d'extraordinaire. Son âme était en proie à une ambition sans bornes, et il se sentait la force d'entraîner avec lui tout un siècle. Aussi rien ne lui paraissait impossible.

Ce fut à l'archiduc Ferdinand qu'il s'attacha, parce qu'il reconnut en lui un caractère ferme et résolu; et il vint à son secours dans une guerre contre Venise, en 1617, avec deux cents cavaliers qu'il avait enrôlés à ses propres frais. En récompense, Ferdinand lui donna le commandement d'une province militaire en Moravie. Pendant les troubles de Bohême, il aida à couvrir Vienne contre les révoltés, combattit Bethlen-Gabor de Siebenburgen (les sept villes), qui élevait des prétentions sur la couronne de Hongrie; et il commandait un corps particulier à la bataille que Maximilien de Bavière gagna à Weissenberg, près Prague. Après cette victoire, il alla combattre Bethlen, devant qui les vaillants généraux de l'empire, Dampierre et Boucquoi, avaient succombé; il le força de se replier et puis de faire la paix, en renonçant à la couronne de Hongrie. Pour de si grands services et en même temps comme dédommagement pour le ravage de ses biens pendant la guerre, Wallenstein reçut la seigneurie de Friedland en Bohême, avec le titre de prince et plus tard celui de duc. En outre il employa une somme d'argent considérable à ache-

ter jusqu'à soixante propriétés de gentilshommes bohémiens, confisquées après la bataille de Prague; de sorte qu'il se fit un domaine beaucoup plus vaste que celui d'un prince ordinaire. Le seul duché de Friedland contenait neuf villes et cinquante-sept châteaux ou villages. Tant que Tilly eut le commandement de l'armée des ligués au nom de l'empire, il se tint tranquille sur ses terres, mécontent d'être témoin d'une guerre qu'il ne faisait pas; mais quand l'empereur voulut avoir une armée à lui, il offrit d'en lever une presque sans frais. Il stipula seulement qu'il aurait une autorité illimitée avec le plein pouvoir de nommer tous les généraux et de lever non pas une armée de vingt mille hommes, mais de cinquante mille; une pareille armée, disait-il, saurait bien s'entretenir elle-même.

Il reçut plein pouvoir; et au bout de quelques mois il eut rassemblé une armée considérable, tant la réputation de son nom avait de puissance. Wallenstein était né pour le commandement; son œil pénétrant distinguait du premier regard l'homme capable au milieu de la foule et savait assigner à chacun la place qu'il méritait. Quand il louait, comme c'était rare, il excitait aux plus grands efforts; il parlait peu, mais par son ton toujours grave il obtenait la plus exacte obéissance. Sa vue seule commandait le respect; il avait une figure longue et fière, des cheveux noirs et courts, des yeux étincelants et renfoncés avec un regard sombre et mystérieux.

Il se mit en marche avec sa nouvelle armée pour les Pays-Bas à travers la Souabe et la Franconie, dans l'automne de 1625. Tilly eut garde de se joindre à un rival qui voulait être au-dessus de lui, et ils firent la guerre chacun de son côté. Wallenstein, après avoir culbuté une troupe de paysans armés qui voulurent s'opposer à lui près de Gœttingue, entra dans les provinces de Halberstadt et de Magdebourg; parce qu'elles n'avaient point encore été épuisées par la guerre. La campagne de 1626 fut plus importante; le comte de Mansfeld, qui s'avança sur l'Elbe contre Wallenstein, ayant été refoulé au pont de Dessau, prit tout d'un coup une audacieuse résolution; il se porta sur la Silésie pour aller se réunir au comte de Bethlen-Gabor et porter la guerre au milieu des pays autrichiens. Wallenstein fut alors forcé de le suivre avec son armée, à son grand regret. Mansfeld arriva en Hongrie après une marche difficile; mais ne fut pas bien accueilli, parce qu'il n'apportait pas les grosses sommes sur lesquelles le prince avait compté. Poursuivi par Wallenstein qui lui coupait le retour, sans moyens de se soutenir dans un pays éloigné, il vendit son artillerie et ses provisions, licencia ses soldats et prit la route de Venise avec une petite suite, à travers la Bosnie et la Dalmatie. Il voulait de là passer en Angleterre pour en rapporter d'autre argent. Mais pendant la route, la nature déjà accablée par des efforts surhumains, succomba enfin; il tomba malade à Urakowitz, près de Zara. Quand il sentit l'approche

de la mort, il revêtit son habit de guerre, ceignit son épée et attendit ainsi sa fin, debout, appuyé sur deux de ses compagnons de guerre. Il mourut le 20 novembre 1626, à l'âge de quarante six ans, et fut enterré à Spalatro.

Dans cette même année mourut aussi son ami, le duc Christian de Brunswick, qui n'était âgé que de vingt-neuf ans; de sorte que les protestants perdirent leurs deux meilleurs généraux. Le roi de Danemarck, Christian, ne pouvait les remplacer, il manquait pour cela de cet esprit de guerre et de résolution nécessaire. De plus, il n'y avait point d'accord parmi les princes du cercle de la Basse-Saxe; si bien même que l'un deux, le duc George de Celles, qui commandait l'armée saxonne, passa du côté de l'empereur. Ainsi, bien que la Basse-Saxe se trouvât fort débarrassée par le départ de Wallenstein, il ne put cependant la défendre contre Tilly; il fut complètement battu et taillé en pièces, le 27 août, à Lutter, près de Barenberg dans le Hanovre, et il perdit toute son artillerie et soixante drapeaux.

En 1627, Wallenstein revint dans le nord de l'Allemagne par la Silésie, d'où il chassa tous ses ennemis, traversa le Brandebourg et le Mecklenbourg et entra avec Tilly dans le Holstein pour forcer le roi de Danemarck à quitter tout-à-fait l'Allemagne. Tout ce pays fut bientôt conquis jusqu'à la dernière place forte; ensuite il envahit le Schleswig et le Jutland, qu'il dévasta d'une manière effroyable. Le roi fut obligé de fuir hors de ses îles,

et même des lettres de Wallenstein prouvent que Ferdinand songeait à se faire nommer roi de Danemarck; parce que son général l'avertissait que les états du royaume étaient mécontents de leur souverain. Cette même année, Wallenstein ajouta encore à ses immenses possessions le duché de Sagan et la principauté de Priebus en Silésie, qu'il avait achetés de l'empereur pour cent cinquante mille florins.

Wallenstein, duc de Mecklenbourg. 1628. — Cependant l'armée de Wallenstein était montée jusqu'à cent mille hommes; et cet homme incompréhensible poussait ses enrôlements avec d'autant plus de zèle que les ennemis disparaissaient. On ne savait pas si c'était à lui-même ou à son maître qu'il voulait aplanir la voie pour une domination sans bornes. Les princes catholiques eux-mêmes étaient mécontents contre lui, parce qu'il était visible qu'il ne visait qu'à annuler la puissance de la ligue; et Tilly particulièrement devait maudire sa puissance, parce qu'il s'attribuait à lui seul tous les fruits de la victoire. Les princes de Mecklenbourg, de Poméranie et de Brandebourg supplièrent Ferdinand d'écarter de leur pays le fardeau de la guerre, qui l'accablait (*); mais la volonté du général était plus puissante que celle de l'empereur; tout le nord de l'Allemagne obéissait à son moindre signe et tremblait devant sa colère. Il vivait au milieu d'une

(*) On a calculé que dans la marche électorale seule, les impositions pour l'armée impériale montaient à 20 millions de florins (41,800,000f.).



magnificence plus grande que celle de l'empereur, et ses officiers l'imitaient dans une proportion graduée; tandis qu'autour de lui des milliers d'hommes languissaient dans une misère inexprimable et, sans exagération, mouraient de faim. Cependant le général fit à l'empereur un gros compte des sommes prises sur ses biens pour les frais de la guerre, qui montaient à plus de trois millions de florins. Ferdinand, qui ne pouvait acquitter une somme si considérable, imagina de dépouiller les ducs de Mecklenbourg, Adolphe-Frédéric et Jean-Albert, de leur duché pour en gratifier son général. Ainsi Wallenstein devenait prince de l'empire et il s'empressa aussitôt, pendant son séjour au château de Brandeis en Bohême, d'exercer son droit de paraître la tête couverte devant l'empereur.

En vain les habitants supplièrent-ils pour leurs anciens ducs dont la famille régnait sur eux depuis près de mille ans, disant qu'ils ne s'étaient pas rendus plus coupables que les autres provinces du cercle de la Basse-Saxe. Ferdinand oublia encore cette fois les lois de la modération dans sa victoire, en chassant les princes de Mecklenbourg de leur pays, et viola en outre la constitution de l'empire en les bannissant sans les faire comparaître devant l'assemblée des électeurs, sans les entendre et sans aucun jugement. Mais il lui parut très utile d'avoir sur les côtes de la mer Baltique un prince catholique de l'empire qui pût tenir en bride le nord de l'Allemagne, et être là comme un poste avancé pour sur-

veiller les princes protestants de Danemarck et de Suède. Il espérait, d'ailleurs, de ce point, répandre la religion catholique dans tout le nord. Il semble aussi qu'il ait eu la pensée de s'emparer de tout le commerce maritime de cette côte, car Wallenstein prit en même temps le titre d'amiral des mers du nord et de l'est (la mer Baltique), et l'on voit même par les lettres qu'il écrivait à d'Arnheim, général en chef de l'armée du nord pendant son absence, qu'il n'avait aucune pensée plus à cœur que celle de brûler autant que possible tous les vaisseaux danois et suédois, et de créer en même temps une flotte lui-même.

Du Mecklenbourg Wallenstein tourna ses yeux sur la Poméranie, qui le touchait. Le vieux duc Bogislas n'avait pas d'enfants, et après sa mort son duché pouvait fort convenablement être réuni au Mecklenbourg; il lui était donc extrêmement important d'occuper Stralsund, qui relevait à la vérité de la seigneurie des ducs de Poméranie, mais qui, comme membre de la Hanse, jouissait de beaucoup de priviléges et d'une espèce d'indépendance dans son administration intérieure. Cette ville avait, comme tout le pays, fourni de grosses sommes pour l'entretien des armées impériales; et alors on voulait lui donner une garnison. Elle s'y refusa, et Wallenstein la fit assiéger par le feld-maréchal d'Arnheim. Mais les bourgeois défendirent admirablement leurs murailles, et les rois de Danemarck et de Suède leur envoyèrent quelques secours d'hommes et des

provisions de guerre en abondance. Leur opiniâtreté enflamma de colère l'orgueilleux général. « Quand Stralsund serait attaché au ciel par des chaînes, s'écria-t-il, il faudra qu'elle tombe. » Alors il marcha lui-même contre la ville et fit donner l'assaut; mais il apprit à connaître ce que peut le courage héroïque des citoyens, quand ils sont conduits avec prudence; car après avoir passé plusieurs semaines devant ses murs, et avoir perdu au moins 12,000 guerriers dans les sanglants assauts qu'il fit donner, il fut obligé de se retirer.

Cependant le roi de Danemarck avait demandé la paix, et Wallenstein lui-même, contre toute attente, conseilla à l'empereur de la conclure; car depuis qu'il était devenu prince de l'empire il ne voyait plus d'utilité à l'anéantissement de la puissance des princes allemands. Ferdinand fit donc par son entremise une paix très avantageuse à Lubeck, le 12 mai 1629; il recouvra toutes ses provinces sans payer aucuns frais de guerre; mais cette paix ne fut pas glorieuse, parce que le roi y sacrifia, pour son propre salut, deux fidèles alliés dans les ducs de Mecklenbourg. Il promit, à la vérité, de ne pas se mêler des affaires d'Allemagne autrement que comme membre de l'empire, et donna ainsi secrètement le droit de protéger les ducs déchus. Mais il délivra en même temps à Wallenstein, en bonne forme, sa lettre d'investiture pour le Mecklenbourg.

L'Édit de restitution. 1659.

Combien les pacifiques habitants de l'Allemagne, si durement persécutés, durent tressaillir de joie à cette nouvelle de la paix! Cette fâcheuse lutte ne pouvait en effet durer plus long-temps; puisque l'empereur n'avait plus aucun ennemi qui lui tînt tête; puisque le duc de Bavière jouissait sans trouble de la dignité électorale et de cette partie des états palatins qui lui avait été promise comme indemnité pour ses frais; puisque les protestants paraissaient tellement accablés que certainement on ne pouvait craindre de leur part aucune hostilité nouvelle. La guerre avait déjà duré douze ans et chaque année avait été marquée par nombre de cruautés. Facilement elle eût trouvé ici un terme, si le parti victorieux avait su se tenir dans de justes bornes; si l'empereur, après avoir purgé entièrement ses états des nouvelles doctrines et y avoir rétabli son autorité dans toute sa force, avait assuré la paix de religion dans toute sa plénitude pour les autres états indépendants de lui, licencié son armée, et ainsi libéré de ce lourd fardeau son pays épuisé et malheureux. Mais rien n'est plus difficile pour l'esprit humain que de pouvoir s'arrêter au milieu de la prospérité. Le parti catholique crut que c'était le moment favorable de tirer des circonstances de plus grands avantages encore; il exigea que les protestants lui rendissent tous les biens ecclésiastiques dont ils

étaient en possession depuis le traité de Passau, en 1552; c'est-à-dire rien moins que deux archevêchés, Brême et Magdebourg, douze évêchés et une foule de petits bénéfices et de couvents. Jamais avant ce temps-là on avait pensé à exiger une restitution d'un bien depuis si long-temps aliéné; mais alors, sur les pressantes instances des catholiques, l'empereur lança un édit solennel, connu sous le nom d'Édit de restitution du 6 mars 1629. Ce fut, dit l'historien allemand Schmidt, un coup de foudre pour les protestants, et pour leurs adversaires les moins réfléchis la cause d'une allégresse extraordinaire, allégresse qui devait coûter à l'Allemagne des maux inouis.

On ne pouvait donc plus songer au licenciement des deux grandes armées qui accablaient l'Allemagne; elles furent destinées à l'exécution de l'Édit de restitution, et elles reçurent ordre de prêter main forte aux délégués impériaux envoyés par tout l'empire à la première réquisition. On procéda aussitôt à l'exécution, et l'on commença par le sud de l'Allemagne. La ville d'Augsbourg, entre autres, où la paix de religion avait été signée, fut donc obligée de reconnaître la juridiction ecclésiastique de l'évêque et de renoncer au culte protestant; et le duc de Wurtemberg se vit forcé de rendre ses couvents. En outre, la ligue, dans une assemblée tenue à Heidelberg, prit la résolution « de ne rendre aucun des pays conquis par ses armes, soit ecclésiastiques, soit laïques, à moins qu'elle n'obtînt la certi-

tude d'être indemnisée de ses frais. » De façon que les protestants semblaient menacés d'un plus grand danger encore par la ligue que par l'empereur.

Disgrace de Wallenstein. 1630.

Cependant l'insoutenable tyrannie de l'armée de Wallenstein avait excité au plus haut degré les plaintes des deux partis, et elles parvinrent enfin aux oreilles de Ferdinand avec tant de force qu'il était impossible d'y résister. Aucun pays n'était épargné, soit ami, soit ennemi, soit protestant, soit catholique. Le propre frère de l'empereur, Léopold, lui fit dans une lettre le plus affreux tableau des exactions de son général, des incendies, des meurtres et de toutes les actions honteuses que ses troupes exerçaient contre les pacifiques sujets de l'empire. De pareils témoignages l'emportèrent enfin sur les moyens de défense que les amis de Wallenstein avaient jusque là fait valoir avec succès; d'autant plus qu'à l'assemblée des électeurs à Ratisbonne, en février 1630, l'empereur se vit en butte à une quantité de plaintes encore plus graves qui lui venaient de tous côtés. Les soldats impériaux, disaient les envoyés poméraniens, sont entrés en Poméranie comme amis, et cependant la principauté de Stettin à elle seule a été imposée à dix millions, sept villes ont été réduites en cendres pour leur avoir déplu, et tout le pays est dévasté.

Il n'y a pas de capitaine dans l'armée qui ne fasse plus d'étalage que le duc Bogislas lui-même. En outre, les hôtes qui reçoivent ces soldats sont maltraités tous les jours; les hommes sont massacrés, leurs corps jetés aux chiens; et il n'est pas de cruauté qu'ils n'aient exercée. Quantité de bourgeois réduits à l'excès de la misère se sont suicidés pour échapper au malheur et à la nécessité de se voir mourir de faim.

Ces tableaux nous font connaître le genre de guerre de ces troupes enrôlées à prix d'argent et les maux inouis de cette époque; et cependant ils n'étaient point exagérés. Ernest de Mansfeld, celui qui inventa cette tactique pour la guerre, nous en fournit lui-même un témoignage; obligé de se défendre au sujet de semblables accusations sur la licence de son armée, « Quand les soldats n'ont pas reçu leur solde, dit-il, il est impossible d'observer aucune discipline. Ils ne peuvent pas, non plus que leurs chevaux, vivre de l'air du temps, et ils ne peuvent non plus porter des armes et des habits déchirés ou brisés. Ils prennent donc où ils trouvent, et cela, à la vérité, sans aucune proportion avec ce qui leur est dû; parce que ne payant rien ils ne pèsent rien. Si on leur ouvre une fois une porte, ils s'y jettent avec fureur, et alors plus de frein, plus de barrière pour les arrêter. Ils s'emparent de tout, escaladent tout, brisent et écrasent tout ce qui leur fait résistance. En un mot, il est impossible d'imaginer un plus grand désordre, une plus grande

confusion ; car ils se livrent à toutes les actions les plus hideuses qui soient connues parmi toutes ces nations qui composent l'armée. L'Allemand, le Flamand, le Français, l'Italien, le Hongrois, chacun apporte quelque chose de son pays ; aussi n'y a-t-il aucune ruse, aucune fourberie qui leur soit inconnue. Je connais tout cela, j'ai même, puisqu'il faut l'avouer, été témoin de toutes ces infamies et mon cœur en a été déchiré dans de nombreuses circonstances ; mais que faire ? Il ne suffit pas de les connaître et de les déplorer. Si l'on veut éviter ces malheurs, il faut prendre de justes mesures, et il n'y a pas de meilleur moyen qu'une bonne discipline militaire. Mais, quand la paie et la solde manquent, il n'y a plus de discipline possible. »

Ferdinand ne put résister à cette unanimité de plaintes, et comme les princes insistaient pour que Wallenstein, qu'ils haïssaient tous d'une haine sans borne, fût éloigné du commandement, et comme surtout Maximilien de Bavière s'exprimait avec beaucoup de fermeté, l'empereur, après quelques hésitations, donna enfin son consentement. Il restait cependant à savoir si cet homme puissant et fier obéirait de lui-même ; mais contre toute attente il se résigna aussitôt. Ses calculs d'astrologie semblaient l'adoucir. « Il ne reprochait rien à l'empereur, disait-il, car les étoiles lui avaient montré que l'esprit de l'électeur de Bavière dominait le sien ; que du reste il rejetait la plus belle pierre de sa couronne en renvoyant ses troupes. » Il se retira dans

son duché de Friedland, dont il avait pris pour capitale Gitschin qu'il agrandit et embellit considérablement.—Les troupes impériales qui ne furent pas licenciées furent réunies à celles de la ligue et le commandement de cette armée fut donné à Tilly.

Gustave-Adolphe en Allemagne. 1630 — 1635.

La puissance des princes protestants était brisée et l'édit de restitution avait reçu en quantité d'endroits une exécution presque complète. Pour qui connaissait le caractère de l'empereur, il était facile de deviner ce qu'il préparait à la nouvelle église; mais surtout il n'était rien moins que certain que plus tard il y aurait une Église protestante en Allemagne.

Dans ce danger, le secours nous vint d'un peuple jusque là presque inconnu, qui n'avait pas quitté ses demeures du nord; des Suédois, peuple vaillant et craignant Dieu, sorti de la race des Goths, une des plus nobles de celles qui se vantent d'une origine de Germanie. Jusqu'alors ils avaient vécu d'après les anciennes mœurs de nos ancêtres dans leur pays, qui n'était pas sans beauté, mais pourtant sauvage et composé de mers et de côtes, de collines et de forêts; et depuis les temps où ils prirent part aux entreprises maritimes des Normands, ils ne s'étaient pas encore engagés dans des expéditions extérieures. Malheureusement ils avaient dépensé dans une foule

de guerres intestines leurs forces qu'ils auraient pu employer à de plus grandes choses —Dans l'année 1611, Gustave-Adolphe monta sur le trône de son père Charles IX, et c'était lui qui était destiné à conduire son peuple sur le grand théâtre de l'histoire du monde. C'est dans le pressentiment d'une pareille destination que Gustave-Adolphe entreprit cette lutte prodigieuse contre la puissance de la maison d'Autriche.

Des jugements tout-à-fait contradictoires ont été portés sur ce grand roi, parce qu'il a vécu à une époque à laquelle l'esprit de parti était trop violent pour permettre de jeter un regard impartial sur les circonstances et sur les hommes. Les uns ne l'ont considéré que comme un conquérant que les agitations d'un esprit dévoré d'une brûlante ambition ont poussé sur la mer pour aller soumettre des pays étrangers, et auquel la religion a servi de manteau pour cacher sa passion de guerres; d'autres n'ont vu en lui qu'un guerrier enthousiasmé pour sa croyance et ont refusé de reconnaître dans son âme aucune des impulsions ambitieuses que ses adversaires lui ont attribuées. Il y a des deux côtés un mélange de vrai et de faux. Gustave ne fut point entraîné par un sentiment d'ambition, comme on l'entend ordinairement, c'est-à-dire par une vaine passion de gloire pour lui seul, quoique certainement l'amour d'un réputation qui donne une vie immortelle parmi les peuples ait bien occupé une place dans son cœur; ce ne fut point non plus uniquement pour sauver

ses frères de religion en Allemagne qu'il prit les armes, bien que la foi et la piété régnassent assez fortement dans son âme pour exercer toujours leur influence. Mais ces deux grands motifs agirent ensemble sur lui, unis par une autre loi de sa nature, celle que lui imposait le sentiment de sa destination à faire partie de l'histoire du monde. Il sentait qu'il était appelé à produire au dehors et à placer à son rang parmi les autres nations de l'Europe son noble peuple; petit en nombre, mais inférieur à nul autre par son courage et par ses vertus. Jusqu'alors la Suède avait été aux états importants de l'Europe ce qu'était la Macédoine à l'ancien monde avant Philippe et Alexandre, et dernièrement encore ce qu'était la Russie avant Pierre-le-Grand; et de même que la vie de ces grands hommes que nous venons de nommer ne peut être bien comprise que quand on a bien saisi ce point historique que nous venons de signaler, ainsi en est-il de la vie de Gustave-Adolphe de Suède; car si ce roi a laissé derrière lui moins de résultats que les autres souverains avec lesquels nous l'avons comparé, il faut aussi penser qu'il fut enlevé tout d'un coup par la mort à l'âge de trente-huit ans, au moment où il commençait à fonder son œuvre.

Son grand plan se montra dès son premier pas sur la scène. Déjà avant la guerre d'Allemagne il avait conquis, en quelques campagnes, sur les Russes et les Polonais, les provinces de la côte, l'Ingrie, la Carélie et la Livonie, et une partie de la Prusse.

Car pour que son peuple pût obtenir quelque importance en Europe, il fallait en effet qu'il lui donnât plein pied sur la côte de la mer Baltique, en face de la Suède. Plusieurs motifs graves l'appelaient alors à prendre part aux affaires d'Allemagne. Il avait été provoqué et blessé par l'empereur Ferdinand; ses paroles en faveur des protestants d'Allemagne et de ses cousins les ducs de Mecklenbourg, aussi bien que sa médiation pour la paix avec le Danemarck, avaient été dédaigneusement rejetées, et Wallenstein avait même envoyé dix mille impériaux au secours des Polonais contre lui. Mais bien plus encore que par tous ces griefs qui pouvaient facilement s'arranger avec des paroles, il était appelé par le grand danger de l'église protestante et par la crainte qu'il ne s'élevât sur la côte de la mer Baltique, dans la personne de Wallenstein, une nouvelle puissance qui favorisât la maison d'Autriche et le parti catholique.

Déjà le siége de Stralsund l'avait amené à prendre part à la lutte, comme nous l'avons déjà vu. La ville lui ayant demandé du secours, il lui en promit, fit avec elle une alliance par laquelle il la recevait sous sa protection, et ce fut particulièrement par son aide qu'elle fut sauvée du danger que lui fit courir Wallenstein. Mais alors, quand il vit que le protestantisme était menacé de l'oppression, il fit un plus grand pas; il déclara formellement la guerre à l'empereur Ferdinand et vint aborder, le 4 juillet 1530, dans l'île de Rugen, avec quinze mille Suédois. Aussi-

tôt qu'il fut descendu sur le rivage, il se jeta à genoux devant tout le monde pour prier Dieu, et toute l'armée se mit à prier avec lui; il venait avec un petit nombre de soldats pour une grande entreprise!

Quand l'empereur apprit son débarquement, il fit peu de cas de son nouvel ennemi, dans la confiance que lui avaient inspirée ses succès antérieurs; on se riait dans l'empire du petit roi du nord; on l'appelait le roi de neige qui venait se fondre en face du soleil impérial. Mais ses quinze mille hommes étaient une armée de héros et des guerriers qui semblaient venus d'un autre monde.

Il y avait parmi eux une sévère discipline et de la piété; tandis que leurs adversaires ne connaissaient de la guerre que sa barbarie et cette licence qui lâche la bride à toutes les passions, à tous les désirs. C'était un mélange de différents peuples avec une même religion, qu'aucune pensée élevée n'unissait ensemble, mais seulement le plaisir des armes et le désir de faire du butin. Les autres au contraire avaient la confiance que Dieu combattait avec eux; deux fois le jour ils lui adressaient de pieuses prières, et chaque compagnie avait ses ministres. En outre, le grand génie du roi avait créé une nouvelle tactique de guerre; c'est même par là qu'il est comparable aux grands hommes de l'antiquité; parce qu'il surprenait ses ennemis par la nouveauté et l'audace de ses positions, de son ordre de bataille, de ses attaques, et jetait le désordre au milieu de leurs rangs toujours établis

d'après l'ancien mode. Jusqu'alors on avait mis une grande profondeur dans les rangs accumulés les uns derrière les autres, Gustave n'en plaça que six pour l'infanterie et quatre pour la cavalerie. Aussi sa petite armée prenait-elle plus de développement et était bien plus facile à mouvoir pendant la bataille; tandis que d'un autre côté les boulets de la grosse artillerie ne faisaient plus les mêmes ravages que dans les rangs serrés des troupes ennemies.

Cependant il n'eut pas besoin de recourir à ces grands moyens; dès l'entrée de la campagne, les impériaux qui n'étaient point en force sur les côtes de la mer Baltique, furent promptement chassés de Rugen et des autres petites îles, à l'embouchure de l'Oder, et Gustave s'avança en liberté jusqu'à Stettin, capitale du duc de Poméranie. Ce vieillard timide n'osait pas se décider à faire alliance avec lui, et cependant il ne pouvait lui résister. Après un long délai, tandis que Gustave employait auprès de lui des voies de douceur et cherchait à le consoler tout en parlant avec fermeté, la ville se rendit; et ce fut pour la guerre une place d'armes importante.

De même que le duc de Poméranie, les princes protestants de l'empire étaient fort embarrassés pour savoir comment recevoir le nouvel allié. Le roi les avait tous appelés à une grande alliance, mais ils étaient la plupart découragés et craignaient la vengeance de l'empereur; les autres redoutaient une domination étrangère en cas de succès, et ceux qui avaient les meilleurs sentiments voulaient rester

constamment fidèles à l'empereur et à l'empire. Gustave n'était pas content de cette disposition des princes. « Nous, évangélistes, disait-il dans une allocution aux habitants d'Erfurt, nous sommes dans une position semblable à celle d'un vaisseau au moment d'une grande tempête. Alors il ne convient pas que quelques-uns travaillent avec le plus grand zèle, tandis que les autres sont à considérer l'orage les bras croisés; tout le monde doit mettre la main à l'œuvre, et chacun doit aider de son mieux dans l'endroit où il est placé. » Mais les protestants n'avaient point un pareil esprit de communauté, ni le sentiment aussi clair du but où ils tendaient. Ils étaient divisés entre eux par jalousie et par préjugés. L'électeur palatin avait été renversé. Celui de Saxe avait fait scission tout le temps que le palatin eut le commandement, souvent même avait été autrichien; et aujourd'hui il était encore chancelant, craignant également et l'Autriche et un prince étranger. L'électeur de Brandebourg était un prince faible et se laissait conduire par son ministre Schwarzenberg, qui était contraire à l'alliance suédoise. Parmi les petits princes, dont un grand nombre à la vérité étaient plus prononcés mais dépendants de la puissance de l'Autriche, il n'y en avait que deux qui eussent fait une étroite alliance avec le roi; c'était le landgrave de Hesse-Cassel et la maison de Saxe-Weimar. Les autres tinrent une assemblée à Leipzig avec les électeurs de Saxe et de Brandebourg, et résolurent de mettre une armée sur pied pour se défendre aussi

bien contre les attaques des Suédois que contre celles de l'Autriche. L'empereur cependant, qui vit que c'était par les armes qu'il fallait décider cette grande querelle et qui n'était point d'avis de soumettre sa volonté à une diète, demanda la dissolution de l'alliance de Leipzig, et commença par désarmer de vive force les princes du sud de l'Allemagne qui en faisaient partie.

Le roi de Suède, renforcé d'un assez grand nombre de nouvelles recrues, marcha droit en Poméranie et chassa devant lui ou battit les garnisons impériales. Mais avant de se retirer elles dévastèrent le pays, pillèrent les villes, en incendièrent plusieurs, maltraitèrent et massacrèrent les habitants. Cette terrible guerre reprit avec toutes ses horreurs. Les Suédois, si scrupuleux, si exacts dans leur discipline, semblaient des anges protecteurs, et la croyance se répandit dans le pays que le roi était envoyé du ciel comme un libérateur.

Il voulait ne marcher que pas à pas, avec certitude et ne laisser derrière lui aucun lieu fortifié. En conséquence, après avoir emporté d'assaut Francfort-sur-l'Oder, qui avait une garnison de huit mille impériaux, il demanda à l'électeur de Brandebourg de lui remettre les citadelles de Custrin et de Spandau. L'électeur hésitait, mais le roi marcha sur Berlin, et vint tenir une conférence avec lui dans la plaine, entre Berlin et Cœpenik, le 13 mai 1631; ensuite ils partirent ensemble pour Berlin. Cependant l'électeur hésitait toujours. Alors le roi s'écria en colère:

« Je veux aller délivrer Magdebourg (elle était fortement pressée par Tilly); ce n'est cependant pas mon avantage, mais uniquement celui des évangélistes. Si personne ne veut m'aider, je me mets à l'abri de tout reproche et je rentre à Stockolm; mais au jugement dernier vous serez accusés de n'avoir rien voulu faire pour la cause de l'Evangile, et probablement Dieu vous le vaudra dès cette vie. Car si Magdebourg est prise, et si je me retire, imaginez ce qui vous arrivera! » Ces paroles eurent leur effet et l'électeur lui remit Spandau le même jour. Le chemin de là à Magdebourg n'était pas long; la ville vivement pressée demandait de prompts secours; cependant le roi trouvait qu'il n'était pas possible d'aller passer l'Elbe en face de l'ennemi et par le droit chemin. Il demanda donc à l'électeur de Saxe d'entrer sur son territoire, car il voulait aller passer à Wittenberg; mais l'électeur refusa sa demande. On fit des négociations, on parla beaucoup, et déjà le jour terrible de la conquête était arrivé, la malheureuse ville était perdue.

Ruine de Magdebourg. 20 mai 1631.

La ville de Magdebourg, qui depuis long-temps s'était fait remarquer par son zèle pour les doctrines protestantes, fut aussi alors la première qui se jeta dans les bras du sauveur de la liberté religieuse. Elle

l'invita avec instance de venir sur l'Elbe, promit de lui ouvrir ses portes, fit même des enrôlements pour lui, et Gustave qui sentait toute l'importance d'une pareille place d'armes, se félicitait beaucoup de ses offres. Mais Tilly, qui reconnut également combien cette occupation serait avantageuse à son adversaire, se hâta d'aller la conquérir avant la venue du roi. Il en commença le siége au mois de mars de cette année, secondé par le vaillant général Pappenheim. Il n'y avait dans la ville que deux cents Suédois sous les ordres de Melcher de Falkenberg, que Gustave avait envoyé comme commandant de la ville; mais les habitants coururent à la défense avec audace et résolution. Ils avaient même construit des postes retranchés hors de la ville, dont ils appelèrent l'un Trutz-Tilly et l'autre Trutz-Pappenheim (nargue de Tilly, nargue de Pappenheim).

Cependant la disette devenait de plus en plus grande dans la ville, car le vieux général employait tout son talent pour la réduire. L'unique espérance des habitants était dans le secours du roi, qu'ils savaient tout proche; aussi le 19 mai, quand le bruit de l'artillerie ennemie cessa et que même les terribles pièces furent enlevées du retranchement, ils crurent que leur sauveur était arrivé. Mais c'était le signal de leur ruine, les préparatifs d'un assaut prochain que l'implacable général avait résolu (*). Dans la nuit

(*) C'était un coup de désespoir; Tilly voulait se retirer s'il ne réussissait pas. Schiller, *Guerre de trente ans*. N. T.

du 19 au 20 on jeta les échelles en grand silence et à cinq heures du matin commença l'attaque. Les sentinelles avaient veillé avec soin jusqu'au milieu de la nuit; mais comme tout était en silence, elles rentrèrent alors dans leurs demeures pour se reposer quelques instants.

Cependant l'heure fatale sonna. Le signal de l'assaut est donné et les guerriers à la suite de Pappenheim escaladent la muraille du côté de la nouvelle ville; le bruit de l'artillerie retentit de nouveau et la muraille est battue par le canon en plusieurs endroits. Déjà l'ennemi est sur le rempart de plusieurs côtés; Falkenberg accourt à l'endroit le plus périlleux, un boulet le renverse mort; les bourgeois effrayés et privés de leur général, étourdis par le bruit épouvantable de l'artillerie, abandonnent bientôt la muraille et se retirent dans leurs maisons. La plupart croient pouvoir s'y défendre mieux et tirent des fenêtres sur les ennemis qui se pressent dans la rue, les femmes mêmes lancent des pierres du haut des toits. Mais cette défense ne sert qu'à augmenter la fureur des impériaux, il n'y eut plus de grâce ni de pitié; hommes, femmes, enfants, vieillards, tout fut massacré, les enfants mêmes étaient frappés sur le sein de leurs mères et jetés dans les flammes. Depuis dix heures du matin la ville était la proie des flammes.

Il n'est pas de cruauté, pas de tourments humains, qui n'aient été exercés dans ce jour effroyable. Quelques hommes, poussés par l'humanité, se hâtèrent

d'aller trouver Tilly dans son camp et lui demandèrent s'il ne voulait pas mettre une fin au pillage; mais il répondit froidement : « Laissez-les faire encore une heure, puis revenez me trouver. Il faut bien que le soldat ait une récompense de sa peine et de ses dangers. »

Le soir, à dix heures, cette grande et magnifique ville n'était plus qu'un monceau de cendres; quelques cabanes de pêcheurs sur l'Elbe, la cathédrale et un couvent de femmes avaient seuls échappé; plus de vingt mille hommes avaient péri d'une mort plus ou moins lente, par le fer ou le feu ou par l'effroi; et quand deux jours après on ouvrit la cathédrale, on y trouva environ mille malheureux qui en furent retirés presque sans vie, épuisés de faim et de soif. Tilly leur fit donner ce dont ils avaient besoin. Sa colère était apaisée, mais sa gloire était souillée; et même la fortune, qui lui avait toujours jusqu'alors été fidèle, l'abandonna depuis ce moment. Aussi, bien qu'après avoir fait déblayer les rues avec un grand travail, il ait fait une entrée solennelle, le 25 mai; bien qu'il ait été à travers les immenses monceaux de ruines faire chanter le *Te Deum* dans la cathédrale et ensuite tirer le canon; bien que dans son rapport, à Vienne il ait dit avec orgueil que depuis la ruine de Troie et de Jérusalem on n'avait pas vu une semblable victoire; il n'a pu cependant en imposer à l'opinion de la postérité, et son nom, à cause de ce crime, n'est prononcé qu'avec malédiction.

Gustave-Adolphe et Tilly. Bataille de Leipzig ou de Breitenfeld. 17 Septembre 1631.

Après la conquête de Magdebourg, Tilly aurait désiré en venir aux mains avec le roi; car il eut bientôt à souffrir de la disette dans ce pays ravagé. Mais Gustave ne se trouvait pas encore assez fort et il se tint retranché dans son camp de Werben, dans l'ancienne Marche. Il avait aussi fort à cœur de rétablir les princes de Mecklenbourg dans leur héritage. Il leur donna donc des troupes avec lesquelles ils reconquirent en effet leur pays, et entrèrent solennellement dans leur résidence de Gustrow, dans laquelle Wallenstein avait lui-même établi sa cour. Le roi rehaussa encore la fête par sa présence, et il ordonna que toutes les mères qui avaient des enfants à la mamelle les apportassent sur la place publique pour leur faire boire du vin qu'on y distribuait à tout le peuple; afin que les enfants de leurs enfants ne pussent oublier le jour de la rentrée de leurs anciens princes. Pendant ce temps-là Tilly tourna ses yeux sur le riche pays de Saxe qui n'avait point encore été exposé aux dévastations de la guerre, et qui se trouvait tout près de lui. C'était certainement une injustice et une ingratitude d'aller imposer tout le fardeau d'une guerre à l'électorat de Saxe, dont le duc s'était montré si fidèle à la maison d'Autriche; mais Tilly sut bientôt trouver une raison. Il s'appuya sur l'ordre donné par l'em-

pereur de désarmer tous les princes qui faisaient partie de la ligue de Leipzig; et comme l'électeur était toujours en armes, il entra en Saxe sans déclaration de guerre, fit piller les villes de Mersebourg, Zeiz, Naumbourg et Weissenfels et marcha sur Leipzig. Une telle violence eut plus d'effet que n'avaient pu en obtenir tous les discours de Gustave; l'électeur se jeta alors sans réserve dans les bras du roi de Suède, fit avec lui une solide alliance offensive et défensive, et vint le rejoindre avec son armée à Duben, le 12 septembre.

Le même jour le général impérial fit tirer le canon sur la ville de Leipzig qui lui avait fermé ses portes et il la prit le jour suivant; mais le roi s'approcha de la ville avec les armées réunies, et un seul jour allait décider entre le vieux général encore jamais vaincu et le jeune héros, roi de Suède. Ce prince, reconnaissant qu'il fallait, par une grande action, conquérir la confiance de l'Allemagne en son génie et en sa bonne fortune, sentait toute l'importance de cette journée, et il tremblait. Il lui semblait toujours trop téméraire d'abandonner à une seule bataille le sort de toute la guerre; car il y avait tout lieu de croire que la perte de cette bataille entraînerait la perte de tout ce qu'il possédait sur cette côte, et celle des électorats de Saxe et de Brandebourg, ainsi que la ruine totale de tout le protestantisme en Allemagne. Mais l'électeur de Saxe, qui ne pouvait souffrir de voir plus long-temps son pays foulé par un ennemi impitoyable, deman-

dait avec instance le combat. Alors le roi, ne pouvant résister, marcha sur Leipzig. Les deux armées se rencontrèrent sur le territoire du village de Breitenfeld, où se livra la bataille décisive, le 17 septembre. Gustave-Adolphe plaça les Saxons à part, à l'aile gauche, parce qu'il se défiait des troupes saxonnes qui étaient nouvellement enrôlées. Le feu commença sur le midi et fut terrible, mais plus funeste sur les bataillons épais des troupes impériales que sur les rangs étendus des Suédois; pour mettre fin à ce fâcheux début, l'aile droite impériale se jeta sur les Saxons avec une telle violence qu'ils furent bientôt mis en désordre et en une déroute si complète qu'ils ne purent se rassembler que fort loin du champ de bataille.

Au même moment, Pappenheim s'était précipité sur l'aile droite des Suédois avec l'élite de sa cavalerie, afin de rompre leurs rangs. C'était le plus vaillant capitaine de cavalerie de son siècle. Mais il vint se heurter contre un mur impénétrable; sept fois ses assauts furent repoussés par le valeureux Banier (Banner). Alors Tilly qui avait abandonné la poursuite des Saxons arriva et se porta sur le flanc dégarni des Suédois; mais le jeune roi fut assez prompt pour se tourner à temps contre l'ennemi dont le courage vint encore se briser contre l'invincible fermeté de ses guerriers. Tilly ne sut pas se reconnaître dans cet ordre de bataille où tout était nouveau et changé; et contre son attente la confiance dans ses plans l'abandonna pour la première fois; il recon-

nut qu'il avait affaire à un grand génie, mais le roi profitant de ce moment d'hésitation fit tout d'un coup attaquer l'artillerie, qui se trouvait placée sur une colline, s'en empara et la tourna contre les rangs de Tilly. Ce moment fut décisif; la confusion se mit parmi les impériaux et ils prirent la fuite; sept mille morts restèrent sur le champ de bataille, les autres s'enfuirent dans le plus grand désordre; Tilly lui-même fut en danger pour sa vie. Un capitaine de cavalerie suédois du régiment de Rheingraf, appelé le grand Frison, le pousuivit, et plusieurs fois même le frappa sur la tête avec la crosse de son pistolet; mais il fut lui-même tué par un cavalier qui accourut au secours. Ainsi le vieux général sexagénaire revint couvert de blessures, sombre et soucieux de se voir trahi par la fortune; il se vantait encore le jour de la bataille, de n'avoir pas perdu un seul combat. Il ne se réunit qu'à Halle avec Pappenheim, qui était resté le dernier sur le champ de bataille, et qui, comme le dit Tilly dans son rapport, tua quarante hommes de sa propre main. Il ne restait plus qu'une petite troupe de ces escadrons, auparavant si redoutables.

Cette victoire fut pour Gustave-Adolphe, le grand fondement sur lequel s'appuya sa réputation par toute l'Allemagne et cette vénération pour sa personne, qui était presque une adoration. Car cette époque, comme tous les moments extraordinaires dans l'histoire, était proprement un de ces moments où l'opinion des peuples est toute puissante; alors la croyance,

la confiance en un homme, en un principe, le respect et l'enthousiasme qu'ils inspiraient, donnaient une force irrésistible; et celui qui savait s'emparer de cette puissance morale était sûr du succès. Tout le monde se tourna donc vers cette nouvelle étoile sortie du nord; les croyances religieuses et la superstition le servirent. Les prophéties, les apparitions, les rêves se rapportèrent à lui; partout où il passa les protestants le reçurent avec des transports de joie inexprimables, comme leur libérateur; et depuis que le monde existe il n'y a pas eu de portrait de roi aussi honoré, aussi colporté, aussi multiplié que le sien sous toutes les formes.

Gustave-Adolphe avait l'œil trop connaisseur pour ne pas comprendre toute la force qui maintenant combattait avec lui. Auparavant, précautionneux presque jusqu'à la timidité, il ne marchait que pas à pas et ne laissait derrière lui aucune place forte; depuis il parcourut l'Allemagne avec toute l'audace, toute la célérité possible et presque contre toutes les règles de la guerre; sa marche ressemblait à un triomphe. Il traversa la Thuringe et la forêt thuringienne pour arriver en Franconie et de là s'avança sur le Rhin; après s'être reposé quelque temps pendant l'hiver, il revint en Franconie pour aller droit en Bavière. Les villes les plus importantes tombèrent en son pouvoir après une courte résistance ou se soumirent d'elles-mêmes, Halle, Erfurt, Wurtzbourg, Francfort, Mayence, Nuremberg et bien d'autres. Tilly même, après avoir si

bien réparé ses forces qu'il se trouvait à la tête d'une armée plus forte que celle du roi, n'osait cependant pas sérieusement se mettre sur son passage; et depuis la bataille de Leipzig, il ne pouvait plus recouvrer cette confiance qu'il avait autrefois en lui-même.

L'électeur Maximilien l'avait rappelé en Bavière pour qu'il défendît ses propres états héréditaires. Il fallait empêcher le roi de passer le Lech, et Maximilien se rendit lui-même dans le camp de Tilly, près de Rain. Mais Gustave ne trouvait rien d'impossible et il sut bien surmonter cet obstacle. L'armée des ligués fut obligée de quitter le rivage devant un vigoureux feu d'artillerie. Le roi passa le fleuve et se mit à sa poursuite; mais déjà, au commencement de l'action, Tilly, qui s'était témérairement avancé pour reconnaître l'ennemi, avait été blessé par un boulet de trois livres qui lui tomba sur le genou droit et le renversa de cheval. Il fut transporté à Ingolstadt dangereusement blessé; l'électeur s'y retira aussi lui-même, et Gustave après avoir pris possession d'Augsbourg, marcha contre eux. Il fit aussitôt livrer quelques assauts à la ville, mais la garnison chaque fois les repoussa courageusement; et le roi y courut même un grand danger, car un boulet tua son cheval sous lui et le jeta par terre. Tilly mourant était dans la ville, et encore au moment de la mort il excitait ses gens à la défense. Il mourut de sa blessure vingt-cinq jours plus tard, le 30 avril. C'était un homme de fer qui se vantait

même de n'avoir pas aimé une seule fois; du reste d'un caractère ferme et incorruptible, et un excellent général, si l'on ne considère que ses grands moyens militaires. Son corps donnait l'expression de son âme; il ressemblait au duc d'Albe; il était d'une moyenne grandeur et maigre; ses yeux étaient grands, mais brillaient avec quelque chose de farouche sous des sourcils gris; et son visage, à angle saillant, avec un gros nez, exprimait toute la rigidité de son âme.

Un contemporain nous le représente comme il l'a vu lui-même; il était sur un petit cheval gris, avec un habit de satin vert à la façon espagnole; il avait sur son chapeau magnifiquement orné un panache rouge qui lui tombait sur le dos; et c'est d'après cette description qu'il a été le plus souvent représenté. Le roi de Suède leva le siége d'Ingolstadt et marcha sur Munich, la capitale. La ville tremblait devant son arrivée. Le peuple bavarois avait, en haine des Suédois, traité plusieurs d'entre eux avec la plus grande cruauté; il les avait massacrés, avait mutilé leurs corps et avait excité la colère du roi au plus haut degré. Cependant celui-ci reçut avec bienveillance les députés de la ville qui lui en apportèrent les clefs. « Vous avez bien fait, leur dit-il, et votre soumission me désarme. J'avais le droit de venger sur votre ville le malheur de Magdebourg; mais ne craignez rien, allez en paix et soyez sans inquiétude pour vos biens et votre religion. Ma parole vaut mieux que toutes les capitulations du monde. »

La plus grande partie de la Bavière était entre les mains du roi, et l'électeur avait été obligé de s'enfuir vers Ratisbonne.

Gustave-Adolphe et Wallenstein. Mort de Gustave. 16 Novembre 1632.

Cependant les Saxons, conformément au plan de guerre de Gustave, étaient entrés en Bohême sous les ordres du feld-maréchal d'Arnim, qui avait quitté le service de l'empereur pour passer à celui de l'électeur de Saxe, et s'étaient facilement emparés de Prague, mal gardée; le 11 novembre 1631, l'électeur y fit son entrée solennelle. Ainsi la seule bataille de Leipzig avait arraché à l'empereur les fruits de douze ans de guerre; il se voyait menacé dans ses propres états; le danger s'était montré tout d'un coup et contre toute attente. Dans une pareille extrémité, il ne vit plus qu'un seul moyen de salut et son conseil avec lui; c'était de rappeler Wallenstein, qui avait été déposé, humilié, et vivait fièrement dans sa retraite. Aucun autre adversaire ne pouvait plus entrer en lice avec le grand roi; aucun autre ne pouvait donner une armée à l'empereur. Mais le gagner semblait une tâche difficile; il vivait sur ses biens en Bohême avec un luxe presque royal et semblait narguer l'empereur et les rois. Il dépensait ainsi les millions qu'il avait acquis dans la guerre. Son palais à Prague était bâti avec la plus grande

magnificence, comme on peut encore en juger d'après les restes. Tandis que ses ennemis se félicitaient de l'avoir réduit à l'état de simple particulier, il se faisait représenter dans la salle de son château comme un triomphateur par les artistes les plus habiles venus d'Italie et de toute l'Allemagne, porté sur un char tiré par quatre chevaux blancs, et une étoile était placée au-dessus de sa tête couronnée de lauriers. Il était servi par soixante pages sortis des premières maisons, en habit de velours bleu-ciel, brodé d'or. Plusieurs de ses maîtres d'hôtel avaient déjà servi avec le même titre dans la maison de l'empereur. Trois cents chevaux de choix étaient dans ses écuries et mangeaient dans des crèches de marbre. Sa demeure ressemblait à une cour, car les hommes les plus distingués se pressaient autour de lui. Extérieurement il paraissait tranquille, mais son ambition le dévorait au fond de son cœur. Ce ne fut pas sans une joie intérieure qu'il vit les progrès du roi de Suède; parce qu'ils le vengeaient de l'empereur et de son ennemi, l'électeur de Bavière, et que tous les yeux se tournaient sur lui dans le danger comme sur l'unique sauveur. En effet, l'empereur ne tarda pas à commencer les négociations qui lui rendirent le commandement en chef.

Wallenstein les reçut avec froideur et n'accorda qu'à de nombreuses prières de la part de l'empereur la promesse de lever en trois mois une armée de 30 mille hommes; mais sans s'engager à lesconduire. Alors il envoya par toutes les provinces ses agents

planter sa bannière d'enrôlement. Des milliers accoururent à lui; parce qu'il les avait toujours conduits à la victoire et au butin, et que, dans ces temps orageux, il était plus facile de trouver du bien-être à la guerre que dans les arts ou à la queue de la charrue. Un soldat de Wallenstein recevait dans la grosse cavalerie neuf florins par mois, six dans la cavalerie légère, le fantassin quatre, et cela outre le prix pour la viande, le pain et le vin. Dès le mois de mars 1632 ces 30 mille hommes étaient réunis; mais aussi celui-là seul qui les avait enrôlés pouvait les conduire. L'empereur le sentit bien; aussi eut-il l'étonnant courage de s'humilier jusqu'au point de se laisser imposer par Wallenstein la stipulation suivante : « Le duc de Friedland, généralissime de l'empereur, de toute l'auguste maison d'Autriche et de la couronne d'Espagne, reçoit le commandement suprême sans aucune limitation. L'empereur ne paraîtra lui-même jamais à l'armée. Pour assurer la récompense que méritent ses services, le duc reçoit en garantie une portion des pays héréditaires autrichiens; de plus, le droit de disposer à son gré des conquêtes qu'il fera dans l'empire, et de donner seul les grâces qu'il lui plairait d'accorder. Le Mecklenbourg, ou tout autre dédommagement équivalent, lui est assuré à la paix, et pendant la guerre tous les états héréditaires d'Autriche lui seront ouverts en cas de besoin. »

(*) Le florin vaut 2 fr. 28c. N. T.

Wallenstein reparut donc de nouveau sur la scène, revêtu de cette puissance presque impériale; il porta son armée jusqu'à quarante mille hommes, reprit Prague dès le mois d'avril de cette même année, 1632, et chassa sans peine les Saxons de la Bohême.

Le camp de Nuremberg. — L'électeur de Bavière vivement pressé dans son pays, demanda du secours à Wallenstein avec d'instantes prières, et celui-ci, qui semblait se repaître de sa misère, de son humiliation, différait toujours jusqu'à ce que l'électeur lui promît de lui abandonner le commendement de toute la guerre; alors Wallenstein l'invita à venir se joindre à lui sur l'Eger pour marcher ensemble de là sur Nuremberg, une des places d'armes du roi, les plus importantes. Mais Gustave, qui devina son dessein, s'avança lui-même au-devant, parut à l'improviste avec toute son armée aux portes de la ville, la fortifia avec le secours que lui donnèrent les habitants dans leur enthousiasme pour lui tandis que les jeunes gens vinrent grossir son armée, et il y attendit l'ennemi. Celui-ci arriva bientôt et vint se retrancher sur les hauteurs de Zirndorf et d'Altenberg, en vue du camp suédois. Les deux adversaires avaient fait entrer dans leurs plans réciproquement de chasser l'ennemi de sa position retranchée par la disette et la nécessité. Ils restèrent onze semaines en présence, sans qu'aucun d'eux ne voulût céder. Mais la disette dans tout le pays fut extrême, tout avait été détruit dans un grand rayon; c'était pres-

que un désert. Dans le camp de Wallenstein, il y avait, outre une grosse armée, quinze mille goujats et serviteurs, presque autant de femmes (il permettait qu'elles suivissent leurs maris), et trente mille chevaux employés en grande partie à transporter les innombrables bagages. Cette multitude devenait chaque jour de plus en plus barbare. Ils ne vivaient plus que de pillage et de rapines. Dans le camp même de Gustave, l'ordre n'était plus aussi bien tenu qu'au commencement; parce que son armée était désormais en grande partie composée de recrues et de troupes allemandes auxiliaires.

Malgré toute sa sévérité, il ne pouvait pas les tenir en bride comme il le voulait; car leurs chefs n'exigeaient pas sérieusement la stricte discipline. Aussi le bon roi fut-il emporté de colère quand il apprit les brutalités exercées par ses soldats sur les malheureux habitants. Il assembla tous ses officiers, leur fit de sévères reproches et finit en disant: « Qu'il trouvait leur conduite si indigne qu'il était fâché d'avoir des rapports avec un peuple si pervers. » Malheureusement il ne pouvait pas avoir l'œl partout, et le mal avait déjà poussé de profondes racines. Alors il résolut de mettre une fin à cette position indécise et ruineuse, par un coup d'audace. Le 4 septembre il donna l'assaut aux montagnes où était Wallenstein; mais l'entreprise était trop forte, le courage le plus résolu ne pouvait rien contre ces retranchements garnis d'énormes bouches à feu, et le roi fut obligé sur le soir de se désister de l'attaque

après avoir beaucoup souffert. Il attendit encore quinze jours dans son camp, et comme Wallenstein ne remuait pas, le 18 septembre il se retira au son de la trompette, en face de l'ennemi qui n'osa le poursuivre, et il revint en Bavière.

Alors Wallenstein abandonna lui-même son camp, y mit le feu et prit ensuite une résolution à laquelle on ne s'attendait pas, celle de transporter le théâtre de la guerre dans les pays protestants du nord de l'Allemagne; il tourna tout d'un coup vers la Saxe, et marqua partout son passage par le sang et la flamme. Le roi se hâta d'arriver au secours, et entra le 11 novembre dans Naumbourg, sur la Saale. Le peuple le reçut comme son ange gardien, la foule se pressait autour de lui à son entrée et lui baisait les pieds. Un triste pressentiment pénétra son âme à ces démonstrations excessives de vénération: « Nos Saxons sont dans les meilleures dispositions, dit-il à Fabricius, son prédicateur ordinaire; mais je crains que Dieu ne me punisse à cause de la folie de ce peuple. Ne dirait-on pas qu'il veut faire de moi son idole? Ne se pourrait-il pas que Dieu, qui humilie les superbes, ne leur fasse sentir à eux comme à moi que je ne suis qu'une faible et mortelle créature. »

Bataille de Lutzen, 16 novembre 1632. — Il faisait alors un froid extrême, et Wallenstein qui crut que le roi s'était retranché près de Naumbourg, pensant qu'il n'entreprendrait rien avant l'hiver, renvoya le comte de Pappenheim vers le Rhin, avec l'ordre toutefois de chasser sur sa route les Suédois

de Halle et de Moritzbourg. Mais tout d'un coup Gustave se met en marche, s'avance sur Weissenfels et arrive, le 15 novembre au soir, en présence de l'armée de Wallenstein, près de Lutzen. Tous les deux se préparèrent à une bataille, et le général impérial rappela en toute hâte Pappenheim qui n'était pas encore éloigné étant arrêté au siége de Moritzbourg ; il pouvait arriver dans le courant du jour suivant. — Le roi passa cette froide nuit d'automne dans sa voiture et concerta la bataille avec ses généraux. Déjà le jour était arrivé ; un épais brouillard couvrait la plaine ; les deux armées en présence étaient dans l'attente, et les Suédois chantaient au son des cimballes et des trompettes, le cantique de Luther : « Notre Dieu vaut bien un château fort, » ainsi qu'un autre composé par le roi lui-même, qui commençait par ces mots : « Ne crains rien, petite troupe.» Vers onze heures, quand le soleil commençait à percer, le roi monta à cheval après une courte prière, et alla se placer à la tête de l'aile droite ; Bernard de Weimar conduisait l'aile gauche, et il s'écria : « En avant, à la garde de Dieu ! Jésus aide-moi, je combats pour la gloire de ton nom. Il refusa sa cuirasse en disant : « Dieu est ma cuirasse. » Il conduisit ses troupes contre le front des impériaux qui se tenaient bien retranchés dans le chemin de pierre qui conduit de Lutzen à Leipzig, et cachés dans de profonds fossés des deux côtés de la route. Les Suédois furent reçus par un feu meurtrier qui jeta un grand nombre d'entre eux par

terre. Cependant ceux qui suivaient gagnèrent du terrain, vinrent s'établir sur le fossé et repoussèrent les impériaux. Pendant ce temps-là Pappenheim était arrivé de Halle avec sa cavalerie et la bataille recommença avec une nouvelle fureur. L'aile droite des Suédois chancela, le roi se hâta de courir de ce côté avec une troupe de cavalerie et s'avança trop loin pour examiner le point faible de l'ennemi; il n'était accompagné que de quelques cavaliers et du duc François de Saxe Lauenbourg. Comme il avait la vue courte il s'approcha trop d'un escadron impérial; il reçut un coup de feu au bras qui pensa le renverser sans connaissance, et au moment où il se tournait pour se retirer du tumulte, il reçut un deuxième coup dans le dos et il tomba de cheval en disant: mon Dieu! mon Dieu! (*) Les chevaux lancés au galop passèrent sur lui, le foulèrent aux pieds; on le retrouva tout défiguré. Son cheval qui revint tout en sang, apporta ainsi lui-même le triste message à ses soldats. Ceux-ci emportés par la colère et par la soif de la vengeance, conduits par le duc Bernard de Weimar qui rétablit l'ordre par sa fermeté héroïque, se jetèrent de nouveau sur les fossés et forcèrent les ennemis de reculer. Ils ne purent pas résister plus long-temps; déjà le lieutenant-général

(*) Schiller, dans son *Histoire de la Guerre de trente ans*, semble accuser le duc de Saxe Lauenbourg de ce meurtre. Il paraît que ce duc, qui avait reçu une insulte de Gustave, ne le quitta pas pendant toute la bataille, et que, dès le lendemain de sa mort, il passa du côté des impériaux. N. T.

Piccolomini était blessé, et avait perdu quatre chevaux ; déjà Pappenheim était tombé mort, frappé par un boulet de canon en combattant vaillamment. La fuite et le désordre se mirent dans les rangs. « La bataille est perdue, Pappenheim est mort, les Suédois arrivent sur nous », cria-t-on de tous côtés. Wallenstein fit sonner la retraite. Un brouillard et la nuit qui survint, aussi bien que la fatigue, empêchèrent les Suédois de poursuivre ; ils passèrent la nuit sur le champ de bataille, et l'artillerie impériale tomba en leur pouvoir. Wallenstein se retira en Bohême avec les restes de l'armée, quoiqu'il eût antérieurement résolu de prendre ses quartiers d'hiver en Saxe. Ainsi le résultat montra bien que la victoire était certainement restée aux Suédois, quoique Wallenstein la dît indécise, et que l'empereur la célébrât comme appartenant à son parti. Le jour suivant, les Suédois cherchèrent le corps de leur roi parmi des milliers de morts qui couvraient le champ de bataille. Ils le trouvèrent nu, sous une foule d'autres, couvert de sang et des meurtrissures des pieds des chevaux et presque méconnaissable : il avait *onze* blessures. Il fut porté à Weissenfels, et de là transporté par la reine Marie-Éléonore, qui avait suivi son mari en Allemagne, à Stockholm, où il fut enterré et pleuré par tout le monde.

Le collet que le roi portait fut envoyé tout sanglant à Vienne à l'empereur Ferdinand qui, dit-on, versa des larmes à cette vue, et se fit ainsi honneur à lui-même autant qu'à son adversaire.

Ferdinand avait l'âme assez grande pour admirer la vertu d'un héros même dans un ennemi.

Si Gustave-Adolphe n'avait pas été arraché à la vie à l'âge de trente-huit ans, au moment le plus glorieux de sa carrière, peut-être que son grand génie aurait changé toute la constitution de l'Allemagne et hâté la marche de son développement. Déjà même il avait conçu la pensée de se faire nommer roi de Rome; et son œil, dont personne n'a pu scruter la profondeur, avait peut-être d'avance embrassé toute l'Europe. Il témoignait souvent son étonnement de ce que les temps d'alors ne produisaient plus de généraux comme ceux de l'antiquité; et quand on lui répondait que le changement apporté dans les armes, dans la tactique militaire, et le système des places fortes ne le permettaient plus, il répondait: «La différence n'est pas tant dans les armes que dans les esprits; si on retrouvait le cœur d'Alexandre, la volonté d'Annibal, et l'esprit entreprenant de César, on reverrait encore les actions d'Alexandre, les victoires d'Annibal et les conquêtes de César.» Tel était le point de vue sous lequel il considérait l'histoire du monde et ses forces actives; et qui oserait fixer le point où s'arrêtait un pareil génie? Un de ses contemporains, dont le jugement ne peut être suspect, le comte Galéazzo Gualdo, un Vénitien et un catholique, qui avait passé plusieurs années dans les armées impériales et suédoises, nous fait ainsi le tableau de ses grandes qualités. « Gustave était

grand, fort et d'un extérieur vraiment royal, et sa vue seule remplissait les cœurs de respect, d'admiration, d'amour et de crainte. Il avait les cheveux et la barbe blonds; il avait de grands yeux quoiqu'il ne pût voir que de près. La guerre avait eu pour lui beaucoup d'attraits depuis son enfance, et la gloire et la réputation étaient sa passion. Sa parole était éloquente, et sa conversation pleine d'agrément et de gaîté. Aucun général n'a été servi plus volontiers et avec plus de dévoûment. Il était affable, aimait à donner des éloges et n'oubliait jamais les actions de courage; mais il haïssait les manières de cour et la flatterie, et celui qui prenait ces façons auprès de lui était sûr de ne jamais gagner sa confiance. Il était très sévère pour réprimer la licence des soldats, et très soigneux pour la sécurité des bourgeois et du paysan. Une fois qu'après la conquête d'une ville catholique on lui conseillait de traiter les citoyens avec rigueur et de leur donner de nouvelles lois, il répondit: « Cette ville est maintenant à moi et n'appartient plus à l'ennemi; je suis venu briser les chaînes de la liberté et non pas en imposer de nouvelles. Laissons-les vivre comme ils ont vécu jusqu'à présent. Je n'ai point de lois à donner à ceux qui savent vivre comme leur enseigne leur religion. »

« Il ne faisait aucune différence entre catholiques et protestants. Son principe était que quiconque se conformait aux lois, était un bon croyant, et que la vocation des princes n'était pas de garantir les

hommes de l'enfer; que c'était celle des ecclésiastiques. »

Il eut plus d'une fois l'occasion de consacrer ses principes par ses actions: par exemple, pendant son séjour à Munich, le jour de l'Ascension, 1632, il se rendit à l'église de Notre-Dame, pour assister à une messe célébrée dans toute la solennité du culte catholique; ensuite il alla visiter le collége des jésuites, répondit à une allocution latine du Père recteur dans la même langue, et s'entretint presque une heure avec lui sur le dogme de l'Eucharistie. Ainsi voyait-on se refléter dans toutes ses actions, l'éclat de son génie universel, qui l'élevait au-dessus de son siècle, tant parce qu'il savait respecter, malgré un cœur brûlant de piété, la foi qui se trouvait dans son prochain, quelle qu'elle fût, que parce qu'il put souffrir autour de lui l'éclat du mérite et de la vérité, sans en être offusqué, et qu'il fût véritablement un ami de la liberté.

Le monument de Gustave-Adolphe en Allemagne, fut pendant long-temps une pierre placée sur le champ de bataille de Lutzen, à l'endroit même où il était tombé; de nos jours, un de ses admirateurs à fait élever un autre monument, mais très simple.

Continuation de la guerre. 1632—1635.

On pouvait se demander si les Suédois continueraient la guerre après la mort de leur roi. S'ils se désistaient, leurs alliés, les protestants étaient menacés d'une sévère punition de la part de Wallenstein. Mais le conseil-d'état suédois gouvernant pendant la minorité de Christine, fille de Gustave, résolut de continuer cette guerre, parce qu'elle pouvait donner à la Suède des droits sur le territoire allemand; et pour remplacer le roi, il choisit son ami, son grand chancelier, Axel Oxenstiern, homme habile et capable, qui sut réunir les forces de son parti. Cependant il ne possédait point la douce et affable dignité de son maître; les princes de l'empire et surtout les Saxons supportaient avec peine d'être obligés de suivre un simple délégué d'un gentilhomme suédois; et quoiqu'il ait réussi à rassembler à Heilbronne au printemps, 1633, les états protestants des quatre grands cercles, de Souabe, de Franconie, du haut et bas Rhin, cependant il était facile de reconnaître à l'irrésolution des uns, à l'opposition des autres, et à la division entre les généraux que le génie du roi n'était plus là pour commander.

Wallenstein, dont le génie était supérieur à celui de tous les autres, aurait pu profiter de ce moment d'hésitation pour mettre fin à la guerre et donner la victoire à l'empereur; mais il était occupé d'autres soins et il demeura dans une incompréhensible

inaction. Après la bataille de Lutzen, il établit un tribunal de guerre pour juger son armée, afin d'écarter de lui la responsabilité de cette défaite; puis comme il avait droit de vie et de mort, il fit décapiter publiquement, à Prague, plusieurs généraux et officiers supérieurs et pendre un certain nombre de simples soldats; enfin il fit attacher à la potence les noms de plus de cinquante officiers absents comme ceux d'autant de traîtres. Ensuite il fit de nouveaux enrôlements, remplaça son artillerie avec des cloches qu'il fit fondre et bientôt il se trouva aussi redoutable qu'auparavant. Mais au lieu de s'avancer dans l'empire attaquer les Suédois conduits par Gustave Horn et le duc Bernard de Weimar, qui étaient maîtres des frontières de l'Allemagne, il marcha sur la Silésie, où il n'y avait pas besoin d'une si grande armée, et négocia long-temps avec les Saxons pour l'évacuation du pays. En même temps, telles furent du moins les accusations postérieures portées contre lui, il cherchait à sonder quels dédommagements lui donneraient les ennemis s'il passait de leur côté; car il croyait depuis long-temps avoir lu dans les astres, qu'un royaume lui était préparé. Pendant ce temps-là, de peur qu'une trop grande oisiveté ne donnât des soupçons à l'empereur, il chassa de la Silésie tous les Saxons et les Suédois qui s'y trouvaient, et fit prisonnier le comte de Thurn, le premier auteur de la guerre. Déjà Vienne était dans l'attente de voir traîner par ses rues cet homme odieux le plus coupable des révoltés, quand Wallenstein lui rendit la liberté. Et

il répondit aux reproches que lui fit faire l'empereur: «Que pouvais-je faire d'un pareil fou? Je souhaiterais que les Suédois n'eussent pas de meilleurs généraux que lui. Thurn, à la tête des troupes suédoises, rendra plus de services à l'empereur que dans sa prison.»

Mort de Wallenstein, 25 février 1634. — Cependant la Bavière était vivement pressée par Horn et Bernard de Weimar; et, sur les instantes prières de l'électeur, l'empereur avait déjà plusieurs fois demandé à son général qu'il se hâtât d'aller au secours de ce pays. Wallenstein traîna en longueur; puis enfin il se mit en route sans se presser, à travers la Bohême, arriva dans le haut Palatinat et rentra aussitôt en Bohême où il prit ses quartiers d'hiver. Il défendit à ses généraux qui commanmandaient des corps particuliers, sous les peines les plus sévères, d'obéir aux ordres de l'empereur; et quand ce prince fit entrer d'Italie en Allemagne une armée espagnole qui ne devait pas être sous son commandement, et fit détacher un corps de l'armée qu'il commandait pour le réunir aux Espagnols, Wallenstein se plaignit tout haut de la violation du traité qu'ils avaient fait ensemble.

Comme il était accablé par les maladies et tellement tourmenté par la goutte que ses pieds étaient ouverts et qu'on était obligé de couper des morceaux de chair vive, il prit la résolution de déposer le commandement; mais il voulait se mettre en position d'exiger l'accomplissement des promesses qu'on lui avait faites. Il s'efforça donc de s'attacher

encore plus étroitement les généraux de son armée, et les réunit en grand nombre dans ce but à Pilsen, au commencement de l'année 1634. Il n'était pas difficile à lui de les gagner; car ils n'avaient d'espoir qu'en sa parole et sa recommandation pour recevoir les indemnités qui leur étaient dues; d'autant plus qu'ils avaient enrôlé leurs régiments à leurs propres frais, et la plupart y avaient même engagé tout leur avoir. Si Wallenstein avait une disgrâce, ils étaient eux-mêmes en danger de perdre leurs droits. En conséquence, quarante officiers supérieurs ayant à leur tête le feld-maréchal Illo et le comte de Terzka, se rassemblèrent dans un dîner, auquel même Wallenstein ne put assister à cause de sa maladie, et s'engagèrent ensemble par serment à la vie à la mort de rester fidèlement attachés au duc « tant qu'il resterait au service de l'empereur, ou tant que celui-ci lui demanderait de ses services pour la guerre; » ensuite ils forcèrent Wallenstein de leur promettre « de rester encore quelque temps avec eux et de ne pas se démettre de son commandement à leur insu et sans leur consentement. » Le feld-maréchal Piccolomini qui plus tard trahit Wallenstein, signa cet écrit avec les autres.

Les ennemis de Wallenstein profitèrent de cette circonstance, d'ailleurs fort grave, pour le rendre suspect à l'empereur, et parvinrent enfin à décider ce prince à dépouiller son général du commandement en chef, pour le donner à Gallas. Il est incontestable qu'il y avait à la cour de l'empereur un parti

italien et espagnol monté contre lui, et le duc de Bavière qui ne cessait de se plaindre de Wallenstein se joignit à lui. Le principal instrument de ces menées secrètes était le commandant italien Caretta, marquis la Grana.

Ces intrigues contre Wallenstein furent conduites avec tant de secret, qu'il n'en fut instruit que quand les généraux Galles, Piccolomini et Aldringen, publièrent un ordre du jour par lequel ils défendaient, au nom de l'empereur, à tous les généraux de l'armée, d'obéir désormais aux ordres de Wallenstein, Illo et Terzka (Ferdinand avait signé l'acte de déposition de Wallenstein, le 24 janvier, et il continua de correspondre avec lui encore vingt jours après). Celui-ci fit aussitôt afficher à Pilsen, le 2 février, la déclaration solennelle, signée par lui-même et 29 généraux ou colonels, que la réunion du 12 janvier n'avait rien d'hostile de la part des officiers pour l'empereur et la religion. En même temps, il fit partir, le 21 et le 22 février, deux officiers d'ordonnance vers Ferdinand pour lui déclarer de sa part, qu'il se désistait de son commandement et qu'il était prêt à se justifier devant tel tribunal qu'il plairait à l'empereur de lui assigner. Mais ces officiers furent arrêtés en route par Piccolomini et leur message n'arriva à l'empereur qu'après la mort de Wallenstein.

Piccolomini marcha lui-même sur Pilsen avec ses troupes, et Wallenstein fut obligé pour sa propre sûreté de se retirer vers la citadelle d'Eger, dont le

commandant Gordon lui était attaché par des motifs particuliers de reconnaissance. Cependant il est historiquement prouvé que le beau-frère de Wallenstein, le comte Kinsky, chassé de la Bohême à cause de sa religion, traita avec l'envoyé de France, Feuquières, des moyens de faire entrer Wallenstein dans le parti ennemi de l'empereur, et que le cardinal de Richelieu fit voir à ce général la couronne de Bohême comme sa récompense; il eut encore de pareilles négociations avec les Suédois, si l'on en croit quelques-uns de leurs écrivains. Mais aucun écrit, aucune action de Wallenstein ne prouve qu'il eût chargé le comte Kinski d'une semblable négociation; et les Français et les Suédois restèrent jusqu'au dernier moment dans le doute, si Wallenstein n'avait point voulu les jouer pour leur donner plus de confiance. Il est aussi à remarquer que cet homme incompréhensible et extraordinaire, songeant à la perte possible de la faveur de l'empereur, ne voulut peut-être pas repousser trop loin les propositions de l'ennemi; mais se ménager une ressource pour les cas où ses ennemis réussiraient à le renverser, comme ils avaient déjà fait à la diète de Ratisbonne.

Wallenstein quitta Pilsen le 22 février au matin, porté sur une litière à cause de sa goutte, accompagné seulement de dix compagnies, et au bout de deux jours il arriva à Eger. Il avait avec lui le colonel Buttler qui fut un des meurtriers. Il entra dans Eger, le 24, à quatre heures du soir, et descendit dans la maison du bourgmestre Pechhelbel,

sur la place du marché. Le lendemain, mardi gras, Terzka, Illo et Kinsky allèrent dîner à la citadelle avec Gordon. Tandis qu'ils étaient à table, tout-à-coup trente dragons, commandés par les capitaines Deveroux et Geraldin, sortirent d'une chambre voisine et se précipitèrent sur leurs victimes qu'ils massacrèrent. Terzka ne périt qu'après une vigoureuse défense dans laquelle il tua deux dragons. Aussitôt après cette exécution le capitaine Deveroux se chargea d'aller tuer Wallenstein. Il était minuit et déjà le duc était couché. Mais ayant entendu dans le derrière de la maison les cris des comtesses Terzka et Kinsky, qui venaient d'apprendre la mort de leurs maris, il se leva et ouvrit la croisée pour demander à la sentinelle ce qu'il y avait. Au même moment Deveroux enfonça sa porte, et se jeta sur lui en criant : Mort à Wallenstein! — Celui-ci se découvrit aussitôt la poitrine sans dire un seul mot et reçut le coup mortel.

Comme il quitta le monde sans rien découvrir et que pendant sa vie les pensées de son âme étaient profondément cachées au fond de son cœur, dans le plus grand secret, un voile obscur se trouve jeté sur sa vie et ses grands projets. C'était un de ces hommes qu'on ne peut approfondir, sur lesquels on ne peut rien dire ; parce qu'ils n'ont ouvert leur cœur à personne et que ce n'est que secrètement, au fond de leur âme, qu'ils ont pesé le sort de milliers d'individus. Dans ces hommes qui sentent qu'ils ont en eux-mêmes une force à laquelle on ne peut ré-

sister, les arrêts de leur volonté semblables à ceux du sort ne suivent aucune règle qu'on puisse prévoir et partent de profondeurs impénétrables.

Après sa mort, ses biens furent confisqués et servirent à récompenser ses ennemis et ses assassins mêmes. Gallas eut le duché de Friedland, Piccolomini la principauté de Nachod, et Buttler après lui; cependant la plus grande partie resta à l'empereur. Il y avait d'immenses valeurs en argenterie et objets précieux, en chevaux et voitures, etc. On estime que les biens de Wallenstein montaient à une valeur de cinquante millions. Sa veuve reçut comme douaire la principauté de Neuschloss; Marie-Élisabeth, sa fille unique, fut mariée plus tard à un comte de Caunitz. L'empereur, pour justifier cette exécution, fit rédiger un écrit fort long qui contenait toutes les accusations portées contre Wallenstein et qui pendant long-temps donna de fausses idées sur l'histoire de ce grand général, par ses suppositions et ses faussetés.

Bataille de Nordlingue et paix de Prague. 1634—1635.

Après la mort de Wallenstein, ce fut le roi de Rome, Ferdinand, fils de l'empereur, qui obtint le commandement en chef; et la fortune lui ouvrit la carrière par un brillant succès. Après avoir poussé les Suédois hors de la Bavière, il les atteignit à

Nordlingue en Franconie. Son armée était composée de troupes d'élite et augmentée de quinze mille Espagnols; dans l'armée suédoise et allemande, au contraire, il n'y avait point unité pour le commandement. Le prudent feld-maréchal Gustave Horn s'opposait à la bataille, prévoyant sa déplorable issue. Bernard de Weimar, jeune et fougueux, la demandait: elle fut livrée le 7 septembre 1634; mais le petit nombre, la mauvaise position, les fautes des généraux, le peu d'accord entre eux, tout concourait contre les Suédois qui furent en effet complètement taillés en pièces, malgré leur courage, après huit heures de combat. Vingt mille environ furent tués ou faits prisonniers, et parmi ces derniers le feld-maréchal Horn; le duc Bernard se retira sur le Rhin avec le reste de l'armée.

Cette bataille pouvait devenir aussi décisive en faveur des catholiques que l'avait été celle de Leipzig en faveur des protestants. La puissance suédoise parut anéantie en Allemagne, et un résultat important fut la défection de la Saxe. L'électeur Jean-George voyait déjà depuis long-temps avec douleur la Lusace entre les mains des impériaux; il craignait de ne la recouvrer jamais, et peut-être même de perdre plus encore; c'est pourquoi il conclut, au commencement du printemps, 1635, la paix de Prague avec l'empereur. Il reprit la Lusace, reçut même une partie de la province de Magdebourg et une liberté de religion entière pour quarante ans. L'Allemagne évangéliste s'emporta beaucoup contre

l'électeur, mais bientôt plusieurs autres états suivirent son exemple et s'accommodèrent avec l'empereur : le Brandebourg, le Mecklembourg, le duché de Weimar, a principauté de Lunebourg et autres ; de sorte qu'il semblait que cette sanglante guerre allait ainsi se terminer par le découragement des partis. En effet, les malheureux pays de l'Allemagne, sur lesquels s'étaient précipités les guerriers de presque toutes les parties d'Europe étaient effroyablement dévastés ; il n'y avait presque plus d'hommes, les terres cultivées avaient été foulées aux pieds, une grande partie était restée sans labour ; les villes désertes, des ruines et des décombres en mille endroits où auparavant étaient des lieux florissants ; partout incertitude de vivre et de jouir de son travail, de sorte que le désespoir donnait aux mœurs de l'époque un caractère de barbarie. Ce qui n'avait pas été emporté par le glaive, avait été détruit par la famine, la misère, et la maladie, et le principe de vie était tué dans le sein qui le nourrisait ; telle était même la fureur impitoyable de cette guerre, que là où une langue de terre avait été pendant quelque temps épargnée, l'œil avide de la nécessité et de la rapine l'avait bientôt découverte et venait y porter le ravage. Car nombre de provinces étaient déjà si dévastées qu'une armée n'osait plus la traverser, comme le raconte lui-même le général Bannier des provinces situées entre l'Oder et l'Elbe.

Dans cette détresse générale, avec les inclinations des états allemands à la paix, avec la disposition de

l'empereur de révoquer au moins en partie l'édit de restitution, comme il l'avait montré par son traité de paix avec la Saxe, lorsque l'armée suédoise était presque anéantie, la patrie opprimée pouvait espérer qu'elle touchait au terme de ses souffrances.

Influence de la France. Mort de Ferdinand II. 15 février 1637.

Alors s'appesantit sur nous cette main fatale qui déjà antérieurement nous avait été si funeste, et qui plus tard surtout accumula sur nos têtes tant et de si noirs orages. Le ministre de France, Richelieu, contemplait avec une grande satisfaction depuis longtemps les malheurs de la maison d'Autriche et de toute l'Allemagne. Le gouvernement français regardait comme une pensée de la plus haute et de la plus adroite politique de faire tourmenter les protestants en France et conduire au supplice; mais de les protéger en Allemagne et de se servir ainsi de la foi pour cacher sa supercherie et son avidité. Le moment était venu où le cardinal crut pouvoir vendre bien cher les services de la France. Il les offrit au chancelier Oxenstiern, stipulant pour récompense l'occupation de la forteresse de Philipsbourg sur le Rhin, et laissant aussi apercevoir des desseins plus sérieux encore sur l'Alsace. C'était la première fois que les étrangers marchandaient les frontières de notre patrie. A ce traité entre Richelieu et Oxenstiern

la guerre prend un caractère ignoble; car depuis lors le ministre suédois ne combattait plus que pour apporter à son peuple un portion de l'Allemagne. Ils trouvèrent dans le duc Bernard de Weimar, prince du reste plein de valeur et de noblesse, le bras qu'ils pouvaient désirer: celui-ci d'ailleurs voulait conquérir pour lui-même une province sur le Rhin. Bientôt une magnifique armée enrôlée avec l'argent français fut sous ses ordres, et ce fut un redoutable ennemi pour les impériaux et les Bavarois; mais depuis ce moment les provinces rhénanes en devenant le théâtre de la guerre furent foulées, pressurées, comme l'avaient été auparavant celles de l'Oder, de l'Elbe et du Wéser. Les Suédois avaient encore dans le feld-maréchal Bannier un vaillant et actif général. Renforcé de nouveaux bataillons arrivés de Suède, il partit en diligence de la Poméranie, où s'étaient enfuis les restes de l'armée battue à Nordlingue, et s'avança contre les Saxons devenus les alliés de l'empereur, les mit en déroute et se répandit dans la Saxe.

Cependant cette guerre n'offre plus désormais qu'un tableau toujours plus triste, manquant d'un grand génie et d'un grand but pour le relever. Le héros dont l'élévation de son âme jetait un lustre brillant sur tout ce qui l'environnait, qui fut entraîné par enthousiasme pour la religion, pour la gloire et pour la grandeur de son peuple, a disparu; l'impénétrable, le mystérieux et tout-puissant général qui seul pût oser marcher contre le roi de Suède a été également arraché à ses projets; et les hommes

qui paraissent maintenant à la tête des armées, quoique braves et non communs, ne sont cependant que des génies du deuxième rang, qui ne peuvent atteindre la hauteur des idées de leurs prédécesseurs. L'égoïsme pénètre dans cette guerre, et c'est lui seulement que servent toutes les forces qui agissent; par conséquent quelque belles que soient les opérations, elles rentrent toujours dans le cercle des actions communes.

L'empereur Ferdinand II lui-même, que l'on peut mettre au rang des meilleurs esprits de l'époque, disparaît aussi de cette grande lutte sans en avoir vu la fin; il mourut le 15 février 1637 à l'âge de cinquante-neuf ans, après avoir eu la satisfaction de voir son fils Ferdinand unanimement reconnu à la diète de Ratisbonne.

Ferdinand III. 1637 — 1657.

Suite de la guerre. Bernard de Weimar, Bannier, Torstenson, Wrangel. — Dans les années 1637 et 1638, le duc Bernard de Weimar poursuivit le cours de ses victoires sur le Rhin; il surprit l'armée des ligués à Reinfeld, les battit et fit quatre généraux prisonniers, entre autres le vaillant Jean de Werth; Rheinfeld, Retela et Fribourg se rendirent. Mais l'objet de ses efforts était l'importante place

de Brissac, dont il voulait faire le point principal de sa domination sur le Rhin. Il l'assiégea, battit encore une fois l'armée catholique qui venait pour prendre sa vengeance, et emporta la ville par la famine et la disette; ensuite il se fit reconnaître solennellement par ses habitants. Mais tandis qu'il se préparait à de nouvelles expéditions, il tomba malade tout d'un coup et mourut, le 18 juillet 1639, dans la trente-sixième année de sa vie. Il crut lui-même qu'il avait été empoisonné, et son aumônier en exprima le soupçon dans son oraison funèbre (*). Mais si ce soupçon était fondé, il ne peut être attribué qu'à la France; car aussitôt après la mort du duc, on vit dans l'armée des négociateurs français qui voulaient l'acheter à prix d'argent, elle et les places fortes qu'elle occupait. Il n'y eut que trois régiments suédois qui ne voulurent pas se vendre et qui partirent tambour battant; ainsi Brissac fut conquis, pour les Français, par la valeur des Allemands.

Déjà, dans l'année 1636, la voix de tant de malheureux qui soupiraient après la paix avait fait essayer quelques tentatives de réconciliation. Mais Richelieu, le ministre de France, ne voulait pas de paix, soit parce que la guerre le rendait nécessaire,

(*) L'historien allemand *de la Guerre de trente ans*, Schiller, détruit cette inculpation hostile, en prouvant que le prince n'a pas été empoisonné, et qu'il est mort d'une maladie contagieuse qui, en deux jours, avait enlevé quatre cents soldats. Son corps était couvert de taches livides et pestilentielles, de sorte que le chirurgien qui en fit l'ouverture, s'étant blessé avec son scalpel, mourut lui-même peu après. N. T.

soit parce qu'il entrait dans la politique hostile de la France de voir l'Allemagne déchirée par ses propres enfants et par les étrangers. Cependant on fit de nouvelles et sérieuses tentatives dans l'année 1640, et les envoyés des différents partis se rassemblèrent à Munster et Osnabruck, en 1643. Mais ces négociations durèrent près de cinq ans, et pendant ce temps-là, la guerre sévissait avec toute sa cruauté.

Le redoutable Bannier était mort, dans l'année 1641, à Halberstadt, après avoir dévasté la Bohême et plusieurs autres provinces. Il avait envoyé à Stockholm six cents drapeaux et étendards conquis dans toutes ses expéditions; mais s'il était habile, son cœur était impitoyable et les campagnes qu'il fit furent marquées de plus de cruautés que toutes les autres de cette guerre. A son entrée en Bohême, plus de cent villages, bourgs et châteaux furent incendiés dans quelques nuits; et un de ses principaux officiers, Adam Pfhul, se vantait d'avoir lui seul mis le feu en plus de huit cents endroits de la Bohême. Le pays était tellement désert que ce même Pfuhl, dans son expédition à travers la Thuringe, sentant sa fin approcher et demandant les secours d'un prêtre, ne put en trouver un seul dans un rayon de plusieurs milles.

Après Bannier ce fut Léonard Torstenson qui eut le commandement en chef des Suédois. Ce général, quoique si faible de santé qu'il était obligé de se faire porter dans une litière, l'emporta néanmoins sur tous les autres qui parurent dans cette guerre

par la rapidité de ses mouvements. Il commença par envahir la Silésie, en 1642, battit le duc François Albert de Saxe Lauenbourg (celui-là même qui était auprès de Gustave-Adolphe à Lutzen et était depuis passé au service de l'empereur) et conquit Schweidnitz. De là, il s'avança en Moravie, prit Olmutz et fit trembler Vienne, la capitale. Les maladies qui se mirent dans son armée le forcèrent à la retraite. Mais, dans l'automne de cette même année, le 2 novembre, il tailla en pièces, près de Leipzig, le général Piccolomini qui le poursuivait. Ce fut la plus grande bataille de cette dernière partie de la guerre; Piccolomini perdit vingt mille hommes, quarante-six canons, environ deux cents drapeaux, et ne put rassembler les fuyards qu'en Bohême.

Dès le commencement de l'année suivante, Torstenson se remit en route pour la Moravie, s'avança de nouveau jusqu'à Olmutz et au-delà; de sorte que ses troupes légères allaient escarmoucher jusque dans les environs de Vienne. Puis, quand on le croyait fort occupé dans les environs de la capitale, il parut tout d'un coup, comme par enchantement, à cent milles de là, sur les côtes de la mer Baltique, dans le pays du roi de Danemarck, le Holstein et le Schleswig. Ces pays qui avaient été long-temps à l'abri de la guerre offraient aux Suédois de riches quartiers d'hiver; et il était facile de trouver un prétexte de guerre avec le Danemarck dans la jalousie avec laquelle ce royaume avait toujours regardé les victoires des Suédois. Dès le printemps suivant, 1544, les

Suédois qui avaient reçu des renforts se mirent de nouveau en marche pour l'Allemagne, anéantirent l'armée impériale commandée par Gallas, et un an plus tard, 1645, Torstenson fit essuyer aux généraux impériaux Gœtz et Hatzfeld une défaite complète à Jankau en Silésie ; leur armée fut détruite, Gotz lui-même fut tué, Halzfeld fut fait prisonnier et toutes les provisions de l'armée tombèrent entre les mains de Suédois. Ensuite l'expédition s'avança encore une fois vers Vienne à travers la Moravie, et si la ville de Brunn n'avait retardé le général suédois par une résistance héroïque, peut-être que la capitale serait elle-même tombée entre ses mains. Mais son armée se fondit tellement par les maladies devant Brunn qu'il fut obligé de faire retraite; et comme son corps était épuisé de faiblesse, il déposa le commandement en chef.

Gustave Wrangel le remplaça et continua la guerre avec succès. Les armées françaises commandées par les célèbres généraux Turenne et Condé combattaient contre les Impériaux et les Bavarois dans les provinces rhénanes, et Wrangel uni avec eux soumit toute la Bavière dans les dernières années de la guerre. Ainsi l'électeur se vit obligé de renoncer à continuer la guerre et de signer une suspension d'armes. Le Brandebourg en avait fait autant, déjà depuis plusieurs années, et le Danemarck et la Saxe, avaient suivi son exemple; de sorte qu'il ne restait plus que l'empereur seul pour lutter contre la bonne fortune de ses ennemis. Le malheur de

ses armes dans ces derniers temps venait surtout du défaut de généraux capables. Les meilleurs, Jean de Werth et Merci, avaient succombé, et l'empereur se vit forcé de confier sa dernière armée à un protestant qui avait quitté le parti de la Hesse, au général Mélander de Holzapfel.

Les ennemis attaquèrent de nouveau les états héréditaires de l'empire ; le général suédois Kœnigsmark assiégea Prague. Déjà il s'était emparé de ce qu'on appelait le petit côté, et Wrangel se disposait à venir le renforcer de toute son armée, quand retentit dans la Westphalie le mot de paix.

Paix de Westphalie. 24 octobre 1648.

Les conférences de paix devaient s'ouvrir au milieu de l'été 1643, à Osnabruck avec les Suédois et à Munster avec les Français. Les envoyés impériaux s'y trouvèrent même avant le temps fixé, mais ceux de la Suède n'arrivèrent qu'à la fin de l'automne et ceux de la France seulement au mois d'avril de l'année suivante, 1644 ; mauvais présage pour le progrès de cette pacification sur laquelle les peuples opprimés tenaient les yeux fixés avec inquiétude. Et en effet, ces conférences commencèrent par un si grand nombre de minuties, qu'il n'y avait pas à compter sur une prompte décision. Plusieurs mois s'écoulèrent en de misérables disputes de préséance,

parce que les envoyés français prétendaient avec un orgueil insoutenable avoir le premier rang, et affectaient de paraître avec un luxe de cour. Plus tard, on perdit encore beaucoup de temps pour décider si l'on convoquerait les députés de tous les petits états de l'Allemagne; car les Français le demandaient afin de trouver plus facilement l'occasion de jeter la division entre nous. Anciennement l'empereur faisait la paix par lui-même au nom de l'empire.

Le sujet principal des négociations aurait dû être de rétablir solidement l'ordre dans l'intérieur des provinces d'Allemagne et surtout parmi les différents partis de religion, car c'était par là qu'avait commencé la guerre; mais les deux puissances étrangères voulaient avant tout être indemnisées des frais de la guerre et de leurs pertes; et dans la honteuse nécessité où l'on était réduit, on les leur accorda d'après l'avis et l'intervention du duc de Bavière.

La France, qui avait si peu fait avec ses propres forces, qui ne s'était mêlée dans la guerre que pour son propre avantage et le plaisir de faire du mal, un pays catholique qui s'intéressait pour les protestants, la France exigeait d'énormes sacrifices, et ses envoyés d'Avaux et Servien, deux hommes également exercés dans l'art de manier la parole, la ruse et même la perfidie, s'avançant avec des airs de maîtres qui ordonnent, présentèrent leurs prétentions. Les Suédois, un peu plus modestes, arrachèrent cependant aussi eux un morceau de l'empire;

et les amis de la patrie eurent le cœur déchiré en voyant les honteux traitements qu'on lui faisait éprouver. « Dans ces mêmes contrées où nos aïeux défirent l'insolent Varus, dit un écrivain contemporain, des étrangers sans armes osent insulter à toute la nation et triomphent des Germains. Ils appelent, nous accourons; ils parlent, nous obéissons comme à un oracle; ils promettent, et nous croyons en eux comme en Dieu; ils menacent, et nous tremblons comme des esclaves. Une feuille de papier que remplit une femme, soit à Paris, soit à Stockholm (*) fait tressaillir ou trembler l'Allemagne. C'est au sein de l'Allemagne que l'on délibère sur l'Allemagne, pour savoir quelle plume arracher à l'aigle romain qui puisse parer le coq gaulois. Et nous, toujours en dissensions jusqu'au dernier soupir, nous abandonnons notre divinité tutélaire pour les idoles des peuples étrangers auxquels nous sacrifions notre vie, notre liberté et notre honneur. »

Les envoyés de l'empire se conduisirent avec dignité; le comte de Trautmansdorf et le docteur Volmar cherchèrent à combattre par toute la force de la raison les prétentions des étrangers, et par la douceur et la patience, la mésintelligence des peuples allemands. Mais ils ne trouvèrent pas une assistance suffisante dans les autres membres de l'empire, sur-

(*) C'était la fille de Gustave-Adolphe qui régnait à Stockholm; tandis qu'en France la reine Anne avait la tutelle de son fils Louis XIV.

tout dans les dernières années que la Bavière était chancelante ; et plus tard, chaque message qui venait annoncer les succès de l'ennemi, renversait les avantages qu'ils avaient pu conquérir dans les conférences. Ainsi, ils furent donc obligés d'accorder les conditions suivantes.

1) La France reçut pour la paix, les évêchés de Metz, Toul et Verdun, toute l'Alsace telle qu'elle avait appartenu à la maison d'Autriche, le Sundgau, et les importantes places de Brissac et de Philipsbourg; et en outre l'Allemagne fut forcée de détruire un grand nombre de forteresses dans le haut Rhin, afin que les armées françaises trouvassent un passage libre pour une invasion. Ainsi, dans le sud de l'Allemagne, toutes les places qui lui servaient de boulevard, tombèrent par cette paix entre les mains de son ennemi né. Les envoyés français, dans l'excès de la joie, disaient tout haut que jamais la France n'avait fait une paix aussi avantageuse.

2) La Suède, qui avait eu aussi de grandes prétentions, n'ayant pas rencontré de bons représentants dans l'orgueilleux, mais peu expérimenté Jean Oxenstiern, fils du grand chancelier, et dans le conseiller Adler Salvius, qui fut trop facile à corrompre, se contenta de la Poméranie occidentale avec Stettin, l'île de Rugen, la ville de Wismar en Mecklenbourg, et les évêchés de Brême et de Verden sur le Wéser, pays en grande partie pauvres et ravagés. D'un autre côté, la Suède n'a jamais abusé de ses possessions dans notre pays. Elle reçut pour indem-

nité des frais de la guerre, 5,000,000 d'écus, que fut obligé de payer l'empire épuisé.

3) L'électeur de Brandebourg, qui avait des droits réels sur toute la Poméranie, n'obtint que la Poméranie orientale; et comme dédommagement pour l'occidentale, il reçut l'archevêché de Magdebourg, les évêchés de Halberstadt, Minden et Kamin, à titre de principautés laïques.

4) Le Mecklenbourg reçut, au lieu de Wismar, les évêchés de Schwérin et de Ratzebourg.

5) La Hesse-Cassel, qui depuis le commencement de la guerre avait constamment été entre les mains des Suédois, mais dont l'adroite et belle landgravesse Amélie avait su gagner tous les cœurs, obtint, par l'entremise de la Suède et de la France, quoiqu'elle n'eût rien perdu, l'abbaye de Hersfeld, le comté de Schaumbourg et 600,000 risdals (*rheichsthaler*).

6) Le Brunswick-Lunebourg qui élevait des prétentions sur Magdebourg et Minden, et plus tard sur l'évêché d'Osnabruck, reçut le droit, sur ce dernier pays, de le faire occuper alternativement par un de ses fils et un évêque catholique.

7) Le fils aîné du malheureux Frédéric V palatin, reprit ses pays héréditaires, excepté le haut Palatinat que l'électeur de Bavière conserva; et comme il ne voulait pas non plus se dessaisir de la dignité électoral qui appartenait à la maison palatine, on fut obligé d'en créer une huitième pour elle.

8) Les négociations pour les affaires de religion, en Allemagne, furent très longues et très difficiles.

Les protestants demandaient la liberté de religion non seulement pour eux, mais aussi pour les sujets protestants de l'empereur, et de ce côté ce prince était inflexible. On fut donc obligé de se restreindre à ceux de l'empire, qui enfin, après une lutte d'un demi-siècle, put jouir de la paix de religion de Passau; elle fut de nouveau admise comme base fondamentale, et il fut réglé que les protestants conserveraient tous les biens et toutes les églises qu'ils possédaient en 1624. On appelle cette année, l'année normale; et désormais il ne fut plus question de l'édit de restitution. Il fut en outre réglé et approuvé qu'aucun souverain appartenant à une autre église que ses sujets ne pourrait les opprimer pour leur religion; et il fut arrêté que la chambre impériale, conformément à son but, serait composée d'un nombre égal de conseillers et d'assistants des deux partis religieux.

Ces règlements firent que la paix de Westphalie fut reconnue comme une loi fondamentale dans l'empire; et bien que toutes les contestations et les agitations n'aient pas entièrement disparu après elle, cependant les esprits furent plus tranquilles. Les sentiments haineux ne se firent plus sentir, la tolérance s'insinua de plus en plus dans les cœurs. Par sa douce influence, on s'accoutuma peu à peu à ne plus voir dans l'homme d'une autre croyance, qu'un Allemand, un frère et même un chrétien.

La différence de religion ne fut plus entre Allemands un mur de séparation insurmontable; et sous ce rapport la paix de Westphalie, en posant des

lois fixes pour les affaires intérieures de l'Église, mériterait les plus grands éloges.

9) Sur les droits seigneuriaux des princes et les rapports des états de l'empire avec l'empereur, la paix de Westphalie eut des arrêts qui durent avec le temps relâcher encore les liens déjà affaiblis qui unissaient l'empire en un seul corps. Ce n'est pas qu'antérieurement il n'y eut de nombreux défauts dans la constitution de l'empire; le désordre, l'abus de la puissance en face de la loi, un siècle entier soumis à la loi du plus fort, le témoignent assez haut. Car il faut avouer que l'absence de lois fortes et écrites semble avoir dû être une cause majeure de ces désordres; aussi depuis la proclamation de la bulle d'or, s'est-on efforcé de plus en plus de donner à l'Allemagne une forme de constitution plus déterminée; et de là les lois impériales. Mais aussi il y avait dans ces premiers temps un lien qui mieux que la parole écrite pouvait rallier au milieu du désordre: c'étaient les anciennes mœurs allemandes, la fidélité, l'antipathie contre les étrangers, une vénération sainte pour la majesté impériale, vénération appuyée sur la croyance que la dignité de l'empereur venait de Dieu comme un bienfait céleste, qui imposait aux esprits. C'est ce que les princes eux-mêmes expriment dans plusieurs pièces authentiques. Plus tard ce fut le système féodal, sorti de la condition essentielle du peuple et appuyé sur les anciennes mœurs et les anciens usages, qui dans les grandes occasions servit de lien pour retenir toutes les parties de l'em-

pire. Quand dans les temps anciens, le prince, les grands et le peuple se rassemblaient; quand postérieurement du moins l'empereur se rendait à la diète avec les princes de l'empire, alors il pourvoyait aux besoins du moment par de promptes décisions, par ses paroles, ses regards vivifiants; et quand il s'était élevé des différends, sa présence quotidienne, l'attention qu'il prêtait de ses yeux et de ses oreilles, la confiance qu'il établissait entre les particuliers et lui, le mettaient à même de réconcilier les esprits. En même temps cette vue, cette proximité de la dignité impériale, le respect que les gens sensés lui témoignaient, si propre à conserver ce sentiment dans tous les cœurs, faisaient que l'empire, quoique divisé en plusieurs portions, ne formait qu'un seul tout par son empereur. Il le représentait et en soutenait l'honneur par la considération dont il jouissait lui-même dans toute la chrétienté.

Mais déjà depuis long-temps les princes n'assistaient que bien rarement eux-mêmes aux assemblées; ils se contentaient d'envoyer des représentants à la diète ou seulement leur avis par écrit. Les négociations traînaient en longueur souvent sur des minuties; il fallait des nécessités pour arracher des décisions énergiques. Les particuliers marchaient chacun de leur côté. Cependant, cet état n'avait été approuvé par aucune loi de l'empire; mais à la paix de Westphalie, l'indépendance des princes fut établie par une loi; ils reçurent la pleine autorité sur leur pays et le droit de faire la paix ou la guerre, ou même de

faire des alliances entre eux et à l'étranger, pourvu toutefois que l'empire n'eût rien à en souffrir. Or, quel faible obstacle que ce mot! Car désormais qu'un membre de l'empire, ayant fait alliance avec un étranger, devienne ennemi de l'empereur, aussitôt il prétexte que c'est pour le bien de l'empire, pour soutenir son droit et la liberté allemande. Et afin qu'un tel prétexte pût être à chaque occasion mis en avant avec quelque apparence de droit, les étrangers s'établirent eux-mêmes pour les tuteurs de l'empire; la France et la Suède se portèrent pour garants de la constitution allemande et de tout ce qui avait été arrêté pour la paix à Munster et à Osnabruck.

Du reste, on établit alors bien positivement pour les villes impériales, dont les droits n'avaient point été bien arrêtés jusqu'à présent, qu'elles auraient voix décisive dans les diètes; et désormais il y eut trois colléges avec chacun un nombre de voix égal: celui des électeurs, celui des princes et celui des villes.

10) L'astuce de la France, par un article de la paix de Westphalie, sépara la confédération suisse de l'empire et la reconnut pour un état indépendant. A la vérité depuis long-temps elle ne rendait aucun hommage à l'empire; mais la séparation n'avait point encore été sanctionnée par une loi, et par conséquent le retour était plus facile pour le cas où se réveillerait, parmi ces fédérés, le sentiment qui les appelle naturellement à faire partie de notre alliance.

11) En même temps que l'empire perdait au sud un des plus sûrs boulevards de sa frontière, la perte des Pays-Bas lui enlevait aussi celui du nord-ouest; car l'Espagne était obligée de reconnaître à cette paix leur indépendance, et l'empire de les délier de leurs obligations. Ils appartenaient originairement à la même race que nous, et depuis Charles V ils faisaient partie de notre confédération; de plus ils étaient maîtres de l'embouchure du fleuve de la patrie (le Rhin). Ainsi l'Allemagne se trouvait ouverte à ses ennemis au nord par les Pays-Bas et au sud par la Suisse.

Encore ne fut-ce qu'après bien des soins et de grands efforts que l'on put arriver à la parfaite exécution de cette malheureuse œuvre de pacification, et il fallut de nouveaux sacrifices. Les Français ne voulaient pas se retirer des places qu'ils avaient conquises, jusqu'à l'accomplissement de la plus petite condition; et les Suédois restèrent encore deux ans en Allemagne, distribués dans sept cercles de l'empire, jusqu'à ce qu'ils aient reçu pour les frais de la guerre cinq millions d'écus, qui furent à grande peine tirés de notre pays déjà si misérable. On a calculé que, pendant ces deux années, l'entretien des soldats étrangers coûtait à l'empire cent soixante-dix mille écus par jour. Six ans après la paix, quelques régiments suédois levèrent encore des contributions dans l'évêché de Munster; et le duc Charles de Lorraine, que les Français avaient chassé de son pays, continua encore long-temps

d'occuper plusieurs places fortes allemandes sur le Rhin.

Cette grande et pénible lutte ne pouvait se terminer que par de lentes convulsions.

SEPTIÈME ÉPOQUE.

Depuis la paix de Westphalie jusqu'à 1838.

Dans la première portion de ce laps de temps, de 1648 à 1740, l'art d'écrire l'histoire est fort peu avancé en Allemagne ; ce sont simplement des compilations d'actes publics qui sont entassés d'une manière effrayante, ou la vie de l'empereur dont on a cherché à enfler la gloire le plus haut possible. Mai il ne faut point y chercher des idées critiques, ni le travail d'un homme qu a considéré les faits d'un point élevé. Du moins, en France, il est facile de remarquer, dans les nombreux Mémoires des temps de Louis XIV, l'art qu s'attache à suivre les tissus de la politique et à dévoiler le fond de la pensée des individus.

Comme recueils qui s'occupent des affaires publiques et politiques, nous avons :

1. *Deutsche Reichskanzlei von*, 1657 *bis* 1714.

2. *Diarium Europæum*, 1659—1681 ; 45 vol.

3. *Sylloge publicorum negotiorum*, de 1674 à 1697 ; par Lunig, mort en 1740.

4. *Europæische staatskanzlei* (Chancellerie européenne), commencée par Leucht, continuée par Ant. Faber et J. C. Kœnig, de 1697 à 1760 ; 115 vol. Continuée encore par Faber, sous le titre de *Nouvelle Chancellerie de* 1760 à 1783 ; 17 vol.

5. *Europæische Fama* (*Renommée européenne*) *de* 1703 à 1734 360 feuilles en 30 vol. et *Neue Europ. Fama de* 1735 à 1756, 192 feuilles en 17 vol.

6. *Mercure hist. et politique*, tom. I ; commencé par Gotien Sandras, à Parme, 1686, et de 1688 à 1782, à La Haye. Plus de 200 vol.

7. *Les Historiens de l'empereur Léopold I.* Parmi les Italiens : Galleazzo Gualdi, Bapt. Comazzi et Jos. Maria Reina.

Parmi les Allemands, J.-J. Schmauss, Ch.-B. Menken, Euch. Gotll. Rink et surtout Franç. Wagner, mais il ne va que jusqu'en 1689 : il a écrit en latin.

8. *Res gestæ Frid. Guil. Magni, elec. Brand.*; par Samuel de Puffendorf. C'est un ouvrage important.

9. *Histoire de la guerre des Turcs de* 1683 ; par Camille Contarinus; ouvrage italien, imprimé à Venise, 1710.

Pour les temps de Louis XIV qui ont tant de rapports avec l'Allemagne :

10. Il y a un ouvrage classique : OEuvres de Louis D. de St-Simon. 13 vol.

11. Wagner, Zshackwitz, Nink et Herchenhahn, ont écrit la *Vie de l'empereur Joseph I.*

12. Zschackwitz, Schwarz, Schmauss et Schirach ont fait la *Vie de Charles VI.*

Pour l'histoire de la guerre de la succession d'Espagne, les principaux ouvrages sont :

13. De Lamberty. *Mémoire pour servir à l'histoire du XVIIIe siècle*, de 1700—1718. 14 vol.

14. *Histoire de la guerre de la succes. d'Esp.*; par deux anonymes. Une en français imp. à Cologne, 1708; l'autre anglaise, impr. à Londres, 1707.

15. *Mémoires du prince Eugène de Savoie, écrits par lui-même.* Weimar, 1810.

16. *Memoirs of J. duke of Marlborough*; by W. Coxe, 1820. 6 vol.

Les grands événements qui arrivent alors, de 1740 à 1789, particulièrement la guerre de sept ans et le grand enthousiasme que Frédéric-le-Grand excite parmi ses contemporains donnent l'essor au génie de l'histoire, et si ses historiens ne prennent pas le premier rang, ils obtiennent du moins le deuxième. Le grand roi lui-même consacre sa plume à écrire l'histoire de son temps et de ses propres actions.

17. *Histoire de mon temps et histoire de la guerre de sept ans*, par Frédéric II, de même que tous les autres écrits du prince qui traitent de ses actions et de ses vues politiques; enfin sa correspondance avec des personnages marquants, fournissant d'importants documents pour l'histoire.

18. *L'histoire des états de l'Europe, de* 1740—1748, par Adelung, traite particulièrement de l'histoire de la succession d'Autriche. 6 vol.

Pour la guerre de sept ans :

19. *Deutsche Kriegskanzlei* (*Chancellerie de la guerre*), de 1757 à 1763. 18 vol.

20. *Beitræge zur Neueren Staats; und Kriegs-Geschichte*, 1756—1762. 13 vol.

21. *Histoire de la dernière guerre en Allemagne*; par Lloyd, traduit de l'anglais par Tempelhof. 5 vol.

22. Archenholz. *Histoire de la guerre de sept ans*. 2 vol.

23. *Critique des évènements importants de la guerre de sept ans*; par de Retzow.

24. De Mauvillon. *Histoire du duc Ferdinand de Brunswick.*

25. *Campagne de l'armée des alliés, de* 1757 à 1762; extrait du journal du général d'état-major de Rhedsen.

26. *Histoire détaillée de la bataille de Kunersdorf*; par Kriele, prédic. de Kunersdorf. Berlin, 1801.

27. Nombre d'écrivains ont donné la vie de Frédéric II, entre autres Kœster, Seiffart, Zimmermann, Funke, Garve, Stein, Thibault, Fœrster, Preuss, etc. Nicolaï a fait un recueil des anecdotes de la vie de Frédéric.

28. Recueil des déductions, manifestes, déclarations, traités, etc., publiés par la cour de Prusse, depuis l'année 1756—90, 3 vol.; le comte de Herzberg.

Pour le temps qui suivit la guerre de sept ans.

29. *Manso geschichte des Pruss. staates; von Hubertusburger Frieden bis zur Zweitten pariser abkunf.* 3 vol.

30. *Denkwürdigkeiten meiner Zeit*, 1778-1806, par Chr.-Guil., 5 vol.; ouvrage d'une grande importance pour les derniers temps de Frédéric-le-Grand et pour l'époque de la révolution française; mais surtout remarquable par l'impartialité de l'auteur.

Nous remarquerons encore pour la dernière partie du dix-huitième siècle un grand nombre d'ouvrages politiques, qui en racontant la marche des événements et les critiquant nous ramènent presque jusqu'à nos jours. Par exemple :

31. *Magazin für Geschichte und Geographie*, par A.-F. Busching, de 1767-1781, 15 vol.; à Hambourg; et de 1781-93, 23 vol.; à Halle.

32. Schlœzers. *Historicher Briefwechsel*, de 1775-82, 10 vol., et *Staatsanzeigen*, de 1782-93, 18 vol.

33. Schirachs. *Polit. Journal*, depuis 1781 jusqu'à 1804; continué par son fils jusqu'à aujourd'hui.

34. Archenholz. *Minerva von*, 1792-1809, continué jusqu'à aujourd'hui par Alex. Bran.

35. Girtanners. *Polit. Annalen*, 1793-1794.

36. Posselt. *Europ. Annalen*, 1795-1801, continuées par l'auteur jusqu'à aujourd'hui.

37. *Jahrbücher der preuss. Monarchie unter Fried. Wilhelm III*, 1798-1801.

Au commencement du dix-neuvième siècle il y a

38. *Die Zeiten von Chr. Dan. Voss*, 1805-20.

39. *Chronik des neunzehnten Jahrhunderts*, 1801-8, continuée par Venturini, comme histoire de notre temps depuis 1809 jusqu'à nos jours.

Pour l'histoire de la révolution française, outre les écrivains français, Bertrand de Molleville, Necker, Desodoards, Bouillé, Pages, Toulongeon Bailly, Papon, Mignet, Prudhomme, Thiers, etc., nous avons:

40. Girtanners. *Hist. Nachrichten über die franz. révol.*, continuée par Buchholz, 17 vol.

41. Von Eggers. *Denkwürd. der franz. révol.*, 6 vol.

42. J. G. Eichhorn. *Die franz. révol. in einer Uebersicht*, 2 vol.

43. Rehberg. *Unters. über die franz. révol. nebst kritichen Nachrichten über deren Merkw., Schriften.*

Pour les guerres de la révolution française il y a un grand nombre d'écrivains, entre autres :

44. Scharnhorst. *Militairische Merkwürdigkeiten unserer Zeit*, 6 vol.

45. L'archiduc Charles d'Autriche. *Gesch. des Feldzuges von 1799 in Deutschland und in der Schweiz*, 2 vol.

Pour les négociations de la paix à Rastadt:

46. *C. L. V.* Haller. *Geh. Geschichte der Rästædter Friedens-Unterh. in Verbindung mit Staatshændeln dieser Zeit*, 6 vol.

47. Münch v. Bellinghausen. *Protokoll der Reichsfriedens-Deputation zu Rastadt mit den originalen genau verglichen*, avec annot., 6 vol.

Pour les guerres du dix-neuvième siècle :

48. H. de Bulow. *Campagne de 1805, sous le rapport militaire et politique.*

49. *Bataille d'Austerlitz, par un officier, témoin oculaire.*

50. K. de Plotho. *Journal des opérations militaires de 1806 et 1807.*

51. De Valentini. *Recherches sur la campagne de 1809.*

52. De Hormay. *Das Heer von Inner-Oestreich im Kriege von 1809 in Italien, Tyrol und Ungarn*, d'après des pièces officielles.

53. Bertholdy. *Der Krieg der Tyroler Landleute, im Jahr 1809.*

54. *Gesch. Andr. Hofers, aus Originalquellen. Leipzig und Altenburg.* 1817.

55. L. Luders. *Frankreich und Russland im Kampfe von 1812.* Cette guerre a encore été écrite par de Liebenstein, Rœder de Bomsdorf et de Odeleben; en France par Labaume, Chambray, Ségur et d'autres.

56. V. Plotho. *Der Krieg in Deutschland und Frankreich* 1813-15. L. v. W. (général Muffling) et le général de Gneisenau ont fait cette guerre d'Allemagne jusqu'à l'armistice du 13 juin 1813.

57. Odeleben. *Napoleons Feldzug in Sachsen im Jahre* 1813 (témoin oculaire au quartier-général de Napoléon).

58. F. Aster. *Die Schlacht bei Leipzig*, avec les plans et beaucoup d'autres écrits.

59. *Die Centralverwaltung der Verbündeten unter dem Freiherrn* von Stein. 1814.

60. L. v. W. (général Muffling) *Gesch. des Feldzuges der armeen unter Wellington und Blücher*, 1815.

61. F. Fœrster.—*Der feldmarschal Blücher und seine Umgebungen*, 1821.

62. F. Saalfeld. *Geschichte Napoleon Bonaparte* deux parties. Chulz; Aretin, et parmi les Français, Gourgaud, Montholon, Las Cases, Fain, Fleury, de Chaboulon, etc., ont aussi écrit la vie de Napoléon.

63. Kluber.—*Uebersicht der diplomatichen Verhandlungen des Wiener Kongresses*, 1816.

64. *Protokolle der deutschen Bundesversammlung*, 1816 ff.

65. m. v. Meyer, *Repertorium zu den Verhandlungen der deutschen Bundesversammlung*, 1822.

Dans les derniers temps l'amour des recherches historiques s'est éveillé; et l'on s'est occupé des auteurs du moyen âge avec le plus grand zèle, plusieurs ont été édités à part. Mais la plus belle entreprise qu'on ait faite pour notre histoire et dont l'exécution nous donnera un travail parfait sur le moyen âge, est le recueil, *monumenta historiæ germanicæ*, publié par la Société de Francfort, fondée par le prince de Stein pour les recherches historiques du moyen âge; éd. G. H. Pertz.

Comme histoires générales de l'Allemagne, nous avons :

1. Celle de Ig. Schmidt, continuée par Milbiller et Dresch, 24 vol.

2. Celle de Heinrich, 3 vol. : ces deux histoires sont plus anciennes; deux autres plus modernes sont :

3. Celle d'Adolphe Wenzel en huit vol. jusqu'à la réforme, et continuée depuis lors jusqu'à nos jours en huit autres vol.

4. Celle de Luders en 10 vol. C'est la plus remarquable.

Observations générales.

Il ne nous sera pas difficile de faire comprendre quelles étaient les plaies de la patrie, après une guerre si dévastatrice qui avait duré la moitié d'une vie d'homme. Les deux tiers de la population avaient succombé, moins encore par le fer que victimes de ces fléaux que la guerre entraîne avec elle et qui n'arrachent à la vie que peu à peu et par des souffrances inouies : la contagion, la peste, la famine, la terreur et le désespoir. Car la mort sur le champ de bataille n'est point le mal de la guerre. Cette mort au contraire est souvent la plus belle; parce que l'homme est emporté dans un moment d'enthousiasme, quand il sent encore en lui toute sa force vitale; parce qu'il n'est point obligé de considérer de sang-froid les approches successives du dernier moment. Mais le vrai fléau de la guerre, c'est que ses horreurs, les misères qu'elle apporte aussi bien que les inquiétudes qu'elle inspire accablent l'âme de ceux qui ne combattent point, des vieillards, des femmes et des enfants, et leur enlèvent toutes les jouissances, toutes les espérances de la vie; alors le germe de la nouvelle génération se trouve empoisonné dès son principe et ne se développe qu'avec peine, sans force et sans courage.

Cependant en Allemagne l'énergie de la population se releva promptement, et l'on vit, sous le rapport moral, une vie sérieuse et appliquée suc-

céder à une vie pleine de désordre : c'est ainsi que souvent les extrêmes se touchent. La démoralisation qui régnait partout, parce que d'un côté, les guerriers l'avaient apportée des camps dans leurs foyers, tandis que d'un autre côté la jeunesse avait grandi sans culture, força les princes d'employer tous leurs soins à rétablir les exercices religieux et les écoles ; et de pareilles sollicitudes ne manquent jamais de produire des fruits au centuple. Mais ce fut surtout l'agriculture qui prit le plus prompt essor, avec une activité dont on n'avait pas d'exemple. Comme un grand nombre de propriétaires avaient péri, les fonds de terre étaient à bon marché ; la population tourna donc toute son activité vers l'agriculture, et bientôt on vit les champs se couvrir de fruits et les villages sortir de leurs cendres. Bientôt aussi arriva le moment où l'on reconnut aux paysans les droits de l'humanité ; leurs chaînes se relâchèrent peu à peu, jusqu'à ce qu'ils devinssent des êtres libres. Ainsi l'Allemagne aurait dû devenir plus florissante que jamais par les bienfaits de l'agriculture, car c'est de la terre maternelle qu'un peuple tire sa force de vie, quand il s'y consacre tout entier ; mais alors des raisons essentielles et générales vinrent empêcher ce résultat.

D'abord la décadence des villes dut nécessairement faire obstacle aux bienfaits de l'agriculture. La prospérité des villes avait été attaquée dans son principe vital, comme nous l'avons déjà dit, par le déplacement du commerce ; cependant sa décadence ne s'opéra que lentement jusqu'à la guerre de trente

ans. Peu de temps avant cette guerre, un écrivain étranger mettait encore l'Allemagne au-dessus de tous les pays pour la grandeur et la quantité des villes, pour l'activité et l'adresse de leurs artistes et de leurs artisans. On les faisait venir de tous les points de l'Europe. A Venise par exemple les plus habiles orfèvres, horlogers, menuisiers et même les plus habiles peintres, sculpteurs et graveurs, étaient encore, à la fin du seizième siècle, allemands ou néerlandais. Il suffit d'ailleurs de nommer Albert Durer, Jean Holbein et Lucas Kranach, ces peintres si célèbres, pour donner une idée de la prospérité des arts dans les villes, au commencement de ce seizième siècle. Mais cette terrible guerre leur porta le coup mortel. Nombre de villes libres, auparavant prospères, furent mises en cendres, les autres furent presque entièrement dépeuplées, et ces grandes manufactures qui donnaient la supériorité à l'Allemagne furent alors sans action, faute d'ouvriers. Aussi, dans une assemblée des villes anséatiques à Lubeck, en 1630, toutes celles qui subsistaient encore déclarèrent en même temps qu'elles ne pouvaient plus fournir aux frais de l'alliance. L'économie et le travail ont bien pu les tirer dans les temps modernes de leur état misérable; mais cet ancien éclat, cette ancienne prospérité étaient perdus pour toujours; et pour m'exprimer comme un de nos écrivains, on lit sur les fronts des citoyens qu'ils sont des hommes de peine et de fatigue. Une foule de villes se virent réduites, les unes de bon gré,

les autres forcées par la nécessité de l'époque à se soumettre aux princes. C'est ainsi que l'évêque Christophe de Gahlen devint maître de Munster, en 1661; l'électeur de Mayence, de la ville d'Erfurt, en 1664; l'électeur de Brandebourg, de Magdebourg, en 1666; et le duc de Brunswick, de Brunswick, en 1671; et celles qui conservèrent encore leur nom de villes libres, dans quelle misère et quelle indigence n'ont-elles pas langui pour arriver jusqu'à nos jours, où elles ont perdu ce privilége!

La noblesse avait aussi perdu tout son lustre. Depuis qu'elle ne formait plus spécialement l'état militaire et que ce n'étaient plus uniquement ses chevaliers qui donnaient à la nation toute sa gloire; depuis qu'elle avait quitté son indépendance pour s'attacher à la cour, ou qu'elle consommait toutes ses forces dans une vie oisive et sans but; depuis que le désir d'imiter les mœurs et le langage des étrangers avait substitué la mollesse et les belles manières à son ancienne énergie; depuis lors la noblesse perdit toute son importance. Ainsi étaient éclipsés deux des plus importants corps de la nation, qui avaient surtout contribué à donner au moyen âge, malgré ses grands défauts, un caractère de vigueur, de grandeur et de merveilleux.

De même dans les autres contrées de l'Europe, de semblables changements pendant les derniers siècles avaient effacé tout ce qui caractérisait le moyen âge pour y substituer un nouvel ordre de choses. Mais au moins partout ailleurs on trouvait

une compensation dans la richesse et la prospérité du commerce ; parce qu'il porte toujours avec lui le sentiment et la jouissance du bien-être et favorise le développement de toutes les forces ; tandis que l'Allemagne était privée de cette ressource. La part que quelques-unes de ces villes prenaient au commerce du monde ne pouvait établir une balance ; et d'un autre côté au lieu de s'en tenir à cette simplicité de vie, surtout nécessaire à un peuple d'agriculteurs, et de s'opposer ainsi à l'appauvrissement successif, on se laissa aller de plus en plus au luxe et l'on fit passer aux nations étrangères, pour les marchandises exotiques, tous les fruits de l'agriculture et de l'industrie qui avaient coûté tant de sueurs. Quelque riche que fût le sol de notre patrie et quelle que fût la diversité de ses produits, il ne pouvait rivaliser contre tant d'objets précieux qui étaient importés de toutes les parties de monde. Mais quand une fois l'amour du luxe et des plaisirs des sens a pris le dessus, il ne connaît plus ni mesure ni frein.

Cependant ce mal ne vint pas de notre nature même, il nous fut inspiré par les étrangers que nous voulûmes imiter, même dans leur dégénération. Les voyages hors de l'Allemagne et surtout en France et à Paris ; l'imitation des modes et des mœurs des Français et même de leur immoralité ; l'introduction dans le sein des premières familles de Français et de Françaises pour l'éducation des enfants, le mépris de sa propre langue, l'enthousiasme pour cette philosophie étrangère, si superficielle et

d'ailleurs si propre à détourner l'homme de ses devoirs, de sa religion, des arts et des sciences, toutes ces raisons, dis-je, répandirent le mal d'abord parmi les premiers membres de la société et plus tard dans tous ses rangs, et eurent sur la période que nous allons parcourir la plus fâcheuse influence.

Cependant nous ne pouvons nier que nos rapports avec les peuples étrangers n'aient beaucoup contribué à répandre la civilisation dans notre pays; et il est surtout impossible de méconnaître dans l'histoire moderne la tendance, entre les différents peuples chrétiens, à des relations de plus en plus intimes, qui aident encore leurs progrès. Tous les peuples aujourd'hui se font remarquer par cet esprit avide de connaissances, qui est à la recherche de tout ce qu'il y a de mieux dans le cercle des acquisitions intellectuelles pour se l'approprier ensuite. Mais le progrès universel est devenu particulièrement le but de tous les efforts de notre nation, et la forme même de notre gouvernement les favorise encore. Car, chez les autres peuples, qui composent chacun un royaume homogène, souvent ce que la capitale a trouvé beau et bon a été imposé à l'admiration des provinces; de sorte que le progrès se trouva lié peu à peu à certaines formes et ne put être exempt de partialité. En Allemagne au contraire les sciences et les arts ont marché indépendants; les grands états comme les petits ont rivalisé d'encouragements; aucune ville, aucun individu n'a pu imposer une loi; il n'y

a eu aucune acception des personnes, et tout ce qui porte en soi une valeur réelle, peut être sûr d'être tôt ou tard reconnu. Aussi notre peuple est-il arrivé plus loin que tous les autres dans les sciences. Cependant c'est précisement le point où l'erreur est le plus à craindre. Rien n'est plus difficile à l'homme que de marcher droit sans dévier d'un côté ou d'un autre; rien ne lui est plus difficile que d'unir la civilisation avec la sévérité morale et religieuse; un esprit avide de tout ce qui a une valeur, quelque part qu'il se trouve, avec la constance et la fidélité dans ses principes; enfin l'indépendance de l'esprit avec le renoncement à soi-même et la soumission. Le véritable terme moyen doit donc être le but de tous les efforts des individus comme des peuples. La période que nous allons suivre nous montrera comment notre peuple a approché de ce but ou s'en est écarté, et nous mettra surtout sous les yeux, par de grands tableaux, toutes les vicissitudes auxquelles l'humanité est soumise.

Cette vicissitude se montre particulièrement dans nos relations avec les étrangers : près des jours de prospérité et de paix, sont des jours de détresse, et même jusqu'à présent ces derniers ont été les plus nombreux. A aucune époque notre histoire n'a offert autant de malheurs que pendant le long règne de Louis XIV; et jamais aussi notre politique n'a montré tant de faiblesse que contre ses efforts ambitieux. Les arts de la paix commençaient un peu à se réveiller pendant le moment de calme qui suivit

sa mort jusqu'à la guerre de la succession d'Autriche; mais le germe fut arrêté dans son développement par les bouleversements de cette lutte et surtout par ceux de la guerre de sept ans. L'espace de vingt-cinq ans, depuis cette guerre jusqu'à la révolution française, est le plus long calme que nous ayons eu; et pendant ce temps les arts prirent une telle vie et un tel mouvement, que le même intervalle de vingt-cinq ans que durèrent les nouvelles tempêtes qui suivirent la révolution française a bien pu arrêter leur marche, mais non les étouffer. Puisse l'état de paix dont nous jouissons aujourd'hui durer longtemps, guérir toutes les blessures de la patrie et permettre le parfait développement des peuples allemands!

L'empereur Ferdinand III vécut encore neuf ans après la paix de Westphalie et gouverna avec douceur et sagesse; et jusqu'à sa mort la paix de l'Allemagne ne fut plus troublée. Il avait décidé les princes allemands à choisir son fils Ferdinand pour son successeur à l'empire, quand malheureusement ce jeune homme qui donnait les plus belles espérances et sur qui tous les yeux se reposaient avec sécurité, mourut en 1654 de la petite-vérole. Alors le père fut obligé de recommencer ses brigues en faveur de son deuxième fils, Léopold, qui était loin de son frère pour la capacité; mais il mourut le 2 avril 1657, avant que le résultat désiré ne fût complètement obtenu.

Léopold I. 1658—1705.

Le choix du nouvel empereur souffrit des difficultés, parce que la France voulait profiter du moment pour s'emparer de l'empire auquel elle aspirait depuis long-temps. Elle réussit en effet à gagner les princes électeurs des bords du Rhin; mais tout le reste de l'Allemagne sentit quel déshonneur et quel malheur ce serait pour elle, et arrêta définitivement son choix sur Léopold, archiduc d'Autriche, qui accepta, le 18 juin 1658, à Francfort. Cependant le cardinal Mazarin, ministre de France, avait déjà formé une ligue qui, sous le nom d'union du Rhin, tendait positivement à la destruction de la maison d'Autriche, quoiqu'elle n'eût pour but apparent que la conservation de la paix de Westphalie. Les partisans de l'union étaient la France, la Suède, Mayence, Cologne, le palatinat de Neubourg, Hesse-Cassel, et les trois ducs de Brunswick-Lunebourg; étrange alliance de princes catholiques avec des protestants et les Suédois, qui venaient de se faire la guerre les uns aux autres. Du reste, un écrivain du temps, plein d'idées et très profond, nous découvre quelle était l'intention de la France dans cette alliance et dans toute sa conduite avec l'Allemagne. « Au lieu d'employer la force ouverte, comme dans la guerre de trente ans, il parut plus expédient à la France de tenir dans ses liens quelques princes allemands, et surtout ceux du bord du Rhin, par une

union ou, si l'on veut, par un subside annuel, et surtout de paraître porter grand intérêt aux affaires d'Allemagne; afin que les princes pussent croire que l'amitié de la France leur serait une protection plus sûre que celle de l'empereur et que les lois de l'empire. Cette voie pour arriver à détruire la liberté allemande était directe et toute frayée, et comme chacun peut en juger, n'était pas mal imaginée. »

La France prouva bientôt qu'elle n'attendait que l'occasion d'étendre, pour saisir sa proie, cette même main qu'elle avait offerte comme amie. Le long règne de Léopold est presque tout entier rempli par des guerres avec la France et son prince orgueilleux, Louis XIV; et presque tout le temps le sang a coulé d'une manière effrayante dans notre malheureuse patrie. Léopold, prince débonnaire et religieux, mais inactif et peu clairvoyant, n'était pas un adversaire à opposer à Louis XIV qui réunissait la finesse à une ambition sans bornes et à une insolente fierté. La France poursuivait dès lors avec constance et fermeté son but de reculer ses frontières jusqu'au Rhin et de réunir ainsi à sa puissance les Pays-Bas espagnols qui, sous le nom de cercle de Bourgogne, appartenaient à l'empire d'Allemagne, la Lorraine, la partie de l'Alsace qu'elle n'occupait pas et, autant que possible, tous les pays situés sur la rive gauche du fleuve. Le roi aussi bien que tout le peuple nourrissaient ces idées d'agrandissement, et ce serait une grande erreur de croire que cette idée n'a

été mise au jour que de notre temps, par l'esprit révolutionnaire et emporté de quelques têtes. Dès le temps de Louis XIV, les écrivains exprimaient tout haut le mot de conquête; et un d'eux, un certain d'Aubry, écrivait cette pensée, nouvelle alors, mais qui fut répétée depuis et même presque portée à son exécution : que l'empire de Germanie, l'ancien empire romain, tel que le posséda Charlemagne, appartenait à son roi et à ses descendants. Et l'abbé Colbert, dans un discours au roi au nom du clergé français, disait entre autres choses : « O roi! toi qui donnes des lois à la mer aussi bien qu'au continent, qui lances, quand il te plaît, la foudre sur les rives africaines, toi qui abaisses l'orgueil des peuples, et quand tu le veux, forces leurs souverains de reconnaître à genoux la puissance de ton sceptre et d'implorer ta miséricorde, etc. » Tel était le langage que tenait, en 1668, à la face de toute l'Europe, un état qui devait cependant plus tard l'emporter sur tous les autres par sa modération et ses lumières.

Louis XIV donc, mettant en avant d'anciens droits, commença ses conquêtes dans les Pays-Bas. Les Espagnols réclamèrent pour leur cercle de Bourgogne le secours des autres cercles ; mais personne ne remua : les uns par indifférence, les autres par peur, d'autres enfin, ô honte! corrompus par l'argent de France. Ce fut un des fruits de l'union du Rhin. Les Pays-Bas ainsi abandonnés tombèrent bientôt entre les mains du roi et, par la paix d'Aix-la-Chapelle (1668), les Espagnols se virent obligés d'a-

bandonner toute une lisière de places sur la frontière pour conserver une partie du pays.

De plus, dans l'année 1672, la France fit en Hollande l'invasion la plus injuste, et si elle eût réussi, elle aurait pu imposer des lois aux deux mers de l'Europe. Ce danger n'émut pas plus les princes d'Allemagne que le premier; ils le contemplaient d'un œil tranquille, et même l'électeur de Cologne et le vaillant évêque de Munster, Bernard de Gahlen, un des premiers hommes de ce temps, firent alliance avec la France. Il n'y eut que l'électeur de Brandebourg, Frédéric-Guillaume, connu aussi sous le nom du grand électeur, qui comprit bien les relations qui existaient entre les peuples et qui sentit la nécessité de ne pas laisser rompre l'équilibre européen. Il fit donc des préparatifs pour mettre en bon état de défense ses états de Westphalie, limitrophes du théâtre de la guerre; car, par l'arrangement définitif de l'héritage de Juliers, en 1656, il avait reçu le duché de Clèves et les comtés de Marck et de Ravensberg, et le prince palatin de Neubourg, les duchés de Juliers et de Berg. — Frédéric-Guillaume décida même l'empereur Léopold à prendre des mesures pour arrêter les tentatives de conquêtes des Français; et tous les deux levèrent, en 1672, une armée qu'ils mirent en campagne, sous les ordres du commandant en chef impérial, Montecuculli; mais la coopération des Autrichiens fut presque nulle; parce que le conseiller intime de l'empereur, le prince de Lobkowitz, gagné par la France, arrêtait toutes les entreprises im-

portantes des généraux. Le prince électeur vit donc sa belle armée poursuivie çà et là, décimée par la faim et par la maladie; et pour éviter la ruine totale de ses états de Westphalie, il fit la paix avec les Français, en 1673, dans son camp de Vossen auprès de Louvain. Ce n'est qu'ainsi qu'il put les arrêter, encore fut-il obligé de leur abandonner comme limites, les châteaux de Wésel et de Rees qu'ils voulurent occuper jusqu'à la pacification générale.

Alors enfin l'empereur commença à mettre un peu plus d'importance à la guerre, parce que le prince Lobkowitz avait été éloigné; mais il avait perdu ses meilleurs alliés. Montécuculli eut quelques avantages dans le bas Rhin, et entre autres il prit Bonn; mais dans le haut Rhin et dans la Franconie, les Français redoublèrent leurs ravages et surtout dans le Palatinat qui dès lors était le théâtre le plus sanglant de la guerre, comme il l'a encore été depuis et en a conservé des monuments éternels. Alors, comme ils avaient attaqué l'empire même, les princes se levèrent enfin contre eux, et l'électeur de Brandebourg renouvela son alliance avec Léopold. L'Autriche se fit distinguer par son activité et par sa fermeté dans cette occasion, à la diète de Ratisbonne. On discutait longuement sur la guerre sans rien conclure; l'Autriche ayant découvert que l'envoyé français à la diète intriguait tantôt auprès de l'un des princes, tantôt auprès de l'autre pour les tromper, elle lui fit donner ordre, sans autres formalités, de quitter Ratisbonne dans trois fois vingt-quatre heures, et son départ fut suivi

au bout de quelques jours d'une déclaration de guerre de la part de l'empire.

La guerre eut des chances variées, mais cependant au total à l'avantage des Français; parce que leurs généraux avaient le talent de se porter sur le territoire allemand, tandis que ceux de la confédération manquaient d'activité et d'unité. Afin d'occuper dans son propre pays le plus puissant défenseur de la confédération, le prince électeur de Brandebourg, Louis XIV avait fait alliance avec les Suédois, en 1674, en leur faisant voir quels grands avantages ils pourraient retirer d'une invasion dans la Marche. ils s'y jetèrent donc et le pays fut fort maltraité; mais l'électeur ne voulut pas abandonner le Rhin, tant que sa présence fut nécessaire, et ce ne fut qu'en juin 1675 qu'il partit à marches forcées pour venir au secours de ses états.

Bataille de Ferbellin. 28 juin 1675. — Ni amis, ni ennemis ne l'attendaient, quand il arriva sur l'Elbe, à Magdebourg; il traversa la ville de nuit et continua sa route, sans s'arrêter, jusqu'à l'armée des Suédois qui le croyaient encore en France. Ceux-ci aussitôt se replièrent pour chercher à se réunir; mais il les poursuivit et les atteignit le 28 juin à Ferbellin. Il n'avait que sa cavalerie avec lui, car l'infanterie n'avait pu le suivre; cependant il résolut d'attaquer l'ennemi dans sa position, malgré ses généraux qui voulaient qu'on attendît l'infanterie. Frédéric, qui regardait comme perdue chaque heure de retard, fit donner l'attaque et eut le plus heu-

reux succès. Les Suédois, qui depuis la guerre de trente ans passaient pour invincibles, furent complètement battus et s'enfuirent dans le plus grand désordre vers leur Poméranie. Frédéric-Guillaume les y suivit, et fit la conquête d'une partie de la province.

Cet électeur peut être considéré comme le fondateur de la grandeur prussienne, et ses successeurs ne firent que bâtir sur les fondements qu'il avait posés. Il agissait toujours d'après lui-même, et nous le retrouverons plus d'une fois faisant respecter la puissance de son petit état, non plus comme les autres princes d'Allemagne, mais avec l'autorité d'un des autres souverains de l'Europe. C'était la preuve qu'il jetait les fondements d'un nouveau royaume, qu'il voulait que son peuple ne fût inférieur à aucun des autres et même qu'il jouît parmi eux d'une certaine considération.

Dans l'année 1675, le vieil et habile général Montécucalli reçut une deuxième fois l'ordre de se rendre sur le Rhin, et la fortune des armes lui devint plus favorable. Il eut pour adversaire le célèbre général français vicomte de Turenne, un des plus grands hommes de son temps. Ils s'approchèrent tous les deux avec précaution, car ils se connaissaient déjà. Turenne avait choisi un lieu très convenable pour livrer bataille, où tout lui semblait avantageux, c'était près du village de Salsbach, non loin d'Oppenheim, quand en s'avançant au-devant de l'ennemi pour reconnaître les lieux et disposer son armée, un boulet

de canon l'emporta de dessus son cheval. Sa mort effraya son armée, elle prit aussitôt la fuite et fit même de grandes pertes dans cette déroute.

Cependant on n'avait pas beaucoup gagné. Les Français, pour chasser les impériaux de leur pays eurent recours au plus extrême moyen. Comme ils ne pouvaient garder toutes les provinces de la frontière par leurs armes, ils voulurent les défendre par la dévastation. L'année suivante donc, ils se mirent à ravager tous les pays voisins de la Saar avec tant de fureur, que dans l'espace de plus de quatorze milles on ne voyait que des incendies et des champs déserts. Alors les armées allemandes, ne pouvant rester dans un pays affamé, furent obligées de rentrer, et les malheureux habitants de se retirer dans les forêts, où le plus grand nombre mourut de faim et de misère.

Paix de Nimègue. 1678 et 1679. — Tous les yeux se portaient avec la plus grande inquiétude sur les conférences de paix qui se tenaient à Nimègues. Les Français se hâtaient, à ce qu'il semblait, de conclure cette paix, dût-elle leur être désavantageuse; parce qu'ils avaient trop d'ennemis sur les bras. Mais ils ont toujours été très habiles à diviser leurs adversaires. Ils réussirent en effet à écarter, par des offres avantageuses, les Hollandais pour qui principalement la guerre avait été entreprise et qui étaient redevables de leur salut à l'empire. Ils firent leur paix en particulier et reçurent la citadelle de Maëstrich. Les Espagnols, qui firent ensuite leur

paix, furent obligés de payer, comme en bien d'autres circonstances, ce qu'on avait abandonné aux Hollandais. Ils durent par conséquent céder une grande étendue de territoire dans les Pays-Bas avec toute la Franche-Comté. Enfin l'empereur, qui ne voulait pas faire la guerre seul, fut obligé d'abandonner l'importante citadelle de Fribourg dans le Brisgau. Ainsi, l'électeur de Brandebourg qui avait conquis presque toute la Poméranie sur les Suédois et espérait une paix avantageuse, abandonné de tout le monde, même par les Pays-Bas pour qui il avait combattu et qui lui refusèrent leur secours, fut contraint de restituer presque toutes ses conquêtes. A cette conférence de Nimègue on put facilement remarquer la prépondérance de la France sur l'Europe, même par son langage; car, lorsque, trente ans avant, dans les conférences de Munster et d'Osnabruck, quelques envoyés seulement connaissaient la langue française, alors à Nimègue, tout le monde parlait français. Cependant les articles furent rédigés en latin.

Réunions à la France.

Les provinces opprimées commencèrent enfin à respirer en liberté et à jouir des douceurs de la paix, quand l'insatiable ambition des Français se fut satisfaite. Mais notre ennemi était, au sein même de la paix, toujours très habile à poursuivre sa proie. Un

membre du parlement de Metz, Rolland de Revaulx, exposa au roi un plan d'après lequel il pouvait étendre sa domination bien plus loin dans le haut Rhin, tout en respectant les articles de la paix de Westphalie, par un simple commentaire des mots employés : *L'Alsace et les autres terrains lui seront cédés avec toutes leurs dépendances*. Il n'y avait donc plus qu'à rechercher les terrains et les lieux qui avaient fait partie de cette dépendance dans les temps reculés, et il n'était pas difficile d'en trouver qu'on pouvait occuper sous ce prétexte. La proposition d'abord n'eut pas de suites, mais on y revint plus tard; et pour se donner une apparence de justice, on forma, en 1680, quatre conseils, sous le nom de chambres de réunions à Metz, Dornick, Brissac, et Besançon; elles devaient rechercher quels terrains et quels peuples pouvaient encore appartenir au roi d'après les expressions que nous avons citées plus haut. Il est facile de penser que les juges ne manquèrent pas aux découverts; on fouilla partout pour trouver de quoi se satisfaire. Le couvent de Weissenbourg, par exemple, quoique situé hors de l'Alsace, fut attribué au roi comme lui appartenant d'après les droits du roi Dagobert qui l'avait fondé plus de mille ans auparavant. Et l'acquisition de Weissenbourg lui servit encore de prétexte pour réclamer Germesheim, qui avait autrefois appartenu à Weissenbourg.

De cette manière ces quatre chambres eurent bientôt conquis à leur maître Deux-Ponts, Sarrebruck

(Sarre-Louis), Veldenz, Sponnheim, Mumppelgarde, Lauterbourg et beaucoup d'autres lieux isolés, et particulièrement plusieurs villes libres en Alsace, entre autres surtout Strasbourg. Cependant elles n'avaient pas été désignées dans le traité de Westphalie; car, l'Autriche n'avait pu faire cession que de son héritage en Alsace.

Les princes et les seigneurs, dont les propriétés devaient tout d'un coup changer d'état civil et d'allemandes devenir françaises, élevèrent tout haut des plaintes. L'empereur fit des représentations; et Louis, pour sauver au moins les apparences, car c'était là son grand talent, et en même temps pour fermer la bouche à ses adversaires, promit d'examiner leurs prétentions et convoqua un congrès à Francfort. D'abord, chacun voulut occuper la citadelle de Strasbourg; parce que c'était le point le plus important et qu'elle était regardée comme la clef du haut Rhin. Charles V la considérait comme d'une telle importance qu'il disait : « Que si Vienne et Strasbourg étaient également menacés, il commencerait par sauver Strasbourg. » Mais au mois de septembre 1681, quelques régiments français se réunirent en secret sous les murs de la ville et l'enveloppèrent tout d'un coup, lorsqu'elle s'y attendait le moins. Le lendemain, le ministre de la guerre, Louvois, le confident du roi, parut avec une armée et une artillerie de siége et somma les citoyens de se rendre avec les plus fortes menaces. N'étant pas préparés à une attaque, ils se rendirent et ouvrirent

leurs portes. Aussitôt les Français s'emparèrent de l'hôtel-de-ville, désarmèrent les bourgeois et peu après Louis XIV fit son entrée en grande pompe, comme en triomphe, avec toute sa suite.

Les conférences de Francfort n'apportèrent du reste aucun changement dans les plans du roi; ses envoyés esquivèrent avec adresse toute discussion sérieuse sur les recherches faites, et maintinrent toujours leurs principes; ce fut même à ces conférences qu'ils firent pour la première fois usage de leur langue dans les affaires de diplomatie. Jusqu'alors, comme aux autres peuples, leurs pièces, leurs titres, et tous leurs écrits étaient en latin; mais à Francfort ils furent faits en français, et toutes les représentations de la part de l'empereur furent inutiles; on ne reçut jamais que cette réponse brève et sévère : « C'est l'ordre de notre roi. » Il fallut céder; et c'est ainsi que s'est établi pour tous les autres peuples l'usage de parler français, quand ils traitent avec la France. Les hommes à grandes vues prévirent dès lors les dangers qui pouvaient découler de cet usage, et jugèrent que l'imitation du langage et des mœurs du peuple voisin préparaient peu à peu et de loin sa domination.

Les disputes des différents envoyés entre eux suffiraient pour faire comprendre combien leurs réclamations contre les usurpations de Louis devaient être faibles et peu dignes; car à Francfort s'élevèrent encore ces vieilles et pitoyables disputes de prééminence, dont la folie surpasse toute croyance, qui dépensèrent

un temps précieux pendant lequel les Français se fortifièrent de plus en plus dans leur usurpation. Cependant l'Autriche réussit à faire une alliance avec plusieurs princes pour repousser la force par la force; mais des séditions en Hongrie et une nouvelle guerre de la part des Turcs attirés par Louis pour protéger ses projets, arrêtèrent les résultats de cette alliance.

Les Turcs devant Vienne. 1683.

Depuis l'an 1670 la Hongrie était agitée; elle était mécontente de voir ses institutions méprisées et ses places occupées par des soldats allemands, qu'elle haïssait par-dessus tout. De plus, les protestants se plaignaient de plusieurs persécutions dont les jésuites avaient été les instigateurs. Ces peuples mécontents ayant rencontré, en 1678, dans le comte Emmeric de Tœckely, un commandant plein de résolution, se soulèverent en masse et firent aussitôt alliance avec les Turcs. Le guerrier et ambitieux grand-visir, Kara-Mustapha, se disposa donc à entrer en campagne à la tête d'une armée plus forte que toutes celles que les Turcs avaient mises sur pied depuis la prise de Constantinople. Heureusement pour l'empereur qu'il avait sur les frontières de la Pologne un allié plein de courage, le roi Jean Sobieski, et qu'il trouva les princes allemands fidèles et prompts dans cette occasion, contre leur coutume, à lui envoyer des secours. Il rencontra en outre dans

le duc Charles de Lorraine un général habile pour conduire son armée.

Cependant arriva le printemps de l'année 1683, avant que les préparatifs ne fussent achevés; tandis que les Turcs qui n'avaient pas coutume de se mettre en campagne avant l'été, étaient partis cette année avant la fin de l'hiver; et le 12 juin ils traversaient le pont d'Esseck. On se hâta de passer en revue à Presbourg l'armée allemande et impériale, que l'on trouva de vingt-deux mille hommes de pied et onze mille chevaux; mais les Turcs comptaient plus de deux cent mille hommes, qui sans s'arrêter à assiéger des villes en Hongrie, comme on avait espéré, marchèrent droit sur Vienne. La consternation et la confusion régnaient dans la ville; l'empereur avec sa cour s'était enfui à Linz. Beaucoup d'habitants l'avaient suivi; mais les autres, quand le premier moment de terreur fut passé, s'armèrent pour la défense, et la lenteur des Turcs, qui s'amusèrent à piller les lieux et les châteaux environnants, permit au duc de Lorraine de jeter douze mille hommes de garnison dans la ville; alors, comme il ne pouvait avec sa petite troupe se porter à la rencontre de l'armée turque pour lui barrer le passage, il se tint à l'écart et attendit le roi de Pologne.

Le comte Rudiger de Stahrenberg fut nommé commandant de la place par le conseil de guerre, et il se montra aussi hardi qu'actif à faire tout ce qu'il crut possible pour sa défense. Tout homme qui pouvait travailler ou porter les armes, prêta son secours.

Le 14 juin, le visir parut avec son innombrable armée devant les murailles : elle couvrait le pays tout autour à six lieues de distance. Deux jours après il ouvrit la tranchée; bientôt l'artillerie frappa les murs pour faire brèche ; on s'efforçait surtout de creuser des mines, pour faire sauter en l'air des bastions ou des quartiers de murailles, afin de pouvoir se précipiter ensuite dans cette ville, où les Turcs espéraient trouver un si grand butin. Mais les défenseurs tinrent ferme, et réparaient dans la nuit ce qui avait été renversé. Chaque pas de terrain n'était obtenu qu'après une longue lutte, où l'on voyait une égale opiniâtreté pour la défense et pour l'attaque. Le lieu le plus chaud du combat était au bastion *Label* autour duquel il n'y avait pas de motte de terre qui n'ait été arrosée de sang ami ou ennemi. Cependant les Turcs gagnèrent peu à peu quelques pas ; à la fin d'août, ils étaient logés dans les fossés de la ville ; et, le 4 septembre, ils firent sauter une mine sous le bastion le *Bourg* ; la moitié de la ville en fut ébranlée et le bastion fut fendu dans une largeur de plus de cinq toises ; la brèche était assez large pour livrer un assaut, mais l'ennemi fut repoussé. Le lendemain, il revint avec un nouveau courage; la valeur des assiégés l'arrêta encore. Le 10 septembre, une dernière mine sauta sous le même bastion, et la brèche fut si grande qu'un bataillon pouvait y entrer de front. Le danger était extrême, la garnison était tout épuisée par les combats, les maladies et les travaux de tous les

jours ; le duc de Stahrenberg avait envoyé courrier sur courrier au duc de Lorraine. Enfin le 11, quand toute la ville était dans la stupeur et dans l'attente d'un assaut, elle s'aperçut au mouvement qui se fit remarquer dans le camp ennemi que le secours était proche. A cinq heures du soir l'armée chrétienne était sur la montagne de Kalen, et elle fit connaître sa présence par une salve d'artillerie. Le prince Jean Sobieski était arrivé à la tête d'une vaillante armée : les électeurs de Saxe et de Bavière, le prince de Waldeck avec les troupes du cercle de Franconie, le duc de Saxe-Lauenbourg, le margrave de Bade et de Baireuth, le landgrave de Hesse, les princes d'Anhalt et quantité d'autres princes et seigneurs allemands avaient amené avec eux des troupes fraîches. Alors Charles de Lorraine put oser marcher contre l'ennemi, quoique il n'eût encore que quarante-six mille hommes.

Le 12 septembre au matin, l'armée chrétienne descendit de la montagne de Kalen en ordre de bataille. Le village de Naussdorf, situé sur le Danube, fut attaqué par les troupes impériales et les Saxons qui occupaient l'aile gauche, et emporté après une opiniâtre résistance. Cependant, sur le midi, le roi de Pologne étant descendu dans la plaine avec l'aile droite, attaque les innombrables bataillons de cavalerie turque à la tête de sa cavalerie polonaise; il se jette au milieu de l'ennemi avec toute la fureur d'un ouragan, et répand la confusion dans les rangs ennemis; mais son courage l'emporte trop loin, il est

entouré avec les siens, et va peut-être être accablé par le nombre. Alors il crie au secours, les cavaliers allemands qui l'avaient suivi arrivent au galop sur l'ennemi, délivrent le roi et bientôt les Turcs sont mis en fuite de tous côtés.

Mais tous ces combats ne devaient être que des avant-scènes de la grande bataille qui devait décider du sort de la guerre. Car on voyait toujours le camp des Turcs, qui s'étendait à perte de vue, couvert de milliers de tentes, et leur artillerie tirait toujours sur la ville. Le général en chef tenait un conseil de guerre pour savoir s'il devait livrer la bataille le jour même ou attendre au lendemain pour laisser à ses troupes le temps de se reposer, quand on vint lui annoncer que l'ennemi semblait être en pleine fuite; et c'était la réalité. Une terreur panique les avait pris; ils fuyaient en désordre abandonnant leur camp et leurs bagages: bientôt même ceux qui attaquaient la ville furent entraînés dans la fuite avec toute l'armée.

Le butin trouvé dans le camp fut immense. On l'élève à quinze millions et la seule tente du visir à quatre cent mille écus. On trouva aussi dans la cassette de la guerre deux millions. Le roi de Pologne reçut pour sa part quatre millions de florins; et dans une lettre à sa femme où il lui parle de cela et du bonheur d'avoir délivré Vienne, il s'exprime ainsi: « Tout le camp ennemi avec toute son artillerie et toutes ses énormes richesses est tombé dans nos mains. Nous chassons devant nous une armée de

chameaux, de mulets et de Turcs prisonniers; je suis devenu l'héritier du grand-visir. L'étendard qu'il avait coutume de faire porter devant lui, et la bannière de Mahomet dont le sultan avait honoré cette campagne, les tentes, les chariots, les bagages, dans tout j'ai une part; on a pris des cuisiniers dont quelques-uns valent à eux seuls des millions d'écus. Quant à ce qui appartient aux divers objets de luxe et d'agrément trouvés dans sa tente, comme sont, entre autres choses extraordinaires : ses bains, ses jardins, ses fontaines d'eau jaillissante, et toute espèce d'animaux rares, il serait trop long d'en donner la description. — J'étais ce matin dans la ville et j'ai trouvé qu'elle n'aurait pu tenir cinq jours de plus. — Jamais il n'a été possible à des yeux d'homme de voir un si grand bouleversement fait en si peu de temps, que celui des tas de pierres et de rochers lancés dans l'air en éclats par la mine. — J'ai eu long-temps à combattre avec le visir jusqu'à ce que l'aile gauche vienne à mon secours. Mais après la bataille je me suis vu entouré de l'électeur de Bavière, du prince de Waldeck et de beaucoup d'autres princes qui m'embrassaient et me baisaient. Les généraux me portaient par les mains et par les pieds, et les colonels à la tête de leurs régiments, à pied comme à cheval, me saluaient en criant : Vive notre brave roi!...

« Aujourd'hui l'électeur de Saxe, le duc de Lorraine, enfin le commandant de Vienne, comte de Stahrenberg, et quantité de peuple de toute classe

sont venus au-devant de moi; chacun me serrait sur son cœur, me baisait, m'appelait son sauveur, et au milieu de la rue s'est élevé un houra de Vive le roi! Après dîner, lorsque je rentrais à cheval au camp, je fus accompagné jusqu'aux portes par tout le peuple qui levait les mains au ciel. Gloire, honneur et reconnaissance éternelle au Très-Haut qui nous a envoyé une si belle victoire! »

Les Autrichiens avaient tout lieu d'être reconnaissants; car si ce redoutable ennemi ne violait pas et ne massacrait pas tout, comme dans ses autres guerres, du moins il entraînait tout le monde comme esclave. On a calculé qu'il avait enlevé à l'Autriche quatre-vingt-sept mille personnes, dont cinquante mille enfants et vingt-six mille femmes et filles, et parmi ces dernières, seulement deux cent quatre comtesses ou autres femmes nobles.

Toute l'Europe prit grand intérêt à la délivrance de Vienne, excepté Louis XIV qui en fut très consterné, et à qui aucun de ses ministres n'osait annoncer cette nouvelle. Des écrivains très dignes de foi prétendent que l'on trouva dans la tente du grand-visir une lettre du roi où il donnait le plan du siége tout entier.

La guerre avec les Turcs dura quinze ans, avec quelques interruptions, et finit heureusement pour les armes impériales; ils perdirent depuis lors cette auréole d'épouvante et de gloire militaire qui les précédait partout. Dans l'année 1687, le duc de Lorraine et le prince Eugène de Savoie, plus tard

si fameux, leur firent essuyer une défaite complète à Mohacz.

La victoire eut pour résultat de ramener la Hongrie sous la puissance de la maison impériale ; elle rendit même cette dignité héréditaire au lieu qu'elle n'était auparavant qu'élective. Un armistice fut signé avec les Turcs pour vingt-cinq ans à Carlowitz, après la grande victoire du prince Eugène à Zeutha, 1697.

Nouvelle guerre avec la France. 1688—1697.

Le temps que l'Autriche mettait à repousser ce redoutable adversaire au sud-est, Louis XIV l'employait à rassembler de nouvelles forces pour la guerre ; car ses usurpations ne l'avaient pas encore rassasié. Et quand il en jugea le moment opportun, il eut recours à d'insignifiantes chicanes au sujet de l'héritage du prince électeur Charles palatin et de la succession à l'électorat de Cologne après la mort de Maximilien-Henri, sous prétexte qu'il était garant de la constitution d'Allemagne, pour signifier à l'empereur une nouvelle déclaration de guerre, 1688. Avant même qu'elle ne fût connue, ses armées entrèrent dans les Pays-Bas et recommencèrent de nouvelles dévastations. Au bruit du danger, tout le nord de l'Allemagne, Saxons, Hanovriens, Hessois, se hâtèrent d'envoyer sur le Rhin de nombreuses

armées pour le défendre ; et ce zèle était d'autant plus louage que la diète était encore à délibérer à Ratisbonne, s'il y aurait guerre. Pourtant elle se prononça plus énergiquement qu'auparavant ; elle décida la guerre déclarée pour l'Allemagne ; le ban de l'empire fut proclamé, et personne ne pouvait plus rester neutre ; l'empereur ajouta même à la publication « que le royaume de France n'était pas considéré simplement comme l'ennemi de l'empire, mais comme celui de la chrétienté, et était mis sur le même rang que les Turcs. »

La prépondérance de la France et son mépris pour la paix de Nimègue indisposa contre elle le reste de l'Europe ; bientôt l'Angleterre, la Hollande, l'Espagne et plus tard la Savoie, prirent part à la guerre ; et le nouveau roi d'Angleterre, Guillaume III, aussi Stathouder des Pays-Bas, dans sa déclaration de guerre, appelait Louis XIV « le perturbateur de la paix et un ennemi commun pour la chrétienté. »

L'Allemagne fut encore alors la triste victime du barbare moyen inventé par Louvois pour conserver à la France l'avantage de la guerre contre tant d'ennemis ; les bords fleuris du Rhin furent changés en de vastes déserts, et l'imagination recule devant une pareille dévastation. Dès le mois de janvier 1689, la cavalerie du général Mélac, nommément, parcourut tous les environs de Heidelberg, incendia les villes de Rohrbach, Russlock, Wisloch, Kircheim, Eppenheim, Nekachausen et beaucoup d'autres ; en vain les malheureux habitants se jetaient-ils aux

pieds des vainqueurs en demandant grâce, ils n'en étaient pas moins dépouillés et chassés dans les campagnes couvertes de neige, où un grand nombre moururent de froid. On mit le feu aux quatre coins de Heidelberg.

Le même sort attendait Manheim, Offenbourg, Kreuznach, Oppenheim, Bruchsal, Frankenthal, Baden, Rastadt et beaucoup d'autres villes plus petites et villages; et les habitants pillés et maltraités ne pouvaient obtenir la permission de se retirer en Allemagne où ils espéraient trouver quelque protection; mais ils étaient obligés de rentrer sur le territoire français.

Deux villes impériales, Spire et Worms, qui avaient appartenu à l'ancienne Allemagne, furent tourmentées pendant plusieurs mois et de propos délibéré. Après des exactions sans nombre, les citoyens ayant tout souffert, tout sacrifié pendant sept mois, et croyant leurs villes du moins sauvée, reçurent la notification que les intérêts du roi exigeaient que les villes de Worms et de Spire disparussent de la terre; et leurs pauvres habitants, dépouillés de tout, se virent contraints de quitter leurs villes pour aller comme des mendiants demander un asile dans les villes françaises les plus proches. Worms et Spire furent livrés aux flammes et réduits en un monceau de cendres et de décombres. L'amour de l'argent porta même en cette occasion à violer les tombeaux des anciens empereurs saliens dans la cathédrale de Spire; on prit quelques bières en argent qui s'y trou-

vaient et l'on dispersa sur la terre ces cendres sacrées. Comme on demandait au jeune duc de Créqui, qui commandait cette expédition, pourquoi il usait d'une telle rigueur envers Spire, il répondit : « C'est la volonté du roi ; » et il montra un plan sur lequel plus de deux cents villes et villages étaient condamnés au feu. Or, de pareilles cruautés étaient exercées par un peuple qui se donnait pour le plus civilisé du monde, justement à l'époque qu'il appelle son âge d'or, et étaient ordonnées par un roi qui avait la prétention de protéger les arts et les sciences quelque part que ce fût. Car avant de déployer cette avidité de conquêtes, il avait envoyé des cadeaux à soixante savants étrangers, accompagnés de cette lettre de son ministre Colbert : « Quoique le roi ne soit pas votre maître, il veut être votre bienfaiteur et vous envoie cette lettre comme une preuve de son estime. » Quelque efficace qu'eût été cette conduite pour lui faire des partisans parmi les hommes les plus distingués des autres nations, alors personne n'osa plus ajouter foi à la droiture de ses intentions ; et les vœux qu'on avait faits au commencement pour le succès de ses armes, se changèrent en malédictions et imprécations contre le peuple et contre le roi.

Cette mauvaise disposition des esprits et les talents remarquables du vieux duc de Lorraine, rendirent les commencements de cette guerre assez heureux aux armes allemandes ; et plusieurs villes fortes sur le Rhin furent reprises aux Français. Mais après la

mort du duc, quand le zèle du premier moment se fut refroidi, les avantages revinrent à cet ennemi toujours actif; depuis surtout que le grand général français, le maréchal de Luxembourg, eut remporté sur l'armée allemande une victoire complète à Fleurus, 1690. Cependant, en 1693, un nouveau général allemand, formé à l'école du duc de Lorraine, le prince Louis de Bade, sembla ramener en quelque sorte l'équilibre par sa sage défense des rives du Néker; il prit à Heilbronn, avec sa petite armée, une position si avantageuse que l'ennemi n'osait plus rentrer en Souabe.

Paix de Riswick. 1697. — Toutes les nations belligérantes, enfin fatiguées, se rassemblèrent en congrès à Riswick, petit village avec un château, près de La Haye, en Hollande, pour y traiter de la paix. Cette fois Louis XIV désirait visiblement la paix pour se préparer à une nouvelle guerre qu'il voyait très prochaine. On s'attendait à la mort de Charles II, roi d'Espagne; et comme il n'avait pas d'enfants, Louis voulait obtenir cette cou ronne pour son propre fils. Il fit beaucoup d'offres de cessions et entre autres celle de l'importante citadelle de Strasbourg. Mais à peine les conférences furent-elles entamées, qu'avec son ancienne adresse il sut séparer les nations unies en concédant de grands avantages à l'Angleterre, à la Hollande, à l'Espagne, qui firent bientôt la paix pour elles-mêmes et laissèrent l'empereur et l'empire seuls. Alors ses envoyés reprirent leur ton de maître.

Quand il fut question des compensations pour les épouvantables malheurs de la guerre dont les Français avaient été cause, et quand on demanda pour les pertes faites à Worms et Spire neuf millions de florins; pour le duché de Bade, huit millions; et, pour le Wurtemberg, dix millions, ils répondirent d'un ton railleur : que la guerre entraîne nécessairement des pertes avec elle; que si l'on voulait absolument une indemnité, il fallait conduire une armée en France pour piller et faire du butin. Du reste, ils promirent de rendre les places conquises : Fribourg, Brissac et Philisbourg, et toutes les réunions faites par les quatre chambres, excepté celles qui sont en Alsace.

Quand on croyait tout arrangé, la veille de la signature de la paix, les envoyés français apportèrent une condition dont ils exigeaient l'acceptation, savoir : que, dans les lieux avant réunis à la France et que l'on venait de rendre, la religion catholique restât sur le pied où elle se trouvait; c'est-à-dire qu'il fallait conserver le culte catholique dans 1922 villes ou villages allemands qui étaient protestants avant l'occcupation et dans lesquels le culte catholique avait été introduit par la violence. Les envoyés protestants de l'Allemagne s'opposèrent de toutes leurs forces à cette clause, mais leurs représentations ne furent point écoutées et la paix fut signée. Le pire de tout cela, et c'était le principal but de Louis, c'est que les protestants crurent l'empereur le promoteur secret de cette clause de Riswick, et de là prirent un

nouveau sujet de mécontentement contre l'empire. Et dans le fait les envoyés impériaux n'avaient pas fait ce qu'il était possible de faire contradictoirement au projet de la France.

Formation des maisons royales en Allemagne.

Une autre cause de division en Allemagne dans ce temps, fut l'érection d'une nouvelle dignité électorale pour la maison de Hanovre ou de Brunswick-Lunebourg. Cette maison avait rendu d'importants services à l'empereur dans ses guerres contre les Turcs et contre la France; Léopold voulant donc l'en récompenser, n'était pas éloigné de lui donner la dignité électorale, et la plupart des autres électeurs même catholiques, quoiqu'il dût entrer par là une voix protestante de plus dans le collége électoral, se rapprochèrent peu à peu de cet avis, qui paraissait d'ailleurs d'autant plus juste que par le changement de religion survenu dans la maison palatine les protestants y avaient perdu une voix. Mais les princes, surtout celui de Brunswick-Worfenbuttel s'opposèrent avec vigueur à l'élévation d'un de leurs membres, parce qu'elle leur enlevait une voix importante; aussi lorsque l'empereur voulut donner l'investiture au nouveau prince électeur, Ernest-Auguste de Hanovre, il y eut une telle opposition dans le conseil des princes qu'il parut prudent de ne

laisser prendre pour le moment au Hanovre aucune place dans le conseil électoral. Le nouvel électorat était assez considérable, car George-Guillaume de Lunebourg avait cédé à son frère cadet, Ernest-Auguste, son duché, si bien qu'alors Lunebourg, Halenberg et Grubenhagen, avec les comtés de Hoya et de Diepholz, lui faisaient un ensemble qui composait une des plus grandes seigneuries d'Allemagne. Le nouvel électeur fut aussi nommé grand-gonfalonier de l'empire; mais il fut obligé de promettre sa voix dans toutes les élections à la maison d'Autriche, et de plus la liberté du culte catholique dans ses états. Quand il mourut, en 1698, ceux des électeurs qui n'avaient pas encore donné leur consentement à son érection l'accordèrent à son fils George-Louis; mais le collége des princes protesta de nouveau, et ce ne fut que plus tard, en 1705, que l'on put obtenir sa reconnaissance.

Dans l'an 1696, une maison princière d'Allemagne fut aussi élevée sur un trône; le prince électeur Frédéric-Auguste de Saxe, après la mort du brave Sobieski, fut élu roi de Pologne et reçut le nom d'Auguste I. Seulement il lui fallut changer sa croyance et entrer dans l'Église catholique, sans qu'il y eût d'ailleurs aucun changement dans la Saxe relativement à ses institutions religieuses.

C'était un temps d'effervescence parmi les princes, et ces exemples en entraînèrent plusieurs à de nouvelles tentatives; un prince d'Orange était devenu roi d'Angleterre, l'électeur de Saxe, roi de Pologne,

l'électeur de Brandebourg, qui avait un duché en Prusse, voulut aussi lui prendre le titre de roi. Son domaine était petit; mais Frédéric aimait par-dessus tout l'éclat et une grande représentation. Il se fit publiquement proclamer roi à Koenigsberg, le 17 janvier 1701, prit le jour suivant la couronne en toute liberté, la donna à sa femme, et se fit appeler roi sous le nom de Frédéric Ier.

Le moment était favorable pour une élévation usurpée, car en tout autre temps de nombreuses oppositions se seraient élevées; mais la guerre de la succession d'Espagne venait de se déclarer, et les puissances engagées s'empressaient de se faire des alliés. L'empereur Léopold reconnut le nouveau roi de Prusse et reçut en retour, d'abord des secours dans la guerre et de plus la promesse de perpétuer la dignité impériale dans la maison d'Autriche. Bientôt la Suède, l'Angleterre, la Hollande, la Pologne, le Danemarck et la Russie en firent autant. Mais la France et l'Espagne, parce que leurs adversaires l'avaient reconnu pour roi, ainsi que le pape, tardèrent à donner leur reconnaissance jusqu'à la paix d'Utrecht.

Guerre de la succession d'Espagne. 1701—1714.

C'est comme une malédiction que dans notre histoire, depuis la guerre de trente ans, il faille voir toujours notre pays entrer dans toutes les dissensions des autres peuples de l'Europe, y fussions-nous d'ailleurs étrangers, et qu'il ait été le plus souvent le théâtre où les autres peuples vinrent exercer leurs fureurs de guerre. C'est pour cela que les plaines de la Saxe, de la Souabe, de la Bavière, sont marquées d'un si grand nombre de batailles; c'est pour cela que les bords de l'Elbe, de la Saale, de l'Elster, comme du Danube, du Lech, de l'Inn et du Nécker, ont eu tant à souffrir des oppressions et des dévastations de la guerre.

Il fallut encore que l'ébranlement donné à la moitié sud de l'Europe, au commencement du dix-huitième siècle, se communiquât à notre pays, et que la querelle se vidât dans les champs de l'Allemagne; ce fut la mort de Charles II qui en donna l'occasion.

Deux maisons royales se partageaient alors la plus grande partie de l'Europe : la maison d'Autriche et celle de Bourbon. La première se subdivisait en deux branches, celle d'Autriche proprement dite et la branche d'Espagne, et le moment était venu où les deux branches allaient de nouveau se confondre sur un seul trône. Cependant Louis XIV avait épousé la fille aînée du défunt roi d'Espagne; mais la jeune

princesse en contractant cette alliance, avait publiquement renoncé à ses droits sur l'Espagne. La deuxième fille était mariée à l'empereur Léopold, et celle-ci n'avait fait aucune renonciation; par conséquent ses enfants étaient les héritiers les plus proches; car leur sœur, qui avait épousé l'électeur de Bavière, Maximilien Emmanuel, avait dû, avant le mariage, renoncer à la succession d'Espagne, quel que fût le cas qui se présentât. Mais la France et la Bavière soutenaient que les renonciations étaient sans valeur; parce que si les princesses pouvaient renoncer pour elles-mêmes, elles ne le pouvaient pas faire pour leurs descendants. Toutes ces puissances s'efforçaient donc d'engager le roi à faire son testament chacune en sa faveur; mais Charles, voulant conserver à l'Espagne son indépendance, nomma pour son héritier le prince électeur de Bavière, Joseph-Ferdinand. Malheureusement ce jeune homme mourut avant le roi, en 1699. Les contestations s'élevèrent donc de nouveau entre les deux maisons d'Autriche et de Bourbon.

Léopold l'eût facilement emporté s'il avait eu à Madrid un envoyé plus adroit ou s'il avait eu lui-même plus de fermeté; car la reine et l'homme le plus influent de la cour, le cardinal Portocarero, archevêque de Tolède, penchaient pour l'Autriche. Mais l'envoyé de Léopold, le comte de Harrach, homme plein d'orgueil et de causticité et peu courtisan, ne pouvait tenir devant l'habileté de l'ambassadeur de France, le marquis de Harcourt. Celui-ci parvint à gagner

les grands d'Espagne les uns après les autres, et même le cardinal; puis par le cardinal, le roi. Il fit un testament secret; de sorte qu'à sa mort, le 1er novembre 1700, on trouva qu'il avait nommé le petit-fils de Louis XIV, le duc Philippe d'Anjou, comme héritier de la couronne d'Espagne.

L'empereur fut irrité de ce coup inattendu au-delà de toute expression, d'autant plus qu'il avait une grosse faute à se reprocher; car long-temps avant il avait été pressé avec instance par la cour d'Espagne d'y envoyer son fils l'archiduc Charles avec une petite armée; et comme la guerre avec la France durait encore, il avait différé par irrésolution.

Louis XIV savait bien que malgré le testament de Charles II, son petit-fils ne prendrait point possession de l'Espagne sans qu'il y eût des guerres; car l'Autriche était trop durement blessée et les autres états d'Europe voyaient avec trop de peine la prépondérance de la maison de Bourbon. Guillaume III, roi d'Angleterre et stathouder des Pays-Bas, qui s'arrogeait le droit d'être le conservateur de l'équilibre européen, et à cause de cela était depuis long-temps l'ennemi de Louis XIV, prince d'ailleurs plein de prudence et d'activité, fit alliance avec l'Autriche au nom de ses deux états; et cette alliance était d'autant plus terrible que l'Angleterre et la Hollande étaient les deux plus riches états et les deux plus puissants sur mer. C'est pourquoi Louis hésita quelque temps à recevoir le testament du roi d'Espagne. Il rassembla son conseil-d'état, et ce ne fut qu'après

avoir reçu son approbation qu'il prit enfin son parti. Il fit proclamer son petit-fils roi d'Espagne et des deux Indes, au milieu d'une brillante assemblée de sa cour. Quand il sortit de son cabinet, amenant son petit-fils par la main, il dit, suivant l'expression d'un écrivain français, avec l'autorité d'un roi de l'univers : « Messieurs, voilà le roi d'Espagne. La nature l'a créé pour l'être ; le défunt roi l'a nommé, le peuple le désire et moi j'y consens. »

Ce fut en Europe le signal d'une nouvelle et sanglante lutte.

Malheureusement l'Allemagne était divisée ; la Prusse, le Hanovre, le Palatinat et bien d'autres se déclarèrent dès le principe pour l'empereur ; tandis que l'électeur de Bavière, Maximilien Emmanuel, en même temps gouverneur des Pays-Bas espagnols, était pour la France. Louis, en considération de ses prétentions à la succession d'Espagne, lui avait promis en secret les Pays-Bas, s'il voulait se déclarer bien positivement pour lui. Son frère, l'électeur de Cologne, suivit son exemple et reçut les troupes françaises dans son pays, « pour le bien et la conservation de la tranquillité de l'empire d'Allemagne, » comme il le publiait dans ses proclamations.

Commencement de la guerre. 1701. Le prince Eugène.—L'empereur Léopold se hâta d'envoyer en Italie une armée pour prendre possession des lieux appartenant à l'Espagne, le Milanais et le royaume de Naples, et il en donna le commandement au prince français Eugène de Savoie, un des premiers

généraux et des premiers hommes d'état de son temps et même de toute l'histoire. Il tenait à la maison de Savoie par une ligne collatérale et fut d'abord destiné à l'état ecclésiastique. Mais son génie qui le portait à l'étude de l'histoire et de ses grandes leçons, le lança dans les affaires, dans un genre de vie où l'homme peut éprouver ses forces et, s'il est avide de gloire, apercevoir les lauriers qui l'attendent. A peine âgé de vingt ans, il offrit ses services à Louis XIV; mais ce monarque, qui n'en fit pas grand cas à cause de sa petite taille, le renvoya, en lui conseillant de rester dans l'état ecclésiastique. Eugène alors se tourna vers l'Autriche où la guerre des Turcs lui offrait une voie toute frayée; et il s'y distingua si bien que l'empereur, après la délivrance de Vienne, 1683, où il avait vaillamment combattu, lui donna un régiment de cavalerie à commander. Le duc Charles de Lorraine reconnut dès lors en lui un héros et annonça à l'avance ce qu'il serait un jour pour la maison d'Autriche. Léopold le nomma feld-maréchal, en 1693. Le roi de France alors aurait bien voulu l'attirer à son service. Il lui fit proposer le gouvernement de la Champagne et le bâton de maréchal de France. Eugène répondit aux envoyés : « Dites à votre roi que je suis feld-maréchal de l'empire et que j'estime autant cette dignité que le bâton de maréchal de France. » —Eugène était grand comme général; puisque son esprit embrassait à la fois les plus grandes affaires avec tous leurs détails, s'occupait d'un plan de bataille et des plus minu-

tieux besoins de son armée, et que son œil d'aigle savait avec la plus grande promptitude saisir le moment favorable ou les fautes de son adversaire. Mais il n'était pas moins grand comme citoyen, puisqu'il préférait de beaucoup les arts de la paix à une brillante réputation que la guerre seule peut donner, et qu'il était si modeste qu'il se faisait l'égal de tout le monde; volontiers même il se mettait au-dessous s'il le fallait.—Eugène était petit, et si vous l'eussiez rencontré enveloppé dans son manteau, se promenant dans les rues du camp, vous auriez eu bien de la peine à reconnaître en lui le héros qu'admirait le monde; à moins que son œil de feu n'eût brillé à travers l'obscurité.

Au mois de mars 1701, Eugène passa en Italie avec une armée impériale et dix mille hommes auxiliaires, tant Prussiens que Hanovriens. Les troupes se réunirent à Rovérédo pour gravir les montagnes. Mais de l'autre côté tous les passages étaient occupés par les Français, et il semblait impossible de descendre. Cependant le général sut entraîner ses soldats enthousiasmés pour lui, leur fit parcourir la distance de six milles (environ dix lieues) à travers les rochers et les précipices; et avant que l'ennemi l'eût pressenti il avait fait passer son armée par-dessus des montagnes effroyables et se trouvait le long de l'Adige, dans la plaine de Vérone. Par deux victoires, à Carpi et à Chiari, Eugène chassa les Français d'une partie de la haute Italie, et il y prit ses quartiers d'hiver.

L'Angleterre, la Hollande et l'empire d'Allemagne prennent part à la guerre. 1702. — Marlborough.

Dès l'automne de 1701 fut signée l'alliance entre l'Angleterre, les états-généraux et l'empereur. Les puissances maritimes stipulèrent que leurs conquêtes dans les Indes espagnoles deviendraient leur propriété, et promirent à l'empereur, par compensation, de l'aider à conquérir les Pays-Bas espagnols, Milan, Naples et la Sicile. Le peuple anglais n'aurait pas pris une part si active à la guerre, si Louis n'avait eu la folle impudence de le molester. L'Angleterre venait de chasser du trône la maison des Stuarts, à cause de son zèle pour la religion catholique, et l'avait donné à Guillaume d'Orange. Louis reçut les Stuarts exilés, les protégea et, en 1701, à la mort de Jacques II (qui mourut à Saint-Germain), il reconnut son fils Jacques III comme roi de la Grande-Bretagne; le bruit se répandit même que le prince devait effectuer un débarquement en Angleterre à la tête d'une armée française. Une pareille prétention de la part d'un ennemi, de vouloir disposer de son trône, irrita tellement l'Angleterre que le parlement accorda au roi Guillaume quarante mille hommes au lieu de dix mille qu'il avait demandés.

Guillaume mit à la tête de son armée le comte qui devint plus tard le duc de Marlborough. Il ne s'était point trompé dans son choix; Marlborough qui s'était

instruit à l'école de Turenne, ne le cédait à aucun général de son temps. La nature l'avait fait pour commander ; grand, beau, vigoureux. Il avait une contenance si imposante et un esprit si supérieur, que les plus superbes s'humiliaient malgré eux devant lui. Quant aux qualités personnelles il était bien au-dessous d'Eugène ; il n'avait pas sa bonne foi, son âme noble qui prisait plus les grandes pensées et les grands projets que son propre intérêt ; aussi a-t-il été accusé d'avoir trop cherché à faire du lucre.

Marlborough passa dans les Pays-Bas, en 1702, pour prendre le commandement de l'armée hollandaise et anglaise, dont le but immédiat était de forcer les Français d'évacuer le duché de Cologne. Ce fut dans ce même mois que mourut le roi Guillaume; mais comme la reine Anne qui lui succéda suivit fidèlement les mêmes plans, la guerre continua sans aucun changement.

L'empire germanique crut qu'il ne pouvait différer à prendre part à cette guerre de vengeance contre son ennemi acharné, quand un étranger était si prononcé. Sa déclaration de guerre suivit donc, le 6 octobre 1702, et à la fin de cette déclaration on lisait : « La France n'a rien négligé de tous les moyens propres à humilier et accabler entièrement la nation allemande, afin d'obtenir d'autant plus facilement la souveraineté universelle qu'elle poursuit depuis long-temps avec tant de zèle. » La conduite de l'électeur de Bavière exigeait d'ailleurs une détermination de la part des autres membres de l'em-

pire; car, comme il tenait fortement pour la France, il avait réuni une force militaire imposante, et le 3 septembre il était tombé tout d'un coup sur Ulm, ville libre de l'empire, et en avait pris possession. Cet acte dut mécontenter les autres états.

Les ducs de Brunswick eux-mêmes, toujours en mauvaises dispositions pour l'électeur de Hanovre, étaient allés jusqu'à faire des levées d'hommes pour la France; et n'ayant pas voulu profiter des avertissements de toute espèce qui leur furent donnés, ils furent désarmés par force, en 1702, par l'électeur de Hanovre, et contraints de se soumettre à la volonté de l'empire et de l'empereur.

Du reste, il n'y eut cette année aucune entreprise remarquable, soit sur le Rhin par le général de l'empire, Louis de Bade, soit en Italie par Eugène : il était trop faible pour entreprendre quoi que ce fût, et des deux côtés on ne chercha qu'à s'éprouver les uns les autres par des escarmouches.

Les Bavarois dans le Tyrol. 1703. — L'année suivante fut riche en faits militaires; Marlborough l'employa à conquérir les places fortes des frontières des Pays-Bas et prit Bonn, Tongern, Huy, Limbourg et Gueldres.

La fortune ne fut pas aussi favorable dans le sud de l'Allemagne; là, les Français, commandés par Villars, avaient réussi à passer le Rhin et à faire leur jonction avec le duc de Bavière. Alors ce prince forma le plan d'entrer en Tyrol et de faire la conquête de ce pays si bien situé pour lui. Il s'y porta donc avec

seize mille de ses meilleures troupes ; tandis que Willars gardait son propre royaume. A la faveur d'un incendie qui eut lieu dans Kufstein, l'électeur s'empara de cette importante forteresse et de plusieurs autres places, entre autres Inspruck, profitant du premier moment d'épouvante. Ensuite les Bavarois voulürent escalader le Brenner pour s'ouvrir un chemin en Italie; mais là les attendaient les braves Tyroliens de tout temps si dévoués, corps et biens, pour leur patrie; ils étaient alors renforcés d'un bon nombre de soldats autrichiens, commandés par le vaillant Martin Sterzing. Postés sur les rochers escarpés qui bordent les deux côtés du passage, ils lançaient des arbres et des rochers sur les ennemis qui défilaient en bas. Les Bavarois ne purent donc continuer, il fallut reculer. C'est alors qu'un arquebusier tyrolien se mit en embuscade dans une fondrière et attendit l'électeur; mais il tua à sa place le comte d'Arco, trompé par son riche habillement. Dans sa retraite l'armée bavaroise eut beaucoup à souffrir, et ce ne fut qu'avec la moitié de ceux qui s'y étaient engagés que l'électeur put après deux mois rentrer dans ses états.

En compensation, il prit pendant l'hiver de cette même année les riches villes d'Augsbourg et de Passau, la principale forteresse d'Autriche, et les Français de leur côté avaient pris sur le Rhin les importantes places de Brissac et de Landau.

Bataille de Hochstet. 1704. — Pour réparer de pareilles pertes, les puissances coalisées voulurent

remporter des succès plus grands encore, l'année suivante, avec toutes leurs forces réunies, et décidèrent que les trois généraux Marlborough, Eugène et Louis de Bade feraient ensemble la guerre dans le sud de l'Allemagne. Le général Stahrenberg devait rester en Italie pour la continuer sur le pied de défensive. Les trois généraux se réunirent à Heilbronn, sur le Necker; Marlborough et le margrave de Bade se replièrent vers le Danube, tandis que Eugène poussait vers le Rhin. Les Bavarois avaient posté une partie de leur armée dans les montagnes de Schellen, près de Donawerth, dans une position avantageuse d'où ils gênaient beaucoup le passage sur le Danube; mais ils y furent attaqués et malgré une vigoureuse résistance mis en fuite: leur camp tomba au pouvoir de l'ennemi.

Après ce combat, les puissances alliées firent faire des propositions de paix à l'électeur, lui offrant de grands avantages, s'il voulait abandonner l'alliance des Français. Il chancelait déjà et était sur le point de signer le traité de réconciliation, quand un courrier lui annonça que le maréchal de Tallard était en route avec une nouvelle armée pour venir à son secours. Le maréchal arriva, mais à sa suite le prince Eugène qui se réunit à Marlborough. Ces deux grands généraux se débarrassèrent du vieux et intraitable prince de Bade, en l'occupant au siége d'Ingolstadt, pour qu'il ne dérangeât point leurs projets pour la bataille; et le général anglais s'accorda facilement avec le modeste Eugène qui n'hé-

sita pas à sacrifier sa propre gloire au succès de l'entreprise.

Le 12 août, les deux généraux, français et bavarois, se trouvèrent en face du village de Hochstet, et le 13 eut lieu la bataille. Les ennemis avaient l'avantage du nombre et de la position, car ils étaient très bien couverts par un marais. Marlborough, à la tête de l'aile droite composée d'Anglais et de Hessois, fut opposé aux Français, et Eugène avec l'aile gauche aux Bavarois. La bataille fut des plus acharnées, et plusieurs fois les assaillants furent repoussés par le terrible feu de l'artillerie. Enfin le duc profita d'un moment de désordre pour se jeter sur les Français et les mettre en fuite. Alors l'électeur fut obligé de se retirer aussi lui avec ses troupes. Vingt-huit bataillons et douze escadrons français essayèrent cependant de se défendre dans le village de Blenheim; mais ils furent enfermés et forcés de se rendre prisonniers. C'était une grande victoire, vingt mille hommes, Français et Bavarois, étaient restés sur le champ de bataille, quinze mille prisonniers parmi lesquels le maréchal lui-même avec ses fils et huit cent dix-huit de ses officiers. Le butin du vainqueur était aussi immense: la cassette de guerre toute pleine, cent dix-sept canon, vingt-quatre obus et trois cents drapeaux, cinq mille voitures, trois mille six cents tentes et deux ponts de bâteaux. Depuis ce temps le nom de Marlborough fut célébré dans toutes les chansons d'Allemagne, et l'empereur le nomma prince de l'empire.

L'électeur de Bavière se vit forcé de passer le Rhin avec les Français ; ses états furent occupés par les troupes impériales et sa femme n'eut pour son entretien que la ville de Munich et son revenu. Telle fut pour ce prince la triste fin de la campagne de 1704.

L'année suivante, 1705, l'empereur Léopold mourut d'une hydropisie de poitrine, peu regretté par ses sujets, parce qu'il n'avait point cette affabilité par laquelle les princes gagnent si facilement les cœurs de ceux qui les entourent. Mais ce qui le rendait surtout insupportable, c'était sa religion étroite, à tel point qu'elle le plaçait tout-à-fait sous la dépendance de la volonté des ecclésiastiques, et qu'elle dégénérait en intolérance envers ceux qui ne pensaient pas comme lui. Du reste il était très consciencieux et très compatissant pour les pauvres ; il poussa même jusqu'à la faiblesse cette dernière qualité et tomba souvent dans de grossiers abus. Léopold n'aurait pas dû naître dans des temps aussi difficiles et surtout antagoniste d'un Louis XIV. Il eut pour successeur son fils Joseph.

Joseph Ier. 1705—1711.

On douta un moment si Joseph poursuivrait avec autant de zèle cette guerre en faveur de son frère (il était passé en Espagne dès l'an 1704 et avait

été reconnu pour roi en Aragon, Catalogne et dans le royaume de Valence). Cependant le nouvel empereur ne tarda pas à déclarer sa résolution de continuer la guerre avec zèle et il tint parole.

Du reste, pendant cette année 1705, il n'y eut rien de bien important dans toute la campagne. Eugène fut envoyé en Italie pour réorganiser l'armée qui était dans le plus grand désordre, et il ne put rien faire de plus cette année. Marlborough était aussi retourné dans les Pays-Bas, et il fut lui-même occupé tout le temps à rassembler des troupes fraîches. Cependant l'oppression qu'imposaient en Bavière les employés autrichiens et l'occupation du pays y excitèrent une terrible révolte. On voulait forcer la jeunesse à prendre service pour l'Autriche et une pareille violence souleva ce peuple fort et indépendant. Il courut aux armes, délivra cette jeunesse enrôlée, surprit les troupes autrichiennes isolées, et bientôt plus de vingt mille hommes enthousiasmés par les premiers succès se trouvèrent sous les ordres d'un jeune étudiant Mainl. Alors ils purent entreprendre le siége de Braunau et de Schærding et forcer tous les petits châteaux à se rendre. Les Autrichiens furent donc obligés de traiter avec eux et de signer une suspension d'armes, non comme avec des révoltés, mais comme avec un ennemi qui défend son indépendance. Du reste ils profitèrent de cette trève pour faire venir des cercles voisins une petite armée impériale, avec l'aide de laquelle ils parvinrent à mettre en fuite cette foule

de paysans, reprirent leurs villes les unes après les autres, et rétablirent l'ordre. Suivirent de nombreuses actions de sévérité qui excitèrent encore davantage l'animosité des deux peuples voisins. L'électeur lui-même, qui était considéré comme un ennemi de l'empire et comme le moteur de cette révolte, fut déclaré proscrit en toute forme et son état un fief dévolu à l'empire. L'empereur rendit à l'électeur palatin, sur ses instantes demandes, le haut Palatinat que sa maison avait perdu dans la guerre de trente ans, et qui était passé à la Bavière; et en outre son ancienne place au conseil des électeurs.

Les princes qui avaient toujours refusé leur consentement à l'érection de l'électorat de Hanovre, y accédèrent alors enfin; il fut généralement reconnu et l'électeur palatin résigna sa fonction de grand trésorier au nouvel électeur.

Batailles près de Ramillies et de Turin. 1706. — La France avait résolu, pour la campagne suivante, de tourner ses forces principales contre les Pays-Bas; afin de trouver, s'il était possible, dans la riche Hollande les moyens de continuer la guerre. L'armée qu'elle mit en campagne fut donc la plus belle qu'elle eût encore mise sur pied dans cette guerre; mais son général, le maréchal de Villeroi, n'était pas un homme à opposer à l'audacieux Marlborough. Poussé par une aveugle confiance, il quitta ses positions près de Louvain pour aller attaquer l'ennemi dans la plaine de Ramillies, le 22 mai.

C'était ce que désirait Marlborough. Il s'était mis à couvert derrière un marais et des fossés pleins d'eau; de sorte que, quand l'ennemi voulait approcher en nombre, il ne pouvait conserver son ordre de bataille, resserré qu'il était par des fosses; tandis que Marlborough, protégé par la nature du terrain, pouvait porter toutes ses forces sur un seul point et l'enfoncer. Avant la bataille un officier français avait dit: « Si l'armée qui est devant nous est assez vaillante pour nous résister, nous n'avons plus à paraître devant l'ennemi. » Cependant ils furent battus; car aucune valeur ne peut réparer les fautes d'un général. Ils perdirent vingt mille hommes, quatre-vingts drapeaux, les timballes et les étendards de la garde royale, et l'armée fut plus de deux mois avant de pouvoir se reformer. Le vainqueur parcourut le Brabant et la Flandre, prit toutes les villes du pays et leur fit prêter serment à Charles III, comme à leur maître légitime; à Bruxelles on tint un conseil-d'état au nom du nouveau roi.

Le prince Eugène, en Italie, ne voulut pas non plus laisser passer cette année sans action d'éclat. Il osa une expédition des plus audacieuses que l'on trouve dans les annales de la guerre. A la tête de vingt-quatre mille Allemands au plus, il se mit en marche, gravissant les montagnes, traversant les fleuves, au milieu d'un cercle de villes occupées par l'ennemi, pour arriver au secours du duc de Savoie, qui se trouvait très vivement pressé et dont la capi-

tale était assiégée. L'expédition réussit au grand étonnement de tout le monde; Eugène se joignit au duc et se hâta avec lui de venir délivrer Turin. Quoique son armée fût bien plus faible et composée de différentes espèces de troupes, il osa, le 7 septembre à quatre heures du matin, attaquer les lignes françaises. Ils furent reçus par une effroyable décharge d'artillerie, qui pourtant n'empêcha pas ses troupes de marcher en avant. Le prince de Dessau, connu plus tard sous le nom du *vieux Dessau*, conduisit ses Prussiens sur l'aile gauche, droit aux retranchements; alors il fut imité par les Wurtembergeois et les Palatins qui attaquèrent le centre, et ceux de Gotha à l'aile droite, en même temps que le comte de Daun faisait une sortie avec les troupes de la citadelle. Le combat fut acharné; deux attaques des Allemands furent repoussées. Enfin après deux heures de tentatives les Prussiens les premiers arrivèrent sur le rempart et furent bientôt suivis de tous les autres; la confusion fut d'autant plus grande parmi les ennemis qu'ils furent pris à dos par la garnison sortie de Turin et que leurs deux généraux, le duc d'Orléans et le comte Marsin, furent emportés blessés du champ de bataille. Marsin fut pris et mourut le jour suivant à Turin. Cinq mille morts et un plus grand nombre de blessés couvrirent le champ de bataille. Le reste s'enfuit vers la France par dessus les montagnes, dans un tel désordre que de cette armée de quatre-vingt mille hommes il ne resta pas de corps qui eût avec lui seize mille hommes; les

grandes provisions rassemblées pour le siége, cent treize pièces d'artillerie, quatre-vingts barils de poudre et une quantité de boulets, tout tomba entre les mains du vainqueur. Les suites de la bataille offrirent encore plus d'avantages que toute cette capture. Les Français perdirent bientôt leurs places en Italie les unes après les autres, et furent réduits à conclure une capitulation générale d'après laquelle ils évacuaient l'Italie et promettaient de n'y envoyer aucune armée de toute la guerre. La conduite d'Eugène fut si glorieuse dans cette campagne que son nom en brilla d'un nouvel éclat par toute l'Europe. L'empereur lui fit présent d'une épée précieuse et le nomma gouverneur général du Milanais.

Dans l'année 1707, la France perdit encore une troisième portion de la succession d'Espagne, le royaume de Naples, qui tomba au pouvoir de l'empereur. Les deux grandes batailles de l'année précédente lui avaient déjà conquis la Lombardie et les Pays-Bas. Naples, où il n'y avait que quelques troupes, fut bientôt prise, et la France perdit ainsi son dernier pied-à-terre en Italie; et, dans les Pays-Bas, il ne restait plus à Marlborough une seule place à prendre. La seule compensation qu'eut Louis XIV, fut dans le haut Rhin, où il profita de l'engourdissement de l'armée impériale. Le vieux feld-maréchal, Louis de Bade, qui mourut en 1707, fut remplacé par le margrave de Baireuth, qui n'était guère plus actif et qui, par son irrésolution, laissa les Français passer le Rhin auprès de Strasbourg et exercer les

plus cruelles dévastations dans la Franconie et la Souabe. On a calculé que dans l'espace de deux mois, ils avaient par leurs incendies causé des pertes pour plus de 9 millions de florins. Le margrave de Baireuth ne tarda pas ensuite à donner sa démission du commandement en chef, à la grande satisfaction de tous, et il fut remplacé par un homme plus actif, l'électeur Georges-Louis de Hanovre; mais le mauvais état de l'armée impériale l'empêcha encore de rien entreprendre de remarquable; il lui fallut se contenter de forcer les Français à repasser le Rhin par le manque de ressources pour leur entretien, et de les empêcher de passer sur la rive droite l'année suivante.

Une expédition que le prince Eugène, dans la même année 1707, à la demande des puissances maritimes, eut à conduire d'Italie sur le sud de la France pour prendre Toulon, ne réussit pas mieux que les tentatives qu'avait faites Charles-Quint quelques années avant; et dans le même temps aussi, le roi Louis eut la joie de voir son petit-fils, Philippe V, de nouveau maître de presque toute l'Espagne. L'archiduc Charles avait eu l'année précédente un heureux moment en Espagne: son armée, composée principalement de Portugais auxiliaires, avait réussi à prendre la capitale, Madrid, et l'y avait proclamé roi de toute l'Espagne; mais sa propre indolence, la division de ses généraux, la haine des Castillans contre lui et les Aragonais, de même que contre les Anglais et les Portugais et bien d'autres

raisons lui firent perdre peu à peu ses conquêtes; de sorte que dans l'année 1707 il ne lui restait plus que la Catalogne.

Cependant Louis XIV avait déjà fait de si grandes pertes dans cette guerre, et son pays était si épuisé qu'il était visible qu'il désirait la paix et qu'il faisait taire son vieil orgueil pour essayer de l'acheter même au prix de grands sacrifices; mais ses adversaires songèrent cette fois à le punir de ses anciennes fiertés. C'étaient surtout Eugène et Marlborourgh qui en détournaient l'Angleterre et l'Autriche; ils ne songeaient qu'à préparer de plus grandes humiliations au roi Louis XIV qu'ils haissaient du fond du cœur, et ils y réussirent.

Bataille d'Oudenarde et de Malplaquet. 1708-1709. — Ces deux généraux se réunirent encore une fois dans les Pays-Bas pour livrer bataille, après qu'Eugène eût tout réglé en Italie; et ainsi réunis ils firent essuyer, près d'Oudenarde, une grande défaite aux ducs de Bourgogne et de Vendôme, 11 juin 1708. La division des deux chefs fut la cause de leur malheur. Après cette victoire Eugène attaqua audacieusement la citadelle de Lille, qui passait pour imprenable, et s'en empara.

Les malheurs de cette campagne furent d'autant plus durs pour la France qu'elle fut suivie d'un hiver extraordinairement froid, de 1708 à 1709, et de bien d'autres maux causés par la rigueur de cet hiver, dont on ne trouve pas d'autres exemples dans l'histoire. Le froid fut si grand que les bêtes sau-

vages gelaient au milieu des forêts et les oiseaux dans l'air; les arbres fruitiers, les ceps de vigne, tout fut gelé; et le peuple, déjà accablé par la guerre, fut jeté dans un profond désespoir par ce fléau de la nature : les cris des malheureux déchiraient les cœurs, et l'on ne voyait aucune ressource pour la prochaine campagne. Alors le roi découragé fut obligé de se résigner à faire de nouvelles propositions de paix : il déclara donc qu'il renonçait à l'Espagne, à l'Inde, au Milanais et aux Pays-Bas, si seulement on voulait laisser à Philippe V Naples et la Sicile. Mais les deux généraux qui parurent dans ces conférences de paix à La Haye, répondirent fort brièvement que la maison d'Autriche ne devait pas perdre un seul village de toute la succession d'Espagne; et quand cette dure exigence fut accordée, on demanda encore des concessions d'une partie du territoire français : « que l'Alsace fût rendue et qu'une ligne de places fortes sur les Pays-Bas et la Savoie fût abandonnée pour la sécurité de ces pays contre les artifices de la France. » Les envoyés français accordèrent tout successivement; ils ne refusèrent qu'une seule des prétentions de l'ennemi, et qui, dans le fait, était déshonorante : c'était que Louis, au cas où son petit-fils ne voudrait pas évacuer de bon gré l'Espagne, aidât lui-même à l'en chasser par la force des armes. Il ne voulut jamais se couvrir d'une telle honte et la guerre recommença.

Déjà une partie de l'été s'était passée dans les conférence. Eugène et Marlborough se hatèrent de

profiter du reste du temps; ils prirent Tournay et marchèrent sur Mons. Le maréchal de Villars voulait couvrir cette ville, et avait pris une bonne position en avant de Mons, à Malplaquet. Mais les deux généraux victorieux l'y attaquèrent sans balancer, le 11 septembre, et le chassèrent après un sanglant combat, le plus sanglant de toute la guerre. Eugène lui-même, au commencement de l'action, fut effleuré à la tête d'un coup de feu, mais il se contenta d'attacher son mouchoir autour de sa tête, et conduisit son aile en avant. Après cette bataille, Mons fut emporté.

Une nouvelle campagne était perdue, et Louis XIV fut obligé de demander de nouveau la paix. Il accordait tout ce qu'on demandait; seulement, afin de ne pas être obligé d'envoyer une armée qui aidât à chasser d'Espagne Philippe, son petit-fils, il promettait de l'argent aux puissances alliées pour qu'elles pussent arriver à ce but. Mais alors Louis put apprendre par lui-même ce qu'il avait si bien fait sentir aux autres, combien il est dur, quand on est dans le malheur, d'être traité avec insolence par son vainqueur. Il put voir encore, combien sa duplicité dans les traités antérieurs avait aliéné la confiance des autres peuples de l'Europe: on lui répondit que tant que Philippe V sera en Espagne, on ne pourra croire aux promesses de son cabinet; et que s'il voulait penser sérieusement à un traité de paix, il fallait commencer par satisfaire à toutes les exigences des puissances alliées, et remplir

toutes les conditions dans l'intervalle de deux mois. Après une réponse si dure, la guerre recommença et Eugène et Marlborough prirent encore plusieurs places sur la frontière de France. On reçut aussi de l'Espagne la nouvelle que le comte de Stahrenberg, général de Charles, avait battu complètement l'armée de Philippe, et que, le 28 septembre 1710, Charles avait fait son entrée en grande pompe dans Madrid.

Louis XIV, déjà vieux et malade, était réduit à la dernière extrémité et semblait n'avoir plus aucune ressource. Il lui fallait donc après tant de guerres, tant de sacrifices d'hommes et d'argent, voir tomber tout d'un coup tout cet échafaudage élevé pour la grandeur de son nom et de son empire, et même retrancher sur le territoire qu'il avait reçu. La mauvaise fortune ne paraît à personne plus dure qu'à celui qui croyait avoir saisi le faîte de la grandeur. — Mais les adversaires avaient eux-mêmes perdu cette modération qui seule peut arrêter juste à temps ; leur bonne fortune les rendit insolents, et leur fit perdre une bonne partie des fruits de leurs victoires. Trois événements favorables tirèrent tout d'un coup la France de cette grande extrémité et lui procurèrent une paix plus supportable. Le discrédit du duc de Marlborough, les victoires des partisans français en Espagne, et la mort de l'empereur Joseph (*).

(*) On pourrait ajouter les victoires des Français, dont l'auteur ne parle pas, entre autres celle remportée à Denain par Villars, en 1712. N. T.

En Angleterre, où les amis de Marlborough avaient jusque là gouverné le pays, il se forma secrètement pendant son absence un parti contraire qui, pour donner une plus grande force à son opposition, prit le nom de torys ou partisans du roi, tandis que l'autre s'appelait whigs ou partisans du peuple. Anne se montra peu reconnaissante pour Marlborough et pour ses grandes actions, et sa femme, qui jusque là avait régné sur l'esprit de la reine, fut dépossédée par lady Masham, qui eut l'adresse de se substituer à sa place. En 1710, on créa un nouveau parlement de torys, et de là cette tendance à la paix de la part de l'Angleterre; tandis qu'elle avait tant d'ardeur pour la guerre avec Marlborough. Il conserva encore quelque temps le commandement en chef, mais avec de grandes restrictions; encore lui fut-il bientôt tout-à-fait arraché.

La mort de l'empereur Joseph, arrivée en 1711, 17 avril, ne contribua pas peu à faire pencher vers la paix. Il mourut de la petite-vérole à l'âge de 33 ans; il a été vanté par l'histoire comme un prince actif et prompt, et de beaucoup supérieur à son père et à son frère. Son esprit était capable des plus grandes pensées; et c'est son regard pénétrant qui lui fit trouver Eugène, à qui il donna toute sa confiance. Comme l'empereur était mort sans héritiers, sa succession échut à son frère Charles. Ici se présentait encore cette question sur l'équilibre des puissances de l'Europe, comme du temps de Charles-Quint. Est-il prudent que cet empereur Charles, s'il est

élu par les Allemands sous le nom de Charles VI, règne sur la moitié de l'Europe, comme Charles V, et que la maison d'Autriche soit si puissante? Car Charles VI eût possédé la même domination que Charles V, s'il eût réuni toute l'Autriche à la monarchie espagnole. Une telle puissance parut redoutable aux autres états, surtout aux états maritimes, et ils crurent devoir, en demandant l'élection de Charles comme empereur, lui contester ensuite une partie de la succession d'Espagne. Il fut donc couronné à Francfort, le 22 décembre 1711.

Charles VI. 1711—1740.

Charles n'avait plus rien en Espagne. Battu plusieurs fois par l'habile Vendôme, général français, il avait été dépouillé peu à peu de tout le terrain qu'il occupait. De sorte que Philippe V avait reconquis tout son royaume.

Paix d'Utrecht. 1713. — Pendant ce temps-là, l'Angleterre avait entamé des conférences particulières avec la France, et déjà les conditions courantes de la paix étaient signées ; de sorte que les alliés furent obligés de s'accommoder de conditions fort peu avantageuses, tant la conduite de l'Angleterre à leur égard fut peu honorable. Utrecht fut choisi pour le lieu des assemblées.

Sur le point capital, la succession d'Espagne, on

fut bientôt d'accord malgré les protestations de l'empereur. Philippe V devait avoir l'Espagne et les Indes, et Charles le reste ; en même temps Philippe devait renoncer à tous ses droits à la couronne de France, afin que jamais les deux couronnes de France et d'Espagne ne pussent être réunies sur la même tête.

La France abandonna à l'Angleterre la baie d'Hudson et la Nouvelle-Écosse, et fit en outre démolir les fortifications de Dunkerque. Elle céda au Portugal des possessions au sud de l'Amérique ; à la Prusse, la Gueldre espagnole et les principautés de Neuchâtel et de Valengin. La France reconnut aussi son prince comme roi. La Savoie obtint d'importantes forteresses sur la frontière de France, et comme elle pouvait aussi faire valoir des droits à la couronne d'Espagne, elle reçut en compensation le royaume de Sicile. La Hollande, qui avait été la plus fidèle dans l'alliance, et qui, antérieurement, avait refusé les propositions les plus avantageuses de faire sa paix particulière avec la France, ne reçut alors que très peu de chose, fut obligée de rendre les plus fortes places conquises, et ne garda qu'une ligne de places faibles qui lui furent de peu d'utilité.

L'Espagne abandonna aussi à l'Angleterre la place forte de Gibraltar et l'île de Minorque ; de sorte que ce fut l'Angleterre qui tira le plus grand profit de cette guerre.

Paix de Radstadt et de Bade. 1714. — L'empereur et l'empire, abandonnés de leurs alliés, furent

obligés de traiter seuls ou de continuer seuls la guerre. Les propositions que leur faisait la France étaient des plus honteuses. Louis demandait, sans doute pour se montrer généreux envers son allié, l'électeur de Bavière, son entière réintégration dans ses états et de plus la cession des comtés de Burgau et de Nollenbourg, et de l'île de Sardaigne à titre de royaume : récompense d'un royaume pour celui qui avait été le fidèle allié d'un ennemi de l'empire. Souscrire à de pareilles conditions eût été se déshonorer, et la guerre recommença, mais avec quelles chances? Eugène, tombé de si haut, n'ayant plus avec lui qu'une poignée de soldats impériaux, fut plus d'une fois hors d'état de défendre les frontières du Rhin contre toute la puissance de la France dont les armées étaient commandées par Villars. Les cercles limitrophes furent de nouveau pillés, et les importantes places de Landau et de Fribourg furent conquises.

Enfin, Eugène et Villars se réunirent, en novembre 1713, dans le château de Radstadt, et commencèrent des conférences de paix. Ces deux grands généraux, qui plus d'une fois s'étaient mesurés sur le champ de bataille, voulurent tous les deux avoir l'honneur d'être des pacificateurs. Après de grandes difficultés vaincues et plus d'une rupture causée par l'orgueil de Louis, ils signèrent enfin la paix, le 7 mars 1714. L'empereur reçut les Pays-Bas espagnols, le Milanais, la Sardaigne, Mantoue et les ports de Toscane. La France rendit toutes les con-

quêtes qu'elle avait faites sur le Rhin jusqu'à Landau. La Bavière et Cologne furent rayées du ban l'empire, et toutes leurs dépendances et dignités leur furent restituées.

C'étaient là les conditions principales de la paix; mais il y eut encore beaucoup d'autres points relatifs à l'empire germanique spécialement, qui furent signés le 7 septembre 1714, à Baden, dans l'Argovie, par les commissaires de la paix.

Ainsi, un grand ouragan venait de passer sur nos têtes. Cependant la grande guerre du nord, qui ébranlait l'autre partie de l'Europe, le nord et l'est, durait encore. A la vérité, elle ne fut que très peu sensible à l'Allemagne; mais le nord de l'Europe fut toujours inquiet, jusqu'à la mort du roi de Suède, Charles XII, en décembre 1718. Alors elle eut un moment de calme pour se reposer. Louis XIV était mort auparavant, en 1715 (*).

Suite du règne de Charles VI. — Nous avons ra-

(*) Il est facile de remarquer que l'auteur ne pardonne pas à Louis XIV d'avoir humilié l'empire d'Allemagne; tandis qu'un Français lui sera toujours reconnaissant du grand éclat qu'il a jeté sur notre nation. Sans doute on peut lui reprocher de l'orgueil et de l'ambition, mais il eut de grandes vertus, un grand génie et une grande volonté. Si à la fin de son règne il eut des revers dans la guerre, s'il commit des fautes en politique par présomption et par zèle pour la cause catholique, il eut l'habileté de les réparer dans le traité d'Utrecht (M. de La Hode, *Hist. de Louis XIV*). Si la guerre apporta de grands maux sur la France et sur l'Europe, l'essor qu'il donna au commerce, aux arts, aux sciences, à la civilisation, en fut une belle compensation et fit que le siècle de Louis XIV, quoi qu'on en dise, a été la plus belle époque de l'histoire moderne. N. T.

conté avec détail cette dernière et importante guerre; parce que la France y perdit sa supériorité, et que l'Autriche et l'Allemagne y trouvèrent le moment favorable de reprendre leur ancienne place dans l'histoire du monde. Comme il était à craindre, depuis que Louis XIV avait manifesté des vues de conquêtes, qu'un état livré à lui seul ne pût résister à toute la puissance de la France, le roi Guillaume d'Angleterre s'attacha uniquement à mettre une barrière à cette ambition qui se faisait voir, en opposant les alliances de plusieurs contre un seul; afin que, dans l'avenir, les seules lois de la justice et de l'équité pussent gouverner les peuples entre eux. Il fut donc le fondateur de ce nouveau système politique de l'équilibre européen, et fut un grand homme, puisque avec de petits moyens il a fait de grandes choses; car dans la réalité, il a été le bouclier de l'Europe. Il fondait surtout son espérance pour le maintien de la paix et de la sécurité sur son alliance avec l'Autriche; alliance, pour me servir de l'expression de l'époque, du plus indépendant protestantisme avec le plus légitime catholicisme. Cette alliance a en effet donné une nouvelle forme à toutes les relations des différents états européens entre eux. Mais un des effets les plus apparents a été de faire régner parmi les peuples des principes de tolérance, de considération réciproque et d'estime mutuelle; et c'est aussi par là que la première moitié du dix-huitième siècle se fait remarquer, malgré bien des faiblesses. L'Autriche retrouvait donc ainsi sa place vis-à-vis de

l'Europe : elle était comme la puissance destinée à établir des relations entre tous les peuples, et maintenir entre eux l'ordre et l'union; tandis que vis-à-vis de l'Allemagne elle était d'autant plus puissante pour relever l'ancienne dignité et l'ancienne constitution de l'empire allemand. La gloire et les acquisitions que lui avait apportées cette guerre qui vient de finir, semblent tout-à-fait une faveur de la Providence pour confirmer à l'Autriche cette destination. Elle devint en effet plus puissante qu'elle n'eût été avec la couronne d'Espagne; car un tel développement dans la domination, n'est rien moins qu'une augmentation de force, comme nous l'a appris le règne de Charles V. L'Autriche fut redevable de ce glorieux élan, particulièrement au grand génie d'Eugène et à ce prince qu'elle perdit trop tôt, à l'empereur Joseph I, qui se livra tout entier à cette profonde et grande pensée.

Si l'empereur Charles VI avait eu assez de génie pour reconnaître la place qu'il était appelé à donner à l'Autriche et à l'Allemagne dans l'histoire parmi les puissances européennes, place dont il aurait pu prendre possession aussitôt, il aurait pu jeter les fondements d'une paix glorieuse et de longue durée, non seulement pour l'Autriche, mais pour toute l'Allemagne et pour l'Europe. Le vénérable, l'ancien empire d'Allemagne, qui avait traversé les siècles, aurait pu alors prendre une nouvelle vie avec une nouvelle forme; si la pensée d'une alliance européenne, qui baserait son système d'équilibre sur les

lois éternelles de la religion et de la morale, et qui s'appuierait ainsi sur une protection intérieure et invisible, avait été embrassée par toutes les puissances; et si l'Autriche et l'Allemagne avaient été établies pour veiller à sa conservation. Ces deux puissances, qui ne peuvent avoir aucunes pensées ambitieuses, n'auraient eu de force que par une protection équitable pour la conservation pacifique de ce grand tout; et alors on aurait vu ce système d'équilibre, comme une puissance invisible, prendre, dans ces temps modernes, la place qu'avait occupée l'empire et la souveraineté des papes au moyen âge.

Mais le génie de Charles, aussi bien que celui de son siècle, n'était pas capable d'embrasser une aussi grande pensée et moins encore de l'exécuter. La pensée d'équilibre pour les états devint de plus en plus matérielle; une estimation exacte des forces physiques, un mesurage des produits des empires et une supputation du nombre des sujets et des soldats. Aussi elle devint un des plus grands maux, qui, sortis de la France et particulièrement de Louis XIV, se répandirent dans l'Europe, et fit que les souverains ne cherchèrent plus la sécurité de leur indépendance et de leur souveraineté là où elle gît réellement, c'est-à-dire dans l'amour de leurs peuples, mais dans le grand nombre de leurs soldats sous les armes. Toutes les fois qu'un peuple s'arma, son voisin prit aussi les armes, et ce fut presque l'unique raison des relations entre peuples; tandis que les forces intellectuelles et morales ne furent comptées

pour rien, parce qu'on ne pouvait les mesurer. Une pareille erreur devait entraîner avec elle une lourde punition. L'intelligence délaissée abondonna tout cet échafaudage, qui avait coûté tant de peines et qui ne pouvait subsister que par elle; et ce système d'équilibre, après avoir jeté un moment d'éclat sous Eugène et Guillaume, long-temps chancelant et menaçant, n'échappant qu'avec peine tantôt à une ruine, tantôt à une autre, finit avant la fin du siècle dans lequel il s'était élevé par s'écrouler sur lui-même.

Par suite de ce système et de cette position de la maison d'Autriche, l'Allemagne se trouva mêlée à toutes les guerres de la maison d'Autriche; en outre elle eut à souffrir de tous les mouvements qui eurent lieu en Europe, sans aucun bénéfice pour elle, jusqu'à ce que ce vieil et chancelant édifice de l'empire, ébranlé par de continuelles secousses, fut enfin complètement renversé; car dans la vie des peuples comme dans celle des individus, il n'y a point de temps d'arrêt; il faut toujours marcher en avant si l'on ne veut reculer, et l'Allemagne venait de refuser de sang-froid l'occasion de s'élever.

Du reste, les vingt dernières années du règne de Charles VI, sauf quelques petites exceptions, furent un temps de repos. L'empereur se consacra surtout à l'administration intérieure de ses grandes et belles provinces, et ce fut pour elle un bienfait après une époque si orageuse. —Comme il n'avait point d'héritier, il avait fait un testament ou une pragmatique-sanction d'après laquelle toutes ses vastes posses-

sions devaient échoir à sa fille, Marie-Thérèse; son grand désir était de la voir solennellement reconnue de tous les états importants de l'Europe, afin d'être lui-même rassuré contre la division de sa grande monarchie. Ce fut le grand souci de sa vie, et s'il parvint, après nombre de tentatives repoussées, à établir son projet, s'il fit confirmer sa pragmatique-sanction, ce ne fut rien d'important; puisque cette pragmatique ne servit qu'à faire connaître l'abus qu'on ferait du nouveau système politique, et d'ailleurs ne garantit point sa succession à sa fille contre les attaques de ceux qui prétendaient faire valoir leurs droits les armes à la main.

L'empereur soutint une guerre de 1733 à 1735, en faveur d'Auguste III de Saxe, qui avait été élu roi de Pologne, contre la France qui voulait élever à sa place, sur ce trône, Stanislas Lekzinski, beau-père de Louis XV. Cette guerre ne fut pas heureuse pour l'Autriche et l'Allemagne. Par le traité de paix qui suivit, Auguste III resta bien à la vérité roi de Pologne, mais pour cela l'Allemagne fut obligée de sacrifier à l'avidité de son voisin une nouvelle province : la Lorraine fut cédée à Stanislas, et par lui revint à la France; et François-Etienne, alors duc de Lorraine, fut fait grand-duc de Toscane. L'armée autrichienne n'eut guère plus de succès contre les Turcs, et, lors de la paix, en 1739, il fallut rendre l'importante place de Belgrade que le prince Eugène avait conquise et qui servait de boulevard de ce côté-là.

Marie-Thérèse et Frédéric II de Prusse.

L'empereur Charles VI mourut le 26 octobre 1740, et sa fille, Marie-Thérèse, se saisit du gouvernement dans tous ses états, en conséquence de la pragmatique-sanction. Mais aussitôt après arriva à Vienne un envoyé de l'électeur de Bavière, apportant une déclaration de son maître, par laquelle il disait : « que l'électeur ne pouvait reconnaître la jeune reine comme héritière et successeur de son père ; parce que la maison de Bavière avait des droits légitimes à l'héritage de l'Autriche. » Il fondait ses prétentions sur sa descendance de la fille aînée de Ferdinand I, dont la postérité devait rentrer dans ses droits aujourd'hui qu'il n'y avait plus d'enfants mâles dans la maison d'Autriche. Ce droit évidemment ne pouvait être valable qu'au cas où l'empereur n'aurait pas laissé même de filles ; mais puisqu'il en avait une, ses droits devaient passer avant tous autres qui ne viendraient que par les femmes.

Cependant les jurisconsultes de Bavière prétendirent justifier les prétentions de leur maître par plus d'une bonne raison ; mais ce qui porta surtout l'électeur à cette démarche, ce fut que la France lui promit en secret son assistance pour le démembrement de l'héritage d'Autriche.

Avant que ce différend n'en vînt à être vidé les armes à la main, il s'éleva contre Marie-Thérèse un autre ennemi encore bien plus inattendu ; c'était

le jeune roi de Prusse, Frédéric II, qui, monté sur le trône dans la même année 1740, se jeta tout d'un coup avec son armée en Silésie et s'en empara. Dans sa déclaration, qu'il fit publier en même temps, il annonçait des prétentions sur plusieurs principautés de Silésie, savoir : sur celles de Jœgerndorf, Liegnitz, Brieg et Wohlau; quant au premier pays, il faisait remonter ses droits à un fait antérieur à la guerre de trente ans, au temps où le margrave de Brandebourg-Jœgerndorf fut mis au ban de l'empire et dépossédé de sa principauté par l'empereur Ferdinand II, pour avoir fait alliance avec les Bohémiens révoltés. Le roi de Prusse prétendait, que quand bien même la mise du prince au ban de l'empire eût été légitime, encore n'aurait-il pu que séquestrer la principauté, sans l'arracher à ses parents, qui n'avaient pris aucune part au crime. Pour les principautés de Liegnitz, Brieg et Wohlau, Frédéric faisait remonter ses droits encore bien plus haut; savoir à un testament du duc Frédéric de Liegnitz en faveur de Joachim II de Brandebourg, en l'année 1507. — Mais quel travail s'opérait dans l'âme de ce jeune roi? quelle pensée le poussait? qu'est-ce qui lui mit les armes à la main la première année de son règne et lui fit saisir l'occasion de renouveler d'anciens droits qui, s'il n'avait paru lui-même dans le monde, seraient restés éternellement dans l'oubli? Il nous le découvre lui-même en peu de mots. Après avoir raconté dans l'histoire de la maison de Brandebourg l'élévation

de la Prusse en royaume par Frédéric I, il s'exprime ainsi à ce sujet : « C'est un véritable appât que le roi Frédéric a jeté à tous ses successeurs ; car il semble leur dire : Je vous ai acquis un titre, c'est à vous de vous en rendre dignes ; j'ai jeté les bases de votre grandeur, c'est à vous d'achever l'ouvrage. » Ces seuls mots sont pour nous la clef qui nous ouvre les secrets de toute la conduite de Frédéric. Toutes les idées qu'on remarque dans Charlemagne et en firent un conquérant, toutes celles qui entraînèrent Gustave-Adolphe dans des combats où il trouva la mort, vivaient dans l'âme de Frédéric. Ainsi donc cette pensée, qui poussait le grand électeur de Prusse à faire de ses états une puissance indépendante et qui prît rang parmi les plus grandes de l'Europe, était chez Frédéric II une passion qui le dévorait. Il se regardait comme invinciblement destiné à élever son peuple au rang que la force de son esprit lui faisait voir comme possible, à changer, en un mot, le titre de roi en une puissance royale. Frédéric avait reçu de la nature une âme hardie et entreprenante, qui se trouvait gênée dans une petite enceinte et qui avait besoin d'un plus vaste champ ; aussi sous le rapport de l'activité Frédéric ne le cèderait en rien aux plus grands génies de l'histoire ; il n'est personne qui plus que lui ait dominé son siècle, personne qui, comme lui, en ait été le type. Du reste c'est le caractère du grand homme d'être l'expression de son époque, d'en refléter, comme un brillant miroir, aussi bien les

imperfections et les petitesses que les vertus. Il ne faut donc pas s'étonner si Frédéric, malgré ce caractère et cette grande âme dont il était doué, ne peut, en beaucoup de circonstances, soutenir la comparaison avec l'autre grand homme que nous avons rapproché de lui; si même il paraît petit, dans certaines circonstances où, dans un temps ordinaire, il eût passé pour très sage; il ne faut pas non plus s'étonner si les maux qu'a soufferts la patrie lui arrachent des plaintes contre son grand roi. Une intelligence petite et jalouse, ennemie de ce qui vient de l'étranger et toute restreinte, non plus qu'un esprit insolent, enthousiaste de l'antiquité, foulant aux pieds les choses sacrées, ne peuvent ni produire ni conserver la perfection. Et cette considération nous portera bien plutôt à déplorer qu'un génie si extraordinaire n'ait pas été produit dans un temps plus éclairé.—Quand Frédéric-Guillaume I mourut, le 21 mai 1740, Frédéric n'avait que vingt-huit ans; mais son esprit essentiellement actif, excité encore par son application aux sciences et par ses relations avec les savants, était formé aux travaux les plus sérieux de l'intelligence. L'étude de l'histoire avait porté sa vue bien au-delà des bornes du présent; elle lui avait inspiré de hautes idées de la dignité d'un roi, et son début prouva qu'il ferait des efforts pour les réaliser. On sut bientôt qu'il était résolu à gouverner par lui-même; son activité dans la conduite des affaires, son attention portée surtout sur les petites choses comme sur les

grandes, ses veilles, son abstinence des plaisirs, la sévère division de ses heures de manière qu'il n'y en eût pas une seule perdue dans l'oisiveté; tout en lui était propre à frapper d'étonnement ces hommes de cour qui n'étaient pas habitués à voir les souverains s'imposer de pareils sacrifices, celui même de la santé, pour le gouvernement de leurs états. L'impression extraordinaire qu'on en éprouvait est très bien peinte dans un rapport d'un ambassadeur à sa cour. « Pour vous donner une idée exacte du nouveau gouvernement, y dit-il, il suffit de dire que le roi fait absolument tout et que son premier ministre n'a rien à faire; si ce n'est de lui expédier directement les ordres qui lui arrivent, sans qu'il ait aucun compte à rendre. Malheureusement il n'y a personne auprès du roi qui possède toute sa confiance et dont on puisse se servir pour faire avec succès les intrigues nécessaires; aussi un ambassadeur est-il plus embarrassé ici qu'à toute autre cour ». En effet, l'art apporté de France en Europe et qui empoisonnait toutes les relations des souverains entre eux, l'art de découvrir, avant qu'ils aient été mûris, tous les projets des cours étrangères par des espionnages et des corruptions, ne pouvait être mis en usage auprès de Frédéric II; car il pesait tout en silence dans son âme, et le moment de l'exécution était celui de la manifestation de son projet.

C'est ainsi qu'eut lieu son invasion dans une des provinces autrichiennes à la mort de l'empereur Charles I. On remarqua bien des préparatifs; mais il

n'en avait pas beaucoup à faire, parce que l'ordre et l'économie du roi Frédéric-Guillaume avaient laissé à son fils une très belle armée de quatre-vingt mille hommes et plus de huit millions d'écus au trésor; du reste tout marcha avec si peu de bruit et si secrètement que personne ne put pénétrer le vrai dessein du jeune roi. Habituellement, avant d'entreprendre une guerre, on s'occupe de trouver des alliés parmi les autres puissances; mais ici Frédéric ne parla à aucun ambassadeur et ne fit alliance avec aucun. Il savait bien que le secours le plus sûr sur lequel on puisse compter, c'est soi-même. Aussi comptait-il sur la célérité de son armée comme sur cette activité qui ne l'abandonna pas de toute sa vie. « Le roi veut-il voyager, raconte l'ambassadeur étranger dont nous avons parlé, il a coutume de n'en instruire ceux qui doivent l'accompagner que quelques heures avant son départ, et il se trouve prêt avant qu'aucune cour, aucun courtisan même puisse le savoir; les généraux, princes et aides-de-camp qui l'accompagnent en sont seuls informés. » C'est ainsi que, par sa célérité, il multiplier la force de ses états et suppléer au défaut des masses.

Guerre de la succession d'Autriche. 1740—1748.

Première guerre en Silésie. 1740-1742. — L'empereur Charles VI était mort le 20 octobre 1740, et le 13 décembre de la même année Frédéric II

entrait en Silésie. En même temps que son armée paraissait dans ce pays, son ambassadeur présentait à la cour de Vienne une demande d'accommodement. Frédéric offrait à la reine de Hongrie, si elle voulait faire un abandon à l'amiable des principautés de la Silésie, son assistance pour la soumission des autres provinces et sa voix pour son mari, François-Etienne de Toscane, au collége électoral; mais ses propositions furent rejetées à Vienne. Le peu de troupes autrichiennes qui se trouvaient en Silésie furent bientôt chassées; les places fortes seules firent quelque résistance et elles furent assiégées. Le printemps qui approchait devait décider si ce pays, si facilement conquis, serait aussi conservé en présence d'une armée autrichienne. Le feld-maréchal de Neuperg, général formé à l'école d'Eugène, conduisait l'expédition chargée de reconquérir la Silésie; et les jeunes soldats prussiens, qui ne connaissaient encore que les exercices de la guerre sans avoir éprouvé ses rigueurs, se trouvaient en face des guerriers qui certainement devaient être rangés parmi les meilleurs de l'Europe. Mais les premiers essais des armes prussiennes les couvrirent de gloire. Dans la nuit du 9 mars, le prince héritier de Dessau escalada et emporta d'assaut la citadelle de Glogau; et le 10 avril le roi avec son principal corps d'armée tomba, près de Wolwitz, sur les Autrichiens qui ne l'attendaient pas. Toutefois ils eurent le temps de se ranger. La bataille se donna à deux heures de l'après-midi. Elle fut long-temps indécise, parce que la cavalerie au-

trichienne combattit avec la plus grande valeur; elle força l'aile droite des Prussiens à se replier sur le centre, poussa jusqu'aux batteries, dont elle enleva les canonniers de dessus les pièces et les tourna contre les Prussiens eux-mêmes. Le roi, qui alors pour la première fois voyait dans la guerre ce qu'elle a de terrible, perdait déjà courage; mais l'habile feld-maréchal Schwérin, qui regardait tout avec sang-froid et comptait toujours sur la variété des chances de la guerre, lui persuada de se retirer sur le corps d'armée que commandait le duc de Holstein Beck; afin, disait-il, de pouvoir avec lui soutenir la retraite en cas de besoin. Après avoir long-temps hésité le roi se décida enfin quand il vit le jour tomber; il partit avec toute sa suite et se dirigea vers la petite ville d'Oppeln. Il la croyait occupée par les Prussiens, mais ils avaient été chassés la veille, et quand au *qui vive?* ils eurent répondu *Prussiens*, ils furent salués d'une décharge à travers les barreaux; alors le roi se hâta de gagner la petite ville de Lœwen : il dut à l'obscurité de n'être pas pris. Il avait à peine quitté le champ de bataille que déjà la fortune avait changé en faveur des Prussiens. Le feld-maréchal Schwérin l'avait forcée de se déclarer pour son roi par une attaque habile sur le flanc de l'ennemi, soutenue d'un feu nourri comme les Autrichiens n'étaient pas accoutumés d'en essuyer. Le roi reçut cette heureuse nouvelle le matin à Lœwen et se hâta d'aller porter ses félicitations à son général et à ses guerriers.

Une victoire si sanglante et si chèrement achetée attira les yeux de tous les contemporains sur le jeune roi ; et cette entreprise fut alors approuvée, comme par la décision du sort, à cause du succès ; car les hommes n'ont guère d'autre moyen de juger les événements. Frédéric eut-il été malheureux, mille voix se seraient élevées pour le blâmer et le mépriser comme un fou dont les entreprises n'étaient point méditées et point mesurées sur ses forces ; car tel a été le jugement porté sur le prince de Bavière, Charles-Albert, qui se leva comme Frédéric et voulut saisir une couronne royale ou même impériale. Et dans le fait, la force qui ose tenter l'extraordinaire sur le grand théâtre du monde n'est éprouvée que par l'exécution.

Coalition de la France, la Prusse, l'Espagne, la Bavière et la Saxe contre l'Autriche.—Le peu de succès des armes autrichiennes en Silésie encouragea le gouvernement français à profiter du moment pour arriver au démembrement des états autrichiens. Le cardinal de Fleury qui gouvernait alors en France et trouvait alors dans le maréchal de Belle-Isle un diplomate adroit, réussit à conclure dans cette fin une alliance entre la France, la Prusse, l'Espagne, la Bavière et la Saxe ; car l'électeur de Saxe, bien qu'il fût roi de Pologne, mettait en avant des droits sur l'héritage d'Autriche, qui venaient d'un précédent mariage de la maison de Saxe ; et l'Espagne voulait s'approprier ses duchés de Parme et de Plaisance. Du reste le plan de la coalition était d'élever le prince électeur

de Bavière, Charles-Albert, à la dignité impériale; et bien que le prince dans le principe n'osât pas élever ses prétentions jusqu'à une place si importante; il finit par se déclarer prêt à en soutenir le poids. Le choix devait se faire à Francfort.

En conséquence, deux armées françaises passèrent le Rhin en 1741 : l'une marcha contre les frontières du Hanovre, et enleva ainsi à Marie-Thérèse le seul allié qui lui restât; car le roi d'Angleterre, Georges II, craignant pour son électorat du Hanovre, fit un accommodement par lequel il s'engageait à ne prendre aucune part dans la guerre. L'autre armée française marcha droit sur l'Autriche et se réunit au mois de septembre à celle de l'électeur de Bavière. Ce prince qui, dès le mois de juin, s'était emparé par surprise de l'importante ville de Braunau, sur la frontière, ne balança plus alors à se porter sur Linz et à s'y faire prêter le serment de fidélité, comme duc héritier d'Autriche. La capitale, Vienne, était dans l'effroi, et ce qui s'y trouvait de plus précieux fut transporté à Presbourg, en Hongrie; car déjà l'électeur n'était qu'à trois jours de marche. Mais tout d'un coup, lorsqu'on y songeait le moins, il se détourna et marcha en Bohême. Toute l'Europe s'en étonna; car par la perte de Vienne Marie-Thérèse semblait devoir tout perdre, d'autant plus qu'elle n'avait aucune armée à lui opposer. Mais ce fut sa jalousie pour les Saxons qui fit changer l'électeur de route et l'arracha du cœur de l'Autriche. Une armée saxonne était entrée en Bohême; Charles-Albert,

qui voulait posséder ce pays et craignait que les Saxons ne s'en saisissent, préféra abandonner Vienne pour le moment, et aller faire la conquête de la Bohême. Il marcha donc sur Prague, et fut si bien servi par la fortune, que cette importante ville fut surprise et tomba en son pouvoir presque sans résistance, le 29 novembre. Bientôt après il se fit déclarer roi de Bohême et prêter serment par les différents états civils et militaires. De là il s'avança sur Manheim, pour s'approcher du lieu des élections. La maison de Bavière semblait alors prendre une brillante marche de prospérité.

Charles VII empereur d'Allemagne. 1742—1745.

Charles-Albert réussit dans ses projets sur la couronne impériale; il fut élu à Francfort, le 22 janvier 1742, protégé par la France et la Prusse; mais son règne fut court et bien agité. Il commença sous des auspices tout-à-fait mauvais; car le jour même que Charles était couronné empereur à Francfort, le général autrichien, Bærenklau, prenait Munich, sa capitale.

Marie-Thérèse n'était redevable de cet heureux changement de fortune, qu'à la seule énergie de son âme. Elle connaissait parfaitement ce qui fait la force d'un souverain, et elle en tira habilement parti. Elle sut exciter l'amour et l'enthousiasme du peuple

qui lui était resté fidèle au plus haut degré; et cet enthousiasme du peuple la sauva. Elle convoqua une grande diète des Hongrois à Presbourg, en automne 1742. Là, cette princesse, pressée, accablée par de puissants ennemis, avec son fils encore à la mamelle dans ses bras (ce fut depuis Joseph II), se présenta au milieu de cette assemblée d'hommes, et s'adressant à tous les représentants du peuple hongrois avec des yeux remplis de larmes, qui donnaient à ses charmes et à sa dignité une expression irrésistible, elle s'écria : « C'est à votre valeur, à votre héroïque fidélité, que nous nous abandonnons nous et notre enfant; nous mettons toute notre confiance en vous seuls. » A ces mots, ces guerriers Hongrois s'écrient avec enthousiasme, « Mourons pour notre reine Marie-Thérèse; notre vie, notre sang sont à elle! » Bientôt quinze mille nobles sont à cheval et sous les armes, et rassemblent des troupes de tous côtés, en Croatie, en Sclavonie, en Valachie, aussi bien que dans l'Autriche et le Tyrol. Ce que des ordres n'auraient pu obtenir qu'après de longs délais fut exécuté avec joie et amour dans quelques semaines. En six jours l'Autriche septentrionale fut délivrée de ses ennemis; puis l'armée victorieuse entra en Bavière et emporta d'assaut la capitale; le nouvel empereur fut obligé de faire sa résidence loin de ses propres états, à Francfort.

Bataille de Czaslau, le 17 mai 1742. — Sur un autre point, la fortune n'était pas aussi favorable. Le prince Charles de Lorraine avait reçu du conseil

de guerre de Vienne, l'ordre de livrer bataille à l'armée prussienne, afin d'arrêter, par une bataille heureuse, les succès de Frédéric II qui se maintenait toujours en possession du beau pays de Silésie, et s'avançait même en Moravie. Il le suivit en Bohême, et ils se rencontrèrent tous les deux à Czaslau. Les forces étaient à peu près égales, la position de chacune des deux armées avait ses avantages et ses désavantages; aussi des deux côtés les chances furent long-temps variées; si dans un endroit on attaquait avec violence et fureur, dans un autre on se tenait sur la défensive et l'on combattait avec tiédeur; la fortune pencha tantôt d'un côté, tantôt d'un autre, jusqu'à ce que le roi, qui déjà commençait à avoir ce coup d'œil d'un grand général, fit à propos et en diligence occuper une hauteur abandonnée et de là vint tomber sur le flanc des Autrichiens. Cette manœuvre jointe au désordre qu'occasiona le pillage du camp prussien par la cavalerie autrichienne, décida de la journée; Charles fit sonner la retraite. Cependant la perte fut à peu près égale des deux côtés, et une capture de dix-huit canons fut pour les Prussiens le seul trophée de victoire. Les suites de cette bataille furent plus importantes que la bataille elle-même. Elle mit à maturité un projet bien dur pour Marie-Thérèse, celui d'abandonner au jeune vainqueur, favori de la fortune, ses conquêtes; et il ne demandait rien de plus. On tint donc en diligence des conférences de paix le 11 juin, les conditions furent signées à Breslau, et le 28 la paix définitive fut signée à

Berlin. Le roi obtint la haute et la basse Silésie et le comté de Glaz, excepté les villes de Troppau, Jœgerndorf, et les montagnes de Silésie de l'autre côté de l'Oppa. Mais, pour cela, il eut à payer 1,700,000 écus aux Anglais, qui avaient hypothèque sur la Silésie.

Suite de la guerre de la succession d'Autriche. 1742—1744.

Délivrés d'un tel ennemi, les Autrichiens purent tourner toutes leurs forces contre les Français et les Bavarois; car les Saxons, à l'exemple des Prussiens, s'étaient retirés de la guerre. L'armée française était toujours en Bohême, et tenait Prague en sa possession. Le prince de Lorraine marcha contre elle et assiégea la ville. Bientôt la disette fut au plus haut degré, mais elle pesait surtout sur les citoyens; car toujours en pareilles circonstances les hommes d'armes savent se procurer des vivres par la force. Quand tout fut consommé, quand mille victimes eurent succombé, quand la ville ne ressemblait plus qu'à un vaste hôpital, alors le maréchal de Belle-Isle se décida à un projet extrême. Il prit ce qu'il y avait de plus valide dans sa garnison, environ quatorze mille hommes, abandonna la ville le 17 décembre 1742; et par l'hiver le plus rude, à travers les montagnes, les chemins impraticables et les fondrières cachées par la neige, il se mit en route, se dirigeant sur l'Eger, où il arriva après onze jours de marche. Mais, pendant ces onze

jours, il avait perdu quatre mille hommes, sans compter ceux qui restèrent et moururent dans Prague. Ainsi finit la domination française en Bohême; et l'empereur Charles VI n'était pas plus heureux que ses alliés. Pendant que les Autrichiens portaient toutes leurs forces sur la Bohême, il avait à la vérité pris possession de toute la Bavière et était entré dans sa capitale dans l'automne; mais dès le printemps suivant il fut obligé de l'abandonner comme un fugitif et de revenir de nouveau s'établir à Francfort; tandisqu'une administration autrichienne était organisée en Bavière.

Dans cette année 1743, l'Angleterre prit aussi une part active contre la France : elle détruisit sa marine, lui enleva ses colonies, et en même temps le roi George II arriva en Allemagne à la tête d'une armée composée d'Anglais, de Hanovriens et de Hessois, battit les Français près de Dettingen, le 27 juin, et les chassa de l'autre côté du Rhin. Plus tard la cour de Vienne réussit à gagner le ministre de Saxe, Bruhl, qui était tout puissant sur l'esprit du roi, et par lui on parvint à faire une alliance entre la Saxe et Marie-Thérèse. La fortune avait couronné sa fermeté et ramené la victoire de son côté, et la seule perte dont elle eut à souffrir était celle de la Silésie; mais elle espérait bien ou la reprendre ou la compenser par une autre acquisition.

Deuxième guerre de Silésie. 1744—1745. — Cependant le roi de Prusse ne vit pas sans inquiétude ces succès de l'Autriche et surtout son alliance avec

le roi de Saxe ; combien en effet ne leur était-il pas facile de tourner leurs armes contre lui, s'ils venaient à n'être pas trop occupés avec la France et la Bavière. Peut-être aussi crut-il qu'il était indigne de lui de laisser succomber un empereur de son choix. Dès lors les pressantes sollicitations de Charles VII furent accueillies ; il se prépara en toute hâte à de nouveaux combats, et, l'an 1744, il entra en campagne avec cent mille hommes de troupes impériales auxiliaires, comme il les appelait, pénétra en Bohême et prit Prague ; mais le duc de Lorraine vint à sa rencontre avec une armée nombreuse, le força d'abandonner la Bohême et de se replier en Silésie. Ce fut pour le roi une mauvaise campagne ; car il perdit beaucoup d'hommes, beaucoup de provisions, épuisa son trésor, apprit à ses dépens que les Français étaient de mauvais alliés, et perdit l'empereur Charles VII, qui mourut tout d'un coup, le 20 janvier 1745.

Le secours de Frédéric ne put que donner à l'empereur la consolation de mourir dans son palais à Munich ; il venait de rentrer pour la troisième fois dans cette ville, et sitôt après sa mort elle retomba au pouvoir de l'ennemi. Sa mort enlevait aux Français leur principal motif de prendre part à cette guerre, et Frédéric se vit ainsi sans alliés. Cependant Marie-Thérèse disait publiquement que la Silésie allait revenir à la maison d'Autriche, puisque le roi de Prusse avait rompu la paix de Berlin. La haute Silésie était inondée de troupes autrichiennes, plu-

sieurs places fortes étaient tombées entre leurs mains, et il fallait toute la force d'âme de Frédéric pour ne pas se laisser abattre ; mais lui, plein de confiance en son armée et en sa fortune, il attaqua le prince de Lorraine, le 4 juin, à Hohenfriedberg. Ce prince ne s'attendait point à une si prompte attaque et n'était point prêt ; à neuf heures du matin la victoire était décidée pour le roi de Prusse. La Silésie fut ainsi sauvée, et les Autrichiens se hâtèrent de rentrer en Bohême.

L'année suivante ils revinrent : le prince de Lorraine, à la tête de quarante mille hommes, avait ordre de livrer bataille ; et, en effet, il surprit le roi, qui n'avait que dix-huit mille hommes, auprès de Sorr, où il était campé. C'était un combat dangereux pour une si petite troupe ; il dura cinq heures et fut cependant à son avantage. Le général autrichien fit de grossières fautes, tandis que déjà les généraux que Frédéric avait à son service étaient des maîtres. L'un d'eux, qui devint plus tard si célèbre, le prince Ferdinand de Brunswick, emporta une hauteur importante que, par un singulier hasard, son frère Louis défendait avec les Autrichiens.

Cette victoire n'avait pourtant pas écarté tous les dangers ; on avait formé le projet d'envoyer, en toute célérité, une armée autrichienne réunie aux Saxons droit à Berlin, pour forcer le roi, par la perte de sa capitale, à rendre la Silésie ; la Saxe espérait même acquérir ainsi le duché de Magdebourg. Mais dès que Frédéric s'aperçut de ce mouvement, il ras-

sembla son armée et passa en Lusace. Le vieux duc de Dessau reçut ordre en même temps de rassembler aussi lui une armée auprès de Halle, d'entrer dans l'électorat et de marcher droit sur Dresde. Il rencontra les Saxons et une partie de l'armée autrichienne sur des hauteurs, près du village de Kesselsdorf, les attaqua le 15 décembre, et remporta sur eux la victoire malgré l'avantage de leur position. Cette bataille valut au roi la capitale, Dresde, où il fit son entrée le 18 décembre, et de plus la paix de Dresde, qui termina la deuxième guerre de Silésie et confirma les Prussiens dans leurs possessions.

François Ier élu empereur. 1745—1765.

Marie-Thérèse, dès le commencement de l'année 1745, avait fait avec le fils de l'empereur Charles VII une paix à Fussen, par laquelle Maximilien-Joseph reprenait son électorat; mais en compensation renonçait pour lui et pour sa postérité à la succession d'Autriche. Il promettait de plus de donner sa voix au grand-duc François de Toscane, l'époux de Marie-Thérèse; et comme alors il réunissait en sa faveur les voix de tous les autres électeurs, excepté celles du prince palatin et de Frédéric II, François I fut élu à Francfort, le 13 septembre 1745, et couronné le 4 octobre.

Paix d'Aix-la-Chapelle. 1748. — La guerre con-

tinua encore quelques années avec la France, mais pas à l'avantage de l'Autriche; car depuis que le maréchal de Saxe commandait l'armée française, il faisait tous les jours de nouvelles conquêtes dans les Pays-Bas; et, dans l'année 1745, il battit deux fois les Autrichiens, à Fontenoy et Raucour, et s'empara non seulement des Pays-Bas autrichiens, mais aussi de la Flandre hollandaise. Ces événements portèrent à la paix avec d'autant plus de force, et les envoyés s'assemblèrent à Aix au mois d'avril 1748. On s'en occupa pendant tout l'été et elle fut arrêtée le 18 octobre. L'Autriche céda quelques provinces en Italie à don Philippe, le plus jeune fils du roi d'Espagne; la France, pour tant de sang et de frais prodigués dans cette guerre, ne reçut aucun dédommagement, et la maison d'Autriche, qu'elle voulait ruiner de fond en comble, se trouvait de nouveau affermie et en possession de la dignité impériale.

Moment de calme de 1748-1756. — L'espace de huit ans qui suivit la paix d'Aix jusqu'à ce que de nouveaux orages vinssent éclater sur l'Europe, ne laissa pas les peuples sentir avec sécurité et certitude tout leur bien-être. Les esprits étaient toujours inquiets et effrayés par l'attente de nouvelles secousses; car il était trop évident que les puissances belligérantes n'avaient point encore trouvé d'équilibre, et que ce n'était qu'un temps d'arrêt pour recommencer bientôt une nouvelle lutte. La reine ne pouvait s'empêcher de regretter la Silésie, et elle en sentait d'autant plus vivement la perte qu'elle savait

que le roi de Prusse, par une administration bien réglée, avait doublé les revenus de ce beau pays; et Frédéric était trop clairvoyant pour ne pas voir une troisième guerre comme inévitable. La plus grande agitation régnait aussi parmi toutes les puissances de l'Europe; elles faisaient des alliances, cherchaient des amis de tous côtés et faisaient des préparatifs sur terre et sur mer. L'Europe était partagée en deux parties, la France, la Suède et la Prusse d'un côté, l'Autriche, l'Angleterre et la Saxe de l'autre: les autres puissances ne s'étaient pas encore prononcées, mais leur alliance était recherchée instamment par les deux partis. Marie-Thérèse jeta d'abord les yeux sur la puissance russe, dont l'impératrice Élisabeth ne paraissait pas éloignée de l'idée de replonger son audacieux voisin dans son ancienne obscurité; et toutes les deux contractèrent une alliance par l'entremise du grand chancelier Bestuschef, tout puissant à la cour de Russie et ennemi personnel du roi de Prusse, parce que ce prince n'avait pas su se plier à sa cupidité. Pour porter la Russie encore plus activement contre la Prusse, l'Angleterre employa son or auprès du grand-chancelier et peu s'en fallut que la guerre ne se déclara dès lors. Georges II d'Angleterre la désirait d'autant plus, qu'il espérait par là voir son électorat de Hanovre à l'abri; car, si la Prusse s'était unie contre lui à la France, ces deux puissances n'auraient pas manqué de l'envahir pendant qu'il était occupé à faire des conquêtes dans le nouveau monde. Quant à Marie-

Thérèse, elle voyait cet orage gronder sur le nord avec espérance et complaisance; car elle comptait sur une occasion de reconquérir la Silésie. C'était le temps d'une diplomatie habile et raffinée qu'on appelait sagesse d'état: époque de bassesses, qui établissait entre les souverains des relations fausses et artificieuses, mais n'inspirait jamais de grandes pensées. Sans doute Frédéric sut calculer, suivant le génie de ses contemporains; mais il fut bien supérieur aux autres, parce que, sentant ses forces et ses ressources, il ne compta que sur lui-même et sur son peuple : les autres cherchaient plutôt des secours extérieurs et se trompaient. Le calcul de Frédéric était plus simple et il le conduisit plus sûrement à son but. Aussi le voit-on ici prendre la résolution la plus inattendue. La France ne l'aidait que bien tièdement, paralysée par sa politique; de sorte que, dans les deux guerres de Silésie qu'il avait soutenues, sa protection avait été presque nulle. Frédéric, pesant donc la juste valeur de son amitié, se tourna tout d'un coup vers l'Angleterre, qui était puissante et audacieuse autant qu'entreprenante, et il lui demanda son alliance; et le peuple anglais, qui aime par-dessus tout ce qui a un air de jeunesse et de vigueur, accepta volontiers. Jamais peut-être en Angleterre une alliance ne fut reçue avec plus d'enthousiasme que celle-ci. Ces deux peuples, qui ne pouvaient devenir dangereux l'un à l'autre dans leurs efforts essentiels, avaient besoin d'un mutuel secours contre leurs ennemis et en même temps

d'une confiance réciproque, pour que l'Angleterre n'eût plus de craintes au sujet du Hanovre. Telle est la base de l'alliance entre l'Angleterre et la Prusse, dont la sécurité s'appuya sur la sympathie des deux peuples : sécurité naturelle, on pourrait dire plus sûre que celle qui repose sur la diplomatie. Ce changement en opéra un autre dans tous les rapports européens : la Prusse s'était séparée de la France, et l'Angleterre de l'Autriche ; alors, comme par un jeu bizarre du sort, la France et l'Autriche, ennemies depuis trois siècles, se virent, à leur grand étonnement, très rapprochées et presque forcées de se donner la main. C'était une moquerie des règles de calcul tenues jusqu'alors pour irréfragables. Heureusement pour l'Autriche, elle avait, dans son premier homme d'état, le prince Kaunitz, et dans son impératrice Marie-Thérèse, deux esprits qui saisirent tout de suite leur nouvelle position et ne se laissèrent pas arrêter par des habitudes. Ils recherchèrent donc l'alliance de la France et l'obtinrent. Le traité fut signé à Versailles, le 1er mai 1756 ; et celui de l'Angleterre et de la Prusse avait été signé à Westminster au mois de janvier de la même année.

L'électeur de Saxe, roi de Pologne, sous le nom d'Auguste III, était entièrement conduit par son ministre, le comte de Bruhl. A la vérité ce prince aimait à mener une vie molle et voluptueuse ; mais son ministre, qui de page s'était élevé à la dignité de ministre d'état, sans aucun véritable service, était plein de projets cachés ; il haïssait Frédéric, qui le

méprisait, et s'unit au prince de Kaunitz pour la perte de la Prusse ; et tous les deux trouvèrent en Russie, dans Bestuschef, un troisième associé. L'impératrice elle-même, Élisabeth, était personnellement ennemie de Frédéric ; parce que sa satire ne l'avait pas épargnée, et que des esprits malveillants lui avaient rapporté les propos et les poésies du roi.

Quant à la Suède, elle était alors tellement attachée à la France, qu'elle en suivait pas à pas toutes les traces, et que le roi de Prusse dut s'attendre à avoir contre lui ce peuple si honorable, si on en venait à une guerre générale.

Ainsi l'Autriche, la Russie, la France, la Suède, la Saxe se trouvaient réunies contre un seul roi, dont les états ne contenaient pas cinq millions d'hommes, privé de secours étangers, si ce n'est de l'Angleterre, qui, dans une guerre continentale, n'était pas de grande ressource. Aussi les trois ministres n'avaient-ils aucun doute sur le sort de la Silésie, et déjà, dans leur pensée, l'audacieux et entreprenant monarque était-il réduit à son seul duché de Brandebourg ; seulement ils avaient oublié de faire entrer dans leurs comptes la force du génie dont ce prince était doué, et les prodiges que peut opérer un peuple fier et confiant, enthousiasmé par son roi. Frédéric fut bientôt instruit de ces projets par un secrétaire de Saxe qu'il avait gagné et qui tenait tous les écrits et traités faits entre les cours de Vienne, Saint-Pétersbourg et Dresde, et par là put voir quels orages s'amassaient sur sa tête. Dans une telle position, il eut recours aux

moyens extraordinaires que lui suggéra son âme audacieuse. Loin donc de perdre le temps à se préparer pour attendre le danger, il s'y jeta en furieux; car, quel que fût le malheur qui lui arrivât alors et pendant son entreprise, il devait être encore moindre que celui qu'il apercevait dans le lointain.

Guerre de sept ans. 1756—1763.

Frédéric fit ses préparatifs de campagne si secrètement et si inaperçu, que personne ne put deviner sa pensée; et tout d'un coup, au mois d'août 1756, avant la moisson, soixante-dix mille Prussiens entrèrent en Saxe, demandant un libre passage en Bohême. Le dessein du roi n'était pas tant d'agir en ennemi contre les Saxons que de les forcer par une entreprise hardie à s'unir avec lui, comme avait fait Gustave-Adolphe; car pour attaquer la Bohême avec succès, comme il l'espérait, il fallait auparavant être sûr de la Saxe et s'en servir comme point d'appui. Il chercha donc, par toutes espèces de moyens, par ses ambassadeurs et par ses lettres, à entraîner Auguste III dans son alliance; mais quand il vit qu'il n'y pouvait réussir et que le comte de Bruhl se contentait de lui promettre la neutralité, Frédéric crut qu'il ne pouvait laisser sur ses derrières une puissance dont il n'était pas sûr, les armes à la main, et il l'attaqua à force ouverte. Les Saxons surpris s'étaient retirés en toute hâte, au nombre de dix-sept

mille hommes, sans bagages et sans provisions, dans une vallée de l'Elbe, entre Pirna et la citadelle de Koenigstein, et y avaient fortifié un camp imprenable. C'était la résolution la plus habile, et plus désavantageuse pour Frédéric que s'ils avaient passé les montagnes pour aller se joindre à l'armée autrichienne; car cette armée encore en désordre et faible, n'aurait pu, même après la réunion des Saxons, résister à la première attaque de Frédéric en Bohême; tandis qu'il se voyait ainsi forcé de perdre un temps précieux à les surveiller, les assiéger; et pendant ce temps-là l'armée impériale se rassemblait, s'organisait et pouvait, par une bataille heureuse, délivrer la Saxe.

Bataille de Lowositz. 1[er] octobre 1756. — Telle fut, en effet, la tentative du feld-maréchal Brown, qui commandait les troupes impériales; le 30 septembre, il s'avança jusqu'à Budin sur l'Eger, se dirigeant vers les postes des Prussiens, et vint camper sur les montagnes qui séparent la Saxe de la Bohême. Le roi, qui depuis quatre semaines se tenait devant le camp saxon, s'avança lui-même au-devant de l'ennemi avec une partie de son armée; mais ce n'était qu'une faible portion, vingt-quatre mille hommes sur soixante-dix mille; il était obligé de laisser le reste pour surveiller les Saxons. D'un autre côté, les Autrichiens étaient commandés par le meilleur général qu'ils possédassent; mais il n'en tenta pas moins un coup de hardiesse et réussit. Les deux armées se rencontrèrent près de la petite ville de Lowositz,

le 1er octobre. Ce pays était encore montagneux, et le général autrichien ne put développer toute son armée, surtout sa cavalerie, qui, par conséquent, ne prit pas une grande part à la bataille ; tandis que le feu de l'artillerie et de la mousqueterie en était d'autant plus vif, et les Prussiens étaient bien mieux servis que leurs adversaires. Ce n'étaient cependant plus ces Autrichiens que les Prussiens avaient chassés de Silésie dans les deux premières guerres, c'était une armée exercée depuis dix ans, prompte, bien disciplinée et bien pourvue d'artillerie. Il était déjà midi, et les Prussiens, malgré leurs courageux efforts, ne pouvaient ébranler la fermeté des ennemis.

Après six heures d'un feu bien nourri, ils avaient épuisé leurs cartouches et commençaient à se décourager, parce qu'on ne pouvait leur en donner. « Quoi ! s'écria alors le duc de Bewern qui les commandait, n'avez-vous pas appris à attaquer l'ennemi à l'arme blanche. » A ces mots leurs rangs se serrent, et ils fondent sur les Autrichens. Toute résistance fut inutile ; comme un torrent sorti de ses digues, ils renversent tout devant eux et emportent d'assaut la petite ville de Lowositz. Ce moment fut décisif : le feld-maréchal Brown, bien qu'une faible partie de son armée seulement eût été engagée, fit retraite et ramena le reste sur Budin, de l'autre côté de l'Eger.

Frédéric connut à cette bataille quels autres guerriers il avait à combattre dans les Autrichiens, et il sentit dès lors quelle redoutable guerre il avait à soutenir. Mais, d'un autre côté, le courage héroïque

de son armée avait excité son admiration, et il écrivait à ce sujet : « Maintenant j'ai vu ce que peuvent mes guerriers, ils n'ont jamais fait tant de prodiges de valeur depuis que j'ai l'honneur de les conduire. »

Soumission des Saxons. 14 octobre 1756. — Frédéric n'avait désormais rien de plus pressé que de mettre fin à ce long retard causé par l'armée saxonne. Cette armée était à la vérité dans une très fâcheuse position ; mais sa fermeté héroïque lui faisait supporter toutes les privations. Depuis long-temps elle manquait des choses les plus nécessaires, tant pour les hommes que pour les chevaux. Cependant si l'on pouvait attendre, le salut était proche, pensait-elle. On savait au camp de Pirna que le feld-maréchal Brown était en marche, et les esprits étaient constamment excités par l'espérance de voir ses drapeaux flotter sur les hauteurs à la place de ceux des Prussiens ; quand tout-à-coup les cris de victoire au sujet de la bataille de Lowositz sont mille fois répétés par les échos des vallées et des cavernes, et par tout le camp prussien. Toutes les montagnes, tous les villages étincellent de feux de joie. L'impression en fut terrible pour ces guerriers réduits à la dernière extrémité. Il n'y avait plus d'autre espoir de salut que dans une tentative pour gagner la Bohême, ils la tentèrent ; mais le vent, l'orage et une pluie effroyable ou la bonne surveillance des Prussiens en empêchèrent le succès ; et ces braves Saxons qui n'avaient ni dormi, ni mangé depuis trois jours et tom-

baient de fatigue, furent obligés de déposer les armes au nombre de quatorze mille hommes qui restaient, avec leur général, le comte Rutowski (14 octobre). Leur courage à supporter leurs fatigues leur avait mérité un meilleur sort. Les officiers furent abandonnés sur leur parole d'honneur et les simples soldats forcés de servir la Prusse. Frédéric calculait que ces quatorze mille hommes, s'il les laissait en liberté, augmenteraient considérablement la force de l'armée ennemie, et que s'il les enfermait comme prisonniers de guerre, ils lui consommeraient un million par an. Il voulut par conséquent en tirer parti pour ses frais; car, à cette époque, le soldat était moins considéré comme citoyen d'un état que comme un homme qui vend son corps et sa vie à un service militaire pour un certain temps, et qui peut facilement s'habituer à servir celui contre qui il vient de combattre: l'honneur militaire était différent de l'honneur civil, et le serment du soldat était plus sacré que la parole du citoyen. Cependant Frédéric tira peu de parti des Saxons; ils abandonnaient ses drapeaux par troupe à la première occasion favorable, et s'en allaient rejoindre leur roi en Pologne où ils s'était retiré après la perte de son armée, ou bien ils se rendaient aux Autrichiens. Telle fut la première campagne. La Saxe restait au pouvoir de Frédéric II.

ANNÉE 1757.

Batailles de Prague, Kollin, Rosbach et Lenthen.

Les préparatifs qu'on faisait pour l'année suivante présentaient à Frédéric une image qui n'était rien moins que rassurante. Les plus grandes puissances de l'Europe étaient furieuses contre lui, et se préparaient pour l'accabler. L'Autriche offrait toutes les forces de ses riches et beaux états ; la Russie levait cent mille hommes ; la France encore plus ; la Suède pouvait mettre sur pied vingt mille hommes ; et l'empire germanique, considérant l'invasion de Frédéric en Saxe comme une violation de la paix des pays, offrait à la cour impériale soixante mille hommes. Un demi-million d'hommes au moins devait donc prendre les armes contre lui, et il ne pouvait leur opposer que deux cent mille hommes, encore en faisant les derniers efforts. Il n'avait pour alliés que l'Angleterre, le landgrave de Hesse et les ducs de Brunswick et de Gotha. Il fut donc obligé d'opposer tous ses alliés à la France seule; et pour les autres puissances, il espérait suppléer au petit nombre par l'habileté de ses grands généraux, doubler ses forces par la célérité, et, passant avec la même armée d'un lieu dans un autre, battre les ennemis les uns après les autres. En conséquence, il résolut de porter le premier effort de ses armes contre l'Autriche, qu'il regardait comme le principal ennemi, et il chargea le feld-maréchal Lehwald de défendre la Prusse avec douze mille

hommes contre les Russes. Il ne lui restait ainsi que quatre mille hommes pour défendre Berlin contre les Suédois; mais heureusement pour les Prussiens que la guerre n'était pas sérieuse de leur part.

Bataille de Prague. 6 mai 1757. — Marie-Thérèse, par une extraordinaire prédilection pour son beau-frère, avait nommé pour général en chef de l'armée impériale le prince de Lorraine, quoique déjà deux fois battu par Frédéric; tandis que l'habile, le grand Brown devait servir sous ses ordres. Brown avait donné le conseil de devancer la célérité des Prussiens dans l'attaque, d'entrer en Saxe et en Silésie et d'écarter ainsi la guerre des provinces héréditaires de l'Autriche; mais Charles de Lorraine, quoique souvent trop précipité, tira en longueur cette fois, préféra se tenir sur la défensive et voulut rassembler de nombreuses forces autour de lui; c'est ce que désirait Frédéric, et il sut même confirmer le prince dans la croyance que l'armée Prussienne, en présence de tant d'ennemis puissants, se tiendrait sur la défensive. Puis, tout d'un coup, quand on était dans la plus grande sécurité, quatre corps d'armées, semblables à quatre fleuves impétueux, après avoir traversé les montagnes, entrent en Bohême par quatre côtés, s'emparent de toutes les provisions impériales, qui servirent à les entretenir pendant plusieurs mois, et se réunissent le 6 mai au lieu du rendez-vous, dans le voisinage de Prague.

Ce qui sauva Frédéric et couvrit son armée de gloire, c'est que ses plans aient pu s'exécuter avec

tant d'ordre, avec l'exactitude la plus étonnante; et que son génie enfin ait eu à son service un corps si bien organisé et des membres si puissants.

Le prince de Lorraine avait rassemblé ses troupes en toute hâte et avait pris une position retranchée et très forte sur les montagnes près de Prague, et il s'y croyait à l'abri de toute attaque; mais Frédéric à qui chaque heure qui n'a pas avancé la décision semblait perdue, voulait livrer bataille aussitôt qu'il se trouverait en face de l'ennemi, et son favori, l'audacieux, l'invincible général Winterfeld, le confirmait dans ce projet. Ce général fut donc chargé d'aller examiner la position de l'ennemi. Or il crut remarquer que son aile droite pouvait être facilement attaquée, parce qu'il voyait devant lui une plaine verte; mais c'étaient des marais desséchés et très vaseux, dans lesquels on avait semé de l'avoine, et qui devaient, après la moisson, être de nouveau couverts d'eau. Cette erreur fit décider la bataille un peu trop vite. Le feld-maréchal Schwérin, qui était arrivé le matin avec ses troupes bien fatiguées et ne connaissait point le champ de bataille, conseillait d'attendre au lendemain; mais le roi, qui portait déjà dans sa tête le plan d'une belle bataille, était empressé d'en venir à l'exécution et rejeta toute espèce de retard. Alors ce vieux guerrier, qui portait encore, à l'âge de soixante-treize ans, tout le feu de la jeunesse, s'écria, en enfonçant son chapeau sur ses yeux: «Eh bien! si l'on doit et s'il faut être battu précisément aujourd'hui, j'irai chercher l'ennemi là où je le vois.»

La bataille ne commença qu'à une heure après midi, parce que toute la matinée avait été employée aux préparatifs nécessaires, parce que le terrain était coupé de marécages et de montagnes; et quand les Prussiens arrivèrent à l'ennemi, ils étaient déjà accablés par le travail et furent reçus par un terrible feu d'artillerie; des rangs entiers étaient jetés par terre; il semblait impossible que la nature humaine eût assez de courage pour tenir devant une puissance si meurtrière. Toutes les attaques étaient sans succès, et l'ordre de bataille commençait à chanceler; alors le vieux maréchal Schwérin saisit un drapeau, crie à ses guerriers de le suivre, et marche droit où le feu est le plus meurtrier; mais aussitôt il tombe percé de quatre biscaïens, et meurt de la mort des héros. Le général Manteufel prend le drapeau de ses mains couvert de son sang, et conduit en avant ses guerriers plus enflammés que jamais.

Le frère du roi, le prince Henri, met lui-même pied à terre, et conduit sa troupe à une batterie qu'il emporte; le duc de Brunswick presse l'aile gauche autrichienne avec le plus grand courage, les chasse d'une montagne à l'autre et emporte sur elle sept retranchements. Cependant la victoire resta indécise tant que le feld-maréchal Brown maintint les rangs autrichiens par son esprit d'ordre; mais quand il succomba, frappé d'un boulet, avec lui tomba la fortune de cette journée. Le roi Frédéric, qui de son œil pénétrant contemplait le champ de bataille, vit l'ennemi chanceler; et, remarquant

un intervalle au milieu de ses rangs, il s'y jeta aussitôt et rompit ainsi la communication de l'ordre de bataille. Ce coup fut décisif : les Autrichiens plièrent sur tous les points. Le plus grand nombre se jeta dans Prague, et une autre partie alla rejoindre le maréchal Daun qui se trouvait à Kuttenberg avec une armée de réserve.

La victoire était chèrement achetée : quinze mille Prussiens morts ou blessés étaient sur le champ de bataille, et parmi eux surtout l'inestimable feld-maréchal Schwérin ; mais le souvenir de sa mort héroïque et le drapeau sanglant qu'il portait étaient pour l'armée prussienne un legs sacré qui devait exciter continuellement sa valeur. Les Autrichiens souffrirent aussi eux-mêmes une perte irréparable dans celle du feld-maréchal Brown, qui mourut de sa blessure sept semaines après ; il avait vieilli dans les camps, et son expérience en avait fait le meilleur général de son temps.

Bataille de Kollin. 18 juin. — La lutte en Bohême n'était point décidée par cette bataille, bien que par la position actuelle des partis la campagne semblât devoir se terminer très glorieusement pour Frédéric ; car il tenait le prince de Lorraine renfermé dans Prague avec quarante-six mille hommes, sans ressources pour s'y maintenir long-temps. Leur espoir de salut, à la vérité, était dans le feld-maréchal Daun, qui se trouvait tout près avec une armée considérable ; mais s'il venait à être aussi battu lui-même par le roi, l'armée renfermée dans Prague était perdue,

la campagne la plus glorieuse acquise aux Prussiens, et peut-être la paix conquise dans la deuxième année de la guerre ; car Frédéric ne voulait pas autre chose que ce qu'il finit par obtenir, c'est-à-dire que la Silésie lui restât. Mais une solution si facile ne devait pas avoir lieu, des succès si constants ne devaient pas le conduire à son but, il fallait que son âme fût éprouvée par les plus dures calamités.

Il avait résolu de ne pas attendre l'attaque de Daun et de marcher au devant de lui. Après être resté cinq semaines devant Prague, il partit avec douze mille hommes pour aller rejoindre le duc de Bewern, qui observait l'armée de Daun, et l'attaqua près de Kollin, le 18 juin. L'ordre de bataille était très bon, et s'il eût donné la victoire à Frédéric, comme toutes les pensées de ses adversaires se calquaient sur la sienne, il fût devenu à la mode. Frédéric voulut employer dans cette occasion le même ordre de bataille qu'employa Épaminondas pour vaincre les invincibles Spartiates ; c'est l'ordre de bataille oblique. Le plus faible peut quelquefois s'en servir avec avantage contre une puissance supérieure, pourvu qu'il y ait la condition essentielle de promptitude dans les mouvements ; car si une armée inférieure en nombre se présentait de front, elle serait débordée des deux côtés ; mais si elle se présente obliquement, elle peut diriger toute la force de son attaque sur une seule aile, tandis que l'autre est très éloignée en arrière, la presser, l'enfoncer ; et, quand une aile est ainsi battue, l'autre doit faire retraite, parce qu'elle

aurait l'ennemi en flanc. Ainsi, quand un général est assez audacieux pour exécuter une pareille manœuvre, difficilement la victoire lui échappe; mais il faut qu'il soit bien sûr de son armée, pour que la promptitude et l'exactitude de ses mouvements trompent l'ennemi et l'aient vaincu avant qu'il ait pu s'apercevoir du plan d'attaque. Telle fut la manœuvre des Prussiens à Kollin, et la première attaque, conduite par Ziethen et Hulsen, sur l'aile droite des Autrichiens, mit tout en déroute. Le centre et l'autre aile de l'armée prussienne n'avaient plus qu'à suivre pour prendre en flanc successivement tous les bataillons autrichiens et se développer en même temps. Quand tout était ainsi dans la plus belle direction, le roi lui-même, comme si une sombre nuage eût couvert toutes ses idées, le roi, dis-je, ordonna au reste de l'armée de faire halte. Il y avait ce jour-là, dans sa personne, quelque chose de sombre et d'hostile qui le rendait incapable d'entendre toutes les observations de ses serviteurs ; il rejeta leurs conseils, et son regard noir et sa parole dure les repoussèrent. Mais tout homme, quelque grand qu'il soit, qui veut s'isoler, devient faible et s'abandonne à la puissance de son mauvais sort, auquel il aurait pu échapper, protégé par l'amour et la sollicitude de ceux qui l'entourent.

Quand, au moment décisif, le prince Maurice de Dessau osa faire au roi des représentations sur les mauvaises suites du changement de plan de bataille, comme il le pressait avec toujours plus de force et

d'instance, Frédéric s'avança sur lui l'épée levée, et lui demanda d'une voix menaçante s'il voulait obéir. Le prince se tut et obéit; mais dès ce moment la journée fut décidée. Par cette halte faite à contre-temps, la ligne prussienne se trouvait en face d'une position autrichienne bien retranchée et presque insurmontable; et quand ils se présentèrent à l'assaut, ils furent repoussés par une artillerie effroyable. Aucun effort ne put ramener la victoire, la fortune avait changé. Déjà le feld-maréchal Daun, désespérant du succès de la bataille, avait écrit sur un billet au crayon l'ordre de la retraite; mais le général d'un régiment de cavalerie saxonne qui vit les rangs des Prussiens s'éclaircir et s'espacer, garda le billet. Les Autrichiens revinrent à la charge, et la cavalerie saxonne se fit surtout remarquer par la fureur de ses attaques, comme si elle eût été chargée de venger la ruine de son pays. Les Prussiens étaient accablés de fatigue, et les fautes de plusieurs de leurs généraux avaient augmenté le désordre. Pour ne pas tout perdre, il fallut sonner la retraite, et Daun, trop content d'une victoire, la première remportée sur Frédéric-le-Grand ne la troubla pas. Les Prussiens perdirent dans cette journée quatorze mille hommes tués, blessés ou prisonniers, et quarante-cinq pièces d'artillerie. C'était presque la moitié de l'armée; car à Kollin trente-deux mille Prussiens avaient combattu contre soixante-six mille Autrichiens.

Quel changement de fortune! Frédéric était sur le point de faire prisonnière une armée dans la capitale

du pays, et d'étouffer dès sa naissance, dans l'espace de huit mois, la guerre la plus terrible; maintenant il fallait songer à lever le siége de Prague et abandonner la Bohême. Cette malheureuse bataille de Kollin réveilla les alliés de l'Autriche de leur inaction. Les Russes entrèrent dans le royaume de Prusse, les Suédois poussèrent leurs préparatifs plus sérieusement, et deux armées françaises passèrent le Rhin pour attaquer la Hesse, le Hanovre, et par suite les états héréditaires prussiens. L'une d'elles commandée par le prince de Soubise, se dirigea vers la Thuringe pour se réunir à l'armée impériale sous les ordres du prince Hildbourghausen. Le maréchal d'Estrée, qui commandait la principale armée française, battit à son entrée dans le Hanovre, 26 juillet, le duc de Cumberland à la tête de l'armée anglo-allemande, près de Hastenbeck, sur le Wéser. Ce fut l'inexpérience du général anglais qui fit perdre la victoire; car son armée, quoique plus faible, avait obtenu de grands avantages dus à la valeur du prince héritier de Brunswick, et déjà le général français avait donné l'ordre de la retraite; quand le duc, au grand étonnement de tout le monde, abandonna le champ de bataille, et ne s'arrêta dans sa retraite que quand il eut rejoint l'Elbe auprès de Stade. Pour comble de honte, il fut obligé de conclure à Closter-Séven, peu de temps après, le 9 septembre, une convention par laquelle il s'engageait à licencier l'armée et à abandonner aux Français le Hanovre, la Hesse, le duché de Brunswick et tout le

pays situé entre le Wéser et le Rhin. Le duc de Richelieu, qui succéda au maréchal d'Estrée dans le commandement, était un homme insolent, prodigue et sans conscience, qui tortura le pays par les exactions les plus inouïes; et comme autour du général chacun s'abandonnait à son désir d'argent et à ses voluptés, cet esprit infâme se répandit bientôt dans toute l'armée; il n'y eut donc point d'excès qu'elle ne commît. La perte des mœurs est plus à craindre dans un état civilisé que dans un pays barbare; parce que sous le charme de la séduction elle laisse un poison dévorant au sein des villes et des villages, et même des familles. La mauvaise réputation de l'armée française et la haine que les Allemands, si naturellement simples, portaient à ce poli, à ce fardé du crime, n'a pas peu contribué à gagner les cœurs presque partout pour le parti de Frédéric. Car on ne peut comprendre avec quelle joie le peuple apprenait une de ses victoires; tandis que peut-être le prince, comme membre de l'empire, était en guerre avec lui. Tant est grande la puissance qu'un esprit supérieur exerce sur son siècle! tant un cœur généreux prend activement parti, comme malgré lui, pour celui qui par sa force et son courage combat l'inflexibilité du sort! tant aussi était entraînant le spectacle qu'offrait Frédéric luttant seul avec des Allemands contre les hordes barbares de l'est, contre le plus grand ennemi de la patrie à l'ouest, et dans l'intérieur contre des armées autrichiennes composées de soldats de langage, d'habitudes, de mœurs différents,

avides de pillage, Croates et Pandours! Car si Frédéric n'avait combattu que contre l'Autriche et des Allemands, les vrais patriotes n'auraient eu de larmes que pour plaindre et déplorer l'aveuglement de ces combattants, qui auraient dû plutôt se donner la main comme frères. C'était surtout le nord de l'Allemagne qui s'attachait au roi, se regardait comme à lui et partageait ses joies et ses douleurs; parce que là, on combattait contre les Français, et que la cause de Frédéric était par conséquent regardée comme celle de l'Allemagne.

La convention de Closter-Séven ouvrait aux Français le chemin jusqu'aux rives de l'Elbe et jusqu'à Magdebourg. Leur deuxième armée réunie aux troupes impériales était déjà en Thuringe et se préparait à enlever aux Prussiens toute la Saxe, leur refuge et leur entrepôt.

Frédéric n'était pas pressé de ce côté seulement. Les Suédois se répandaient dans la Poméranie et l'Uckermarche et en tiraient de grosses contributions, et s'ils avaient voulu faire usage de leurs forces ils pouvaient arriver à Berlin sans obstacle. Le général russe Apraxin était entré en Prusse avec cent mille hommes, et le feld-maréchal Lehwald n'avait que vingt-quatre mille hommes à lui opposer; cependant il lui fallut livrer bataille, coûte que coûte, le roi l'exigeait pour mettre un terme aux dévastations de ces barbares. La bataille se livra à Grossjœgerdorf, près de Wélau; mais la valeur la plus étonnante ne pouvait vaincre contre une si grande supériorité de

nombre. Lehwald fut obligé de se retirer, après une perte de plusieurs milliers d'hommes ; et il semblait que les Prussiens n'avaient plus rien à espérer contre l'armée ennemie ; mais au moment le plus inattendu, Apraxin se retira sur la frontière russe dix jours après sa victoire. Ainsi brillait de temps en temps un rayon qui semblait vouloir rendre un nouvel éclat à la carrière de Frédéric. Cette fois c'était une sérieuse maladie de l'impératrice Élisabeth. Car le grand chancelier Bestuschef, croyant sa fin très prochaine, et tournant déjà les yeux sur son successeur, le grand-duc Pierre, admirateur et ami du héros de la Prusse, avait tout d'un coup donné au général Apraxin l'ordre de sortir du pays. Alors l'armée de Lehwald put se tourner contre les Suédois, et ceux-ci à son approche abandonnèrent tout le pays jusqu'à Stralsund et l'île de Rugen.

Bataille de Rosbach. 5 novembre 1757. — Le roi, après avoir long-temps et inutilement cherché l'occasion de livrer bataille aux Autrichiens en Lusace, arriva sur la Saale, au mois d'août, pour chasser les Français de la Saxe. Après avoir quelques temps erré de côté et d'autre, il les rencontra le 5 novembre, avec l'armée impériale, dans le village de Rosbach, non loin de la Saale. Frédéric n'avait que vingt-deux mille hommes, et les ennemis soixante mille ; déjà ils se félicitaient tout haut, disant que cette fois-ci le roi de Prusse ne pourrait leur échapper avec sa petite troupe. Il était campé sur une hauteur, et les Français s'avançaient à marches forcées vers son camp,

au son des trompettes, uniquement occupés de savoir s'il les attendrait; car ils le croyaient enfermé et ils espéraient terminer tout d'un coup la guerre par la prise du roi. Du côté des Prussiens, on n'entendait pas un seul coup de canon, on aurait dit qu'ils ne remarquaient pas les préparatifs que l'on faisait contre eux; la fumée des cuisines du camp restait toujours la même, et Frédéric prenait son repas avec ses généraux dans l'apparence du plus grand sang-froid et même de l'indifférence. Mais quand le moment fut arrivé, il donne ses ordres, et dans un instant les tentes s'abattent, l'armée se range en bataille, les batteries cachées commencent leur terrible jeu, et Seidlitz, le premier à la tête de sa belle cavalerie, se jette sur les bataillons ennemis qui arrivent. Les Français n'avaient point encore éprouvé cette célérité des Prussiens; il leur fut impossible de former leurs rangs sur quelque endroit que ce fût. Ils étaient repoussés avant d'avoir pu y parvenir, et en moins d'une demi-heure l'affaire était décidée et l'armée française était en plein déroute. Ils furent saisis d'une telle épouvante qu'ils ne s'arrêtèrent qu'au milieu des états de l'empire; quelques-uns mêmes ne se crurent en sûreté que quand ils furent passés de l'autre côté du Rhin. Sept mille hommes restèrent entre les mains du roi, dont neuf généraux, trois cent vingt officiers, soixante-trois canons et vingt-deux étendards; et cette belle victoire ne coûta aux Prussiens que quatre-vingt-onze morts et deux cent soixante-quatorze blessés. Frédéric fut rede-

vable de ce brillant succès à la belle discipline de son armée, à laquelle il lui fallut demander l'exécution d'une de ses pensées audacieuses et subites, mais surtout à la valeur et à la célérité du général Seidlitz et de sa cavalerie.

La Saxe se trouvait sauvée de ce côté; mais il restait encore à Frédéric bien d'autres fatigues à soutenir cette année. Car, pendant son absence, son favori et son confident, le général Winterfeld, avait péri dans un combat près de Moys; le duc de Bewern s'était replié avec son armée jusque sous les murs de Breslau en Silésie; et parce qu'il n'avait rien osé tenter en présence des armées réunies du prince de Lorraine et du feld-maréchal Daun, l'importante place de Schweidnitz était tombée, le 11 novembre, entre les mains du général Nadasti. Le 22, toute l'armée autrichienne ayant attaqué les Prussiens à Breslau, les avait vaincus après une vigoureuse défense; le duc de Bewern, suivant toute apparence, dans la crainte de la colère du roi, s'était laissé prendre par les Autrichiens; et enfin la capitale, Breslau, pourvue de grandes provisions et d'arsenaux bien garnis, avait été livrée aux Autrichiens par la lâcheté du général Lestwitz, avec tout ce qu'elle contenait. La Silésie semblait donc perdue pour Frédéric; car si elle restait un hiver entre les mains des Autrichiens, ils s'y fortifieraient, et alors il pourrait bien se faire qu'il devînt impossible de la reconquérir jamais. D'un autre côté, il paraissait également impossible, à moins de miracle, de la leur arracher avec les qua-

torze mille hommes qu'il amenait avec lui de Saxe à seize mille autres, les seuls restes de l'armée vaincue de Bewern.

Bataille de Leuthen. 5 décembre 1757. — C'est dans les moments presque désespérés que le roi Frédéric faisait paraître avec le plus d'éclat la grandeur de son génie, la richesse de ses ressources et sa puissance irrésistible pour entraîner ses soldats. Il convoqua ses officiers et ses généraux, et leur parla avec tant d'éloquence, qu'ils furent tous enflammés du plus grand enthousiasme. Il leur fit voir la position difficile et même presque désespérée de la patrie, s'il ne comptait pas sur leur courage pour la sauver : « Je le sais, vous sentez tous que vous êtes Prussiens, dit-il en terminant ; si cependant, il y en avait un parmi vous qui craignît de courir de tels dangers avec moi, il peut prendre congé dès aujourd'hui sans avoir à craindre le moindre reproche de ma part. » Et quand il vit à ces paroles briller dans les yeux de tous l'émotion et l'excitation la plus martiale, il ajouta d'un air satisfait : « Mais je suis convaincu d'avance que pas un de vous ne voudrait m'abandonner ; aussi je compte sur une victoire certaine. Et si je devais succomber sans pouvoir vous récompenser de vos services, alors la patrie le ferait pour moi. Adieu donc, dans quelques instants nous aurons battu l'ennemi ou l'adieu sera éternel. »

L'enthousiasme qu'inspira ce discours se répandit dans toute l'armée, et elle attendait avec impatience d'être conduite à l'ennemi. Celui-ci avait une posi-

tion très avantageuse et très forte de l'autre côté de la Lohe, où il était très difficile au roi de l'attaquer. Le prudent feld-maréchal Daun voulait la conserver; car il avait appris à Kollin combien une bonne position est nécessaire pour parer à l'impétuosité du roi. Mais le général Luchési et d'autres, qui tenaient pour honteux à une armée victorieuse de chercher à se retrancher dans ses positions devant une troupe beaucoup inférieure en nombre, persuadèrent au prince Charles de marcher à la rencontre du roi, lui disant que la *parade de Berlin* (c'est ainsi qu'ils nommaient l'armée prussienne) ne pourrait tenir contre eux. Ce conseil plut au prince, naturellement plus chaleureux que réfléchi, et il quitta sa position. Les deux armées se rencontrèrent dans une plaine immense aux environs de Leuthen, le 5 décembre, un mois après la bataille de Rosbach. L'armée impériale embrassait dans son plan de bataille environ un mille allemand; tandis que Frédéric fut contraint d'avoir recours aux pratiques de l'art pour suppléer au nombre et le doubler, pour ainsi dire, par la célérité des manœuvres. Il prit encore à Leuthen l'ordre de bataille oblique; il fit faire une fausse attaque sur l'aile droite, tandis que l'attaque principale qu'il commandait était sur l'aile gauche; de sorte que quand il l'eut mise dans une complète déroute, le désordre se communiqua dans toute l'armée autrichienne.

Alors la résistance devint inutile, et au bout de trois heures il avait la victoire la plus complète. Le

champ de bataille était couvert de morts, et des bataillons entiers furent faits prisonniers, on en comptait vingt-et-un mille. De plus, il y eut cent trente canons et trois mille chariots perdus. Ce fut une victoire des plus extraordinaires de l'histoire, ou trente mille hommes combattaient contre quatre-vingt mille, et un témoignage éloquent de la supériorité du génie sur le grand nombre, quand ses conceptions peuvent être bien et activement exécutées. Frédéric et son armée, après de si grands efforts, eurent cependant assez de courage pour ne pas se laisser aller au repos, et ils poursuivirent sans relâche tous les fruits de leur victoire, jusqu'à ce qu'ils eussent chassé les Autrichiens hors de la Silésie et les eussent forcés de repasser les montagnes de la Bohême. Ce fut l'actif et heureux Ziethen qui fut chargé de cette poursuite; il s'en acquitta glorieusement et fit encore un grand butin et grand nombre de prisonniers; tandis que le roi attaquait Breslau et y faisait une nouvelle prise de dix-sept mille hommes; dans le même mois de décembre, Liegnitz se rendit. C'est ainsi que Frédéric, par un coup d'audace où il jouait le tout pour le tout, conquit la Silésie de manière à y pouvoir prendre ses quartiers d'hiver en sécurité jusqu'à Schweidnitz, aussi bien qu'en Saxe; et plus que tout cela, il s'acquit une gloire immortelle pour la postérité. L'armée autrichienne, si belle auparavant, avait tellement souffert qu'elle comptait à peine dix-sept mille hommes en bon état qui eussent atteint la Bohême, de quatre-vingt mille com-

battants. Tous les pays prussiens jusqu'en Westphalie se trouvaient ainsi débarrassés de leurs ennemis.

ANNÉE 1758.

Batailles de Zorndorf et de Hochkirch.

Quatre grandes batailles et beaucoup de grands et petits combats avaient rendu l'année précédente une des plus sanglantes dont l'histoire ait à parler. Les deux partis avaient suffisamment essayé leurs forces l'un contre l'autre; Frédéric fit faire à Vienne des propositions de paix, suivant en cela les principes de l'ancienne Rome, de ne demander la paix qu'après une victoire gagnée; mais Marie-Thérèse était plus irritée que jamais contre le conquérant de la Silésie, et on avait grand soin de lui cacher toute la perte qu'avait soufferte son armée à Leuthen et toute les souffrances de ses états. D'ailleurs, la cour de France insistait avec force pour la continuation de la guerre; parce qu'autrement elle aurait été seule à combattre contre l'Angleterre. Les propositions de Frédéric furent donc repoussées, et l'on recommença des préparatifs encore plus grands que l'année dernière. Le prince Charles, qui avait perdu la confiance du peuple et de l'armée, se démit du commandement en chef. Il était difficile de trouver son successeur; le brave feld-maréchal Nadasti fut écarté par la jalousie et les intrigues, et le choix définitif s'arrêta sur le feld-maréchal Daun, à qui la victoire de

Kollin avait donné une plus grande réputation que sa longanimité et son irrésolution ne méritaient.

Les armées françaises furent aussi elles augmentées, et on envoya un autre général à la place du duc de Richelieu; ce fut le comte de Clermont. Ainsi Richelieu rentra en France avec ses millions, le fruit de ses exactions, et s'en pavana avec un luxe extraordinaire aux yeux du monde entier, sans honte ni pudeur. La Russie se prononça aussi pour une continuation plus active de la guerre. Le chancelier Bestuschef, qui l'année précédente avait rappelé l'armée de Prusse, fut disgracié, et le général Fermor mis à la tête de l'armée. Il entra en Prusse dès le mois de janvier et conquit les états de Prusse sans résistance; parce que le général Lehwald était en Poméranie, occupé contre les Suédois.

Pour opposer résistance à des projets si effrayants, le roi Frédéric fut obligé de réunir ses dernières ressources et de faire ses levées en hommes et en argent, tant dans ses propres états que dans la Saxe, avec autant de rigueur que d'activité. Il se vit même forcé par la nécessité de frapper de fausses monnaies pour payer ses troupes: moyen qui ne peut s'excuser qu'en présence d'une extrême nécessité. Mais il savait fort bien que depuis que le ban des vassaux avait été remplacé par le système actuel, l'argent était le principal agent, et du plus grand poids dans la balance. Car, quant à des alliés sur lesquels il pût compter, il n'avait que l'Angleterre et quelques petits princes du nord de l'Allemagne, encore se

trouvaient-ils paralysés par la malheureuse convention de Closter-Séven. Cependant la fortune le servit très bien en Angleterre; le peuple anglais, assez porté de lui-même à reconnaître la vertu quelque part qu'elle brille, était enthousiasmé par la bataille de Rosbach en faveur de Frédéric et très molesté de l'infamante convention de Closter-Séven. Lors donc que le célèbre William Pitt devint premier ministre d'Angleterre, il écouta la voix de l'honneur et celle du peuple, rejeta la convention qui n'était par entièrement terminée, et résolut de continuer la guerre avec une nouvelle vigueur. L'armée fut augmentée et le roi Frédéric fut lui-même chargé de lui donner un général. Son œil d'aigle sut bien trouver le génie parmi la foule. Il envoya à l'armée fédérée le duc Ferdinand de Brunswick; et Ferdinand s'acquitta de cette mission avec tant de distinction, que son nom vivra plein d'éclat à côté de celui du roi de Prusse dans l'histoire de cette époque orageuse.

D'après un plan convenu avec Frédéric, le duc se mit en mouvement dès le mois de février, à la tête de sa petite armée, pour chasser les Français de leurs quartiers d'hiver, où ils vivaient dans l'abondance et la volupté aux frais du Hanôvre et de la Hesse; il lui fallait avec trente mille hommes en chasser cent mille. Mais chez lui toutes les mesures étaient bien calculées; tandis que chez les Français il y avait tant de laisser-aller réuni à l'incapacité de leur général, que dans quelques semaines ils avaient

été chassés de tout le pays situé entre l'Aller et le Wéser. Peu de temps après il leur fallut encore quitter celui situé entre le Wéser et le Rhin, et abandonner leurs provisions, leurs garnisons et onze mille hommes faits prisonniers. Ils repassèrent le Rhin près de Dusseldorf, ne se croyant pas en sûreté tant qu'ils n'eurent pas mis le fleuve entre eux et l'ennemi, encore ne put-il les protéger. Le duc Ferdinand les poursuivit de l'autre côté du Rhin, les attaqua à Créfeld et, malgré leur grande supériorité en nombre et la diversité des peuples qui composaient son armée, il les mit en pleine déroute et leur fit essuyer une perte de sept mille hommes. Après cette bataille, la ville de Dusseldorf se rendit à lui, et ses troupes légères allèrent escarmoucher dans les Pays-Bas autrichiens, jusqu'aux portes de Bruxelles.

Frédéric, pendant ce temps-là, ne restait pas oisif; il commença par enlever aux Autrichiens l'importante et forte place de Schweidnitz, qu'ils possédaient encore en Silésie; l'assaut eut lieu le 15 avril. Le feld-maréchal Daun se tenait en Bohême et employait tous ses talents à couper tous les passages au roi de Prusse; car il s'attendait à une attaque de sa part. Mais, quand il se croit bien sûrement établi, Frédéric passe les monts; et, au lieu d'aller en Bohême, vient en Moravie à marches forcées et met le siége devant Olmutz. Dans cette entreprise paraît l'originalité du génie de Frédéric qui recherche les occasions téméraires, périlleuses, extraordinaires, et aime à mettre l'ennemi hors de ses plans. En effet

s'il eût pris Olmutz, il aurait eu une place importante dans un pays autrichien jusqu'alors tranquille, et dans un dangereux voisinage pour Vienne. Mais cette fois la fortune ne s'unit pas à l'audace. La place se défendit vaillamment; les habitants du pays, fidèles et zélés pour leur reine, en rendirent le séjour très difficile aux Prussiens et venaient rapporter à l'armée impériale toutes leurs découvertes. C'est ainsi que Daun réussit à couper au roi un convoi de trois mille chariots sur l'arrivée duquel reposait tout le succès du siége; si bien qu'on fut obligé ensuite de discontinuer. De plus le retour en Silésie était fermé; Daun avait occupé les passages et croyait avoir pris l'ennemi dans ses propres filets. Mais Frédéric se tourne tout-à-coup vers la Bohême, où le général autrichien ne l'attendait plus, emporte les passages et arrive sans avoir perdu un seul de ses chariots; et peut-être ne l'eût-on pas chassé de sitôt de ce pays, si l'invasion des Russes ne l'avait rappelé en Poméranie et dans la Nouvelle-Marche. Il franchit de nouveau les montagnes de Bohême en Silésie, et laissant le maréchal Keith pour couvrir le pays, il vole contre les Russes avec douze mille hommes.

Bataille de Zorndorf. 25 août 1758. — Chaque pas de ces barbares était marqué par la dévastation; ils n'épargnaient ni les femmes, ni les enfants, ni l'âge tendre, ni la vieillesse. Custrin était tout en cendres, excepté trois maisons, et les campagnes ressemblaient à un désert. A cette vue le roi et son

armée furent enflammés de colère, et sitôt qu'ils rencontrèrent l'ennemi, le 25 août, s'engagea la plus sanglante bataille de toute la guerre de sept ans. On combattit avec fureur depuis neuf heures du matin jusqu'à dix heures du soir : trente-sept mille Prussiens contre soixante-dix mille Russes. On se battait à la manière des anciens Germains, sans trop d'habileté dans la manœuvre; ils se ruaient en masse les uns sur les autres, chacun s'attachait à son adversaire et le combattait à l'arme blanche; c'est ainsi qu'on se bat quand la passion est en jeu. Le roi avait juré de ne faire aucun quartier à ses cruels ennemis et par cette menace les empêcha de fuir. Au soir de cette sanglante journée dix-neuf mille Russes étaient sur le champ de bataille; mais aussi onze mille Prussiens avaient succombé; car l'ennemi ne voyant aucun refuge voulut au moins vendre chèrement sa vie et combattit en désespéré; et si la valeureuse cavalerie de Seidlitz ne se fût trouvée partout où le danger était le plus grand, si elle n'eût maintes fois culbuté l'ennemi avec des efforts surhumains, quand déjà il avait quelques avantages sur l'infanterie prussienne, la victoire serait peut-être restée indécise. Le roi lui-même avoua qu'il était redevable de cette victoire à Seidlitz. Telle fut la terrible bataille de Zorndorf. Le général russe Fermor, qui voulait à peine avouer sa défaite, abandonna la Prusse pour se retirer en Pologne, et Fredéric se rendit en Saxe, où son frère Henri se trouvait vivement pressé par une grande armée autrichienne.

Défaite de Hochkirch. 14 octobre 1758.—A l'approche du roi, Daun se retira dans une forte position qu'il s'était choisie en Lusace. Son intention était de couper au roi le passage en Silésie, afin que son général Harsch eût le temps de s'emparer de Neisse. Mais Frédéric qui pénétra ses plans, se hâta d'aller occuper la route de Silésie au-dessus de Bautzen et de Gœrlitz, et s'approcha tout près de l'armée autrichienne pour venir se placer dans une grande plaine, située entre les villages de Hochkirch et de Cotitz. Ce projet n'était rien moins que prudent et montrait beaucoup de mépris pour l'ennemi. Le quartier-maître du roi, Marwitz, d'ailleurs son favori, lui fit des représentations sur le danger de sa position, se refusa à tracer le camp, et s'opiniâtra malgré l'ordre du roi. Alors Frédéric le fit mettre en prison et ordonna à un autre de le tracer. L'armée y campa trois jours, entièrement exposée aux attaques de l'ennemi qui était au-dessus d'elle, et le roi méprisa toutes les représentations de ses généraux. Comme il n'avait jamais été attaqué le premier par les Autrichiens, il comptait que le feld-maréchal Daun ne serait pas capable d'une entreprise hardie; et d'ailleurs il fut trompé par un espion que les Autrichiens avaient acheté et renvoyé vers lui avec de fausses nouvelles. Le matin du 14 octobre, avant le point du jour, l'armée prussienne fut réveillée tout-à-coup par une décharge d'artillerie. Pendant la nuit, les Autrichiens s'étaient glissés en silence près du village de Hochkirch, et quand l'horloge de l'église sonna

cinq heures, ils se jetèrent sur les avant-postes prussiens, s'emparèrent d'un grand retranchement à l'entrée du village, retournèrent les pièces d'artillerie, et ballayèrent par un feu effroyable tous les Prussiens qui voulaient se rassembler. Des flots de sang furent répandus, parce que les soldats se réunissaient par milliers dans la rue principale du village qui semblait devoir être la place du ralliement. En vain les généraux cherchèrent à former les rangs dans l'obscurité; le vaillant prince François de Brunswick eut la tête emportée par un boulet, au moment où il atteignait l'ennemi sur le sommet de la montagne, près de Hochkirch; le brave feld-maréchal Keith, qui avait blanchi sous les armes, fut percé de deux biscaïens, et le prince Maurice de Dessau fut gravement blessé. Les généraux Seidlitz et Ziethen rassemblèrent enfin leurs escadrons en pleine campagne, et se jetèrent avec courage sur les Autrichiens; mais les petits avantages qu'ils purent obtenir ne compensèrent pas la perte qu'on avait faite. Hochkirch, le camp, les bagages, une grande partie de l'artillerie, étaient déjà au pouvoir de l'ennemi. Le jour n'apporta aucun avantage; un brouillard impénétrable empêcha le roi de reconnaître la position de l'ennemi et la sienne et peut-être de ramener la fortune de son côté par une prompte manœuvre. Cependant ses bataillons, par une discipline vraiment digne d'admiration, étaient parvenus à se rassembler en bon ordre; et quand, sur les neuf heures, le soleil commença à percer, il s'aperçut que l'armée autri-

chienne l'entourait déjà presque de tous côtés et il donna l'ordre de la retraite. Elle se fit avec tant d'ordre que le général autrichien n'osa pas entreprendre de la troubler et revint dans son ancien camp. Cependant le roi avait perdu plusieurs de ses généraux, trois mille de ses meilleures troupes et plus de cent pièces de canon. D'ailleurs comme tous les bagages avaient été enlevés, il ne restait plus rien aux survivants pour se défendre des rigueurs de l'automne prochain.

Cependant, le roi se montrait d'une tranquillité et d'une fermeté inaltérables, et sa vue fit passer ce même calme dans son armée. Si Frédéric se montra grand surtout dans le malheur, ce fut aussi principalement après cette perte; bien que vaincu, bien que dépouillé de toutes les provisions nécessaires à une armée, il n'en réussit pas moins par ses marches et ses manœuvres habiles à remplir son premier dessein, trompa l'ennemi, tourna sa position, et força le général Harsch à lever en toute hâte le siége de Neisse. La Silésie fût alors entièrement délivrée de l'ennemi; tandis que Daun, tout vainqueur qu'il était, ne put empêcher Frédéric d'y entrer, et n'obtint lui-même, par son attaque sur Dresde, d'autre résultat que de forcer le général Schmettau à brûler pour sa défense les beaux faubourgs de cette capitale. Il rentra ensuite en Bohême découragé, pour y prendre ses quartiers d'hiver. Ainsi la supériorité du génie avait fait obtenir au vaincu les résultats qui auraient dû appartenir au vainqueur.

A la fin de cette année, Frédéric se trouvait encore en possession des mêmes pays que l'année précédente, malgré ses revers; de plus, il avait encore Schweidnitz qui lui manquait avant, et dans la Westphalie toutes ses provinces que la valeur du prince Ferdinand avait arrachées aux Français. Ferdinand n'avait pu se maintenir de l'autre côté du Rhin, avec sa petite armée; mais à la fin de la campagne il avait forcé de nouveau les Français à abandonner toute la rive droite, et à prendre leurs quartiers d'hiver entre le Rhin et la Meuse.

ANNÉE 1759.

Minden, Kunersdorf, Maxen.

L'année suivante devait être pour le roi, qui déjà n'avait échappé qu'avec peine aux plus grands dangers, la plus dure de toute la guerre. L'espérance de l'accabler enfin porta ses ennemis aux plus grands efforts. L'armée autrichienne était restaurée au grand complet et chaque année de la guerre reparaissait toujours plus belle; parce que les recrues se prenaient dans les pays héréditaires, sur une jeunesse vigoureuse, bien exercée, qui se formait promptement à la dureté de la vie des camps, se trouvant enrôlée parmi de nombreux bataillons de vieilles troupes de soldats accomplis; car malgré ses sanglantes batailles, l'armée autrichienne conservait un noyau de troupes d'élite qui avaient survécu à toutes

les anciennes guerres. Dans la petite armée de Frédéric, au contraire, qui avait à combattre tantôt les Autrichiens, tantôt les Russes, tantôt les Français, les Suédois ou les troupes de l'empire, le nombre de ceux qui avaient échappé au fer et à la maladie était très petit; de sorte que ses rangs étaient en grande partie remplis de nouvelles levées. D'ailleurs les jeunes Prussiens entraient de si bonne heure au service, que souvent des enfants étaient chargés de soutenir l'esprit et la gloire de l'armée; et même, eussent-ils voulu perpétuer le mépris qu'avaient leurs pères pour le danger, ils étaient en trop petit nombre parmi ces levées faites en Saxe, Anhalt, Mecklenbourg, et parmi ces soldats enrôlés dans tous les pays et la plupart transfuges. Ainsi, bien que l'armée fût au grand complet pour le nombre, elle perdait beaucoup pour l'organisation intérieure et pour la force. De plus, ses propres états, ainsi que la Saxe et le Mecklenbourg-Schwérin, étaient tellement épuisés d'hommes et d'argent par les levées continuelles, qu'ils semblaient ne devoir jamais se relever. Car le prince de Mecklenbourg avait été assez inconsidéré pour se mettre, dans les diètes, à la tête des princes qui criaient le plus haut contre Frédéric, et qui demandaient le plus instamment qu'il fût mis au ban de l'empire; aussi son pays fut-il traité avec une extrême sévérité, comme un pays ennemi. Cependant, on ne tint pas compte des réclamations du duc contre le roi; car, comme il eût fallu user de la même rigueur à l'égard de l'électeur de Hanovre, les élec-

teurs évangéliques refusèrent de condamner deux de leurs membres les plus distingués. De plus, ce mot qui anciennement était plus tranchant que le fil d'une épée, était malheureusement depuis long-temps vide de sens et sans force, et n'aurait eu d'autre effet que de causer un affront à la confédération germanique, désormais impuissante.

Marie-Thérèse, par ses instances auprès des souverains de France et de Russie, cherchait bien plus réellement à mettre Frédéric au ban de l'empire, que ne l'aurait pu faire une déclaration de la diète. L'impératrice de Russie, pour laver la tache de la bataille de Zorndorf, envoya une nouvelle armée avec un chef brave et habile, le général Soltikow. A Paris, le duc de Choiseul, jusqu'alors ministre de France, à la cour de Vienne, le plus grand fauteur de la guerre contre Frédéric, était devenu ministre et il mit de nouveau les forces de la France en marche pour reconquérir la Westphalie, le Hanovre et la Hesse. Le sort le plus dur attendait ces malheureux pays, si le projet avait pu s'exécuter; la France voulait se venger dans le Hanovre des pertes que l'Angleterre lui avait fait éprouver sur mer et sur ses côtes. Car les glorieuses victoires de la marine anglaise avaient extrêmement affaibli la force maritime de la France, et lui avaient enlevé ses vastes possessions dans les Indes orientales et en Amérique. Le prince Ferdinand avec sa petite armée fut le seul boulevard qu'on put opposer à ces desseins de vengeance sur l'Allemagne

Batailles de Bergen et de Minden. 13 avril et 1er août. — Ferdinand était pressé de deux côtés : du côté du Main, par l'armée du duc de Broglie, dont le quartier-général était à Francfort qu'il avait prise par surprise (il ne servit de rien à cette ville d'être une ville libre et d'avoir fourni scrupuleusement sa quote-part de contribution en hommes et en argent à la confédération pour la guerre contre Frédéric, elle n'en fut pas moins occupée par force); et du côté du bas Rhin, c'était le maréchal de Contade qui pénétrait dans le Hanovre avec le corps d'armée principal. Ferdinand espérant, à l'imitation du roi Frédéric, pouvoir par sa célérité s'opposer successivement aux deux armées, marcha contre le duc de Broglie, dès le commencement de la campagne, et le rencontra, le 13 avril, auprès du village de Bergen, non loin de Francfort. Il fit aussitôt donner l'attaque par ses braves Hessois; mais la position des Français était trop forte, et leur nombre leur permettant de remplacer continuellement par des troupes fraîches celles qui avaient combattu, les Hessois furent repoussés dans trois attaques chaleureuses. Alors leur général eut assez de prudence pour ne pas exposer à une bataille trop hasardeuse, cette armée avec laquelle il devait couvrir une si grande étendue de terrain; il fit donc cesser le combat et se retira en bon ordre. Mais il eut besoin de tous ses talents militaires pour protéger la basse Saxe contre le maréchal de Contade. Ce général avait passé le Rhin auprès de Dusseldorf et, traversant la forêt de l'ouest, était arrivé à

Giessen, où il avait rejoint l'armée de Broglie; il prit Cassel, Paderborn, Munster, et Minden sur le Wéser. C'était un rapide succès; Ferdinand se voyait acculé du côté de Brême, vers l'embouchure du Wéser, et déjà le général français regardait le Hanovre comme une proie qu'il tenait en ses mains. On fut à Paris très enthousiasmé de ces glorieux commencements; mais le héros allemand changea bientôt la joie en tristesse par une complète victoire. Ferdinand plein de confiance dans ses propres ressources partit pour aller à la rencontre de l'armée française, et parut en sa présence très à propos, le 1er août, quand les deux armées réunies se trouvaient auprès de Minden, dans une position désavantageuse. Contades fut obligé de combattre, parce que les provisions lui étaient coupées, et d'ailleurs il comptait sur la supériorité du nombre. Il ne fit pas preuve en ce jour d'une grande expérience, quoiqu'il ne fût pas d'ailleurs un mauvais général. Il avait mis sa cavalerie au centre, contre tous les usages de la guerre, comptant sans doute sur un bon emploi; mais Ferdinand profita de cette tactique pour le perdre. Il ordonna à l'infanterie anglaise et hanovrienne, dont il connaissait la fermeté, de marcher droit sur ses escadrons de cavalerie. C'était une pensée audacieuse, sortie du génie supérieur de Ferdinand, qui osa s'écarter de la route suivie jusqu'alors, et elle fut couronnée du succès. Cette cavalerie qui était l'élite de l'armée française, étonnée de cette hardiesse, se jeta sur elle avec fureur; mais elle se brisa contre ces

rangs solidement hérissés de fer toutes les fois qu'elle revint à la charge, et enfin le feu de l'artillerie et de la mousqueterie la mit en fuite dans le plus grand désordre. Il se trouva ainsi un grand vide au milieu de l'armée française. Alors le duc Ferdinand donna l'ordre au général anglais Sackville, de poursuivre avec sa cavalerie anglaise, cette cavalerie en désordre; et s'il l'eût fait, s'il eût séparé l'armée française en deux, elle était détruite. Mais soit jalousie, soit timidité, le général anglais trahit, n'obéit pas, et laissa aux Français le temps de se rassembler et de faire leur retraite en bon ordre. Ils avaient perdu huit mille hommes et trente pièces de canon. Cependant les suites de la bataille furent encore plus importantes. Contade toujours poursuivi, se retira vers Cassel, sur le Wéser, et de là encore plus au sud vers Giessen; tandis que l'armée de Ferdinand prenait successivement, Marbourg, Fulda et Munster, en Westphalie; de sorte qu'à la fin de l'année, notre célèbre général se trouvait encore en possession des mêmes pays qu'il occupait au commencement.

Batailles de Kay et de Kunersdorf. 23 juillet et 12 août. — Le roi Frédéric ne se pressa pas cette année comme à l'ordinaire d'ouvrir la campagne; parce qu'il n'avait plus comme au commencement intérêt à une prompte décision et que ses plans tendaient bien plutôt à empêcher la réunion des Russes et des Autrichiens, s'il était possible. Il se campa dans un lieu fortifié près de Landshut; de là, par de rapides expéditions tantôt contre les Russes en Pologne,

tantôt contre les Autrichiens en Bohême, il pillait les plus beaux magasins et ainsi retardait de plus grandes entreprises de la part des deux armées; car, d'après les règles de tactique de ce temps, quand les armées voulaient long-temps rester dans un pays et ne pas dépouiller ses habitants de tout leur avoir, il leur fallait de grandes provisions.

A la fin cependant les Russes passèrent l'Oder avec 40,000 hommes et Laudon était prêt de leur donner la main avec 20,000 Autrichiens. Frédéric crut dans un pareil danger qu'il devait, pour sortir de sa mauvaise position, avoir recours à des mesures extraordinaires. Il avait parmi ses généraux un jeune homme qui s'était distingué par sa témérité dans maintes circonstances, le général Wédel; il le regardait comme le plus capable d'arrêter les Russes, seulement il était à craindre que les vieux généraux ne lui obéissent pas volontiers. Alors le roi résolut, comme faisaient les Romains dans un danger pressant (ils remettaient toute l'autorité entre les mains d'un seul homme qu'ils appelaient dictateur), d'envoyer le général Wédel comme dictateur à l'armée qui devait s'opposer aux Russes. Il devait attaquer, d'après l'ordre du roi, partout où il les trouverait. Le dictateur l'exécuta à la lettre, mais sans réfléchir à ce que présupposait un pareil ordre. Il attaqua les Russes, le 23 juin, près du village de Kay, non loin de Zullichau; mais dans une telle disposition de terrain que, pour arriver à l'attaque, son armée était obligée de passer sur un pont et par un chemin

étroit qui formait une longue file; de sorte que ses bataillons arrivaient les uns après les autres sur le champ de bataille, où ils étaient reçus par un feu meurtrier et étaient ainsi battus en détail par l'ennemi. Les Prussiens perdirent 5,000 hommes, et les Russes ne trouvèrent plus d'obstacle pour se réunir à Laudon.

Alors Frédéric dut lui-même accourir au secours; mais connaissant tout le danger auquel il allait s'exposer, il fit venir son frère dans son camp de Schmottseifen, le chargea de surveiller l'armée, et de plus le constitua régent du royaume, pour le cas où il viendrait à être pris ou tué dans cette campagne. Cependant il exigea de lui la promesse solennelle de n'entendre à aucune paix honteuse pour la maison de Prusse, si un pareil malheur devait lui arriver. Frédéric savait vivre et mourir en roi; et il aurait volontiers sacrifié sa vie pour éviter la captivité; car il savait trop bien quels grands sacrifices ses ennemis auraient exigés pour sa liberté. Le 12 août, il rencontra les Russes et les Autrichiens réunis au nombre de 60,000 hommes, retranchés sur les hauteurs de Kunersdorf, non loin de Francfort-sur-l'Oder. A l'inspection de leur position, il s'arrêta à un plan de bataille qui devait non pas seulement lui donner une victoire, mais lui permettre d'anéantir l'ennemi. Beaucoup ont blâmé le roi d'un dessein si cruel; mais, au contraire, un pareil plan est un témoignage caractéristique du grand général, qui aime mieux finir la guerre d'un seul coup que de la traîner en longueur par des com-

bats insignifiants et en somme plus meurtriers. Comment d'ailleurs faire un pareil reproche à Frédéric, lui qui avait tant d'ennemis à combattre à la fois, lui qui avait tant de raisons d'en finir, s'il était possible, avec chacun d'eux en particulier. Le plan de bataille de Kunersdorf ne fut pas la cause du malheur de la journée; mais ce fut d'abord l'ignorance des lieux, car quoique Frédéric eût pris des informations des gens qui connaissaient le pays, il n'avait pas des notions suffisamment exactes; ensuite son trop de confiance sur les forces humaines. Il n'y avait que son attaque sur l'aile gauche des Russes, qui, à cause des grands efforts de ses soldats, eût réussi : soixante-dix canons avaient été pris et l'aile entière mise en déroute ; déjà même le roi avait envoyé un courrier annoncer la victoire à Berlin. Le jour déclinait, ses généraux lui conseillèrent de ménager ses troupes épuisées; parce que les Autrichiens n'avaient point encore pris part au combat et que l'aile droite des Russes était restée inébranlable; et certainement, disaient-ils, l'ennemi se retirera de lui-même dans la nuit. Mais le roi, qui ne pouvait souffrir une œuvre à demi faite, ordonna une nouvelle attaque, et il fallut qu'après les plus grands efforts déjà faits, une armée accablée par le poids d'une journée très chaude tentât encore de conquérir à l'escalade des hauteurs et une position retranchée d'où sortaient des feux meurtriers qui renversaient des rangs entiers. Alors le plus grand courage devint inutile devant la supériorité du nombre. Chaque

fois que les généraux et le roi lui-même, après avoir rétabli les rangs, arrivèrent à l'attaque, ils furent repoussés; à la fin, comme depuis long-temps les esprits étaient dans l'exaltation, ils tombèrent tout d'un coup dans le plus grand abattement, l'effroi et la confusion se mirent dans l'armée et tout s'enfuit en désordre. La cavalerie autrichienne qui se jeta sur les fuyards fit un épouvantable carnage, et il n'y eut plus à penser à rétablir l'ordre pour la retraite. Le roi lui-même, au spectacle d'une défaite comme il n'en avait jamais éprouvé, fut saisi d'un si grand désespoir qu'il ne pensait plus à sauver sa vie, indifférent de rester parmi les morts, les blessés ou les fuyards; il eut deux chevaux tués sous lui, et une balle qui pénétra jusqu'à la poche de sa veste ne fut arrêtée que par un étui d'or. Enfin, pendant qu'il était ainsi tout absorbé, lorsque déjà les escadrons autrichiens menaçaient, les gens de sa suite saisirent la bride de son cheval et le conduisirent moitié par force hors du champ de bataille. Ce fut le capitaine de cavalerie de Prittwitz, qui avec ses hussards le mit en sûreté. Aussitôt le roi écrivit au crayon à son ministre Finkenstein ce billet : « Tout est perdu, sauvez la famille royale ; » et quelques heures plus tard : « Les suites de la bataille seront encore plus terribles que la bataille même. Je ne survivrai pas à la ruine de la patrie. Adieu pour toujours. » Telles étaient les pensées sombres et désespérées qui roulaient dans l'esprit du roi. Et quand le soir, couché sur un lit de paille, dans le village

d'OEtscher, sous un toit de chaume à moitié détruit, où il ne pouvait goûter le sommeil; tandis que le peu d'hommes de sa suite dormaient profondément autour de lui sur la terre nue; quand tout l'éblouissement que la grandeur de la terre peut donner eut disparu à ses yeux et qu'il vit tout sans aucun voile, alors il put sentir mieux que jamais combien l'homme est peu de chose par lui-même et combien ses calculs sont vains; car si une main plus puissante n'était venue le sauver lui et son peuple, ils étaient perdus. Le chemin de Berlin était ouvert au vainqueur, il pouvait pénétrer dans l'intérieur des états prussiens. Le roi le lendemain matin avait à peine 5,000 hommes de toute sa grande armée; et ce ne fut que quelques temps après, quand il eut rassemblé tous les fuyards et tout attiré à lui, qu'il put monter jusqu'à 18,000 hommes; puis pour remplacer les 165 canons qu'il avait perdus à Kunersdorf, il fit venir à grand'peine quelques pièces d'artillerie de Berlin. Cependant la capitale fut sauvée, le général russe ne poursuivit pas sa victoire, soit par une considération secrète pour le prince héritier du trône de Prusse, soit par mécontentement de l'inaction des armées autrichiennes. Soltikow écrivit au feld-maréchal Daun, qui lui demandait d'aller en avant: « J'ai déjà remporté deux victoires, et je n'attends pour me porter en avant que la nouvelle de deux des vôtres; car je ne vois pas avec plaisir que les troupes de mon impératrice fassent tout par elles-mêmes. » Cette jalousie et cette mésintelligence entre les deux généraux durèrent tout

le temps de la guerre, et plus d'une fois sauvèrent le roi Frédéric des positions les plus difficiles.

Cependant le général autrichien se vit tenu en échec en Lusace par le prince Henri, frère du roi, qui dans cette occasion employa toutes les ruses de l'art militaire, et qui par toutes ses marches et contre-marches, sans livrer une seule bataille, le força de repasser les montagnes de la Bohême. La sage conduite du prince fut si belle dans cette circonstance, qu'il obtint sans verser de sang ce que l'impétuosité de son frère voulait obtenir par une bataille; et il semblait que le sort les eût rapprochés tous les deux, afin que l'un réparât les fautes de l'autre. Frédéric a lui-même jugé son frère en disant: « Il est le seul général qui dans la guerre n'ait pas fait des fautes. »

Cependant le prince Henri, ne put empêcher que le roi n'eût à souffrir à la fin de cette campagne deux grandes pertes. Dresde, la plus importante place des Prussiens dans la guerre fut évacuée et livrée aux Autrichiens. Le roi avait envoyé l'ordre au comte de Schmettau, alors gouverneur de cette place, après la bataille de Kunersdorff, de sauver avant tout la casette pleine de sept millions d'écus, s'il était vivement attaqué. Trop exact à suivre cet ordre, le général Schmettau rendit la ville à l'armée impériale le jour même (4 septembre) que le général Wunsch, envoyé trop tard par le roi pour délivrer la ville, arrivait dans le voisinage. La cassette était sauvée, mais toutes les provisions et la place même

furent perdues; et cette perte permit au général Daun de prendre pour la première fois ses quartiers d'hiver en Saxe. Le roi tenta tout pour le chasser de cette position, il donna l'ordre au général Finck d'aller avec 15,000 hommes prendre l'armée autrichienne par-derrière, du côté de Maxen, aveuglé qu'il était sur le danger de l'entreprise par le désir de voir exécuter une idée qui lui appartenait. Le général, qui le reconnut et qui, malgré ses représentations, fut forcé de poursuivre l'opération, perdit quand il se vit attaqué la confiance en ses forces et par conséquent son sang-froid; et il se rendit après un combat sanglant avec onze mille hommes qui lui restaient. Il n'était jamais rien arrivé de pareil dans l'armée prussienne, et c'était comme la contre-partie de la soumission des 14,000 Saxons faits prisonniers au commencement de la guerre, dans une semblable position. Daun entra comme en triomphe dans Dresde, et dès lors rien ne put le détourner du projet de passer l'hiver en Saxe. Le roi, qui ne pouvait en supporter l'idée, voulut le fatiguer par sa ténacité, et resta encore six semaines de temps campé près de Wilsdruf en pleine campagne, malgré le froid le plus intense; voulant obliger Daun à en faire autant que lui et à souffrir comme lui. Enfin la rigueur de l'hiver le força d'accorder du repos aux deux armées, au mois de janvier 1760. Cependant le roi ne voulut pas abandonner la partie de la Saxe qui lui restait, et il établit son quartier-général à Fribourg;

ANNÉE 1760.

Liegnitz et Torgau.

Au commencement de la nouvelle année la position du roi Frédéric était très difficile. L'enceinte qui lui appartenait et dans laquelle il pouvait se mouvoir en liberté n'était à la vérité guère diminuée; mais les sources où il puisait la vie et la force tarissaient de plus en plus. Son armée était moins nombreuse et moins bien composée; tandis que l'ennemi semblait croître en nombre, après chaque perte. Son esprit, toujours plus audacieux, pour qui il semblait essentiel d'attaquer, était enfin forcé de se réduire à une guerre défensive; encore n'eut-elle que des fruits amers pour lui au commencement. Il devait, dans cette campagne, défendre la Saxe; son frère Henri la Marche, contre les Russes; et le général Fouquet la Silésie, contre les Autrichiens commandés par Laudon. Mais ce général, qui était le meilleur qu'eussent les Autrichiens, avait une armée trois fois plus forte que celle des Prussiens qu'il pouvait laisser reposer à son gré, tandis qu'un détachement était occupé au siége de Glaz. C'est pourquoi Fouquet abandonna les montagnes de la Silésie, où il se tenait pour être à portée de courir plus promptement partout où il y aurait besoin de secours. Mais alors les villes et villages des montagnes, garnis d'une population active et industrieuse, furent fort maltraités par les détachements autrichiens, et leurs instances pressantes

décidèrent le roi à donner l'ordre à son général de reprendre sa position dans les montagnes, auprès de Landshut. Fouquet, qui était un homme sévère et à cause de cela peu aimé en Silésie, mais un guerrier brave et résolu, vit le danger qu'il allait courir; et comme ses représentations furent inutiles, il résolut du moins de subir son sort en se défendant, et non pas comme Fink, à Maxen, en rendant les armes; aussi quand il fut attaqué, le 23 juin, par trente mille Autrichiens qui l'enveloppaient, il se défendit pendant huit heures avec ses Prussiens, malgré l'inégalité du combat. Pour mieux soutenir les attaques de la cavalerie ennemie, il forma ses braves guerriers en bataillons carrés et défendit avec eux son terrain pouce à pouce, tant qu'ils eurent la force de porter leurs armes. Enfin Fouquet fut lui-même renversé de cheval, et il allait être tué par les cavaliers autrichiens, si son palefrenier ne se fût jeté lui-même sur son maître et n'eût paré les coups avec son propre corps. Un officier le reconnut et le sauva tout couvert de blessures. La cavalerie prussienne s'était ouvert un passage; mais l'infanterie fut massacrée, excepté quatre mille hommes qui furent faits prisonniers.

Ce fut un combat dont la perte fut très sensible à Frédéric. Fouquet était son ami, et la Silésie se trouvait ainsi ouverte à l'ennemi. Mais il voulut avoir sa revanche, afin d'effacer promptement, par une action hardie, l'impression de malheur attachée à ses armes; il trompa le feld-maréchal Daun par des marches habiles, gagna sur lui des avances con-

sidérables et parut tout d'un coup devant Dresde, dont il forma le siége. C'aurait été pour lui un grand avantage, s'il eût pu forcer cette ville à se rendre; mais son commandant, le général Macquire, était un brave militaire qui, bien que les trois quarts de cette belle ville et beaucoup de magnifiques édifices fussent réduits en cendre par le feu des Prussiens, ne pensait pas du tout à se rendre, parce qu'il savait que la grande armée autrichienne suivait le roi de près et qu'elle le délivrerait. En effet, Daun parut avant que la ville eût été forcée de se rendre; mais s'il eût fait un peu plus de diligence, il lui aurait probablement épargné tout ce qu'elle eut à souffrir. Le roi leva le siége et courut en Silésie; car il y était arrivé un nouveau malheur. Le général Laudon avait emporté en un jour, par la trahison et la perfidie du commandant Oo, Italien de naissance, la ville de Glaz, la plus importante des états prussiens après Magdebourg, c'était la clé de la Silésie. Heureusement, Laudon trouva dans le gouverneur de Breslau (la capitale), dans le général Tauentzien, un adversaire résolu. Rien ne put l'effrayer, et le prince Henri arriva bientôt pour le sauver.

Bataille de Liegnitz, 15 août. — Le roi partit aussi lui-même pour la Silésie, suivi ou plutôt accompagné des armées autrichiennes, car d'un côté était le feld-maréchal Daun et de l'autre le général Lasci; enfin il arriva jusqu'à Liegnitz, toujours bataillant et escorté d'un feu d'escarmouches qui ne discontinuait pas. Il ne pouvait pas aller plus loin; Daun, qui

avait attiré à lui l'armée de Laudon, lui fermait le passage vers Breslau et Schweidnitz, où étaient ses magasins, avec des forces de beaucoup supérieures. D'un autre côté, le prince Henri était serré de près par les Russes sur l'Oder. Le roi n'avait plus de vivres que pour quelques jours, et les Autrichiens étaient si près de lui, comme à Hochkirch, qu'il lui fallait chaque nuit changer de camp pour n'être pas attaqué. Enfin, les Autrichiens crurent avoir saisi le moment favorable pour une bataille. C'était le 15 août, et dans la nuit précédente Laudon était parti d'avance pour aller s'emparer des hauteurs de Pfuffendorf, et prendre l'armée prussienne en dos. Le roi devait être assailli de tous côtés; on voulait, s'il était possible, l'anéantir. Mais justement, cette même nuit, le roi avait fait quitter sa position à son armée dans le plus grand silence, parce que le jour précédent les Autrichiens l'avaient fait observer avec un trop grand soin, et il était venu se camper sur les hauteurs de Pfuffendorf, vers lesquelles Laudon se dirigeait (*). Les feux de nuit brûlaient toujours dans l'ancien camp prussien, entretenus par les paysans, et les patrouilles de hussards prussiens criaient toujours les cris de garde à chaque quart d'heure; tandis que déjà le roi était tout établi dans son nouveau camp. Les soldats étaient couchés avec leurs armes, et le roi enveloppé dans

(*) Archenholz dit que Frédéric avait été informé des plans de l'ennemi; et ainsi s'explique ce changement si secret, et le silence des soldats dans leur nouveau camp. (A. *Guerre de sept ans.*) N. T.



son manteau se mit auprès d'un petit feu et s'endormit; son fidèle Ziethen était auprès de lui, et quelques autres officiers s'y trouvaient aussi. Un silence solennel régnait dans toute l'armée ; le plus petit bruit était défendu, et chaque guerrier attendait le jour; les uns dormaient, les autres causaient tout bas. Mais, vers les deux heures, le commandant d'une patrouille de hussards vint réveiller le roi par cette nouvelle inattendue : L'ennemi est là, à peine éloigné de quatre cents pas. Cette parole fut comme une commotion électrique; en un instant les généraux sont à cheval, les bataillons sont armés et le bruit de l'artillerie retentit. Laudon étonné reconnut bientôt à la faveur de l'aube du jour qu'il avait devant lui la plus grande partie de l'armée prussienne; mais loin de se décourager il redoubla d'ardeur dans son attaque, espérant d'ailleurs que le feld-maréchal Daun entendrait ses décharges d'artillerie et viendrait à son secours; mais un vent contraire chassa le bruit de côté, et Daun n'entendit rien. Après trois heures de combat, à cinq heures du matin, la victoire était décidée. Laudon perdit quatre mille hommes, six mille blessés, quatre-vingt-deux canons, et fut obligé de se replier en toute hâte sur la Katzbach. Daun, qui voulut de son côté marcher contre l'armée du roi, arriva le même jour sur l'aile droite des Prussiens, commandée par le général Ziethen, et fut reçu par un feu d'artillerie des mieux nourris; mais quand il apprit la défaite de Laudon, il se replia aussi lui-même.

Cette victoire, qui était un véritable présent de la fortune, améliora extrêmement la position du roi, et il sut en tirer parti avec toute la promptitude qu'on lui connaît; trois heures après la fin de la bataille, il était en route, les prisonniers au milieu, les blessés, amis et ennemis, étaient traînés dans des chariots, et les canons pris rangés avec les autres dans le train. La tête de l'armée vint camper dans la même journée à trois lieues du champ de bataille; la route de Breslau était libre et il n'avait plus à craindre que les vivres lui fussent coupés.

La Silésie était en grande partie sauvée; mais dans la Marche et dans la Saxe étaient survenus de tristes événements. Les Russes s'étaient retirés de devant Breslau, pour s'avancer sur la rive gauche de l'Oder; et ils se décidèrent alors à envoyer à Berlin vingt mille Russes réunis à quinze mille Autrichiens commandés par Lasci. La ville ne pouvait résister à une si puissante armée avec sa petite garnison; elle se rendit donc au général Totlében, le 4 octobre. Heureusement pour elle, il ne fut pas trop sévère et la préserva du pillage, sauf quelques maisons royales dans les environs qui furent saccagées par les Saxons, et quelques monuments qui furent détruits. L'occupation de la ville dura huit jours, et il lui fallut payer des sommes d'argent considérables. Alors se répandit le bruit de la marche du roi, et aussitôt l'ennemi revint en Saxe et sur l'Oder.

Bataille de Torgau, le 3 novembre. — Frédéric n'arrivait pas seulement à cause de sa capitale,

mais surtout à cause de la Saxe. Pendant qu'il était occupé en Silésie, l'armée impériale y était entrée, et ne trouvant aucune résistance s'était emparée de tout le pays. Daun arriva aussi lui-même avec son armée et campa non loin de Torgau, dans une position très forte. Si le roi ne voulait pas tenir ce beau pays pour perdu pour lui et renoncer à prendre ses quartiers dans ses propres états, il fallait le reconquérir tout entier avant l'hiver. Il n'avait pas à choisir; et alors, comme déjà plusieurs fois auparavant, à la fin de la campagne, il crut devoir tout risquer pour obtenir un grand gain; cette fois sa perte semblait irrémédiable, si ce coup périlleux ne réussissait pas. Du reste il paraissait tout résigné à la mort pour ce dernier cas, et il fut très près de perdre la bataille. L'attaque des lignes retranchées de Torgau devait avoir lieu de deux côtés, par deux différents corps d'armée; le roi en conduisait un, et Ziethen l'autre qui devait passer par-dessus la pointe des montagnes, pour venir prendre les Autrichiens en dos. Une forêt cachait les approches du roi; mais il y eut de l'embarras dans ses trains, ce qui nécessita un retard; et sitôt qu'il sortit de la forêt, il entendit un grand feu du côté de Ziethen, de sorte qu'il le crut complètement engagé; mais ce n'était qu'un feu d'avant-postes, et Daun pouvait encore diriger tout son monde contre le roi. Aussi, quand dans son impatience, sans attendre le reste de l'infanterie et sa cavalerie, il conduisit ses grenadiers contre les retranchements autrichiens, il fut reçu par un

feu si terrible de deux cents bouches d'artillerie, que les rangs de ses soldats furent abattus comme par un coup de foudre; de sorte que leurs corps gardaient encore par terre le même ordre de bataille, tandis que ses canonniers ne purent réussir à tirer un seul coup; parce qu'ils étaient eux-mêmes écrasés aussi bien que leurs chevaux, avant d'avoir pu charger leurs pièces. Le roi avoua lui-même à ceux qui étaient avec lui qu'il n'avait jamais entendu un pareil fracas, et en effet plusieurs hommes en devinrent sourds sur-le-champ. Frédéric y fut frappé à la poitrine, mais sans qu'il restât de traces. De nouveaux bataillons prussiens arrivèrent et gagnèrent du terrain, mais ils furent vivement repoussés par la cavalerie autrichienne; celle-ci fut elle-même chassée par celle des Prussiens, qui fut forcée aussi de revenir, ayant rencontré un obstacle qu'elle ne put surmonter; et l'on combattit ainsi jusqu'à la nuit avec différents succès. Cependant le roi était profondément affligé et tourmenté. L'élite de son infanterie gisait sur le champ de bataille, et les retranchements autrichiens n'étaient pas emportés; le feld-maréchal Daun avait même fait partir d'avance pour Vienne un courrier annoncer la victoire. La fortune en avait cependant autrement décidé. Tandis que du côté du roi on combattait encore çà et là dans l'obscurité, souvent ami contre ami, parce que quantité de troupes s'étaient égarées; tandis que d'innombrables feux étaient allumés dans les bois de Torgau et qu'à cause du froid de cette nuit d'au-

tomne, amis et ennemis, blessés et hommes sains s'y réunissaient avec l'intention au matin de se rendre à celui qui aurait la victoire; pendant que le roi, dans l'église du village d'Elsnig, était occupé à écrire des ordres, le général Ziethen arriva sur le sommet des hauteurs, après avoir combattu jusqu'à dix heures du soir et se réunit enfin avec le général Saldern. Par là, la position des Autrichiens se trouvait tournée; ils ne pouvaient recommencer le combat le lendemain matin; et Daun, qui avait été lui-même blessé, se retira pendant la nuit, en grand silence, à travers Torgau, pour passer l'Elbe et gagner Dresde. Cette retraite fut si secrète que les Prussiens se préparèrent le lendemain matin à un nouveau combat. Mais quand le roi sortit du village, à l'aube du jour, il trouva le champ de bataille vide, et fut salué comme vainqueur par ses troupes. Par cette sanglante bataille il reconquit une grande partie de la Saxe; alors il y donna des quartiers d'hiver à son armée et se retira lui-même dans Leipzig.

ANNÉES 1761 et 1762.

Paix avec la Russie et la Suède.

Les dernières années de la guerre offrent moins de brillantes et grandes actions. L'épuisement des peuples devenait de plus en plus sensible, et Frédéric, qui d'ailleurs était si avide d'entreprises, était obligé de s'en tenir à la défensive et de consacrer toutes ses

facultés à conserver ce qu'il possédait encore : ce ne fut pas une tâche facile. En 1761, il prit lui-même le commandement en Silésie et employa tous ses talents pour empêcher la jonction de l'armée russe, commandée par Butturlin, avec celle de Laudon qui faisait à elle seule soixante-douze mille hommes; il réussit à gagner du temps et à laisser ainsi passer une partie de l'été. Enfin les deux armées se réunirent, le 12 août, dans les environs de Strigau, et firent alors un total de cent trente mille hommes; de sorte que Frédéric fut obligé, avec ses cinquante mille hommes, pour n'être pas accablé par un si grand nombre, de se retirer dans un lieu retranché; ce fut dans le camp de Bunzelwitz, dans lequel il resta vingt jours assiégé et nécessité à une si grande vigilance, que ses soldats se tenaient en armes et en ordre de bataille toute la nuit et ne se reposaient que le jour. Cependant un ennemi trois fois supérieur en nombre se jetant avec toutes ses forces sur les points les plus faibles du retranchement, aurait pu conquérir la victoire; mais il manquait un génie pour conduire cette grande masse; d'ailleurs les deux généraux n'étaient pas d'accord et ils craignaient de travailler l'un pour la réputation de l'autre. Chacun croyait toujours que le plus lourd fardeau du travail commun lui était imposé; et de même que déjà dans tout le cours de cette guerre jamais une armée russe unie avec une armée autrichienne n'avait pu agir d'accord, cette fois encore elles se séparèrent sans avoir rien fait. Les difficultés de fournir aux besoins d'une si

grande multitude en fut la principale cause. Frédéric et son armée se trouvèrent donc un peu plus libres; et alors, afin d'arrêter toutes les poursuites des Russes, au moins pour cette année, il fit piller leurs magasins en Pologne au moyen d'une expédition hardie conduite par le général Platen. Le coup réussit et l'armée russe fut paralysée pour cette campagne.

Cependant cette année ne devait pas se passer sans quelque malheur pour le roi. Quand il abandonna son camp de Bunzelwitz pour attirer les Autrichiens dans le pays plat de la Silésie, tout d'un coup Laudon descend des montagnes, et au lieu de suivre le roi, il tourne tout d'un coup sur Schweidnitz, surprend la ville qui était mal gardée et l'emporte d'assaut dans la nuit du 1er octobre. La faible garnison, composée de gens ramassés de toutes parts, fut faite prisonnière avec Zastrow, son général. Par l'occupation de Schweidnitz et de Glaz, les Autrichiens se trouvaient maîtres de la moitié de la Silésie et ils purent y passer l'hiver. Les Russes, de leur côté, s'étaient enfin emparés de l'importante place de Colberg, le 13 décembre, après une siége de quatre mois, et voulaient au moins une fois passer l'hiver en Poméranie.

Le roi n'avait jamais été si resserré. Cependant le prince Henri avait, cet été, défendu avec beaucoup d'habileté contre Daun cette portion de la Saxe qui lui restait encore; mais ce n'était que la moitié, et les Russes, le printemps suivant, en partant de Oder, n'avaient que quelques pas à faire pour arri-

ver à Berlin. Réduit à une pareille extrémité, le peuple prussien eût pu perdre entièrement courage; mais il se montra digne de la fermeté de son roi et même il releva son courage par la confiance que lui inspirèrent aussi bien les bourgeois que les paysans, et toute la jeunesse qui venait sous les drapeaux exprimait son enthousiasme par des chants les plus exaltés. Aussi on disait tout haut dans le camp que le roi et son armée ne pourraient perdre courage tant que le peuple serait lui-même si zélé. Ainsi le roi, le peuple et l'armée ne faisaient qu'un, et si la ruine était inévitable, au moins elle devait être glorieuse.

La nouvelle année apporta avec elle un nouveau rayon d'espérance, d'autant plus serein qu'il était inattendu. La reine Élisabeth mourut le 5 janvier 1762 et délivra Frédéric d'un ennemi acharné. Son neveu, Pierre III, monta sur le trône; c'était un admirateur zélé du grand roi, qui n'écoutant que ses sentiments commença par renvoyer en liberté tous les Prussiens, sans exiger de rançon, et non seulement il fit avec Frédéric, le 5 mai, à Saint-Pétersbourg, une paix dans laquelle il cherchait si peu ses intérêts qu'il rendit toute la Prusse sans exiger d'indemnité; mais il conclut même une alliance avec lui, et fit partir au secours des Prussiens en Silésie son général Czernitschef avec vingt mille Russes.

La Suède suivit cet exemple; lasse d'une guerre si peu honorable, elle fit sa paix avec la Prusse, le 22 mai à Hambourg.

Alors Frédéric pouvait tourner toutes ses forces contre l'Autriche et il comptait bien lui reprendre bientôt la Silésie. Il voulait commencer par Schweidnitz ; et comme le feld-maréchal Daun se tenait à couvert dans une forte position auprès de Burkersdorf, il résolut de l'y forcer aussitôt après sa réunion avec les Russes. Déjà il était en marche, quand tout-à-coup arriva la fâcheuse nouvelle que l'empereur de Russie, Pierre III, était mort, et que sa femme Catherine avait été appelée sur le trône; Czernitschef fut obligé de revenir aussitôt en Pologne avec son armée. Le jeune empereur avait entrepris aveuglément beaucoup de réformes en Russie, soulevé contre lui le clergé et la noblesse, fort maltraité sa femme, et préféré d'une manière outrageante les Prussiens aux indigènes; aussi perdit-il son trône au bout de six mois. De nouveaux dangers menaçaient Frédéric, si la nouvelle impératrice, et les apparences l'indiquaient, se déclarait contre lui comme Élisabeth. Cependant, il prit promptement son parti et résolut de tirer du moins quelques profits de la présence des Russes, s'il était possible. L'influence du génie de Frédéric sur les autres hommes était si grande, qu'il décida le général Czernitschef à tenir secret pour son armée encore trois jours l'ordre de la retraite, et de s'approcher des retranchements autrichiens le jour de l'attaque; afin de tenir par sa présence une partie de l'armée en échec. Czernitschef fit au roi ce sacrifice, qui pouvait facilement lui coûter la vie. Frédéric livra la bataille de

Reichenbach, le 21 juin, et remporta la victoire. Le jour suivant l'armée russe se sépara et se retira. Cependant on ne demanda pas à Czernitschef compte de sa conduite; parce que les sentiments de l'impératrice avaient changé à l'égard du roi. Au commencement, elle avait cru que Frédéric avait excité son mari dans ses mauvais procédés à son égard; mais quand, après la mort de Pierre, dans les recherches parmi ses papiers, elle eut trouvé des lettres de Frédéric qui lui adressait les plus pressantes exhortations à la prudence dans sa conduite et surtout à des ménagements pour sa femme; alors Catherine changea complètement d'intentions, et elle confirma la paix avec la Prusse, sans toutefois promettre son secours pour la continuation de la guerre contre l'Autriche.

Frédéric entreprit le siége de Schweidnitz; mais il y perdit tout l'été. Autant les Prussiens, par deux fois dans cette guerre, avaient mal défendu cette place importante, autant alors elle fut défendue avec prudence et courage par les commandants autrichiens, le général Guasko, gouverneur de la ville, et Gribauval, ingénieur de la place. Le siége dura neuf semaines de temps, et le roi lui-même le conduisit jusqu'à la fin avec le plus grand zèle. Ce ne fut que quand ils eurent perdu tout espoir d'être délivrés, et qu'ils manquèrent des premières nécessités de la vie, qu'ils se rendirent avec dix mille hommes de garnison, 9 octobre.

Cette année, le prince Henri, avec toutes ses me-

sures de prudence, conduisit la guerre en Saxe de façon à occuper tout le pays, excepté Dresde. Il fit même d'heureuses expéditions en Bohême et dans l'empire, parfaitement secondé par la valeur des généraux sous ses ordres, Seidlitz, Kleist et Belling. Quand enfin les Autrichiens et l'armée impériale voulurent, par la supériorité de leurs forces, le contraindre à quitter une position avantageuse qu'il avait à Freiberg, il attaqua les impériaux séparément le 29 octobre, et les mit dans une complète déroute. Ce fut le dernier combat de la guerre de sept ans. Le roi signa, le 24 novembre, un armistice avec l'Autriche, et dispersa son armée dans ses quartiers d'hiver, depuis la Thuringe jusqu'en Silésie. Cependant le général Kleist resta encore avec dix mille hommes en campagne contre les princes de l'empire, entra en Franconie, et les força l'un après l'autre à faire la paix.

Le duc Ferdinand de Brunswick avait, pendant les trois dernières années de la guerre, glorieusement soutenu sa réputation par la défense de la basse Saxe et de la Westphalie. La France employa toutes ses forces pour reconquérir ces pays et sauver l'honneur de ses armes. Elle changeait à tout moment ses généraux, et son armée, en 1761, était forte de cent cinquante mille hommes. Ferdinand n'avait que quatre-vingt mille hommes à lui opposer, et pourtant tout ce développement de forces n'aboutit qu'à l'occupation de la Hesse, qu'il était d'ailleurs impossible à Ferdinand de défendre, parce qu'il se trou-

vait menacé de deux côtés à la fois, du côté du bas Rhin et du côté du Main. En revanche, aucune manœuvre, aucune menace ne purent lui faire quitter sa position sur la rive gauche du Wéser et sur la Dimel, d'où il couvrait à la fois la basse Saxe et la Westphalie. Les généraux sous ses ordres, le prince héritier de Brunswick, Spoerken, Kielmansegge et Luckner, se distinguèrent dans beaucoup de combats particuliers; à la fin de la dernière campagne, un combat heureux, près de Wilhelmsthal, mit le duc en état d'oser même attaquer et de quitter la défensive; par un second, près de Lutterberg, il chassa les Français du territoire de Cassel, et la prise de Cassel termina cette campagne de 1762, aussi bien que la guerre, 1er novembre. Un armistice fut aussi conclu de ce côté-là comme avec l'empire.

Paix de Paris et de Hubertsbourg. 10 et 15 février 1763. — Toutes les nations belligérantes étaient épuisées et ne pensaient qu'à la paix. L'Angleterre avait fait d'importantes conquêtes de l'autre côté des mers, mais aussi elle avait augmenté sa dette de 800 millions d'écus; et depuis que Georges II était mort, et que lord Bute, qui avait élevé le nouveau roi, eût pris la place du premier ministre Pitt, il y avait une tendance visible à la paix, et la France devait aussi la désirer elle-même. De cette manière, Frédéric et Marie-Thérèse restaient seuls sur le champ de bataille. Cependant l'Autriche n'avait, sinon plus de généraux, du moins plus d'argent pour continuer seule, et le roi Frédéric n'avait jamais eu d'autre but

que de s'assurer la Silésie. Quand cette province lui fut assurée, il ne fit aucun obstacle à la paix, et elle fut convenue avec les plénipotentiaires autrichiens et saxons dans le château de chasse de Hubertsbourg. Des deux côtés on rendit les conquêtes, on échangea les prisonniers de guerre, et l'on n'indemnisa aucune perte. Frédéric resta en possession de la Silésie et rendit au roi de Saxe ses états. Ainsi, une guerre si coûteuse et si sanglante ne changea rien dans l'état des choses; sans doute au moins elle valut une bonne expérience, et l'on put dire que c'est à elle que l'Europe dut d'avoir été si long-temps tranquille après la paix, pendant environ soixante-dix ans. Plus d'agitations dans les affaires, plus de soupçons, d'inquiétudes, de rupture; tout le monde était convaincu de la durée de l'état de choses actuel. Le sort avait prononcé pour la Prusse : sa puissance reposait sur des bases bien solides, tant que le même génie la gouvernerait et conduirait ses forces, quelque petites qu'elles parussent. Un esprit sérieux, industriel et martial qui dominait le roi comme son peuple, la justice et l'économie dans l'administration, un esprit de recherche pour tout ce que le siècle apporte de mieux avec lui-même; voilà ce qui donna à Frédéric la force de combattre la moitié de l'Europe, et ce qui maintiendra la Prusse tant qu'elle saura se conserver ces ressources.

L'Autriche prouva dans ce temps, comme toutes les fois qu'elle avait été menacée d'un changement, que sa puissance n'était pas facile à détruire, que ses

belles et riches provinces, que la fidélité et la coopération de ses habitants, que leur amour pour un gouvernement paternel et doux, entretenaient chez elle un germe de vie inaltérable ; de même les Hessois, les Hanovriens et les autres bas Saxons avaient montré contre les armées française une constance et un courage qui semblent encore rehausser la gloire du nom allemand ; l'honneur de la guerre rejaillit particulièrement sur les Allemands. Et si l'on veut parler de cette supériorité de vues dans les poursuites d'une bataille et d'un regard rapide qui saisit le moment, tout le monde aussitôt prononce le nom du roi Frédéric, du duc Ferdinand. Aussi depuis cette guerre les peuplades les plus isolées de l'Asie et de l'Afrique, celles qui n'avaient jamais entendu parler d'histoire, connurent le roi Frédéric. Le prince Henri fut le modèle des généraux circonspects: avec les plus petites forces, il savait occuper un ennemi puissant sans cependant lui abandonner du terrain. Ziethen et Seidlitz seront toujours distingués parmi les généraux de cavalerie, et tant d'autres formés à cette école, qui seront rangés parmi les héros. Au contraire, celui qui voudra apprendre l'art de choisir en maître ses positions et de saisir le moment décisif pour faire jouer l'artillerie, il l'étudiera avec les Autrichiens ; et les noms du savant Brown, du rapide et entreprenant Laudon, ceux des adroits généraux Nadasti, Lascy et autres, seront nommés avec orgueil à côté des anciens et célèbres généraux de l'Autriche.

Il est consolant au moins qu'une si grande gloire

puisse adoucir la douleur de cette lutte et couvrir en quelque façon le vice du gouvernement impérial. En effet, dans notre constitution, l'état de la portion pensante et capable de donner conseil était si imparfait; les formes établies pour la direction des affaires avaient tellement vieillies; la marche des choses était si lente et si énervée, que si le cœur et le bras n'eussent pas si bien fait leur devoir et n'eussent pas montré à l'étranger que l'esprit martial de l'ancienne Allemagne n'avait pas encore disparu, notre pays serait bien plus tôt devenu la proie de l'étranger.

La France acquit peu d'honneur dans cette guerre; sa marche faible et sans plan arrêté manifestait assez qu'elle était conduite par des femmes et des favoris, et qu'elle languissait dans un engourdissement mortel. Cependant elle ne perdit pas par la paix de Paris, qui fut signée cinq jours avant celle de Hubertsbourg, autant qu'on aurait pu croire d'après les succès qu'avaient eus les armes anglaises sur mer; mais cette paix était l'ouvrage du petit esprit de Bute.

Siècle du grand Frédéric.

Pendant le calme d'environ trente ans qui suivit la paix de Hubertsbourg, les germes d'une foule de nouveaux fruits, qui avaient été plantés antérieurement dans l'Allemagne, prirent leur essor et arrivèrent à une parfaite maturité.

Pour caractériser ce siècle par un nom, on l'appela le siècle du grand Frédéric; parce son esprit fut celui de l'époque, et que le bien et le mal de ses contemporains parurent représentés dans lui sous une grande échelle. Mais il nous reste à l'étudier dans la paix comme nous l'avons vu dans la guerre, afin de connaître ce grand homme tel qu'il était.

L'objet des soins les plus empressés de Frédéric fut la restauration de l'armée, afin qu'aucun ennemi n'osât espérer des avantages dans la guerre et tenter une attaque subite. Pour rendre ses nouvelles levées aussi bonnes que ses vieilles troupes si bien formées, dont il ne lui restait qu'un très petit nombre, il employa les exercices, qu'il exigea avec rigueur et sévérité. Mais ici on vit encore ce qui ne manque jamais d'arriver dans les affaires humaines, toutes les fois qu'il s'agit de conserver une institution qui, dans le moment de son plus beau développement, a semblé parfaite. La forme devient le principale, et le génie, qui ne peut revêtir qu'une fois une certaine forme, abandonne celle-ci et va en prendre une autre nouvelle qu'on ne connaissait pas; mais les hommes honorent encore long-temps ce qui n'est plus que l'enveloppe, comme si elle possédait la réalité. Le grand roi lui-même, qui vit toute l'Europe à son imitation prendre ses exercices de guerre, se trompa sur l'estimation de leur valeur. Le système d'entretenir des armées sur pied de guerre devint alors dominant et le soin capital de tous les gouvernements d'Eu-

rope; le service militaire dégénéra en enfantillage, jusqu'à ce qu'un grand ébranlement du monde vint prouver la nullité de ces puérilités.

Le soin que prit Frédéric de rendre la vie aux pays ravagés était une occupation beaucoup plus bienfaisante et dont les fruits étaient bien plus durables. Ce fut aussi celui de ses lauriers dont les feuilles peuvent le moins se faner. Il fit distribuer aux paysans les plus malheureux les grains qu'il avait déjà achetés pour la prochaine campagne, et les chevaux qu'il avait de trop. Il exempta la Silésie d'impôts pour six mois, et la Poméranie et la Nouvelle-Marche qui avaient été dévastées, pour deux ans. Le roi employa même de grosses sommes d'argent pour encourager l'agriculture et l'industrie, suivant la grandeur des besoins; elles s'élevèrent à vingt-quatre millions d'écus pour les vingt-quatre années de son gouvernement, après la paix de Hubertsbourg. Une pareille générosité doit d'autant plus mériter de gloire au prince, qu'il ne put le faire qu'au moyen d'une grande économie, et que cette grande épargne se faisait sur ce qui lui était personnel. Son grand principe était que son trésor ne lui appartenait pas; mais au peuple, sur qui on l'avait levé. Et tandis que maint autre prince, sans penser aux gouttes de sueur qu'il a fallu pour amasser cet argent, le dissipe dans un luxe démesuré, lui, il vivait si simplement que sur les sommes attribuées à l'entretien de sa cour il épargnait tous les ans environ un million d'écus.

Il exprimait un jour très clairement ses principes

à ce sujet au directeur des contributions indirectes, M. de Launay. « Louis XV et moi, disait-il, nous sommes nés plus pauvres que le plus pauvre de nos sujets; car il en est très peu d'entre eux qui n'aient un petit héritage ou qui ne puisse en acquérir par son travail; tandis que lui et moi nous ne pouvons rien posséder, rien acquérir qui n'appartienne à l'état; nous n'avons rien que l'administration du bien commun; et si, comme administrateurs, nous dépensons pour notre compte plus qu'il n'est raisonnablement nécessaire, alors c'est un excès et même un vol, une infidélité continuelle commise sur le bien public. »

Les soins si particuliers du roi pour l'agriculture la relevèrent bien promptement. De grandes étendues de terrains furent défrichées, on fit venir de nouveaux laboureurs des autres pays, et ce qui était auparavant des marécages et des marais fut bientôt couvert de semences productives. La vue de si grands progrès causait au roi le plus grand plaisir dans les voyages qu'il faisait tous les ans pour visiter ses états. Et telle était son activité qu'il s'occupait des plus petits détails; si bien que très peu de princes connurent leurs domaines comme Frédéric connaissait les siens. On peut voir d'ailleurs, d'après le calcul qui a été fait des maisons brûlées pendant la guerre dans ses états, combien était nécessaire une pareille activité du monarque, s'il voulait tout restaurer. Le nombre de ces maisons montait à quatorze mille cinq cents, et la plupart, d'après le témoignagne du roi, avaient été incendiées par les Russes. — Il bâtit dans la haute

Silésie seulement deux cent trois villages, depuis 1763 à 1779. Le roi tenait particulièrement à ce pays, qui avait tant souffert; aussi quand il le vit se relever; quand, dans l'année 1777, il trouva dans un recensement général cent quatre-vingt mille hommes de plus qu'il n'y en avait en 1756, avant la guerre; quand il vit les pertes de la guerre amplement réparées, et que l'agriculture, le commerce, et surtout celui des laines, florissaient, il exprima dans une lettre à son ami Jordan toute la satisfaction de son âme et toute la joie qu'il ressentait d'avoir relevé de si bas une province si épuisée.

L'activité est surtout de première nécessité pour une nation qui ne peut conquérir que par elle une existence honorable; mais cet avantage n'est pas le seul, un beaucoup plus grand c'est la force vitale, la vigueur de jeunesse qu'elle donne au peuple. Le roi Frédéric était pour ses sujets un modèle d'activité; il était encore fort jeune lorsqu'il écrivit à son ami Jordan: « Tu as raison de croire que je travaille beaucoup, je le fais pour vivre; car rien n'a plus de ressemblance avec la mort que l'oisiveté. » Et plus tard, dans sa grande vieillesse, cette idée paraît comme le principal moteur de toute sa vie. « J'ai encore comme autrefois la manie de ne pas m'épargner, disait-il dans une autre lettre; mon être demande du travail et de l'activité, mon esprit et mon corps se courbent sous leur devoir. Il n'est pas nécessaire que je vive, mais il est nécessaire que je travaille. »

Il ne changea pas, même dans la vieillesse, le plan de vie qu'il s'était fait de si bonne heure ; et ce ne fut que la veille de sa mort qu'il cessa de s'occuper du gouvernement. Chaque heure avait sa destination ; et ce grand principe qui est l'âme de toute activité : *Ne renvoyons jamais rien au lendemain*, était pour lui une loi inviolable. Tout le temps compris depuis quatre heures du matin jusqu'à minuit, par conséquent les cinq sixièmes de la journée, était consacré à quelque travail de l'esprit. Car, afin que le temps même des repas ne fût pas perdu, le roi rassemblait autour de lui, à midi et au soir, un choix d'hommes d'esprit; et la conversation était si animée (le plus souvent c'était lui qui l'excitait), qu'on les comparait aux repas de Socrate. Malheureusement, conformément au goût de l'époque, les pointes d'esprit et les saillies y étaient particulièrement en faveur. La vivacité, la pénétration, l'à-propos dans la pensée, l'emportaient surtout; tandis que la pensée profonde, l'équitable et timide défiance de soi-même n'obtenaient pas le même degré d'honneur. C'était une conséquence nécessaire de l'admission de la langue française dans la société de Frédéric. Le reste de la journée était partagé entre la lecture, les correspondances particulières, les rapports avec les ministres et ses réponses d'affaires dont souvent il écrivait la minute de sa propre main. Plus tard, les dispositions de ses plans pour les maisons de plaisance, puis la composition de ses ouvrages littéraires, dont Frédéric a laissé une riche collection, et enfin un passe-temps

avec sa flûte, eurent aussi une part dans la division de ses heures.

Sa flûte, comme une fidèle amie, adoucissait les plus violents tourments de son âme; pendant une heure il se promenait avec elle dans sa chambre; et dans cet intervalle de temps il prenait de plus en plus l'empire sur ses pensées, et son esprit devenait alors capable des opérations plus tranquilles, comme il l'a lui-même avoué. Du reste, il ne voulut jamais qu'une affaire d'état eût à souffrir de ces jouissances qu'il recherchait dans la musique et la poésie. C'est là le point de vue le plus glorieux pour Frédéric : son devoir et sa charge lui étaient plus sacrés que tout le reste. De là aussi a-t-on dit de lui, avec raison, que le devoir d'un roi dans toute son étendue et tout ce qu'il a de glorieux avait été l'idée dominante de sa vie, l'idée qui siégeait au centre de son âme. Ce roi cependant, quel enthousiasme n'aurait-il pas excité, quel entraînement n'aurait-il pas obtenu et quels obstacles n'aurait-il pas fait franchir à son siècle, si cette fermeté, cette loyauté naturelle avaient été soignées dans son enfance par l'amour de ses parents et dans l'intimité de la famille?

Malheureusement la mauvaise éducation de Frédéric fut cause que les plus beaux germes de sa nature n'ont point été développés. Son père Frédéric-Guillaume était un homme dur et sévère, pour qui les muses n'avaient aucun attrait; il n'avait jamais senti un cœur paternel. Son fils, qui de bonne heure avait dirigé ses efforts vers des mœurs plus

perfectionnées, et qui ne trouvait aucun goût pour les inclinations brutales de son père, était traité durement et même despotiquement. Il ne fondait sur lui aucune espérance pour son empire, et il eut même une fois la pensée de lui préférer son deuxième fils, Auguste-Guillaume. C'est ainsi que Frédéric perdait de plus en plus tous les sentiments de l'affection filiale; aussi voulut-il un jour tenter de s'enfuir de la maison paternelle. Mais ayant été découvert il fut en danger d'être envoyé à l'échafaud par son père en colère. Sa mère, qui l'aimait avec d'autant plus de tendresse, chercha à venir à son secours par des ruses; mais elle ne put pas réveiller en lui cet amour franc, pur et désintéressé, parce qu'elle-même portait dans son cœur plutôt un zèle de parti qu'un amour généreux. Ainsi Frédéric grandit sans la bienfaisante chaleur de l'amour, qui peut seule développer les tendres sentiments dans la jeunesse; et ce manque d'amour s'est malheureusement fait sentir chez lui jusqu'au tombeau. Dans le feu de la jeunesse, il était capable, par admiration, d'une amitié enthousiaste; mais le peu qu'il y avait en lui de sentiments purs et francs disparut bientôt dans le cours de sa vie à cause de l'aigreur de son caractère qui alla toujours croissant; si bien que sur la fin de ses jours le grand roi restait seul, comme un anachorète, renfermé et concentré dans lui-même.

La malheureuse coutume du temps voulait que des précepteurs français et des livres français déter-

minassent le cercle des idées de l'enfant et du jeune homme. De bonne heure, l'homme qui a exercé sur son siècle une influence fâcheuse, infinie dans ses suites, dont l'esprit aigu et satirique n'a rien connu de sacré, Voltaire, fut le modèle de Frédéric. Dès son enfance, dans le temps que son âme était le plus impressionnable, les écrits de cet homme occupaient journellement le jeune prince. Son esprit était tellement dominé que, dans son admiration, il élevait cet écrivain au-dessus de tous les mortels et aspirait à son amitié comme au trésor le plus précieux. Le vain et égoïste étranger sut exploiter fort avantageusement cette opinion du prince qu'il avait connue par ses lettres.

Il rendit à son tour ses flatteries à son royal ami; et dans ce jeu réciproque de l'égoïsme le jeune prince pensa avoir jeté le fondement de la plus heureuse amitié. Mais comme l'amitié ne peut exister que par la vérité, quand deux âmes se trouvant à nu en face l'une de l'autre dirigent en vérité leurs efforts communs vers la vertu, l'union de ces deux hommes, fondée sur des bases si mobiles, ne put donc pas soutenir des épreuves approfondies. Plus tard, quand ils vécurent ensemble, quand Voltaire fut appelé à la cour du roi, en 1750, la froideur, la jalousie et la bassesse de son âme, se firent remarquer de plus en plus. Le premier bandeau tomba de devant les yeux du roi, les sentiments d'affection s'attiédirent peu à peu de part et d'autre et finirent par se changer en une violente aigreur. Voltaire à son

retour en France se vengea par les plus acerbes pamphlets.

De si fâcheuses expériences fermèrent de plus en plus le cœur de Frédéric, et lui inspirèrent un dégoût pour les hommes qu'il n'avait pas auparavant, et qui, quand il domine l'âme, doit nécessairement assombrir la vie.

Le gouvernement du roi portait lui-même la marque de l'isolement et de la concentration de son âme; c'était un gouvernement égoïste dans la force du mot; tout partait du roi seul et tout se rapportait à lui seul; et il ne permit jamais que l'assemblée des états, pas même son conseil-d'état qui, choisi parmi les hommes les plus éclairés, aurait pu avec expérience présenter au roi les différentes faces de toutes les affaires, prît aucune part à l'administration. Cependant quelque pénétrant que soit un œil, il ne peut pas tout apercevoir; des circonstances essentielles doivent lui rester inconnues. Il faut donc se garder de l'arbitraire aussi bien que des vaines formalités, qui cherchent chacun de son côté à s'insinuer de plus en plus dans le gouvernement. C'est pour cela qu'une administration avec les états du royaume est si difficile à renverser, et accroît même les forces d'un état à un si haut degré; parce que, d'après la forme même de ce gouvernement, la voix des hommes les plus distingués se fait entendre à tout le peuple par des moyens légitimes, et chaque citoyen éclairé et actif, sans être employé dans les charges de l'état, peut servir son pays par ses conseils.

De pareilles vues et de pareils principes étaient tout-à-fait inconnus dans cette époque, qui s'éloignait de la marche simple de la nature et élevait au-dessus de tout la subtilité de l'esprit. Alors on cherchait la stabilité de l'état dans les formes extérieures, tandis qu'elle ne repose que dans une coopération de cœur de tous les citoyens et dans l'exclusion de tout individualisme. Ces généreuses idées gouvernementales auraient sans doute trouvé place dans l'âme éclairée et forte de Frédéric, si elles eussent paru de son temps; mais il ne les trouva pas de lui-même, d'autant plus qu'il sentait en lui-même la force de régner seul, et la ferme volonté de rendre seul son peuple grand et heureux. De là aussi lui sembla-t-il que la force d'un état résidait dans les moyens qui sont dans les mains d'un seul, les plus prompts et les plus efficaces, et il la plaça dans une armée et un trésor à sa disposition. Il s'efforça donc principalement d'obtenir que ces deux étais de son gouvernement se trouvassent dans le meilleur état possible; de là aussi le vit-on souvent choisir les moyens les plus propres d'arriver à son but sans trop réfléchir à leur influence sur l'avenir et la moralité du peuple. Un fermier-général français, Helvétius, fut appelé à Berlin, en 1764, pour donner conseil sur le moyen d'augmenter les revenus de l'état; on eut donc recours à de nouvelles dispositions qui soulevèrent beaucoup de haines, et nombre de gens cherchèrent à tromper l'administration au lieu de coopérer d'eux-mêmes à ses charges. Du reste, par ces

moyens et d'autres, les revenus du royaume s'augmentèrent considérablement.

Il faut dire pour la justification de Frédéric, qu'il n'avait pas recours à toutes ces mesures pour lui-même, mais pour le grand tout dont il était chargé; et en second lieu nous répèterons que les graves erreurs de son temps tenaient un bandeau fixé sur ses yeux. Avec quelle avidité cet esprit si pur aurait-il saisi une meilleure lumière, s'il eût existé dans un temps de vraie liberté d'esprit; car la liberté d'esprit lui était chère, et volontiers il laissait parler l'opinion publique. Son peuple jouit sous son règne d'une complète liberté de la presse, et lui-même il laissait courir avec indifférence des censures et des sarcasmes sur son compte. La conscience de ses efforts si constants et de ses œuvres, comme aussi de sa fidélité à son devoir, l'élevait au-dessus des petites susceptibilités. La principale sollicitude du roi, c'était la recherche de la vérité, comme on l'entendait alors. Or, cette recherche consistait à vouloir comprendre tout, analyser, disjoindre, déchirer. Ce que l'on ne pouvait pas bien expliquer, était rejeté; croyance, amour, espérance, respect pour les parents, dépendance, tous ces sentiments qui avaient leur siége dans les profondeurs impénétrables de l'âme furent extirpés par la racine. Cette époque n'entendait rien à la reconstruction ni à fonder quoi que ce fût; bien plus, cette passion de tout détruire que la révolution française a portée au plus haut degré, a jeté tant de ruines partout que la réédification consom-

mera certainement la force vitale de plusieurs générations. Ce n'était pas seulement pour les états, pour la vie intérieure de l'âme qu'agissait cette force de destruction; elle se montrait aussi dans la science, dans les arts et même dans la religion. Les Français étaient à la tête de ce mouvement et tout le reste du monde les suivait; mais particulièrement les Allemands. Un vain ornement fut pris pour de la profondeur, l'esprit et le sarcasme bannirent le sérieux de la raison; à la place de cette diction douce et affectueuse, on n'employa plus que des expressions hardies et à effet. Mais ce qui démontre l'aveuglement de ces temps, ce fut d'avoir coupé les racines nécessaires à la vie des nations, et d'avoir méprisé les œuvres de leurs pères. Cependant, dès ce temps-là, quelques hommes rares connurent la justice et la vérité et élevèrent la voix; et l'on doit signaler dans le monde savant Lessing, Kloppstock et Gœthe, comme fondateurs d'une époque plus réfléchie. Beaucoup d'autres se joignirent à eux et élevèrent un rempart intellectuel contre les progrès de cet esprit d'analyse répandu dans le monde. Sous le rapport de l'érudition, bientôt Kant, Fichte et Jacobi parurent sur le champ de bataille; et sur ces commencements grandit peu à peu cette puissante impulsion du génie, qui a déjà fait de grandes choses et a en préparé de plus grandes encore.

Le roi Frédéric ne prit point part à ce réveil du génie allemand; il vivait dans le monde idéal des Français. Les flots du nouveau fleuve de vie passaient

sans l'atteindre, et se brisaient contre les digues qu'il avait élevées autour de lui. Cependant son estime pour les étrangers entraîna les premières classes de la société dans ses sentiments. De même que son administration avait servi de modèle pour toutes les autres cours, plusieurs princes voulurent, à son exemple, gouverner par eux-mêmes; et comme ils n'avaient point le même génie, ils échouèrent dans leurs plans, malgré leur bonne volonté : par exemple Pierre III, empereur de Russie; Gustave III, roi de Suède, et l'empereur Joseph II.

Joseph II. 1765—1790.

Joseph succéda à son père François Ier dont les actions comme empereur n'offrent rien de remarquable. Mais son fils brûlait d'un désir d'autant plus vif d'apporter de grands changements, de transformer l'ancien en nouveau, et d'employer la grande puissance qu'il avait reçue de la nature à faire faire un grand pas à ses états. Seulement, tant que sa mère Marie-Thérèse vécut, c'est-à-dire jusqu'à l'an 1780, il fut enchaîné par ses volontés; car cette princesse habile et toujours active ne pouvait vivre sans prendre part au gouvernement, et ses devoirs de fils exigeaient qu'il préférât les volontés de sa mère aux siennes. Cependant, dans l'intervalle de son avènement jusqu'à 1780, survinrent plusieurs événements

qui ont eu une grande influence sur les dix dernières années de son règne.

Premier partage de la Pologne. 1773.—Auguste III, mort en 1765, n'avait laissé qu'un petit-fils en bas âge; et, à cette occasion, la maison de Saxe perdit ce trône qu'elle possédait depuis soixante-six ans. Alors aussi la Russie et la Prusse se mêlèrent des affaires de Pologne; car ce peuple auparavant fort et redouté, était devenu faible par ses dissensions et incapable de se soutenir par lui-même. Les deux puissances exigèrent que la Pologne choisît pour roi un homme de sa nation, et dix mille Russes, qui arrivèrent tout d'un coup sur Varsovie, avec autant de Prussiens qui se rassemblèrent sur la frontière, obtinrent que Stanislas Poniatowski fût placé sur le trône. Depuis lors, il ne se tint plus de diète sur laquelle les étrangers n'exerçassent leur influence.

Bientôt après cet événement eut lieu une guerre entre la Russie et la Turquie, dans laquelle la Moldavie et la Walachie furent conquises par les Russes, qui auraient fort désiré conserver ces conquêtes. Mais l'Autriche ne voulait en aucune façon y consentir, de peur que la Russie ne devînt trop puissante; et Frédéric II se trouvait aussi dans un grand embarras vis-à-vis de ces deux puissances, ne sachant comment il maintiendrait l'équilibre. Alors on trouva que le moyen le plus propre de sortir de cette position était de prendre sur le peuple qui était le moins en état de se défendre contre une telle violence, sur la Pologne, une portion de son territoire; afin que les

trois autres états pussent s'en agrandir. On ne peut savoir précisément d'où vint cette pensée; mais il est facile de voir qu'elle sortait du génie de l'époque. Comme la sagesse d'alors ne fondait tous ses calculs que sur une mesure matérielle, ne concevait la force des états que par les milles carrés, le nombre des habitants, des soldats, et l'argent qu'ils possédaient, le fond de la politique était de diriger tous ses efforts vers l'agrandissement; rien ne semblait digne d'envie comme une acquisition qui pût bien arrondir un royaume, et toute considération d'équité et de raison devait céder devant cet impérieux principe. Un des grands états avait-il fait seul une pareille conquête, alors les autres accouraient suspendre à son hameçon l'équilibre européen. Ici donc les trois royaumes qui touchaient la Pologne se partagèrent la proie proportionnellement, s'en agrandirent; et l'on crut ensuite avoir paré à tout danger. Ce système était devenu si superficiel, si misérable et si absurbe, que l'on ne sentait pas que le juste équilibre et la sécurité durable pour tous, ne pouvaient être fondés que sur un respect sacré pour la conservation des droits des peuples. Le démembrement de la Pologne fut l'anéantissement même de tout système d'équilibre, et le précurseur de ces grandes révolutions, de ces grands déchirements, de ces transformations, même de ces ambitions qui tendirent à un empire universel et dont les secousses pendant vingt ans ont ébranlé l'Europe dans le plus profond de ses fondements. Le peuple polonais pressé de trois côtés

fut obligé, en l'automne de l'année 1773, de consentir à ce que trois cents milles carrés fussent démembrés de sa propriété pour être partagés entre la Russie, la Prusse et l'Autriche.

2) Guerre au sujet de la succession de Bavière, 1778. — Le prince électeur Maximilien-Joseph, étant mort sans enfants, 1777, l'héritage de ses états et de son électorat appartenait à l'électeur palatin. Mais l'empereur Joseph voulut tirer profit de cet héritage à l'avantage de l'Autriche; il fit revivre d'anciens droits, se jeta tout-à-coup sur la Bavière avec son armée et l'occupa. Alors le pacifique palatin, Charles-Théodore, prévenu et mis en fuite, signa un accommodement par lequel il abandonnait à la maison d'Autriche les deux tiers de la Bavière pour en conserver le dernier tiers. La conduite de l'Autriche dans cette occasion, et la part qu'elle avait prise au démembrement de la Pologne étaient d'autant plus inattendues, que c'était le seul des grands états qui se fût jusque là abstenu d'un pareil abus de sa force. Mais le vertige du siècle avait triomphé de cette pacifique retenue de l'Autriche.

Il y eut de grands mouvements à cette occasion dans l'empire; Frédéric II surtout crut ne pas devoir rester oisif. Il prit parti contre l'Autriche et fit des préparatifs, en qualité de protecteur du duc de Deux-Ponts, héritier de Charles-Théodore, qui protestait contre le traité fait par ce dernier prince et demandait l'assistance du roi de Prusse. Le jeune empereur Joseph était trop bouillant pour n'en pas

faire autant; il vint prendre position en Bohême, et là, il attendait le roi, si avantageusement placé que les Prussiens, qui avaient déjà passé le sommet des montagnes, craignant de tout risquer dans une attaque, se retirèrent de la Bohême. Après quelques combats, peu importants du reste, entre les troupes légères, la paix fut signée à Teschen, le 13 mai 1779, par la médiation de la France et de la Russie, avant même la fin de la première année de la guerre. L'impératrice Marie-Thérèse ne partageait point la passion guerrière de son fils; elle lui demandait au contraire avec instance de se réconcilier et de faire la paix. Et Frédéric, qui n'avait rien à gagner à cette guerre, y était assez disposé. Il était déjà courbé par la vieillesse, et avait l'œil trop clairvoyant pour ne pas voir que l'ancien esprit de l'armée qui lui avait fait faire des prodiges dans la guerre de sept ans, avait presque entièrement disparu, bien que la discipline la plus sévère, et que les punitions même outrées pour de petites fautes dans les formes, fussent maintenues dans toute leur vigueur. Souvent même les administrations de l'armée étaient en fort mauvais état: mais c'était surtout celle des pourvoyeurs; car dès le premier mois de la guerre, elle laissa l'armée souffrir de la disette pour les premiers besoins. Le roi sentit bientôt ce défaut, et cependant ne put en découvrir le principe; mais il en fut très tourmenté. La paix lui était donc de beaucoup préférable à la guerre. Par le traité qui suivit, l'Autriche rendit à la maison palatine tous les états de Bavière,

excepté le petit cercle de Burgau, et l'héritage en fut assuré au duc de Deux-Ponts.

L'empereur Joseph, seul. 1780 à 1790. — Après la mort de Marie-Thérèse, l'empereur Joseph s'efforça, de toute l'impétuosité de son bouillant caractère, de mettre ses grands projets à exécution dans le plus court intervalle possible, et de donner aux différentes espèces de peuples répandus sur la surface de ses vastes états une seule et même forme de gouvernement, telle qu'il l'avait conçue dans sa tête. On aurait dit que sa manière d'être et de faire fussent les avant-coureurs de cette révolution, la plus inouïe, qui a troublé l'Europe entière. D'ailleurs ce prince de même que son siècle et le siècle suivant, purent voir par eux-mêmes leurs créations promptement jetées dans le néant; parce qu'ils s'étaient abusés jusqu'au point de croire qu'ils pourraient changer, dans le court espace d'une vie d'homme ou même de quelques années, ce que la race humaine n'a opéré que par un lent enfantement à travers les siècles. Car cette présomption par laquelle on prétend changer en réalité les idées qu'on s'est faites, uniquement parce qu'elles sont possibles, quelles que soient d'ailleurs les oppositions qu'elles doivent rencontrer dans le cœur de l'homme, dans son amour et son attachement pour ce qui est habitude et pour ce qui vient des aïeux; cette présomption, dis-je, se trouvait au plus haut degré dans l'empereur Joseph, et c'est elle qui a entravé ses bonnes intentions. Il avait une volonté arrêtée pour la justice et le bien, pour le bonheur de ses états, pour les progrès et la

liberté de l'intelligence; mais il négligea d'interroger sans prévention la nature humaine, et de s'instruire sur le caractère propre de chacun de ses peuples. Ce qu'il entreprit, le plus souvent n'était point mesuré sur leur état actuel; et ce qui convenait à l'un d'eux ne pouvait s'adapter à un autre. Avec le sentiment de la générosité de ses intentions, Joseph II se modela sur Frédéric pour régner par lui-même; mais Frédéric s'occupa plutôt d'arrangements extérieurs, de l'administration de l'état, des progrès de l'industrie, de l'augmentation des revenus, et il n'entra que très peu dans ce qui regarde la marche intellectuelle, qui suivit son cours particulier, quelquefois même tout-à-fait inconnu de lui; tandis que Joseph, par ses nouvelles dispositions, attaqua souvent l'endroit le plus sensible pour le peuple. Il voulait surtout la liberté de conscience et la liberté de penser; mais il ne remarquait pas que l'admission de ce principe dépendait d'une conviction intime qui ne peut être imposée, et n'existe réellement que lorsque la lumière a pénétré peu à peu jusqu'au fond du cœur.

Les plus grands obstacles que Joseph trouva pour ses innovations vinrent de la part de l'Eglise; car il voulut confisquer quantité de couvents et de maisons religieuses catholiques, et changer brusquement toute la constitution ecclésiastique; c'est-à-dire, que ce qui aurait pu s'arranger de soi-même dans l'intervalle d'un demi-siècle, il voulut l'obtenir dans la première année de son gouvernement.

Par cette confiscation des biens ecclésiastiques, plus d'un prince voisin, par exemple, l'évêque de Passau et l'archevêque de Salsbourg, se trouvèrent lésés dans leurs droits, et ne manquèrent pas d'élever de grandes plaintes; de même aussi, dans plusieurs autres circonstances, beaucoup de princes crurent trouver dans l'empereur une espèce de mépris pour les constitutions de l'empire. Les appréhensions augmentèrent extrêmement quand on le vit, dans l'année 1785, ménager un traité d'échange avec le prince électeur palatin de Bavière, d'après lequel ce prince devait abandonner son pays à l'Autriche, et recevoir, en revanche, les Pays-Bas avec le titre de roi d'un nouveau royaume de Bourgogne; de cette façon tout le sud de l'Allemagne aurait appartenu à l'Autricehe. Le prince n'en était pas éloigné, et la France et la Russie y étaient consentantes, dans le principe; mais Frédéric II vint encore une fois déconcerter ces plans, et réussit à en détourner la Russie.

Ces mouvements, occasionés par les efforts de l'empereur Joseph, qui cherchait à donner à ses projets une prompte exécution, firent naître dans la tête du vieux roi de Prusse la pensée de décider les princes allemands à faire entre eux une alliance, pour assurer le maintien de la constitution impériale; de même que déjà, antérieurement, on avait vu plusieurs membres de l'empire s'unir pour leur mutuelle défense. Tel devait être l'unique but de l'alliance, du moins d'après la parole même du roi; et elle fut arrêtée, en l'année 1785, entre la Prusse,

la Saxe, le Hanovre, les ducs de Saxe, de Brunswick, de Mecklenbourg, de Deux-Ponts, le landgrave de Hesse et quelques autres princes; bientôt même l'électeur de Mayence s'y joignit encore. Cette alliance fut au fond une démarche moins ennemie que sévère; mais ce n'en était pas moins un reproche sensible fait à la maison d'Autriche au sujet des nouvelles entreprises de l'empereur; et c'était en même temps une leçon qui l'avertissait que la destination de la maison d'Autriche, parmi les peuples de l'Europe, était de maintenir ce qui existe, uniquement de protéger le droit, de présenter toujours un rempart à l'esprit de conquête et d'être ainsi le tuteur de la liberté commune; mais que pour peu qu'elle s'écartât de cette voie, elle perdait aussitôt la confiance publique. Du reste, cette alliance n'eut aucun résultat pour l'Allemagne, soit parce que Frédéric II mourut l'année suivante, soit parce que les successeurs de Joseph II revinrent heureusement aux anciens principes de leur maison, la modération et la sagesse; soit enfin parce que, dans les dix dernières années de ce siècle, il se passa en Europe des événements si inouïs, qu'ils firent oublier tout le reste, qui n'était plus que de la futilité en comparaison.

Mort de Frédéric II. 17 août 1786. — Cette alliance des princes fut le dernier acte public du grand Frédéric, qui eût quelque importance; il mourut l'année suivante. Il resta toujours actif et entreprenant malgré sa vieillesse, mais il devint de plus en plus isolé; car tous les anciens compagnons

de ses premières années étaient descendus au tombeau avant lui (Ziethen mourut au mois de janvier de l'année même de sa mort, âgé de 87 ans); et d'un autre côté, le grand roi n'avait pas reçu du ciel le don de la paternité, le don par lequel l'homme semble revenir aux premiers sentiments de l'enfance et pour ainsi dire recommencer sa carrière; il ne pouvait se voir rajeuni et revivant dans sa postérité. D'ailleurs il n'avait pas au fond de son âme des sentiments convenables pour cet état, et sa nature était fort imparfaite sous ce rapport.

Son esprit se soutint presque intègre pendant soixante-quatorze ans, quoique son corps fût extrêmement affaibli. Le grand usage qu'il avait fait des fortes épices et des mets préparés à la manière française, avait desséché tous les sucs de sa vie, et une grave hydropisie aggravait de plus en plus son état. Il devint plus mal dans de l'été 1786, et le 17 août il succomba. Il fut enterré à Potsdam, sous la chaire de l'église.

Quoique la nouvelle de cette mort, arrivée dans un âge si avancé, ne pût surprendre personne, elle causa cependant une émotion générale dans toute l'Europe. — Frédéric laissa à son successeur un royaume bien réglé, peuplé de six millions d'habitants, une forte armée et un trésor bien rempli; mais le plus beau trésor qu'il laissa fut le souvenir de ses héroïques et valeureuses actions, qui devait devenir plus tard pour son peuple, un cri de réveil et d'encouragement.

Mort de Joseph II, le 20 février 1790. Léopold II, 1790-92. — L'empereur Joseph s'était engagé, en 1788, dans une guerre contre les Turcs, qui ne lui rapporta pas tous les avantages qu'il s'était promis. Son armée souffrit des pertes considérables, surtout par la maladie, et bien qu'il s'y fût rendu en personne, ses armes ne furent pas heureuses; il manquait du sang-froid, du calme nécessaire à un grand général.

Dans ce même temps la Hongrie commença à donner tout haut des marques de mécontentement; parce que Joseph traitait le peuple qui l'avait sauvé, lui et sa mère, sans aucune considération pour ses droits, ses mœurs et son langage. Mais dans les Pays-Bas, il y eut une révolte ouverte; le clergé, le peuple, la noblesse, les villes, tous voyaient, dans les réformes trop précipitées de l'empereur, des attaques contre leurs anciens priviléges. Ils prirent les armes, et le 22 octobre 1789 les provinces du Brabant se déclarèrent indépendantes, dans une assemblée à Bréda. Presque toutes les villes prirent le parti des révoltés, qui avaient à leur tête un avocat, Van der Noot; et les employés autrichiens se virent forcés de prendre la fuite. C'était un avant-coureur des grands événements qui se préparaient en même temps en France. L'empereur Joseph mourut au milieu de ces agitations, dans sa quarante-neuvième année, le 20 février 1790. Il avait été fort ébranlé par les fatigues qu'il éprouva dans la guerre des Turcs; mais il fut encore plus accablé par la douleur de voir tant

de projets manqués et la colère des peuples soulevée contre lui.

Comme il n'avait point laissé d'enfants, son frère Pierre-Léopold, jusque alors grand-duc de Toscane, lui succéda dans les états héréditaires d'Autriche. La tâche qui lui était imposée n'était rien moins que facile ; car de tous les côtés régnait le mécontentement ou la révolte, partout il y avait des levées de boucliers ou des guerres. Il fallait la plus sage modération pour conduire heureusement le gouvernail à travers une pareille tourmente ; mais Léopold possédait ce calme et cette sagesse. Les plus dangereuses innovations de son prédécesseur furent écartées, la Hongrie fut pacifiée, les Pays-Bas furent apaisés tant par la force des armes que par la confirmation de leurs droits et de leur constitution ; enfin, l'année suivante, on fit aussi la paix avec les Turcs. Le 30 septembre 1790, l'héritier de la maison d'Autriche fut choisi pour empereur d'Allemagne, sous le nom de Léopold II. Il ne régna que deux ans, jusqu'au 1er mars 1792, et ce court règne finit au moment que commençait en Europe une époque pleine de difficultés et d'embarras.

La révolution française.

Cet esprit d'analyse qui pénétrait partout pour examiner et décomposer ; cet esprit à la fois pointilleux et tranchant apporté dans les sciences ;

dans les arts, dans les rapports de la vie, et dans les idées, tant sur la constitution même des états que sur les droits des gouvernants, des gouvernés et des hommes en général; l'exemple du roi Frédéric et celui de l'empereur Joseph, qui venaient de quitter le trône, étaient bien propres à donner l'impulsion aux peuples, et à leur faire regarder ce qu'il y a de plus solidement établi comme pouvant changer, ce qu'il y a de plus vénérable à cause de son ancienneté et de l'habitude comme pouvant passer. Et de même que la pensée la plus merveilleuse, comme on en peut trouver tant d'exemples dans l'histoire, n'a souvent d'autre raison de son exécution que d'avoir été une fois conçue et exprimée; ainsi, à la fin du dix-huitième siècle, la pensée humaine ne trouva pas de repos, jusqu'à ce que ce qui existait fût renversé, que tout le vieux fût détruit et qu'elle se vît entourée d'un énorme monceau de ruines, avec lesquelles elle devait élever de nouveaux édifices. Mais bâtir est plus difficile que de renverser.

Le plus grand coup donné à l'ébranlement général vint de l'extérieur, de la nouvelle partie du monde, connue à peine depuis trois cents ans. Les colonies anglaises du nord de l'Amérique se soulevèrent contre la domination de leur métropole et se rendirent indépendantes, en 1782, après une courte et heureuse guerre. Quand donc Benjamin Franklin, le créateur des idées nouvelles se fût signalé dans cette partie du monde, lui dont on a écrit sur son épitaphe qu'il avait dérobé au ciel sa

foudre et aux tyrans leur sceptre; quand le vrai modèle de l'indépendance de l'esprit, et de tout homme qui est mis à la tête d'un état libre; quand le grave et vertueux général Washington fut connu et estimé, ces deux noms retentirent avec gloire de l'autre côté des mers et furent admirés dans toute l'Europe. D'un autre côté, la France, qui voulait briser la puissance anglaise, avait prêté des secours aux états libres d'Amérique et y avait fait passer ses troupes; mais quand ces hommes revinrent dans l'ancien monde, ils apportèrent avec eux un esprit exalté pour la liberté, beaucoup de nouveaux principes et des pensées hardies. Or, un pareil esprit se trouvait dans une manifeste contradiction avec l'état actuel de la France.

Elle était gouvernée par Louis XVI, bon, doux et religieux monarque, qui désirait avec loyauté le bonheur de ses sujets; mais sa volonté était trop faible pour s'opposer aux mille abus qui s'étaient introduits dans le gouvernement de l'état: plusieurs membres de sa famille, la haute noblesse qui entourait son trône, les grands dignitaires qui trouvaient leur profit dans les vexations du gouvernement, tous ne voulaient aucune amélioration et faisaient un mur de séparation entre le bon roi et son peuple. Louis ne pouvait pas même arrêter les désordres de sa propre cour; parce que depuis Louis XIV et Louis XV, il semblait être de droit que la cour d'un roi de France pût mépriser toute décence et toute morale.

Le peuple haïssait cette cour et tous les grands, et les regardait comme des sangsues; parce qu'en effet ils vivaient dans la dissipation la plus démesurée, tandis que toute la France retentissait des cris de misère et de détresse et était presque accablée sous le poids des impôts (*). Ces plaintes acquirent d'autant plus de force que l'on connaissait parfaitement la source du mal ; le peuple voulait désormais jouir des droits de l'homme, de la liberté de la pensée et de l'égalité de tous devant les lois naturelles. Ainsi le mécontentement engendra des désirs brûlants, des flammes dévorantes ; car, quand la raison et la passion combattent toutes deux pour le même but, rien ne peut leur résister, et l'impulsion une fois reçue, elles ne peuvent plus s'arrêter. Les hommes les plus éloquents de France avaient souvent vanté au peuple, en confondant mille erreurs avec la vérité, les droits inaliénables de l'homme qu'aucun roi ne peut lui ravir. Montesquieu, Raynal, Diderot, Helvetius, Rousseau et Voltaire avaient jeté dans son sein une foule de nouvelles pensées. C'était surtout le tiers-état, la bourgeoisie, qui était pleine de ces pensées nouvelles, de ces pensées de progrès. Cette classe qui, à peine quatre cents ans avant, devait encore plier sous le joug et paraître pour ainsi dire muette dans les assemblées générales, quand son temps

(*) Les impôts étaient mal répartis, les pays de droit écrit étaient en effet accablés, tandis que les pays d'état, Bretagne, Languedoc, Bourgogne, etc., étaient moins grevés ; mais surtout le mode de perception était arbitraire et abusif. N. T.

fut venu, renversa sous ses pieds et la noblesse, et le clergé, et le trône du roi; parce qu'ils barraient son passage dans cette carrière qu'elle s'était ouverte par un effort extraordinaire.

Un embarras d'argent, qui fit que les ministres ne pouvaient plus satisfaire aux besoins de l'État, et plusieurs autres difficultés décidèrent le roi à convoquer, pour le 1er mai 1789, les trois ordres de l'État à une assemblée générale. Mais, d'après les arrangements de son ministre Necker, sur les douze cents hommes qui devaient composer la réunion, il y en avait la moitié qui représentaient la bourgeoisie. C'était une disposition d'autant plus dangereuse que la voix de la masse du peuple devait lui donner une importance plus marquée; car l'assemblée devait se tenir à Versailles, dans le voisinage de la capitale, de ses milliers d'oisifs et d'hommes entreprenants. Ce fut une faute capitale par où débuta le parti de la cour; d'autant plus que Paris a toujours donné l'exemple au reste de la France. L'assemblée n'avait été convoquée que pour donner conseil aux gouvernants sur la manière d'administrer; mais le tiers-état voulait plus que cela; il voulait un nouveau et meilleur gouvernement. Il aurait fallu surtout que les états privilégiés, la haute noblesse et le haut clergé, se chargeassent proportionnellement des charges de l'État, afin que les bourgeois et les fermiers en fussent soulagés d'autant; mais ils s'y refusèrent. S'ils avaient alors témoigné plus de renoncement à leurs intérêts et plus d'amour pour la patrie, peut-être

auraient-ils sauvé la France des horreurs d'une révolution. La noblesse des provinces et le haut clergé se joignirent en partie à la bourgeoisie, et le tiers-état fit un pas important en se déclarant assemblée nationale. Alors il fit demander aux deux autres états de déclarer s'ils voulaient ou non se réunir à lui; car, si l'on votait par état, les deux autres pouvaient se réunir contre celui de la bourgeoisie; si, au contraire, on devait recueillir les votes dans une assemblée générale par tête, alors le tiers-état devait avoir de beaucoup la supériorité. Cependant les deux premiers états furent obligés de céder et de se réunir aux deux autres en une seule assemblée, et dès lors la révolution fut décidée. Ce ne fut, dans la première pensée, qu'une révolte de la bourgeoisie contre les droits féodaux de la noblesse et du haut clergé; mais depuis elle est devenue un bouleversement pour toute l'Europe. Dans le principe elle n'était point dirigée contre le trône des princes, et si Louis en fut cependant précipité, c'est qu'il fut toujours irrésolu, cédant avec trop de faiblesse et de facilité, tantôt aux bons, tantôt aux mauvais conseils; c'est que sa cour et ses grands étaient trop débauchés; c'est que le peuple de la capitale de la nation d'Europe la plus impressionnable et la plus passionnée, prit part au maniement des affaires.

Il serait trop long de raconter ici par quels degrés a passé cette révolution, pour arriver de commencements sages à tout ce qu'a de plus emporté la fureur des hommes les plus pervers; combien de sang innoc-

cent a été versé ; comment un roi et une reine ont été immolés ; comment des hommes effrénés qui foulaient aux pieds tout ce qui est sacré, ont renversé l'autel de la religion, consacré un temple à leur propre et ténébreuse raison, et ont même osé décréter l'existence de Dieu ; comment enfin, plus tard, dans le délire de leur insolent orgueil, ils ont substitué à l'ancien gouvernement un nouveau qu'ils avaient formé sur le papier ; comment ils l'ont publié avec acclamation, comme un chef-d'œuvre d'une éternelle durée et l'ont renversé quelques mois après. Malheur au peuple qui doit jeter les fondements d'un gouvernement, parmi l'effroi des grands bouleversements, parmi le sang, le meurtre et le bruit de la cloche d'alarme ! Les fondements de la vraie liberté ne peuvent se trouver que sous l'égide du droit, de la morale et de la modération, lorsque le nouveau sort de l'ancien comme un rejeton sort de sa tige. Telle est la véritable amélioration de la condition des peuples, dont la marche est tracée par l'histoire. Mais si toutes les souches d'une forêt antique sont renversées à la fois, alors toutes les jeunes pousses n'ont plus de tuteur contre l'orage : en France, le souvenir du passé fut extirpé, l'histoire anéantie, et l'on voulut tout créer ; aussi ces nouvelles créations disparurent-elles emportées comme une fumée. Cependant, on ne peut nier que dans ce torrent d'idées, il ne se trouvât quelques perles d'or mêlées avec le flot qui méritent d'être conservées dans l'histoire de l'Europe.

Dans les autres pays, et surtout en Allemagne, les succès extraordinaires des Français avaient porté au plus haut degré l'exaltation des esprits; le levain de pareils mouvements fermentait partout; de toutes parts les partis se dessinaient, les uns pour la conservation pure de ce qui existait, les autres pour l'établissement rapide des nouveautés; mais la Providence nous garda des cruautés de la guerre civile, malgré mille abus qui se trouvaient au milieu de nous et devaient être réformés. Les princes étaient trop sages et les peuples trop fidèles et trop bons pour que la passion étouffât tout autre sentiment. Cependant nous n'avons pu, non plus que les autres nations, échapper entièrement aux malheurs de cette époque orageuse; et toute l'Europe a expié avec usure les erreurs du siècle précédent par des angoisses auxquelles elle a été si long-temps en proie, et par des milliers de victimes prises parmi ses meilleures têtes; car toutes les contrées de l'Europe s'étaient laissé entraîner à la fois par l'exemple de la France. Mais, comme la France avait marché en tête du mouvement avec audace et arrogance, il fallait aussi qu'elle fût corrigée la première et par le châtiment le plus sévère.

Coalition de l'Autriche, la Prusse, l'Empire, la Hollande, l'Espagne et plusieurs autres peuples contre la France. 1792.

L'empereur Léopold resta fidèle à son système de paix, quoiqu'il ne vît qu'avec une grande inquiétude ces événements qui se passaient en France. Beaucoup de princes étaient bien plus portés que lui à employer la force contre ce peuple révolté, en faveur des princes et des nobles émigrés. Ces émigrés se rassemblèrent en grand nombre sur le Rhin et en Italie, et décidèrent les princes à la guerre. La révolution avait en effet blessé plusieurs princes de l'empire dans certains droits qu'ils exerçaient depuis long-temps en France; et quand ils demandèrent indemnité, on leur répondit avec cette arrogance que pendant vingt-cinq ans on retrouve dans le langage des Français. Cependant l'empire eût dû penser que pour un peuple révolté la guerre au dehors est un avantage; elle arrête les divisions intestines et lui donne, en le forçant à se réunir, une grande force contre l'étranger.

François II. 1792-1806. — Le nouvel empereur fit avec le roi de Prusse, Frédéric-Guillaume II, une alliance contre la France. Pour les prévenir, celle-ci se hâta de déclarer la guerre à l'Autriche, en 1792. L'attaque des Prussiens surprit la jeune république, qui avait encore son roi à sa tête, mais sans aucune puissance. La France n'était pas encore préparée, et la première invasion fut heureuse. Partout on put

marcher en avant, et l'on prit toutes les villes qui se trouvaient sur la route. Valenciennes, Longwy, Verdun, furent conquises; on emporta les passages de la forêt des Ardennes, et l'on vint occuper les plaines de la Champagne. Déjà même on tremblait dans Paris; mais bientôt le peuple se réveilla, et ce furent ses ennemis mêmes qui le réveillèrent. Sans doute entraîné par la présomption et les folles espérances des émigrés, le duc de Brunswick, qui commandait l'armée prussienne, fit répandre en France un manifeste qui devait aller jusqu'au fond du cœur des Français, et surtout de ceux qui n'avaient pas voulu reconnaître les anciens droits de la royauté. Il y avait entre autres menaces celle de mettre Paris à feu et à sang, il n'y devait pas rester pierre sur pierre, disait-on en propres termes. Aussitôt, comme si une étincelle électrique s'était communiquée à toute la France, on vit de toutes parts les hommes et les jeunes gens, brûlant de combattre pour la liberté, accourir d'eux-mêmes à l'armée qui se rassemblait sous les ordres de Dumouriez. Bientôt il fut en état d'aller au-devant de l'ennemi. Il vint prendre une position très avantageuse sur la route, près de Sainte-Menehould; et comme les Prussiens, dans ce pays ravagé, manquaient déjà des choses nécessaires pour leur entretien, et que d'ailleurs les maladies survenues à cause des pluies continuelles emportaient beaucoup de leurs soldats mal vêtus, il leur fallut, après une canonnade insignifiante à Valmy, songer à la retraite; ils se trouvèrent même

très heureux qu'elle leur fût encore possible. Ils revinrent donc jusque de l'autre côté du Rhin.

Mais Dumouriez joignit à Jemmappes les Autrichiens, leur livra bataille, le 5 ou 6 novembre 1792, (c'était la première de la république), et remporta la victoire. Il avait quatre fois plus de monde que les Autrichiens et une épouvantable artillerie qui faisait trembler la terre des coups de ses grosses pièces. Les Autrichiens se défendirent avec un courage vraiment héroïque, pendant deux jours contre cette supériorité de forces; enfin il fallut céder le champ de bataille (*). Par cette seule bataille la maison d'Autriche perdit les Pays-Bas; l'armée victorieuse entraîna tout comme un torrent, et les habitants, mécontents de la domination autrichienne depuis Joseph II et déjà séduits par la pensée de la liberté, reçurent avec joie les Français. Ils plantèrent partout des arbres de la liberté, établirent une convention; de sorte que tout le pays occupé profita des institutions de ses conquérants.

Dans le même temps le général Custine s'avançait dans les provinces rhénanes, et recevait par trahison l'importante place de Mayence. Le vertige de la liberté avait aussi soufflé dans cette ville, et on y prit toutes les institutions de Paris. Mais Franc-

(*) Il y avait quarante mille Français qui venaient de s'enrôler volontairement sous les drapeaux, contre vingt mille Autrichiens de vieilles troupes, et si bien retranchés que l'artillerie ne pouvait les débusquer. Il fallut que la cavalerie tournât l'aile gauche pour venir ensuite faire une charge dans les fossés. N. T.

fort, sa voisine, se garantit contre l'influence du voisinage; et quand la nouvelle liberté française lui fut proposée, elle répondit que ses citoyens étaient contents avec la liberté dont ils avaient joui jusqu'alors.

1793. Au commencement de cette année eut lieu l'exécution de Louis XVI (21 janvier). La sanguinaire faction des jacobins avait remporté la victoire, et croyait ne pouvoir mettre assez de désordre et de confusion tant que le roi vivrait. Ils l'avaient déjà détrôné; mais pour braver mieux toutes les lois divines et humaines, ils voulurent envoyer leur innocent, leur pieux roi à l'échafaud. La punition suivit de près : il s'éleva aussitôt dans la Vendée, entre la Loire et la Charente, une révolte qui coûta beaucoup de sang et dura plusieurs années; tandis que, d'un autre côté, les autres peuples perdaient tout leur zèle, et ne pouvaient plus soutenir la liberté française qui s'était souillée du sang innocent. La nouvelle république dégénéra de plus en plus dans ses discours et dans sa conduite; la licence et l'effronterie prirent le nom de liberté; les citoyens les plus modérés furent appelés des peureux, et la populace le peuple. La révolte fut prêchée chez les autres peuples, et on leur promit du secours s'ils voulaient chasser leurs rois et leurs princes. On disait tout haut qu'il fallait renverser tous les trônes. Les envoyés français furent donc chassés d'Angleterre et d'Espagne, et par représailles la république leur déclara la guerre ainsi qu'au stathouder des

des Pays-Bas, qui était intimement uni avec l'Angleterre; et enfin alors, l'empire allemand, après une longue délibération, se déclara aussi lui-même. Ainsi la moitié de l'Europe prit les armes contre la France; car Naples, le pape, la Toscane et le Porgal suivirent le mouvement général.

Les commencements de la campagne de 1793 furent marqués par une suite d'éclatantes victoires des alliés dans les Pays-Bas. Dumouriez fut battu à Aldenhove, et, le 18 mars, dans une bataille rangée auprès de Nerwinde. Alors le général, pour ne pas tomber entre les mains des jacobins ses ennemis, qui tenaient le pouvoir à Paris et qui d'ailleurs ne pardonnaient rien moins que le malheur, passa du côté des alliés. Ceux-ci se portèrent toujours plus en avant: c'étaient les Autrichiens, les Prussiens, les Anglais, les Hanovriens, les Hollandais, commandés par le duc de Cobourg et par le général anglais duc d'York. Le successeur de Dumouriez, le général Dampierre, fut encore une fois battu par eux dans les champs de Famars et il y fut tué lui-même; alors les places de Valenciennes et de Condé tombèrent entre les mains des alliés, et le chemin leur était ouvert jusqu'à Paris.

D'un autre côté, les Prussiens et les Autrichiens s'étaient emparés de Mayence, avaient forcé les lignes de Weissenbourg et commençaient le siége de Landau, sous la direction du prince royal de Prusse.

Une armée espagnole avait aussi passé les Alpes, envahi le sud de la France où elle obtenait de grands

succès; des Espagnols et des Anglais occupaient l'important port de Toulon, qui s'était déclaré contre la convention de Paris, et ils le défendaient contre elle.

Plus dangereuses encore pour la France que les attaques du dehors étaient les guerres civiles. Les royalistes vendéens avaient battu toutes les armées républicaines qui avaient osé entrer dans leur pays et avaient répandu bien loin la terreur de leurs armes. Du nord de la Bretagne, un corps de royalistes sous la conduite du général Wimpfen (*) pénétra jusqu'à vingt lieues de Paris. Dans le sud, les villes les plus riches et les plus importantes se déclarèrent aussi contre la convention; outre Toulon, Marseille et Bordeaux, il y eut encore Lyon au milieu de la France, et leur alliance avait de grandes ramifications par tout le midi. Ainsi la république, dans le mois d'août de cette année, pressée de toutes parts, était sur le bord du précipice; sa chute semblait inévitable. Cependant, elle fut sauvée d'une manière encore sans exemple, par un gouvernement de terreur. Dans cette grande nécessité, les plus hardis et les plus téméraires de ceux qui avaient le pouvoir à Paris, auxquels tout moyen semblait bon pour atteindre leur but, l'ayant emporté sur les modérés, conçurent le dessein, de

(*) Wimpfen était un des généraux de la république chargé de surveiller les côtes; appelé à Paris pour justifier sa conduite, il répondit que s'il y venait ce serait à la tête de soixante mille hommes. N. T.

même que Rome dans les cas difficiles avait mis tout le pouvoir en une seule main, de le confier alors à deux comités : au comité de salut public et à celui de sûreté générale. Ils devaient s'occuper uniquement, l'un de l'intérieur, l'autre des affaires d'extérieurs et particulièrement de la guerre. C'était une puissance souveraine que reçurent ces quelques hommes; ils n'avaient d'autre loi que leur volonté, et d'autre juge que leur conscience. La vie, la liberté, les biens des citoyens étaient entre leurs mains; ils pouvaient condamner s'ils voulaient, ou absoudre. A la tête de ces hommes revêtus de la puissance, était Robespierre, homme effroyable, froidement avide de sang, l'idole de la populace; parce que, comme elle, il poursuivait avec envie et haine tout homme qui voulait s'élever au-dessus de la foule.

Son plan était d'anéantir par la terreur les ennemis de la république et ce beau plan réussit. La capitale, comme toute la France, furent inondées de sang. Tout citoyen qui se faisait remarquer par ses richesses, sa science, ses qualités, sa bonne réputation ou par des principes de bienveillance et de modération, était un objet de haine à cette bande terrible; et aussitôt un prétexte était trouvé pour le faire disparaître. Ils regardaient les gens de lettres comme aussi dangereux pour la liberté, que la noblesse et le clergé. Pour avoir une liberté stable, disaient-ils, il faut voir régner la simplicité de Sparte et des premiers temps de Rome. Un d'eux alla jus-

qu'à dire, qu'il fallait encore que deux millions de têtes tombassent sous la guillotine pour que la France fût heureuse. Le petit nombre d'hommes honorables qui se trouvaient parmi eux, sentaient sans doute alors à quels excès l'humanité avait été poussée, pour avoir recherché les lumières dans le sens de l'époque et les raffinements dans les jouissances sous le nom de civilisation perfectionnée; et c'était comme contre-poids qu'ils voulaient pour tout le monde les formes grossières de la brute égalité, sachant bien qu'il est impossible de trouver aucune modération dans une si violente agitation; tandis que les plus coupables d'entre eux, ceux qui connaissaient le mieux ce qu'ils voulaient, demandaient pour tout le monde égalité dans le crime: ainsi *égalité!* était le cri qui remplissait toute la France, et à ce fatal resentissement les meilleurs citoyens étaient immolés par milliers. Leurs qualités faisaient leurs crimes; personne ne devait se faire remarquer fût-ce dans le meilleur sens; leurs juges étaient les plus furieux de la lie du peuple, qui composaient partout le tribunal révolutionnaire et n'étaient retenus par aucune loi, par aucunes formes de procédure; les accusés n'obtenaient même pas toujours un défenseur. Cent de ces malheureux étaient massacrés par jour sur la place même où siégeait le tribunal; la guillotine et l'arbre de la liberté étaient les deux seuls ornements publics de toutes les villes de France. On exécuta dans un même jour, la reine, la sœur du roi, la princesse de Lamballe; et le duc

d'Orléans, l'auteur de tant de malheurs, tomba lui-même comme les autres sous la hache de la guillotine. Cette puissance de la terreur si bien ménagée, si bien exercée, que les parents mêmes des victimes n'osaient pas laisser apercevoir les larmes de la douleur, obtint son but. Les factions furent étouffées dans le sang, tout obéissait à un gouvernement qui faisait exécuter ses volontés par des moyens si effroyables; lés uns, les plus méprisables, obéissaient, parce que ce régime leur convenait, les autres par peur. Cependant un maître dans l'art de la guerre, Carnot, fut appelé au comité de salut public pour régler en grand tous les plans des armées.

Alors, on fit appel à la nation entière contre les ennemis de la république: « toute la France, disait-on, n'est qu'un camp et tout Français est soldat. Aussitôt que le tocsin sonne tout le monde doit courir aux armes, soit contre les esclaves de la tyrannie étrangère, soit contre les traîtres à la liberté qui sont au milieu de nous. Il faut que les hommes non mariés et les veufs qui n'ont pas d'enfans marchent à la frontière; que les hommes mariés forgent des armes et conduisent les convois, que les femmes fabriquent les habits et les tentes, que les enfants effilent la charpie et que les vieillards, sur les places publiques, enflamment par leurs discours le courage des guerriers qui partent contre l'ennemi. « Et en effet la France donna à l'Europe un prodigieux exemple qu'un ennemi même ne peut taire. Enthousiasme, amour de la patrie, fureur, soif de

sang, crainte, obéissance, passion du pillage et l'ambition, tous les ressorts de l'âme agissaient à la fois sur un même point pour arriver au même but: « le salut de la liberté contre les ennemis du dehors et de l'intérieur. » Et, bien que cette liberté ne se présentât pour la plus grande partie du peuple que sous une image défigurée, souvent même sous des traits marqués avec du sang et du feu, du moins produisit-elle l'effet qu'on en demandait. Toute la France prit l'aspect d'un vaste arsenal; et rien que dans Paris plus de cent mille hommes étaient occupés nuit et jour à confectionner des piques, des fusils, des sabres, des canons, des mortiers. Des milliers de soldats vinrent en même temps remplir les camps ou se formèrent derrière eux, comme troupes de réserve. Dans le camp tout homme qui se faisait distinguer par la force de son génie, voyait s'ouvrir devant lui une carrière brillante qui lui permettait de jouer un rôle. La naissance n'apportait aucun privilége, la capacité seule était prisée; la supériorité du nombre fut donc bientôt du côté de la France, et cette supériorité unie avec l'audace suppléa au défaut d'habitude des armes. Depuis ce temps les faveurs de la fortune furent pour les républicains; car on ne comptait plus le nombre des morts, et toujours de nouveaux et plus audacieux bataillons marchaient en avant, passaient sur les cadavres de leurs concitoyens, en chantant avec enthousiasme l'hymne de guerre, jusqu'à ce qu'il aient accablé, foulé au pied leurs adversaires.

L'armée des mécontents au nord de la France, sous les ordres de Félix Wimpfen, fut battue, et le général lui-même obligé de se sauver en Angleterre; puis Marseille fut soumise, ensuite Lyon après une vigoureuse résistance, et Toulon, dont l'assaut dura quatre jours et quatre nuits sans interruption et fit couler un fleuve de sang, la ville n'était plus qu'un monceau de ruines; enfin les Vendéens eux-mêmes essuyèrent plusieurs défaites. Tous ces succès arrivèrent dans l'année 1793, et les plus effroyables cruautés suivirent la victoire des républicains. A Toulon, Lyon, Marseille et d'autres villes on jugeait sans entendre, la guillotine parut enfin être un moyen trop lent; les malheureuses victimes furent traînées par centaines devant la bouche des canons et mitraillées : on les jetait par troupe dans le fleuve. Il fut décrété par la convention que Lyon et Toulon seraient rasées, que leur nom serait extirpé de la mémoire des hommes, et que la Vendée serait changée en un monceau de cadavres, de ruines et de cendres pour servir de monument de la vengeance nationale. Tel était le langage de ces hommes de la liberté.

Sur la frontière, contre les ennemis du dehors, les chances de la guerre furent d'abord variées; mais à la fin de l'année elles se prononcèrent tout-à-fait en leur faveur. Dans le Haut-Rhin, à force de combats sanglants et perpétuels, Landau et L'Alsace furent délivrées et le drapeau républicain fut planté sur les rives du Rhin; dans les Pays-Bas, Dunker-

que fut sauvée et plusieurs combats très chauds furent gagnés; Houchard et Jourdan y commandaient, tandis que Pichegru et Hoche étaient dans le Haut-Rhin, tous noms que le torrent de la révolution avait tirés de l'obscurité.—Le 30 septembre, on célébra dans Paris une grande fête de la victoire dans laquelle quatorze différentes armées furent représentées dans un cortége de triomphe, en l'honneur des victoires qu'elles avaient remportées.

1794. Succès des armées françaises.—Au commencement de l'année, les alliés avaient réuni toutes leurs forces dans les Pays-Bas, sous les ordres du duc de Cobourg, et l'empereur d'Allemagne était lui-même venu dans le camp pour encourager ses troupes; le 7 avril, elles remportèrent sous ses yeux une victoire auprès de Cateau-Cambresis, et le 30 elles s'emparèrent de la ville de Landrecies. Mais alors la fortune changea : Carnot, qui comprenait très bien dans quel genre de guerre un peuple en armes doit trouver la victoire, donna l'ordre aux deux grandes armées, commandées par Pichegru et Jourdan, d'attaquer les lignes des alliés avec vigueur et sans cesser; de manière qu'il ne se passapas de jour sans un sanglant combat. On ne comptait point le nombre de ceux qui tombaient; des troupes fraîches remplaçaient celles qui n'étaient plus; et les généraux ennemis ainsi pressés ne savaient pas où porter le point principal de la défense. La tactique ordinaire de la guerre leur était devenue tout-à-fait inutile; car, quand les corps d'armée repoussés, acculés les uns

sur les autres, loin de fuir, se rassemblent de nouveau et reviennent à l'attaque sans se lasser, tant qu'il reste encore des hommes vivants; quand ni la crainte de la mort, ni rien ne peut les chasser du champ de bataille; alors nécessairement à la fin la victoire doit rester au plus nombreux. Ainsi les Autrichiens et leurs alliés, Anglais, Hollandais et Hanovriens, accablés de fatigues, furent enfin battus, le 22 mai, près de Tournay par Pichegru, et le 26 juin à Fleurus par Jourdan, dans deux sanglantes batailles. A Fleurus, le général français rappela à lui la victoire, qu'il avait déjà presque perdue, par un expédient tout nouveau; il fit monter un de ses aides-de-camp dans un ballon (*) pour reconnaître exactement les positions de l'ennemi, et ensuite il renouvela le combat sur le rapport qui lui en fut fait.

Depuis cette bataille le bonheur des armes françaises fut constant; rien ne put leur faire obstacle en Hollande et sur le Rhin. Les places conquises en France, Landrecies, le Quesnoy, Valenciennes et Condé, furent reprises l'une après l'autre; en outre, les Français s'emparèrent de Bruxelles, le 9 juin, et en automne ils étaient sur les rives de la Meuse et du Vahal. Ces succès semblaient devoir être enfin le terme où ils pouvaient aller, d'autant plus qu'on avait levé les écluses des chaussées pour sauver la Hollande par une inondation générale.

(*) Le célèbre Monge dirigeait cette expédition aérienne. N. T.

Mais la nature même vint au secours de ce peuple favori de la victoire et lui fraya un chemin sur les fleuves, sur la mer et les marais. L'hiver de 94 à 95 fut extrêmement dur; et, dès le mois de décembre, toute l'eau était couverte d'une épaisse glace qui permit à l'armée française de pénétrer en Hollande. Elle s'engagea donc sur ces vastes et solides ponts, et dès le commencement de l'année suivante, le 17 janvier, elle parut devant Utrecht, et, le 19, devant Amsterdam. Le stathouder n'eut rien de mieux à faire que de se sauver avec sa famille en Angleterre, et la Hollande fut changée en une république batave (*).

De son côté aussi Jourdan, dans l'automne de 1794, avait repoussé les Autrichiens du Brabant sur le bas Rhin, et les avait battus dans plusieurs combats; enfin, le 5 octobre, il les força de repasser le Rhin à Cologne. Liége, Aix, Juliers, Cologne, Bonne, Coblentz tombèrent entre les mains des Français, il n'y eut que Luxembourg qui, par sa vigoureuse défense, se soutint jusqu'au mois de juin 1795.

Sur le haut Rhin, la campagne de 1794 prit à peu près la même tournure que dans le nord. Au commencement, le 22 mai, grande victoire des Prussiens et des Autrichiens près de Kaiserslautern; puis renforts pour les armées républicaines, le peuple se levait en masse, attaques furieuses et continuelles

(*) C'est dans cette fameuse campagne que la flotte hollandaise, retenue dans le Texel par les glaces, fut prise avec de la cavalerie. N. T.

des alliés; enfin, le 15 juin, deuxième bataille à Kaiserslautern, dans laquelle huit fois les Français sont repoussés avec grande perte et osent une neuvième attaque où ils ont la victoire; et point de repos jusqu'à ce que les alliés, avant la fin de l'année, aient repassé sur la rive droite du fleuve.

Paix de Bâle. 1795.—Le bonheur des armes françaises était si grand et si impétueux que, pour quiconque aurait alors considéré la position de l'Europe et surtout celle de l'Allemagne, il eût été facile de reconnaître qu'elle n'avait plus désormais qu'à réunir toutes ses forces pour sa propre sûreté. Les Français déjà ne faisaient point un mystère de leurs projets d'occuper toute la partie de l'Allemagne située sur la rive gauche du Rhin jusqu'au fleuve. — Il nous fallait donc, après une mauvaise campagne, abandonner à ce dangereux voisin ce pourquoi il avait en vain combattu pendant tant des siècles? L'Allemagne n'aurait jamais dû souffrir un pareil affront; mais dans ce temps où pouvait-on trouver les grands et généreux sentiments pour l'honneur de la patrie? Déjà la jalousie et la rivalité des généraux et des premiers serviteurs avaient affaibli les forces de l'armée et empêché ses plus belles opérations; mais alors la confédération se laissa diviser par son adroit ennemi. Le 5 avril, la Prusse signa à Bâle une paix avec la république française; et le Hanovre avec la Hesse-Cassel y furent compris. On y traça une ligne de démarcation pour le nord de l'Allemagne, qui séparait la France

des états prussiens en Westphalie, de la Hesse et de la basse Saxe.

Bientôt aussi l'Espagne, qui manquait d'argent, dont les armées étaient dans le désordre, et qui surtout n'avait point une volonté ferme et arrêtée, se sépara de la coalition contre la France; l'Autriche et l'Angleterre furent les seules grandes puissances qui restèrent sur le champ de bataille; tel fut d'ailleurs le résultat réservé à l'Autriche depuis Maximilien I[er], toutes les fois qu'elle entra dans une alliance pour faire la guerre d'accord avec plusieurs autres puissances.

Suite de la guerre jusqu'à la paix de Campo-Formio. 1795—1799.

Pendant les conférences de paix avec la Prusse et même après la paix, pendant l'été de 1795, comme l'Autriche et l'empire germanique se montraient assez disposés à la paix, les deux partis déposèrent les armes; les deux armées se trouvaient sur les deux bords du Rhin en face l'une de l'autre, séparées par le fleuve. Cette trêve était avantageuse pour la France; parce que, dans cette année, une disette générale qu'on pourrait même appeler une famine ne permettait plus des efforts si extraordinaires. Mais dès que la moisson fut terminée et ramassée, Jourdan, dans la nuit du 6 au 7 septembre, passa le Rhin entre Duisbourg et Dusseldorf, s'empara en même temps de cette dernière ville, et dans sa marche victorieuse

chassa les Autrichiens l'épée dans les reins des bords de la Wupper (c'était à cette rivière que commençait la ligne de démarcation des Prussiens), de la Sieg, de la Lahn jusqu'au Main. Le feld-maréchal Clairfait avait rassemblé ses troupes de l'autre côté de cette rivière; il attaqua alors les Français près de Hœchst, les battit et les força de repasser le Rhin avec autant de promptitude qu'ils en avaient mis eux-mêmes dans la poursuite. Mayence fut délivrée du siége, et Manheim reprise. Le repos de l'été avait affaibli les forces et l'impétuosité des armées républicaines, le zèle s'était attiédi; une guerre de l'autre côté du Rhin n'était plus une guerre pour la liberté de la patrie, et quantité de volontaires, ceux qui appartenaient aux meilleures familles, étaient rentrés dans leurs foyers. Pendant ce temps-là, en France, une faction plus modérée était parvenue à la tête du gouvernement. Déjà, l'été précédent, la convention mourante, toujours plus soupçonneuse et plus cruelle, avait renversé Robespierre avec ses hommes de terreur et l'avait même fait monter sur cet échafaud sanglant sur lequel il avait fait couler tant de sang innocent. Plus tard, après avoir réussi avec les plus grands efforts à enchaîner, pour ainsi dire, toute la faction des Jacobins, on avait établi un nouveau gouvernement. Le pouvoir exécutif fut confié à cinq directeurs, et le pouvoir législatif à deux conseils, celui des cinq cents et celui des anciens. Déjà la France penchait vers la domination d'un petit nombre ou même d'un seul; tant elle sentait

bien qu'un État aussi grand ne pouvait qu'aller à sa ruine avec un pouvoir démocratique.

1796. Bonaparte. — Quand le nouvel ordre de choses fut consolidé, le directoire résolut de forcer l'Autriche et l'empire à la paix, par une invasion générale. Dès le printemps, ses armées devaient passer le Rhin et les Alpes, et pénétrer dans le cœur même de l'Allemagne par tous les côtés; Moreau par la Souabe, Jourdan par la Franconie, et une troisième armée par l'Italie. En Italie, c'était le vieux général Beaulieu qui commandait l'armée autrichienne; près du Haut-Rhin, Wurmser, et sur le Bas-Rhin, l'archiduc Charles. Les troupes de l'empire faisaient partie des corps d'armée de ces deux derniers généraux. Ce fut en Italie que commença la guerre. Mais là, le vieux général, quoique très expérimenté, eut en tête un jeune et audacieux guerrier rempli de projets gigantesques, qui développa dans cette circonstance, pour la première fois, ses terribles moyens aux yeux de l'Europe étonnée. Bonaparte, né à Ajaccio en Corse (son père était avocat, et devint ensuite procureur français en Corse), élevé en France dans les écoles militaires, et accoutumé aux entreprises les plus extraordinaires par tous les actes révolutionnaires dont il avait été le témoin et auxquels il avait pris part, n'était encore que dans sa vingt-sixième année quand il reçut le commandement de l'armée d'Italie. Un des cinq directeurs, Barras, l'avait pris particulièrement dans ses bonnes grâces, lui avait fait épouser la princesse Joséphine de Beauharnais, devenue veuve, et l'éleva

alors jusqu'à la place de général en chef en Italie. C'était une place dangereuse; l'armée d'Italie était dans un très grand désordre, sans provisions et sans habits, même sans artillerie; seulement dans la main d'un général audacieux, un tel état pouvait servir peut-être à une victoire d'autant plus glorieuse; parce que les guerriers n'avaient devant eux que le choix de la victoire ou de la mort. Bonaparte sut bientôt gagner un empire extraordinaire sur l'esprit de ses troupes et leur communiquer son audace. C'était là l'âme de sa tactique militaire, et le moyen qui le mit bientôt en état de concevoir la pensée de conquérir le monde. Il savait par des proclamations brèves et fortes, à la manière des anciens Romains, qu'il adaptait parfaitement au genre des Français, par des distributions d'insignes d'honneur, de drapeaux, d'aigles, faites à ceux qu'il voulait au moment même placer dans le poste le plus dangereux; et par d'autres semblables moyens piquer l'honneur de ses soldats, et dans le moment décisif exciter au plus haut degré l'enthousiasme. Il avait l'audace d'annoncer à l'avance l'issue des batailles, et sa fortune vérifiait ses paroles; bientôt on crut à ce qu'il avait prédit, et cette croyance même devenait la cause de l'événement. Il déconcertait particulièrement ses ennemis en ne faisant jamais ce qu'on aurait pu prévoir ou calculer; mais toujours ce à quoi on s'attendait le moins, et ce qu'il y avait de plus téméraire. Par conséquent, l'expérience et l'art de la guerre étaient inutiles contre lui; une guerre défensive ne pouvait

avoir de succès, parce que toujours le coup était frappé avant qu'on eût pu seulement le craindre; et il ne laissait jamais son ennemi prendre l'offensive, parce que personne n'était aussi prompt que lui pour prendre un parti.

Le commencement de sa campagne eut un éclatant succès; par la promptitude de ses manœuvres et de ses attaques, il sépara l'armée de Sardaigne de celle des Autrichiens et força son roi à faire une paix particulière; ensuite il revint sur les Autrichiens, au nord du Pô. De sorte que tout le milieu de l'Italie lui était ouvert, et que ses princes tremblaient devant sa vengeance. Ils demandèrent la paix les uns après les autres et l'obtinrent pour des millions en argent, pour des tableaux, pour d'autres trésors des arts et pour de précieux manuscrits. C'était avec tout ce butin qu'il voulait décorer Paris, pour en faire plus tard la capitale du monde. Le duc de Parme fut le premier qui s'engagea, par un traité du 9 mai, à payer un nombre de tableaux les plus rares pour prix de la paix; depuis ce jour, l'exemple de l'ancienne Rome dans la Grèce fut suivi partout où parurent les armées françaises. La vanité et le désir de ce que le monde tient pour le plus précieux firent dépouiller les autres pays de tous les monuments des arts, pour les rassembler tous dans Paris, pour rendre ainsi cette ville le centre commun des nations et la faire ressembler à l'ancienne Rome. Ainsi restèrent-ils long-temps entassés dans des lieux qui ne leur étaient pas consacrés; et les arts, qui aiment le si-

lence et la vie intérieure ne purent même en tirer profit. Le pape acheta la neutralité pour vingt-et-un millions de livres, cent tableaux et deux cents manuscrits rares. Naples obtint la paix sans sacrifice; parce qu'elle était trop loin et que son temps ne parut pas au général français être encore arrivé. Cependant, de grands événements avaient eu lieu en Allemagne pendant ce temps-là. Les armées allemandes avaient à peine commencé leurs mouvements, quand déjà le principal était décidé en Italie, et que le vaillant Wurmser était appelé d'Allemagne avec trente mille hommes pour délivrer Mantoue. Alors les armées françaises, conformément au plan de guerre du directoire, purent entrer sans obstacle dans le cœur de l'empire d'Allemagne. Au milieu du mois d'août, Jourdan n'était plus qu'à quelques jours de marche de Ratisbonne, et Moreau auprès de Munich avec les armées du Rhin et de la Moselle. Il disait tout haut qu'il voulait donner la main droite à l'armée d'Italie sous les ordres de Bonaparte et la main gauche à celle de Jourdan. La réunion de si effrayantes armées allait se faire, et ce moment était un des plus périlleux pour l'empire d'Autriche. Cependant ce danger fut encore une fois écarté par le jeune héros de la maison impériale. Plus la guerre approchait des frontières autrichiennes, plus le danger de la patrie enflammait les troupes impériales; leur nombre même augmenta beaucoup par les renforts qui leur vinrent de l'intérieur du pays. Alors l'archiduc Charles se

releva tout d'un coup, battit Jourdan à Neumark, le 22 août, et le 24 à Amberg, si complètement, que toute l'armée de Sambre-et-Meuse s'enfuit en désordre et ne s'arrêta que dans le bas Rhin. Jourdan la rassembla près de Mulheim sur le Rhin, la conduisit de là à Dusseldorf et se démit du commandement bientôt après. Moreau, après ce désastre de l'autre armée, se vit forcé lui-même à faire retraite sur le haut Rhin; il exécuta cette retraite par une marche périlleuse de cent lieues de pays, à travers la Souabe, les passages de la Forêt-Noire, sans cesse entouré et poursuivi par les ennemis, harcelé même par les troupes des habitants des montagnes qui étaient enflammés de colère et à qui la haine contre les étrangers avaient mis les armes à la main, avec tant d'habileté, qu'il arriva sur le Rhin avec un grand butin et quantité de prisonniers. Cette retraite fonda sa réputation militaire. Ensuite les généraux convinrent de part et d'autre d'une trêve sur le Rhin, pendant l'hiver.

L'archiduc Charles, sur qui alors tous les yeux se portaient avec admiration, fut appelé en toute hâte en Italie pour relever l'armée autrichienne qui y était en désarroi. Wurmser, après quelques manœuvres qui lui avaient réussi, n'avait pu parvenir qu'à se jeter avec dix mille hommes de renfort dans Mantoue; mais Bonaparte était venu de nouveau les y assiéger et la famine le força de se rendre, le 6 février 1797.

1797. Paix de Campo-Formio. 17 octobre.—L'ar-

chiduc ne put avec une armée battue et découragée, arrêter les succès de Bonaparte. Ce général, après la prise de Mantoue, se porta aussitôt en avant vers le nord, passa les Alpes qui séparent l'Italie de la Carinthie, pénétra en Styrie, s'empara de Clagenfurth et vint jusqu'à Judenbourg sur la Mur, d'où il menaçait Vienne. Mais sa marche avait été trop rapide, et la position où il s'était placé était dangereuse. Devant lui, il avait l'armée impériale, qui devenait plus forte à chaque pas qu'elle faisait en arrière, parce que Vienne était armée et que la Hongrie se levait en masse; à gauche, le général impérial Laudon s'avançait du Tyrol contre lui; derrière lui, à Trieste, était une autre armée ennemie et tout le pays vénitien qui s'était révolté; pour retourner jusqu'à la première place occupée par les Français jusqu'à Mantoue, il y avait une étendue de quarante milles par des montagnes escarpées; de plus son armée n'avait plus de vivres que pour dix jours. Il semble que si l'Autriche avait voulu risquer un grand coup, elle aurait pu anéantir tout d'un coup son plus dangereux ennemi, et changer complètement les dispositions des dix années précédentes. Mais elle accepta la paix que l'adroit général lui offrait comme un vainqueur, et conclut, le 18 avril, à Leoben, les principales conditions; et la paix définitive à Campo-Formio, maison royale des environs d'Udine, le 17 octobre 1797. Ainsi Bonaparte en deux campagnes avait conquis l'Italie, gagné quatorze batailles, arraché les armes des mains à tous les états qui s'y

trouvaient et enfin amené l'Autriche à la paix.

Par cette paix, l'empereur abandonnait les Pays-Bas autrichiens à la France et renonçait à ses états d'Italie, dont Milan était la capitale, qui devaient désormais former, avec plusieurs autres provinces italiennes, une république cisalpine sous la protection de la France. De son côté, l'Autriche conservait Venise et les îles adriatiques qui avaient appartenu aux Vénitiens, l'Istrie et la Dalmatie, s'engageait à livrer le Brisgau au duc de Modène et à convoquer aussitôt un congrès à Rastadt, pour y traiter de la paix entre la république et tout l'empire d'Allemagne. Mais ce congrès de Rastadt ne pouvait manquer de donner une paix de concessions et de faiblesses. L'empire était abandonné de l'empereur, comme il l'avait été déjà antérieurement par la Prusse. L'Autriche, par un article secret, avait même consenti à avoir le Rhin pour limite de l'Allemagne; et qui aurait pu sauver l'empire, quand ses plus puissants protecteurs se séparaient de lui? Cependant aucun membre en particulier n'avait droit de se plaindre, parce que tous avaient des reproches à se faire. La plupart s'étaient séparés du corps à mesure que le danger s'approchait d'eux, et par conséquent on ne pouvait exiger de l'Autriche qu'elle se sacrifiât seule. L'œil ne s'arrête qu'avec peine sur cette fin du dix-huitième siècle et sur le commencement du dix-neuvième; car la patrie était dans le plus profond abaissement. Cependant il est bon de ne pas taire ces événements, afin que les esprits puis-

sent voir avec effroi jusqu'à quel excès de malheurs la désunion, la division, l'égoïsme des particuliers et l'absence des sentiments patriotiques ont pu conduire le peuple allemand.

Calme de quelques instants. Nouvelle guerre jusqu'à la paix de Lunéville. 1799—1801.

Le congrès de Rastadt se tint en effet, et Bonaparte y parut comme négociateur. Mais quel langage insultant on tint à l'empire allemand dans ces négociations! avec quelle arrogance les envoyés français, qui parlaient en maîtres, traitaient-ils les princes allemands! et cependant il leur fallut souffrir tout; il fallut consentir à la désunion de leur corps, à l'abandon de la rive gauche du Rhin, à la sécularisation sur la rive droite, afin d'indemniser pour ce qui avait été perdu sur l'autre, et promettre de raser la citadelle d'Ehrenbreitstein et bien d'autres conditions! Ces négociations avaient duré jusqu'à la fin de l'année 1798, avant que les conclusions fussent en état; mais alors l'Europe avait tout-à-fait changé de face.

Les membres du directoire, dans leur insolence, avaient entrepris de bouleverser les autres pays, et leurs manœuvres laissaient voir à un œil clairvoyant que la république française était plus dangereuse en temps de paix qu'en temps de guerre. Au

commencement de 1798, pour braver insolemment le pape, ils firent une république romaine des États de l'Église; et bientôt après une république helvétique de la Suisse, qui avait fait quelques mouvements; et sous prétexte d'assurer ces nouvelles créations, ils laissèrent leurs armées dans ces contrées qu'ils ruinaient par des exactions inouïes. L'Autriche qui, se croyait toujours chargée de veiller à la sûreté de l'Europe, ne put souffrir une pareille conduite; elle trouva d'ailleurs des sympathies dans l'empereur Paul I, qui depuis 1796 avait succédé à sa mère Catherine. C'était un ennemi des principes professés en France; déjà sa mère avait fait des menaces à ses régicides, à ses athées. Paul était encore particulièrement excité contre la France parce qu'il avait été choisi pour grand-maître de l'ordre de Saint-Jean et que les Français s'étaient emparé de l'île de Malte. Cet aiguillon était très propre à piquer son amour-propre. Il se forma donc contre la France une coalition de puissances qui ne s'étaient encore jamais trouvées réunies : c'étaient la Russie, l'Angleterre, l'Autriche et même la Turquie, qui jusque là avait toujours eu une inimitié mortelle contre deux de ces puissances; mais la France elle-même avait forcé la Turquie, son ancienne alliée, à la guerre, par son étonnante expédition en Égypte, en mai 1798.

Jamais la République française n'avait encore conçu un plan aussi grand et aussi surprenant. Au moment où les négociations avec l'empire germanique ne faisaient que de commencer, lorsque par

conséquent la paix européenne n'était pas encore assurée, lorsque l'Angleterre venait de remporter une grande victoire sur mer, tout-à-coup l'élite de l'armée française avec son meilleur et son plus heureux général fit voile vers un autre continent, d'où le retour devait lui être fermé bientôt après, « pour délivrer l'Égypte de la tyrannie des Mameloucks, » disent les proclamations françaises, « et venger la Porte d'un vassal insolent. » On ne pouvait rien imaginer de plus bizarre; mais derrière ces mots qui ne donnaient rien moins que la vérité à comprendre aux esprits ordinaires, se cachait un plus grand dessein. L'Égypte est un des pays de la terre les plus fertiles, et si on avait pu en tirer parti, elle aurait grandement réparé la perte que les Français avaient faite dans les Indes occidentales; car l'Égypte peut donner tous les produits des pays les plus chauds.

Par l'Égypte aussi est un chemin de commerce avec les Indes, plus court et plus prompt que de doubler le cap de Bonne-Espérance. La domination anglaise dans ce pays se trouvait donc menacée de ce côté et en danger; il est même vraisemblable que le génie aventureux et inquiet de Napoléon s'était représenté la possibilité d'une expédition dans les Indes. Alexandre-le-Grand avait bien déjà une fois, avec 40,000 vieux soldats macédoniens, parcouru l'Asie et visité les bords du Gange! Des relations avaient été établies avec les Indes dans ce but. Au commencement de l'année 1799, Tippo-Saheb entreprit cette guerre acharnée qu'il fit aux Anglais,

entraîné certainement, comme on le crut alors, par les Français dont il attendait des secours, et d'accord avec eux. Cependant il perdit la vie et son empire, et la domination anglaise s'étendit encore beaucoup plus loin qu'auparavant.

Bonaparte fit une heureuse traversée; et, dans sa route, conduit par son étoile de bonheur, il s'empara de l'importante île de Malte, vint prendre terre, le 2 juin 1798, dans la baie d'Aboukir, prit Alexandrie, d'assaut et le 21 il était déjà devant le Caire, la capitale du pays. Là, au pied des pyramides, il trouva vingt-trois beys rangés en bataille. « Pensez, dit-il à ses guerriers, que du haut de ces monuments quarante siècles vous contemplent. » Après cette courte harangue, ils culbuttent l'armée ennemie, pénétrent dans la capitale, et déjà ils pouvaient regarder l'Égypte comme un pays conquis. La France avait supposé que les Turcs, qui étaient en Egypte maîtres plutôt de nom que d'effet, verraient avec indifférence cette conquête ; mais ils prirent la chose au sérieux, renoncèrent à leur amitié de trois siècles avec la France et s'unirent avec ses ennemis. L'Angleterre, qui sentait toute l'importance de cette entreprise, fit tout son possible pour la faire échouer. Nelson, le premier homme de guerre de son temps, chercha vainement d'abord la flotte française, et la trouva enfin, le 1er août, dans la baie d'Aboukir. Déjà le soleil baissait; il n'en donna pas moins l'attaque avec toute son impétuosité, et il mit toute la flotte ennemie en confusion. L'obscu-

rité de la nuit ne put arrêter ce combat sanglant. A dix heures, le vaisseau amiral français sauta en l'air avec 1,000 hommes qui le montaient ; alors un affreux silence régna trois minutes ; puis le combat recommença jusqu'au matin. Par cette victoire, Bonaparte se trouvait séparé de l'Europe et tous les secours lui étaient coupés ; tandis qu'une guerre très difficile se préparait pour la France.

Campagne de 1799.—L'alliance des grandes puissances contre la France était résolue ; l'empereur d'Allemagne rappela son envoyé du congrès de Rastadt, au commencement de 1799, et l'assemblée fut rompue. Dès le 6 mars, la république française, d'après sa coutume de prévenir son ennemi, déclara de nouveau la guerre à l'empereur pour avoir laissé l'armée russe entrer dans ses états.

En Italie, la guerre avait recommencé quelques mois plus tôt ; car la reine de Naples, violente ennemie des Français, ne put attendre le moment de l'attaque générale et fit avancer les troupes napolitaines jusque dans les États romains, en novembre 1798 ; mais cet empressement eut un mauvais résultat. Les Français se tournèrent de ce côté avec leur célérité habituelle ; chassèrent en Sicile le roi de Naples avec toute sa famille, et s'emparèrent de la basse Italie, jusqu'à la pointe de la Calabre. Le royaume de Naples devint la république parthénopéenne ; et pour faire de toute l'Italie une république, les états de Gênes et de Toscane furent déclarés états libres.

Cette fois cependant ces nouvelles créations ne devaient avoir qu'une courte existence ; déjà de tous côtés les armées des alliés se mettaient en campagne sous la conduite d'habiles généraux. Le directoire n'avait plus une apparence bien solide, même en France ; la Vendée avait repris les armes ; les armées françaises étaient en partie mal conduites ; et dans le gouvernement de l'état comme dans l'administration militaire régnait l'engourdissement et le désordre. De plus, l'archiduc Charles battit à Stockach, ainsi que dans plusieurs autres rencontres, et chassa d'Allemagne le général Jourdan qu'on lui avait opposé et que déjà une fois, au mois de mars, il avait mis en fuite et poursuivi jusqu'en Souabe, arracha au général Masséna l'ouest de la Suisse jusqu'au-delà de Zurich, et considérait alors des bords du Rhin la tournure de la guerre en Italie.

Le général Schérer, homme perdu de mœurs et adonné à la boisson, y commandait d'abord l'armée française. Battu par le général autrichien Kray à Vérone et à Magnano, quand il abandonna le commandement, il ne livra plus à Moreau, son successeur, qu'une armée en désordre et dans la plus grande confusion. Dans ce moment arriva chez les Autrichiens le maréchal Souwarow avec ses Russes, qui renouvela en Italie son héroïque campagne contre les Turcs. C'était un vieux guerrier, mais plein d'une jeune audace, prompt, et que rien ne pouvait effrayer. Moreau malgré sa bravoure ne pouvait pas faire résistance à un pareil adversaire avec des soldats découragés.

Souwarow les battit, le 27 avril, auprès de Cassano, et rentra le jour suivant dans Milan en vainqueur. Par cette victoire la Lombardie fut conquise, la république cisalpine dissoute et le nord de l'Italie rendu à la maison d'Autriche. De là le général russe marcha contre Macdonald (*) qui revenait de Naples avec l'armée française et le battit au milieu de juin dans plusieurs sanglants combats sur les bords de la Trébia, presque dans le même lieu où Annibal vainquit les Romains. Toute l'Italie jusqu'aux états de Gênes fut enlevée aux Français, les places fortes furent assiégées et prises, les républiques disparurent les unes après les autres et les anciens duchés furent reconstitués. Cependant le général Joubert avait rassemblé une nouvelle armée; mais il eut le même sort que les autres généraux, il fut battu à Novi après une lutte de vingt heures qui coûta beaucoup de sang et dans laquelle Joubert lui-même fut tué. Gênes était la seule ville qui restait aux Français. Le général russe, abandonnant alors le siége de la ville aux Autrichiens, tourna du côté des Alpes afin de pénétrer en Suisse et de conquérir cette forteresse, ce boulevard de la France. Quand il arriva au pied

(*) Cette armée était de dix-huit mille hommes, fatigués d'une grande conquête et d'une longue route. Ils venaient du fond de l'Italie, où ils avaient reçu rendez-vous à la Trébia. Macdonald arriva au jour marqué, en passant sur le ventre aux Autrichiens qui voulurent l'arrêter. Il y rencontra Souwarow avec trois fois plus de forces qu'il n'en avait; mais il n'en garda pas moins ses positions pendant trois jours. Il ne se retira que quand il vit que personne ne venait, et fit à Souwarow plus de mal qu'il n'en avait reçu. N. T.

des monts géants qui cachent leur sommet dans les nues, ses guerriers hésitèrent un moment de gravir par-dessus ces rochers escarpés, étonnés de cette effroyable grandeur de la nature, dont ils n'avaient pas vu d'exemple dans leurs immenses contrées de Russie. Alors leur vieux général, qui avait l'estime de tous les soldats, se jeta par terre en criant : « Il vous faut ensevelir le vieux Souwarow sous ces montagnes, afin que tout le monde sache à quel endroit vous avez abandonné votre général. Ses soldats confus et excités par ces paroles escaladent avec un nouveau zèle les rochers du Saint-Gothard, et disputent les armes à la main tous les passages, arrivent au Pont-du-Diable et au lac de Lucerne ou des Quatre Cantons ; et là, dans des sentiers où le voyageur même ne peut se tenir, et où son œil est étourdi à la vue de l'abîme ouvert sous ses pieds, il y eut un sanglant combat, et les plus vaillants guerriers furent précipités dans les gouffres du fleuve écumant qui sortait de la montagne avec fracas.

Pendant ce temps-là Masséna ayant surpris, par une habile manœuvre, le général russe Korsakow, lui fit éprouver un échec complet, et le général Soult battit les Autrichiens au-dessous de Hotze, dans les environs de Zurich. Souwarow voulait se réunir avec eux ; mais après leur défaite il devenait impossible de sauver la Suisse, et l'on ne pouvait prolonger la guerre dans un pays pauvre où l'on ne trouvait rien pour l'entretien des troupes. Alors Souwarow se retira sur Feldkirch en Souabe, en

passant par Graubundeten, à travers des sentiers où il ne pouvait passer qu'un homme à la fois; ce mouvement fut opéré avec tant d'habileté qu'il ne fit aucune perte. Bientôt après il fut rappelé avec son armée. Les Russes n'avaient fait qu'une campagne réunis aux Autrichiens; mais ce fut une campagne comme on n'en trouve pas de semblable dans l'histoire, tant à cause des faits qu'à cause du gain qu'elle procura. Outre les grandes victoires, il y eut huit places fortes et 800 pièces d'artillerie qui furent prises.

Le caractère inquiet et faux de l'empereur Paul, qui prétendait être négligé et même offensé par ses alliés, fut l'occasion de cette rupture si prompte de l'alliance. On avait tenté, dans le même été, un débarquement en Hollande d'Anglais et de Russes; mais des fautes commises dans l'exécution empêchèrent le succès, et ce fut le plus grand motif du mécontentement de l'empereur. Ainsi la France, par ce succès en Hollande et la reprise de la Suisse, fut sauvée d'un danger plus grand et plus prochain. Cependant il n'était pas encore complètement évité; car les armées victorieuses autrichiennes, après s'être emparées de l'intérieur de l'Italie, se tenaient sur les bords du Rhin et se préparaient à le passer avec les troupes de l'empire, qui enfin venait de se prononcer pour la guerre; de plus, le gouvernement de France était en désaccord, et la confiance publique avait disparu. Bonaparte tira la nation de cette position difficile.

Bonaparte, 1er consul. 9 novembre 1799.—Quand ce général, qui avait emporté intacte avec lui la gloire de ses grandes actions en Égypte et en Syrie, apprit le danger de la France, les défaites qu'elle avait essuyées, la perte de l'Italie ; il partit d'Égypte sans avoir été rappelé, avec quelques amis seulement, passa miraculeusement au milieu de la flotte anglaise, aborda le 9 octobre à Fréjus, et parut tout d'un coup dans Paris. Grand nombre de citoyens qui connaissaient son ambition en furent effrayés ; les autres qui l'avaient vu donner déjà une fois la paix par ses victoires, espéraient qu'il apporterait quelque changement dans les affaires ; beaucoup désiraient un gouvernement moins compliqué et plus vigoureux que les précédents ; d'autres espéraient de lui leur propre avantage. Aussi réussit-il à changer le gouvernement de la France qui lui mit en main une grande puissance. Déjà, antérieurement, on avait passé du gouvernement de la populace à celui des comités, de celui-ci à un directoire de cinq hommes, et alors le nombre fut réduit à trois ; mais pour leur donner un nouveau nom, tiré de l'histoire ancienne, ils furent appelés les trois consuls. Le premier d'entre eux, cependant, devait avoir en main presque toute la force administrative pour lui seul, et Bonaparte s'y fit nommer.

Son premier mot fut la paix ; il la désirait dans ce moment pour affermir sa nouvelle puissance ; mais les autres nations n'avaient pas confiance en ses offres. « Alors, dit-il, nous conquerrons la paix. »

Et ce mot, parce qu'il était frappant, retentit par toute la France, et valut, en peu de temps, au général sur qui tous les regards étaient tournés une nouvelle et belle armée, qui se réunit à Dijon au printemps (1800).

Bataille de Marengo. 14 juin 1800. — L'armée autrichienne avait enfermé Gênes de tous côtés; la ville était vigoureusement pressée et déjà courait le plus grand danger; car quelque courage que déployât le général Masséna pour sa défense, cependant la famine, la contagion, la misère sous toutes les formes, étaient devenues si effroyables dans cette cité populeuse qu'une foule d'hommes en avaient été victimes. Que de la France il pût partir une expédition qui passât les Alpes et arrivât au secours, le conseil de guerre de la cour de Vienne était si loin d'y songer, que le général Mélas se préparait déjà à passer la Nizza et à faire une invasion en France. Mais tout-à-coup le premier consul part de Dijon avec l'armée de réserve, fait gravir à son artillerie et à sa cavalerie, avec des efforts et des obstacles incroyables, le grand et le petit Saint-Bernard, le Simplon et le Saint-Gothard, et paraît dans les plaines de la Lombardie avant même que Mélas fût averti de son expédition; autrement, en effet, il lui eût été très facile d'anéantir les différents corps de troupes à mesure qu'ils descendaient des montagnes. Le 2 juin, Bonaparte entra dans le Milanais. Le même jour Masséna offrit aux impériaux la reddition de Gênes, parce que la famine menaçait de détruire à

la fois la garnison et les citoyens. Les impériaux lui accordèrent une libre retraite avec les troupes qui étaient en état, très contents de pouvoir ainsi réunir l'armée de siége à celle qui marchait livrer bataille à Bonaparte; car Mélas avait appris qu'une nouvelle armée, peut-être même plus forte encore, devait venir rejoindre son adversaire. Cette bataille eut lieu le 14 juin, auprès du village de Marengo, dans les vastes plaines entre Alexandrie et Tortone; bataille plus sanglante que toutes les autres de la guerre de la révolution, dans laquelle toutes les forces de destruction qui sont en la puissance humaine furent déchaînées pendant trente heures. Les deux armées faisaient les plus grands efforts, et déjà la victoire inclinait pour les valeureux bataillons autrichiens: quatre fois les Français avaient été refoulés et la quatrième retraite était devenue générale, quand arriva Desaix, un des meilleurs généraux français, et, comme citoyen, le plus estimable de tous; il amenait la réserve sur le champ de bataille. On recommença aussitôt l'attaque, et l'armée, se ralliant à lui, le suivit. Bientôt il tomba lui-même frappé à mort par un boulet; mais ses guerriers, d'autant plus enflammés, arrachèrent la victoire, qui, après une si grande lutte, était devenue décisive.

Elle fit perdre en un seul jour le fruit de toutes les victoires de la campagne et acquit aux Français toute l'Italie. Mélas, qui par cet échec perdait tout moyen d'opération, parce que la retraite en Autriche lui était coupée, abandonna toutes les places

fortes d'Italie, jusqu'à Mantoue et Ferrare, en stipulant qu'on le laisserait se retirer en liberté.

Victoires de Moreau, d'avril à décembre 1800.— Le général Moreau faisait dans cette même année la guerre en Allemagne avec une audace et un bonheur inouïs. Le 25 avril, il passait le Rhin, et quinze jours après il était déjà sur l'Ill, maître du pays situé entre cette rivière, le Rhin, le Danube et le lac de Constance, et vainqueur en deux grandes batailles, à Stockach et Moskirch; de là il pénétra plus avant en Bavière et se rendit maître de tout le pays jusqu'à Munich. Alors, sur la proposition du général Kray qui lui était opposé, une suspension d'armes fut résolue et des conférences de paix furent commencées; mais comme l'Autriche ne voulut pas traiter sans l'Angleterre et que la France refusait d'admettre les envoyés anglais, la guerre recommença le 1er décembre. Les Autrichiens semblèrent au commencement avoir quelques succès; mais le 3 décembre ils essuyèrent une sanglante défaite à Hohenlinden. Moreau après cette victoire se hâta de passer l'Inn pour aller à Salsbourg; de là, traversant la Linz, il marcha sur Vienne, et, quand il s'arrêta, il n'était qu'à vingt lieues de cette capitale. Là, on résolut une nouvelle suspension d'armes et les conférences de paix furent tout de bon reprises à Lunéville. Cette paix de Lunéville pourrait être attribuée tout entière aux exploits de la campagne de Moreau; car en huit mois, dont plus de quatre avaient été perdus en trêves, il avait passé le Rhin, le Danube,

le Lech, l'Ill, l'Inn, la Salze, l'Ems, avait été vainqueur dans six grandes batailles et avait enrichi le trésor de la république de 40,000,000.

Paix de Lunéville. 9 février 1801. — Après les pertes de l'année 1800, l'Angleterre délia l'empereur d'Autriche de l'obligation de ne pas faire de paix particulière; et alors les conférences entre l'envoyé autrichien, le comte de Cobenzl, et Joseph Bonaparte, frère aîné du consul, furent pressées avec tant d'activité que dès le 9 février 1801 le traité de paix était signé : il confirma le traité de Campo-Formio dans tous ses points, et l'Autriche reconnut alors les républiques batave, helvétique, ligurienne et cisalpine. Une condition cependant qui n'était point dans celui de Campo-Formio fut ajoutée; c'était l'élévation du duc de Parme, proche parent du roi d'Espagne, au titre du roi d'Etrurie, c'était ainsi qu'on nommait la Toscane; le grand-duc devait recevoir pour son duché l'archevêché de Salsbourg comme une principauté temporelle, quelques autres terrains limitrophes et le titre d'électeur. Le duc de Modène recevait, comme il avait été déjà décidé à Campo-Formio, le margraviat de Brisgau pour indemnité de la perte qu'il souffrait en Italie.

Outre ces concessions de l'Allemagne aux princes d'Italie qui avaient été refoulés chez nous, il devait y avoir dans l'intérieur même de l'empire de grands changements; car l'Allemagne abandonnait à la France la rive gauche du Rhin, c'est-à-dire douze cent milles carrés et quatre millions d'hommes; et

les princes qui avaient perdu de ce côté devaient être indemnisés sur les biens ecclésiastiques et sur ceux des villes libres impériales qui se trouvaient sur la rive droite. Une diète chargée de régler les droits de tous les intéressés fut assemblée sous la médiation de la France et de la Russie. Elle ouvrit ses séances le 24 août 1802, et les ferma le 10 mai 1803. Dans ces conférences, la France donna la loi avec encore plus d'autorité et plus d'arbitraire qu'au traité de Wesphalie. Elle promit ou refusa sa faveur suivant son caprice, et mit ainsi notre malheureuse patrie sous sa dépendance; car dans un temps où l'on tenait pour le plus grand avantage celui de pouvoir agrandir ses frontières, d'une seule parole elle pouvait faire le bonheur ou le malheur d'un pays.

La paix de Lunéville enlevait aux ecclésiastiques tous leurs domaines en Allemagne, jusqu'au dernier; de quarante-huit villes libres il n'en restait que six : Lubeck, Hambourg, Brême, Francfort, Augsbourg et Nuremberg; les comtes et chevaliers de l'empire ne dépendaient plus de lui que médiatement, et de tous les princes laïcs, quatre seulement avaient reçu le pouvoir électoral, pouvoir qui devait perdre quelques années plus tard sa vieille et vénérable signification; car ces nouveaux princes n'eurent pas même le temps d'exercer leur beau droit. Comme ils n'étaient que la création d'un souffle passager qui se montrait prodigue de biens dont il ne connaissait pas la valeur, le souffle qui lui

succéda les fit disparaître aussi promptement que celui-là les avait créés. Cette inconstance était le pronostic d'un bouleversement prochain du tout; car en comparaison de pareilles dispositions, les changements qui eurent lieu, par suite du traité de Westphalie, par rapport aux formes administratives de l'empire, n'étaient rien. Ce que tout le monde craignait et n'osait entreprendre que comme essai, la paix de Lunéville l'accomplit publiquement, sans honte d'ébranler des fondations de dix siècles d'existence.—Une profonde tristesse devait donc remplir tous les cœurs patriotes; et qui aurait pu sans déchirement contempler les monceaux de ruines dont a couvert notre patrie l'ouragan qui l'a bouleversée? Car bien que les colonnes de ce vieil édifice fussent ruinées dans leurs fondements, aux murailles et aux débris on pouvait encore reconnaître l'image de son ancienne grandeur, et comme le disent quelques historiens, les restes d'une nation puissante et prospère.

Paix d'Amiens. 27 mars 1802. — Le calme reparaît donc un moment sur le continent, après de longues années de guerre; mais la guerre se prolongeait encore sur mer; car le grand homme d'état qui gouvernait l'Angleterre et pénétrait jusqu'au fond la pensée et la volonté du premier consul, savait assez qu'il ne pouvait y avoir de paix entre lui et l'Angleterre. De tout temps l'on a comparé les relations entre la France et l'Angleterre à celles entre Rome et Carthage, et la comparaison est sensible. Il

y avait une haine à mort entre ces deux puissances, et c'est pour cela que Pitt, à l'exemple d'Annibal, voulait une guerre à la vie, à la mort. Cependant beaucoup de voix, en Angleterre, demandaient la paix, parce que le commerce en souffrait, parce que la défense d'exportation en France avait causé sur les grains une grande augmentation de prix en Angleterre, et parce que la dette nationale s'était élevée jusqu'au chiffre énorme de 558 millions de livres sterling. En conséquence, Pitt remit son portefeuille pour ne pas lui faire obstacle; car, d'après sa conviction, il ne pouvait la signer. Alors suivit la paix d'Amiens, le 27 mars 1802; l'Angleterre rendit tout ce qu'elle avait conquis sur la France, l'Espagne et la Hollande, excepté la Trinidade et une partie de l'île de Ceylan, même Malte que les Anglais avaient pris par famine, et l'Égypte que leur général Albercromby avait enlevée aux Français, durent être abandonnées, l'une aux chevaliers de Malte et l'autre aux Turcs. Une paix si peu avantageuse, après de si grandes victoires sur mer, devait paraître précipitée et peu durable; et en effet, à peine eut-elle un an de durée. L'Angleterre reconnut bientôt que Bonaparte n'avait voulu la paix que pour élever une marine française à l'égal de celle d'Angleterre, s'il était possible, et spécialement pour s'approprier la Méditerranée. Il fit des alliances avec la Porte, avec le bey d'Égypte, avec les états pirates. Plus tard, l'introduction de tous les produits anglais fut défendue en France et en Hol-

lande. Ainsi l'Angleterre n'avait donc pas moins à craindre de la paix que de la guerre; car certainement elle ne voulait pas plus souffrir un rival sur mer, que la France n'en aurait souffert sur le continent. Il y eut encore plusieurs autres sujets de mécontentement. Il était d'ailleurs évident que les nouvelles dispositions de Bonaparte en Europe n'étaient que le commencement d'autres plans bien plus grands. La république cisalpine dut reconnaître le premier consul de France comme son président. La Hollande restait toujours occupée par les armées françaises et devait en tout suivre la volonté de sa voisine. Quant à la Suisse, qui ne pouvait trouver d'unité dans son sein pour sa nouvelle constitution, elle fut désarmée; on en fit une république fédérative, et on lui déclara que pour les affaires d'administration intérieure elle était libre, mais que pour les affaires extérieures elle dépendait de la France.

L'Angleterre, d'après tout ce qui arrivait, préférant une guerre ouverte à une paix peu sûre, prit sa résolution et exigea de Bonaparte l'évacuation de la Hollande et de la Suisse; et sur son refus elle lui déclara la guerre, en mai 1803. Bonaparte n'attendait que cette occasion pour enlever aux Anglais cette langue de terre sur le continent qui dépendait de leur empire. Dès le mois de juin, les armées françaises entraient dans le Hanovre et occupaient le pays, sans s'inquiéter de ce que le Hanovre faisait partie de l'empire germanique et, comme tel, ne pouvait être compromis dans une guerre d'Angleterre.

C'était une nouvelle et très favorable occasion de nous pressurer, de surveiller les villes commerçantes et voisines du nord de l'Allemagne, et d'empêcher leur commerce avec l'Angleterre. — Les troupes hanovriennes furent désarmées; mais des milliers de soldats passèrent en Angleterre, les uns après les autres, et formèrent le noyau d'un corps allemand qui combattit l'ennemi commun avec le plus grand courage et beaucoup de gloire, en Portugal, en Espagne, en Italie, en Allemagne. L'opiniâtreté avec laquelle ces généreux serviteurs ont poursuivi leur but pendant plus de dix ans, lorsque des guerres toujours plus malheureuses les unes que les autres en Allemagne, auraient dû abattre leur courage et leurs espérances, en faisant disparaître pour eux tout espoir de récompense dans leur propre pays; cette constance, dis-je, doit singulièrement ajouter à la gloire de ces héros. Un grand nombre d'eux sont tombés dans l'action sur un champ de bataille, et reposent sur une terre étrangère, loin de leur patrie.

Napoléon Bonaparte, empereur des Français. 18 mai 1804.

Les premières années du consulat furent pour la France un temps de repos, partout se répandaient l'ordre, l'activité et le bien-être; les esprits les plus inquiets respiraient enfin encore une fois en liberté, et mille bouches bénissaient le nom du premier con-

sul. Hors de la France même, beaucoup de monde mettait en lui ses espérances, comme en celui qui pouvait seul, après ce temps de barbarie, rétablir l'ordre sur des bases solides, et faire jouir l'humanité du bien qui était sorti de ces bouleversements, quelque ensanglanté qu'il fût. Ce n'étaient pas les moyens qui lui manquaient pour cela; car on est étonné de la puissance avec laquelle il prenait toutes les forces à sa disposition; de la sagesse avec laquelle il forçait le volcan révolutionnaire, encore tout brûlant, au repos et à l'obéissance; de la rapidité de son administration qui, en quelques instants, se répandait dans tout son vaste empire comme dans un tissu dont il avait tous les fils dans les doigts; de l'activité, enfin, avec laquelle il entreprit de recueillir en un seul livre de lois, le sage produit des grandes expériences de la vie publique. — Tout ce que l'antiquité avait de plus remarquable : reconnaissance des droits de l'homme dans tout, égalité des citoyens devant la loi, destruction des droits féodaux, liberté de croyance dans le domaine des choses invisibles, un gouvernement qui réunissait la force de l'unité pour l'exécution des volontés de l'État à une grande diversité de conseils pour projeter les lois; toutes ces institutions, et beaucoup d'autres, semblaient alors se développer sur le sol pacifié de la France, sous la protection de cet homme extraordinaire, comme pour servir de modèle aux autres nations.

Que ne pouvait pas cet homme pour toute l'Eu-

rope? Combien autre aurait été l'histoire du monde s'il avait rendu réel ce beau tableau de grandeur dont son zèle, pur jusque là pour la vérité et la justice, avait fait une magnifique esquisse à tous les yeux? N'aurait-il pas pu façonner, éclairer, entraîner tout avec lui pour des siècles, et mériter les bénédictions de l'humanité tout entière? Cependant il s'est chargé de ses malédictions; parce que de si grands talents n'ont été employés que par l'égoïsme, pour servir une insatiable ambition.

Sur la proposition des tribuns, un sénatus-consulte fut porté, par lequel le gouvernement de la France était confié à Napoléon Bonaparte, empereur, et à ses héritiers. Plus tard, comme si la couronne impériale ne l'avait pas encore satisfait, il changea la république cisalpine en un royaume dont il fut déclaré roi, lui et ses descendants; et pour preuve de modération, disait-il, il nomma son beau-fils, Eugène de Beauharnais, vice-roi d'Italie. Parme, Plaisance et Guastalla furent entièrement réunis à la France, ainsi que, bientôt après, la république ligurienne. — Tout cela était contre le traité de Lunéville, et l'Autriche en fut très mécontente. Il trouva d'ailleurs de grandes sympathies dans l'empereur de Russie, que la mort du duc d'Enghien avait extrêmement exaspéré; d'autant plus que ce prince déjà sentait en lui-même une voix qui l'appelait à protéger l'ordre de l'Europe. Alors ces deux puissances offrirent à Pitt, ministre d'Angleterre, l'occasion qu'il souhaitait déjà d'avance, de renouveler leur

alliance contre la France. Il y eût donc une coalition entre ces trois états et la Suède. D'après un vaste plan de guerre, ils devaient attaquer la puissance française par tous les points à la fois, en Italie, en Suisse, en Hollande, en France même. Mais Napoléon détruisit ce plan, comme il avait coutume de faire, par sa célérité, en paraissant tout d'un coup sur un point où on ne l'attendait pas. Depuis 1803 il avait tenu toute son armée dans le nord en observation sur les côtes, pour menacer l'Angleterre d'une descente ; mais alors il la met aussitôt en marche, lui fait passer le Rhin en toute hâte, et force les princes du sud de l'Allemagne à s'unir avec la France ; tandis que l'armée autrichienne, sous le commandement de Mack, se tenait encore dans l'inaction auprès d'Ulm.

Mack, habile général, mais manquant de célérité et de bonheur dans ses projets, attendit l'ennemi à l'endroit même par où il devait déboucher en venant par la Souabe. Sur son flanc droit, il avait les pays de Franconie appartenant au roi de Prusse qui ne prenait aucune part à la guerre, et il se croyait à couvert de ce côté. Mais un pareil rempart était bien peu sûr en face d'une armée conduite par Napoléon. Bientôt Bernadotte, Marmont et les Bavarois s'avancèrent à travers la Franconie jusqu'au Danube, prirent le général Mack en dos et le coupèrent d'avec l'Autriche. Surpris et étourdi, il se jeta dans Ulm après un sanglant combat ; et au lieu de s'ouvrir un passage avec son épée au milieu des ennemis, comme

32.

aurait fait un homme de cœur, et comme fit le duc Ferdinand qui se sauva heureusement à travers la Bohême avec quelques escadrons de cavalerie, il se rendit prisonnier avec les restes de son armée, le 17 octobre 1805. Napoléon, après cette première partie de la campagne où il avait presque anéanti quatre-vingt mille hommes, envoya au sénat, à Paris, quarante drapeaux qu'il avait pris, leur disant, dans le langage de l'empire, que c'était « un cadeau des enfants à leurs pères. » Et quand il conduisit son armée en avant, il lui dit : qu'il voulait la conduire maintenant contre les Russes pour leur faire subir le même sort ; qu'ils n'avaient point à leur tête de généraux sur lesquels la victoire pût lui faire honneur; que, par conséquent, il n'aurait d'autre souci que d'acheter la victoire avec le moins de sang possible ; que ses soldats étaient ses enfants.

Bataille d'Austerlitz. 2 décembre 1805. — L'armée française marcha sans aucun obstacle sur la capitale de l'Autriche et s'en empara le 11 novembre. Les Russes et les Autrichiens s'étaient repliés en Moravie ; et, le 2 décembre, les deux armées se trouvèrent en présence, résolues à une bataille décisive. « Je me tiendrai loin du feu, dit à ses guerriers Napoléon, qui pour la première fois commandait comme empereur dans une grande bataille, si vous renversez les rangs ennemis avec votre courage habituel ; mais si la victoire balance seulement un moment, vous verrez votre empereur s'exposer aux premiers coups. » La bataille des trois empereurs,

comme Napoléon la nomma avec complaisance dans ses bulletins, commença par un beau jour d'hiver avec un soleil serein. Ce que Napoléon avait dit d'avance arriva, les ennemis furent mal conduits, et leurs mouvements ne se faisaient qu'avec désordre.

On ne connaissait pas assez la force et la position de l'armée française; et bientôt l'ordre de bataille des Russes fut coupé, rompu et enfoncé malgré toute la valeur de leurs soldats. L'aile gauche voulut se sauver à travers un lac gelé, Napoléon fit briser la glace à coups de canon, et quantité de Russes furent noyés. Il n'y eut pas de victoire plus disputée, et elle n'eût pas été décisive si l'empereur François, dans sa sollicitude pour ses sujets, ne se fût hâté de faire la paix et de demander une conférence avec Napoléon dans le moulin de Saroschitz; car le lendemain de la bataille douze mille Russes vinrent renforcer l'armée qui s'était déjà ralliée; l'archiduc Ferdinand avait réuni vingt mille hommes en Bohême et chassé les Bavarois avec perte du pays; la Hongrie armait; l'archiduc Charles se hâtait de quitter l'Italie avec son armée victorieuse pour venir au secours de la patrie et il pouvait dans quelques jours délivrer Vienne et inquiéter les derrières des Français; des Russes et des Anglais étaient débarqués à Naples; des Russes, des Suédois et des Anglais s'avançaient par le Hanovre; et ce qui était plus important que tout le reste, l'armée prussienne se formait pour venger la violation du territoire d'Ans-

pach. — C'est alors que l'empereur François signa une suspension d'armes et se montra si empressé de faire la paix. Le malheur de son pays l'affligeait trop, et il pensait encore alors qu'une paix achetée par de grands sacrifices d'un pareil adversaire pourrait avoir de la consistance ; comme si un sacrifice pouvait faire taire son avidité ! L'envoyé prussien, le comte de Haugwitz, qui était parti pour prescrire les conditions de paix ou déclarer la guerre, se vit par la retraite de l'Autriche dans un grand embarras ; et il tint pour prudent, au lieu de faire les menaces que le roi lui avait mises à la bouche, de parler d'une manière plus retenue et plus pacifique. La réponse des Français fut « qu'on ne pouvait que louer la sagesse du peuple prussien, qui du reste n'avait jamais eu d'ami plus loyal et plus désintéressé que la France ; que d'ailleurs le peuple français était indépendant de qui que ce soit et que cent cinquante mille hommes de plus dans la guerre n'auraient fait que la prolonger un peu plus long-temps. » L'envoyé prussien aurait dû mieux comprendre un pareil langage, et, sentant la dignité prussienne offensée, faire sur le moment même ce que son mandat portait, ce que son roi fut obligé de faire six mois plus tard, pendant que l'Autriche n'avait pas encore signé la paix. Peut-être que l'Autriche, si elle avait vu la Prusse sérieusement engagée, aurait préféré une guerre un peu plus longue à une paix honteuse. Au lieu de cela, Haugwitz, sans en avoir les pouvoirs, signa le traité de Vienne par lequel la

Prusse abandonnait la province d'Anspach à la Bavière, Clèves et Neufchâtel à la France et recevait en échange le Hanovre auquel l'Angleterre n'entendait en aucune façon renoncer. Ainsi Napoléon jetait une semence de division entre la Prusse et l'Angleterre, sachant très bien que ces deux puissances seraient très redoutables si elles étaient d'accord entre elles.

Cinq jours après ce traité, l'Autriche signa la paix à Presbourg, le 25 décembre 1805; par cette paix, qui fut plus dure que toutes celles faites jusqu'alors, l'Autriche perdit mille milles carrés et trois millions de sujets, et même sur ses plus belles possessions. Le fidèle Tyrol, qui encore dans cette dernière guerre avait prouvé à la maison d'Autriche tout son attachement, avec Burgau, Eichstadt, une partie du Passau, Vorarlberg et d'autres possessions dans l'ouest de l'Autriche furent abandonnés à la Bavière. Ce que l'Autriche possédait en Souabe fut donné au Wurtemberg et à l'électeur de Bade; les états de Venise furent réunis au royaume d'Italie. L'Autriche, pour compenser tous ces abandons, ne reçut que peu de chose, Salzbourg; et le prince-électeur de Salzbourg fut transporté à Wurzbourg que la Bavière abandonna. Ces pays et leurs habitants étaient traités comme une marchandise que l'on fait passer d'une main dans une autre, suivant les chances de la foire. Tels étaient d'ailleurs les principes du conquérant : arracher l'amour et l'attachement pour les anciennes familles princières, refroidir les cœurs jusqu'à la

glace, étouffer tout ce qui dans le cœur humain peut rendre un état attaché au représentant d'une famille, ne laisser dans le sujet que le sentiment qu'il est né pour obéir et que cette loi de la nature l'enchaîne à un maître quel qu'il soit, né dans la patrie ou étranger, qu'il soit d'hier ou d'aujourd'hui.

Pour amener encore plus promptement la ruine de l'empire allemand déjà si bien ébranlé, on donna aux électeurs de Bavière et de Wurtemberg le titre de roi, et de plus, comme à l'électeur de Baden, l'indépendance de leur gouvernement, ou pour employer le mot de l'époque à la mode, on leur donna la souveraineté. L'empereur renonça à toute suzeraineté sur leurs états; et ainsi l'empire allemand se trouva par ce fait tout en dissolution. Le lien de fief et les devoirs de vassal quelque affaiblis qu'ils aient été, avaient tenu cependant encore jusqu'alors l'empereur et l'empire réunis. On fit taire les gens simples en les assurant que ces maîtres souverains n'en seraient pas moins unis à la confédération germanique; mais celui qui avait des oreilles pour entendre pouvait bien reconnaître à ces marques les lointains roulements du tonnerre qui annoncent la tempête à peu de distance. De plus grands maux étaient donc prêts d'éclater sur l'Allemagne.

Fin de l'empire d'Allemagne. 12 juin et 16 août 1806.

Il en fut du nouvel empereur comme il en avait été de la république; l'abus qu'il fit du temps de paix rendit ce temps aussi dangereux que la guerre. Napoléon, a-t-on dit avec justice, avait pris en lui la révolution; elle s'était personnifiée en lui, et ses terribles principes continuaient de vivre en lui. Le premier mot qu'il dit, après la paix de Presbourg, ce fut, comme d'habitude, une sentence de confiscation. Le roi de Naples avait reçu les troupes anglaises et russes dans son pays; alors il fit partir son frère Joseph et Masséna avec soixante mille hommes à travers toute l'Italie, et dans la dépêche qu'il lui expédia de Schœnbrunn, le 27 décembre, on lit : « La famille royale de Naples cessera de gouverner. » Cette terrible parole effraya en effet la maison de Naples, la força de quitter l'Italie et de se retirer en Sicile, de l'autre côté du détroit. Elle s'y maintint avec le secours des Anglais; mais Joseph Bonaparte fut déclaré roi à Naples, lui et ses descendants. Ce nouveau trône cependant coûta beaucoup de sang; les habitants de la basse Italie se révoltaient toujours avec un nouveau courage; de sorte que la Calabre et l'Abruzze furent presque changées en déserts.

Bientôt vint le tour de la Hollande; elle fut également changée en un royaume et donnée à un autre frère de Napoléon pour sa part, à Louis Bonaparte. Ce ne fut pas du reste le plus grand malheur qui

lui arriva; car Louis sentit que c'était un devoir pour lui de vivre plutôt pour son peuple que pour le bon plaisir de son frère.

Un troisième parent de l'empereur, son beau-frère Joachim Murat, fut placé sur la rive droite du Rhin. Il reçut les duchés de Clèves et de Berg : les Prussiens avaient cédé le premier duché, et la Bavière le deuxième pour Anspach. Enfin Alexandre Berthier, qui était le premier dans le conseil de l'empereur, reçut la principauté de Westphalie.

En même temps qu'il s'occupait de ces dispositions à l'extérieur, il laissait voir aussi plus clairement à tous les yeux le plan de la constitution intérieure de son grand édifice. Les journaux français s'efforçaient de traiter de folie le plan d'équilibre que l'Europe avait admis unanimement et qui, selon eux, n'avait enfanté que jalousie et guerre. Ils soutenaient que le repos ne peut être espéré que lorsqu'un homme a le premier rang si bien marqué, que sa parole est pleine d'effet dans les contestations des peuples entre eux. C'était précisément le langage des Romains au moment où ils usurpaient la souveraineté du monde. Ils s'appelaient aussi eux les arbitres du monde, et leurs envoyés traçaient des cercles avec leur baguette autour des rois auxquels ils laissaient encore leur titre; mais ils exigeaient d'eux sur-le-champ une déclaration d'obéissance. L'Europe lui parut à la vérité trop grande pour ne faire qu'un seul royaume; cependant il crut pouvoir l'embrasser tout entière par une souveraineté de famille, sous le nom de

constitution fédérative; et les frères, les cousins et les alliés du grand empereur résidant à Paris, devaient en être les gouverneurs sous le nom de rois et de princes. Les conquêtes d'Alexandre n'avaient été si tôt dissipées, disait-on, que parce qu'il n'avait point fondé une domination de famille; l'empire de Charlemagne et sa famille furent divisés parce que Charlemagne n'avait point établi un point central pour sa famille, et que Louis-le-Débonnaire, conformément à ce plan, avait partagé l'empire entre ses enfants. C'est pourquoi Napoléon en imagina un nouveau. Tous les membres de la grande famille régnante devaient être élevés à Paris dans le palais impérial, sous les yeux de l'empereur et d'après ses principes; tel était le code de famille qu'il imposa à tous les membres; ils ne pouvaient se marier sans sa permission, ni s'éloigner de Paris de plus de trente lieues. Il voulait être de tous le père et le maître. Il espérait qu'après avoir ainsi conduit leur jeunesse tout entière il leur transmettrait son esprit, ses principes, pour des siècles. De même que dans le sénat romain les grands principes de politique s'étaient conservés pendant de longs siècles d'une génération à l'autre; les princes ainsi élevés à Paris devaient répandre dans les différents royaumes qu'ils gouvernaient les mêmes idées, le même langage et les mêmes lois. Leur règle de conduite était mot à mot celle-ci : « Que le premier de leurs devoirs était de servir l'empereur, le deuxième la France, et alors enfin, au troisième

rang, les peuples qu'ils gouvernaient. » Si on comprenait bien toute la portée de l'intention de ces institutions extraordinaires, alors on ne trouverait plus d'invraisemblance dans ce mot que l'opinion publique met dans la bouche de l'empereur Napoléon : « Que certainement dans dix ans sa dynastie sera la plus ancienne de l'Europe. » Et si l'histoire après des siècles veut d'un mot peindre le terrible ébranlement de toutes les institutions et le bouleversement de l'ordre qui existait depuis dix siècles, il lui suffira de rappeler ce mot, sorti de la bouche du fils d'un avocat, né en Corse.

Déjà la grande confédération française comprenait l'Italie, Naples, l'Espagne, la Hollande, la Bavière, le Wurtemberg, Bade et Berg, c'est-à-dire une masse de soixante-six millions d'habitants, non compris la France.

Pour donner plus d'éclat et plus de force à sa nouvelle couronne, il lui fallait aussi une noblesse qui lui dût son élévation et qui dût tomber avec elle. Napoléon la fonda en instituant, d'abord en Italie, puis dans tous les autres pays où il porta ses armes, un nombre de grands et petits fiefs, avec certains revenus qu'il distribua à ceux qui s'étaient signalés par leur fidélité ou par leur zèle à son service. Ils devaient être transmis au premier né, et retourner à la couronne en cas d'extinction d'héritiers mâles. De cette façon, tous ceux qui s'étaient distingués par leurs belles actions étaient autant intéressés que l'empereur à la conservation des pays conquis.

Ce fut au milieu de cette année, si riche en nouveautés, que fut frappé le dernier coup à la constitution de l'empire d'Allemagne. Sa dissolution, qui existait déjà de fait, fut alors clairement exprimée. Le 12 juillet, on forma à Paris une alliance rhénane, par laquelle les rois de Bavière et de Wurtemberg, l'archi-chancelier, l'électeur de Bade, le landgrave de Hesse-Darmstadt et le duc de Berg, ces quatre derniers comme grands-ducs, puis les princes de Nassau et de Hohenzollern, avec quelques autres petits princes et comtes, se séparèrent de l'alliance impériale, et reconnurent l'empereur de France comme le protecteur de leur confédération. L'empereur devait avoir le droit de reconnaître le prince primat de l'alliance, c'est-à-dire celui qui avait la présidence dans l'assemblée, de décider de la paix ou de la guerre et des contingents de troupes; de sorte qu'une guerre de la France devenait une guerre de la confédération du Rhin: elle devait aussitôt prendre les armes, fût-ce contre ses propres frères d'Allemagne. Par de pareils sacrifices les princes obtinrent une autorité illimitée, sans dépendance d'aucune juridiction à laquelle les sujets, en cas de nécessité, pussent porter leurs plaintes, et sans aucun adoucissement en faveur des gouvernés. Sur tous ces points l'alliance était claire et précise; tandis que sur tous les autres elle était obscure et équivoque, afin que la volonté du protecteur pût servir de loi. Ce n'était point tant une alliance de peuples allemands entre eux, qu'une alliance avec la France, dans laquelle, loin de trou-

vec des droits et des devoirs mutuels, on voyait le devoir du côté des princes et les droits du côté du protecteur. — Cette alliance rompit les derniers fils qui liaient le passé au présent, en distribuant aux membres de la confédération du Rhin les villes libres de l'empire, les médiatisant, c'est-à-dire les dépouillant de leurs droits de seigneurie, pour les soumettre à ceux avec lesquels elles marchaient de front auparavant. Ainsi la ville libre de Francfort, qui devait être à l'avenir le siége des réunions, fut donnée au prince primat, et perdit aussi elle son indépendance.

Il n'est point besoin de porter un jugement sur cette confédération, le sort en eut bientôt décidé, et la postérité cherchera peut-être à en effacer le souvenir de notre histoire.

L'empereur d'Allemagne, en déposant cette couronne déshonorée de l'ancien empire, 1006 ans après que Charlemagne l'avait placée sur sa tête, se déclara empereur, lui et sa postérité, de la monarchie autrichienne, le 6 août 1806.

Mais quelle protection l'Allemagne pouvait-elle attendre de son nouveau protecteur, si on le compare à l'ancienne maison d'Autriche ; les faits encore récents sont là pour y répondre. Dans le temps même que l'envoyé français, Bacher, déclarait à Ratisbonne de nouveau que jamais la France n'étendrait ses frontières au-delà du Rhin, la place de Wésel fut arbitrairement occupée et choisie pour chef-lieu de la vingt-cinquième division militaire.

Guerre contre la Prusse et la Russie. 1806—1807.

Les dispositions de la confédération du Rhin étaient dirigées aussi bien contre la Prusse que contre l'Autriche ; car toutes les deux voyaient ainsi leurs alliés naturels, tandis que subsistait l'empire, changés en ennemis prêts à se déclarer contre elles au premier démêlé avec la France. Napoléon avait jusque là retenu le roi Frédéric-Guillaume, par l'idée qu'on pourrait établir une alliance du nord sous sa protection, qui embrasserait tout le nord de l'Allemagne, d'après le modèle de la confédération du Rhin ; mais depuis, cette alliance avait été rejetée, le Hanovre avait été rendu à l'Angleterre ; de plus, tout ce qui pouvait mortifier la Prusse et lui prouver que la France ne voulait plus souffrir avec elle aucun peuple indépendant, fut exercé contre elle ; Alors, enfin, le roi, irrité, crut que l'honneur de son peuple ne pouvait souffrir plus long-temps des affronts de la part d'un insolent étranger, et le peuple et l'armée applaudirent à leur roi. Il exigea de la France qu'elle retirât ses troupes de l'Allemagne, qu'elle ne mît aucun obstacle à une alliance du nord et que Wésel ne fut pas occupé par les Français. Comme tous ces articles furent refusés, la Prusse déclara la guerre. C'était le point d'honneur qui avait demandé une décision si prompte, et il voulait prouver au monde qu'aucune autre impulsion ne l'avait dominé ; car, quelque désavantageuse que soit une lutte, il est des

cas où l'on ne peut la refuser sans ignominie. La Prusse n'avait aucun allié sur le champ de bataille ; mais la Saxe était à moitié décidée, la paix avec l'Angleterre et la Suède n'était pas complètement arrêtée, et l'armée russe, qui pouvait prêter des secours réels, était sur les frontières.

Napoléon, à cette déclaration de guerre, dit : « que son cœur souffrait de voir le génie du mal continuellement l'emporter, et être sans cesse occupé à renverser ses projets pour le repos de l'Europe et le bonheur de ses contemporains. » Alors il rassembla ses armées, qui étaient toutes prêtes en France et en Souabe, et se dirigea vers les passages de la forêt de Thuringe. Au nord de cette forêt était la grande armée prussienne sous les ordres du duc de Brunswick, vieillard de soixante-douze ans, qui avait des généraux désunis entre eux. Une très petite portion de l'armée prussienne seulement avait pris part à la guerre de la révolution, et avait appris à connaître la rapidité entraînante des nouvelles guerres des Français ; la plus grande partie s'était laissé engourdir par quarante-trois ans de paix, et parce que l'échafaudage des institutions de Frédéric-le-Grand subsistait encore, ils se tenaient remplis d'une confiance d'autant plus dangereuse. Ce n'est pas que le courage et la capacité manquassent dans beaucoup d'individus ; mais il n'y avait point là un génie énergique qui unît ce grand tout. Aussi arriva-t-il ce que les plus timides n'auraient jamais pu croire possible, c'est que, comme dans les guerres de l'ancien monde, un

seul jour de malheur décida du sort de tout un empire.

Le 10 octobre, le prince Louis-Ferdinand de Prusse s'engagea, par son trop grand désir d'en venir aux mains, dans une affaire fort inégale à Saalfeld; il resta, du reste, lui-même sur le champ de bataille. Mais ce combat malheureux ouvrit aux Français le passage de la Saal; alors, s'avançant avec une force imposante, ils enveloppèrent l'aile gauche des Prussiens et la coupèrent de la Saxe; dès le 13 octobre Davoust occupait Naumbourg. Les provisions des Prussiens furent perdues, et la plus grande disette se fit sentir dans leur armée; de là des désordres et des défaites inévitables. Ainsi, ils se virent forcés de combattre, ayant en face d'eux la Saal et l'Elbe, qu'ils devaient avoir en dos. Aussi l'armée était vaincue avant la bataille.

Batailles d'Iéna et d'Auerstædt. 14 octobre 1806. —Une partie de l'armée prussienne était à Auerstædt, sous le commandement du duc de Brunswick, et l'autre, sous celui du prince de Hohenlohe, était à Iéna et Vierzehnheiligen; mais sans aucun moyen d'union entre elles. Aussi furent-elles attaquées et vaincues le même jour. Le maréchal Davoust combattit à Auerstædt et Napoléon à Iéna. Dès le commencement de la bataille, le duc de Brunswick fut renversé mort d'un boulet de canon; sa mort dérangea et mit en confusion le plan de bataille. La valeur de quelques régiments particuliers ne put suppléer à une coopération du tout et rendre la confiance à la

masse de l'armée; entourée de plusieurs côtés, elle plia et voulut se retirer sur Weimar, afin de trouver un appui dans le corps de Hohenlohe, ne sachant pas que cette armée éprouvait le même malheur dans le même moment. Mais bientôt elle n'en fut que trop bien instruite; car le désordre était si grand de tous côtés, que dans la nuit, pendant que l'armée fuyait de Auerstædt sur Weimar, elle rencontra une partie de l'autre qui voulait se sauver de Weimar sur Auerstædt.

Dix jours après la bataille d'Iéna, Napoléon entrait dans Berlin; quarante jours après le commencement de la guerre, il était sur la Vistule, et toute l'étendue d'un royaume peuplé de neuf millions d'habitants et semé de quantité de villes fortes avait été le fruit d'une seule bataille, dans laquelle une armée qui passait pour la plus belle de l'Europe avait été anéantie. Ce qui prouve que les principaux étais de l'état avaient vieilli; car la croyance où l'on était de posséder des institutions accomplies avait fait négliger la surveillance, et il fallut un épouvantable malheur pour détruire cette croyance, réveiller les esprits et rafraîchir les forces.

Cette prompte conquête des états prussiens à laquelle l'empereur ne s'attendait pas, avait arraché de son esprit tout reste de modération et excité ses espérances pour un empire sans bornes. Il déclara à Berlin qu'il n'abandonnerait pas la ville non plus que la Vistule avant qu'il eût conquis une paix générale; et c'est aussi de Berlin qu'il data le fameux

décret du 21 novembre 1806, contre les Anglais; c'est-à-dire son système continental, par lequel il déclarait tous les états de la Grande-Bretagne en état de siége, défendait tout commerce et même toute lettre de change, faisait saisir toutes les possessions des Anglais sur la terre-ferme et tous les vaisseaux que l'on pourrait arrêter qui auraient seulement une fois touché en Angleterre. Une mesure si énergique devait ruiner de fond en comble le commerce anglais; cependant il en résulta de grands maux pour le continent. L'Angleterre, à qui tout le reste du monde se trouvait ainsi ouvert, se fit un nouveau moyen de commerce et s'empara de toutes les colonies de l'Europe, les cultiva avec le plus grand soin et tira ses bois de construction pour sa marine du Canada et de l'Irlande, au lieu de les tirer du nord de l'Europe. L'Europe au contraire vit son commerce languir et tomber, et si son industrie put lui fournir certains objets qu'elle aurait sans cela tirés d'Angleterre, cependant elle ne put y trouver un dédommagement pour la perte de tout son commerce sur mer (*).

Batailles d'Eylau et de Friedland. 8 février et 14 juin 1807. — Les restes de l'armée prussienne, sous les ordres de Kalkreuth et Lestocq, éprouvés par les dures expériences du mois dernier, délivrés des lâches et des faibles qui pouvaient se trouver

(*) Cependant il a été prouvé et avoué depuis, que si le système eût pu être prolongé et exactement observé, l'Angleterre était perdue. N. T.

parmi eux et réduits à une petite troupe, mais une troupe de héros, se réunirent aux Russes, qui alors paraissaient sur le champ de bataille. Après plusieurs affaires en Pologne peu décisives, quoique sanglantes, la guerre se porta en Prusse et les deux armées livrèrent à Eylau, non loin de Kœnigsberg, une des plus sanglantes batailles, le 7 et 8 février, par le froid le plus piquant, au milieu de la neige et de l'hiver. Deux cent mille hommes luttaient avec les plus furieux efforts les uns contre les autres, tandis que la nature rendait encore le désastre plus épouvantable. L'élite de la garde française y fut sacrifiée sans que la victoire fût gagnée. Les Russes combattirent avec une valeur inébranlable, et les Prussiens, sous les ordres de Lestocq, arrivant fort à propos au secours de l'aile droite fortement pressée, repoussèrent les dernières attaques des Français avec une valeur héroïque. Les deux armées restèrent sur le champ de bataille et toutes deux s'attribuèrent la victoire. En réalité, l'avantage était plutôt du côté des alliés, et l'on croyait généralement qu'une nouvelle attaque, le troisième jour, ne manquerait pas de forcer les Français à faire retraite; mais le commandant russe, le général Benningsen, crut qu'il ne devait pas demander à son armée déjà si fatiguée des efforts surhumains, et il se retira sur Kœnigsberg. Les Français de leur côté rentrèrent aussi dans leurs anciennes positions sur la Passargue, et il y eut une espèce de repos d'environ quatre mois, pendant lesquels les deux armées cherchèrent à réu-

nir de nouvelles forces. La malheureuse Prusse eut effroyablement à souffrir, accablée par plus de deux cent mille soldats étrangers.

Napoléon, pendant ce temps, poussa avec activité le siége de Dantzig, place forte qu'il avait laissée derrière lui et qui était la clef de la mer Baltique. Le général Kalkreuth y commandait et il se défendit jusque dans le mois de mai; mais quand il eut perdu toute communication avec la mer et tout espoir d'être secouru, il se rendit sous des conditions très honorables, le 24 mai. Les Russes et les Prussiens, après avoir négligé le moment décisif, vinrent attaquer les retranchements de l'armée française à la Passargue. Ils y combattirent avec une valeur digne d'éloges; mais l'ennemi était renforcé des trente mille hommes qui assiégeaient Dantzig, et protégé par de forts retranchements, de sorte qu'il put facilement repousser leurs attaques et même bientôt prendre l'offensive. Des combats sanglants et continuels furent livrés tous les jours, depuis le 5 juin jusqu'au 12, jour de la bataille décisive de Friedland. Ce furieux combat dura depuis le matin jusqu'au milieu de la nuit suivante. Pendant la plus grande partie de la journée, la victoire fut du côté des Russes; ils s'en félicitaient et négligèrent la vigilance nécessaire même au vainqueur. Mais au milieu du jour arrivèrent sur le champ de bataille le corps d'armée de Ney et de Victor et la garde de Napoléon; cette sanglante journée fut alors décidée; les Russes furent refoulés de tous côtés sur l'Alle et ils se retirèrent dans leur pays,

vers le Niémen. Le 19 juin Napoléon fit son entrée dans Tilsit, la dernière ville de Prusse; et dès le 16 son armée occupait Kœnigsberg.

Paix de Tilsit, les 7 et 9 juillet 1807. — Une conférence entre les deux empereurs celui d'orient et celui d'occident amena promptement la paix, décida du démembrement de la Prusse et fixa la marche de l'Europe pour quelques années. Napoléon, maître dans l'artificieux usage de la parole, sut persuader à l'empereur Alexandre que son unique but était la paix du continent et que ses efforts tendaient uniquement à mettre les côtes à l'abri de l'insolence anglaise, pour obtenir enfin la liberté de la mer. Il feignait donc d'avoir un grand désir de lier une solide amitié avec la Russie; afin que ces deux puissances étant d'accord, disait-il, elles puissent donner le bonheur à l'Europe, puisque aucune guerre ne pourrait s'y élever sans elles ou contre leur volonté.

Ainsi, dans cette paix, Cattaro, Raguse et les sept îles (de la mer Ionienne) furent abandonnés par la Russie à la France, qui lui donna pour compensation quatre cent mille habitants de la Prusse polonaise; et Frédéric-Guillaume, que l'on ne pouvait plus guère appeler du nom de roi, fut obligé d'adhérer à ces dures conditions. Il perdit la moitié de son empire et cinq millions d'habitants; entre autres surtout, la ville de Dantzig, qui fut déclarée ville libre, et la province polonaise, qui fut érigée en grand-duché de Varsovie, dont le roi de Saxe fut nommé grand-duc. Nous avons déjà vu une fois la maison

de Saxe régner en Pologne. Ainsi, Frédéric-Auguste, qui s'était déclaré neutre trois jours après la bataille d'Iéna et s'était empressé de faire ensuite alliance avec la France, était maintenant roi et membre de la confédération rhénane.

Plus tard la Prusse perdit tous les pays entre l'Elbe et le Rhin. La plus grande partie de cette distraction fut faite pour former le nouveau royaume de Westphalie, qu'il donnait à son plus jeune frère, Jérôme. Il y ajouta encore une partie du Hanovre, le duché de Brunswick, dont le duc avait commandé l'armée prussienne, et la principauté de Hesse. Ainsi le terrible ban fut prononcé contre la maison de Hesse; « elle cessera de régner, disait-il, pour s'être toujours montrée ennemie de la France, et encore dans cette guerre avec la Prusse, pour avoir pris une position équivoque; » et cependant la Hesse avait d'elle-même gardé la neutralité. Le pays fut tout d'un coup assailli, l'électeur chassé de sa capitale et réduit à fuir; et le nouveau roi, un étranger, à la honte de toute l'Allemagne, y entra en triomphe et vint régner sur des peuples allemands, les descendants des Saxons et des Cattes.

Le roi Frédéric-Guillaume n'avait conservé qu'un petit nombre de sujets, mais c'étaient des hommes fidèles et dévoués. Ce ne fut pas non plus sans consolation qu'il apprit que trois de ses places fortes, Colberg, Graudenz et Pillau, n'avaient voulu consentir à aucun accommodement avec l'ennemi; que quantité d'autres en Silésie s'étaient défendues d'une

manière tout-à-fait honorable, et que deux d'entre elles Cosel et Glaz n'étaient pas même encore au pouvoir de l'ennemi. Dans Graudenz commandait le vieux Courbière qui, lorsque les Français le sommèrent de se rendre et lui représentèrent que le roi avait perdu son royaume et passé de l'autre côté du Niémen, répondit : « Eh bien! alors je veux être roi dans Graudenz. » Le roi avait envoyé le général Gneisenau prendre le commandement dans Colberg, sachant bien d'avance qu'il envoyait dans la ville un homme solide qui ne se laisserait jamais ébranler; en outre, par son ordre, le lieutenant Schill et plusieurs autres chefs levèrent dans le pays des volontaires qui tourmentaient l'ennemi fort loin autour de Colberg.

Soulèvement de l'Espagne.

Cependant Napoléon à son retour à Paris apporta, comme marque de son triomphe, le char de victoire de l'une des portes de Berlin avec l'épée du grand Frédéric ; et de même qu'il avait fait construire un pont d'Austerlitz dans sa capitale, il y eut aussi un pont d'Iéna. Sa domination, par cette nouvelle paix, était élevée à un si haut point de gloire et de solidité qu'elle semblait aux yeux des hommes être inébranlable; et celui qui aurait voulu prédire qu'avant quelques années ces Prussiens foulés aux pieds

iraient reprendre à Paris ce char de la Victoire, les armes à la main, aurait été certainement regardé comme un visionnaire insensé.

Pour qui connaissait l'esprit de Napoléon et sa manière d'agir, il était facile de deviner qu'il ne demeurerait pas oisif et que son esprit, justement à cause de la paix, serait occupé de nouvelles conquêtes ; et que, puisque dans ses rapides campagnes il avait vaincu les puissances de l'est et les avait affaiblies pour long-temps, il allait désormais se tourner vers l'ouest ; mais personne encore jusque là n'aurait pu le croire aussi traître et sans pudeur qu'il se montra à l'égard de l'Espagne. La maison royale d'Espagne avait été long-temps fidèle alliée de la France et avait même perdu sa puissance maritime et ses îles dans la guerre contre les Anglais ; or pour récompense d'une telle fidélité il lui fallut encore perdre le trône. Napoléon sut profiter avec adresse et perfidie des dissensions qui existaient dans la famille royale, entre le père et le fils, et il décida le vieux roi Charles IV, affaibli par l'âge, à déposer la couronne, au commencement de 1808, et à la transporter sur sa tête ; puis, il attira par ruse son fils Ferdinand de l'autre côté des frontières à Bayonne, et le força aussi lui à renoncer au trône. On ne lui laissait du reste le choix qu'entre l'abdication ou la mort, et le jeune prince préféra la vie et la captivité en France. Mais son peuple ne fut pas si patient. Quand Napoléon, dans la joie des succès de sa trame, eut aussitôt nommé son frère Joseph roi d'Espagne (son royaume

de Naples passa au grand-duc de Berg, et plus tard ce grand-duché de Berg au prince héritier de Hollande); alors les Espagnols, dans une juste colère, prirent les armes en faveur de leur roi opprimé.

Ce peuple se montra dès le commencement de son histoire passionné pour la liberté, toujours très délicat sur le point d'honneur, enflammé d'un beau feu pour son roi, sa patrie et sa religion; et tel encore se montra-t-il de nos jours. Ils n'étaient point à la vérité habitués au nouveau genre de guerre et ils furent écrasés de tous côtés par les armées françaises dans les batailles rangées; mais quoique vaincus, ils ne furent jamais soumis. Profitant des avantages de leur terrain, qui n'était que montagnes et lieux incultes ou villes et murailles, ils ont couvert leur sol des corps d'une foule innombrable d'ennemis dans nombre de rencontres particulières. La guerre d'Espagne a coûté la vie à cent mille Français, et quantité d'Allemands que Napoléon y avait entraînés y trouvèrent aussi leur tombeau; mais il faut avouer que les Espagnols reçurent de très importants secours d'Angleterre, en hommes et en armes, et de plus grands encore dans la personne du grand général Wellington, dont la tactique habile et sage a long-temps défendu avec les plus faibles moyens la péninsule ibérique, et l'a reconquise pas à pas; jusqu'à ce que les grands événements de Russie et d'Allemagne l'aient appelé en France de l'autre côté des montagnes.

Guerre d'Autriche. 1809.

De même que la Prusse en 1806 n'avait écouté que la voix de l'honneur, et que dominée entièrement par ce sentiment elle n'avait trouvé aucun effort trop grand, aucun sacrifice trop pénible, aucun malheur trop douloureux pour chercher à venger les affronts de l'insolence française; ainsi l'Autriche, entraînée contre la France par une pareille impulsion se crut obligée de s'engager dans une nouvelle guerre, en 1809. A la vérité elle n'avait pas eu à souffrir par elle-même; mais tout autour d'elle avait souffert opprobre ou ruine. Le vieil empire avait disparu, un nouveau trône avait été élevé pour un étranger au cœur même de l'Allemagne, et le reste du pays était de plus en plus étroitement asservi à son ennemi. Enfin l'ancienne maison royale d'Espagne avait été renversée du trône contre toute raison, à moins que désormais il ne doive régner aucune justice parmi les peuples. Que pouvait-il donc maintenant y avoir de certain et qui pouvait fonder sa sécurité sur son ancienneté? De plus, Napoléon, dans l'été 1808, avant de passer en Espagne, avait eu une conférence à Erfurt avec l'empereur Alexandre, et renoué plus fortement encore les liens de leur alliance. Il semblait donc que la Russie et la France voulaient s'arroger à elles seules le droit d'arbitres de l'Europe; et l'Autriche, qui pendant des siècles en fut le point central,

n'était plus considérée pour rien. Elle ne pouvait le souffrir avec patience, car au-delà de certaines bornes la patience devient ignominie. La déclaration de guerre de l'Autriche était très honorable et tout-à-fait noble et généreuse; puisqu'elle entrait seule sur le champ de bataille, ne comptant que sur ses propres forces.

Du reste, l'Autriche sentit fort bien, cette fois, qu'elle ne pouvait compter pour son salut sur son armée régulière; elle voulait une guerre dans sa plus grande extension, une guerre de peuple. Elle convoqua les gens de bonne volonté, forma des landwehr, parla avec enthousiasme au cœur de son peuple et de tous les Allemands; elle plaça les nobles princes de la maison royale à la tête de l'armée, et mit en mouvement toutes les forces de ses riches et belles provinces, comme elle ne l'avait encore jamais fait; et si le salut et la liberté d'un peuple pouvaient être obtenus par son unité, celui-ci aurait dû les conquérir alors.

Mais, comme en 1806, l'Europe en 1809 n'était pas encore mûre pour sa délivrance; il fallait que le feu de purification pénétrât partout et mît tout à vif; il fallait que la misère générale grossît indéfiniment pour que tout sentiment d'égoïsme fût déposé, et que l'histoire du monde pût présenter le grand et rare spectacle d'une guerre sainte dans laquelle tous les peuples de l'est et de l'ouest, du nord et du sud, se lèveraient comme un seul homme, réunis pour la liberté, l'honneur et la vertu.

Quel cœur allemand, à qui la patrie est plus chère que tout autre bien, pourra jamais oublier de quels sentiments d'espérance et de crainte il était agité pendant cette guerre de 1809? de quelle fureur il s'est senti animé quand l'odieux ennemi s'avança avec son armée, dont l'élite était composée des fédérés du Rhin? Qui pourra oublier comment avec le bras vaillant de ces Allemands il força à la retraite, par de sanglants et continuels combats, l'armée autrichienne qui avait pénétré jusqu'en Bavière? Alors, dans son orgueil, il déclara qu'avant quelque mois il voulait être dans Vienne. Ce furent des jours bien déplorables que ceux de Pfaffenhofen, Tann, Abensberg, Landshut, Eckmuhl et Ratisbonne. On combattit avec beaucoup de courage et de gloire, du 19 au 23 avril, mais avec de grands revers pour l'Autriche; parce que l'armée avait pris beaucoup trop de développement et que Napoléon, comme toujours, avait réuni sur un seul point l'effort terrible de son attaque. Alors il avait soin, avec l'élite de ses troupes et surtout avec sa cavalerie dont la plus aguerrie était autour de lui, de se jeter tantôt d'un côté, tantôt d'un autre; puis de recommencer tout d'un coup une nouvelle attaque; de sorte qu'avec les mêmes troupes il mettait le désordre dans tous les rangs autrichiens. Il faut convenir aussi que dans cette occasion brillèrent au plus haut degré ses talents militaires. On le voyait arriver là où le danger était le plus grand, et sa présence décidait la victoire; il ne reposait ni jour ni nuit, et difficilement dans le cours de tous

les siècles, on trouverait un exemple de tant d'efforts réunis de la part d'un seul homme et de tant d'actions, dans l'espace de quelques jours et quelques nuits. Pour les soldats de la landwehr autrichienne, qui ne connaissaient pas encore la guerre, les régiments de cuirassiers étaient les plus terribles adversaires; comme un ouragan qui fait trembler la terre, leurs effroyables escadrons, serrés, entourés de fer, à l'abri des balles et des coups, ainsi du moins paraissaient-ils à nos guerriers qui ne les avaient jamais vus, se jetaient sur eux en mugissant; et ceux-ci déjà vaincus avant l'attaque, étourdis et frappés par les yeux et les oreilles, laissaient enfoncer leurs rangs, et dès la première attaque cette masse puissante culbutait leurs lignes et les écrasait par milliers. Mais bientôt ces hommes énergiques montrèrent que ce n'était que la nouveauté qui les avait vaincus.

Bataille de Gross-Aspern et d'Essling. 21 et 22 mai. — Le duc Charles se retira avec son armée, encore toujours forte malgré les sanglantes journées d'avril, sur la rive gauche du Danube, vers la Bohême; et Napoléon s'avança sur la rive droite jusqu'à Vienne. L'archiduc Maximilien la défendit quelques jours; mais une ville si grande et presque sans défense ne pouvait soutenir un siége, et l'ennemi y entra, le 12 mai; ensuite l'armée française passa le Danube pour marcher contre l'archiduc Charles et frapper le dernier coup sur les états autrichiens. Ce fut le 21 et le 22 mai dans les immenses plaines

d'Aspern et d'Essling, non loin du lieu où déjà une fois Rodolphe de Habsbourg avait vaincu Ottocar, roi de Bohême, que se livra une sanglante bataille. Napoléon avait de nouveau compté sur l'effroi que causait sa cavalerie bardée de fer, et fit donner par elle dans plusieurs endroits les plus vigoureuses attaques, pour renverser l'ordre de bataille autrichien, séparer une aile de l'autre et vaincre les différents corps ainsi isolés. Mais ce ne fut pas comme à Ratisbonne, et il éprouva qu'il y avait dans l'armée plus de promptitude, plus d'activité et plus d'art. L'héroïque Charles, dans le court intervalle depuis les malheurs d'avril, s'était particulièrement appliqué à montrer à ses soldats à se ranger en bataillons carrés très serrés, sur lesquels les attaques de la cavalerie devaient venir se briser comme contre une muraille; et il avait obtenu d'autant plus de succès que ses troupes étaient remplies de bonne volonté et de soumission. La cavalerie vint donc se jeter sur ces carrés; on les laissa arriver avec sang-froid jusque sur les premiers rangs en escadrons serrés, et alors on les reçut avec un si beau feu que des rangs entiers furent culbutés; de sorte que ceux mêmes qui étaient restés intacts furent renversés de cheval au milieu de la mêlée; puis notre grosse cavalerie, qui vint au secours, secondée par l'infanterie, n'eut pas de peine à forcer ces escadrons à prendre la fuite.

Cette fermeté de l'infanterie autrichienne et la valeur si connue des escadrons de Jean de Lichtens-

tein, et enfin l'habile conduite du prince Charles, qui courait partout où le danger l'appelait, arrêtèrent toutes les tentatives des Français; ils furent repoussés de toutes parts. Le village d'Aspern, qu'ils avaient pris pour point central de leur champ de bataille, leur fut enlevé. De plus, l'archiduc profitant habilement de cet avantage pour opposer un nouvel adversaire aux ennemis, dans la violence du courant des eaux gonflées du Danube, fit lancer des vaisseaux et d'autres machines lourdement chargées contre le pont de bateaux de Napoléon. Il réussit; le pont fut brisé en deux, et Napoléon se trouva sur la rive gauche, coupé de Vienne et du reste de son armée, et il lui fallut recommencer le combat, le jour suivant 22, dans cette position; tous ses efforts, toute sa tactique furent cette fois inutiles; sa cavalerie, son infanterie, son artillerie ne purent tenir contre la valeur autrichienne et le grand nombre. La bataille fut perdue, et si le maréchal Masséna n'avait pas réussi à s'emparer de la petite ville d'Essling, dont les murailles lui servirent de rempart pour assurer et défendre la retraite, toute l'armée française était détruite. Même elle eût été perdue, ont prétendu beaucoup d'écrivains depuis, si le vainqueur aussitôt après l'action, poursuivant sa victoire, eût attaqué l'île Lobau sur laquelle Napoléon s'était sauvé et se trouvait dans le plus grand embarras jusqu'à ce que le pont fût rétabli sur l'autre bras du Danube. On laissa le temps de rétablir ce pont, et il revint à Vienne. Mais le champ de bataille était

couvert de ses morts, et les Autrichiens y comptèrent trois mille cuirassiers.

Cette bataille fit naître de nouvelles espérances dans tous les cœurs. Déjà, en différents endroits, la nation avait donné des témoignages sensibles de son exaspération et de sa haine. Dans le nord, l'audacieux Schill se releva, et à la tête de ses hussards et d'une foule de jeunes gens et d'hommes libres que l'impatience de leur ardeur lui amenait, recommença de nouveau la guerre contre les ennemis du nom allemand. Et Dœrnberg, avec beaucoup d'autres Hessois, forma le plan de renverser de son trône le roi usurpateur qui siégeait dans Cassel, et de commencer l'œuvre de la délivrance. De même que déjà, dans la guerre de trente ans, Mansfeld, Christian de Brunswick, Bernard de Weimar et d'autres chefs avaient remis en vigueur la tactique des Germains, en faisant la guerre pour le parti qu'ils avaient embrassé, à la tête d'une troupe qui s'était rassemblée autour d'eux; ainsi y eut-il alors des hommes qui se sentant au-dedans d'eux-mêmes une pareille force tentèrent de les imiter, animés du plus beau zèle pour la patrie. De sorte que cette époque fut, comme celle de la guerre de trente ans, une de plus extraordinaires et des plus incroyables pour les faits. Cependant il y avait une différence essentielle; car la première, encore toute proche du temps de la violence, avait bien plus de chances pour ce genre de guerre que la deuxième qui venait après l'établissement des lois et surtout de la landfriede (paix du pays);

Aussi, l'obéissance à la loi et l'esprit d'ordre public empêchèrent parmi le peuple tous les mouvements, et l'entreprise de ces hommes échoua. Schill qui avait perdu son temps à parcourir inutilement le nord de l'Allemagne, finit par se jeter dans Stralsund. Il espérait sans doute de là se sauver en Angleterre pour revenir plus tard servir plus utilement l'Allemagne, quand cette carrière malheureuse dans laquelle il s'était jeté, et dans laquelle il en avait entraîné tant d'autres lui serait devenue plus favorable. Mais un corps de troupes danoises se réunit aux Français et aux Hollandais pour le poursuivre; Stralsund fut attaqué le 31 mai, et le malheureux Schill succomba sous les coups des cavaliers danois. La révolte de Dœrnsberg n'eut pas plus de succès, et il fut obligé de se sauver avec ses amis de l'autre côté des mers, sur les côtes d'Angleterre. Quant aux malheureux compagnons de Schill faits prisonniers, ils furent victimes de la fureur et de la vengeance des Français. Grand nombre furent exécutés et les autres traînés aux galères comme des criminels. Depuis lors, la terreur et la crainte de la mort domina tous les Allemands et enchaîna la liberté de toutes leurs actions et même de leurs paroles. Napoléon, au commencement de la guerre, fit fusiller un homme innocent, Palm, libraire d'Erlangen; parce que ayant publié un écrit sur l'état humiliant de l'Allemagne, il n'avait pas voulu nommer son auteur. Cette action de tyrannie révolta les esprits en Allemagne plus que toutes les autres, antérieures

et même postérieures, et le cri du sang innocent répandu n'est pas resté sans vengeance. — Une révolte plus grave que celle que nous avons vue dans le nord de l'Allemagne, fut celle des fidèles Tyroliens, commandés par André Hofer, Straub et Speckbacher. Deux fois déjà leurs bandes avaient chassé les Français avec grande perte de leur pays, au moyen de cette tactique de guerre particulière à ces robustes et audacieux montagnards et avec laquelle autrefois les Suisses avaient humilié l'orgueil de cette cavalerie autrichienne, l'élite de la noblesse. Toute l'Allemagne se réjouissait de voir que, sur chaque sommet de leurs montagnes, la liberté trouvât une patrie, parmi des hommes qui parlaient la langue allemande; et elle espérait que la victoire viendrait enfin couronner une telle constance. D'autres espérances se montraient aussi d'un autre côté; les Anglais avaient débarqué une flotte considérable sur les côtes des Pays-Bas et pris l'île Walcheren. Il semblait que sur ce point un grand coup allait être frappé contre la France. Mais toutes ces espérances n'étaient encore que des illusions.

Bataille de Wagram, 5 et 6 juin, et paix de Vienne, 14 octobre. — Napoléon, après la bataille d'Aspern, avait fait venir des renforts de Bavière, de Wurtemberg, de Saxe, d'Italie et d'Illyrie; de sorte qu'il était en mesure de repasser le Danube, et d'attaquer avec avantage l'archiduc Charles. Le passage s'opéra pendant une nuit noire d'orages, parmi les éclats du tonnerre; et Napoléon livra, le 5

et 6 juin, la grande et dicisive bataille de Wagram. Des tours de Vienne on pouvait voir une portion de l'ordre de bataille, le côté où combattait l'aile droite des Autrichiens; et les spectateurs virent avec des cris de joie sans fin, cette vaillante aile droite marcher en avant, forcer tout à plier et gagner un grand terrain sur l'ennemi; car elle prit même plusieurs canons et drapeaux. Cependant leurs belles espérances furent trompées; l'aile gauche autrichienne était entourée, les Hongrois ne donnèrent pas à temps, et de ce côté les affaires furent en si mauvais états, que le général fut obligé de faire retraite. Six jours après la bataille, une suspension d'armes fut convenue, et depuis lors on commença à traiter pour la paix.

Ce fut une terrible nouvelle pour les Tyroliens. Cependant ils réunirent encore une fois tous leurs efforts et chassèrent, au mois d'août, le maréchal Lefèvre de leur pays, espérant toujours que l'Autriche, excitée par une pareille constance, recommencerait la guerre. Mais les malheurs du royaume parurent à l'empereur François trop durs et trop désastreux. De plus, l'expédition des Anglais contre la Hollande eut une très mauvaise fin. On continua donc les conférences et la paix fut résolue. Pendant ce temps-là, les Français purent tourner toutes leurs forces contre le petit pays du Tyrol, et il fut entouré de tous côtés comme une citadelle et pris d'assaut. Il fallut emporter, l'un après l'autre, chaque passage, chaque montagne; tous les hommes furent

mis à mort ou désarmés. Enfin, le fidèle et pieux Hofer fut pris, traîné de l'autre côté des Alpes, en Italie, et fusillé dans la citadelle de Mantoue, comme un criminel.

Cependant un autre héros de la liberté, Frédéric-Guillaume de Brunswick, de l'ancienne famille des Welfs, fut plus heureux et parvint, au moyen d'une expédition audacieuse, à se sauver du pays que l'odieux ennemi occupait. Il osa, des frontières de la Bohême, avec douze cents cavaliers intrépides, son bataillon noir, parcourir un espace de soixante-dix milles, au milieu des troupes ennemis, traversant le territoire de Leipzig, de Halle, de Halberstadt, de son propre duché, hors duquel les usurpateurs l'avaient chassé, du Hanovre, et se frayer un chemin jusqu'à l'embouchure du Wéser, à Elsfleth, d'où il s'embarqua heureusement pour l'Angleterre. Notre héros Welf y fut reçu avec autant d'admiration que d'amitié.

L'Autriche perdit, par la paix de Vienne, Salzbourg et plusieurs contrées voisines de la Bavière, la plus grande partie de ses possessions polonaises dans le grand-duché de Varsovie et en Russie, le reste de ses possessions en Italie avec l'Illyrie. De sorte que de ce côté elle ne touchait plus à la mer, et de l'autre elle devait rendre aussi toutes les places fortes de la frontière et même ses montagnes. C'était encore pire que de perdre deux mille milles carrés et plus de trois millions d'hommes.

Napoléon au faîte de la puissance. 1810—1812.

L'empereur Napoléon, par la paix de Vienne, se trouva monté à un si haut degré, que toute espérance semblait alors perdue de voir jamais sa puissance brisée. Pour l'affermir encore davantage et l'ennoblir aux yeux du monde, par une alliance avec une maison princière vénérée dans l'Europe, il demanda la main de la fille de l'empereur de Vienne, l'archiduchesse Marie-Louise, et Joséphine par conséquent fut obligée de subir l'affront d'une séparation. L'empereur François consentit donc à cet immense sacrifice. « Pour les intérêts les plus sacrés de la monarchie et de l'humanité, comme un boulevard contre un fléau dont on ne peut voir la fin, comme un gage pour le maintien de l'ordre, est-il dit plus tard dans la déclaration de l'Autriche, sa majesté abandonne l'objet le plus cher à son cœur; elle fait une alliance qui doit consoler les opprimés et les malheureux, faire naître chez eux le calme de la sécurité après les souffrances d'une longue lutte inégale, décider les forts et les victorieux à la modération et à la justice, et établir ainsi une espèce d'équilibre, sans lequel la société des empires ne peut être qu'une société de malheureux. L'empereur Napoléon en est arrivé, dans sa carrière, à un point où l'objet de ses désirs doit être l'affermissement de ses conquêtes plutôt que d'insatiables efforts pour de nouvelles. Son alliance avec la plus an-

cienne maison royale de la chrétienté va donner à sa grandeur, aux yeux de la nation française et du monde entier, une telle solidité que des plans d'agrandissement par des guerres perpétuelles ne pourraient que l'affaiblir et l'ébranler. Tant d'années d'inutiles efforts et de sacrifices incalculables peuvent bien fournir une raison assez forte pour essayer d'opérer le bien par la confiance et l'abandon, après que des fleuves de sang répandu n'ont réussi, jusqu'à présent, qu'à accumuler ruines sur ruines. »

Comme le généreux empereur François se vit encore trompé dans cette belle confiance, d'ailleurs si naturelle! Dans l'année même que cette nouvelle alliance fut fondée (ce fut le 2 avril 1810 qu'eurent lieu les épousailles de l'archiduchesse Marie-Louise), la Hollande, après que le roi Louis eût déposé la couronne, parce qu'il ne voulait pas être un instrument dans la main de son frère pour la ruine de son peuple, fut tout entière réunie à la France; car, disait-on, la Hollande n'est pour ainsi dire qu'une alluvion du Rhin, de la Meuse et de l'Escaut, les principaux artères du royaume de France; et enfin, pour prouver qu'il pouvait tout ce qu'il voulait, et que désormais aucune considération ne pouvait plus l'arrêter, Napoléon résolut tout d'un coup d'ajouter à la France tout le nord-ouest de l'Allemagne, c'est-à-dire les pays à l'embouchure du Wéser, de l'Ems et de l'Elbe, ainsi que les anciennes villes libres de commerce, Brême, Hambourg, Lu-

beck. Le prétexte fut que la contrebande avec l'Angleterre se faisait sur ces côtes, et par ces villes. Ainsi l'Allemagne se trouvait dépouillée de ses côtes et de son commerce de mer. Le fleuve qui avait toujours été la séparation naturelle entre la France et l'Allemagne se trouvait dépassé. Une ligne toute arbitraire fut tracée à travers les pays et les fleuves, suivant le caprice de Napoléon ; de sorte qu'il était facile de voir que ce n'était là qu'un premier pas pour aller plus loin, et que peu à peu toute l'Allemagne serait absorbée dans le gouffre.

Cependant Napoléon ne sut jamais comprendre ce qui pouvait seul donner à une puissance, nouvellement établie et primitivement fondée sur la violence, une durée certaine, au-delà même de la vie du fondateur ; il ignorait l'art d'intimer au peuple la croyance à cet affermissement ; et ce qu'il fit alors était ce qu'il y avait de plus contraire à cette impression. Déjà, en 1809, il avait arraché à sa vieille capitale le pape, le père commun de tous les catholiques, dont le siége est inébranlable, suivant la croyance de presque tous les peuples, et l'avait entraîné prisonnier comme un criminel ; aujourd'hui il réunissait Rome à son grand empire, et réglait que son fils et tout premier né de l'empereur prendrait le titre de roi de Rome. De pareils actes le firent maudire dans le cœur de milliers d'hommes ; mais cette âme de fer ne s'inquiétait ni des malédictions des uns, ni des bénédictions des autres. Son empire lui parut assez solidement établi, avec cinq cent mille soldats et une

armée innombrable d'espions. Ainsi le pensait le monde, qui ne juge que d'après les apparences.

Cependant il ne se passa pas deux ans que ce colosse de puissance était renversé, et l'empereur était réduit à signer son abdication dans le palais de Fontainebleau. Napoléon reprochait à la Russie d'entretenir des relations avec l'Angleterre, et de fomenter les germes de révolte que l'Allemagne nourrissait. Il lui déclara la guerre, et cette gigantesque expédition fut la première cause de sa ruine, en fournissant à l'Allemagne l'occasion de secouer le joug qui lui avait été imposé.

Campagne de Russie. 1812.

Ce fut dans l'été de l'année 1812 que l'empereur Napoléon partit pour cette grande expédition de Russie, avec quatre cent mille fantassins, soixante mille chevaux et douze cents pièces d'artillerie. Il lui avait fallu deux ans pour ses préparatifs : il avait rassemblé tout ce qu'il y avait de meilleures troupes en Europe, et avait pourvu à tous les besoins de la campagne. Le premier but de cette expédition était bien, à la vérité, dirigé contre la Russie; mais ce n'était pas le principal, et si Napoléon avait pu forcer les Russes à faire la paix, il aurait, suivant toute apparence, continué de pousser sa pointe jusqu'en Asie; afin de chasser les Anglais, ses plus grands ennemis, de leurs vastes et riches possessions des Indes.

Il arriva triomphant jusqu'à Moscou; mais c'était là le terme que la Providence avait mis à ses succès ; car à peine s'était-il mis en possession du Kremlin, l'ancienne résidence des czars, le 14 septembre, que tout d'un coup le feu prit à la ville en plus de cent endroits à la fois. Elle fut tout entière consumée, avec toutes ses provisions, sur lesquelles Napoléon avait compté, et qui lui étaient nécessaires pour passer les cinq mois de l'hiver. Il n'avait plus de vivres que pour quelques semaines, et, comme d'ailleurs l'empereur Alexandre refusait de faire la paix, il fallut songer à la retraite; mais au lieu de prendre la route par Caluga, comme tout portait à le croire, parce qu'il y aurait trouvé un pays encore tout-à-fait intact, il revint par la route de Smolensk, sur laquelle les Russes et les Français avaient tout ravagé, tout incendié. Bientôt la famine fut extrême dans l'armée; le désordre et l'insubordination se mirent dans les rangs, et la cavalerie légère des Russes qui la harcelait lui faisait éprouver tous les jours de nouvelles pertes. Mais son plus terrible ennemi fut le froid, qui, cette année, commença plus tôt qu'à l'ordinaire et la surprit au milieu des immenses steppes de la Russie. Les malheureux soldats n'avaient aucun moyen de se défendre contre lui: leurs vêtements étaient déchirés et ils marchaient nu-pieds au milieu de ces vastes plaines de neige. Les villes et les villages qui se trouvaient sur la route avaient été ravagés et pillés par eux ou par les habitants. Jamais de toits pour se mettre à l'abri, point

de vêtements pour couvrir leurs corps transis, pas un morceau de pain pour apaiser leur faim, et partout le découragement. Tous les matins des monceaux de morts restaient gelés autour des feux de camp; les autres, qui peut-être n'avaient été sauvés que par l'abri des corps de ceux qu'ils abandonnaient, s'ils pouvaient encore, en rassemblant toutes leurs forces, se remettre en route, c'était pour aller subir, au prochain campement, le même sort que ceux qu'ils avaient laissés. La famine emportait ceux que le froid avait épargnés. Dès qu'un cheval tombait par terre, ils se jetaient dessus comme des bêtes féroces, le déchiraient avec leurs doigts, avec leurs dents, et dévoraient sa chair toute crue; on a même vu des hommes, qui avaient perdu la tête, s'asseoir au milieu de la neige et ronger leurs doigts déjà noirs de froid, avec l'expression du plus effroyable idiotisme. Mais détournons nos regards d'un tableau si hideux, l'imagination se refuse à de telles horreurs.

Défection de la Prusse. — Préparatifs de Napoléon.

D'un demi-million d'hommes que cet insolent conquérant avait entraînés dans cette guerre, à peine en revint-il trente mille en état de porter les armes. Alors l'Allemagne pensa que c'était le moment ou jamais de secouer le joug, et que l'heure de sa délivrance avait sonné. La Prusse se déclara la première.

Ses guerriers, qui n'avaient suivi qu'à regret les Français en Russie, se trouvaient tout prêts et en état de soutenir la liberté de leur pays; d'autant plus que leur corps d'armée, faisant partie de l'extrême gauche, n'avait pas eu beaucoup à souffrir. Le général Yorck, qui connaissait les sentiments du roi aussi bien que ceux du peuple, à peine arrivé sur la frontière de Prusse, abandonna les Français et se hâta de faire demander au roi s'il devait se joindre aux Russes victorieux. Le roi, qui se trouvait encore à Berlin sous la garde d'une garnison française, se rendit aussitôt à Breslau, en Silésie; et de là, le 3 février 1813, il fit un appel à toute la jeunesse du pays pour accourir au secours de la patrie. Sa voix retentit au fond de tous les cœurs, et des milliers de jeunes gens se rangèrent sous les drapeaux. Berlin, à elle seule fournit dix mille combattants.

En même temps, il convoqua la landwehr et la landsturm (*); et alors, le 17 mars 1813, le roi Frédéric-Guillaume déclara la guerre à la France. Cette démarche n'était pas sans danger pour la Prusse; car les Français possédaient encore huit places fortes en Prusse et en Pologne, et soixante-cinq mille hommes occupaient le pays. Mais bientôt toute la Prusse fut en armes à la voix de son roi, et pour sauver la patrie, tout le monde accourut : enfants, jeunes gens, vieillards; on vit même des femmes revêtir des habillements d'hommes, afin de pouvoir offrir leurs

(*) Voyez la note page 45 du premier volume.

bras; chacun s'empressa d'apporter tout ce qu'il avait et de sacrifier toutes ses jouissances : les femmes donnèrent leurs joyaux.

Cependant Napoléon, qui avait abandonné en Russie les débris de son armée, était parti en toute hâte pour la France, et, voyageant nuit et jour sans se reposer, était arrivé à Paris, où il entra en secret dans la nuit du 18 décembre. Il avait aussitôt ordonné une levée de trois cent cinquante mille hommes, pour réparer une perte de trente mille chevaux accusée dans le vingt-neuvième bulletin qu'il avait apporté avec lui; et, quand fut publiée la déclaration de guerre de la Prusse, il ordonna une deuxième levée de cent quatre-vingt mille hommes. Le peuple français, habitué désormais à l'obéissance, envoya donc tous ses enfants sous les drapeaux; et toute l'Europe fut dans l'étonnement de voir en si peu de temps une nouvelle et si belle armée, tout équipée, passer le Rhin et s'avancer en Allemagne pour soutenir la gloire de son empereur. En même temps Napoléon, pour s'assurer une garantie de la tranquillité du pays, fit demander une garde d'honneur qui devait être composée de jeunes gens volontaires, équipés et armés à leurs propres frais. Puis, comme il avait perdu toute sa cavalerie, il fit rassembler la gendarmerie qui était répandue par toute la France et pouvait faire un corps de seize mille hommes. Pour trouver des artilleurs, il fit venir ceux qui servaient dans la marine. En outre, l'Italie lui envoyait cinquante mille hommes de troupes auxiliaires,

sans compter que la confédération rhénane fournissait aussi un contingent. Ainsi put-il faire entrer en Saxe, au mois d'avril, plusieurs centaines de mille hommes; et comme son armée grossissait toujours, il eut encore, pour cette campagne, environ cinq cent mille hommes. Aussi, aveuglé par cette apparence, il ne voulut consentir à aucune des propositions que lui fit faire l'Autriche, et l'Allemagne dut à son orgueilleuse opiniâtreté sa délivrance de tout joug français.

Premières opérations de la campagne. 1813.

Le vice-roi de Naples, le prince Eugène, à la tête de quelques débris de l'armée française et quelques nouvelles recrues, était campé sous les murs de Magdebourg, obligé de laisser libre tout le cours du fleuve. Cependant les Français auraient bien désiré conserver au moins son embouchure, avec l'importante place de Hambourg, et le général Morand s'y rendit avec les quatre mille hommes qui lui avaient servi à occuper les côtes du Mecklenbourg et de la Poméranie; mais trois audacieux chefs de bande, Tettenborn, Etzernitscheff et Dœrnberg, s'attachèrent à sa poursuite, et ne lui permirent pas de prendre pied sur la rive droite de l'Elbe. Il fut obligé de repasser le fleuve et de se replier sur Brême. Dans tout le nord de l'Allemagne, le peuple recevait avec ac-

clamation ses libérateurs partout où ils arrivaient. Le duc de Mecklenbourg-Strélitz fut le premier après le roi de Prusse à abandonner l'alliance des Français. Les citoyens de Lubeck et de Hambourg s'en réjouirent et préparèrent toutes leurs forces pour aider aussi eux-mêmes à la défense de ce précieux trésor. Dœrnberg, à la tête de quatre mille hommes, vint chercher le général Morand, qui voulait de nouveau se porter en avant, l'attaqua le 2 avril derrière les murs de Lunebourg, emporta la ville d'assaut, et tua le général lui-même. Toute sa troupe fut tuée ou prise avec douze canons. C'est par ce beau fait d'armes que le général Dœrnberg ouvrit la deuxième campagne.

Dans le même moment le vice-roi de Naples essaya de se porter tout d'un coup de Magdebourg sur Berlin avec ses trente mille hommes; pensant bien ne trouver sur son passage que des forces impuissantes; mais les généraux Wittgenstein, Bulow et York, ayant rassemblé à la hâte les troupes qu'ils avaient sous la main, vinrent fondre sur lui, le 5 avril, près de Mœkern, avec une telle fureur qu'il fut obligé de renoncer au projet de marcher sur Berlin et de se replier sur Magdebourg avec perte. Depuis lors le prince Eugène se tint tranquille sous les murs de Magdebourg, jusqu'à ce que l'empereur parût lui-même en campagne.

Dès que les nouvelles levées de France furent rassemblées sur le Rhin, Napoléon partit de Paris, et le 25 avril au soir il entra dans Erfurt. De là il se

dirigea vers la Saal, et força la cavalerie des alliés de se replier derrière ce fleuve. Les deux armées s'approchèrent, et l'on se prépara de part et d'autre à une bataille décisive.

Bataille de Lutzen et de Gross-Gœrschen. 2 mai 1813.

Quand Napoléon fut arrivé sur les bords de la Saal, il se trouva bientôt en face de l'ennemi. Alors il monta à cheval et jusqu'à la suspension d'armes qui eut lieu cinq semaines plus tard, il ne remonta pas en voiture. C'était la marque qu'il était occupé de grands travaux militaires; car alors il voulait explorer par lui-même tous les environs et toutes les positions, juger d'après la fumée des villages et des coups de canon lointains les plans de bataille de ses ennemis ou conduire lui-même des attaques. Son âme était au plus haut degré d'excitation; son regard de feu étincelait au moment de l'attaque, quand la terre tremblait des épouvantables décharges d'artillerie et des charges de cavalerie; on aurait dit que ce tapage était celui qui flattait le plus son oreille.

De l'autre côté, l'armée des alliés sous les ordres du général en chef, le comte de Wittgenstein, était déjà sur le champ de bataille, rangée dans les environs de Pégau; les généraux Blucher, York et Kleist

commandaient les Prussiens. L'empereur Alexandre et le roi Frédéric-Guillaume se trouvaient au milieu de leurs soldats.

L'armée française, après quelques escarmouches sur la Saal, se porta en avant pour aller se réunir dans les plaines de Leipzig. C'est là que Napoléon voulait livrer une grande bataille, parce qu'il était supérieur en nombre. Le 1er mai, après s'être avancé de l'autre côté de Weissenfels, il rencontra sur des hauteurs près du village de Poserna l'artillerie et la cavalerie des Russes qui voulaient lui disputer le passage. C'était le général Winzingerode qui y avait été envoyé, pour tâter les forces des Français et s'assurer si l'armée entière était en route. Le maréchal Bessière, général en chef des gardes de l'empereur, s'étant avancé avec les tirailleurs pour conduire l'attaque, y fut tué par un boulet de canon. La position fut emportée, et Napoléon continua sa route jusqu'à Lutzen; c'était le champ de bataille, où deux cents ans auparavant Gustave-Adolphe avait trouvé la mort en combattant contre Wallenstein. Il y passa lui-même la nuit; mais le matin, quand il voulut se mettre en route pour Leipzig, tout-à-coup retentit un grand feu d'artillerie derrière lui et sur le flanc droit.

Les Russes et les Prussiens avaient pénétré l'intention de l'empereur qui voulait commencer par s'emparer de Leipzig, pour les couper d'avec l'Elbe; et comme ils ne voulaient pas lui laisser faire ses manœuvres accoutumées par lesquelles il se choisissait

toujours son champ de bataille, ils vinrent tomber sur lui, le 2 mai, lorsqu'il y pensait le moins, supposant qu'ils ne pourraient être prêts à la bataille avant le lendemain. Sur le midi, ils se portèrent avec toutes leurs forces sur les villages de Gross-Gœrschen et Klein-Gœrschen, de Rhano et Kaja, dont le maréchal Ney s'était emparé. L'empereur Alexandre et le roi de Prusse se tenaient sur un hauteur derrière les rangs, d'où ils observaient les différentes chances de la bataille, et leur présence enflammait tous leurs guerriers du plus grand courage. Le terrible Blucher commença par emporter d'assaut le village de Gross-Gœrschen, et bientôt s'engagea autour des autres villages une sanglante lutte qui fut à l'avantage des alliés; ils s'emparèrent de la plupart de ces villages et forcèrent les Français de se replier en arrière. C'est à ce moment que Napoléon arriva sur le champ de bataille avec sa garde et les autres troupes qu'il ramenait avec lui; car il était déjà fort en avant sur le chemin de Leipzig. Aussitôt il les fit marcher sur les villages attaqués; lui-même il parcourait les rangs et ne craignait pas de s'exposer au feu; il savait que la perte de la bataille découragerait son armée et entraînerait la perte de l'Allemagne. Le combat recommença donc avec une nouvelle fureur dans les villages conquis; ils furent plus d'une fois pris et repris. Souvent même, comme les deux partis occupaient chacun une portion du village, on se battit à la baïonnette et avec l'épée, dans les rues, dans les jardins et les

petits sentiers. Quatre fois les alliés réunirent toutes leurs forces pour emporter ces villages ; à la fin les Français furent ébranlés et se retirèrent en désordre jusqu'à Weissenfels et Naumbourg. A cette nouvelle, rapporte un témoin oculaire, Napoléon se tournant avec un regard de fureur vers ceux qui l'entouraient, « Croyez-vous, leur demanda-t-il, que mon étoile va s'éclipser ? » Aussitôt il se ranime et prenant une de ces résolutions subites qui déconcertent tous les plans de son adversaire, il ordonne au général d'artillerie, Drouot, de rassembler sur un seul point quatre-vingts pièces d'artillerie et d'écraser les rangs ennemis par un feu effroyable. Il tenait toujours en réserve et à sa disposition, pour de pareilles coups, l'artillerie de la garde ; en même temps il fit avancer seize bataillons de la garde sur les hauteurs derrière le village de Kaja. L'artillerie, semblable à un volcan déchaîné contre l'armée, renversa tout devant elle, des rangs entiers furent emportés, les villages furent réduits en cendre, et l'on fut obligé de les abandonner. Dans le même moment les Russes furent vivement pressés sur leur flanc droit par le prince Eugène, qui arrivait de Mark-Ranstædt avec trente mille hommes de troupes fraîches.

Napoléon, impatient de voir la victoire se décider, poussait toujours en avant, protégé par le feu des soixante à quatre-vingts canons qu'il avait au centre. Alors enfin les Russes et les Prussiens furent obligés de plier, accablés d'ailleurs par la chaleur et la fatigue de la journée ; mais ils ne se retirèrent que pas à pas,

défendant tous les points qui pouvaient offrir quelque résistance, jusqu'à la nuit.

Une profonde obscurité enveloppait déjà le sanglant champ de bataille; on n'apercevait plus que la lumière des canons qu'on tirait encore par intervalle, et les flammes qui s'élevaient sur trois points des villages incendiés. Napoléon se trouvait derrière le grand carré que formaient ses gardes; quand tout-à-coup retentît le fracas d'une charge de cavalerie qui pénétra jusque dans l'intérieur. C'était l'intrépide Blucher qui avec neuf escadrons de cavalerie venait faire une dernière attaque pour en imposer à l'ennemi. Il réussit; car les Français n'osèrent pas se mettre à la poursuite et passèrent toute la nuit sous les armes, rangés en bataillons carrés. Plus de trente mille hommes de chaque côté tués ou blessés étaient restés sur le champ de bataille. Pendant ce temps-là les alliés, qui ne se trouvaient plus de force contre les Français et qui espéraient recevoir des renforts, opérèrent leur retraite sur l'Elbe par Varna et Altenbourg pour aller prendre une position plus forte près de Bautzen : les Prussiens passèrent l'Elbe à Meissen, les Russes à Dresde, et l'empereur Alexandre et le roi de Prusse quittèrent cette ville le 8 mai au matin.

Bataille de Bautzen ou de Wurschen. 20 et 21 mai 1813.

Le même jour, 8 mai, Napoléon marcha sur Dresde et dépêcha en même temps un envoyé au roi de Saxe à Prague, pour exiger de lui qu'il rentrât dans sa capitale et le menacer de traiter la Saxe comme un pays conquis, s'il s'y refusait, si Torgau ne lui était livrée et si toutes ses troupes ne venaient se joindre à son armée. Le roi n'avait d'ailleurs que deux heures pour réfléchir. Alors la crainte des menaces de l'empereur qui occupait déjà la plus grande partie de ses états, l'emporta sur toute autre considération. Le roi n'osant plus faire une alliance avec l'Autriche, comme il le désirait, se rendit à Dresde, le 12 mai. Napoléon fit une entrée magnifique, et quand il arriva aux portes de la ville, où le conseil municipal l'attendait, il leur dit en montrant le roi qui marchait à côté de lui : « Voilà votre sauveur ; car si votre roi ne s'était pas montré allié fidèle, j'aurais traité la Saxe comme une conquête ; désormais mes armées ne feront que la traverser et la protégeront contre tous ses ennemis. »

La veille, le 11, l'armée française avait passé l'Elbe sur un pont qu'on avait rétabli à la hâte. Pendant sept heures Napoléon s'y tint assis sur un banc et fit défiler devant lui toute son armée, Français, Italiens et même Allemands ; c'était pour lui le spectacle le plus agréable. Il voulait attaquer une deuxième fois l'armée des alliés qui occupait une forte position

à Bautzen et Hochkirch. Alors il fit partir le maréchal Ney et le général Lauriston de Hoyerswerda pour tourner l'ennemi par le flanc droit. Celui-ci qui s'en aperçut détacha quelques bataillons sous les ordres d'York et de Barklai de Tolly, qui s'avancèrent jusqu'à Kœnigswertha. Ils surprirent une division italienne, la mirent en fuite et s'emparèrent de leurs canons et de leurs provisions de guerre. Mais comme le reste de l'armée arrivait, n'étant plus en force, ils furent obligés de se replier sur le corps d'armée principal.

Le jour suivant, 20 mai, Napoléon passa la Sprée après un sanglant combat sur les montagnes de Bourg et près de Bautzen où il perdit beaucoup de monde, et les alliés se retirèrent sur leur quartier principal; Gleina, Kreckwitz et jusqu'aux montagnes. Les Russes formaient les deux ailes et les Prussiens étaient au centre conduits par Blucher. Bien que le mouvement de Ney leur eut fait perdre l'avantage de leur position, ils ne voulurent cependant pas se retirer sans combattre. Les plans de Napoléon étaient de faire attaquer l'aile gauche des alliés par les maréchaux Oudinot et Macdonald, pour attirer de ce côté toute leur attention; tandis que le maréchal Ney exécuterait l'ordre qu'il avait d'envelopper l'aile droite. Le 21 mai, il était à cheval de grand matin, avant le lever du soleil, et il fit donner le signal de la bataille par l'attaque de l'aile gauche des Russes commandés par le prince de Wurtemberg et le général Milloradowitsch. On combattit avec chaleur;

le feu de l'artillerie et de la mousqueterie fut très vif auprès d'une petite montagne boiseuse, d'où les Russes, qui étaient maîtres de hauteurs fort avantageuses, ne purent être débusqués. Ce ne fut que sur le midi qu'eut lieu l'attaque principale; parce que Napoléon attendait que le maréchal Ney eût pris la position qu'il lui avait indiquée. Celui-ci s'était en effet porté en avant avec le plus grand courage, avait refoulé le général russe Barklai de Tolly et conquis la hauteur du moulin de Gleina et le village de Preititz. Le moment était critique, car Preititz était presque au dos de l'armée des alliés; mais Blucher se hâta d'envoyer le général Kleist au secours et le village fut repris. Alors Napoléon s'aperçut qu'il ne suffisait pas d'attaquer de pareils hommes par le point le plus faible; il fallut faire avancer au secours de nouvelles colonnes de troupes qu'il avait tenues jusque là en réserve. A leur tête il plaça son meilleur général, le maréchal Soult, qu'il avait fait venir d'Espagne; et tandis que les Prussiens avaient dégarni leur centre pour attaquer le village, Soult se précipita sur eux et accula leur infanterie sur les hauteurs de Kreckwitz, qui étaient le point principal de leurs positions. En même temps Napoléon, comme à Lutzen, fit arriver un grand nombre de bouches d'artillerie sur un même point, qui firent un feu terrible. Il y eut beaucoup de sang répandu au pied de ces hauteurs; enfin les Français les emportèrent à la baïonnette. Alors les généraux des alliés furent obligés de songer à la retraite; et elle se fit dans le plus bel ordre, à trois

heures après midi, sans perdre ni drapeaux, ni canons et très peu de prisonniers; car les Français ne purent même pas se mettre à leur poursuite (*). Napoléon était dans le moment sur une hauteur près de Niederkuyna, monté sur un tambour de ses gardes pour observer les mouvements; aussitôt il se hâta de porter ses troupes en avant; mais la cavalerie légère des Russes et des Prussiens qui couvrait la retraite, fit la plus belle contenance, et il lui fallut se contenter d'être maître du champ de bataille.

Suspension d'armes, depuis le 4 juin jusqu'au 17 août.

L'armée des alliés se retira en Silésie et Napoléon se mit à sa poursuite avec chaleur. Mais toutes les fois que les Français s'approchaient un peu trop; ils avaient à soutenir un combat sanglant contre l'arrière-garde. Napoléon, mécontent de ce que ses généraux ne faisaient que si peu de captures sur une armée en retraite, voulut se charger lui-même de la poursuite et attaqua l'arrière-garde, le 22 mai au soir, à Reichenbach. Mais sa cavalerie fut promptement repoussée et un boulet vint écraser à côté de lui les généraux Kirgener, Labruyère et le maréchal

(*) Comme à Lutzen, faute de cavalerie; il est à remarquer que dans cette campagne et les suivantes les Français eurent beaucoup à souffrir du défaut de cette espèce d'armes. N. T.

Duroc, son plus intime ami. Napoléon sentit d'autant plus vivement cette perte qu'il avait eu peu d'amis dans sa vie; c'était peut-être le seul qui pût lui parler librement, parce qu'il avait été son camarade d'enfance.

Le 26 mai, Blucher donna ordre à Ziethen d'attendre les Français avec sa cavalerie auprès de Haynau; et au signal donné, quand le feu parut au moulin de Baudmannsdorf, il sortit de derrière ses hauteurs à la tête de trois mille hommes, enfonça les carrés français en poussant de grands hourras, les dissipa et fit trois cents prisonniers. Mais Dolfs, qui commandait cette attaque, succomba glorieusement au milieu des ennemis.

Napoléon vit bien que l'ennemi n'était point encore accablé; il demanda une suspension d'armes, et comme les alliés y étaient assez disposés, elle fut signée le 8 juin, pour six semaines. Les Français abandonnèrent Breslau qu'ils étaient sur le point de prendre, et ne retinrent qu'une partie de la Silésie; mais ils possédaient Hambourg, qu'ils durent à de fâcheuses circonstances.

Dès le commencement de mai, lorsque Napoléon entra en campagne, le maréchal Davoust était parti avec quatorze mille hommes pour faire le siége de Hambourg, qui n'avait qu'une faible garnison commandée par le général Tettenbourg. Quelque enthousiasmés que fussent les habitants pour la liberté, ils avaient besoin cependant d'une plus forte garnison; ils avaient compté sur l'assistance des Danois qui se

tenaient à Altona, et même sur celle des Suédois, que leur prince héritier avait rassemblés en Poméranie et dans le Mecklenbourg. Mais les Suédois ambitionnaient la Norwège, et en avaient même obtenu la possession de l'Angleterre et de la Russie pour prix de leurs services; alors les Danois, ne voulant pas perdre la moitié de leur territoire, passèrent du côté des Français et leur livrèrent la ville, le 30 mai, le jour même qu'ils y étaient entrés. Napoléon, irrité par sa longue résistance, exigea d'elle une très forte contribution.

Cependant il y eut de part et d'autre quelques démarches pour la paix, un congrès fut même rassemblé à Prague, et l'empereur François fut agréé comme médiateur par les trois puissances belligérantes; mais Napoléon ne voulait rien abandonner de ses conquêtes. Ainsi, bien que l'armistice eût été prolongé jusqu'au 17 août, il n'y eut aucun résultat pour la paix; mais des deux côtés on faisait de grands préparatifs et l'on rassemblait de nouvelles troupes.

Napoléon attendait impatiemment, à Dresde, la déclaration de l'Autriche; car il espérait toujours, par ses menées, l'empêcher de se prononcer contre lui; mais elle était gagnée par l'envoyé secret des alliés, le général Scharnhorst, qui, sous prétexte de faire soigner une grave blessure qu'il avait reçue à Lutzen, était venu se fixer à Prague. Ce brave guerrier, aussi habile politique que général, remplit heureusement sa mission et mourut avant la reprise des hostilités. Enfin, le 15 août, l'envoyé français

au congrès, le comte de Narbonne, arriva de Prague, et comme le moment était important, Napoléon voulut l'entretenir aussitôt avec son ministre Maret. Ils se promenaient tous trois à grands pas sur le gazon, dans le jardin du palais Markolini où résidait l'empereur; de temps en temps ils s'arrêtaient et semblaient réfléchir sérieusement, puis ils reprenaient tout d'un coup leur marche. Napoléon était au milieu des deux autres, les mains croisées derrière le dos; toute sa suite les observait de loin et tenait ses yeux fixés avec effroi sur son souverain, dont les lèvres allaient prononcer sur le sort de tant de milliers d'hommes. Tout d'un coup Napoléon s'arrêtant fit un mouvement avec la main qui montrait qu'il rejetait toutes les propositions de paix. La guerre! cria-t-on de tous côtés, et ce bruit se répandit de bouche en bouche. Napoléon, les yeux encore étincelants, traversa la salle des maréchaux, monta en voiture et partit pour la Silésie, par Bautzen et Gœrlitz.

Reprise des hostilités.

Les alliés avaient recruté tant de monde pendant l'armistice, qu'ils étaient devenus supérieurs aux Français; car les Autrichiens, en se réunissant à eux, leur avaient donné tout d'un coup deux cent mille hommes. Mais comme cette grande multitude se

trouva placée de différents côtés, ils furent obligés de se tenir sur un grand cercle pour marcher contre les Français; tandis que Napoléon, qui se tenait au centre du cercle, pouvait arriver tantôt sur un point, tantôt sur un autre, et frapper un grand coup avec la même troupe. Or, voici la position des armées :

1. Le prince royal de Suède, Bernadotte, qui amenait avec lui vingt-quatre mille hommes, eut le commandement de toute l'armée du nord, et fut chargé de défendre Berlin et la marche de Brandebourg, avec cent vingt-cinq mille hommes; car il avait sous ses ordres, outre ses propres troupes, les divisions prussiennes Bulow et Tauenzien; les divisions russes de Winzingerode et de Wallmoden. Ce dernier général fut chargé, avec vingt-cinq mille hommes, composés de russes, Anglais, Hanovriens, Mecklenbourgeois, avec la légion russe-allemande et les troupes de Lutzow, de faire tête au maréchal Davoust et aux Danois, sur les frontières du Mecklenbourg.

2. Blucher avait le commandement de l'armée de Silésie, forte de quatre-vingt-quinze mille hommes; il avait avec lui le général York, à la tête de la première division prussienne, et les divisions russes commandées par les généraux Sachen, Langeron et Saint-Priest. Mais le premier général de son corps d'armée était Gneisenau, qui mérita de plus en plus la grande réputation qu'il obtint dans l'armée.

3. Le corps d'armée principal, en Bohême,

composé en grande partie d'Autrichiens, mais renforcé d'une division prussienne commandée par Kleist, d'une division russe commandée par Witgenstein, et de la garde russe conduite par le grand prince Constantin, était sous les ordres du feld-maréchal Autrichien, le prince de Schwartzenberg, qui, a un grand courage et une grande expérience, ajoutait encore tout le calme, toute la souplesse de caractère nécessaire pour commander à une armée de différents peuples; elle était forte de deux cent trente mille hommes.

Cette position et le partage des alliés en trois armées, entraient dans un plan de campagne extrêmement habile; car quelle que fût celle que Napoléon voulût attaquer, il avait toujours les deux autres sur les flancs. Quand il quitta Dresde et la Lusace avec la plus grande partie de ses troupes pour se porter en Silésie, Blucher se retira, voulant sans doute l'attirer jusqu'à l'Oder; mais pendant ce temps-là, la grande armée des alliés s'avança sur ses derrières par le chemin de Dresde; quand il tourna à droite pour entrer en Bohême, Blucher alors se porta en avant, le poursuivit dans les passages des montagnes de Bohême, et mit Napoléon entre deux feux. Enfin quand il transporta ses forces sur la gauche contre les Suédois, le prince royal se replia, comme avait fait l'armée de Silésie, lui abandonnant à la vérité Berlin pour un moment; mais pendant ce temps-là, la grande armée de Bohême prit Dresde et Leipzig, et toutes les provisions des Français en Saxe.

Napoléon n'avait pas imaginé que les alliés pourraient avoir un plan si beau, et surtout l'exécuter avec tant de calme. Il comptait au contraire beaucoup sur les circonstances et surtout sur les fautes de ses adversaires; et ses généraux partageaient ses idées. Pleins d'une confiance aveugle dans la certitude et l'activité du coup d'œil de l'empereur, ils disaient à chaque instant : « L'ennemi fera des fautes, nous tomberons sur lui et nous l'écraserons. »

Cependant les plus sages d'entre eux avaient d'autres opinions, et ils conseillèrent avec instance à l'empereur d'abandonner sa position sur l'Elbe, qui était trop fortement menacée à droite du côté de la Bohême. Le maréchal Oudinot lui écrivait entre autres choses : « que s'il retirait toutes ses garnisons des places fortes pour les réunir à son armée, s'il se repliait ensuite sur le Rhin et mettait ses troupes les plus fatiguées dans de bons cantonnements, donnant aux autres des positions conformes à ses plans, alors il pourrait toujours dicter des conditions de paix aux alliés. » Mais un pareil langage, quoique celui de la raison et de la modération, parut une folie à cet homme puissant qui se croyait tant au-dessus des autres; et son orgueilleuse opiniâtreté entrait dans les plans de la Providence pour notre délivrance.

Pour ne pas perdre l'offensive, il voulut tomber avec toutes ses forces sur l'armée de Silésie et la battre, ainsi séparée des autres; et afin que l'armée autrichienne ne pût pendant ce temps-là venir de

Bohême inquiéter ses derrières, il avait placé le maréchal Gouvion-Saint-Cyr avec quarante mille hommes à Giesshubel, à l'entrée des passages des montagnes; en même temps le maréchal Oudinot devait marcher sur Berlin avec quatre-vingt mille hommes. Si son plan avait pu réussir, le succès était infaillible; mais l'habile et vieux général qui commandait en Silésie était sur ses gardes, et quand il s'aperçut, après plusieurs combats du 18 au 23 août, qu'il avait en tête les principales forces des Français (c'était dans les environs de Lœwenberg, sur le Bober), il refusa la bataille, et conformément au plan tracé d'avance, il se retira sur Jauer. Napoléon qui, pendant ce temps-là, reçut la nouvelle que l'armée de Schwarzenberg s'avançait sur Dresde, ne put le poursuivre, et il reprit la route de Dresde à marches forcées avec la garde et le sixième corps d'armée, le 23 août.

Combat de Gross-Beeren. 23 août.

Le même jour le prince royal de Suède attaquait les Français à Gross-Bœren, et les arrêtait dans leur marche sur Berlin. Déjà ils n'étaient plus qu'à deux milles de la ville, déjà Napoléon avait annoncé publiquement qu'Oudinot serait à Berlin le 23 août. Le général Régnier avait reçu l'ordre d'Oudinot, le 23, de prendre la route de Gross-Beeren; la route de

Berlin était ouverte et il espérait y entrer en triomphe le lendemain matin. Malheureusement, la nuit devait non seulement tromper de si belles espérances, mais jeter l'armée dans un grand danger. Tout-à-coup, le soir, avant qu'ils se missent en route, pendant une grosse averse, l'ennemi vint tomber sur eux avec fureur; les Français ne purent résister, ils s'enfuirent en désordre du village et entraînèrent tous les autres dans leur fuite, laissant leurs bagages dans les bois, dans les marais, dans les landes; la nuit les y surprit et les protégea. D'un autre côté, l'attaque du général Bertrand sur l'extrême aile gauche avait été repoussée dès le matin; alors le général français qui vit que l'ennemi était trop fort, n'osa s'engager dans une bataille générale et se retira sur l'Elbe en toute hâte. Berlin, qui était dans la plus terrible attente, rétentit alors des cris de joie et des milliers de citoyens sortirent de la ville pour venir au-devant de ses libérateurs et emporter les blessés. A peu près dans le même temps, le 27 août, le général français Gérard qui était sorti avec une partie de la garnison de Magdebourg, reçut aussi lui un échec près de Lubnitz et Hagelsberg, et fut obligé de rentrer dans la place après avoir perdu un tiers de ses soldats.

Bataille de la Katzbach. 26 août.

Napoléon, en partant pour Dresde, avait laissé en Silésie le maréchal Macdonald pour faire tête aux Prussiens et aux Russes. Mais, dès que ceux-ci s'aperçurent du départ de l'empereur, ils reprirent courage et attendirent l'ennemi sur les hauteurs de la rive gauche de la Katzbach. L'attaque eut lieu le 26 août, vers deux heures, entre Brechtelshof et Groitsch. La pluie tombait à plein temps, les chemins étaient défoncés et toutes les rivières et les ruisseaux étaient débordés et changés en torrents qui roulaient avec fracas dans les montagnes; tout le ciel était dans la plus sombre obscurité. Une partie de l'armée française, qui s'engagea dans les passages des montagnes sur la rive gauche de la Katzbach, ne pouvant être soutenue, fut forcée de se retirer en désordre; mais dans leur retraite sur Lœwenberg ayant trouvé la rivière gonflée, le pont emporté, ils furent atteints et fort maltraités par la cavalerie. On fit beaucoup de prisonniers; les canons, les bagages qui n'avaient pu être emmenés furent la proie du vainqueur. Bien plus, le détachement de Puthod qui avait été envoyé pour prendre les Russes et les Prussiens en flanc, n'ayant pu trouver un passage à Lœwenberg, fut tout entier taillé en pièces ou fait prisonnier. Toute cette armée de Macdonald fut alors dispersée et dans le plus grand désordre, et on la poursuivit sans relâche jusqu'à ce qu'elle eût évacué toute la Silésie.

Bataille de Dresde. 26 et 27 août.

Le jour même de la bataille de la Katzbach et le jour suivant, les deux armées principales combattirent aussi avec opiniâtreté devant Dresde; mais ce n'était pas encore une affaire décisive. Le prince de Schwartzenberg et les trois souverains alliés, après avoir forcé les montagnes qui séparent la Saxe de la Bohême avec la grande armée et chassé les Français de leur position à Giesshubel, étaient arrivés devant Drèsde le 25 août. La ville avait été fortifiée et pourvue d'une bonne garnison pendant l'armistice; cependant elle eût peut-être été emportée, si l'attaque avait pu se faire un jour plus tôt. Les chemins de traverse dans les montagnes étaient si impraticables, qu'il fallait souvent mettre plus de vingt chevaux pour traîner un seul canon et que les convois ne pouvaient suivre pour entretenir cette armée de cent mille hommes. Les troupes eurent donc extrêmement à souffrir de la disette. On ne put arriver avant le 25 au soir, et le 26 à 9 heures du matin Napoléon entrait dans Dresde; une partie de son armée le suivait et passait déjà sur le pont de l'Elbe. Son apparition était tout-à-fait inattendue; on le croyait encore au fond de la Silésie. Il s'entretint un moment avec le roi de Saxe et régla tout pour la défense. Déjà le grand jardin était occupé par les chasseurs prussiens qui faisaient feu à travers les bois et blessèrent un page auprès de

lui. L'attaque principale eut lieu sur les quatre heures de l'après-midi ; les alliés occupaient toutes les hauteurs de la rive gauche de l'Elbe à une lieue de distance de la ville. Sur un signal donné par trois coups de canon, ils se partagèrent en six points d'attaque avec chacun cinquante canons, descendirent des hauteurs au pas de charge et vinrent se rassembler dans la plaine. Alors commença un feu terrible contre les retranchements français, tandis que l'infanterie tentait une escalade. Quelques bataillons autrichiens emportèrent un retranchement avec huit canons, et pénétrèrent jusqu'aux murs de la ville ; mais ils étaient en trop petit nombre pour garder cette position, d'autant plus que Napoléon fit aussitôt sortir de la cavalerie et de l'infanterie au secours de sa batterie par plusieurs portes à la fois. Des deux côtés on combattit avec le plus grand courage sous les murs de la ville ; de sorte que les boulets, les obus, les grenades tombaient même souvent dans l'intérieur, et ils y tuèrent plusieurs citoyens. Cependant l'armée des alliés, qui avait à combattre des troupes bien retranchées, ne peut en venir à ses fins, et fut obligée de reprendre ses positions sur les hauteurs ; la nuit mit fin au combat.

Toute la nuit, Napoléon fit arriver à Dresde de nouvelles troupes qui passaient l'Elbe, et le lendemain matin à sept heures elles étaient placées en avant des retranchements. Il voulait forcer la grande armée des alliés à s'éloigner de sa principale place d'armes et à repasser les montagnes de Bo-

hême. L'élite de ses troupes était réunie autour de lui, et même sa garde devait prendre part à l'action, quoique habituellement il ne l'engageât que dans le moment décisif. Son but était d'occuper l'ennemi par un feu bien nourri de sa grosse artillerie en faisant mine de vouloir se porter en avant; tandis que le roi de Naples viendrait tomber sur l'aile gauche des Autrichiens par la route de Freiberg avec une nombreuse infanterie et l'élite de la cavalerie. Car comme l'armée française n'était pas serrée de près par l'armée autrichienne et qu'il y avait entre elles la vallée de Plauen, comme d'ailleurs la pluie tombait par torrent, les Français réussirent en effet à cacher leur dessein et arrivèrent jusque sur l'armée sans être aperçus. Alors la grosse cavalerie, comme un torrent qui emporte tout, se jeta sur les bataillons autrichiens, la plupart de nouvelles recrues et sans expérience, qui ne purent même se servir de leurs armes parce qu'elles étaient tout humides. Ils n'avaient donc plus qu'à choisir entre la mort et la captivité, et plus de douze mille hommes avec leur général Mezko furent faits prisonniers et amenés à Dresde.

Parmi les nombreuses victimes de cette journée était le général Moreau, qui venait d'arriver d'Amérique, où il avait été exilé par Napoléon, et avait apporté à l'empereur Alexandre toute son expérience dans la guerre pour l'aider à la délivrance de l'Allemagne et de l'Europe. Il fut tué le lendemain de son arrivée au quartier-général, à quelques pas de

l'empereur, par un boulet de canon qui lui emporta les deux jambes. Il supporta les opérations des chirurgiens qui lui amputèrent les deux jambes avec tout le sang-froid d'un guerrier qui méprise la mort; il mourut le 2 septembre à Laun en Bohême. C'était un homme juste et sévère, qui aimait la liberté de toute la force de son âme et avait mérité de devenir le libérateur de l'Europe. Mais il semble que la Providence voulût nous l'enlever dès la première campagne, afin que nous sussions bien que sans les secours de l'art et la sagesse d'un étranger nous pouvions trouver dans l'ardeur et la fermeté de notre confiance en Dieu le courage et les moyens de terminer cette guerre.

La disette où était l'armée faute de convois et l'échec qu'avait essuyé l'aile gauche, décidèrent les alliés à se retirer en Bohême, d'autant plus qu'ayant déjà la grande route de Freiberg coupée par l'armée du roi de Naples, ils apprirent que le général Vandamme arrivait en toute hâte avec une armée d'élite par Pirna pour leur couper aussi la deuxième grande route. Le dessein de Napoléon était d'anéantir cette grande armée des alliés, en la forçant de s'engager dans de mauvais chemins, des montagnes déserts et remplies de fondrières, où elle aurait été réduite à mourir de faim et de misère, ou à se rendre prisonnière; et en effet elle fut en grand danger, mais bientôt ses plans tournèrent à sa perte.

Combat de Culm. 29 et 30 août.

La présomption, l'ambition et surtout l'espérance d'obtenir le bâton de maréchal par un action d'éclat poussaient le général Vandamme témérairement en avant; il pensa cependant faire éprouver un grand échec à l'armée. Mais le 29 août, lorsqu'il atteignit la garde russe commandée par le général Ostermann à l'entrée de la vallée de Tœplitz, il trouva une résistance insurmontable; on combattit toute la journée, et bien que les Russes fussent inférieurs en nombre et qu'ils eussent perdu la moitié de leur monde dans l'espace de quelques heures, bien que leur brave commandant eût lui-même le bras emporté par un boulet de canon, ils ne lâchèrent le terrain que pas à pas et sans se débander. Ce fut une journée glorieuse pour la garde russe. Enfin le régiment de dragons autrichiens de l'archiduc Charles se joignit à eux et après les derniers efforts ils réussirent à arrêter Vandamme. Cependant il avait toujours une position fort dangereuse pour l'armée des alliés, et il fallait l'en déloger coûte que coûte. Le 30, il fut donc attaqué de nouveau par les Russes et deux divisions autrichiennes; c'était le premier jour que le soleil paraissait après huit jours d'une pluie continuelle. Vandamme s'était posté fort avantageusement sur les hauteurs de Culm et d'Arbesau et ne voulait pas abandonner sa position. Il avait son aile droite défendue par une montagne à pic, celle de Geiersberg; et par la route de Nollen-

dorf qui traversait la montagne, il attendait le secours de Marmont, Saint-Cyr et Mortier qui étaient aussi à la poursuite des alliés et à la distance de quelques heures seulement. Bientôt les rochers, les cavernes et les précipices retentissent du terrible fracas du combat qui est encore mille fois grossi par les échos. Vandamme fut inébranlable jusqu'à midi, quelques efforts qu'on fît. Mais tout d'un coup il aperçoit derrière lui, dans les hauteurs et les forêts d'où il attendait le secours, les bataillons prussiens conduits par Kleist qui descendent sur lui; ils étaient parvenus par une marche oblique aussi heureuse que hardie à travers les montagnes jusqu'au village de Nollendorf et se trouvaient en dos de l'ennemi. Leur vue fut comme un coup de foudre pour les Français, il n'y avait plus à songer à la victoire, mais seulement à leur salut, et aussitôt ils se jettent en désespérés sur les Prussiens avant qu'ils aient eu le temps de se ranger en bataille. C'est ainsi qu'une partie de la cavalerie se fraya un passage et s'échappa. Mais les Prussiens fermèrent leurs rangs et remplirent les vides, d'ailleurs les Autrichiens et les Russes avançaient de leur côté et resserrèrent Vandamme entre trois feux. Il n'échappa que ceux qui se débandèrent et se sauvèrent à travers les montagnes. Huit à dix mille hommes avec les généraux Vandamme et Haxo furent faits prisonniers, et toutes les munitions, quatre-vingt-un canons, un grand nombre de chariots, des aigles, des drapeaux tombèrent entre les mains des vainqueurs.

Napoléon fut fort mécontent de cet échec, et tout en louant le courage de son général il blâma sa témérité, en disant à ce sujet: « Quand l'ennemi s'enfuit, il faut lui faire un pont d'or ou lui opposer une barrière de fer; or Vandamme n'était pas assez fort. »

Pendant que les trois souverains de l'est de l'Europe assistaient, pour ainsi dire, aux succès de leurs armées, arrivèrent des courriers qui leur annoncèrent les victoires de Gross-Beeren et de la Katzbach; de même aussi en Espagne le maréchal Wellington avait remporté une grande victoire près de Vittoria et plusieurs autres avantages. Alors ils ordonnèrent une fête solennelle à Tœplitz pour le 3 septembre, afin de remercier Dieu du secours qu'il leur avait prêté.

Bataille de Dennewitz, le 6 septembre.

Napoléon voulant compenser les pertes qu'il avait souffertes par de plus grands avantages sur un autre point, avait appelé son plus brave général, le maréchal Ney, qu'il avait fait prince de la Moskwa, pour lui donner le commandement de l'armée qui devait conquérir Berlin, à la place d'Oudinot. Le prince royal de Suède sut adroitement l'attirer dans le piége; il fit semblant de vouloir détacher le général Wallmoden avec vingt-cinq mille hommes pour

marcher contre Davoust, et fit pour cela des préparatifs extrêmement secrets en apparence, sachant bien que les espions ne manqueraient pas d'en avertir Napoléon. En effet Ney reçut aussitôt l'ordre de quitter l'Elbe avec ses quatre-vingt mille hommes et d'attaquer partout où il rencontrerait l'ennemi; parce qu'on croyait déjà les vingt-cinq mille hommes en marche sur le Mecklenbourg. Le maréchal réussit cependant à tromper le prince royal sur ses véritables intentions par des marches obliques; et le 6 septembre, il tomba tout à coup avec toutes ses forces sur les Prussiens, commandés par Bulow et Tauenzien, à Dennewitz près Juterbogk. Ce fut une journée terrible pour les Prussiens, qui n'avaient que quarante mille hommes et eurent à soutenir les plus vigoureuses attaques des ennemis pendant toute la journée, jusqu'à ce que les Russes et les Suédois arrivassent. Les généraux français firent les plus grands efforts pour décider la victoire en leur faveur; le maréchal Ney s'exposa tellement au feu que la moitié de sa suite fut tuée à ses côtés; Oudinot lui-même attaqua le corps de Tauenzien à la tête de ses troupes, et Régnier resta long-temps à combattre au milieu même des bataillons ennemis, comme s'il eût cherché la mort. Mais le courage des Prussiens fut inébranlable, bien qu'ils eussent perdu le tiers de leurs combattants; et le soir, quand les cinquante bataillons suédois et russes avec six mille hommes de cavalerie et cent vingt pièces d'artillerie se montrèrent, dès les premières charges de cavalerie et les

premières salves de l'artillerie légère, les Français prirent aussitôt la fuite ; mais la cavalerie, qui se mit à leur poursuite, ne leur laissa point de relâche. Ils perdirent un grand nombre de soldats, quatre-vingts canons et toute espèce de trophées, depuis le jour de la bataille jusqu'à leur arrivée sur l'Elbe.

Après des revers si multipliés dans ses généraux, Napoléon n'avait plus de plans d'attaque à faire, et s'il avait pu entendre la voix de la raison et de la modération, il aurait aussitôt compris qu'il ne pouvait défendre plus long-temps la Saxe. Mais la présomption, la colère, le désir de la vengeance qui remplissaient son cœur, obscurcissaient son esprit; et semblable à un joueur, qui dans son désespoir met toute sa fortune sur un coup de dé, Napoléon voulut tout perdre ou tout gagner et ne pas quitter la place.

Tout le mois de septembre fut donc passé en allées et venues de Dresde en Lusace, ou vers les montagnes de Bohême, soit pour frapper un grand coup sur l'armée de Silésie, soit pour contenir la grande armée derrière les montagnes. Mais partout les alliés se gardaient bien de combattre dans un lieu désavantageux, et ils s'arrêtaient toujours en telles positions que Napoléon n'osait les forcer ; cependant toutes ces évolutions fatiguaient, aigrissaient, accablaient ses troupes.

Ainsi, quand le 4 septembre il se mit en marche sur Bautzen contre Blucher, celui-ci se hâta de repasser la Neiss, et Napoléon fut obligé de revenir

sur Dresde, parce que déjà Wittgenstein s'était avancé jusqu'à Pirna. A l'arrivée de Napoléon, les troupes sorties de la Bohême se retirent lentement vers les montagnes, et quand il les atteignit le 12 cent cinquante mille hommes l'attendaient dans une forte position à Culm. Alors il revint, et le 13 il était à Dresde. Ensuite on crut qu'il allait marcher encore une fois contre Blucher qui menaçait l'Elbe de plus en plus. Mais le 15 il repartit pour la Bohême, et dans sa mauvaise humeur, voulant se faire un passage pour aller à Tœplitz, il attaqua les alliés dans une étroite vallée, près de Nollendorf. Ainsi ces montagnes retentirent encore une fois des fracas de l'artillerie; mais Napoléon ne put forcer le passage, et le général autrichien Kolloredo lui prit même quelques canons et quelques prisonniers. — De là il se porta sur Blucher qui prit une forte position sur la Sprée, et le 22 Napoléon rentrait à Dresde.

C'était un jeu sans résultat qu'il faisait et fort désavantageux pour lui; de plus, la disette se faisait sentir tous les jours plus vivement. Il était presque enfermé de tous côtés; il ne lui restait plus qu'une étroite lisière pour ses communications par Leipzig avec la France. Encore était-elle souvent inquiétée par des chefs de partisans : c'était le général autrichien Mensdorf, qui plus d'une fois vint aux portes de Leipzig; le général Thielman qui avait quitté le service de Saxe et avait consacré son bras à la cause des Allemands; c'était Czernicheff, avec ses Cosaques, qui pénétra jusqu'à Cassel, chassa la reine

de Westphalie de sa capitale et revint chargé de butin.

Ainsi la route n'était pas sûre et Napoléon ne pouvait envoyer de courriers ni en recevoir. Voulant cependant assurer ses communications, il donna l'ordre au général Lefèbvre-Desnouettes d'aller avec huit mille hommes d'infanterie et la cavalerie de la garde chasser toutes ces bandes insolentes. Mais il fut battu à Zeitz, le 28 septembre, par les généraux Hettman, Platow et Thielman, et il n'osa plus ensuite se montrer en face avec eux.

Combat de Wartenbourg, le 3 octobre.

Quelque glorieux que fussent ces événements pour les armes allemandes, et quelques pertes qu'ils causassent insensiblement à l'armée française, ils n'étaient cependant pas assez décisifs; et la malheureuse Saxe avait horriblement à souffrir de la présence de si grandes armées.

Blucher, qui portait encore malgré son âge toute la fougue de la jeunesse, ne pouvait souffrir une si longue incertitude, et il résolut d'aller donner la main à l'armée du nord, qui avait déjà jeté un pont à Dessau et fait plusieurs tentatives. Tout d'un coup par une contre-marche rapide aussi téméraire qu'inattendue, il arriva à Jessen sur l'Elbe pendant qu'on le croyait à Bautzen; et tandis que la musique amu-

sait l'ennemi dans son camp, il jetait deux ponts sur l'Elbe pendant la nuit, et le lendemain l'armée de Silésie se trouvait sur la rive gauche. — L'entreprise n'était pas sans danger, d'autant plus que le général Bertrand se trouvait dans le pays avec une armée de vingt mille hommes et dans une forte position, à Wartenbourg. A peine eut-il le temps de se ranger en bataille, ne s'attendant point à une attaque, de même que les Prussiens ne croyaient pas rencontrer une armée française si importante. Cependant York, sans hésiter, attaqua aussitôt les avant-postes qui étaient fortement retranchés derrière les chaussées de l'Elbe ; le combat fut extrêmement sanglant, parce que l'intervalle entre les chaussées et l'Elbe n'était qu'un marais fangeux. Cependant les Français furent obligés de céder après avoir perdu environ mille prisonniers et treize canons; mais les Prussiens avaient aussi extrêmement souffert et surtout les régiments de la landvehr de Silésie, commandés par le général de brigade Horn, qui se distinguèrent particulièrement. York reçut plus tard du roi le nom de York de Wartenbourg.

Blucher marcha de là sur Duben et se réunit à l'armée du nord qui était elle-même arrivée à Dessau sur l'Elbe. — Dans le même moment la grande armée, quittant la Bohême, laissa Napoléon sur sa droite dans Dresde pour traverser les passages du Ertz et arriver dans les grandes plaines de la Saxe. Le 5 octobre, cette armée avait établi son quartier-général à Marienberg.

Préliminaires de la bataille de Leipzig.

Napoléon ne pouvait pas rester plus long-temps dans Dresde ; les grandes armées des confédérés menaçaient de se donner la main sur ses derrières et de lui couper le chemin de la France. Il se mit donc en marche le 7 octobre et le roi de Saxe l'accompagna. Il laissa dans Dresde un corps d'armée de vingt-huit mille hommes sous les ordres du maréchal Gouvion-Saint-Cyr, et cette circonstance témoigne assez qu'il n'était pas encore décidé à quitter l'Elbe. Sa confiance en son ancienne fortune était si grande, il avait un tel mépris pour ses ennemis, qu'il se félicitait de les voir se réunir tous dans la plaine de Leipzig ; parce qu'il pensait pouvoir se promener au milieu d'eux comme la foudre, les découvrir, frapper à droite et à gauche, les écraser, les anéantir et revenir en triomphe à Dresde.

Le premier coup qu'il voulut frapper était sur l'armée de Silésie. Si Blucher se laissait atteindre, il voulait l'écraser par une grande supériorité de forces ; si ce général, craignant pour lui et pour Berlin qui restait presque sans défense, se retirait sur l'Elbe à son approche, alors il se jeterait sur la grande armée de Bohême. Mais quel fut son étonnement quand il arriva le 10 octobre à Duben, de ne pas trouver le général prussien et d'apprendre qu'au lieu de se retirer sur l'Elbe il s'était mis derrière la Saal, en position de se joindre aussitôt à

l'armée de Bohême quand elle arriverait dans les environs de Leipzig! Alors il ne lui restait rien autre chose à faire que de se retirer lui-même sur Leipzig et d'y rassembler toutes ses forces. Mais avant que toutes ses troupes pussent se réunir il passa quatre jours d'ennui à Duben, petite ville de Saxe. C'était un vrai supplice pour Napoléon que de ne pouvoir pas conduire la guerre et d'être obligé d'attendre le parti que prendraient les alliés. De sorte que pendant ces quatre jours on le voyait, lui si actif et si occupé, assis comme un désœuvré à une grande table, avec une main de papier blanc sur lequel il peignait de gros caractères de lettres, tout abîmé dans ses pensées.

Déjà toutes les troupes françaises étaient à Leipzig, et le maréchal Augereau arriva le dernier, les 12 et 13 octobre, venant de Naumberg avec quinze mille hommes de vieilles troupes, particulièrement de la cavalerie qu'il amenait d'Espagne, sur lesquelles Napoléon comptait beaucoup, et il entra lui-même à Leipzig le 14 octobre, sur le midi. La plus grande partie de son armée était campée près de Wachau, à une lieue et demie sud-est de la ville, et attendait là l'armée principale des alliés que conduisait le prince de Schwartzenberg, qui ne se fit pas long-temps attendre. Déjà sa cavalerie était en état de faire tête et elle fit sentir le même jour sa présence aux Français, près de Liebertwolkwitz. Le roi Murat s'était mis à la tête de six escadrons de vieille cavalerie qui venaient d'arriver d'Espagne et voulait

rappeler aux alliés le souvenir de la valeur de la cavalerie française ; mais ils eurent affaire à une autre troupe aussi solide. Les escadrons russes, autrichiens, prussiens, se précipitèrent sur eux avec tant de fureur qu'ils les mirent en désordre ; et Murat lui-même y courut le plus grand danger d'être fait prisonnier. Car un officier qui le poursuivait lui criait déjà : Arrête! arrête! quand cet officier fut tué par un domestique du roi.

D'après une liste qui a été prise, l'armée française comptait encore deux cent huit mille hommes de trois cent cinquante mille; les autres avaient été moissonnés dans les combats précédents. Et si l'on retranche de ce nombre les vingt-huit mille hommes qui avaient été laissés à Dresde, il reste cent quatre-vingt mille hommes qui combattirent à Leipzig. Napoléon rangea cette armée en cercle autour de la ville; car la bataille était inévitable. C'était encore alors une belle et puissante armée; les plus lâches avaient déserté dans les mois précédents; les plus faibles avaient été emportés par la fatigue des marches, le froid des nuits, par la pluie, le froid, le vent, la faim et par les maladies. Ce qui restait était l'élite, des soldats robustes qui ne reculaient devant aucuns dangers, et qui alors attaqués de toutes parts par des ennemis en fureur, savaient bien qu'il n'y avait de salut pour eux que dans leur valeur. C'étaient d'ailleurs des hommes si pleins de confiance en leur maître, qu'ils se croyaient encore sûrs de la victoire toutes les fois qu'ils se trouvaient réunis

autour de lui. Pour celui en effet qui aurait considéré ce terrible mouvement de troupes, ces rangs agités qui dans ce jour traversaient Leipzig, chargés d'armes brillantes, il y avait bien plus d'une raison de trembler pour la délivrance de l'Allemagne; aussi, malheureusement, ce ne fut que par beaucoup de sang répandu, après avoir sacrifié la fleur de leur jeunesse, que les vaillantes armées allemandes et russes purent obtenir le grand but qu'elles se proposaient.

Napoléon chercha tous les moyens d'enflammer encore davantage ses guerriers. Il nomma des généraux, proposa des avancements, distribua des croix, des marques d'honneur et donna des aigles à plusieurs régiments. C'était une grande fête militaire dans tout le camp français, comme toujours la veille des grandes occasions. Ces guerriers ensuite s'exposaient aux plus grands dangers pour se rendre dignes des distinctions qu'ils avaient reçues.

De son côté Schwarzenberg, général en chef de l'armée des alliés, ne négligea pas d'encourager ses troupes en leur montrant que c'était le moment décisif et qu'il s'agissait pour eux de la liberté et de la délivrance de leur pays.

Bataille de Leipzig. 16, 18 et 19 octobre.

L'armée française n'était pas si bien assiégée dans Leipzig qu'elle ne défendît les approches à environ

une lieue et demie de tous côtés, si ce n'est que vers l'ouest, sur le point de Lindenau, par où Napoléon ne s'attendait à aucune attaque sérieuse, le général Bertrand n'était qu'à une demi-lieue de la ville avec le quatrième corps d'armée.

Le 15, dans la nuit, le prince de Schwarzenberg fit partir trois fusées blanches, afin qu'elles ressortissent d'autant mieux dans l'obscurité, pour donner le signal convenu à l'armée de Silésie, de l'autre côté de Leipzig ; et bientôt après on en vit briller au nord quatre rouges pour servir de réponse, et alors tous les cœurs tressaillirent de joie à cette reconnaissance.

La matinée du 16 était extrêmement désagréable et nébuleuse ; mais, sur les neuf heures, après que le signal eût été donné par trois coups de canon, quand toute l'artillerie fit retentir ses tonnerres et briller ses éclairs, alors les nuages se dissipèrent, le ciel devint serein, et toute la journée le soleil brilla sur le sanglant champ de bataille : le feu de l'artillerie était si terrible, que, à la lettre, la terre en tremblait, et que les plus vieux guerriers assuraient qu'ils n'avaient encore jamais entendu un si effroyable fracas ; car il y avait bien six cents bouches à feu du côté des Français, et huit cents ou mille du côté des alliés. Dans Leipzig, qui était le point central de tout ce tumulte, on entendait le bruissement des armées les unes contre les autres, et de ses tours on voyait le feu et la fumée de tous côtés : cependant, le premier jour, les lignes de bataille étaient encore à distance de la ville.

La bataille se livrait sur trois points principaux, mais l'engagement le plus sérieux était au sud-est de la ville, près de Markkleeberg, Wachau et Liebertwolkwitz où combattait la grande armée des alliés; ensuite à l'ouest, près de Lindenau, entre Bertrand et le général autrichien Giulay; et enfin, au nord, vers Mœckern et Liendenthal, entre Blucher et le maréchal Marmont; de ce côté ce fut une bataille particulière qu'on appela la bataille de Mœckern.

Le prince de Schwarzenberg avait placé sur l'extrémité de son aile gauche, de l'autre côté de la Pleiss, le général Meerveldt qui devait attaquer en flanc l'aile droite des Français. Là, se trouvait le prince Poniatowsky avec ses Polonais, qui comme d'habitude combattirent avec le plus grand courage; au centre étaient les Russes et les Prussiens, commandés par Wittgenstein et Clarck; à l'aile droite les Autrichiens commandés par Klenau. Toutes ces armées s'avancèrent dès le matin pour l'attaque.

Le général Kleist se dirigea sur la gauche vers Markkleeberg, le prince de Wurtemberg pénétra jusque au centre dans Wachau avec les Russes et les Prussiens. Les Autrichiens sous Klenau s'emparèrent sur la droite de Kolmberg, près de Liebertwolkwitz. Tous les rangs français reculèrent donc, et Napoléon se trouva si près des feux ennemis avec sa garde que plusieurs personnes de sa suite furent tuées par des boulets; mais Napoléon n'était pas homme à abandonner la victoire pour un premier assaut. Au mi-

lieu de tout le tumulte de la bataille, tout en considérant de tous côtés ce qui se passait autour de lui, il avait préparé deux redoutables colonnes d'attaque à droite et à gauche de Wachau, avec l'élite de son infanterie, de sa cavalerie et de son artillerie; et quand il jugea le moment favorable, sur le midi il lança ces terribles guerriers. Cette attaque, qu'il avait lui-même préparée, faite sous ses yeux, fut si impétueuse que les alliés furent obligés d'abandonner les villages qu'ils occupaient et de se retirer dans les lignes d'où ils étaient partis le matin. Les Français s'emparèrent même de plusieurs hauteurs de l'autre coté du village, emportèrent la bergerie d'Auenhain, s'avancèrent jusqu'au village de Gulden-Gossa et conquirent sur l'extrémité de l'aile droite des alliés les hauteurs appelées les Retranchements suédois, qui dominaient au loin tout le pays. La victoire semblait vouloir se déclarer pour Napoléon, déjà l'aile droite et l'aile gauche étaient presque séparées de leur centre, et à trois heures Napoléon envoya à Leipzig un courrier annoncer sa victoire au roi de Saxe et faire sonner toutes les cloches. Ce devait être un son bien sinistre pour les cœurs allemands renfermés dans l'enceinte de la ville! mais bientôt ils purent reprendre courage; car la canonnade ne discontinuait pas, le bruit ne s'éloignait pas davantage et semblait même se rapprocher en certains endroits.

Les officiers du prince de Schwarzenberg qui reconnurent du clocher de l'église de Gautsch, d'où

ils considéraient tout le champ de bataille, le véritable danger de leur armée, le peignirent au général qui sentit que c'était un moment décisif. Il était important de ne laisser aucun avantage à un ennemi contre qui toute l'Europe s'était déclarée, quand toutes les armées étaient en présence. Alors, il fit avancer la réserve autrichienne sous les ordres du prince héritier de Hesse-Hombourg. Les cuirassiers d'Albert et de Lorraine, de François, de Ferdinand et de Sommariva s'avancèrent à travers des chemins difficiles, traversèrent la Pleiss et se jetèrent sur les bataillons français qui s'étaient enfoncés à droite de Wachau et les forcèrent de reculer; et la communication de l'aile gauche avec le centre fut rétablie. Ainsi le brave Kleist, qui avait si vaillamment défendu Markkleeberg contre tous les efforts des Français, se vit alors délivré par les Autrichiens sur les cinq heures, et il put prendre enfin un moment de repos, après une si sanglante mêlée. De l'autre côté, la colonne de gauche de Napoléon, avec l'impétueux Murat en tête, était déjà arrivée jusqu'à Gulden-Gossa, et faisait les derniers efforts pour s'emparer de ce village. Si en effet ils avaient pu y réussir, l'armée des alliés était rompue et rejetée dans les marais de la vallée de Gosel. Déjà leur bataillons sont au milieu du village; déjà les cuirassiers français, dans une attaque impétueuse, ont emporté une batterie de vingt-six canons et écrasé sa garde; ils ne sont plus éloignés que de quelques centaines de pas de la colline sur laquelle les monarques de Prusse

et de Russie observaient le combat; l'étang de Gossa est entre eux; alors l'empereur Alexandre donne l'ordre d'attaquer aux cosaques du Don de sa garde, commandés par le comte Olow-Denissow; ils se jettent sur les escadrons ennemis la lance en arrêt avec des cris de joie. Ceux-ci ne peuvent soutenir un choc si impétueux; ils sont rompus, et presque toute l'artillerie perdue est reprise. Le général français qui commandait cette cavalerie, le meilleur de tous les commandants de cavalerie de Napoléon, le brave Latour-Maubourg, eut la cuisse écrasée dans une charge.

Le danger était passé, l'ennemi avait perdu ses avantages. Cependant il était cinq heures et le jour finissait, quand Murat tenta une dernière attaque contre Gulden-Gossa. Alors la terrible artillerie encore une fois ébranla la terre, et les habitants de Gossa, renfermés dans les caves voûtées du château, crurent, à cet horrible fracas, que la terre s'ouvrait sous leurs pas. Mais l'attaque fut valeureusement soutenue par le prince de Wurtemberg à la tête des grenadiers russes, et par les Prussiens conduits par Pirch et Jagow; ce fut de ce côté le dernier effort de cette journée. Les Autrichiens avaient aussi réussi à reprendre la bergerie d'Auenhain. Alors la nuit survint et mit fin au combat.

Ainsi, après dix heures d'une lutte sanglante, les armées se trouvaient sur ce côté à peu près dans les mêmes positions que le matin; si ce n'est que les Français conservaient en leur puissance les retran-

chements suédois, tandis que les Autrichiens et les Prussiens, dans un autre point, occupaient la moitié du village de Markkleeberg.

Le plan des alliés avait un grand but qu'ils ne purent réaliser, puisqu'au contraire l'avantage de cette sanglante journée resta plutôt à Napoléon : c'était de lui couper la retraite sur la Saal. Une division autrichienne avait été envoyée d'avance à Weissenfels, le général Giulay devait s'emparer de Lindenau, et le général Meerveldt, avec l'aile gauche, s'avancer sur la Pleiss et marcher contre Leipzig. Si tout avait réussi, et si, en même temps, Blucher se fût porté en avant sur le nord-ouest, l'armée française eût été coupée et perdue; mais Giulay combattit inutilement toute la journée, devant Lindenau, contre le général Bertrand. Le retranchement fut à la vérité un moment en son pouvoir, mais bientôt repris par les Français, et les Autrichiens furent obligés de se retirer. Le général Meerveldt était encore plus malheureux ; il fit de nombreux efforts pour pénétrer de l'autre côté de la Pleiss et déloger les Polonais de Dœlitz, Lœsnig et Connewitz ; mais les marais et l'opiniâtreté de l'ennemi arrêtèrent toutes ses tentatives, et quand enfin vers cinq heures du soir il parvint à s'emparer de Dœlitz, arriva tout d'un coup une partie de la garde que Napoléon envoyait au secours des Polonais. Les Autrichiens, pressés de tous côtés, furent accablés, et leur valeureux commandant fut lui-même fait prisonnier, ayant perdu son cheval tué sous lui au moment d'une charge. C'était une

bonne fortune pour Napoléon, et il résolut dès le lendemain de se servir du général Meerweldt pour tâcher de séparer l'empereur François des autres alliés.

Mais Napoléon perdit à Mœckern, contre Blucher, trois fois la valeur des avantages du combat de Lindenau et de la prise du général Meerveldt; car au moment même qu'il faisait annoncer sa victoire à Leipzig, que toutes les cloches retentissaient et donnaient un nouveau courage à ses guerriers par leurs sons trompeurs, Blucher renversait ses espérances trop précipitées; il ne l'attendait pas si promptement sur le champ de bataille, quelque rapide qu'il connût ce vieux guerrier. Il arriva sur les midi, et fit aussitôt attaquer Mœkern et le maréchal Marmont par toutes les forces d'York, et Gross-Wiederitsch et Klein-Wiederitsch par Langeron; puis comme les deux points étaient trop distants l'un de l'autre, Sacken se plaça au milieu pour servir de réserve et porter du secours à droite et à gauche.

Un grand souvenir se rattachait à ce champ de bataille, c'était celui où Gustave-Adolphe avait battu Tilly, le destructeur de Magdebourg.

Les Prussiens eurent à soutenir la plus opiniâtre lutte dans Mœckern et aux environs; le maréchal y avait réuni ses meilleures troupes et cinquante pièces d'artillerie, qui faisaient un ravage effrayant dans leurs rangs. Trois fois ils s'étaient emparés du village, et trois fois ils l'avaient perdu. Une foule de braves guerriers, et surtout parmi les chefs, avaient suc-

combé et arrosé le champ de bataille de leur sang. Ce fut le jour le plus meurtrier de la guerre pour l'armée d'York.

Mais elle ne chancela pas, et toujours de nouveaux bataillons accouraient sur le village qui était tout en feu, sans songer à la mort que lançaient les terribles bouches à feu de l'ennemi, qui déjà avaient couvert le champ de bataille de sang et l'avaient jonché de cadavres. Cependant tous avaient été écrasés et il ne restait plus que la brigade de réserve du général Horn. C'est alors que Blucher donna l'ordre au général Sacken de marcher au secours sur Mœckern; mais la distance était trop grande, et York vit bien que avec la fureur des combattants il lui fallait chercher son salut dans ses propres forces et obtenir un succès avant l'arrivée des secours. Alors il dépêcha un aide-de-camp au général Horn qui était dans la plaine pour lui représenter le danger qui le presse. « Eh bien! répond Horn, nous allons faire un hourra. » Alors il fait avancer son infanterie au pas de course, en poussant de grands cris, sur l'infanterie ennemie et se jette sur les batteries à gauche du village; avant qu'elles aient pu faire trois décharges elles étaient emportées et l'ennemi était obligé de plier. Plusieurs caissons de poudre que les Prussiens firent sauter au milieu de leur rangs achevèrent de mettre le désordre; les marins de la garde furent eux-mêmes vivement assaillis, et malgré toute leur opiniâtreté, ils ne purent soutenir cette attaque; d'autant plus que les hussards de Mecklenbourg, qui

se jetèrent sur les carrés, les enfoncèrent et les culbutèrent : presque tous ces guerriers se firent tuer dans leurs rangs. Rien alors ne pouvait plus les arrêter, et ils poursuivirent les Français jusque de l'autre côté de la Partha. Langeron de son côté, à la tête des Russes, avait combattu avec non moins de courage et emporté les villages de Gross- et Klein-Wiederitsch avec treize canons. De sorte que Marmont se trouva le soir sur la rive gauche de la Partha, non loin de Leipzig (*).

Alors tout le vacarme de la bataille était tombé, et les épouvantables bouches à feu se reposaient. A leur place, dans mille endroits à une grande distance autour de Leipzig, on voyait de grands incendies et de petits feux élever leurs flammes à travers l'obscurité de la nuit. Huit villages et petites villes étaient en proie à l'incendie : Eutritsch, Lindenau, Markkleeberg, Dœlitz, Lieberwolkwitz, Seiffershain, Krœbern et Wachau; dans l'intervalle brillaient une infinité de feux de camps des grandes armées qui se trouvaient réunies sur un espace de quelques lieues. Des milliers de guerriers gisaient sans vie sur le champ de bataille; des milliers combattaient encore avec les angoisses de la

(*) Le maréchal Ney avait mis une partie de son corps d'armée à la disposition de l'empereur contre Schwarzenberg, et n'avait que 25,000 hommes à opposer à Blucher qui en avait 60,000. D'ailleurs Marmont fut blessé et cet accident contribua encore au désordre. (Labaume, *Hist. de la Chute de Napoléon*, p. 388.) N. T.

mort, qu'ils appelaient pour finir leurs souffrances. C'était l'œuvre d'un seul homme, de cette âme de fer, insensible aux douleurs de l'humanité, qui alors encore préparait de nouvelles victimes !

---

17 octobre.

Le jour suivant Napoléon eut recours à tous les moyens de l'art pour diviser les alliés et obtenir une suspension d'armes, pendant laquelle il pourrait sortir de sa mauvaise position. Mais les propositions qu'il fit faire à l'empereur François, par l'entremise du comte Meerfeldt, ne furent point écoutées ; parce que l'on connaissait l'opiniâtreté de son caractère, qui ne cherchait alors qu'à gagner du temps. S'il n'avait eu, comme il le déclarait, que l'intention d'épargner le sang humain, il devait partir le 17 pour faire cette même retraite qu'il fut obligé de faire deux jours plus tard, après avoir perdu cinquante mille hommes de plus. Il aurait dû d'ailleurs s'apercevoir dans les combats du 16 qu'il ne pourrait jamais battre les vaillantes armées des alliés Il n'avait plus de renforts à attendre, tout ce qu'il avait était réuni autour de lui ; les alliés au contraire avaient de très fortes réserves. Le prince royal de Suède arriva pendant la nuit, chassant devant lui le général Régnier, dont le corps d'armée était composé pour la majeure partie de Saxons,

qui trahirent leurs alliés. Benningsen arriva le matin avec une nouvelle armée russe, et Kolloredo à midi avec une division autrichienne. Cependant Napoléon ne pouvait se décider à quitter le champ de bataille tant qu'il y aurait une lueur d'espérance; et s'il eût donc encore montré alors cette ancienne activité qui lui avait si souvent donné la victoire! Car, puisqu'il avait toutes ses forces réunies, il devait aussitôt attaquer les alliés qui allaient recevoir des renforts le lendemain à différentes heures. Au lieu de cela, il perdit tout le jour en de vaines négociations, croyant encore à la puissance de sa parole. Mais l'Europe avait changé; ses souverains étaient animés d'une noble et grande confiance et les peuples étaient tous également enthousiasmés pour l'honneur et la liberté.

Le 17, il n'y eut que du côté de Blucher qu'eut lieu un court engagement. Pour resserrer encore davantage les Français dans Leipzig, il fit attaquer la cavalerie du duc de Padoue, beau-frère de Napoléon, qui était campée à peu de distance de Leipzig, du côté de la porte de Halle, par deux régiments russes, les hussards et les Cosaques. Cette cavalerie voyant la lutte inutile, se retira aussitôt vers la ville derrière l'infanterie; mais les Russes la poursuivirent jusqu'aux portes, lui tuèrent du monde et prirent cinq canons. L'infanterie française étonnée se retourna et fit feu sur eux; alors ils se retirèrent tranquillement emmenant leurs canons et leurs prisonniers et rentrèrent dans leurs positions.

18 octobre.

Benningsen et Kolloredo étaient arrivés à la grande armée le 17 au soir, et le prince royal de Suède entrait au même moment à Breitenfeld, une lieue et demie de Leipzig. Le grand réseau qui enveloppait Leipzig devenait donc de plus en plus rempli au nord, à l'est et au sud; il n'y avait d'issue pour les Français que du côté de l'ouest par Lindenau, pour gagner la Saal, et de là les bords du Rhin.

Enfin se leva le grand jour dans lequel la couronne du grand conquérant devait être brisée. L'Europe entière se tenait en armes pour combattre une partie contre l'autre. Depuis ses extrémités les plus reculées, par où elle touche l'Asie, jusqu'au mers de l'Atlantique, de la Méditerranée et de la mer Glaciale, de tous côtés elle avait envoyé des guerriers à Leipzig.

L'arc de cercle que Napoléon avait tracé autour de Leipzig devait donc être attaqué de trois côtés: au nord par le prince royal de Suède et l'armée de Silésie; à l'est par Benningsen qui avait sous son commandement, avec les Russes, les Autrichiens de Klenau et une division prussienne conduite par Ziethen; au sud, où devait être l'attaque principale, parce que c'était là aussi le point le plus fort de Napoléon. Le général en chef divisa son armée en deux grands corps, dont le premier composé des

Russes et des Prussiens, conduits par Wittgenstein et Kleist, devait attaquer le point central des Français, et le deuxième composé de l'élite de l'armée autrichienne, sous la conduite du prince royal de Hesse-Hombourg, devait déloger le prince Poniatowsky de la Pleiss où il s'était maintenu avec tant d'opiniâtreté, et le forcer de se replier sur Leipzig.

Napoléon de son côté avait rétréci son cercle, afin d'avoir plus de solidité. Il avait abandonné les villages de Wachau et Lieberwolkwitz, autour desquels tant de sang avait coulé le 16, et pris Probstheyda pour point central; il se tenait lui-même avec sa garde entre ce village et l'aile droite sur la Pleiss. Il avait pris pour sa position une petite élévation sur laquelle était un moulin percé de tous côtés et à moitié en ruines. C'est là qu'il commença la journée et il y était encore quand elle finit.

A huit heures sonnant, le combat s'engagea; le prince héritier de Hesse-Hombourg s'avança sur la Pleiss, vis-à-vis Dœlitz, et attaqua ce village. Les Polonais et les Français, sous le prince Poniatowsky, se défendirent comme des gens réduits au désespoir, et la lutte fut opiniâtre et sanglante. Plusieurs fois les Autrichiens furent repoussés, leur vaillant commandant fut lui-même atteint de deux blessures, et Kolloredo prit le commandement en chef à sa place. Enfin, secondé par Bianki, il réussit à s'emparer de Dœlitz, de Dœsen et des hauteurs de la rive droite et à s'y maintenir tout le jour, malgré Oudinot et la garde qui arrivèrent au secours des Polonais.

A leur droite, les Russes et les Prussiens avaient aussi obtenu des succès et poussé les Français toujours combattant jusqu'auprès de Probstheyda, où ils se trouvaient à midi, en face de Napoléon. Là eut lieu la lutte la plus acharnée, parce qu'à sa conservation était attaché le salut de l'armée. Napoléon y avait réuni de nombreux bataillons de toutes armes, y avait élevé de nombreux retranchements, et lui-même se tenait là avec sa garde pour porter du secours au premier moment. Presque tous les jardins du village étaient entourés de murs en terre grasse, les Français s'en servaient comme de rempart, et creusant des meurtrières, ils se postaient derrière; de sorte que chaque maison était presque devenue une citadelle. Cependant les divisions prussiennes sous le prince Auguste et Pirch, pénétrèrent un moment dans le village, après une attaque héroïque; mais elles ne purent s'y maintenir. Ayant une deuxième fois reformé leurs rangs devant le village pour faire une nouvelle attaque, ils n'eurent pas plus de succès. De nouveaux bataillons russes essayèrent encore de recommencer cette sanglante entreprise, et ne purent jamais s'emparer du village. Le carnage avait été si effroyable, que les morts obstruaient le passage. Combien de jeunes gens y ont sacrifié à notre liberté les premiers moments de leur vie, et combien est équitable et belle la pensée de ceux qui, en mémoire de cette grande lutte, ont élevé une croix dans cet endroit à Probstheyda! Les trois monarques alliés se tenaient sur une hauteur voisine, et étaient

témoins des efforts surhumains de leurs troupes. A cinq heures, ils donnèrent l'ordre de céder et d'épargner leurs guerriers; car déjà la victoire s'était assez prononcée sur d'autres points, et à dix heures du matin Napoléon avait déjà donné l'ordre au général Bertrand de se retirer sur la Saal avec ses troupes; c'était une preuve certaine qu'il voulait opérer sa retraite.

Tels étaient les événements au sud de l'ordre de bataille; à l'est le général Benningsen attaqua le maréchal Macdonald chargé de défendre les lignes françaises sur ce point. Le maréchal se défendit avec le plus grand courage, particulièrement dans Holzhausen qui fut plusieurs fois pris et repris. Cependant, sur les deux heures de l'après-midi les Autrichiens secondés par les Russes, réussirent à s'emparer de ce village, et les Prussiens de celui de Zuckelhausen; alors Macdonald se retira sur Stœtteritz, à peu de distance de Probstheyda; de sorte que toutes les troupes qui formaient le centre se trouvaient concentrées sur ces deux villages, et elles s'y maintinrent jusqu'à la nuit.

Mais à l'aile gauche le maréchal Ney essuya un échec complet; il était chargé de défendre toute la ligne, depuis le corps de Macdonald jusqu'à la Partha, il ne put faire face aux deux armées qui l'attaquaient, l'armée du nord et celle de Silésie, et il fut forcé de se replier jusque sous les murs de Leipzig. Les deux armées passèrent la Partha en deux endroits; Blucher près de Mockau avec les Russes, quoiqu'il

eût de l'eau jusqu'à la ceinture; parce qu'il trouvait trop long d'aller passer près de Taucha. Du reste les Français n'opposèrent aucune résistance, et Marmont se retira sur Schœnfeld en toute hâte. Les régiments de cavalerie hussards et hulans et quelques bataillons saxons et wurtembergeois qui se trouvaient de ce côté tendirent les bras aux assaillants et passèrent de leur côté.

Sur le midi, l'armée du Nord qui avait passé à Taucha, vint remplir l'intervalle laissé entre Blucher à droite et Benningsen à gauche; de sorte que de ce côté la ligne fut toute remplie, et elle s'efforçait de resserrer de plus en plus les Français. Langeron à la tête des Russes s'empara de Schœnfeld, sur la Partha, qui fut défendu par Marmont avec la plus grande opiniâtreté. Le combat dura quatre heures, et toujours de nouvelles troupes de part et d'autre se succédaient sur le champ de bataille; enfin entre cinq et six heures du soir, lorsque le village et l'église étaient déjà tout en feu, les Français l'abandonnèrent et se retirèrent sur Reudnitz et Volkmansdorf, aux portes de Leipsig. Ney et Régnier qui devaient défendre le terrain au-delà de Paunsdorf, attaqués dans l'après-midi par l'armée du Nord et par les Prussiens conduits par Bulow, furent chassés de Paunsdorf; et comme ils voulaient se défendre dans la plaine, la cavalerie russe et prussienne qui n'avait encore eu rien à faire, parce que tout s'était passé dans les villages, se jeta sur eux et fut secondée par les fusées à la Congrève qui furent lancées au mi-

lieu des bataillons carrés, où elles venaient éclater avec fracas, lançaient le feu et la mort de tous côtés et effrayaient les hommes et les chevaux. Alors il n'y eut plus de résistance, les rangs se débandèrent, les villages voisins furent emportés, et on ne s'arrêta que dans Volkmansdorf.

Ce fut alors que les Saxons, qui n'avaient combattu qu'à contre-cœur pour Napoléon, accoururent de notre côté avec leurs drapeaux, leurs canons, armes et bagages (*).

Napoléon, déconcerté à cette nouvelle, se hâta d'envoyer la cavalerie de la garde commandée par Nansouty afin de remplir le vide. Celui-ci arriva en toute hâte avec une bonne artillerie, et voulut se jeter sur le flanc de Bulow; mais les Autrichiens commandés par Budna, qui se trouvaient tout proches, vinrent eux-mêmes à sa rencontre, et luttèrent avec audace contre lui; d'un autre côté les Suédois dirigèrent contre les rangs des Français l'artillerie saxonne que leur fit demander le prince royal de Suède. Alors cette vieille garde fut obligée de plier et d'abandonner encore le terrain aux alliés.

Enfin cette journée de sang était à sa fin; déjà les derniers rayons du soleil ne brillaient plus que sur

(*) Cette lâche défection, contraire à toutes les lois de l'honneur militaire, et qui sera pour les Saxons une tache ineffaçable, fut cause de tous les désavantages éprouvés de ce côté et par suite de la perte de la journée; car jusque là les Français s'étaient maintenus sur tous les autres points et avaient eu l'honneur de faire face à des forces double des leurs. (Labaume.)
N. T.

les hauteurs tout autour dans la plaine. Napoléon attendait avec impatience la nuit qui devait arracher à la fureur de ses ennemis les restes de ses troupes. Il avait perdu beaucoup de terrain et réduit considérablement son grand arc de cercle en un triangle dont la pointe se trouvait alors à Probstheyda, d'où la ligne qui joignait Connewitz sur la Pleiss en faisait un des côtés, celle qui joignait Stœtteritz et Volkmansdorf formait l'autre. Si cette armée n'avait pas combattu avec le plus grand courage et n'avait opéré sa retraite dans le plus bel ordre malgré tous les dangers d'une lutte inégale, il en faut convenir à la gloire de nos adversaires, un des côtés de ce triangle eût été infailliblement enfoncé avant le soir, Leipsig enlevé et toute l'armée perdue. Déjà Napoléon ne combattait plus que pour la retraite; car depuis dix heures du matin une immense quantité de trains, de bagages, de voitures, de chevaux étaient sur la route, protégés par les troupes du général Bertrand. Qui pourrait comprendre tout ce qui avait passé de France en Allemagne depuis le mois d'avril! Hommes, femmes, enfans, provisions de bouche, munitions de guerre, bagages, artillerie, tout avait été accumulé dans Leipzig. Enfin allait donc finir leur terrible domination de sept ans; car il y avait sept ans jour pour jour que Davoust était entré dans Leipzig.

La nuit couvrait déjà tout le champ de bataille, et Napoléon se trouvait encore sur la petite colline auprès du moulin à vent où il avait fait allumer un

feu. Il avait chargé du soin de la retraite son premier maréchal, Berthier, qui en dictait la marche à ses aides-de-camp, près d'un autre feu à côté; tout autour régnait un profond silence. Napoléon épuisé par les incroyables efforts des jours précédents et par les agitations de son esprit, assis alors sur un escabeau de bois, s'assoupit. L'espérance et la crainte, la joie de la victoire, la colère et la contrariété avaient tour-à-tour accablé son âme, et y avaient laissé des impressions d'autant plus profondes qu'il avait été obligé de dissimuler ses sentiments. Il était, dit un témoin oculaire, endormi, la tête appuyé dans ses mains et assis sur son escabeau au milieu de ce vaste champ couvert de morts, en plein air et au milieu des incendies semés de tous côtés qui avec les feux de nuit jetaient leurs lumières au milieu des ténèbres. Ses généraux se tenaient autour des feux, mornes et taciturnes, et le silence n'était interrompu que par le bruit des troupes qui se retiraient au pied de la montagne et au loin dans la plaine. Au bout d'un quart d'heure Napoléon se réveilla et jeta autour de lui avec inquiétude un regard d'étonnement. Peut-être avait-il pris un moment la réalité de sa position comme un rêve survenu dans l'éclat de sa grandeur. — Alors il se leva, et rentra dans Leipzig à 9 heures.

---

19 octobre.

La retraite de toute l'armée à travers Leipzig commença dès que parurent les premiers rayons de la lune; mais comme les bataillons arrivaient de tous les points du champ de bataille, et qu'il n'y avait pour tous qu'un seul chemin qui conduisît à Lindenau, la chaussée étroite de Ranstædter, il y avait à chaque instant des retards et des encombrements; les chariots, les canons, allaient ensemble, et les gens de pied ne pouvaient trouver place. L'arrière-garde devait défendre Leipzig aussi longtemps que possible. Ce n'était pas une place forte; mais on en avait barricadé les portes, on y avait élevé des retranchements, et tous les fossés et les murs des jardins avaient été consacrés à la défense.

Cependant l'armée des alliés n'était rien moins que décidée à laisser les Français se retirer tranquillement, emmenant avec eux tout le butin qu'ils avaient fait en Allemagne et toutes leurs provisions de guerre. A huit heures du matin ils se précipitèrent à l'attaque et enfoncèrent les portes. Cette attaque augmenta encore le désordre et le tumulte qui se trouvait à la sortie de la ville; de sorte que Napoléon lui-même fut obligé pour y arriver de prendre un chemin détourné en sortant de Leipzig. Là se pressaient, l'infanterie, la cavalerie, l'artillerie, les caissons, les blessés, les mourants, les chariots, les femmes, les enfants, les marchands, des trou-

peaux entiers, tous pêle-mêle et dans le plus grand désordre.

Les alliés auraient peut-être pu augmenter encore le tumulte de la fuite et forcer plus promptement ceux qui défendaient l'entrée de la ville, s'ils avaient fait jouer leur artillerie contre ses murs. Mais un pareil moyen, qui aurait confondu des milliers d'innocents avec les ennemis dans une ruine commune, était trop cruel pour eux, ils préférèrent escalader les portes. Le prince de Hesse-Hombourg attaqua la porte de derrière; Benningsen, celle de Grimma; Langeron, celle de Halle. On s'efforça aussi d'entrer par les côtés dans les jardins, mais les Français et les Polonais défendaient chaque pied de terrain; il fallait conquérir chaque jardin, chaque haie, et souvent avec beaucoup de sang. Cependant la victoire ne pouvait pas balancer long-temps, il était onze heures et demie quand les premières troupes alliées entrèrent dans la ville. Alors les habitants ouvrirent leurs portes, et tandis qu'on se battait encore dans les rues ils suspendirent des mouchoirs blancs à leurs fenêtres en signe de joie.

Ce fut aussi dans ce même moment que le pont qui se trouvait de l'autre côté de la ville, le seul dont les Français pussent se servir, celui sur l'Elster-Muhlengraben, sauta en l'air sans qu'on puisse décider si ce fut par ordre de Napoléon pour sauver son armée, ou seulement par une crainte trop précipitée du chef commis à sa garde. Alors tous ceux qui s'efforçaient d'y arriver poussèrent un cri de dé-

sespoir. Il n'y avait pas d'autre chemin. Un grand nombre se jeta dans l'Elster pour tâcher de le passer à la nage, mais presque tous furent noyés ou restèrent enfoncés dans la vase; plusieurs généraux qui se trouvaient encore sur l'autre rive s'y précipitèrent aussi avec leurs chevaux pour échapper à la captivité. Le prince Poniatowsky, que Napoléon avait fait maréchal de France trois jours auparavant, y perdit la vie; Macdonald eut le bonheur d'échapper; Régnier, Bertrand et Lauriston furent faits prisonniers.

Napoléon fit encore plus de pertes ce jour-là que le jour de la bataille. Plus de quinze mille soldats bien armés furent faits prisonniers après que le pont eut sauté, et plus de vingt-cinq mille hommes blessés ou malades furent abandonnés à la discrétion du vainqueur. Il y avait dans la ville et dans la route une quantité incroyable de canons et de chariots; on prit ce jour-là plus de trois cents canons et mille chariots. C'était un désastre comme l'histoire n'en offre que très peu.

À une heure l'empereur Alexandre et le roi Frédéric-Guillaume entrèrent dans la ville accompagnés de tous leurs généraux, aux cris d'acclamations de leurs vaillants soldats, mêlés des cris de joie des habitants, qui saluaient leurs libérateurs. L'empereur François n'y arriva que quelques heures plus tard.

Retour sur le Rhin. — Fin de l'année 1813.

La Bavière, par le traité de Ried, était déjà entrée dans la grande alliance avant la bataille de Leipzig; elle envoya son général Wrède sur le Main, avec une forte armée à laquelle se joignirent encore des Autrichiens, des Wurtembergeois, pour essayer de barrer le chemin aux Français qui revenaient sur le Rhin, afin d'achever leur ruine complète. Wrède se dirigea sur Hanau et Francfort. De son côté, la grande armée des alliés était aussi à la poursuite des fuyards, et York leur fit éprouver une perte considérable à Fribourg, sur l'Unstrut (*). En avant d'eux et sur leurs côtés, ils étaient escortés par Czernischeff et d'autres troupes légères qui tombaient sur tous ceux qui s'écartaient du gros de l'armée. C'est ainsi qu'ils parcoururent la route de Leipzig à Erfurt, et de là jusqu'au Rhin, abandonnant à chaque instant sur la route tout ce qui ne pouvait pas suivre, l'artillerie, les bagages et les hommes trop fatigués. Car la marche était si rapide et si continue qu'au bout de onze jours l'armée était déjà arrivée à Francfort; mais toute la grande route dans la largeur de deux lieues des deux côtés était couverte de débris de chariots, de bagages de cadavres, d'hommes mourants ou de bêtes de charge.

(*) Mais non sans avoir lui-même beaucoup souffert. Les Français s'emparèrent des positions dont ils avaient besoin. N. T.

Napoléon arriva avec soixante-dix à quatre-vingt mille hommes devant Hanau, où il rencontra Wrède qui voulut leur fermer le passage quoique inférieur en nombre; et s'il eût pu les retenir jusqu'à l'arrivée de la grande armée des alliés, c'en était fait de celle des Français. Napoléon le savait et il se servit de sa garde qui était encore en bon état pour se frayer un chemin. Pendant trois jours, les 29, 30 et 31 octobre, on combattit avec le plus grand acharnement devant Hanau et dans la ville; Wrède fut lui-même blessé au ventre par une balle. Enfin les Français s'ouvrirent un passage qui leur coûta encore beaucoup de sang.

Le 2 novembre Napoléon arriva sur le Rhin, qu'il vit alors pour la dernière fois. Son armée se hâta de gagner le pont de Mayence; seulement le général Bertrand se retrancha sur les hauteurs de Hocheim. Mais on ne pouvait pas laisser aux Français un retranchement sur la rive droite du Rhin. Schwarzenberg qui avait établi son quartier-général à Francfort, les fit attaquer par le général Giulay, le 9 novembre, et ils furent forcés de se replier sur Mayence. Les trois souverains se trouvèrent encore réunis à Francfort, où ils délibérèrent ensemble sur la continuation de la guerre.

Les deux derniers mois de cette année furent un temps de repos pour l'armée des alliés; cependant le canon retentissait encore de plusieurs côtés dans l'intérieur; les Français occupaient encore douze places fortes garnies de bonnes garnisons dans le

cœur de l'Allemagne et de la Pologne; mais les Allemands les assiégèrent avec tant de courage et de persévérance qu'à la fin de cette même année la moitié étaient arrachées aux ennemis. Le 11 novembre le maréchal de Gouvion Saint-Cyr, renfermé dans Dresde, mit bas les armes avec trente-cinq mille hommes, y compris les blessés et les malades (*). Le 21 Stettin se rendit avec sept mille hommes; le 26, Dantzig, avec quinze mille (**); presque dans le même temps Modlin et Zamosk; et le 26 décembre, Torgau avec dix mille. Il ne restait plus aux Français, sur l'Oder, que Custrin et Glogau, qui ne se rendirent qu'aux mois de mars et d'avril de l'année suivante; et sur l'Elbe, Wittenberg, Magdebourg et Hambourg; en Thuringe, la citadelle d'Erfurt. Ces trois dernières places ne furent rendues qu'à la paix de Paris; mais Wittenberg fut prise par Tauenzien dans la nuit du 12 au 13 janvier.

La plus grande perte que souffrirent les Français dans cette année 1813 fut celle de la Hollande et

(*) Le maréchal avait stipulé qu'il serait conduit en France avec ses troupes, en promettant de ne pas servir contre les alliés d'ici à un an. Le traité était signé par Klenau, général autrichien, et Tolstoi, général russe. Cependant Schwarzenberg les fit conduire prisonniers en Autriche. (Labaume.) N. T.

(**) Le brave général Rapp, qui s'était défendu avec le plus grand courage contre les armées qui l'investissaient, promit de se rendre le 1er janvier 1814 s'il n'était secouru, avec les mêmes conditions que Gouvion Saint-Cyr. Il avait perdu vingt mille hommes par les maladies. Les Russes voyant leur petit nombre refusèrent de remplir les conditions et les firent prisonniers. (Labaume.) N. T.

de la Suisse, les deux boulevards de la France. Ce fut donc bien habile de la part des alliés d'aller aussitôt leur arracher ces vastes pays. Le général Bulow qui passa en toute hâte de Leipzig en Hollande, la trouva presque sans défense; et sans s'amuser à faire des siéges, il s'empara de plusieurs villes d'assaut d'autant plus facilement que partout où il se présenta les Hollandais, déjà fatigués de la domination française, se soulevèrent en sa faveur et l'aidèrent à chasser les ennemis. Avant la fin de l'année la Hollande était délivrée.

Dans le même moment la Suisse, qui était déjà occupée par l'aile gauche de Schwarzenberg, fut soumise jusqu'aux montagnes du Jura, et Genève fut prise. C'était une conquête fort avantageuse; car du haut de ces montagnes qui s'élevaient comme une citadelle inexpugnable entre la France, l'Allemagne et l'Italie, l'armée des alliés pouvait également tomber sur le vice-roi d'Italie, ou pénétrer au cœur de la France; à gauche elle menaçait la populeuse ville de Lyon, et à droite elle avait une grande route toute ouverte à travers un pays fertile, sur l'Aube et la Seine jusqu'à Paris.

ANNÉE 1814.

L'invasion.

Dès le commencement de la nouvelle année, on voit le glaive de la vengeance nu et prêt à frapper ceux qui jusque là avaient menacé les autres peuples et n'avaient pas senti depuis long-temps les fureurs sur leurs propres frontières. Si le peuple français n'avait pas été abusé par toute espèce d'artifices, si Napoléon ne l'avait tenu fortement enchaîné, il aurait connu quels dangers étaient accumulés sur lui et il aurait forcé son tyran à la paix pendant qu'il en était encore temps. Il ignorait que trois cent mille de ses guerriers avaient été tués ou faits prisonniers dans la campagne précédente, et que dans ce moment l'Europe entière s'avançait contre lui avec un million d'hommes armés. Mais alors encore il se laissa étourdir par son empereur et par sa propre vanité. « L'Europe entière, lui disait-il dans son orgueil, s'avance contre nous; mais toutes ses forces ne pourront vaincre les miennes et celles du peuple français; et le sort ne me trouvera jamais faible. » Quand quelques hommes de cœur et de sens dans l'assemblée législative, osèrent lui donner des conseils de paix, s'appuyant sur les principes de la modération, il en fut souverainement molesté, cassa l'assemblée, et du haut de son trône, au premier jour de janvier, il lui tint un discours dans lequel on trouve ces mots

pleins d'amertume : « Je ne suis à la tête de la nation que parce que sa constitution me convient. Si les Français en voulaient une autre qui ne me convînt pas, je leur dirais de chercher un autre souverain. Ce trône n'est que du bois recouvert de velours... Moi, moi seul, je tiens la place du peuple... Sachez que la France a plus besoin de moi que je n'ai besoin de la France... Oui, je suis fier, parce que j'ai fait de grandes choses... Dans trois mois ou l'ennemi sera chassé du territoire, ou vous aurez la paix, ou je serai mort... Au reste, dit-il en finissant, je vous permets de défiler devant moi. »

Ainsi parlait cet homme orgueilleux, qui se croyait au-dessus de tous et que rien ne pouvait abattre, au 1er janvier 1814. C'était précisément ce même jour que Blucher passa le Rhin avec l'armée du centre; et le dernier jour des trois mois de délai que Napoléon avait donné, le 31 mars, les alliés entraient dans Paris, et son empire avait passé. Ils lui avaient encore une fois offert la paix; ils voulaient le reconnaître comme roi des Français et lui laisser un empire encore plus grand que celui de la France autrefois; mais il ne pouvait oublier les beaux moments où il avait en main le sceptre du monde et où l'éclat de ses armes brillait dans toute l'Europe. Et la seule pensée d'être limité, de rester désormais dans la paix, lui était odieuse.

Les souverains de l'Europe et leurs peuples virent donc bien que l'épée pouvait seule décider entre eux et lui, et ils redoublèrent d'ardeur, pleins

de confiance dans leur grand nombre, comme dans la justice de leur cause. Les Russes avaient au moins deux cent mille hommes en campagne; les Prussiens cent soixante mille, et l'Autriche deux cent trente mille, tant sur le Rhin qu'en Italie et dans l'intérieur de l'Allemagne. Wellington était déjà sur le territoire français avec quatre-vingt mille hommes anglais, espagnols et portugais. Enfin l'empire d'Allemagne mit sur pied cent cinquante à cent soixante mille hommes, partagés en huit divisions.

Bien que toute cette masse de troupes ne pût entrer à la fois en campagne, bien qu'il y eût une grande étendue de pays à occuper et plusieurs places fortes à investir, parce qu'on ne voulait pas perdre le temps à faire des siéges en règle, il n'en est pas moins certain qu'un demi-million d'hommes au moins s'avançaient en France et resserraient de plus en plus l'armée française; elle ne comptait pas la moitié autant que ses adversaires. En même temps on préparait avec zèle derrière l'armée tout ce qui peut être nécessaire à une expédition; et pour qu'il y eût plus d'ordre et plus d'ensemble dans les opérations, on forma un conseil de guerre qui conduisait tout, dont le président était un héros que l'Allemagne compte parmi ses libérateurs, quoiqu'il n'ait point marché lui-même à la tête des armées, c'était le ministre de Stein. Il fut un de ceux qui, tandis que l'Allemagne soupirait sous le joug des Français, ne voulurent pas courber la tête; il travailla avec zèle pour la justice et la liberté et soutint la confiance d'un

grand nombre de ses concitoyens par son génie supérieur. Quand la guerre éclata en 1812 contre la Russie, il voulut faire une guerre européenne de cette expédition dirigée contre un peuple dont il connaissait l'énergie, et il passa en Russie à la tête de quelques audacieux qu'il entraîna. L'empereur Alexandre trouva en lui toute l'audace qui convenait à ses projets, et si nous sommes arrivés à une délivrance complète, c'est à lui que nous le devons.

L'armée des alliés entra en France pleine de résolution et bien pourvue de tout. Schwarzenberg entra par la Suisse et le haut Rhin avec les Autrichiens, les Bavarois, les Wurtembergeois et les régiments des gardes prussiennes et russes; Blucher entra par la province rhénane avec les divisions York et Kleist et les Russes, conduits par Sacken, Langeron et Saint-Priest; et ces deux grandes armées devaient se réunir entre la Seine, l'Oise, l'Aube et la Marne, pour se porter ensuite avec toutes leurs forces contre la capitale.

Dès que le feld-maréchal Blucher fut arrivé sur la rive gauche, il fit publier des proclamations à tous les Français, pour les détacher de Napoléon, en déclarant que les puissances de l'Europe ne marchaient que contre l'ennemi de la paix et pour secouer son joug. Un grand nombre de gens modérés étaient en effet assez disposés à sacrifier une vaine gloriole à la paix du pays; mais la masse du peuple tenait encore pour son grand conquérant, tant que

son étoile darda quelques étincelles. D'ailleurs les Français étaient accoutumés à se regarder comme inattaquables derrière le triple rempart de places fortes qu'ils ont à la frontière (on en compte soixante-treize depuis Dunkerque jusqu'aux Alpes); ils étaient loin de penser que l'armée des alliés traverserait si rapidement leurs frontières, laissant derrière elles toutes les places fortes, pour marcher droit au cœur de la France.

Bataille de Brienne et de la Rothière. 1er février.

Dans les vingt premiers jours de janvier, les alliés avaient traversé la Suisse, la Franche-Comté, l'Alsace, la Lorraine, la Bourgogne, sans trouver d'obstacles; franchi les montagnes du Jura, des Vosges, du Hundsruck, la forêt des Ardennes, passé un grand nombre de fleuves, forcé le triple rempart des places fortes de la frontière, et déjà l'armée de Schwarzenberg et celle de Blucher se trouvaient à peu de distance l'une de l'autre, sur les bords de la Seine et de l'Aube, à vingt-cinq milles de Paris. Alors enfin Napoléon parut sur le champ de bataille à la tête de son armée. Il voulait pénétrer entre ses ennemis, empêcher leur réunion, les rejeter l'un après l'autre vers les montagnes qu'ils avaient passées, et où l'hiver et les habitants n'auraient pas manqué de leur faire payer cher le retour.

Blucher était à Brienne, petite ville près de l'Aube, avec un château qui servit pendant quelque temps d'école militaire pour les jeunes Français, et où Napoléon avait appris cette science qui l'a rendu si célèbre; il y avait même son quartier-général. Tout-à-coup paraissent les Français, qui attaquent la ville. L'attaque est repoussée; mais le général Château, qui connaissait parfaitement ce lieu, pénètre avec ses grenadiers, à la brune, sans être aperçu, par les jardins, jusqu'au haut des terrasses. Blucher se trouva en grand danger; il n'eut que le temps de sauter à cheval avec sa suite et de descendre la colline par des sentiers inconnus. Plusieurs officiers, entre autres le neveu du chancelier-d'état, le prince de Hardenberg, furent faits prisonniers à côté de lui. Le feld-maréchal arriva heureusement au milieu de ses troupes, et les enflamma à une vigoureuse résistance, craignant qu'une retraite précipitée, à la première rencontre en France, ne fût d'un mauvais pronostic et ne nuisît à l'éclat de ses armes. Il prolongea donc la lutte jusqu'au milieu de la nuit, fit même reculer l'aile gauche des Français par une violente charge de cavalerie, et n'abandonna Brienne que quand il fut en feu; afin que, comme il le disait ensuite, Napoléon brûlât son propre berceau. Cependant il n'avait pas réussi dans son projet de le couper d'avec l'armée de Schwarzenberg.

Napoléon courut lui-même un grand danger dans cette nuit de désordre. Il revenait après la bataille sur la grande route de Brienne à Mézières et marchait

quelques pas en avant de sa suite, occupé à causer avec le général Gourgaud; c'était par une profonde obscurité. Dans ce moment une troupe des Cosaques, qui cherchait à faire du butin, s'étant glissée sans être aperçue jusqu'à la grande route, attaqua l'escorte qui passait. Le général Dejean se sentant tout d'un coup suivi de près, se détourne et s'écrie : *les Cosaques!* Aussitôt un d'eux attaque le cavalier qu'il voyait en avant, revêtu d'un habit d'officier supérieur, l'empereur lui-même. Mais Corbineau et Gourgaud se jettent entre, et Gourgaud renverse le Cosaque mort aux pieds de Napoléon. L'escorte accourt aussitôt, entoure l'empereur et tue quelques Cosaques; mais le reste de la troupe se voyant découvert sauta les fossés et disparut. L'empereur arriva à Mézières à dix heures du soir.

Cette bataille de Brienne eut lieu le 29 janvier, et, le 1er février, l'intrépide Blucher était rangé en ordre de bataille au même endroit. Il n'avait pas encore rassemblé toutes ses troupes; car Langeron était encore à Mayence, et York et Kleist étaient en route; mais Schwarzenberg lui avait envoyé la plus grande partie de son armée, les divisions de Giulay et du prince de Wurtemberg avec les réserves russes; de sorte qu'il était assez fort pour marcher au-devant de Napoléon. Celui-ci avait pris une forte position dans les environs de Brienne et retranché son centre à la Rothière, village distant d'une lieue et demie. L'empereur n'avait pas l'intention de combattre, puisqu'il avait déjà commandé

la retraite sur Lesmont; mais le feld-maréchal ne lui en laissa pas le temps. A midi l'attaque était engagée sur tous les points. C'était une dure journée d'hiver, la neige qui tombait à plein temps couvrait le ciel à certains moments d'une telle obscurité, que souvent les combattants furent obligés de cesser le feu pour attendre que le voile se fondît et leur permît de voir leurs adversaires. A droite, le prince de Wurtemberg s'étant frayé un chemin à travers la forêt d'Eclance, à travers des marais et des chemins creux, emporta les villages de Lagibrie et Petit-Mesnil qu'occupaient les lignes françaises; mais il les paya bien cher. A côté des Wurtembergeois le général Wrède, à la tête des Bavarois et des Autrichiens, se porta aussi en avant, conquit les villages de Morvilliers et de Chauménil, et mit ainsi l'aile gauche de Napoléon tout-à-fait à découvert. L'empereur y arriva lui-même avec l'artillerie de sa garde et fit canonner Morvilliers; les flammes et la fumée chassèrent les Bavarois qui n'avaient pu être débusqués par les boulets ni par les baïonnettes. Alors Wrède détacha ses meilleures troupes de cavalerie avec le brave commandant Diez; celui-ci partagea ses troupes en petites escouades, qui parcouraient le champ de bataille, menaçant tantôt d'un côté tantôt d'un autre; puis quand le moment favorable est arrivé, à un signal donné, ils se jettent tous ensemble sur les ennemis, écrasent l'infanterie qui protégeait l'artillerie, dispersent la cavalerie, massacrent les canonniers

et s'emparent des pièces. Cet avantage à l'aile gauche eut la plus grande influence sur toute la bataille et fit honneur au général Wrède.

Cependant on combattait toujours avec fureur dans le village de la Rothière, qui était le point principal de la position des Français. Napoléon y commandait en personne et opposait toujours de nouvelles forces aux attaques des Russes. D'un autre côté l'empereur Alexandre et le roi de Prusse encourageaient aussi leurs troupes par leur présence, de sorte qu'on y faisait des prodiges de valeur. Enfin sur le soir le maréchal Blucher se mit à la tête de ses troupes et se jeta dans le village en criant : *En avant !* il fut emporté et sa prise fut décisive. En vain les ennemis cherchèrent-ils à le reconquérir à la faveur de l'obscurité de la nuit. Leur aile droite, qui avait défendu le village de Dienville contre Giulay, fut aussi elle-même obligée de se retirer à minuit, et la victoire fut ainsi déclarée sur tous les points.

Dangers du mois de février.

Napoléon était donc déchu de ses grandes espérances. Le premier essai de ses armes sur son propre terrain avait entièrement échoué et avait même tourné contre lui. Il se retira sur Troyes, la plus grande ville qui fût sur la route des alliés, et il semblait vouloir s'y défendre jusqu'à la dernière extrémité. Si alors l'armée des alliés eût réuni toutes

ses forces et l'eût poursuivi, il aurait été contraint de livrer une nouvelle bataille, encore plus importante que la précédente, ou de se retirer sur Paris, pour défendre sa couronne sous les murs de sa capitale; à moins qu'il ne se fût décidé, avant que tout espoir ne fût perdu, à accepter cette paix que les alliés lui offraient. Un congrès pour la paix s'assembla en effet à Châtillon dans les premiers jours de février.

Cependant le conseil de guerre des alliés, voyant que Napoléon avait déployé si peu de forces dans la bataille, et supposant qu'il était encore affaibli par elle, pensa que désormais il n'était pas nécessaire de réunir toutes leurs armées pour lui résister; d'autant plus que la neige et la pluie avaient tellement gâté les chemins et que les vivres étaient si difficiles à faire venir, qu'il y aurait eu de très grandes difficultés à surmonter. Il décida donc que les deux armées seraient partagées, et que Blucher irait vers la Marne, tandis que Schwarzenberg descendrait la Seine. — C'était tout ce que désirait Napoléon. Ce plan lui donnait l'occasion d'exercer ses anciennes manœuvres de stratégie; il se tenait entre les deux armées bien à couvert, les surveillait avec soin, et quand l'occasion se présentait de surprendre une de leurs divisions, alors il se précipitait dessus, comme sur sa proie, et l'écrasait par la supériorité de ses forces. C'est ainsi qu'il réussit à obtenir des succès momentanés sur les alliés et à arrêter pendant quelques mois leur marche sur Paris.

L'armée de Silésie se mit donc en marche sur la capitale par la Champagne, sans garder d'ordre; Sacken marchait en avant, ensuite York, enfin Blücher, général en chef, avec la division Kleist. L'avant-garde russe n'était déjà plus qu'à quinze lieues de Paris; les choses précieuses, les objets d'art, les papiers de l'État furent emballés; grand nombre d'habitants prenaient la fuite, regardant le sceptre de Napoléon déjà comme brisé. Quand tout-à-coup celui-ci, renforcé de vingt mille hommes de vieilles troupes qu'il avait fait venir d'Espagne en voitures, traverse obliquement les immenses plaines qui se trouvent entre la Seine et la Marne, malgré ses généraux qui trouvaient le projet impossible, arrive, après avoir laissé la plus grande partie de son artillerie dans la boue, en face de l'ennemi qui se portait en avant à marches forcées, et tomba le 10 février, près de Champaubert, sur l'arrière-garde de Sacken, commandée par le général Alsufiew; elle est aussitôt enveloppée par la cavalerie de la garde, attaquée avec fureur de tous les côtés à la fois, et la moitié fut massacrée ou faite prisonnière: c'était une première étincelle de l'ancien bonheur de Napoléon, et elle réveilla toute son assurance. Il fit écrire au duc de Vicence, son plénipotentiaire au congrès de Châtillon, que ses armes avaient eu un brillant changement, et que la puissance française pouvait reprendre son ton de maître. Napoléon, sans perdre un moment, courut à de plus grands succès, et voulut anéantir toute la division

de Sacken qu'il allait prendre en dos. En effet, il l'atteignit le lendemain 11 à Montmirail, lui fit éprouver une perte considérable et le rejeta sur la Marne ; heureusement qu'York se hâta d'arriver à son secours ; alors il réussit à passer le fleuve et à détruire le pont.

Cependant le feld-maréchal Blucher, à la nouvelle du danger, s'était mis en toute diligence en route pour Champaubert avec la division de Kleist et les Russes du général Kapczewitsch, en tout environ vingt mille hommes. Mais déjà les généraux avec lesquels il voulait se réunir avaient repassé la Marne, et le 14 il se vit attaqué par les Français, avec des forces beaucoup supérieures. Le danger était grand, et Napoléon mit tout en œuvre pour profiter de la faveur de la fortune. S'il avait pu envelopper ce corps, le faire prisonnier avec ses chefs, l'armée de Silésie était anéantie ; telle était l'intention de Napoléon, car Blucher, Gneisenau, Kleist, Ziethen, Muffling, le prince Auguste et beaucoup d'autres personnages importants s'y trouvaient réunis. La cavalerie française se jeta aussitôt sur les ailes, tandis que l'infanterie et l'artillerie attaquaient le centre avec une telle fureur que dès la première attaque plusieurs bataillons prussiens furent entièrement détruits (*). Bientôt même on aperçut en dos,

(*) Douze pièces d'artillerie qui devaient suivre Grouchy lorsqu'il alla couper le chemin aux ennemis, ne purent arriver à cause des mauvais chemins ; ce fut ce qui sauva les Prussiens ; cependant ils n'échappèrent qu'en perdant un tiers de leur armée. (Labaume.) N. T.

sur la grande route de Champaubert à Etoges, de nombreux escadrons français qui fermaient le passage. Il ne restait donc plus d'espoir de salut que dans leur valeur et la résolution de se frayer un passage. Ils se forment en bataillons carrés très serrés, s'avancent à la baïonnette sur cette cavalerie qui est obligée de s'ouvrir. Cependant ils n'étaient pas encore échappés à tous les dangers; cette cavalerie se presse sur les flancs, les attaque de tous côtés, et s'efforce, par tous les moyens, de jeter du désordre dans leurs rangs; mais autant ils mettaient de fureur dans l'attaque, autant Gneisenau mettait d'ordre, de prudence et d'habileté dans la retraite; c'est lui qui contribua le plus au salut de l'armée. L'artillerie fut aussi d'un grand secours; car si, à cause du défaut de cavalerie, on ne put s'en servir pour protéger l'arrière-garde, du moins renfermée dans les bataillons carrés, elle faisait un feu terrible sur l'infanterie toutes les fois qu'elle se présentait en masse pour les attaquer. Arrivés dans le bois d'Étoges, ils furent tout d'un coup assaillis par des cavaliers qui s'y étaient embusqués: l'escorte même de Blucher fut attaquée, et tous les généraux furent obligés de mettre l'épée à la main pour se défendre.

Par bonheur que la nuit qui venait peu à peu promettait aux Prussiens le repos après lequel ils soupiraient. Cependant il fallut encore combattre dans Étoges avec l'infanterie même des Français, qui était venue par un détour occuper ce village. De toutes les rues, de toutes les maisons elle faisait un feu terrible;

mais Kleist s'ouvrit un chemin à la baïonnette et le reste de l'armée le suivit; elle put ensuite gagner heureusement son ancienne position à Vergères. Cependant cette journée du 14 février fut sanglante pour les Prussiens. — Les restes de l'armée de Silésie se réunirent derrière la Marne et bientôt marchèrent vers l'Aube, afin de se réunir à la grande armée.

Napoléon était ravi de pouvoir encore parler de victoire dans ses bulletins et ses gazettes, et de pouvoir faire conduire à travers les rues de sa capitale des prisonniers et des canons conquis sur l'ennemi. Cependant les chants de victoire durent bientôt cesser, quand on sut que les avant-gardes de Schwarzenberg n'étaient qu'à dix lieues de la capitale, pendant que l'armée était à combattre sur la Marne. Napoléon cessa aussitôt ses poursuites sur l'armée de Silésie, pour se tourner sur celle-là. Schwarzenberg avait détaché Wrède et Wittgenstein sur les derrières des Français pour soulager l'armée de Silésie; mais comme tous les événements avaient été d'une extrême rapidité, ils arrivèrent trop tard, et ils se trouvèrent alors seuls en face de Napoléon avec des forces supérieures, qui les força de se replier sur la Seine, après avoir soutenu un chaleureux combat. Le vaillant prince de Wurtemberg, qui conduisait l'avant-garde de la grande armée, avait pris position avec ses Wurtembergeois et quelques Autrichiens dans la ville de Montereau. Napoléon, après avoir chassé Wittgenstein jusqu'à Nangis, le 17 février, tomba, le 18, sur le prince de Wurtemberg avec toute

la fureur que lui inspirait la victoire. Cependant il tint ferme pendant toute la journée, retranché sur les hauteurs; ni les boulets, ni les baïonnettes des assaillants ne purent débusquer ces braves Wurtembergeois. Trois fois ils repoussèrent l'assaut et défendirent leur position; enfin, après avoir épuisé toutes leurs munitions, et se voyant pris en flanc par les Français, ils furent obligés de céder et de passer de l'autre côté du fleuve; mais comme l'ennemi se précipita en même temps que les fuyards sur ce pont, il y eut dans la ville un grand carnage.

Ces dix jours de prospérité rendirent à Napoléon toute sa présomption; car dans le même temps lui arrivait aussi de Lyon le message du maréchal Augereau, qui avait vivement poussé le général autrichien jusqu'à Genève, et menaçait la Suisse avec un puissant corps d'armée. Or, cette conquête aurait coupé la retraite à la grande armée des alliés, et Napoléon, déjà certain du succès, voyait la Suisse conquise, l'Alsace et la Lorraine qui se levaient en masse contre les alliés, et toutes les nombreuses garnisons de la frontière, réunies aux gardes nationales, concourir avec lui à l'anéantissement de ses ennemis; aussi, bien que les conférences de Châtillon continuassent toujours, il ne voulait plus entendre parler de paix; et quand, dans les conditions qu'on lui faisait, on parla de l'abandon de la Hollande et de l'Italie, il s'écria : « A quoi pensent donc les ennemis? Je suis maintenant plus près de Vienne qu'ils ne sont de Paris ».

Paris en était dans la joie et toute la population partageait les espérances de l'empereur. Cependant il n'était pas difficile à un œil attentif de voir que ce n'était qu'un moment d'illusion ; car si la grande armée était en retraite, ce n'était pas après une défaite, ni à cause du découragement des soldats, qui demandaient au contraire avec tant de fureur de marcher sur Paris, qu'on fut obligé, dans un ordre du jour, de leur donner les motifs de ce mouvement. Mais la Suisse était menacée par Augereau, et il fallait renforcer le général Bubna de deux divisions, pour reprendre ensuite l'offensive. D'un autre côté, le prince de Hesse-Hombourg, avec six divisions allemandes, et l'armée de Bulow, qui avait laissé le duc de Weimar devant Anvers, arrivaient du nord, après avoir conquis la Hollande et la Belgique. Winzingerode et Woronzow passaient le Rhin avec les Russes, comme avant-garde de l'armée du roi de Suède, qui, après avoir forcé le Danemarck à la paix, était déjà sur la Meuse pour entrer en France.

Cependant, au quartier-général, on parlait sérieusement de la paix et de se retirer peu à peu sur le Rhin pour attendre le résultat des conférences tenues à Châtillon. Mais Blucher s'opposa à cette opinion de toutes ses forces, et demandant qu'on lui donnât les divisions de Bulow et de Winsingerode, il promit de marcher droit jusqu'à Paris. Sa demande fut accordée, et, dans la nuit du 23 au 24 février, il se porta en avant à la tête de cent mille hommes. Ce mouvement, le plus témé-

raire de cette guerre, dit un écrivain français, déconcerta extrêmement Napoléon. Il venait de proposer une suspension d'armes, et déjà il se voyait sur les bords du Rhin. Alors il fallut se décider à quitter la grande armée pour se mettre à la poursuite de l'insolent adversaire qu'il croyait avoir abattu.

———

Le mois de mars.

Le dessein de Napoléon était d'atteindre le feld-maréchal Blucher avant sa réunion avec l'autre corps d'armée dont il était séparé par l'Aisne. Mais déjà Bulow et Winzingerode avaient assiégé Soissons, située sur cette rivière, avec un beau pont qui offrait un point très convenable pour la réunion des deux armées. Cette ville, pourvue de murailles et de fossés, était défendue par une nombreuse garnison française; mais aussitôt Bulow fit faire les préparatifs pour l'assaut. Déjà les assaillants, au point du jour, s'avançaient en bon ordre avec les échelles, quand le commandant de la place, qui ne connaissait pas l'importance du moment, et ne savait pas Napoléon dans le voisinage, livra la ville et se retira avec sa garnison. Le feld-maréchal y passa la rivière et s'avança toujours au nord jusqu'à Laon, où il réunit toutes ses forces et prit une très forte position. Napoléon, pour en finir avec cet adversaire, le poursuivit de l'autre côté de la rivière, bien

qu'ainsi il s'éloignât toujours de la grande armée et de Paris, dont il était distant de trente-trois lieues.

Bataille de Laon. 9 et 10 mars.

Le 7 mars, il attaqua Winzingerode, retranché dans de fortes positions à Craone, et ne le força à se replier sur Laon qu'après avoir lui-même éprouvé de grandes pertes. Blucher l'attendait à Laon, ville située sur une montagne inexpugnable, de trois ou quatre mille pieds de haut, qui faisait le point central de sa position. Cependant les Français, à la pointe du jour, le 9 mars, se précipitèrent sur le village de Semilly, au pied de la montagne, et s'en rendirent maîtres pour quelque temps; mais les troupes de Bulow les en chassèrent, et Napoléon n'osa plus tenter d'escalader la montagne.

Le combat continua toute la journée sur les deux ailes, et Napoléon s'efforçait particulièrement de chasser les Prussiens de la grande route de Belgique. A midi, il avait en effet obtenu des avantages, et l'avant-garde des Prussiens avait été obligée d'abandonner le village d'Athis; mais sur le soir, Kleist et York résolurent de l'arrêter dans son dessein par un coup de main. Lorsque l'obscurité couvrait déjà le champ de bataille et que l'ennemi, croyant cette journée sanglante à sa fin, avait déjà allumé des feux dans son camp, les Prussiens revinrent à l'attaque.

Le prince Guillaume s'empara à gauche du village d'Athis et d'une colline boiseuse que les Français occupaient; d'autres troupes pénétrèrent jusque dans le village même, et déjà Ziethen avait enveloppé avec sa cavalerie tout le flanc droit des ennemis, pour tomber sur eux quand l'infanterie les aura forcés de se retirer. Tout réussit, les Prussiens arrivent à la baïonnette, sans tirer un seul coup, jusque sur l'ennemi, et ne font feu que quand ils le voient courir aux armes. Dans quelques instants ils sont mis en désordre, leur artillerie est prise et la déroute est complète. La cavalerie achève leur défaite et leur enlève toute l'artillerie, à l'exception de quatre pièces, c'est-à-dire quarante-six canons. Ce fut une victoire complète qui n'avait coûté que quelques morts; tandis que le corps de Marmont, qui avait souffert cet échec, avait fait des pertes considérables.

Le lendemain, 10 mars, soit pour faciliter la retraite de son aile battue la veille, soit pour chercher à obtenir quelques avantages sur le centre, il fit attaquer la hauteur de Laon et fut repoussé comme le jour précédent. Sur le soir, il fit encore une tentative aussi infructueuse sur le village de Semilly, et voyant alors toute attaque impossible, il opéra sa retraite la nuit suivante; mais il avait fait d'énormes pertes.

Napoléon contre Schwarzenberg.

Napoléon était vivement affecté de cet échec essuyé contre l'armée de Silésie. A quoi avaient servi les poursuites et les fatigues de ses guerriers? Ce même adversaire contre lequel il s'était acharné, qu'il se vantait, au commencement de février, d'avoir anéanti, il le voyait maintenant inattaquable sur ses derrières, et bientôt s'avancer pour resserrer de plus en plus le cercle de ses opérations. Il ne lui restait donc plus que de se tourner contre Schwarzenberg, de tâcher de surprendre la grande armée, pour l'attaquer et la battre en détail.

Le général Schwarzenberg se trouvait de nouveau sur l'Aube, où il s'était porté aussitôt après le départ de Napoléon contre l'armée de Silésie. Il avait battu, le 27 février, à Bar-sur-Aube, le maréchal Oudinot, chargé de le contenir; avait repris Troyes, et attendait, dans les plaines situées entre la Seine et la Marne, ce qui arriverait entre Blucher et Napoléon. Bientôt il le vit lui-même en présence, arrivant de Laon. Il tomba tout d'un coup, le 13 mars, sur Reims, où était Saint-Priest à la tête des Russes, s'empara de la ville, tua le général, et le 20, il était avec toutes ses troupes en face de la grande armée, occupant Arcis-sur-Aube. Il espérait, par une attaque soudaine, rompre les liens qui unissaient l'armée de Schwarzenberg, et jeter le désordre parmi les différents corps; mais il trouva les lignes

bien formées et le bon ordre partout, de sorte que son projet fut encore une fois sans succès. L'empereur Alexandre et le roi Frédéric-Guillaume, bien résolus à ne pas différer plus long-temps une bataille décisive, s'étaient hâtés de rejoindre l'armée à marches forcées, et il y eut, ce même jour 20 mars, un engagement très sérieux auprès d'Arcis. Les escadrons de la garde furent repoussés avec une telle violence que Napoléon, pour ne pas perdre ce point important, fut obligé de mettre lui-même l'épée à la main, de rassembler les fuyards, de se mettre aussitôt à leur tête et de les ramener au combat. Il s'exposa tellement dans cette charge, que pour se défendre contre un Cosaque qui venait sur lui la lance en arrêt, il fut obligé de faire feu lui-même avec ses pistolets. Un grand nombre des officiers qui l'accompagnaient furent tués à ses côtés, et son cheval fut atteint et tué par un boulet. Mais, bien loin de fuir le danger, il ne mit que plus d'audace à le braver. Un obus vint tomber à ses pieds, il attendit le coup de sang-froid, bientôt il éclata, un épais nuage de fumée l'enveloppa; on le crut perdu. Il se releva, sauta sur un autre cheval et vint se placer de nouveau sous le feu des batteries. Arcis fut sauvé; mais il fallut les plus grands efforts et l'arrivée de l'infanterie française.

L'armée des alliés s'était préparée à une grande action pour le lendemain; Napoléon s'était lui-même rangé en bataille en avant d'Arcis, et les deux armées se tinrent en présence, attendant réciproque-

ment l'attaque l'une de l'autre. C'était un moment solennel qui allait décider de la guerre et qui dura plusieurs heures. En effet ces quelques heures furent décisives pour le sort du monde; mais d'une autre façon qu'on aurait pu le comprendre. Car ce fut pendant cet intervalle de temps que Napoléon mit à terme un projet qu'il portait depuis long-temps dans son cœur, sur lequel il mettait toutes ses espérances, et qui pourtant fut cause de sa ruine. Aussitôt il en commença l'exécution. Lors donc que les alliés tenaient les yeux fixés sur lui et dans la plus grande attente, ils aperçurent avec le plus grand étonnement les rangs français se débander, l'armée passer l'Aube et déjà traversant par-dessus les montagnes de l'autre rive. Il entrait dans ses nouveaux plans de guerre, après avoir assez long-temps cherché une décision dans une bataille rangée; de changer de tactique, d'aller se jeter sur les derrières de Schwarzenberg par des marches forcées; parce que celui-ci, se disait-il, ne manquerait pas de se replier en arrière pour s'assurer un chemin, et qu'alors il pourrait le faire tomber dans des embuscades, secondé par les garnisons qui étaient dans les places fortes et par la population. Il avait préparé ses plans depuis long-temps; ses commandants de place en avaient été informés par des messagers secrets (des espions qui cachaient leurs nouvelles dans leurs cannes, dans leurs habits, dans les colliers de leurs chiens.) Ils entraient d'ailleurs tout-à-fait dans l'esprit des habitants qui déjà étaient presque partout en

pleine révolte ; ils se tenaient cachés dans les bois, dans les chemins creux, attaquaient les détachements, les courriers et empêchaient les communications des alliés. Les convois ne pouvaient pas arriver ; déjà la poudre et le plomb commençaient à manquer ; et si maintenant des troupes exercées se joignaient aux paysans, une retraite n'aurait pas manqué d'entraîner la ruine de l'armée des alliés.

Napoléon était si convaincu de la bonté de ses plans et tellement aveuglé par son orgueil, qu'au moment même où il arrivait sur le bord du précipice, il croyait ses ennemis perdus et lâchait ces paroles incompréhensibles : « On a parlé de paix ; mais je ne négocie point avec des prisonniers. » En même temps, il fit rompre les conférences qui se tenaient à Châtillon, détruisant ainsi les dernières espérances d'une paix à l'amiable et tous les motifs qui avaient jusqu'alors apporté de la lenteur dans les opérations de la guerre. Ainsi la décision de son sort marchait à grands pas.

Marche sur Paris.

L'étonnement était d'autant plus grand dans l'armée des alliés après ce mouvement subit de Napoléon, que les Cosaques qu'on avait envoyés à la découverte rapportaient à leur façon : « que l'ennemi se retirait non sur Paris, mais sur Moscou. » Cependant

on reçut promptement des instructions par une lettre de l'empereur même à l'impératrice qui fut prise fort à propos, dans laquelle il lui découvrait tout son plan, tel que nous l'avons donné plus haut. — C'était donc un moment bien important pour l'armée des alliés. Les uns conseillaient d'assurer les derrières et de se rapprocher du Rhin, les autres au contraire plus confiants disaient qu'il fallait marcher sur Paris qui ne pouvait résister; et ce dernier avis l'emporta. Il fut résolu qu'on laisserait Napoléon en arrière et qu'on se porterait en avant pour se réunir sur la Marne à l'armée de Blucher.

Le lendemain, 24 mars, on apprit que l'armée de Silésie était déjà dans le voisinage, et le conseil de guerre assemblé à Vitry décida aussitôt que les deux armées réunies marcheraient sur Paris et que le général Winzingerode marcherait seul contre Napoléon avec dix mille hommes de cavalerie et d'artillerie légère, pour lui faire croire que le gros de l'armée suivait. Ce cri, sur Paris! réveilla l'enthousiasme des soldats, d'autant qu'ils avaient eu beaucoup à souffrir, depuis trois mois qu'ils étaient en France, le froid, la neige, la pluie, la disette de tout; mais alors tout fut oublié. Des nouvelles favorables vinrent d'ailleurs encore confirmer les chefs dans leur résolution. C'étaient des courriers partis de Paris, arrêtés par la cavalerie légère, porteurs de dépêches qui annonçaient que dix mille Anglais étaient débarqués à Livourne en Italie; que Lyon, la deuxième ville du royaume, avait été prise par les Autrichiens, et

que l'armée d'Augereau était dans une mauvaise position; que Wellington était entré dans Bordeaux et s'avançait dans le cœur de la France; enfin il y avait un rapport du ministre de la police qui déclarait que les esprits étaient mal disposés dans la capitale et que la plupart des citoyens étaient extrêmement fatigués de la longueur de la guerre.

Ils marchèrent donc sur Paris en toute hâte. Blucher était sur la rive droite de la Marne, Schwarzenberg sur la rive gauche; ils voulaient se réunir à moitié route. Ils rencontrèrent, dans les mêmes lieux où six semaines avant ils avaient été surpris par Napoléon, les maréchaux Mortier et Marmont en route pour aller rejoindre l'empereur; car il rassemblait toutes ses forces sur les derrières. Quelle fut leur frayeur quand ils se virent coupés de lui par deux cent mille hommes. Ils voulurent faire quelque résistance, le 25 mars, à la Fère-Champenoise, dans une forte position; mais ils furent emportés comme par un torrent et ne durent qu'à la nuit d'échapper à une destruction complète. Cependant le général Pactod, qui se trouvait sur leur route avec six mille hommes et une quantité de bagages et de provisions de toute espèce, fut entouré par la cavalerie des deux armées, et après s'être long-temps défendu avec le plus grand courage, il fut fait prisonnier avec tous ceux qui survivaient. Ensuite les deux armées firent leur réunion.

Pendant ce temps-là, l'Allemagne était dans la plus grande inquiétude pour ses guerriers, elle ne

savait rien de leurs succès, ni de leur nouvelle décision. Les nouvelles étaient interceptées et les craintes augmentaient chaque jour. Mais bientôt arriva la nouvelle favorable et elle n'en causa que plus de joie.

Capitulation de Paris. 30 et 31 mars.

L'armée des alliés fit la plus grande diligence possible et arriva enfin, le 29 mars au soir, devant les portes de cette fière capitale, qui si long-temps avait commandé au monde et était encore chargée de ses dépouilles. Joseph, frère de Napoléon et l'ancien roi d'Espagne, s'y trouvait avec une foule de partisans, et il maintint le peuple en lui faisant croire que ce n'était qu'un détachement de l'armée qui voulait essayer de jeter l'effroi dans la capitale. Les maréchaux Marmont et Mortier ayant rassemblé tout ce qu'ils avaient de troupes, les avaient postées sur les hauteurs hors de Paris avec toute leur artillerie; de sorte qu'ils se trouvaient à Montmartre et sur les autres collines à l'est de la ville avec vingt-cinq mille hommes et cent cinquante canons. Ils cherchèrent à arrêter l'ennemi jusqu'à ce qu'enfin Napoléon arrivât pour les délivrer.

Napoléon était bien à la vérité en marche pour y venir, mais il était trop éloigné pour arriver à temps. Il avait été victime de son aveugle confiance et avait

laissé prendre une avance de quatre jours à l'armée qui marchait sur Paris. Les généraux Winzingerode et Czernittschef l'avaient complètement trompé en lui faisant croire qu'ils étaient l'avant-garde de l'armée, qui s'était mise en hâte à sa poursuite, et déjà même il se félicitait des succès de sa ruse. Cependant ne voyant jamais que de la cavalerie et pas un seul fantassin, il conçut enfin quelques soupçons; il voulut donc s'en convaincre, et attaqua lui-même le général Winzingerode qui fut à la vérité obligé de se replier devant lui; mais il ne put encore rien obtenir de certain jusqu'au 29 mars. Alors arriva une estafette de Paris, qui le rencontra sur l'Aube à Doulancourt. Napoléon se hâta de descendre d'une petite hauteur sur le fleuve pour ouvrir ces lettres mystérieuses; il fut comme frappé de la foudre, quand il sut que la guerre allait se décider à Paris et qu'il en était à plus de quarante lieues. Il abandonna donc aussitôt son armée, et partit avec quelques hommes seulement pour tâcher d'arriver à temps; mais il pressa vainement ses postillons, il ne put entendre que de loin le canon du combat qui se livrait devant Paris, et le 30, à six heures du soir, il apprit à Fromenteau, encore à cinq lieues de la ville, qu'il était arrivé quelques heures trop tard; Paris s'était rendu. Napoléon n'était séparé que par la Seine des avant-postes de l'ennemi. Les feux de leurs bivouacs brillaient sur toute la rive gauche, tandis qu'une profonde obscurité le cachait, lui, quelques serviteurs et deux voi-

tures de poste. Le lendemain à deux heures du matin, quand il sut positivement que la capitulation était signée, il revint sur ses pas et se rendit à Fontainebleau. Or voici les événements qui avaient amené la capitulation.

Le 30 mars au matin, le général Barclai de Tolly, qui commandait les Russes et les Prussiens sous les ordres du général en chef Schwarzenberg, attaqua les hauteurs de Belleville, où était le point central du système de défense. La lutte fut opiniâtre et d'abord indécise; parce que les jardins, les vignes et les bosquets qui se trouvaient de tous côtés facilitaient beaucoup la défense; mais surtout, parce que les troupes du prince de Wurtemberg et de Blucher qui devaient aider à droite et à gauche ne purent arriver à l'attaque avant midi. L'artillerie française, avantageusement postée, écrasait des rangs entiers de nos valeureux assaillants; à la fin cependant les hauteurs de Belleville furent emportées et l'artillerie fut prise. Alors les Parisiens comprirent bien que c'était fort sérieux pour eux, et que ce n'était point seulement un détachement. Déjà ses rues, autrefois si brillantes de magnifiques équipages, étaient alors remplies de gens de la campagne qui y cherchaient un asile avec leurs charrettes, leurs troupeaux et leurs bagages.

A midi, l'armée de Silésie attaqua les hauteurs de Montmartre. York, Kleist et Langeron chassèrent les Français de tous les villages, et la cavalerie même put prendre part au combat; le village de la

Villette fut emporté par elle, et les Français furent repoussés jusqu'aux faubourgs. Montmartre fut pris avec l'artillerie qui le défendait.

A l'extrême aile gauche, le prince de Wurtemberg avait aussi lui, malgré une vigoureuse défense des approches de Vincennes prolongée jusqu'après midi, forcé les ennemis de reculer jusqu'aux portes. Alors les deux maréchaux les principaux de la ville demandèrent à capituler; il fut convenu que la ville serait livrée le lendemain matin 31 mars, et que les maréchaux Marmont et Mortier se retireraient avec les restes de leurs troupes.

Abdication de Napoléon. — Paix de Paris.

Le 1er avril, l'empereur Alexandre fit publier, tant en son nom qu'en celui des alliés : « qu'il ne voulait, en aucune façon, traiter avec Napoléon, ni avec aucun membre de sa famille; que du reste il laissait aux Français la liberté de se choisir un autre gouvernement. » Par suite de cette déclaration, le conseil municipal fut le premier à se déclarer délié du serment de fidélité envers Napoléon; il témoigna le désir de revoir l'ancienne maison royale, et le lendemain, 2 avril, le sénat lui-même déclara, au nom de toute la France, la déposition de Napoléon.

Cet événement fut un coup de foudre pour Na-

poléon, lui qui s'était constamment flatté de pouvoir réunir ses forces et tenter encore une fois le sort des armes. Il était toujours à Fontainebleau, à douze lieues de Paris ; la colère et l'abattement bouleversaient tour-à-tour son âme : enfin il se décida à marcher sur Paris, plein de confiance encore dans son armée. Le 5 avril fut fixé, et déjà une foule de guerriers s'apprêtaient à le suivre ; mais, dans ce moment, ses maréchaux refusèrent de coopérer avec lui dans une telle entreprise. Ney et Lefèvre le suivirent jusque dans sa chambre, lui firent connaître l'acte de sa déchéance, et lui déclarèrent qu'ils ne pouvaient compter sur l'obéissance de l'armée. Alors, il voulut au moins tenter de conserver la couronne de France à son fils, qu'il avait fait appeler roi de Rome. Il offrit donc son abdication à cette condition ; mais ni les alliés, ni le gouvernement provisoire, qui siégeait dans Paris, ne voulurent y accéder. Le 6 avril, le sénat rappela l'ancienne famille et reconnut Louis XVIII comme roi de France ; et l'on offrit à Napoléon une retraite libre dans l'île d'Elbe, sur les côtes d'Italie. Contre toute attente, il signa avec calme cette abdication qu'on lui imposait, le 11 avril. Sans doute qu'il avait déjà au fond de son âme le projet de profiter d'un moment favorable, quand l'Europe aurait déposé les armes, pour reconquérir son empire. Il partit pour l'île d'Elbe, le 20 avril, et il y fixa sa demeure. Louis XVIII fit son entrée à Paris le 3 mai, et monta sur le trône de son frère vingt-et-un ans après son exécution.

Le 30 mai fut signée la première paix de Paris, entre la France et l'Europe. La France conserva les mêmes limites qu'elle avait eues sous ses rois, et par conséquent l'Alsace et la Lorraine, qui avaient anciennement appartenu à l'Allemagne; elle garda même de plus une certaine étendue de terrain qui n'avait été conquis que sous la république. Elle n'eut point à payer les frais de la guerre; la ville de Paris conserva les chefs-d'œuvre qui avaient été dérobés dans toute l'Europe; et des milliers de Français, retenus prisonniers en Russie, en Autriche, en Prusse, en Angleterre, furent rendus à la liberté sans rançon. — On devait donc croire que cette paix allait reposer sur des bases solides; mais à peine quelques mois s'étaient écoulés, à peine les peuples avaient-ils commencé à goûter les bienfaits de la paix, qu'elle fût de nouveau rompue.

CAMPAGNE DE 1815.

Retour de l'île d'Elbe.

Napoléon entretenait de son île des émissaires secrets dans toute l'Europe. Ayant donc appris qu'il y avait de la division dans le congrès de Vienne, que, d'un autre côté, toute la France était en fermentation, excitée d'ailleurs par ses partisans qui semaient tout espèce d'accusations parmi le peuple, il s'assura de la sympathie qu'il trouverait encore parmi ses anciennes troupes; et, le 26 février, il

quitta son île, à la tête de onze cents soldats de sa vieille garde, et vint prendre terre près de Cannes, au même endroit qu'à son retour d'Égypte. Tous ses anciens soldats furent aussitôt enflammés pour lui du plus grand enthousiasme, qui fut aussi partagé par une partie de la population. Il avait dit en débarquant : « Bientôt vous allez voir mon aigle prendre son essor sur tous les clochers de France, jusqu'à ce qu'il vienne se reposer sur les tours de Notre-Dame. » Et, en effet, les villes et les villages le reçurent partout avec acclamations. Les troupes qu'on envoya contre lui, au lieu de se servir de leurs armes, le saluèrent de cris de joie ; et, après vingt jours de marche, il fit son entrée à Paris, à la tête de toutes les armées de France, le 20 mars, sans qu'il lui en ait coûté une seule goutte de sang. Louis XVIII fut obligé d'abandonner son royaume, et il se retira sur la frontière.

Alors Napoléon eut recours à tous les moyens pour se concilier les esprits : à ses anciens soldats il parlait de leurs anciens lauriers, aux libéraux il promettait la liberté, aux gens pacifiques il affirmait ses intentions de paix, disant que ses malheurs l'avaient instruit et qu'il ne voulait plus que le bonheur de son peuple ; il tenait le même langage aux puissances étrangères. Mais le congrès de Vienne se déclara fortement contre lui, et décida que toute l'Europe s'armerait comme contre le perturbateur de la paix publique.

Cependant Napoléon voyant que toutes ses pro-

testations étaient inutiles, se prépara à une lutte désespérée. Alors, pour gagner le peuple Français, comme il avait toujours fait jusqu'à présent, par un nouveau coup de théâtre, il convoqua à Paris une grande réunion de tous ses adhérents, pour faire décider dans une grande assemblée du champ de mai, suivant les mœurs des anciens Francs, disait-il, s'il devait réellement se faire de nouveau appeler empereur des Français. Chacun avait reçu d'avance la réponse qu'il avait à faire, il fut donc proclamé et on lui jura serment de fidélité.

Au bout de quelques mois, il se vit à la tête d'une belle armée. Tant de milliers de prisonniers rendus à la paix, les restes de la vieille armée et de nouvelles levées furent enrôlés sous ses drapeaux. En outre les gardes nationales furent armées, et les journaux français parlaient déjà de millions d'hommes prêts à combattre pour leur empereur.

Murat commence la guerre.

De tous les membres de sa famille que Napoléon avait placés sur des trônes, il ne restait plus que son beau-frère, le roi de Naples, qui avait sauvé sa couronne, en 1814, en abandonnant Napoléon, tandis qu'il combattait encore contre les alliés, pour faire une alliance avec eux. Ce n'avait point été par haine pour l'ambition française, ni par inclination pour

les principes de l'alliance, mais uniquement pour ménager ses propres intérêts qu'il avait abandonné Napoléon. Quand donc il vit la fortune changer de côté, Napoléon remonter sur son trône aux cris des acclamations du peuple et recouvrer son ancienne puissance, alors Murat crut qu'il serait plus avantageux de s'unir avec lui.

D'ailleurs sa présomption lui mettait sous les yeux les plus belles espérances. L'Italie était tout entière en fermentation, une foule d'habitants de ce beau pays, toujours morcelé depuis plus de douze cents ans et souvent opprimé par les étrangers, soupiraient après une réunion de toutes les provinces de la patrie pour former un empire puissant, indépendant, qui pût occuper une place honorable parmi les autres. Joachim Murat voulut donc alors se présenter à eux pour obtenir ce but; et en s'avançant dans le nord de l'Italie, il affecta d'imiter le langage et les grands mots de Napoléon. Mais il eut bientôt à payer la témérité d'avoir visé à un but trop élevé pour lui. Les généraux autrichiens qui furent envoyés contre lui, Frimont, Bianchi, Niepperg et Nugent, le chassèrent devant eux de place en place, dans toute la longueur de la presqu'île, jusque dans ses propres états; le battirent toutes les fois qu'il voulut faire résistance, détruisirent son armée et le forcèrent enfin à quitter honteusement sa capitale et toute l'Italie, pour aller chercher un asile en France, comme fugitif.

Guerre dans les Pays-Bas contre Napoléon.

Cette première guerre d'Italie n'avait duré que le mois de mai, et une plus grande encore devait se terminer dans le courant de juin. Schwarzenberg avec les Autrichiens, les Bavarois, les Wurtembergeois et les Badois occupait toute la frontière, depuis la Suisse jusqu'à moitié du Rhin ; le feld-maréchal Blucher était avec les Prussiens dans les Pays-Bas sur la Meuse, et tout près de lui lord Wellington couvrait tout le pays jusqu'à la mer du Nord avec les Anglais, les Néerlandais, les Hanovriens et les Brunswickois. Les Russes devaient remplir l'intervalle entre Blucher et Schwarzenberg ; mais ils n'étaient pas encore arrivés sur le champ de bataille. Alors Napoléon, regardant tout autour de lui, considérait sur quel point il porterait les premiers coups du glaive terrible qu'il brandissait dans sa main. Ce fut sur son ennemi le plus près et le plus dangereux, sur Blucher et Wellington, qu'il frappa. S'il avait pu réussir à les tailler en pièce, chasser l'un de l'autre côté du Rhin et forcer l'autre de remonter dans ses vaisseaux, alors il devenait maître de la Belgique, de sa capitale, de son argent et de ses hommes; ensuite, il pouvait avec sa garde courir sur le haut Rhin et battre encore Schwarzenberg avant l'arrivée des Russes.

Telles étaient ses espérances quand il partit de Paris, dans la nuit du 11 juin. Toutes ses

troupes s'étaient déjà rassemblées, suivant ses ordres, sur la Sambre et la Meuse ; et le 14 juin au moment de commencer cette sanglante lutte, il parla ainsi à son armée : « Soldats ! c'est aujourd'hui l'anniversaire des batailles de Marengo et de Friedland, qui deux fois ont décidé du sort de l'Europe. Alors, comme souvent, nous fûmes trop généreux, nous laissâmes sur leurs trônes ces princes qui aujourd'hui menacent l'indépendance de la France. N'êtes-vous pas et ne sommes-nous pas encore les mêmes ? S'ils entrent en France, ils y trouveront leur tombeau. »

Telle était sa confiance, quand il se vit à la tête de son armée ; c'était en effet une des plus belles que la France ait mises sur pied, cent cinquante mille hommes bien équipés avec quatre cents pièces d'artillerie. Mais ce qui rendait cette armée plus redoutable, c'était sa résolution de vaincre ou de mourir. La garde, forte de quarante mille hommes, avait enveloppé ses aigles d'un crêpe noir, jusqu'à ce qu'une grande victoire permît de les montrer dans tout leur éclat.

Napoléon porta sa première attaque sur le point par lequel les deux armées de Wellington et de Blucher se touchaient ; c'était précisément l'endroit le plus faible des deux armées, parce que là chacun des deux généraux cessait son commandement. A gauche, il avait devant lui Wellington avec quatre-vingt mile hommes, savoir : trente mille Anglais, vingt mille Hanovriens, dix mille Brunswickois et

vingt mille Néerlandais et Hessois. A droite, c'était Blucher avec quatre corps d'armée qui faisaient plus de cent mille hommes et étaient commandés par quatre généraux : Ziethen, Thielmann, Pirch et Bulow. Mais ces corps d'armée, prussiens et anglais, avaient leurs campements fort éloignés les uns des autres, afin d'occuper une plus grande étendue de terrain. Napoléon, le 15 juin, à deux heures du matin, déboucha près de Thuin, à travers les contrées couvertes de la Sambre, et se jeta avec tant de rapidité sur Charleroi, qu'à peine les postes avancés de Ziethen eurent le temps de faire leur retraite ; les cuirassiers français se répandirent avec tant de fureur sur toutes les routes et dans les campagnes que les pertes de la journée furent considérables. Cependant Ziethen se maintint en bon ordre près de Fleurus, et donna le temps au feld-maréchal de rassembler en toute hâte les deuxième et troisième corps.

Bataille de Ligny et combat des Quatre-Bras. 16 juin.

Blucher résolut de livrer bataille aux cent mille hommes de Napoléon avec ses trois corps d'armée qui faisaient environ quatre-vingt mille hommes; parce qu'il comptait que Bulow arriverait sur le champ de bataille avant la fin de la journée, et que Wellington lui-même enverrait des secours de son côté. L'armée prussienne occupait les hauteurs qui

bordaient la rivière de Ligny, avec trois villages dans ses lignes: Saint-Amand où était l'aile droite, Ligny où était le centre de la bataille, et Sombref qui avait l'aile gauche. Napoléon avait l'intention de porter toutes ses forces sur l'aile droite, afin de la rompre et de la couper entièrement d'avec les Anglais, et il fit attaquer le village de Saint-Amand à trois heures après midi. C'était Ziethen qui s'y trouvait avec ces mêmes troupes qui s'étaient trouvées engagées la veille; cependant elles tinrent ferme contre l'attaque, quelque opiniâtre qu'elle fût, jusqu'à ce que les ennemis ayant trouvé un chemin détourné à travers une cour arrivèrent de tous côtés dans le village. Alors les combattants qui comptaient parmi eux un grand nombre de nouvelles levées, abandonnèrent cette partie du village appelée grand Saint-Amand et se retirèrent derrière la rivière de Ligny. L'autre partie, le petit Saint-Amand, fut perdue à une deuxième attaque des Français.

Aussitôt Napoléon dirigea ses coups sur le centre de bataille et fit attaquer le village de Ligny avec la plus grande opiniâtreté. Ce fut un des combats les plus acharnés dont parle l'histoire, dit le rapport même du général prussien. Ligny est considérable, bâti en pierres et s'étend tout le long de la rivière. Chaque maison, chaque jardin, chaque rue devint le théâtre d'une lutte acharnée. Cependant le village fut pris et repris plusieurs fois; on y combattit cinq heures, tour-à-tour avançant et reculant; et toujours de nouvelles troupes se succédaient des deux côtés

sur le champ de bataille. En outre, plus de deux cents bouches d'artillerie écrasaient le village de leurs boulets de dessus les hauteurs; de sorte qu'il fut bientôt en feu sur plusieurs points; et les toits, les solives et les murailles s'affaissaient, s'écroulaient avec un fracas horrible.

Tandis que la bataille sévissait avec le plus de fureur et que Napoléon avait dégarni son aile gauche pour attaquer Ligny avec d'autant plus de vigueur, le feld-maréchal se mit lui-même à la tête de ses troupes et vint conduire l'attaque du village de Saint-Amand qu'il avait déjà perdu. Une portion du village fut emportée, et si Wellington ou Bulow avait été en état de l'aider dans ce moment, le feld-maréchal faisant une vive attaque sur l'aile gauche des Français, aurait pu décider la victoire. Mais la division anglaise qui devait arriver avait été si vigoureusement reçue par le maréchal Ney aux Quatre-Bras, qu'à peine même put-elle se maintenir en présence, et Bulow avait été retardé dans sa marche par plusieurs accidents. De sorte que Blucher n'avait plus à compter que sur son propre courage.

Déjà le jour tombait, et la bataille durait encore autour de Ligny, toujours aussi sanglante et toujours indécise. Tous les différents corps d'armée étaient aux prises, ou avaient déjà combattu; il n'y avait plus de réserve. Tout-à-coup un grand corps d'infanterie, la garde elle-même, qui avait tourné le village à la faveur de l'obscurité, vint tomber sur les Prussiens; tandis que, d'un autre côté, les cuiras-

siers et les grenadiers de la garde attaquaient en même temps sur un autre point. C'était un moment critique. Alors le vieux général, sans songer à sa propre conservation, se mit à la tête des escadrons qui se trouvaient auprès de lui, et les conduisit lui-même à la rencontre des Français; mais sa cavalerie, trop faible et trop légère pour percer à travers les escadrons français tout bardés de fer, fut culbutée, et le feld-maréchal lui-même eut son cheval percé d'une balle; le coup, loin d'arrêter sa course, le jeta dans des mouvements convulsifs, et l'emporta avec d'autant plus de fureur, jusqu'à ce qu'il tomba tout d'un coup raide mort. Blucher se trouva lui-même étourdi par sa chute, et engagé sous son cheval. Les cuirassiers français étaient acharnés à la poursuite, et déjà les derniers cavaliers prussiens étaient loin derrière le feld-maréchal; il n'avait auprès de lui que son fidèle aide-de-camp, le comte Nostitz qui, fidèle aux principes des anciens Germains, ne voulait pas survivre à son général. Il mit pied à terre, et chassa bien loin son cheval d'un grand coup, de crainte qu'il ne les fît découvrir. En effet, les ennemis, animés par la fureur, passèrent au galop et ne les aperçurent pas; et quand, après cette charge, ils revinrent chassés à leur tour par les Prussiens, leurs escadrons virent encore caracoler autour d'eux; mais alors enfin on retira à grand'peine le feld-maréchal de dessous son cheval.

Il monta aussitôt sur un cheval de dragon, et revint en toute hâte avec les siens. L'infanterie prussienne signala son courage : quoique entourée de

tous côtés, malgré l'obscurité qui toujours grossit le danger aux yeux des hommes, elle repoussa avec sang-froid toutes les attaques de la cavalerie toutes les fois qu'elle vint se jeter sur ses carrés, se retira lentement et les rangs serrés sur Tilly. L'armée s'arrêta à une demi-lieue du champ de bataille, et ne perdit que quinze pièces d'artillerie engagées dans les mauvais pas à cause de l'obscurité.

La bataille était perdue, mais elle n'était pas moins honorable; car ce n'était pas l'armée entière qui avait combattu contre Napoléon, et la victoire fut si vivement disputée que le vainqueur se crut obligé de rappeler dix mille hommes de réserve qu'il avait d'abord voulu opposer à Wellington.

Combat des Quatre-Bras.

Napoléon avait envoyé le maréchal Ney et son frère Jérôme vers Quatre-Bras, pour chasser l'ennemi de ce côté et couper tout-à-fait les deux armées l'une de l'autre. Wellington, dont toutes les troupes étaient dispersées, ne pouvait faire arriver ses bataillons que les uns après les autres sur les points menacés; mais elles n'en combattaient pas moins avec courage : c'était le prince d'Orange avec ses Néerlandais, le prince Bernard de Weimar avec les Nassois, le général Picton avec les Anglais, et le général Alten avec les Hanovriens. Ils retardaient, à la

vérité, la fureur des Français qui se précipitaient comme un torrent; mais ils ne pouvaient cependant les comprimer entièrement. Enfin arriva aussi le vaillant duc de Brunswick en présence de cet ennemi, qui déjà une fois lui avait ravi son héritage et comptait peut-être l'en dépouiller encore dans cette compagne. Le duc, à la tête de ses hussards noirs, se précipita sur les assaillants pour arrêter leurs progrès; et comme il ne voulait pas céder, il fit aussi avancer son infanterie contre eux. Mais c'est alors qu'il reçut une balle qui lui traversa la poitrine et le renversa de dessus son cheval. C'était un prince animé du plus pur amour de la patrie, qui ne tira jamais l'épée pour la France. L'honneur est attaché à son nom.

Le combat continuait toujours avec la même fureur; les Brunswickois cherchaient à venger le sang de leur duc dans celui des Français. Le prince d'Orange, qui se jeta témérairement à la tête d'un escadron néerlandais au milieu des rangs ennemis, fut emporté trop loin et entouré; mais le septième bataillon marcha vers lui et l'arracha du milieu des ennemis. Le prince, enthousiasmé, arracha la croix qu'il portait sur sa poitrine, et la jetant au milieu de ses fidèles guerriers : « Enfants, cria-t-il, vous l'avez tous méritée! » Ils ramassèrent cette croix et l'attachèrent à leur drapeau.

Tant de courage et un si grand mépris pour la mort ne devaient pas rester sans fruit: les Français se trouvèrent eux-mêmes pressés à leur tour, et alors

Ney voulut faire avancer sa réserve de dix mille hommes. Mais ils n'étaient plus à sa disposition : Napoléon les avait fait venir sur Ligny, et le maréchal se vit forcé d'abandonner ses avantages et de se replier sur Frasne. Trois ou quatre mille hommes à peu près avaient été tués de chaque côté ; et du côté où combattit Napoléon, il y en avait bien douze à quinze mille. Et cependant tant de sang n'avait encore rien décidé !

Bataille de Waterloo ou de Belle-Alliance. 18 juin.

Wellington et Blucher firent replier leurs deux armées quelques pas en arrière, le 17 juin, afin d'être plus rapprochés l'un de l'autre. Mais Napoléon croyait les Prussiens tellement affaiblis et effrayés, qu'ils ne pourraient pas manquer de se retirer vers Maëstricht, sur l'autre rive du Rhin ; par conséquent, il envoya le maréchal Grouchy avec un fort détachement contre eux, avec ordre de les chasser sur l'autre rive. Par rapport aux Anglais, son unique crainte était qu'ils ne se retirassent et qu'il ne pût en venir à une bataille rangée avec eux. C'est pourquoi il dépêcha Vandamme qui devait quelque temps faire route avec Grouchy pour venir tomber sur leurs derrières de l'autre côté de Wavre et de Bruxelles. Mais telles n'étaient point les intentions de ses deux adversaires. Wellington s'était

choisi une position avantageuse à quatre lieues sud de Bruxelles, sur la petite hauteur du mont Saint-Jean; il avait en dos la grande forêt de Soignies et en avant des fermes très favorables pour la défense. « Si mon compagnon d'armes peut m'envoyer deux divisions pour me soutenir, fit-il dire à Blucher, j'attendrai Napoléon dans la position que j'ai avec quatre-vingt mille hommes. » Celui-ci répondit qu'il y viendrait non pas seulement avec deux divisions, mais avec toute son armée, pour attaquer les Français s'ils n'attaquaient pas eux-mêmes. Avant que le jour ne commençât à poindre il était en route avec son armée, afin d'arriver par des chemins de traverse et tomber sur les Français au moment où ils seraient le plus vivement engagés avec Wellington.

Quand Napoléon aperçut les Anglais, le 18 juin, qui l'attendaient sur la hauteur de Soignies, il en fut ravi de joie et s'écria : « Ah! enfin je les tiens ces Anglais! » Et dès que la pluie eut cessé, il fit ses préparatifs pour la bataille. Wellington avait en avant de son centre de bataille deux postes avancés à droite et à gauche, Hougoumont et la Haye-Sainte; c'étaient deux espèces de forts qu'il fallait que Napoléon prît avant d'attaquer les lignes anglaises. Napoléon fit d'abord attaquer le fort Hougoumont, sur le midi.

Son frère Jérôme, qui auparavant n'était rien moins qu'un héros, conduisit lui-même l'attaque et combattit avec fureur pour son royaume perdu. Il se mit à la tête du deuxième corps d'armée française;

mais il éprouva une si vigoureuse résistance qu'il ne put obtenir aucun avantage, même après que la ferme fût tout en feu. Elle resta toute la journée au pouvoir des Anglais. La Haye-Sainte était occupée par un bataillon d'Anglo-Allemands qui plus tard reçut encore quelques compagnies de secours. Trois fois ils repoussèrent l'attaque avec le courage le plus inébranlable, jusqu'à ce qu'ils eussent épuisé leurs cartouches; alors ils furent obligés de se faire un chemin pour aller rejoindre leur armée. Aussi le soir, des quatre cents hommes de ce bataillon il ne restait que quarante-deux hommes.

Cependant Napoléon avait préparé une nouvelle attaque contre les hauteurs du mont Saint-Jean. Quatre-vingts canons furent dirigés contre elles; la cavalerie et l'infanterie s'avancèrent aussi en même temps, à côté et derrière, droit sur les Anglais et les Allemands. La cavalerie française espérait emporter l'artillerie par une charge subite; mais avant qu'elle fût arrivée assez près, il lui fallut essuyer un feu meurtrier de l'artillerie et de l'infanterie; et la cavalerie anglaise qui était cachée dans des vallées, arriva tout d'un coup sur eux à travers les intervalles de leurs bataillons carrés. Alors il y eut entre ces deux peuples qui se haïssaient depuis long-temps, une lutte d'une animosité sans exemple. Sur la route de Genappe à Bruxelles, au point central que Napoléon voulait absolument forcer, était le général hanovrien Alten avec ses légions allemandes et hanovriennes, qui soutint glorieusement la

réputation des armes allemandes et surtout du Hanovre. Ses huit mille hommes se vantaient d'avoir toujours combattu contre les Français, depuis douze ans que ceux-ci avaient occupé le Hanovre, partout où ils avaient trouvé un champ de bataille, en Portugal, en Espagne, en Sicile, dans le sud de la France; et partout ils s'étaient couverts de gloire. Ils se trouvaient donc encore à cette dernière bataille qui fut décisive et ne contribuèrent pas peu à son heureux résultat.

Cependant Napoléon sur sa colline près de Belle-Alliance, d'où il considérait tout le champ de bataille dans la plus grande inquiétude, quoique aucun geste extérieur ne trahît sa pensée, brûlait de colère de trouver une si grande résistance sur laquelle il n'avait pas compté. Quand on venait lui parler des difficultés qu'on trouvait sur tel et tel point, il ne répondait que par ces mots: « *En avant! en avant!* » Il comptait accabler les Anglais, et à trois heures il fit partir un courrier annoncer la victoire à Paris. En effet, si le secours ne fût pas arrivé, le génie du mal était encore une fois couronné par le succès. Déjà Wellington avait appelé toute sa réserve, et avait été obligé de laisser son aile gauche presqu'à nu pour soutenir le centre. Plus de dix mille hommes de son côté avaient perdu la vie et ceux qui survivaient étaient épuisés par huit heures d'une lutte continuelle. A cinq heures du soir, les Français avaient conquis une position avantageuse sur les hauteurs et occupaient

la forêt de Hougoumont et le fort la Haye-Sainte. Déjà le général anglais disait avec crainte ; je voudrait bien qu'il fût nuit ou que les Prussiens arrivassent. Mais bientôt après retentit sur les derrières de l'ennemi le bruit de l'artillerie ; il comprit aussitôt que c'était le moment qui allait décider du sort de l'Europe ; il en fut ému jusqu'aux larmes et il s'écria avec enthousiasme : « C'est le vieux Blucher. »

L'armée prussienne avait été retardée par les difficultés des chemins que les pluies avaient défoncés, surtout dans les chemins creux de Saint-Lambert ; et à cinq heures du soir, il n'y avait encore que deux brigades de Bulow arrivées dans le bois de Frischmont, où elles devaient se cacher et attendre les autres pour tomber ensuite tout d'un coup sur les derrières de l'ennemi. Mais le moment décisif était arrivé, l'armée anglaise était réduite à l'extrémité et pouvait à peine soutenir la lutte. Les Prussiens furent donc obligés de commencer l'attaque avec ce qu'ils avaient de troupes ; Bulow aussitôt sortit de la forêt et vint se jeter sur les derrières de l'aile droite de Napoléon ; et sans cesse de nouvelles troupes arrivaient renforcer celles qui combattaient. Cependant l'ennemi ne se déconcerta pas ; il fit aussitôt volte-face et commença, sous les ordres du général Mouton, un combat sanglant et long-temps indécis, tandis que la lutte se prolongeait toujours avec les Anglais. Dans cette position, à 7 heures du soir, Napoléon voulut, par une attaque victorieuse, déloger les ennemis de toutes les collines et les jeter

dans la forêt de Soignies, pour tourner ensuite toutes ses forces contre les Prussiens. Il disposa donc une attaque plus terrible que toutes les autres avec la plus grande partie de ses gardes, et les conduisit lui-même contre le centre anglais, contre les collines les plus importantes qu'il occupait déjà en partie depuis cinq heures. Le maréchal Ney marchait en avant, à pied, à la tête de quatre bataillons des gardes. Ces bataillons s'avançaient serrés et en silence; et comme on voit de loin s'approcher une noire tempête, ainsi ces vieux guerriers à qui aucun danger n'était nouveau ni trop grand, gravissaient la colline. Wellington les vit arriver et reconnut que c'était le dernier assaut de l'ennemi, leur coup de désespoir et par conséquent le plus dangereux. Il fit placer son artillerie sur le flanc droit, y fit venir en outre huit mille hommes d'élite de l'aile gauche qui désormais se trouvait assez forte par l'arrivée de Ziethen, et laissa prendre un moment de repos à ceux qui avaient eu à soutenir les fatigues de toute la journée, attendit que les Français fussent bien à portée pour faire tirer à mitraille sur leurs masses épaisses qui furent horriblement moissonnées. Mais ils ne cédèrent pas pour cela, ils reformèrent leurs rangs et s'avancèrent toujours plus près; jusqu'à ce que après avoir encore essuyé le feu de l'infanterie ils arrivassent à la baïonnette. En même temps la cavalerie anglaise tombait sur leurs flancs. Cependant Napoléon eût obtenu son but, si le principal coup qu'il avait préparé avec huit bataillons de

troupes fraîches de la garde avait pu être frappé. Mais cette troupe d'élite, en arrivant au point qu'on lui avait assigné fut tout d'un coup obligée de se tourner contre Blucher, qui réuni à Ziethen se portait en avant avec toute l'aile gauche de Wellington. L'aile droite de Napoléon se vit donc assaillie de trois côtés à la fois et fut obligée de plier.

Les tambours battaient la charge, et l'on avançait toujours sur lui. De son côté, Wellington se portait aussi en avant avec tout son corps de bataille, des flots de sang coulaient. Alors fut tué Friant, un des principaux commandants de la garde; de tous côtés la cavalerie anglaise leur criait de se rendre : « La garde meurt et ne se rend pas,» cria Cambronne qui tomba au même moment, grièvement blessé. Il avait été le compagnon de Napoléon dans l'île d'Elbe. Du côté des alliés, un grand nombre de braves guerriers avaient aussi eux versé leur sang; mais sur ce point la victoire était décidée. Ce qui restait de la garde et les autres troupes se précipitèrent pour descendre des collines, et rien ne put les arrêter.

Cependant la retraite de l'ennemi s'exécuta en bon ordre tant que le village de Planchenoit fut défendu. C'étaient quelques bataillons de la jeune garde qui y combattaient; mais ils se virent obligés de l'abandonner dès le même soir. Alors la retraite devint une véritable déroute, et de tous côtés retentit le cri de *sauve qui peut!* on n'écouta plus aucun ordre, chacun chercha son salut, et les généraux eux-mêmes furent obligés de suivre le torrent.

Gneisenau qui avait couru tant de dangers dans cette bataille où il perdit deux chevaux tués sous lui et la garde de son épée qui fut emportée par une balle, se mit encore à la poursuite des ennemis tout fatigué qu'il était, à la tête de tout ce qu'il trouva de cavalerie sous sa main et de quelques pièces d'artillerie légère. Il les harcela partout, ne le laissa reposer nulle part; et la route était couverte de toute espèce de débris, d'artillerie, de caissons, de chariots et d'armes.

Enfin les Prussiens arrivèrent devant la petite ville de Genappe. Les Français avaient barricadé les rues avec des chariots, des caissons, jetés les uns sur les autres, et semblaient vouloir y faire résistance. L'empereur s'y trouvait. Mais comme ils cédèrent à la première attaque et se sauvèrent en désordre, Napoléon fut si pressé de s'enfuir qu'il laissa son épée et perdit son chapeau en sautant de sa voiture; lui qui, quelques heures auparavant, n'avait qu'une crainte, c'était que l'ennemi pût lui échapper. C'était une victoire comme on en voit peu dans l'histoire. Il n'échappa que des débris de l'armée française. Trois cents pièces d'artillerie et cinq cents caissons tombèrent entre les mains des alliés, et le chemin de la France leur était ouvert sans aucun autre obstacle.

Napoléon prisonnier et envoyé à Sainte-Hélène.

La marche des deux armées sur Paris ne fut plus désormais qu'une course victorieuse; à droite l'armée anglaise, à gauche l'armée prussienne. A la vérité, ils reçurent bientôt des envoyés pour les engager à s'arrêter, ou même à retourner, sous prétexte que tous les motifs de guerre avaient disparu; Napoléon avait déposé sa couronne quatre jours après la bataille. Mais les alliés ne se laissèrent pas prendre à ces artifices, ils n'en marchèrent que plus vite sur la capitale, et onze jours après ils étaient devant ses portes. Cependant Davoust, Grouchy, Vandamme et d'autres généraux avaient rassemblé environ soixante mille hommes et se tenaient avantageusement postés à Montmartre. Une grande agitation régnait dans la ville; les uns voulaient se rendre, les autres se défendre jusqu'à la mort; les uns voulaient rappeler Louis XVIII, les autres demandaient le fils de Napoléon qui était à Vienne.— Pendant ce temps là les deux généraux prenaient toutes leurs dispositions pour attaquer la ville. Les Anglais se présentent en face des buttes de Montmartre, et les Prussiens ayant réussi, par un long détour, à passer la Seine, arrivèrent tout d'un coup du côté du couchant qui n'était point défendu, battirent Vandamme qui voulut marcher contre eux, à Issy, le 2 juin, le forcèrent de se retirer avec grande perte, et se préparèrent à livrer l'assaut. Mais, le 7 juin, la ville se rendit,

après que Davoust se fût retiré sur la Loire avec le reste de l'armée.

La capitale cette fois fut traitée avec plus de sévérité que la première; il lui fallut restituer tous ses chefs-d'œuvre de l'art dont on lui avait fait une fois le cadeau. D'ailleurs les armées autrichiennes, allemandes et russes, étaient aussi arrivées du sud et de l'est; de sorte que toute la France se trouvait couverte d'étrangers, qui long-temps l'accablèrent.

Napoléon, l'auteur de tous ses maux, voyant son coup manqué, chercha à mettre sa vie en sûreté. Mais n'ayant pu réussir à se sauver en Amérique, en cherchant à prendre l'incognito sur un vaisseau, il se rendit, le 10 juillet, aux Anglais qui gardaient le port de Rochefort. Alors, pour l'empêcher de troubler désormais l'Europe, ils le transportèrent au milieu de l'Océan à plus de huit cents milles de distance, dans une île isolée et inhabitée, à Sainte-Hélène, où il fut soigneusement gardé.

Napoléon vécut encore six ans, dans l'île de Sainte-Hélène, et il y mourut le 5 mai 1821.

La confédération germanique.

Conformément aux conclusions du premier traité de paix fait à Paris, le 20 mai 1814, et du deuxième, le 20 novembre 1815, on rendit à l'Allemagne toutes les provinces qui lui avaient appartenu avant la révolution, et qui en avaient été séparées par les guerres qui la suivirent. Alors elles furent partagées entre les

membres de la nouvelle confédération germanique, dans un grand congrès de toutes les puissances européennes, ouvert à Vienne le 1er novembre 1814; de façon que généralement chacun reprit ce qu'il avait eu dès l'origine, ou ce que la paix de Lunéville ou la confédération du Rhin lui avait accordé.

Les états de la confédération étaient, au commencement, au nombre de trente-huit. L'Autriche, la Prusse, la Bavière, la Saxe, le Hanovre, le Wurtemberg, Bade, la Hesse électorale, le grand duché de Hesse, le Holstein qui appartient au roi de Danemarck, le duché de Luxembourg qui appartient au roi de Hollande comme duc de Luxembourg, le Brunswick, Mecklenbourg-Schwérin, Nassau, Saxe-Weimar, Saxe-Gotha, Saxe-Cobourg, Saxe-Meinningen, Saxe-Hildbourghausen, Mecklenbourg-Strélitz, Oldenbourg, Anhalt-Dessau, Anhalt-Dernbourg, Anhalt-Gœthen, Schwarzbourg-Sondershausen, Schwarzbourg-Rudolstadt, Hohenzollern-Héchingen, Lichtenstein, Hohenzollern-Sigmaringen, Waldeck, Reuss (branche aînée), Reuss (branche cadette), Schauenbourg-Lippe; les villes libres de Lubeck, Brême, Hambourg; plus tard, il y eût encore la Hesse-Hombourg.

La maison d'Autriche a repris le fidèle Tyrol, Salzbourg, et le quart de l'Inn; celle de bavière règne sur tout son cercle de Bavière et en Franconie, elle a aussi reçu des indemnités dans le Palatinat du Rhin et compte plus de trois millions de sujets; la maison de Wurtemberg règne en Souabe,

sur environ un million et demi de sujets, et est séparée par la Forêt-Noire du duché de Bade qui s'étend tout le long du Rhin, depuis Bâle jusqu'au-delà de Manheim, dans un pays très fertile et magnifique. La principauté de Hesse-Darmstadt a beaucoup agrandi ses anciennes limites pendant ces temps de confusion, et compte parmi ses villes la plus forte de la confédération, Mayence, qui fut si souvent prise et reprise. Le roi de Prusse est celui qui compte parmi ses sujets le plus d'Allemands, environ onze millions, plus qu'on en vit jamais réunis sous un même sceptre. Ils lui ont été reconnus par les rois du grand congrès européen, parce qu'il abandonnait à la Russie la plus grande partie de ses provinces polonaises; de sorte que la Prusse est aujourd'hui proprement un état allemand, presque sans mélange. Ses provinces s'étendent des frontières de l'est jusqu'à celles de l'ouest; et dans ce développement, elle est comme en sentinelle et toujours prête pour défendre la patrie commune et son honneur.

Quant au gouvernement de l'Allemagne il devint une confédération d'états libres et indépendants, dont voici les articles principaux: « Le but de l'al-
« liance est le maintien de la sûreté extérieure et
« intérieure de l'Allemagne avec l'indépendance
« et l'inviolabilité des états confédérés.

« Tous les membres de l'empire ont des droits
« égaux et semblables.

« Les intérêts généraux sont traités dans une

« diète qui siége à Francfort-sur-le-Main, et dans « laquelle l'Autriche a la présidence; cette diète est « perpétuelle et ne peut s'ajourner que pour quatre « mois au plus, si les affaires le permettent.

« Elle doit s'occuper principalement de la compo- « sition des lois fondamentales de la confédération, « et de ses dispositions organiques par rapport à ses « relations intérieures, extérieures et militaires.

« Tous les membres de la confédération promet- « tent de s'unir ensemble contre toute attaque, et « s'il y a une guerre de n'entendre à aucun pour- « parler avec l'ennemi, de ne conclure aucune trêve, « aucune paix en particulier; ils se réservent cepen- « dant le droit des alliances de toute espèce; mais « c'est un devoir pour eux de n'en conclure aucune « contraire à la sûreté de la patrie et aux intérêts « d'un seul des membres. De même, ses membres ne « peuvent se faire la guerre, sous aucun prétexte; « mais ils doivent porter leurs différends à la diète; « celle-ci alors s'occupe de la contestation, l'ar- « range, et les parties doivent obéir à sa sentence.

« Dans tous les états de la confédération ce sera « une administration par le pays.

« Les différences de sectes chrétiennes n'en ap- « porteront aucunes dans la jouissance des droits ci- « vils et politiques dans tous les pays de la confédé- « ration; mais comme il y a besoin d'une améliora- « tion dans l'état civil de ceux qui professent le « judaïsme, la diète de la confédération devra en « délibérer.

« Les sujets des princes Allemands ont le droit de
« passer d'un pays dans un autre, et d'y prendre un
« état civil, ou un service militaire, si aucun en-
« gagement militaire ne les attache à leur patrie.
« La diète s'occupera de la confection de lois
« pour la liberté de la presse et sur la contrefaçon,
« aussi bien que pour le commerce et le négoce des
« états de la confédération.

L'Allemagne de 1816 à 1838.

La diète de la confédération germanique, dont les séances commencèrent le 5 novembre 1816 à Francfort, a dès le principe rendu à la patrie la considération qu'elle méritait, en déclarant que la confédération formait une puissance européenne, indépendante, avec le droit de faire la guerre, la paix et des alliances, et surtout en rachetant notre langue maternelle de cette tache honteuse qu'elle portait depuis un siècle; elle décréta que la langue allemande serait seule employée dans ses traités, soit par écrit, soit de vive voix. Suivent les dispositions relatives à la défense générale.

On a réglé à quel nombre sera portée l'armée de la confédération en paix et en guerre, en quoi elle consiste, le contingent de chacun des membres, à qui et comment est donné le commandement; combien de places fortes elle doit avoir. L'armée de la confédération est composée de trois cent mille hommes, l'Autriche en fournit quatre-vingt-

quatorze mille, la Prusse soixante-dix-neuf mille, la Bavière trente-cinq mille, le Wurtemberg treize mille six cents, le Hanovre treize mille, le royaume de Saxe douze mille, Bade dix mille, le grand duché de Hesse six mille, la Hesse électorale cinq mille quatre cents et les autres proportionnellement. Elle est commandée par un général en chef choisi par la diète. Il a des obligations envers elle et lui prête serment; il reçoit d'elle son autorité et les ordres, et lui fait des rapports, et pour le représenter ou le remplacer dans le commandement en chef, la diète nomme en même temps un lieutenant-général. L'armée est partagée en dix corps dont les généraux ne reçoivent d'ordres que du général en chef. De ces dix corps, l'Autriche en représente trois, la Prusse trois, la Bavière un, et les trois autres sont formés en commun sur les autres contingents fournis. Les places fortes de la confédération sont Mayence, Luxembourg et Landau.

Si ces règlements étaient nécessaires pour la guerre, ceux relatifs à l'administration générale de la diète en temps de paix n'en étaient pas moins de la plus grande importance. Il fallait solidement établir comment les délibérations de l'alliance seraient sanctionnées; comment, dans les contestations des membres entre eux, tout acte de violence serait écarté, la justice serait rendue, et ses arrêts exécutés. Le moyen d'administrer la justice fut bientôt trouvé. Au lieu d'un tribunal commun, spécial et qui aurait remplacé la chambre impériale et le con-

seil aulique, comme quelques voix le désiraient, la diète fut elle-même chargée de vider les contestations; et s'il fallait en venir à des voies sévères de justice, alors la décision serait renvoyée devant des haute cours de justice, prononçant comme juges souverains pour les états particuliers.

Mais comment celui qui mettrait de la résistance, qui ne voudrait pas se soumettre à l'arrêt de lui-même, pourrait-il y être contraint par la force? Ce point resta long-temps une question indécise, jusqu'à ce qu'enfin les besoins pressants de l'époque aient porté la diète à donner un arrêt provisoire pour régler l'exécution des jugements, le 29 septembre 1819. La diète doit, pour l'exécution de ses arrêts, avoir à sa disposition la force armée de la confédération; elle doit fixer aussi bien le nombre des troupes à placer comme garnisaires, que le lieu où elles doivent être placées, et le retour de ces troupes ne se fait qu'après l'exécution parfaite et dans les formes de l'arrêté de la diète. Quant à ce qui a rapport aux autres articles principaux de l'acte de la confédération, le développement successif des événements a donné cours, à la vérité, dans certains états, à des institutions telles qu'on avait droit de les attendre de la diète, dès le principe. Mais aussi, malheureusement beaucoup d'autres, quoique très importantes, ont été éludées, soit à cause du désordre des temps qui ont suivi, soit à cause d'abus ou par défiance, soit par trop de lenteur d'un côté et trop d'impatience d'un autre, soit par une mortelle influence de

l'exemple étranger ou même d'une action étrangère; soit enfin, je le dirai avec une profonde tristesse, par une dégénération criminelle du caractère allemand. Mais tirons ici le voile sur certains faits dont les détails ne procureraient aucun avantage et ne seraient d'aucune instruction à la jeunesse. Puisse-t-elle ne jamais apprendre combien loin peut conduire la haine de parti! et surtout puisse l'histoire l'oublier, puisque alors ces malheurs auraient passé sans laisser de traces! Nous n'allons donc nous occuper que de ce qui est véritablement un progrès et porte avec soi des conditions de durée.

L'article 13, qui portait que dans tous les états de la confédération il devait y avoir une constitution des états provinciaux, causa de grands mouvements dans tous les esprits. Beaucoup de citoyens attendaient de là un tout autre et nouvel ordre de choses, qui tout d'un coup ferait disparaître tous les besoins du peuple, toutes les fautes des gouvernants; sans penser qu'il faut, avant que le peuple prenne part aux affaires publiques, qu'il se forme par des expériences, qu'il soit mis dans la bonne voie par l'usage avant de produire de véritables fruits; sans considérer quelle différence il y a entre de grands et riches états, comme la France et l'Angleterre, dont les chefs-lieux pourraient presque former un empire, et ces petits états allemands composés d'une couple de millions au plus, ou seulement de quelques milliers de citoyens. Cependant presque tous les divers gouvernements de l'Alle-

magne, les uns plus tôt les autres plus tard, étaient parvenus à remplir cette clause de la confédération; et déjà les provinces commençaient à recueillir les fruits de la paix, quand cette nouvelle tempête, qui en 1830 éclata en France, se répandit par toute l'Europe et menaça de jeter le trouble dans notre patrie.

Le roi de Prusse, en mai 1815, le premier des princes allemands, avant même que l'acte de la confédération l'eût exigé, donna à son peuple la promesse d'une constitution provinciale. Cependant, comme il s'agissait d'un état composé de tant de parties différentes et hétérogènes, l'exécution en devint très difficile, et les travaux préparatoires se prolongèrent jusqu'à l'année 1823. Le roi avait fait travailler cette constitution provinciale par une commission particulière, sous la présidence du prince royal, d'après les conseils d'hommes habiles, choisis dans toutes les provinces du royaume, et le 5 juin 1823 il lui donna force de loi. Mais le roi remit à plus tard pour décider, quand une diète générale du royaume serait convoquée et comment elle serait composée des états provinciaux. Ces états provinciaux sont en activité aujourd'hui sur tous les points de la monarchie. Ce sont eux qui donnent leur conseil pour toutes les affaires importantes de la province; ils présentent au roi leurs idées, leurs désirs, et les soumettent à son examen et à sa décision. A cette constitution provinciale se rattache celle des subdivisions de chaque province, des cercles, des villes, des communes.

Le travail était plus facile dans les petits états d'Allemagne et surtout dans ceux homogènes; de sorte qu'ils purent de bonne heure mettre à exécution l'article 13 de l'acte de l'alliance.

Le grand-duc de Saxe-Weimar fut le premier qui, dès l'année 1816, donna à son pays les états provinciaux, et en 1817 ils reçurent l'approbation de la confédération.

Le 27 mai 1828, le jour de sa naissance, le roi Maximilien-Joseph de Bavière donna à son peuple une charte qui contient les dispositions essentielles d'un gouvernement de notre époque. Les états du royaume se composent de deux chambres, la chambre des conseillers-d'état et la chambre des députés, élus par le peuple qu'ils représentent et dont le nombre monte à cent huit.

Depuis 1816, les yeux des amis de la patrie étaient tournés sur le Wurtemberg, qui le premier des pays d'Allemagne avait été constitué avec une heureuse représentation du peuple. Ils espéraient voir fleurir un gouvernement habile au milieu de cette portion privilégiée de la nation allemande, et en effet cette espérance ne fut pas trompeuse; malgré une lutte acharnée des opinions qui souvent même paraissait insoluble, cette œuvre reprise avec un zèle toujours nouveau a pu parvenir enfin à une perfection. Après plusieurs entreprises malheureuses sous le roi Frédéric et son successeur Guillaume I, ce dernier prince enfin saisissant un moment favorable, en 1819, convoqua une nouvelle assemblée des états,

qui ne devait s'occuper exclusivement que des titres de l'ancienne administration, les examiner point par point avec ses plénipotentaires et les lui présenter ensuite pour y mettre le dernier sceau. Deux mois après, l'ouvrage fut présenté achevé au roi. Il signa le titre, le 25 septembre, le renvoya aux plénipotentiaires des états et reçut aussi lui de la part de l'assemblée des états un second exemplaire signé de tous les membres. De cette façon l'administration du Wurtemberg devint le résultat d'un traité heureusement conclu entre le roi et le peuple; ainsi en était-il dans les premiers temps de la nation.

Le grand-duché de Bade reçut aussi sa constitution provinciale, le 22 août 1818, et celle de Hesse, le 17 décembre 1820; de même que le grand-duché de Nassau, de Saxe-Cobourg-Hildbourghausen et Meiningen, les principautés de Schwarzbourg-Rudolstadt, Lippedetmold et Schaumbourg, Lichtenstein et Waldeck.

Dans les états d'Autriche, du royaume de Saxe, dans le Mecklenbourg et quelques autres pays encore plus petits, les états provinciaux furent mis en activité d'après la même forme qu'ils avaient anciennement; mais dans le Hanovre et dans le Brunswick, il y eut quelques changements.

Les grands ébranlements que l'année 1830 apporta dans les rapports sociaux, comme dans les plans des souverains de l'époque, n'ont pas été non plus sans d'importantes influences sur les formes administra-

tives des états d'Allemagne. Dans plusieurs d'entre eux, elle donna lieu à des changements essentiels dans la représentation des états et même dans les principes constitutifs tout nouveaux; de même qu'elle apporta une vie nouvelle dans les négociations de ces diètes qui étaient en activité depuis long-temps. Mais aussi, et c'est le malheur de notre époque, elle souleva presque partout les passions qui jetèrent des entraves dans le développement pacifique du droit et du vrai.

Le gouvernement et les états du Hanovre nous ont donné un exemple à imiter. Ce pays était aussi lui tombé dans une extrême agitation, et si l'on ne voulait pas voir les liens de l'ordre brisés et la force imposer ses sentences sur les questions les plus difficiles, il fallait que le gouvernement, d'accord avec les représentants du pays, réunis avec sincérité et pleins d'une confiance mutuelle, entreprît de donner à l'administration une nouvelle forme. Le noble roi Guillaume IV, fidèle au caractère de toute sa vie, tendit la main à toute amélioration qui promettait d'avancer le bien de son peuple; ses conseillers abondèrent dans son sens et ses états rassemblés pour ces importantes questions, travaillèrent les années 1831, 32, 33, avec cette ténacité, cet approfondissement particulier aux Allemands, jusqu'à ce qu'enfin, après avoir surmonté les plus grandes difficultés, une nouvelle et complète constitution et des projets de lois en grand nombre pour l'organisation intérieure, aient été rédigés et mis en état d'être

présentés à l'approbation des deux chambres; ils reçurent en 1833 la sanction royale. Ce qu'il y a de plus glorieux pour ces états, c'est que bien que des idées et un système complètement opposés se soient alors manifestés et aient cherché à se faire valoir par toutes les suggestions de la passion, cependant il n'y eut pas un point qui pût passer et être fixé par une opération purement gouvernementale; mais au contraire la majorité des députés accepta chaque fois, discuta toutes les significations et exprima avec liberté les convictions qu'elle s'était faites, qu'elles fussent d'accord avec les propositions du gouvernement ou contraires. Telle est la vraie marche de toute assemblée provinciale d'Allemagne qui ne voudra pas accomplir une œuvre de parti en passant les yeux fermés sur tout ce qui n'entre pas dans son système, mais qui voudra fonder quelque chose qui ait des bases de vie. Ainsi tout membre de cette assemblée qui n'aurait pas vu accomplir dans tous ses points le tableau qu'il s'était fait du meilleur gouvernement, pouvait encore avec sûreté de conscience accepter le tout, pensant à ce sage axiome, *que le meilleur est souvent ennemi du bien;* ce qui veut dire que le bien qu'on peut obtenir ne doit pas être sacrifié pour chercher à obtenir un mieux que l'on ne peut pas atteindre. . . . .

1. Il y eut aussi des changements remarquables depuis 1830 dans le duché de Brunswick, tout près du Hanovre. La colère publique qui éclata contre la ruineuse direction que le prince Charles donnait à

l'administration du pays eut pour résultat de le faire écarter, et son frère Guillaume fut appelé pour le remplacer. Le roi d'Angleterre, comme chef de la maison des Welfs, approuva le changement, en reconnut la nécessité, et alors il fut également approuvé par la diète d'Allemagne. Le nouveau duc regarda donc comme son premier et son plus important devoir d'établir, d'accord avec les représentants du pays, une nouvelle constitution qui en effet a été arrêtée depuis peu de temps, après un examen pacifique et approfondi.

Dans l'électorat de Hesse, où l'on n'avait pu, malgré plusieurs tentatives, établir la représentation des états provinciaux, il y eut aussi, en 1830, un grand mouvement pour obtenir des améliorations dans la forme gouvernementale. Le prince électeur Guillaume, qui avait refusé à son pays de nouveaux principes constitutifs, se vit obligé par la nécessité de l'époque et par plusieurs autres raisons d'abandonner le timon des affaires, en l'année 1831, et de le remettre entre les mains de son fils, le prince héritier, qui régna avec lui.

Un semblable changement avait déjà eu lieu, en l'an 1830, dans le royaume de Saxe, où le roi Antoine, successeur du prince Frédéric-Auguste, d'heureuse mémoire, qui était mort en 1827, après cinquante-neuf ans de règne, avait nommé son neveu, le prince héritier Frédéric, pour régner avec lui sous le titre de coadjuteur et pour l'aider à résoudre les cas difficiles. De sorte que on entreprit alors de

jeter les fondements d'une nouvelle constitution qui fut heureusement exécutée et mise en vigueur. Quelques autres états d'Allemagne plus petits suivirent cet exemple, et l'on vit s'élever de nouvelles constitutions dans notre patrie; mais ce sera au siècle suivant à décider si cet esprit de créations nouvelles excité pendant la paix, a réellement travaillé pour le bonheur du pays.

2. L'égalité des croyances chrétiennes sous le rapport civil et politique qui était proclamée comme principe dans l'acte d'alliance, est aujourd'hui en vigueur dans tous les états de la confédération germanique. Tous les chrétiens ont, outre le libre exercice de leur religion, qui déjà depuis long-temps n'était plus contesté, toute capacité pour tous les droits civils et pour toutes les fonctions de l'état. De plus, les seigneurs catholiques ont établi pour leurs sujets évangélistes des tribunaux ecclésiastiques supérieurs dans des provinces où il n'y en avait jamais eu; et de même les seigneurs protestants ont relevé dans leurs états le misérable état de l'église catholique si bouleversé pendant long-temps, rétabli les chaires épiscopales, ou fondé de nouvelles, et les ont pourvues de revenus nécessaires. Pour toutes ces dispositions, il y eut des traités avec le pape; et ce fut encore la Prusse qui eut la gloire et la générosité de donner l'exemple en 1823 (*).

(*) Cependant le vieux roi est aujourd'hui en désaccord avec la cour de Rome au sujet des archevêques de Cologne et de Posen, qu'il a arrachés à leurs fonctions. L'opinion publique lui reproche des idées fort exclusives en matière de religion, et une conduite pleine de partialité en Westphalie et dans ses provinces rhénanes.

Les affaires intérieures de l'église réformée ne furent pas non plus négligées. Car d'après l'exemple du roi de Prusse, qui trois cents ans après la réforme, en 1817, fit un appel aux deux confessions évangéliques pour ne plus former qu'une seule église, la même chose eut lieu aussi dans les autres états allemands, et dans beaucoup d'endroits sa réunion fut accomplie, avec l'approbation des ecclésiastiques et des simples fidèles; et l'esprit de désordre qui trop long-temps avait divisé l'église évangélique fut enfin expulsé, et peu à peu l'unité fraternelle s'affermît dans cette église.

3. Les lois générales et uniformes sur la liberté de la presse que promettait l'acte d'alliance n'ont pu jusqu'à aujourd'hui être accordées, tant à cause des violentes agitations de l'esprit de parti qui, quand la guerre n'exerça plus ses fureurs sur les champs de bataille, vint se fixer dans le domaine des opinions, qu'à cause de plusieurs autres circonstances malheureuses et de dangereux errements. Bien plus, un arrêt de la diète, du 20 septembre 1819, soumit toutes les gazettes d'au-dessous de vingt feuilles à la censure, et plaça aussi les ouvrages de longue haleine, dans presque tous les états, sous la surveillance du gouvernement. Cependant celui qui considère la marche de la littérature allemande en général dans les vingt dernières années, doit remarquer qu'il y règne une liberté et une diversité d'opinions aussi grande que des esprits raisonnables peuvent la désirer pour le libre développement de

l'intelligence; et je ne doute pas qu'une paix solide et durable ne donne sous ce rapport un peu d'extension à notre liberté.

Si maintenant nous portons nos regards des champs agités de la politique sur le terrain pacifique et indépendant de la croyance, des arts et de la science, qui peut douter que, dans les vingt-deux années de paix dont vient de jouir l'Allemagne, elle n'ait acquis beaucoup de gloire et ne s'en ménage encore une bien plus grande pour l'avenir? Qui ne reconnaît pas l'impulsion de l'esprit vers toute idée d'ordre? Certainement le temps des luttes et des oppressions n'est pas encore tout entier passé, la discorde n'a pas encore abandonné le champ des croyances religieuses; elle s'est même montrée de temps en temps pleine d'une nouvelle vigueur. Mais qui ne préférerait encore ces contestations à une mortelle indifférence? Et qui ne reconnaîtrait, malgré les divisions qui paraissent devenir plus grandes, un retour dans les partis vers des idées de réunion, de respect pour ce qui est sacré, et même de considération pour un adversaire de bonne foi? Cette reconnaissance de ce qui est humain, quelque part qu'elle se montre, et cette liberté d'esprit qui fait excuser dans les autres tout ce qui tient à l'humanité et n'est souillé d'aucune tache impure, cette tolérance, dis-je, découle d'une légitime civilisation; et elle grandira et s'affermira parmi nous tant que les gouvernements reconnaîtront pour leur plus belle tâche de favoriser les progrès dans tous

les genres, depuis les dernières écoles du peuple jusqu'aux plus beaux règlements académiques. C'est cet esprit qui s'est montré constamment actif dans notre patrie; c'est lui qui, en Prusse, à amené la fondation de l'université du Rhin, le 18 octobre 1818, le goût des arts dans la capitale, l'établissement et l'amélioration de tant d'institutions par tout l'empire, et enfin les lois d'organisation pour l'éducation dans toutes ses parties; c'est lui qui a amené en Bavière l'institution de l'université et les belles assemblées d'artistes dans Munich, aussi bien que les dispositions prises pour la haute instruction. Il a aussi manifesté ses effets dans les autres états de la confédération, grands et petits, plus ou moins visiblement et partout sous d'heureux rapports; et cent villes, des bourgs et des villages se sont laissé entraîner par son impulsion, ont mis tout leur zèle et ont fait de grands sacrifices, pour parvenir à former heureusement la génération qui suit.

4. Les droits des écrivains, des éditeurs, aussi bien que la sûreté de la librairie, en exécution de l'article 18 de l'acte d'alliance sont ainsi réglés par un arrêté de la diète, du 6 septembre 1832: « Les libraires, éditeurs et écrivains de tous les états de la confédération jouiront, dans chaque endroit de la confédération, de la protection accordée contre la réimpression. » Ainsi désormais l'injuste gain de la réimpression est arrêté et ne pourra plus arracher la récompense due à l'actif travail du savant, ou à

l'inspiration du poète, ni au libraire sa légitime propriété.

5. Puisse aussi la liberté du commerce et du trafic trouver un jour favorable pour s'établir dans ce mouvement général de l'Allemagne! Il est vrai que d'un côté, il y a déjà un grand pas de fait, par la réunion consentie ou qui sera consentie par la plus grande partie des états de l'Allemagne au nouveau sytème prussien pour les douanes et le commerce. Cependant il manque encore l'Autriche et les états du nord, qui possèdent les côtes de la mer du Nord et une partie de celles de la mer Baltique; ils voudraient voir une œuvre de réunion parfaite, qui ne vînt pas seulement d'une convention entre divers états particuliers, mais d'une convention entre tous, dans une diète, comme article de la confédération. Puisse seulement cette voie, qui certainement sera prise, nous conduire bientôt au but; c'est-à-dire que nous qui, par notre origine, notre langage, notre alliance, ne faisons qu'un seul peuple, nous puissions exister et nous mouvoir comme un seul peuple par la liberté du commerce intérieur et par l'égalité de poids, de mesures et de monnaies; et que jamais dans l'intérieur des frontières d'Allemagne une funeste guerre d'intérêt et de supercherie ne vienne contre la loi, saper la moralité du peuple!

Il devenait vraiment nécessaire que l'industrie du peuple allemand, qui avant se trouvait arriérée dans plusieurs branches par rapport à celle des autres peu-

ples, fût excitée non pas seulement dans quelques états, mais par toute l'Allemagne. Dans certaines localités, elle a fait certainement de visibles progrès, et même les découvertes dans les sciences naturelles, qui sont travaillées avec prédilection, lui ont donné encore plus de vie et de succès. Du reste si l'Allemagne n'est pas une des contrées favorisées de la nature, si elle ne peut se procurer les biens de la vie que par une constante activité de ses habitants et les conserver qu'à force de modération et d'économie, elle a aussi l'avantage de tenir toujours ses forces en bon état par un constant exercice. L'artisan d'Allemagne se contente d'un prix modéré; et de cette façon nos fabriques peuvent soutenir la rivalité de celles des autres pays, pourvu qu'on leur donne à l'intérieur un débit libre. Mais comme les pays étrangers, pour l'avantage de leurs habitants, imposent de gros droits d'introduction sur les produits de notre travail, alors il devient nécessaire d'adopter de semblables mesures de notre côté pour protéger notre industrie contre l'étranger; et l'Allemagne considérée comme un seul tout aurait assez de force pour cela.

6. Outre ces objetsde sollicitude, l'agriculture et la condition des paysans, qui font la principale force de notre pays, méritent aussi d'arrêter notre attention. Ici encore, dans ces derniers temps, sont survenus des changements; déjà une division modérée des propriétés foncières, la délivrance de corvées nuisibles, le défrichement de pays incultes,

sont des commencements d'amélioration dont certainement les heureux résultats ne tarderont pas à se montrer. Cependant jusqu'ici la condition du paysan n'est pas encore celle que peut désirer un véritable ami de la patrie. Ce n'est pas qu'il manque d'activité et de persévérance, mais c'est du débit pour ses produits; les prix sont devenus si étonnamment vils, que le travail du paysan, du fileur et du tisserand n'est pour ainsi dire pas payé. Avec cela, la population dans les villes et les villages s'augmente d'une manière vraiment inquiétante, tous les bras ne peuvent pas trouver partout du travail. Déjà la nécessité a entraîné des milliers d'hommes des provinces les plus peuplées de l'Allemagne à abandonner leur patrie, pour aller en chercher une nouvelle dans une autre partie du monde. Beaucoup d'entre eux sont morts de misère avant d'avoir pu atteindre le port de leur embarcation, d'autres ont succombé pendant la durée de la traversée; enfin ceux qui ont pu arriver dans le Nouveau-Monde, privés de toutes ressources et exposés à la mauvaise volonté d'hommes avides, sont encore plus misérables que dans leur propre pays; de sorte qu'un très petit nombre seulement ont pu fonder pour eux et leurs enfants un nouveau faire-valoir suffisant pour les entretenir et les occuper. Mais toujours cette œuvre restera sans vrais résultats tant qu'elle sera attachée à une entreprise particulière. Cette voie est, si l'on veut, la plus simple pour se débarrasser d'une population trop nombreuse; cependant ce

ne sera que quand les gouvernements des états européens pourront effectuer dans les autres parties du monde des colonisations complètes sous la protection publique et avec des moyens généraux, comme autrefois les états de l'ancien monde, ce ne sera qu'alors dis-je qu'on pourra espérer un véritable avantage pour la mère-patrie et pour la colonie; et quels moyens extraordinaires, quelle coopération difficile à obtenir ne serait pas nécessaire pour cela !

Mais détournons notre attention de considérations trop lointaines et pour lesquelles notre volonté est impuissante; et pour encourager nos espérances, jetons nos regards sur les événements qui ont suivi la chute de Napoléon. Mais auparavant nous allons récapituler les changements qui sont survenus dans les principales familles régnantes de l'Allemagne :

Dans le Wurtemberg, le roi Guillaume I a succédé au roi Frédéric, 1816.

En Bavière, Louis à Maximilien, 1825.

Dans le royaume de Saxe, Antoine succéda à Frédéric-Auguste, en 1827, et à Antoine, le roi Frédéric, 1836.

Dans la Saxe-Weimar, l'archiduc Charles-Frédéric à Charles-Auguste, 1828.

Dans le Hanovre, le roi Guillaume IV à Georges IV, 1830, et à Guillaume le roi Ernest-Auguste, 1837.

Dans l'Autriche, Ferdinand I a succédé à François I, 1837.

Révolutions militaires en Espagne, en Portugal, à Naples et à Turin, et leurs suites. 1820 et 1821.

Cinq ans de calme s'étaient écoulés pour l'Europe, et c'était la première fois depuis la révolution de France, quand en 1820 le brandon de la discorde se ralluma de nouveau pour provoquer des bouleversements. Ce fut une partie de l'armée d'Espagne assemblée à Cadix et prête à faire voile vers l'Amérique, qui donna le signal : elle changea toute la forme du gouvernement, le 1er janvier de cette même année. Son exemple eut bientôt entraîné le Portugal; et là encore le premier coup fut frappé par l'armée.

Déjà, avant ces événements de Portugal, l'armée napolitaine avait forcé le roi, le 7 juin, de donner à ses états une constitution libérale. Le mouvement se communiqua promptement de Naples dans le reste de l'Italie, et par tout on demandait avec toujours plus d'instance la réunion de toute l'Italie et la délivrance de tout domination étrangère. Ces troubles réveillèrent dans l'empereur d'Autriche des craintes pour ses possessions d'Italie, et surtout ils firent craindre aux souverains que le plaisir des révolutions ne se répandît, ne s'emparât de toute l'Europe et ne la bouleversât de fond en comble.

En conséquence, les trois principales puissances de la Saint-Alliance se réunirent à Troppau, en octobre 1820, pour prendre en considération la po-

sition de l'Europe; et comme les événements de Naples leur parurent les plus importants, ils réunirent leur congrès, au commencement de l'année suivante, à Leibach, pour être plus près du théâtre de ce qui s'y passait. Le vieux roi de Naples s'y trouva aussi. Mais un accommodement à l'amiable n'était plus possible, et au mois de mars une armée autrichienne entra en Italie et marcha sur Naples. Tous les regards étaient fixés sur l'issue de ces événements, quand une nouvelle révolution militaire, la quatrième en moins de deux ans, éclata à Turin, menaçant d'être plus dangereuse encore pour l'Autriche que les précédentes. Le repos de l'Europe acheté si chèrement, sembla encore une fois perdu. Cependant l'orage fut bientôt apaisé de ce côté, et l'impuissance des entreprises révolutionnaires parut d'une manière évidente; car dès que l'armée autrichienne s'approcha, Naples comme le Piémont furent aussitôt rappelés à l'ordre de choses qu'ils avaient auparavant.

La nouvelle constitution d'Espagne ne devait non plus avoir que quelques années de durée. La masse du peuple n'était pas mûre pour l'usage d'une constitution libre et modérée; et d'ailleurs elle était basée sur de faux principes : la puissance royale y était beaucoup trop à l'étroit. Dans l'année 1822, une guerre civile éclata dans ce pays déchiré par les partis; et en octobre de cette même année les monarques d'Autriche, de Prusse et de Russie se réunirent de nouveau au con-

grès de Vérone et consentirent à ce que la France se chargeât seule de rétablir la puissance royale dans ce malheureux pays, par la force des armes en cas de besoin. Le 7 mai 1823, les armées françaises passèrent la Bidassoa, et le 23 elles entraient dans Madrid; de là elles se répandirent avec de rapides succès par toute l'Espagne, poursuivirent le parti constitutionnel qui avait entraîné avec lui Ferdinand à Cadix, la dernière langue de terre de l'Europe, et la ville fut forcée de se rendre à la fin de septembre. Le roi fut ainsi rendu à la liberté et à la jouissance de la puissance royale illimitée; et il se hâta de déclarer que tous ses décrets, depuis le commencement de l'année 1820, c'est-à-dire pendant le temps de la constitution, devaient être tenus pour nuls et non avenus.

Ce malheureux royaume offrit encore pendant plusieurs années le spectacle des désordres intérieurs et des déchirements de la haine des partis, quoique jusqu'en 1827 une armée française restât dans le pays pour protéger le gouvernement, et occupât, entre autres places fortes, Cadix elle-même. Ferdinand mourut en 1833, après avoir changé la loi de succession au trône, et laissa le royaume à sa fille Isabelle sous la tutelle de sa mère, Christine; ce fut l'occasion de nouvelles scènes d'horreur provoquées par tout ce que les passions humaines ont de plus haineux dans les guerres civiles. Le frère de Ferdinand, don Carlos, qui prétend avoir des droits légitimes au trône, occupe une partie considérable de

l'Espagne et il n'a pu encore en être chassé, malgré l'intervention indirecte de la France, de l'Angleterre et du Portugal, en faveur de la jeune reine. Pendant tout ce temps-là, ce malheureux pays est en proie aux désordres et ne connaît plus ni lois civiles, et lois naturelles.

Le pays voisin, le Portugal, n'est malheureusement guère plus favorisé que l'Espagne. Tant que vécut le roi Jean VI, qui en 1822 était retourné au Brésil, le Portugal se trouva dans une position supportable ; parce que ce roi, qui cherchait le bien de son peuple, possédait son amour et tenait la haine des partis en bride. Mais quand il mourut, le 10 mars 1826, son fils, don Pédro, empereur du Brésil, ne pouvant revenir en Europe, donna le royaume à sa fille encore jeune, dona Maria da Gloria, et la régence à son frère, don Miguel, pendant la minorité. Alors ce prince gagna le clergé et la noblesse déjà indisposés contre son frère par la constitution libérale qu'il avait donnée, et parvint à se faire proclamer roi absolu par les anciennes cortès de Lamego. La jeune princesse, qui était déjà arrivée en Europe, n'osa plus aller prendre possession de son héritage, et fut obligée d'aller en Angleterre chercher asile et protection.

L'Europe vit avec mécontentement l'usurpateur poursuivre tous les amis de son frère et du gouvernement qu'il avait donné, les jeter en prison et les faire mourir. Mais comme le peuple portugais avait accepté cette nouvelle monarchie, aucune puissance

étrangère ne pouvait se mêler des affaires intérieures du pays.

Cependant une révolution du Brésil força l'empereur don Pédro, en 1831, d'abandonner son royaume et de revenir en Europe; l'entrée de son pays lui fut défendue par son propre frère. Alors il employa tous les trésors qu'il avait apportés avec lui, pour équipper une flotte et une petite armée; il aborda en Portugal, s'empara d'Oporto, port de mer important sur l'Atlantique, et enfin, après différentes chances, de Lisbonne, en 1833.

Ainsi maître de la capitale, il fit reconnaître sa fille comme reine par l'Angleterre et la France; puis il enleva peu à peu à don Miguel tout le reste du pays et le força enfin, en 1834, de l'abandonner entièrement. Cependant don Pédro mourut bientôt après. La jeune reine épousa le duc de Leuchtenberg, et après sa mort, qui fut prématurée, en 1836, elle épousa le prince Ferdinand de Saxe-Cobourg. Mais les partis sont encore pleins d'énergie, le bien-être du pays est toujours compromis, la dette publique épuise le trésor et dans ce moment on revient encore à la voie des armes pour décider si ce pays sera régi par la constitution de 1822, ou par la charte de don Pédro; cependant ni l'un, ni l'autre ne pourra guérir les plaies de la patrie, tant que le gouvernement et le peuple conserveront l'esprit qui les conduit.

Révolte des Grecs. La Turquie.

Les nombreux bouleversements arrivés en Europe avaient peu à peu allumé l'amour de la liberté dans ce peuple chrétien, si célèbre par sa vieille gloire, relégué à l'extrémité sud-est de l'Europe, qui depuis quatre cents ans, était obligé de porter le joug des Turcs. Au mois de mars 1821, le prince Alexandre Ypsilanti appela tous les Grecs de la Moldavie et de la Valachie à secouer la domination turque. Cependant son entreprise, malgré quelques succès du commencement, fut bientôt arrêtée et écrasée par le grand nombre des troupes ottomanes, et il fut lui-même obligé de s'enfuir en Autriche, où il fut retenu comme prisonnier, dans la citadelle de Munkatsch. Mais cette même tentative fut plus heureuse dans la Grèce proprement dite, particulièrement en Morée et dans les îles, dont les principales étaient Hydra, Ipsara et Spezzia. Le vieux patriarche d'Alexandrie, Grégoire, après la célébration de la grand'messe, le jour de Pâques 1821, ayant été pendu à la porte de l'église, et trois autres évêques ayant subi le même sort, le peuple grec en fut irrité et porté au plus haut degré de fureur. Alors la guerre des deux peuples, attisée par le fanatisme religieux, fut faite avec une terrible cruauté; c'était jusqu'à l'anéantissement de son adversaire. Contre toute attente, les petites troupes de Grecs, combattant par bandes détachées, repoussèrent avec avantage les attaques de

l'armée turque, quoique infiniment supérieure, marchèrent en avant, délivrèrent le sol de l'ancienne Grèce, le Péloponèse et une partie de la Grèce mitoyenne; ils soutinrent si bien, surtout sur mer, leur réputation d'audace et d'adresse, qu'une terreur panique saisissait l'ennemi partout où paraissaient leurs brûlots. Ils firent donc, en 1823, le pas décisif, ils se déclarèrent états unis indépendants et se donnèrent une constitution qui devait apporter l'unité dans ce pays divisé en tant de peuplades.

Bientôt cependant de terribles défaites montrèrent que ce peuple, déshonoré par presque quatre siècles d'oppression, n'avait pu reprendre tout d'un coup cet esprit de vertu, d'unité et de dévoûment, qui seul peut rendre digne de la liberté. Des luttes de partis déchirèrent ce peuple à demi libre, dès que le danger qui les menaçait au dehors leur eût donné seulement un peu de calme. Aussi quand on vit une armée égyptienne, commandée par Ibrahim pacha, fils du vice-roi, aborber en 1825 à Modon, en Morée, assiéger Navarin et le prendre, s'avançer dans le Péloponèse et conquérir enfin tout le pays; quand on vit Ibrahim réuni à Reschid pacha, s'emparer de Missolunghi, quoique vaillamment défendu, et bientôt après, Athènes tomber entre leurs mains; comme les secours que les peuples chrétiens envoyaient aux Grecs, tant en volontaires qu'en argent, n'étaient pas suffisants pour sauver ce malheureux peuple de sa ruine, alors presque toutes les espérances qu'on aimait à se faire sur cette contrée furent détruites.

Dans ce danger, trois grandes puissances, la Russie, l'Angleterre et la France, se réunirent par le traité de Londres, du 6 juin 1827, pour mettre fin à cette lutte sanglante dans l'Orient; elles exigèrent du sultan qu'il reconnût la Grèce comme un état indépendant, qui seulement lui paierait un impôt déterminé, et qu'ensuite le sang cessât d'y couler. Mais le fier sultan refusa toute condescendance. Ibrahim pacha continua de ravager le Péloponèse, malgré une suspension d'armes qu'il avait conclue avec les amiraux des flottes réunies. Alors ceux-ci crurent devoir recourir à la force pour arrêter ces dévastations. Le 20 octobre 1827, les flottes réunies mirent donc à la voile pour le port de Navarin (c'était l'ancienne Pylos, connue dans la guerre du Péloponèse); elles avaient vingt-six vaisseaux de guerre, avec mille trois cent vingt-quatre canons, sous les ordres des amiraux, Codrington pour les Anglais, de Rigny pour les Français, et le comte Heyden pour les Russes. Dans le port était la flotte turco-égyptienne, de vingt-deux gros vaisseaux et cinquante-sept petits, qui portaient en tout deux mille deux cent quarante canons, sans compter ceux des batteries de Navarin et de l'île de Sphakterie. Les Turcs, dans leur haine contre toute la chrétienté, tirèrent les premiers, quoique l'amiral anglais, Codrington, eût envoyé un parlementaire au vaisseau amiral ennemi; ils tuèrent même plusieurs hommes sur la flotte alliée. Alors Codrington donna le signal de la bataille, et malgré la supériorité de l'ennemi, en artillerie et en

hommes, en quelques heures toute la flotte turque fut abîmée de fond en comble, brûlée, sautée en l'air ou toute dispersée, excepté vingt corvettes ou bricks.

Toute l'Europe fut dans la joie de voir la main vengeresse de la justice punir ces barbares de tant de cruautés qu'ils avaient commises. On compara cette bataille mémorable à celle de Lépante, livrée par Don Juan d'Autriche, en 1571, où l'orgueil turc reçut encore la juste punition de ses atrocités; mais alors bien des gens, surtout les hommes politiques d'Angleterre, en calculèrent avec plus de sang-froid les suites importantes. Car si les Turcs étaient trop affaiblis, si par hasard ils étaient réduits à n'être plus au rang des puissances européennes, et si la Russie augmentait considérablement de ce côté sa puissance déjà effroyable, alors l'Europe leur paraissait menacée; d'autant plus que, conformément au système d'équilibre européen, et il paraît assez fondé sur la nature des choses, l'on croit généralement que l'agrandissement démesurée d'une des puissances menace l'indépendance des autres. En effet, le 26 avril 1828, l'empereur Nicolas déclara seul la guerre à la Turquie, entra en Moldavie et Valachie, conquit les places fortes de Braïla, Isaktscha et plusieurs autres, marcha vers les montagnes du Balkan et la forteresse de Schumla; et il semblait qu'il allait franchir avec son armée cette dernière barrière, qui défendait les principales provinces de l'empire turc et qu'aucune armée russe

n'avait encore dépassée, pour envahir aussitôt les provinces et marcher jusqu'à Constantinople. Mais cette attente était prématurée; les Turcs opposèrent une résistance opiniâtre, la nature s'unit à eux, et la disette, la fatigue, la maladie firent périr des milliers de soldats dans l'armée russe. Ses plus grands efforts n'aboutirent qu'à la prise de Varna sur la mer Noire, et elle fut obligée d'abandonner le siége de Chumla et Silistria. Encore ce fut heureux pour elle que, l'hiver arrivant, les Turcs aient eu besoin d'une suspension d'armes pour faire de nouvelles levées par tout leur grand empire.

Pendant ce temps-là, dans l'année 1828, il y eut en Grèce de grands et d'importants changements. Le pays, en choisissant pour président de la nouvelle alliance le conseiller-d'état russe Capo-d'Istrias, avait pris un homme qui sut vaincre les dissensions intérieures et commander, qui sous la protection des puissances alliées rétablit l'ordre et la paix et posa les principes d'une législation pleine de vigueur pour ce jeune état. Mais par-dessus tout, le roi de France Charles X, l'ami de l'humanité, avait fait partir pour la Morée une armée sous les ordres du maréchal Maison, afin de délivrer complètement ce point central des états grecs de toutes les attaques d'Ibrahim. L'insolent barbare n'osa pas faire résistance à une pareille armée, il aima mieux abandonner le pays et monter avec son armée sur la flotte anglaise qui, d'après un traité fait entre eux, devait les débarquer en Égypte. Ainsi le pays fut entièrement déli-

vré et le petit nombre de places qui tenait encore pour les Turcs, fut obligé de se rendre.

Les Grecs à l'abri dans la presqu'île contre leurs ennemis, prirent même de fortes positions dans quelques contrées de la Grèce centrale; et le président, le comte Capo-d'Istrias, put enfin commencer l'œuvre de la restauration de l'ordre intérieur dans ce pays si bouleversé.

La guerre des Russes contre les Turcs prit, en 1829, une tournure tout-à-fait favorable pour eux. Le général Diebitsch, après avoir battu le grand-visir à Schumla et s'être emparé de l'importante et forte place de Silistria, passa audacieusement le Kamtschik et le Balkan qu'aucune armée russe n'avait encore pu passer. Il ne s'arrêta que dans les vastes et fertiles pleines de la Romélie; et la deuxième ville de l'empire, Andrinople, lui ouvrit ses portes, le 20 août, sans qu'on eût la peine de tirer l'épée. En Asie, le second général russe, le célèbre comte Paskewitsch avec des forces fort médiocres, avait renversé tout ce qui s'était opposé à lui, et avait pris le 6 juin la plus importante place de la Turquie d'Asie, Erzerum, peuplée de cent mille habitants. Le sort de la Turquie était désormais entre les mains de l'empereur Nicolas et toute l'Europe avait les yeux fixés sur lui attendant sa décision, moitié dans l'espérance, moitié dans la crainte. Car bien que ce fût un gain pour les progrès de l'humanité en Europe, que cette terre classique, qui déjà une fois avait été en grande partie le siége de la plus haute

civilisation fut tout-à-fait délivrée des liens d'une si sauvage domination; cependant d'un autre côté, il fallait considérer qu'elle allait donner lieu à de grands désordres, à une lutte sanglante entre les principales puissances de l'Europe. Car les autres états n'auraient pu voir avec indifférence un pareil agrandissement de la Russie qui allait s'arroger ainsi la souveraineté de la Méditerranée.

L'empereur Nicolas conserva cependant l'esprit de modération et de paix qu'il avait manifesté au commencement de la guerre. Il conclut, le 14 septembre 1829, à Andrinople, une paix vraiment généreuse, d'après laquelle les Turcs s'engagèrent à remplir un traité antérieur au sujet de la Moldavie et la Valachie, à payer les frais de la guerre, à livrer quelques placesfortes sur les frontières de l'Asie et, ce qui est plus important, à laisser libre le passage des Dardanelles.

Mais le chancelant empire turc, à peine échappé de ce danger où il ne devait la vie qu'à la générosité de son vieil et implacable ennemi, fut bientôt ébranlé par de nouveaux dangers à l'intérieur même. De graves révoltes éclatèrent dans plusieurs provinces, et à peine étaient-elles apaisées, que son plus puissant vassal, le vice-roi d'Égypte, Mehemet-Ali, envoya son fils Ibrahim, en 1832, faire la conquête de la Syrie avec les vieilles troupes qui avaient fait la guerre contre les Grecs, profitant du moment où l'empire épuisé n'était capable d'aucun effort. Ibrahim conquit sur la frontière, après une opiniâtre résistance,

l'importante place d'Acre, devant laquelle Bonaparte avait échoué, battit l'armée turque, pénétra jusqu'en Asie-Mineure et fit même prisonnier à Conieh, l'ancienne Icone, l'envoyé du grand-visir. Alors les puissances chrétiennes, surtout la Russie et la France, vinrent encore s'interposer, et une seconde fois empêchèrent la ruine de la Porte qui semblait être devenue un membre nécessaire pour l'équilibre des états européens. On fit alors la paix avec Mehemed; mais ce ne fut point sans qu'il en coûtât quelques sacrifices pour la Turquie.

La Grèce séparée de la Turquie flotta encore quelques années dans l'incertitude de son sort. Les efforts du président Capo-d'Istrias pour apporter le calme dans l'intérieur, la légalité dans toutes les relations, et des institutions qui favorisassent les arts de la paix, ne furent pas goûtés par les chefs de partis qui trouvaient leur fortune dans le désordre. De plus, le prince Léopold de Saxe-Cobourg renonça à la couronne de Grèce qui lui avait été offerte et qu'il avait déjà acceptée. Enfin, après trois ans d'inutiles efforts, Capo-d'Istrias fut assassiné par deux hommes de condition, au moment où il voulait aller faire sa prière du matin dans l'église, le 9 octobre 1831. Le désordre et la barbarie reprirent le dessus, jusqu'à ce que les puissances alliées eussent offert la couronne de ce royaume, à la vérité désolé, mais plein d'un beau germe d'une nouvelle vie, à Otton, troisième fils du roi de Bavière, et eussent obtenu le consentement de son père.

Le jeune roi de seize ans entouré d'un conseil de régence, composé d'hommes habiles, partit pour sa nouvelle patrie, protégé par un corps de troupes bavaroises, et accompagné des vœux de ses parents, de tous les Bavarois et des amis du peuple grec; et le 6 février 1833 il fit son entrée dans Nauplie. C'était provisoirement le lieu de sa résidence, elle fut plus tard transportée à Athènes; en 1836, il prit lui-même en main les rênes du gouvernement. Mais la tâche est difficile, parce que ce pays, qui fut si long-temps le centre des lumières, était depuis des siècles dans un état d'abrutissement; de sorte que le peuple est toujours sauvage et en proie à la fureur des haines de partis.

Révolution de juillet et ses suites. 1830.

1. La famille des Bourbons, quoique dans son caractère elle eût des traits qui méritaient toute estime, n'avait pas su se concilier celle du peuple français, ni calmer les passions d'une lutte toujours prolongée. Et quelle force extraordinaire n'aurait-il pas fallu, après quarante ans d'agitations perpétuelles, excitées tant par la tourmente révolutionnaire que par les entreprises inouïes du puissant génie qui lui succéda, pour amener ce peuple si facile à entraîner à se réduire à des efforts pacifiques, à la modération, au dévoûment, au calme religieux! L'énergie né-

cessaire ne se trouvait plus dans la famille régnante qui semblait avoir vieilli; elle voulut entrer, sans doute avec la meilleure intention, dans cette lutte perpétuelle et inutile en faveur d'un ancien ordre de choses qui n'avait plus de vie, contre les nouvelles idées, contre de fortes prétentions auxquelles il n'était plus possible de résister en face, et que la force d'un génie très supérieur pouvait seule tourner vers le bien.

Les ministres de Charles X firent paraître, au mois de juillet 1830, afin de faire réussir leurs desseins malgré les chambres, plusieurs ordonnances qui blessaient certains articles de la charte : ce fut le signal d'une révolte ouverte. Le peuple de la capitale, qui est en possession de parler pour toute la France, se révolta et combattit les troupes peu nombreuses de la garnison, les 27, 28 et 29 juillet, et les força d'évacuer la ville; comme ensuite arriva des provinces de tous côtés le retentissement des approbations du peuple et que d'ailleurs le petit nombre de ceux qui étaient attachés à la maison régnante n'osaient se montrer, le roi fut obligé d'abandonner la France avec toute sa famille et d'aller d'abord chercher un asile en Angleterre. Alors le peuple français plaça sur le trône, dans la personne de Louis-Philippe, la deuxième branche de la maison royale, la branche d'Orléans. L'unanimité qu'il y eut dans l'événement, et la conduite savante du nouveau roi, engagèrent les autres puissances de l'Europe à le reconnaître. Son règne n'a encore duré que sept ans; mais il a eu

déjà beaucoup de luttes difficiles à soutenir contre l'esprit de parti qui s'est élevé au milieu de ce peuple fougueux, excité tant par les amis de l'ancien gouvernement, qui sortis du premier étourdissement ont relevé la tête, que par les partisans de la république, peut-être encore plus puissants qu'eux, qui poursuivent l'ancien rêve d'une république avec d'autant plus de fanatisme qu'il est plus opposé à la saine raison. Une république de trente millions d'hommes dans un temps et chez un peuple où la simplicité des vertus civiques, qui peuvent seules constituer un état libre, sont à peine connues de nous! Jusqu'à présent, cependant, le roi et son ministère ont conduit le vaisseau de l'État heureusement à travers les plus dangereuses tempêtes et ont su écarter par la modération les embarras intérieurs comme ceux du dehors.

2. Dès le mois de septembre de la même année, une révolte éclata à Bruxelles, et peu à peu dans toute la Belgique, contre la souveraineté de la maison d'Orange et la réunion avec la Hollande. Après de sanglants combats, les troupes hollandaises furent obligées d'évacuer Bruxelles et bientôt tout le pays, à l'exception de quelques places fortes. Les deux pays qui composaient le royaume des Pays-Bas, réunis pour la première fois par le congrès de Vienne, montrèrent alors une si grande antipathie l'un contre l'autre, que le roi Guillaume lui-même et les anciennes provinces hollandaises ne purent plus désirer la prolongation de la réunion, et que

les autres puissances durent donner leur approbation à l'érection d'un nouveau royaume des Belges.

Mais cette question difficile n'était pas terminée par là. Ce nouveau royaume, qui se compose de riches provinces pleines d'énergie, ne peut pas développer ses forces s'il n'a pas une libre communication avec la mer par l'Escaut, dont l'embouchure est sous la puissance de la Hollande. Cependant la Hollande ne veut pas renoncer à cet avantage topographique, dans la crainte qu'Anvers ne vienne encore apporter un trop grand dommage aux villes de commerce hollandaises, comme elle l'a déjà fait. Il s'éleva encore d'autres difficultés au sujet de la possession du Luxembourg, de quelques autres terrains, et du partage de la dette nationale. Les cinq grandes puissances de l'Europe qui tinrent des conférences à Londres pour terminer ces contestations et en même temps pour donner un roi à ce nouveau royaume belge, firent en sorte que les états belges portassent leur choix sur le prince Léopold de Saxe-Cobourg. Ce prince qui avait refusé la couronne de Grèce accepta, au mois de juin 1831, celle de Belgique. Il se maria plus tard avec une fille de Louis-Philippe et lia ainsi la France encore plus étroitement à la défense de son royaume; il en avait déjà éprouvé l'efficace assistance peu de temps après être monté sur le trône. Le roi Guillaume de Hollande voulant mettre un terme à toutes ces contestations par la force des armes, était entré en vainqueur en Belgique; mais bientôt une armée française se pré-

senta pour protéger le pays, et les Hollandais furent obligés de se retirer devant cette puissance supérieure.

La Belgique obtint de la France une deuxième coopération à la fin de 1832 ; car une armée française entreprit le siége de la citadelle d'Anvers qu'occupait une garnison hollandaise, commandée par le général Chassé, qui fit une très vigoureuse résistance; elle fut prise et remise entre les mains des Belges. En même temps une flotte anglo-française bloquait les côtes de la Hollande et conduisait dans un port français ou anglais tous les vaisseaux marchands hollandais qu'ils prenaient. L'Autriche, la Prusse et la Russie n'approuvaient point ces mesures de violence contre la Hollande ; cependant elles ne voulurent y prendre aucune part. Ainsi les inquiétudes que toute l'Europe avait par rapport à une guerre européenne n'eurent pas de suites, grâce à la modération des souverains. Quand l'armée française, conformément à la promesse du roi, fut rentrée en France sitôt après la prise de la citadelle d'Anvers, le roi de Prusse fit rentrer lui-même cette armée d'observation qu'il avait rassemblée sur la Meuse.

La question hollandaise n'est point terminée, le blocus des côtes hollandaises continue toujours, les deux états désunis prennent des apparences de plus en plus hostiles, et il faut toute la sagesse des rois d'aujourd'hui et l'amour de l'ordre qu'ont les peuples pour nous garantir contre l'incendie que pourrait allumer l'étincelle qui n'est pas encore éteinte.

3. Un autre incendie qui s'enflamma à la révolution de juillet et dura pendant quelque temps avec la plus grande force, a passé en Europe sans avoir des suites générales, comme on aurait pu le craindre. C'est la révolution de la Pologne, soulevée contre la domination russe, qui éclata à Varsovie en 1830, se répandit promptement dans le pays et trouva une forte protection dans son armée très aguerrie. La noblesse du pays, les villes, les paysans, tous se réunirent pour reconquérir une indépendance nationale qui leur avait été ravie par le partage de la Pologne au dix-huitième siècle, et que Napoléon leur avait promise comme moyen de les emmener en Russie et sans avoir pu remplir sa promesse; alors le peuple se jeta encore une fois dans une lutte à la vie à la mort. Cette lutte fut très opiniâtre et très longue. L'élite de la puissance russe y fut envoyée successivement, et les meilleurs généraux furent placés à la tête. Le vainqueur des Turcs, le comte Diebitsch, y succomba aux efforts et aux fatigues que demandait cette guerre, après plusieurs sanglantes batailles qui n'avaient rien décidé; mais son successeur, le comte Paskevitsch, soumit le pays par son système de circonscription, de séparation, et enfin par les sanglants assauts qu'il donna à la capitale, le 8 septembre 1831. Une partie de l'armée polonaise s'étant retirée sur les frontières autrichiennes et prussiennes fut désarmée, et le plus grand nombre des officiers se mit en route pour la France à travers l'Allemagne. Au mois de février 1832, la Pologne fut

réunie à la Russie comme partie intégrante de l'empire.

4. La révolte des états du pape et de quelques petites principautés voisines en Italie eut une fin bien plus facile et bien plus prompte ; car l'entrée des troupes autrichiennes y rétablit aussitôt la paix. Mais comme dès qu'elles se furent retirées de nouveaux mouvements s'étaient manifestés, les Autrichiens revinrent et s'emparèrent de Bologne. La France alors, pour faire valoir aussi elle son influence en Italie, se décida à envoyer une flotte vers Ancône, qui s'empara de la ville ; et les deux puissances se trouvèrent là en présence, comme devant veiller à la tranquillité du pays, mais dans le fait pleines de rivalité l'une contre l'autre.

5. Afin qu'aucun pays d'Europe ne fût à l'abri des secousses et des inquiétudes de l'époque (sauf le Danemarck et la Suède qui restèrent assez paisibles), la Suisse se divisa aussi en deux partis, l'un pour *l'ancienne* constitution, l'autre pour la *nouvelle*. Le canton de Bâle se divisa en deux, Bâle-campagne, Bâle-ville. Neufchâtel ne fut rappelé à l'ordre que par la puissance des armes, et encore aujourd'hui les cantons originaires sont séparés des autres d'idées et de coopération ; de sorte que ce petit pays, auparavant si pacifique se ressentira encore long-temps des enfantements révolutionnaires de la France. Longtemps la Suisse vit ses relations avec les autres puissances de l'Europe fort embarrassées, parce que non seulement elle offrait aux réfugiés politiques des autres pays un asile libre pour se retirer, mais

même pour y machiner des trames contre le repos public; c'est ainsi qu'on fut sur le point de voir éclater des révoltes en Savoie et dans le sud de l'Allemagne. Mais de sérieuses représentations de la part de la France, de l'Autriche et des autres états du sud de l'Allemagne, réunies à la voix d'un certain nombre de ceux qui craignaient les suites de cet état de choses, ne furent pas sans résultat. Des mesures énergiques ont été prises contre les refugiés; et désormais les relations de la Suisse avec ses voisins sont sur un bon pied.

6. En Angleterre enfin, le levain de fermentation, qui réside surtout dans l'excès de la misère à côté de l'excès de la richesse, est monté à un si haut point d'aigreur que l'avenir de ce royaume est menacé de grands troubles. Déjà, dans une grande partie de l'Irlande, l'autorité de la loi est si affaiblie, que la vie et la propriété des habitants pacifiques est dans un continuel danger; de sorte que désormais il n'est plus possible d'empêcher la perte complète de l'ordre, si ce n'est par l'introduction vigoureuse de la force brutale ou par des améliorations dans l'administration. Aujourd'hui l'on travaille avec constance à améliorer les points les plus faibles du gouvernement anglais; mais le but n'est pas encore complètement obtenu, et malheureusement le roi Guillaume IV qui avait de si bonnes intentions est mort au milieu de ce grand travail, le 20 juin 1837. Ses vastes états, excepté le Hanovre, sont passés à sa nièce, aujourd'hui la reine Victoria.

Conclusion.

Ainsi les regards que nous jetons sur les sept dernières années nous offrent le triste tableau d'une fermentation générale; de sorte que dans l'état où nous sommes, ce n'est que par les plus grands efforts de ceux qui, avec raison, tiennent pour un devoir la conservation de la paix à quelque prix que ce soit, que nous pouvons éviter l'éclat de cette tempête, la plus terrible qui ait jamais menacé l'Europe. Le grand danger n'est point dans le désir de la guerre de quelques hommes puissants, ni dans la haine des souverains et des peuples entre eux; de pareilles raisons d'ébranlement extérieur ont apparu de temps en temps avec la plus grande violence dans l'histoire, et quelque terribles qu'aient été les effets produits au moment de leur apparition, ils ont passé sans attaquer le germe de l'état social, car des ruines il sortait plus vivace; mais le danger est dans un poison répandu dans l'état social, qui le ronge à l'intérieur, qui menace de détruire ses principes de vie et qui, quand il trouve l'occasion de se jeter au dehors, menace de tout bouleverser, de tout détruire. Les bases sur lesquelles repose l'existence sociale: la religion, les mœurs, le respect pour la loi, l'horreur du mensonge et de la perfidie, la soumission dans la nécessité, quand elle paraît comme une haute destinée, la croyance dans la victoire du bien et le puissant courage pour agir dans cette conviction, sont renversées ou du moins n'existent plus

avec cette force et cette universalité qui leur convient. Ce n'est donc point sur des moyens extérieurs, ce n'est point sur la violence, ce n'est point sur la sagesse des calculs humains, ce n'est point non plus sur les nouvelles formes des états qu'il faut compter; mais le salut ne peut nous venir que de la vie intime, quand chaque père de famille dans sa maison, chaque instituteur dans ses écoles, chaque ami avec ses amis, dirigera toute son énergie à faire opposition à la dégénération de l'esprit, qui menace de nous entraîner dans l'abîme.

Tenons-nous donc fermes dans la croyance qu'il y a encore beaucoup d'âmes actives, surtout dans notre patrie, qui ne se lassent point de travailler vers ce but. L'assistance d'en haut ne leur manquera pas plus qu'elle ne leur a manqué dans les années de malheur que nous avons déjà passées; sinon, qui aurait donc dans ce temps détourné les dangers les plus imminents toutes les fois que la passion et l'aveuglement ont menacé de bouleverser tout l'ordre? qui aurait donc béni les champs et fait mûrir les moissons, dans la crainte que la faim et la misère ne portassent à la révolte les malheureux du peuple que des hommes immoraux pouvaient employer à l'exécution de leurs desseins criminels? qui aurait donc fait passer si bénin sur la plus grande partie de l'Europe ce fléau pestilentiel dont l'apparition effroyable et teinte de sang pouvait bouleverser les idées et l'intelligence, de sorte qu'il n'a été qu'un grand avertissement? qui enfin au milieu de la con-

fusion et de l'entraînement des passions aurait semé les germes qui doivent produire de beaux plants et qui peuvent seuls consoler l'œil de l'ami de l'humanité, quand dans sa douleur pour les malheurs présents, il jette un regard sur le lointain?

C'est là le fruit d'une recherche sérieuse dans l'histoire, elle nous force de reconnaître en grand les voies de la Providence et de ne jamais désespérer du présent entièrement, quelque mauvais qu'il soit; et en effet, il y a dans notre siècle des germes d'un nouvel état qui méritent toute notre attention.

En Grèce, la plus ancienne, la plus noble race d'hommes de l'Europe vient d'être tirée de la servitude de la barbarie et peut maintenant recommencer une nouvelle vie.

Sur la côte nord de l'Afrique, la conquête d'Alger a jeté les fondements d'établissements chrétiens, et pour peu qu'ils soient gouvernés d'après de grandes idées, ils pourront embrasser toute cette côte, autrefois si importante, assurer un asile au trop plein de l'Europe et être un point de départ pour de plus grands développements dans cette partie du monde.

Au milieu et au sud de l'Amérique, un certain nombre d'états qui se sont délivrés de la domination d'Espagne et de Portugal, ont devant eux un grand champ pour se développer promptement et en liberté; et si chez eux un principe de vie prend le dessus, ils sont appelés à résoudre en grand le nouveau et important problème

des progrès de la race humaine : celui de fondre peu à peu en un tout organisé différentes races de peuples.

La cinquième partie du monde acquiert, tant par les établissements européens que par la propagation du christianisme, de plus en plus d'importance : et le temps viendra où elle jouera aussi elle son rôle avec indépendance dans l'histoire des hommes.

C'est de l'Europe que part le germe de cette nouvelle vie qui commence pour les autres parties du monde. Mais faudra-t-il que la mère épuise toute sa force vitale pour produire de si nombreux et si beaux fruits? Sans doute elle porte plus d'une marque de vieillesse. Mais aussi la vieillesse peut avoir dans ses limites et suivant ses lois un état de santé et de vigueur, une *viridis senectus*; et cet état de santé ne doit avoir son principe que dans l'intérieur de la nature spirituelle. Mais possédons-nous une force et une volonté assez énergiques pour débarrasser le principe de vie des déblais qui l'encombrent, afin qu'il puisse pousser de nouveaux rejetons? C'est ce que l'histoire du siècle suivant publiera à notre gloire ou à notre honte.

FIN DU SECOND ET DERNIER VOLUME.

TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES

DANS LE SECOND VOLUME.

SIXIÈME ÉPOQUE. 1520.

SEPTIÈME ÉPOQUE. 1648.

FIN DE LA TABLE DU SECOND ET DERNIER VOLUME.


LAUSAN
LIBERTE
ET
PATRIE

